



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

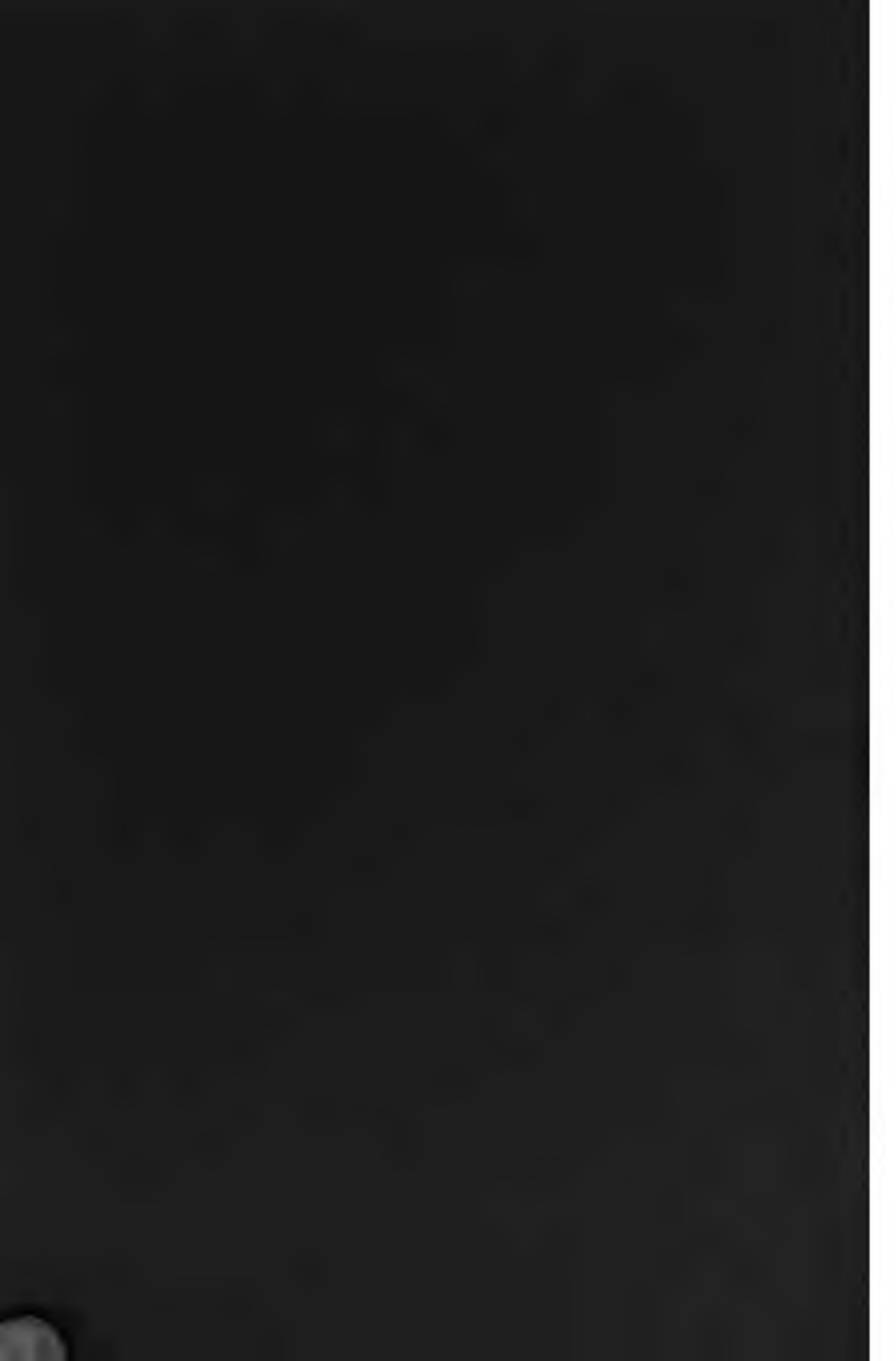
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY



DC
611
N73
S8

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ NIVERNAISE
DES
LETTRES, SCIENCES ET ARTS

NEVERS,

G. VALLIÈRE, IMPRIMEUR.

Avenue de la Gare, 24.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ NIVERNAISE
DES
LETTRES, SCIENCES ET ARTS

TROISIÈME SÉRIE. — TOME IX°. — XIX^e VOLUME DE LA COLLECTION



A NEVERS
CHEZ M. MAZERON, LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ, RUE DU COMMERCE

1902

Duminy
Nijhoff
13603
5-4-27

SOCIÉTÉ NIVERNAISE

DES LETTRES, SCIENCES ET ARTS

COMPOSITION DU BUREAU

MM. René DE LESPINASSE, *président*.
Henri DE FLAMARE, *vice-président*.
Paul MEUNIER, *secrétaire*.
Gaston GAUTHIER, *pro-secrétaire*.
Edmond DUMINY, *bibliothécaire-archiviste*.
DE SAINT-VENANT, *conservateur du musée de la Porte-du-Croux*.
G. VALLIÈRE, *trésorier*.

MEMBRES D'HONNEUR

M^{re} l'ÉVÊQUE DE NEVERS.
MM. le PRÉFET DE LA NIÈVRE.
le PRÉSIDENT DU TRIBUNAL CIVIL.

LISTE DES MEMBRES TITULAIRES

MM.
ALLARD (l'abbé), curé-doyen de Pougues-les-Eaux. — 29 mai 1890.
ANCHALD (comte d'), château de Sauvages, par Beaumont-la-Ferrière.
— 31 juillet 1890.
ANDRIEU (Joseph), rue de l'Oratoire, à Nevers. — 27 juin 1901.
ARMAILLÉ (vicomte René d'), château du Tremblay, à Vandenesse. —
29 novembre 1900.
ASSIGNY (Henry d') *, à Nevers. — 7 juillet 1868.
BARRAU (Léon d'Abbadie de), château du Chazeau, par Imphy. —
24 juin 1886.
BARREAU (Joseph), à Pont-Saint-Ours, commune de Coulanges. —
25 novembre 1897.
BAUDOT, à Lanty, par Rémyilly. — 29 novembre 1888.

MM.

- BAYLE, notaire à Nevers. — 29 novembre 1900.
- BENOIST D'AZY (vicomte Paul), château de Faye, commune de Verneuil.
— 17 juin 1897
- BENOIST D'AZY (baron Denys), château du Vieil-Azy. — 29 décembre 1898.
- BENOIST D'AZY (baronne Denys), château du Vieil-Azy. — 29 novembre 1900.
- BENOIST D'AZY (comte René), à Saint-Benin-d'Azy. — 29 novembre 1900.
- BENOIST D'AZY (comtesse René), — — —
- BERT DE LA BUSSIÈRE (Antonin), à Pougues-les-Eaux. — 26 juillet 1894.
- BERTHIER-BIZY (baron Charles de), à Nevers. — 5 mars 1874.
- BERTHIER-BIZY (comte de), château de Bizy, par Pougues-les-Eaux. —
31 octobre 1889.
- BIDE (docteur), professeur à l'école de médecine, à Clermont-Ferrand.
— 30 octobre 1890.
- BLANDIN (Frédéric), propriétaire à Nevers. — 4 février 1869.
- BOIGUES (Joseph), à Brain, par Decize. — 27 octobre 1898.
- BORTIAT, curé-archiprêtre de la cathédrale, à Nevers. — 27 avril 1882.
- BONNEAU DU MARTRAY *, inspecteur général honoraire des ponts et
chaussées, 35, rue de Béthune, à Versailles. — 7 octobre 1875.
- BONNEAU (Paul), avocat à Clamecy. — 27 novembre 1890.
- BOUCOMONT (Antoine), propriétaire à Asnières (Seine). — 25 novembre 1897.
- BOUTROUX (Paul), propriétaire à Nevers. — 31 juillet 1884.
- BOYER, à Saint-Amand-en-Puisaye. — 27 juin 1901.
- BREUIL (comte Jean de), château de Réconfort, commune de Saizy.
— 28 octobre 1897.
- BRUNEAU (l'abbé), curé d'Alligny-en-Morvan. — 26 juin 1884.
- BUSQUET, directeur des mines, à La Machine. — 6 novembre 1873.
- CACHET (l'abbé), curé de Saint-Jean-aux-Amognes. — 29 novembre 1894.
- CASSAN (l'abbé), curé de Beaumont-Sardolles. — 30 octobre 1902.
- CHABANNES (comte Henri de), au château de la Tourette, par l'Arbresle
(Rhône). — 26 janvier 1888.
- CHABOT (Abel), château de Sauvigny, par Nevers. — 27 juillet 1893.
- M^{me} CHABOT (Abel), château de Sauvigny, par Nevers. — 27 juillet 1893.
- CHAPOY (l'abbé), ancien curé d'Aunay. — 30 août 1872.
- CHARANT (colonel de), O. *, à Montargis (Loiret). — 27 juillet 1882.
- CHARRIER (l'abbé Jules), aumônier de la Sainte-Famille, à Nevers.
- CHASTELLUX (comte de), château de Chastellux-sur-Cure (Yonne). —
Février 1885.

MM.

CHATELAIN (l'abbé), licencié ès lettres, professeur à l'institution Saint-Cyr, à Nevers. — Décembre 1891.

CHEMINADE (Emmanuel), licencié en droit, à Nevers. — 26 novembre 1885.

COL (Charles), licencié en droit, rue de la Banque, à Nevers. — 25 janvier 1883.

COURSON DE LA VILLENEUVE (le colonel de), O. ✱, commandant le 13^e d'infanterie, à Nevers. — 29 décembre 1898.

DAMERON, architecte à Nevers. — 1901.

DARNAY (baron), château de Montas, par Saint-Saulge. — 31 juillet 1890.

DASSE (l'abbé), curé d'Ourouër. — 30 mai 1897.

DAUPHIN, notaire à Nevers. — 25 juillet 1889.

DEBOURGES (G.), avocat à Nevers. — 22 février 1883.

DELAMALLE (Jacques), 104, boulevard Haussmann, Paris. — 28 novembre 1889.

DELOST (l'abbé), chanoine honoraire, curé-doyen de Château-Chinon. — 4 mars 1869.

DÉSVEAUX, O. ✱, colonel d'artillerie, à Autun (Saône-et-Loire).

DOMGERMAIN (comte René de), à Veninges, près Nevers, et à Phlin, par Nomény (Meurthe-et-Moselle). — 25 avril 1889.

DUBOST, avoué à Nevers. — 29 novembre 1900.

DUMINY (Edmond), conservateur de la Bibliothèque, à Nevers. — 2 juin 1881.

ESPEUILLES-VICENCE (comte Albéric d') ✱, conseiller général, au château d'Espeuilles, commune de Montapas. — 27 juin 1889.

ESTAMPES (comte Jean d'), château de Mouchy, par La Charité. — 31 octobre 1889.

FAULQUIER (Adrien), à Clamecy. — 13 mai 1875.

FERRIER (Henri), artiste peintre, à Prémery. — 20 avril 1871.

FICHOT fils, 84, rue de Mouësse, à Nevers. — 25 avril 1901.

FIOT, ancien négociant, à Nevers. — 22 février 1893.

FLAMARE (Henri de),  I., archiviste du département, à Nevers. — 23 février 1882.

FRANÇOIS, ancien architecte, rue de l'Oratoire, 11, à Nevers, et à Anthien. — 25 novembre 1897.

GAILLON (l'abbé), curé de Tamnay-en-Bazois. — 31 janvier 1902.

GARILLAND, juge de paix à Pougués-les-Eaux. — 24 novembre 1892.

MM.

GAULMYN (vicomte Joseph de), château de Rimazoir, par Souvigny (Allier). — 29 novembre 1888.

GAUTHIER (Gaston), instituteur à Murlin. — 26 juin 1890.

GAUTHIER (docteur), à Saint-Benin-d'Azy. — 30 octobre 1902.

GEOFFROY, conducteur des ponts et chaussées, à Nevers. — 29 mai 1902.

GIRARD (Paulin), chef de division de préfecture retraité, à Nevers. — 25 avril 1901.

GIRERD (Frédéric), avocat à Nevers. — 19 mars 1891.

GONAT (Albéric), à Saint-Pierre-le-Moûtier. — 17 août 1874.

GRINCOUR (André), château de Fontallier, par Saint-Pierre-le-Moûtier. — 27 juin 1889.

GUENEAU (Lucien), notaire à Brinon. — 29 octobre 1896.

M^{me} GUÉNY, château de Dumphlun, par Saint-Benin-d'Azy. — 31 octobre 1889.

GUILLERAND, à Roussy, commune de Saint-Parize-le-Châtel. — 24 février 1887.

HUGON (Edmond), ancien magistrat, à la Coquillerie, commune d'Urzy. — 3 juillet 1873.

HUGON (Charles), à Nevers. — 27 juin 1901.

IMBART DE LA TOUR (comte Joseph), à Chevret, par Imphy. — 31 juillet 1890.

JOURDAN (docteur), rue Mirangron, à Nevers. — 27 juillet 1882.

JULLIEN (l'abbé), curé de Poiseux.

JULLIEN, commis des ponts et chaussées, à Nevers. — 26 janvier 1882.

LA CHESNAYE (comte de), à Pouilly-sur-Loire. — 24 février 1887.

LANGLE DE CARY (Charles de), ancien magistrat, à Corvol-d'Embernard. — 13 mai 1875.

LANGUINIER (Edmond), château de Machigny, commune de Saint-Sulpice. — 22 février 1893.

LAUGARDIÈRE (vicomte de), ancien conseiller à la cour d'appel, 13, rue Hôtel-Lallemant, Bourges. — 23 avril 1857.

LAVESVRE (Henri de), à Clamour, commune de Germigny-sur-Loire. — 22 avril 1893.

LE BLANC BELLEVAUX (Auguste), 11, rue Gambetta, Nevers. — 1899.

LEBEUF, adjoint au maire, à La Charité-sur-Loire. — 1899.

MM.

- LESPINASSE (René de) ✱, ☉ I., à Luanges, commune d'Urzy. — 8 juin 1867.
- M^{me} DE LESPINASSE, à Luanges, commune d'Urzy. — 31 octobre 1889.
- LE VASSEUR, château de la Pointe, par La Charité. — 27 janvier 1898.
- LHUISSIER (l'abbé), curé de Champvert. — 28 juillet 1898.
- MAGNARD, industriel à Fourchambault. — 31 juillet 1890.
- MANUEL (Georges), à Marzy, et 31, rue François-Ier, à Paris. — 25 avril 1895.
- MARANDAT (Henri), à Oliveau, commune de Mars. — 30 mars 1893.
- MARCY (Raoul), ingénieur civil à Nevers. — 27 mai 1886.
- MARCY (M^{sr} Jean de), chanoine de Lorette, à Lorette (Italie). — 1891.
- MAROCCHETTI (le commandant) ✱, conseiller général, château de Chevannes, par Nevers. — 25 novembre 1897.
- MARON (Albert), à Nevers. — 2 juin 1881.
- MASSE (François), précepteur, à Corcelles, par Decize. — 1899.
- MASSILLON ROUVET ☉, ☉ A., architecte à Nevers. — 25 novembre 1897.
- MAUMIGNY (comte de) ✱, rue Creuse, à Nevers. — 28 juin 1883.
- MAZERON (Achille), libraire à Nevers. — 25 juin 1885.
- MAZOYER ✱, ingénieur en chef des ponts et chaussées, à Nevers. — 27 janvier 1898.
- MÉTAIRIE (Abel), à Fonfaye, par Châteauneuf-val-de-Bargis. — 9 juillet 1874.
- MEUNIER (Paul), avocat, 23, rue du Rempart, Nevers. — 28 novembre 1889.
- MEUNIER (l'abbé), professeur à l'institution Saint-Cyr, à Nevers. — 27 juin 1895.
- MILLIEN (Achille) ✱, ☉ A., à Beaumont-la-Ferrière. — 14 juin 1860.
- MIRAULT, régisseur à Cours-les-Barres (Cher). — 10 janvier 1866.
- MIROT-COGNAT (Léon), archiviste aux Archives nationales, Paris, 23, rue Denfert-Rochereau, et à Clamecy. — 22 avril 1893.
- MONOT (docteur) ✱, à Montsauche. — 6 mars 1873.
- MOHLER (Paul), juge à Issoudun. — 27 juin 1901.
- MONTAGNON ✱, à Nevers. — 13 février 1879.
- MONTAGNON (Gabriel), industriel, à Nevers. — 25 avril 1901.
- MONTEIGNIER, à Dompierre-sur-Nièvre. — 29 août 1872.
- MONTJOYE (vicomte de), à Châtel-Censoir (Yonne). — 1899.
- MONTRICHARD (comte de) ✱, château de la Chasseigne, par Saint-Parize-le-Châtel. — 27 octobre 1881.

MM.

MOREAU (Victor), ancien notaire, à Moulins-Engilbert. — 25 novembre 1897.

MORET DE NYON (capitaine), à Nevers. — 27 janvier 1898.

MORLON, conseiller à la cour d'appel, à Bourges. — 5 décembre 1867.

MOUTILLON (l'abbé), curé de Saint-Martin-d'Heuille. — 26 décembre 1901.

PANNETIER (l'abbé), curé de Varennes-les-Nevers. — 29 août 1872.

PÉNAVAIRE , compositeur de musique, 21, rue Notre-Dame-de-Lorette, à Paris. — 5 avril 1894.

PERRIER (docteur), médecin à La Charité. — 13 novembre 1879.

PHILIPPE (André), archiviste de la Lozère, à Mende. — 31 octobre 1901.

POUSSEREAU (Louis), à La Machine. — 30 juin 1892.

PRÉGERMAIN (Lambert), château de Tintury. — 4 octobre 1877.

QUILLIER, notaire à Decize. — 30 décembre 1897.

RAMEAU (l'abbé J.-B.), professeur à l'institution Saint-Cyr, Nevers. — 29 mars 1890.

RASILLY (marquis de), château de Beaumont, par Saint-Pierre-le-Moutier. — 25 juillet 1889.

RENAULT (Théodore), 3, rue Gerbilon, Paris. — 1899.

ROBELIN (Albert), à Nevers. — 24 novembre 1881.

ROBLIN, à Champvert. — 25 mars 1897.

ROSEMONT (Pierre de), château de Vernoi (Loire), et à Nevers. — 2 juin 1892.

SAINT-CYR (docteur Victor), à Léré (Cher). — 30 novembre 1882.

SAINT-VENANT (de) , inspecteur des forêts, à Nevers. — 25 avril 1895.

SAINT-SAUVEUR (vicomte de), à Saint-Firmin, et au château d'Autry, par Vierzon (Cher). — 26 avril 1894.

SARRIAU, rue Treilhard, 4, Paris. — 7 octobre 1880.

SAVIGNY DE MONCORPS (comte Charles de) , château de Fertot, par Nevers. — 3 août 1854.

SAVIGNY DE MONCORPS (vicomte René de) , à Seillans (Var). — 3 août 1854.

SAVIGNY DE MONCORPS (la vicomtesse Henri de), château de Poiseux, par Guérigny. — 26 juin 1890.

MM.

SAULIEU (comte Charles de), à Lurcy-le-Bourg, par Prémery. — 24 février 1887.

SERY (l'abbé), chanoine, à Nevers. — 27 octobre 1881.

SOULTRAIT (vicomte Roger de), château de Dornes et à Nevers. — 23 février 1888.

SOYER (l'abbé), curé de Sermoise. — 9 janvier 1873.

SUBERT (docteur), ~~Q~~ I., à Nevers. — 12 janvier 1865.

TESTE, château de Vésigneux, par Saint-Martin-du-Puy. — Février 1885.

TESTE (Alexandre), à Lormes. — 27 octobre 1887.

THONIER (Roger), à Saint-Léger, commune de Mars. — 30 mars 1893.

TIERSONNIER (Gabriel), au château du Colombier, par Nevers. — 27 juin 1889.

TIERSONNIER (Ludovic), château de la Grâce, commune de Gimouille.

TIERSONNIER (Ch.), à Nevers. — 25 avril 1901.

TOYTOT (Ernest de), à Nevers. — 6 février 1862.

TRAMEÇON (l'abbé), curé de Montigny-sur-Canne. — 31 janvier 1895.

TRICOT, avocat à Nevers. — 27 février 1902.

USQUIN (Paul), ancien juge de paix, à Pougues-les-Eaux. — 6 avril 1876.

VALLIÈRE (Gilbert), imprimeur-éditeur à Nevers. — 23 mai 1889.

VERNE (Charles du), à Nevers. — 3 mars 1870.

VERNE (Victor du), à Nevers. — 9 janvier 1873.

VERNE (Auguste du), à Nevers. — 4 novembre 1880.

VERNE (Charles du), château de Poiseux, par Guérigny. — 25 avril 1889.

VILLENAUT (Octave de), à Nevers. — 27 janvier 1887.

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

- 1 Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, Paris. 5 exemplaires.
- 2 Commission du répertoire de bibliographie scientifique, 5^e bureau de l'Enseignement supérieur.— Ministère de l'Instruction publique.
- 3 Bibliothèque de la direction des Beaux-Arts, Palais-Royal, à Paris.
- 4 Société philotechnique, à Paris.
- 5 Polybiblion, 5, rue Saint-Simon, à Paris.
- 6 Société littéraire de Clamecy (Nièvre).
- 7 Société d'émulation de l'Allier, à Moulins.
- 8 Société historique du Cher, à Bourges.
- 9 Société des Antiquaires du Centre, à Bourges.
- 10 Société archéologique et historique, à Orléans.
- 11 Société d'agriculture, belles-lettres, sciences et arts d'Orléans.
- 12 Société historique du Gâtinais, à Paris, 38, rue Gay-Lussac.
- 13 Académie de Mâcon.
- 14 Société éduenne, à Autun.
- 15 Société des sciences naturelles et historiques de l'Yonne, à Auxerre.
- 16 Société d'études, à Avallon (Yonne).
- 17 Société archéologique de Sens.
- 18 Société d'agriculture, sciences et arts d'Angers.
- 19 Société académique d'archéologie, sciences et arts de l'Oise, à Beauvais.
- 20 Société d'études des sciences naturelles de Béziers.
- 21 Société académique de Boulogne-sur-Mer.
- 22 Société d'agriculture, de commerce, etc., du département de la Marne, à Châlons-sur-Marne.
- 23 Société académique de Cherbourg.
- 24 Académie des sciences de Clermont-Ferrand.
- 25 Société d'agriculture, de commerce et d'industrie du département du Var, à Draguignan.
- 26 Société d'études des Hautes-Alpes, à Gap.
- 27 Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, à Guéret.
- 28 Société des sciences et arts du Havre.
- 29 Société havraise d'études diverses, au Havre.
- 30 Société historique et archéologique de Langres.
- 31 Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, à Saintes.

- 32 Société littéraire de Lyon.
 - 33 Académie des sciences, belles-lettres et arts de Marseille.
 - 34 Société des travaux de statistique de Marseille.
 - 35 Académie des sciences, belles-lettres et arts de Tarn-et-Garonne, à Montauban.
 - 36 Société archéologique de Tarn-et-Garonne, à Montauban.
 - 37 Société d'émulation de Montbéliard.
 - 38 Société centrale d'agriculture, à Nice.
 - 39 Académie de la Val-d'Isère, à Moutiers (Savoie).
 - 40 Société des sciences naturelles de l'Ouest, au muséum de Nantes.
 - 41 Société des sciences, lettres et arts des Alpes-Maritimes, à Nice.
 - 42 Académie du Gard, à Nîmes.
 - 43 Société historique et archéologique du Périgord, à Périgueux.
 - 44 Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.
 - 45 Société archéologique de Rambouillet.
 - 46 Académie de Reims.
 - 47 Société historique et archéologique de Soissons (Aisne).
 - 48 Comité archéologique de Senlis, à Senlis.
 - 49 Société académique du Var, à Toulon.
 - 50 Société d'histoire naturelle de Toulouse.
 - 51 Société archéologique du midi de la France, à Toulouse.
 - 52 Société des sciences et arts de Vitry-le-Français.
 - 53 Société archéologique de Touraine, rue du Belvédère, 16 bis, à Tours.
 - 54 Société scientifique de Beaune.
 - 55 Société des Bollandistes, à Bruxelles.
 - 56 Société de l'histoire naturelle, à Colmar.
 - 57 Société pour la conservation des monuments historiques d'Alsace, à Strasbourg.
-

RÈGLEMENT

DU

PRÊT DES LIVRES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE LA SOCIÉTÉ

1° Tous les livres appartenant à la Société pourront être prêtés aux membres titulaires et plus spécialement ceux qui forment le fonds de Soultrait.

2° Un registre sera créé à cet effet et divisé en plusieurs colonnes, contenant le titre et le format de l'ouvrage, la date du prêt, le nom de l'emprunteur ainsi que sa signature et l'évaluation du volume.

3° Les livres ne seront prêtés que pour un délai maximum d'un mois, et devront être remis à la Porte-du-Croux.

4° Le bibliothécaire aura seul qualité pour donner et recevoir les volumes.

5° Au cas où la lettre de rappel du bibliothécaire serait restée sans réponse, tout nouveau prêt serait refusé au retardataire.

6° Le plus grand soin est recommandé pour les livres. Il y aurait lieu à indemnité dans le cas où un livre serait détérioré.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ NIVERNAISE
DES
LETTRES, SCIENCES ET ARTS

DESCRIPTION
DU
CLOCHER & DE L'ÉGLISE DE MARZY
PAR
RENÉ DE LESPINASSE

Parmi les petites églises paroissiales qui subsistent encore, pour l'époque romane, dans les environs de Nevers, celle de Marzy est peut-être la plus intéressante et, malgré certains remaniements regrettables, une des mieux conservées jusqu'à ce jour.

Elle mérite d'être décrite dans tous ses détails.

Le village de Marzy, situé sur la pointe de terre formée par la jonction de la Loire et de l'Allier, se trouve en dehors de tout passage et assez rarement visité à cause de cet isolement ; mais l'archéologue qui se détournera de son chemin sera amplement récompensé par la vue de ce petit monument exécuté avec le soin et l'élégance les plus recherchés.

Cette première étude, qui sera complétée plus tard par la partie historique, montrera l'intérêt local de ce petit coin oublié des environs de Nevers.

A l'extérieur, la construction, aux proportions bien combinées, présente un ensemble très gracieux ; nef et porche terminé en pignon ; au transept un beau clocher carré dominant les toitures de deux étages ; chapelles plus récentes de chaque côté, au nord et au midi ; abside ronde au fond de l'édifice.

Extérieurement, la nef a 26 mètres de long sur 10 de large, le clocher 7 mètres, l'abside 4 m. 50 ; longueur totale en dehors, 37 m. 50.

L'édifice est donc de petite dimension, construit par le trésorier du chapitre de Saint-Cyr pour les besoins d'une paroisse peu importante, mais d'un ensemble assez harmonieux pour constituer un ravissant morceau d'architecture.

Nous ignorons encore la date exacte de la construction qui doit remonter, d'après ses apparences, à la renaissance romane du XII^e siècle. On y trouve l'arc aigu mélangé au plein cintre, comme à la grande église monastique de La Charité, ainsi que les décorations de sculpture qui, malgré leur sobriété, indiquent une époque postérieure à notre autre église monastique de Saint-Etienne de Nevers.

Examinons d'abord le dehors. La nef ne mérite pas l'attention ; deux contreforts à faible saillie soutiennent les murs sur toute la longueur ; leur faiblesse comme le peu d'épaisseur des murs ne laissent pas supposer l'existence d'une voûte à une époque quelconque. L'entrée est formée d'un simple pignon pointu, sans aucun ornement ; le tympan de la porte en plein cintre, en claveaux bruts, est refait. De chaque côté deux petits corbeaux anciens, reposant sur chaque montant, ont dû supporter la légère charpente d'un porche. Une petite baie à plein cintre, située au milieu de la hauteur, en place de rosace, semble ancienne. A gauche de l'entrée de l'église, une belle pierre tombale,

dressée sur quatre pieds, sert pour déposer les cercueils des défunts. Les murs latéraux sont terminés par un entablement en doucine orné de modillons également en doucine et d'un joli effet. Ces pièces doivent être anciennes tandis que la pointe du pignon et la couverture actuelle en tuiles ont été certainement refaites. La charpente primitive devait être plus plate. A la suite d'une destruction par incendie ou autrement on a donné plus de hauteur et de pente à la toiture et l'on a engagé la moitié de l'étage de la tour ce qui produit le plus fâcheux effet à l'œil quand du dehors et du côté de la nef on regarde le clocher. Cette disposition défectueuse nous paraît inadmissible pour l'état primitif.

La surélévation de la toiture semble s'accorder avec une réfection de la base des murs qui indique une reprise de tout l'ensemble, aussi bien de la nef que du clocher, les entablements et autres ornements extérieurs restant anciens.

Passons maintenant à la tour carrée ou clocher, qui est le plus beau morceau de l'édifice. Il se compose d'un rez-de-chaussée formant contrefort et de trois étages, l'un plein et les deux autres à jour, le tout d'une hauteur d'environ 20 mètres.

L'évidement des contreforts au-dessus du rez-de-chaussée et l'ornementation des étages donnent une grâce réelle à ces petites proportions. La toiture en tuiles, de forme pyramidale, n'est pas de l'époque, cependant nous ne croyons pas à l'existence primitive d'une flèche en pierre. La couverture actuelle n'est pas trop écrasée et ne doit pas s'éloigner sensiblement de la forme ancienne.

On y a mis deux mauvaises lucarnes en bois néo-gothiques qui déparent absolument la toiture et une affreuse horloge qui ne marche plus depuis longtemps. S'il s'agissait d'une réparation il faudrait tout enlever.

La base et les contreforts ont 8 mètres de haut, une petite baie à plein cintre est située au milieu.

Le premier étage, de 4 mètres de haut, est entièrement plein, en bel appareil régulier et lisse, sans aucun bandeau ni saillie ; puis, viennent deux étages de 4 mètres chacun, ornés de fenêtres et d'arcatures d'une grâce charmante ; ces trois étages, par leur contraste, faisant les uns au-dessus des autres le plus heureux effet.

Voici les détails de cette ornementation assez compliquée :

Chaque encognure est bien marquée et saillante, elle est accompagnée d'une colonne ronde qui saillit d'une demi-sphère ; une autre colonne, en tout semblable, placée au milieu, entre les deux fenêtres, complète l'encadrement. La base des colonnes repose sur un cordon orné de petits modillons et sur des cartouches en encorbellement représentant des besans.

Entre ces colonnes plaquées sont de petites fenêtres géminées en plein cintre formées de trois colonnettes avec bases et chapiteaux à feuilles, encadrées elles-mêmes dans de plus grands arcs.

Au deuxième étage, ces arcs sont agrémentés de perles et contournent tout le tour du clocher ; le dernier étage a les mêmes lignes sans l'ornementation de perles entourant les cintres des fenêtres. L'architecte a voulu réunir la masse de ses décorations sur l'endroit où l'œil se porte instinctivement.

D'ailleurs, l'ensemble est d'une grande richesse, chaque façade possédant 8 fenêtres, 12 colonnettes, trois grandes colonnes garnissant les deux étages, trois cordons courant tout autour, enfin les arcs, encadrements et corbeaux divers.

Le tout est, hélas ! dans un délabrement complet,

beaucoup de pierres sont encore bonnes mais disjointes et disloquées. Le côté nord et son rampant en pierre du rez-de-chaussée est assez en état, mais le midi est presque méconnaissable, la plupart des pierres sont gelées, le rampant en pierres est remplacé par un pan de toiture en tuiles ; de plus, une profonde lézarde à l'encognure sud-ouest semble faire redouter une chute de la construction, néanmoins l'aplomb ne paraît pas menacé. Pour éviter la pluie et l'ébranlement du vent, on a bouché en maçonnerie toutes les fenêtres du premier étage, travail fait grossièrement et dans lequel plusieurs colonnettes sont engagées.

L'abside accolée à la façade Est de la tour a trois baies en plein cintre, refaites en bon style ; elles reposent sur un cordon ou bandeau taillé en doucine ; un cordon supérieur exactement semblable contourne les cintres des fenêtres et tout le pourtour de l'abside. Entre les fenêtres, deux colonnes demi saillantes, la base carrée partant du sol et les chapiteaux ornés l'un de besans et de feuilles d'eau, comme ceux de l'intérieur ; l'autre de deux palmes posées en croix et pointillées. L'entablement est soutenu par 17 corbeaux assez saillants, très rapprochés, tous ornés avec grande variété, besans, tête de licorne, serpent, tête de chèvre, carrés superposés, tête de mouton, roue, chat-huant, prismes, carrés, tête d'ours, besans, tête de lièvre et trois sortes d'enroulements. Ces corbeaux assez convenablement conservés, sauf deux ou trois forment un joli ensemble de sculptures romanes dont l'art est si original.

La toiture en tuiles, par opposition à celle de la nef, a été légèrement surbaissée.

Passons maintenant aux détails de l'intérieur et, pour revenir plus tard à la nef, allons directement au chœur formé par la coupole du clocher. Une petite

marche le sépare de la nef, les deux contreforts de chaque angle avancent dans l'église avec même saillie qu'à l'extérieur.

L'arc doubleau aigu ouvrant sur la nef est d'une belle hauteur et marque par sa forme la renaissance romane du ^{xii}^e siècle ; il est appuyé sur deux colonnes et a été armé d'une poutre surmontée d'un crucifix, par mesure de précaution ou par ornementation mal comprise.

En face s'ouvre l'arc de l'abside également aigu et plus bas, faisant, lorsqu'on regarde l'enfilade de l'église, la déclivité si gracieuse des petits édifices romans.

La base de la colonne de gauche est carrée. A plat, sur les angles, est sculpté un serpent à tête fantastique et à double queue s'enroulant de chaque côté. Le fût repose sur un gros tore très aplati, il a 3 mètres de haut et semble sous la peinture être monolythe ou de deux morceaux au plus. Le chapiteau à corbeille ronde est formé de feuilles plates à pointe recourbée, celle du milieu dentelée ; à chaque angle est une face humaine grimaçante, ayant la bouche démesurément grande.

La colonne de droite a une base carrée sans sculpture ; le fût semblable à l'autre, avec chapiteau orné de feuilles plates délinées et dentelées et d'un macaron à stries au milieu.

Nous nous trouvons dans le chœur, sous le clocher, formant petite coupole, de 5 mètres carrés d'intérieur et d'environ 8 mètres de hauteur ; le plafond en demi-sphère ou calotte appuyée sur des trompes qui retombent gracieusement à chaque angle, accusant nettement la forme de coupole ; les deux côtés, à gauche et à droite, sont garnis d'un archivolt à arc aigu reposant sur deux colonnes et éclairé au milieu par une petite

baie à plein centre; les colonnes sont à base carrée; le fût terminé à la base par un tore aplati et en haut par un chapiteau de feuilles mélangées d'enroulements et de besans.

L'arc ouvrant sur l'abside, également aigu et plus bas, reproduit exactement celui de la nef en sa disposition de colonnes : celle de gauche avec le chapiteau orné de feuilles et de deux faces humaines grimaçantes ; celle de droite avec chapiteau de feuilles plates et rameaux surmontés de besans.

Les besans ou petits carrés se retrouvent un peu partout au dedans et au dehors, soit par fantaisie de l'artiste sculpteur soit comme emblème préféré des bienfaiteurs de l'église ; sur trois chapiteaux de la coupole, ils affectent la forme d'un blason placé au milieu du sommet.

La petite abside, de 3 mètres de profondeur, élevée de deux marches, donne place au maître-autel.

Trois jolies fenêtres à plein cintre, reposant sur des colonnettes à fût entièrement dégagé dans les redans, la base et le chapiteau finement sculptés de feuilles, éclairent l'autel et ornent les murs ; enfin la voûte en berceau, formant quart de sphère, donnent à cet ensemble les meilleures et les plus pures conditions du style roman.

Le maître-autel, sans caractère ni mérite sculptural, doit cependant attirer l'attention ; c'est un gros bloc plein, en marbre gris ou pierre très dure à grain très fin, ayant la forme d'un sarcophage et reposant sur deux pieds ; il est recouvert de peinture et engagé de panneaux et rayons en bois peint derrière et au-dessus. L'église de Gimouille possède un autel de même caractère.

Là s'arrêtent, à l'intérieur, les parties restées romanes et réellement bien conservées. Le tout a été, sous

l'administration de M. le curé Crosnier décoré de peintures assez sobres, mais où il se trouve encore trop de dorures et de tons criards pour ne pas faire contraste avec l'élégance sévère du monument. Néanmoins, le chœur formant coupole, avec ses deux arcs évidés, et les deux arcs pleins de chaque côté, l'abside avec sa voûte en berceau et ses trois fenêtres, l'ornementation de colonnes et de colonnettes, le mélange des grands arcs aigus et des petits arcs en plein cintre des fenêtres, constituent un motif d'architecture de proportions très réduites mais d'une extrême pureté de lignes et d'une beauté remarquable.

La nef à l'intérieur n'a gardé aucun caractère roman : les murs sont nus, sans aucune trace de colonnes ou de piliers, ce qui nous confirme, comme le dehors, dans la supposition qu'il n'y a jamais eu de voûtes.

La nef mesure intérieurement 24 mètres de long sur 7 m. 50 de large. L'écartement des murs est maintenu par de petites poutres élégamment chanfrénées et munies d'un tyran, placées à 9 mètres de hauteur du sol et au-dessus de la pointe de l'arc doubleau, de façon à ne pas nuire au coup d'œil. De chaque côté, deux petites fenêtres cintrées avec ébrasement, probablement plus récentes et sans le moindre détail de sculpture, sont placées très haut éclairant imparfaitement l'espace. Des verrières modernes médiocres et toutes différentes garantissent des intempéries.

La tribune, moderne, est supportée par deux colonnes en bois avec simples balustres de bois tourné ; deux petits bénitiers, imités du roman : l'un en bois, l'autre en pierre ; fonts baptismaux en plâtre représentant une porte de style roman ornementé ; contre la porte d'entrée, une statue en pierre de saint Christophe portant Notre-Seigneur, d'assez grossière exécution, du xvi^e siècle ; enfin, au milieu de la nef, sur le nu des

murs, deux niches en plâtre, de style roman, contenant des statues de saints.

A la suite de ces objets médiocres se voit une chaire en bois, style xv^e siècle, hexagone à pans coupés, offrant huit panneaux carrés garnis chacun d'un cartouche rond présentant une tête de saint assez finement sculptée.

Le banc d'œuvre placé en face est une fine sculpture sur bois du xvi^e siècle ; le dossier, à deux étages de six panneaux, se compose de colonnettes et arcatures flamboyantes : les trois de dessous en plein et ceux de dessus élégamment ajourés formant une dentelle de sculpture. Par-dessus se trouve un dôme ou dais gracieusement orné de six clochetons et d'une galerie gothique.

Deux chapelles latérales ont été ouvertes en avant du clocher au xvi^e siècle, pour donner des places réservées ou pour augmenter le jour de la nef trop faiblement éclairée. Les arcs à nervures gothiques et la croisée d'ogive formant la voûte reposent sur quatre chapiteaux en pendentifs terminant un fût de colonne tronqué.

Deux chapiteaux représentent des feuillages, un cheval ailé et une série d'enroulements, sujets favoris du xvi^e siècle.

La chapelle du nord, dédiée à la sainte Vierge, porte une inscription relative à un membre de la famille Bouzitat, et l'autre à M. le curé Crosnier et autres bienfaiteurs ; les murs sont recouverts de peintures bleu et or, qui déparent les motifs d'architecture ; la grande baie géminée avec arcatures flamboyantes possède de beaux vitraux modernes.

La chapelle du sud, dédiée au Sacré-Cœur, offre des détails de même style remis à neuf avec plus de goût dans le ton pierre. On y voit un assez joli groupe

en pierre peinte, représentant un pèlerin, un enfant et un chien. Le vitrail moderne est mauvais.

A la suite, une autre chapelle engageant une partie du clocher sert de sacristie où l'on remarque de beaux meubles.

Le *Répertoire archéologique* (p. 151) décrit trop sommairement, selon nous, ce ravissant édifice, si complet dans ses modestes proportions.

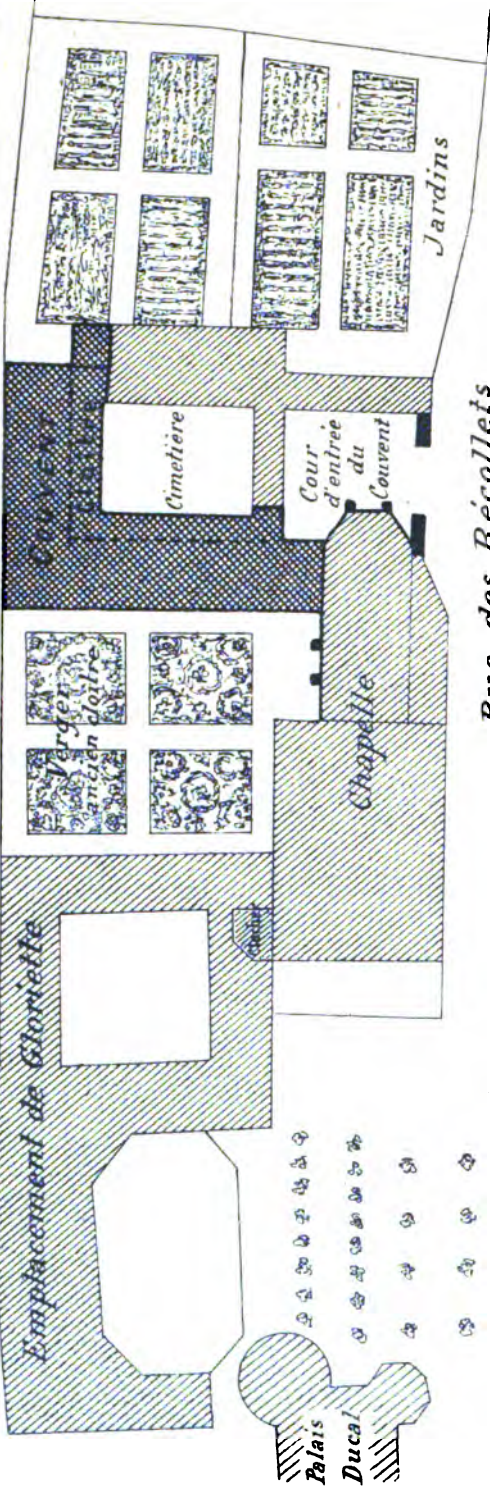
L'*Album du Nivernois* (planche 63, p. 189) donne un dessin un peu fantaisiste de la tour dans l'état où elle devrait être après réparation complète. Une description assez détaillée (t. I, p. 186) laisse à désirer sur beaucoup de points en ne faisant point valoir les rares qualités de la construction. Il existait alors à l'entrée de l'église « une espèce de porche » où se trouvait la boiserie du xvi^e siècle dont on a fait le banc d'œuvre, et la statue de saint Christophe apportée de la cathédrale de Nevers. Ce porche a totalement disparu.

Ce délicieux petit monument de l'époque romane avait sa place d'honneur parmi nos souvenirs archéologiques. Notre confrère, le vénérable abbé Bogros, curé de Marzy, espère toujours aboutir à la réparation si utile et si urgente de sa belle tour carrée; il aura, en agissant ainsi, bien mérité des archéologues et accompli une œuvre digne de sa longue et sainte vie.

Dans une autre étude, nous réunirons tous les actes relatifs à la partie historique de l'église de Marzy.



Rue des Ouches



Rue des Récollets

Place
des
Récollets

EGLISE

ET
COUVANT DES RÉCOLLETS

Extrait agrandi du Plan de Nevers
de 1759 (au Musée céramique de Nevers).

échelle de 1 millim. p^r mètr.

LE PÈRE PLACIDE GALLEMANT
ET
LE COUVENT DES RÉCOLLETS
DE NEVERS

Je m'étais d'abord proposé, en vue de préparer les membres de la Société nivernaise à la visite de ce qui reste de cet ancien couvent, un travail très court — le cadre tracé se renfermait dans une explication sommaire du couvent — et je n'ai pas su m'y borner...

Les notes et observations se sont accumulées. Des parties du couvent que je jugeais de prime abord sans intérêt — par exemple les jardins — se sont révélées sous un aspect inattendu ; en chemin, j'ai aussi rencontré des détails ou faits nouveaux, des erreurs et inexactitudes qui étaient à signaler et à redresser. Dans tout cela, que me déciderai-je à retrancher ? — Rien, pas un pouce, pas une ligne : je me fais l'illusion d'avoir écarté les inutilités.

Cette appréciation personnelle, qui peut paraître de la présomption, fait sourire et trouve en même temps son excuse dans l'attachement à la case, de la part d'un habitant de la cour des Récollets, qui écrit *pro domo*.

La présente étude se divise en deux parties :

I

La première comprend la visite de l'église, de la maison conventuelle et des dépendances.

La seconde donnera un aperçu de la vie et des événements du couvent.

Comme il n'entre pas dans mon cadre de faire l'histoire du premier couvent des Cordeliers, établi au faubourg de la Chaussée, je me borne à rappeler sa fondation par la comtesse Yolande de Bourgogne, entre 1270-1280, et son transfert au château de Gloriette après moins d'un siècle, en 1363.

Ceux qui désirent plus de détails sur les origines de la fondation des Cordeliers ou Frères Mineurs de Nevers, peuvent consulter M^{re} Crosnier (*Congrégations religieuses d'hommes du Diocèse de Nevers*), et Parmentier (*Archives de Nevers*, tome II).

La règle de saint François est fondée sur la pauvreté : « Le Franciscain doit vivre au jour le jour du pain de l'aumône et ne rien posséder sous le soleil ». Combien elle fut florissante à l'époque de foi qui la vit naître ! Dans la suite, des mitigations furent apportées pour assurer la subsistance des Frères, tandis que, parmi les disciples du saint fondateur, les fervents, épris des charmes d'un renoncement et d'un dépouillement absolus, continuèrent de pratiquer l'observance primitive ; toutefois, même dans cette branche, la difficulté des temps introduisit, sinon un relâchement, du moins des modifications dues à la force des choses. Une réforme de l'Observance même s'imposait ; aussi, entre les années 1500 et 1538, de petits groupes isolés surgirent de tous les côtés, en Italie, en Espagne, et en France ; les religieux demandaient simplement à s'associer pour mener une vie plus pauvre et plus *recueillie*, RECOLLECTI. Devenus de plus en plus nombreux, ils réclamaient des gardiens et des ministres provinciaux pris dans leurs rangs. Ainsi s'opéra la réforme des Franciscains Récollets, qui fut unifiée et approuvée par les Souverains Pontifes.

Le couvent de Nevers fut le premier de la province de France qui reçut ces religieux. Ils y entrèrent le 7 septembre, au nombre de 7, et le 17 du même mois, la communauté commença à chanter solennellement l'office divin. — L'installation était bien appropriée, vaste, pourvue des dépendances nécessaires et surtout d'une magnifique église.

L'accueil de la ville fut très bienveillant.

La faveur du duc de Nevers, Louis de Gonzague, était acquise à l'avance aux bons Pères (1); un membre de sa famille, François de Gonzague, avait été ministre de leur ordre; il était alors évêque de Mantoue et vint ensuite en qualité de légat auprès du roi de France.

Après ce préambule nécessaire, arrivons à la visite du couvent. Nous commencerons par l'église.

§ 1^{er}. — L'église.

L'église remontait à la fin du xiv^e siècle; elle était belle et vaste (2).

M. Morellet dit qu'il n'en reste plus qu'un mur masqué par des constructions nouvelles (3).

M. de Soultrait mentionne un vieux pignon encore debout, et une petite porte à colonnettes et à chapiteaux ornés de feuillages, et il cite, d'après le *Recueil*

(1) Dans la suite, les ducs de Nevers témoignèrent aux Récollets une égale bienveillance pour les fondations des couvents de Clamecy et de La Charité, et même en dehors de la province du Nivernais; le couvent de Châlons (sur Marne) fut l'objet des faveurs du duc Charles de Gonzague, « *favente cum primis Carolo Gonzaga, Nivernensium et Retellensium duce totius tunc Campaniæ Gubernatore* ». (P. GALLEMANT, page 148, *Provincia Sancti-Dionysii*).

(2) SAINTE-MARIE, *Recherches historiques sur Nevers*.

(3) *Album du Nivernais*, tome II, page 127.

d'inscriptions de Gaignières, les épitaphes du caveau (1).

M^{re} Crosnier donne le vocable des huit chapelles.

Et voilà tout ce que les auteurs nivernais disent de l'église en tant qu'édifice.

Comme matériaux de reconstitution, les documents des auteurs nivernais sont donc maigres, de même que les restes de construction subsistants. J'ai pu faire des observations personnelles assez importantes et d'autre part, un ouvrage d'un père Récollet m'a été d'un précieux secours ; il est intitulé : « Provincia S^{ci} Dionysii, F. M. Recollectorum in Gallia, Catalauni (Châlons) 1649. Auctore Patre Placido Galleman ejusdem provinciæ diffinitore ». C'est un recueil abrégé, 250 pages, in-12, de tout ce qui se rapporte à la fondation, à l'état actuel (pour son temps) et aux titres de gloire des couvents de cette province.

Quel guide plus autorisé pouvions-nous désirer ?

Une affection privilégiée a dicté les pages consacrées au couvent de Nevers, pour deux motifs : qu'il a été le berceau de l'ordre en France et que l'auteur ne peut oublier la dette de reconnaissance de son Ordre à l'égard des princes de Nevers.

Je vous montrerai d'abord un fragment notable du chevet de l'église, et vous vous demanderez comment il avait passé *inaperçu*.

A gauche, en entrant dans la cour des Récollets, vous avez devant vous un mur en pierre de taille avec socle en saillie, entre deux contreforts engagés dans des constructions modernes ; c'est le chevet de l'église qui était à pans coupés ; il ne reste pas de façade de la fenêtre de l'abside, car la maçonnerie du

(1) *Guide archéologique dans Nevers*, page 59.

mur a été percée pour l'ouverture de fenêtres d'appartement.

Du même endroit où nous sommes, dans la cour, à droite du chevet nous voyons se dresser le pignon mentionné par M. de Soultrait.

Dès lors, prenant le milieu du mur du chevet jusqu'au prolongement de la ligne du pignon (qui est un côté de l'église), nous avons la moitié de la largeur exacte de la nef, soit : pour la largeur totale « 6 toises 3 pieds », épaisseur du mur comprise et 6 m. 30 en œuvre.

On remarque aussi un fragment de nervure prismatique de la voûte de l'abside qui part de l'angle, pour former la croisée d'ogive de l'abside.

Curieux d'avoir sous le regard toute la partie du bas du pignon, je pus arriver d'une chambre haute du voisinage à pouvoir l'examiner convenablement. Dans la muraille, tout en pierre d'appareil, à 4 ou 5 mètres du sol il y a deux belles fenêtres, actuellement murées, à l'effleurement des formes et meneaux qui en garnissaient l'intérieur ; meneaux et dentelles de la pointe gênaient le maçon qui les fit disparaître d'un coup de marteau.

Ces deux fenêtres sont espacées également avec l'autre fenêtre, dont on voit un montant, comme il en sera parlé bientôt. Je pensais voir des traces de colonnes sur les murs ; il n'en est rien. La travée du pignon est d'une largeur double des travées ordinaires.

Intérieurement et extérieurement, les murs sont en pierre d'appareil.

Traversant le logement du rez-de-chaussée de la maison Hainaut, nous arrivons dans un jardinet d'où nous verrons une partie de la face extérieure du pignon. Ici encore des observations nouvelles :

1° Un contrefort qui monte jusqu'au-dessous des modillons ;

2° Une suite de modillons qui formait une couronne au moins tout autour du chœur ;

3° Un fragment de fenêtre, à distance et hauteur égale percées dans le pignon.

L'église a été commencée, non en 1381, comme le dit M. de Sainte-Marie dans ses *Recherches historiques*, mais en mars 1371, date où l'on commença de creuser les fondations de l'élégante église que nous voyons maintenant (1). En effet, comment expliquer cette donation de 100 florins *ad scutum* par Philippe d'Arbois, évêque de Tournay, mort en 1378, qui donna cette somme au commencement de la construction et qui dans la suite fit une nouvelle largesse ?... (2)

La donation du terrain pour bâtir l'église est datée de Bourges 3 septembre 1362 (3).

Par la sacristie, à laquelle nous reviendrons, sans plus tarder, entrons dans l'église.

Pour commencer nous sommes quelque peu surpris ; la disposition intérieure n'est pas celle des églises ordinaires : l'autel est à une assez grande distance de l'abside ; entre cet espace et les deux rangées de stalles des religieux s'élève le magnifique tombeau de la comtesse Yolande. Nous sommes dans le chœur réservé aux Pères.

Les Frères Mineurs y avaient transporté de leur ancien couvent les restes de leur fondatrice et son épitaphe gravée sur une grande table de marbre noir

(1) P. GALLEMANT, p. 86.

(2) *Ibid.*, p. 87.

(3) 1362, 3 septembre : à Bourges, Louis, comte de Flandre, duc de Brabant, comte de Nevers, « en suivant la piété de ses ancêtres et voyant » les Frères mineurs de la ville de Nevers n'avoir aucune église, leur « octroye place en l'hostel de son chastel de Nevers et és circonstances » et appartenances d'iceluy, pour y fonder et édifier leur église ». (*Inventaire de Marolles*, page 500.)

qu'on voit encore, dit Parmentier, derrière le maître-autel. Le P. Gallemant nous décrit ainsi « le magnifique tombeau » de la comtesse Yolande :

« Le monument, placé au milieu du chœur, derrière le maître-autel, s'élève de deux coudées au-dessus du sol ; il est en beau marbre artistement ciselé, avec l'effigie couchée de la comtesse. L'épithaphe, qui a subi en certains endroits l'usure du temps, se compose de treize vers qu'il reproduit :

ÉPITAPHE DE LA COMTESSE YOLANDE

HIC JACET, UT CERNIS, LAPIDIS SUB PONDERE GRANDIS,
QUONDAM NIVERNIS COMITISSA POTENS YOLANDIS :
JUSTA FUIT, STABILIS, CONSULTAQUE, MITIS, HONESTA,
COMPATIENS, HUMILIS, SAPIENS, DEVOTA, MODESTA :
EJUS NEC METRA COMPENSANT LAUDES, NEQUE PETRA.
SIT PROCUŁ A TETRA CALIGINE, REGNET IN ÆTHRA :
MOESTIS SOLAMEN ERAT HÆC MISERISQUE JUVAMEN.
SIT SIBI SOLAMEN TRINUS ET UNUS, AMEN.
BIS CENTUM, MILLE, SEPTEM DECIES, NOTAT ILLE,
ATQUE DECEM, CLARE QUI VULT SUA FATA NOTARE,
FERIA 2, JUNIO, TOLLITUR E MEDIO.
HÆC QUOQUE QUI VIDET, ORANDO JUVAMEN EI DET,
VISU, CHRISTE, TUO POSSIT UT IPSA FRUI.
AMEN. (1)

(1) P. GALLEMANT, p. 90.

Voici la traduction de cette épitaphe :

Ici gît, comme tu le vois, sous le poids de cette haute pierre,
Yolande, autrefois puissante comtesse de Nevers,
Elle fut juste, ferme et de bon conseil, douce, honnête,
Compatissante, humble, sage, dévouée, modeste :
Ni ces vers ni cette pierre ne pourraient justement
redire ses louanges.
Loin d'elle soient les ténèbres profondes, qu'elle règne
au plus haut des cieux !
Elle était la consolation des affligés, le secours
des malheureux.
Que la Trinité sainte soit sa consolation. Amen.
Qui veut clairement compter les jours de sa destinée
Devra noter deux fois cent, mille, dix fois sept
en y ajoutant dix.
C'est en la deuxième férie de juin qu'elle fut enlevée
du milieu de ce monde.
Que celui qui lit ces lignes lui accorde le secours
de sa prière,
Et qu'il puisse comme elle, ô Christ, jouir de ta vision
éternelle !

Guy-Coquille, dans son *Histoire de Nevers*, avait reproduit l'inscription, mais avec une faute au cinquième vers : *caperent* au lieu de *compensant*. Ce passage était sans doute presque effacé par l'usure ; la plaque de marbre au couvent de la Chaussée, incrustée dans le sol, s'altérait insensiblement.

On peut voir au musée de la Porte-du-Croux la sculpture de l'effigie couchée de la comtesse Yolande.
Il est intéressant de raconter sa découverte.

Au mois d'août 1879, en faisant des travaux de réparation d'une maison, située sur l'emplacement de l'église des Récollets, on découvrit de magnifiques débris de sculpture ; ces fragments qui se retrouvèrent presque tous avaient servi, en guise de moellons, à

maçonner une baie dans le mur latéral. Le propriétaire, M. Ligeron, a consenti à les offrir gracieusement au musée de la Porte-du-Croux. Ils correspondent bien à la description, par le P. Gallemant, du tombeau élevé au milieu du chœur, « en très beau marbre noir, avec l'effigie couchée de la comtesse Yolande ».

Ceux qui ne seraient pas à même de visiter cette belle sculpture qui couronnait le tombeau, seront au moins un peu dédommagés par la description qu'en a faite M. Bouveault, architecte : « La statue couchée, en marbre noir, est de grandeur naturelle. La comtesse est vêtue d'une longue robe dont l'un des plis retombe sur le bras gauche. Les deux mains jointes et posées en avant de la poitrine lui donnent l'attitude de la prière. La tête, parfaitement sculptée, intacte, n'a pas de couronne ; des bandelettes et un voile entourent le visage et viennent se réunir sous le menton. Les yeux ouverts donnent à la figure un aspect doux et vivant. La tête était abritée par un dais richement sculpté ».

Assurément, ce monument ne date pas du temps qui a suivi immédiatement la mort de la fondatrice du couvent de la Chaussée, 1281. Il faut donc admettre que les restes de la comtesse Yolande ont été transportés dans le nouveau couvent, et non le tombeau entier, qui pouvait avoir subi des mutilations par suite des guerres avec les Anglais. En tout cas, ce qui reste du monument funèbre indique bien dans ses détails au moins le milieu du quatorzième siècle.

Le chœur d'assez vastes dimensions, avec l'autel en avant, n'est pas un fait insolite ; au contraire, cette disposition est ordinaire dans les églises de religieux où les fidèles sont admis et peuvent, de la nef qui leur est réservée, entendre la psalmodie, jouir des cérémonies et s'édifier de la parole divine.

M. de Sainte-Marie énonce une chose inexacte en

disant que les connaisseurs admiraient le *tableau du maitre-autel*. Il donne à entendre que l'autel était rapproché du fond du chevet, et que ce tableau de valeur le surmontait. Or, d'après le texte très clair du P. Gallemant, qui décrit ce qu'il a vu, l'autel était bien plus rapproché du milieu de l'église, en avant du chœur des religieux ; car le beau sépulcre de la comtesse Yolande s'élève au milieu du chœur, derrière le maitre-autel : « *Extat in medio chori, pone altare majus... nobile sepulcrum Yolandis comitissæ* (1).

Sans nier l'existence de ce remarquable tableau, il faut lui assigner une autre place, que je ne me charge pas de déterminer.

Le maitre-autel est dédié, de même que l'église, à Tous les Saints ; il a été élevé aux frais de la confrérie de ce nom, qui contribua à la construction de ce bel édifice (2).

Pour la question de patronage de l'église, nous nous en rapportons de préférence à notre auteur qu'à Parmentier, qui pourtant affirme qu'elle fut dédiée aux apôtres saint Pierre et saint Paul, dont on voit des images partout, et non pas, comme on le croit, à Tous les Saints ; car aux semi-doubles on en ferait mémoire, et on ne le fait pas. — Parmentier, au lieu de s'engager bien à l'aventure dans ce cas de liturgie, aurait bien mieux fait de questionner un père Récollet, qui l'aurait renseigné sûrement et dans le sens du P. Gallemant.

L'autel, éloigné de l'abside et rapproché de la nef, atténue la longueur de l'église, et met en équilibre les proportions de l'édifice en lui imprimant un caractère particulier de grandeur, de piété et de recueillement.

C'est ainsi que le plan primitif a été conçu.

(1) P. GALLEMANT, p. 91.

(2) *Ibid.*, p. 88.

Continuons la visite de l'église.

Les chapelles que nous aurons à examiner, ont été ajoutées à plus de deux siècles d'intervalle.

« Dans le pourtour de l'église, on compte huit chapelles, cinq du côté du cloître et trois de l'autre côté, dont deux, celle du Saint-Sépulcre et celle de Saint-Jérôme, furent construites grâce aux aumônes des fidèles, et surtout aux largesses de la très excellente princesse Charlotte de Bourbon. Dans la suite, elles furent ornées d'élégantes peintures et de statues ou sculptures (*picturis et imaginibus*), par la pieuse duchesse Marie d'Albret » (1).

L'*Album du Nivernais* dit que la belle sculpture de la *Chasse de Saint-Hubert*, dans l'ancienne maison du docteur Le Blanc Bellevaux, n° 26, rue Saint-Martin, provient de la chapelle du Saint-Sépulcre. Aurait-elle été donnée par Marie d'Albret ? C'est une représentation qui répond bien au mot *imaginibus*.

Tandis que saint Hubert se livre à son plaisir favori, tout à coup, se tourne vers lui le cerf qu'il poursuivait. L'animal est tranquille comme s'il ne courait aucun danger ; il s'avance gravement, la tête haute, le front calme, portant entre ses cornes un crucifix resplendissant. A cet aspect, les chiens haletants s'arrêtent, saint Hubert tombe à genoux et son piqueur le regarde étonné.

La troisième chapelle, dédiée à Notre-Dame de Lorette, fut bâtie aux dépens de Léonard du Pontot, bailli de Nevers.

La première chapelle du côté du cloître, sous le vocable de saint Bonaventure et des deux saint Jean, fut élevée par le même Léonard du Pontot.

(1) P. GALLEMANT, p. 88.

La deuxième, par une dame de La Chèze, en l'honneur de saint Alexis.

La troisième, de l'Immaculée-Conception, a pour fondatrice l'illustrissime princesse Marie d'Albret.

La quatrième a été bâtie par le seigneur de Bussière, en *ex-voto* à Notre-Dame de Pitié.

La cinquième, par la dame de Nanvigne, veuve de feu Guillaume Zénon, à la gloire de sainte Marie-Madeleine et de saint Christophe (1).

Revenons à la chapelle du Saint-Sépulcre, où il nous reste :

1° A voir, — toujours d'après le P. Gallemant, — « le *grand* mausolée en marbre blanc, incrusté de porphyre, qui ne redira jamais assez la gloire des ducs de Nevers et leur bienveillant intérêt pour notre église ».

2° A nous demander : pourquoi ce monument dans cette chapelle plutôt que dans une autre ? Or, le P. Gallemant nous en indique ailleurs la raison : c'est que, sous cette chapelle du Saint-Sépulcre, est creusé un caveau destiné à la sépulture des ducs de Nevers. Les restes de plusieurs membres de leur famille y reposent, dont les épitaphes nous font connaître les noms : je ne reproduis pas les inscriptions pompeuses ; je me bornerai à indiquer les personnages avec les dates de décès :

Prince Engilbert de Clèves, comte de Nevers, d'Eu, d'Auxerre, mort le 21 novembre 1506.

Prince Charles de Clèves, fils d'Engilbert et de Charlotte de Bourbon.

Prince Louis de Clèves, mort à Amiens, le 24 septembre 1545.

Princesse Marie d'Albret, morte à Paris, en son palais, le 17 octobre 1549.

(1) P. GALLEMANT, p. 89.

Marie de Clèves, fille de François de Clèves, épouse du très excellent prince de Condé, morte à Paris, au mois d'octobre 1574.

A la suite de ces épitaphes, Gagnières ajoute que dans le fond de la cave, du côté des pieds des sépultures (c'est-à-dire au levant), est l'image de Notre-Dame des Vertus, et ces inscriptions étaient accompagnées d'un plan du caveau qui nous aurait été très précieux (1).

Il est certain que l'église n'a pas été agrandie à partir des chapelles, y compris la continuation de la nef; s'il en eût été ainsi, l'addition devenait, par là même, plus considérable que la partie primitive, et dès lors une nouvelle consécration devenait nécessaire, comme nous l'avons vu pour l'église des Jacobins — en vertu de cet axiome : *major pars trahit ad se minorem*; — or il n'y eut pas lieu à une nouvelle consécration, ce qui est la preuve de la simple addition des chapelles.

Une récente découverte vient corroborer ce plan d'église si allongée : le 22 mars 1900, des ouvriers pratiquaient, pour la conduite des eaux, une fouille dans le parterre d'entrée du Crédit Lyonnais qui occupe l'emplacement de la nef et des chapelles; ils avaient fait une excavation d'environ un mètre de profondeur, sur un mètre carré. En passant devant la porte d'entrée, je vois les ouvriers, je remarque sur le bord de la fouille des pierres en forme de dalles, et à l'intérieur de la fouille, par côté encore, quelques dalles à environ 0 m. 50 de profondeur, elles étaient posées sur leur lit de mortier, c'est-à-dire non déplacées; par-dessus il y avait des pierres pêle-mêle comme dans un éboulement : croyant voir, dans l'une d'entre

(1) *Guide Arch. dans Nevers.*

elles, l'œuvre du ciseau, je la fais dégager. C'était un fût de colonne de la nef..... Il porte les caractères du xiv^e siècle.

L'église est donc de dimensions considérables, surtout en longueur. Comme il a été dit plus haut, elle a été commencée en 1371.

Les chapelles sont du commencement du xvi^e siècle. Alors fut conçu un plan d'agrandissement, que contribuèrent à réaliser, la magnificence des princesses de Nevers, la générosité des seigneurs et les quêtes des fidèles.

Pour fixer l'époque approximative des nouvelles constructions, je placerai en regard des noms des fondateurs les dates connues de leur mort ou de leurs fonctions :

Charlotte de Bourbon, veuve en 1506, d'Engilbert de Clèves, se retira en 15... au couvent de Fontevrault où elle fut inhumée.

Léonard du Pontot, fut bailli de Nevers de 1523 à 1525. (Parmentier).

Dame de La Chèze...

Marie d'Albret, en 1506, épouse de Charles de Clèves, meurt en 1549.

Dame de Nanvigne, veuve de Guillaume Tenon. Jeanne de la Tillaye, veuve de Guillaume Tenon, seigneur de Nanvigne, rend hommage, en 1526, au comte de Nevers pour divers biens (1).

L'addition des chapelles remonte donc au commencement du xvi^e siècle, mais successivement, à quelques années d'intervalle. Plus tard, dit le P. Gallemant, c'est-à-dire pas aussitôt après leur construction, Marie d'Albret, qui mourut en 1549, orna d'élégantes pein-

(1) *Inventaire des titres de Nevers*, de l'abbé de Marolles, p. 223.

tures et de sculptures les chapelles du Saint-Sépulcre et de Saint- Jérôme.

En 1515 elle était déjà construite. Par son testament, Charlotte de Bourbon donne 1,200 livres pour l'édifice et façon d'une sépulture, sur le lieu où est inhumé Engilbert de Clèves.

« 1515, 27 mai, à Fontevrault. Testament de Charlotte de Bourbon, fait à l'abbaye de Fontevrault, où cette princesse dit vouloir demeurer pour vivre religieusement le reste de ses jours. Elle laisse à ses fils, par égale portion, tout le bien qu'elle peut avoir au comté d'Auxerre et les arrérages à elle dus, à cause des 2,000 livres de rente données par le roi Charles VII. Elle donne... ; item, 1,200 livres pour employer à l'édifice et façon d'une sépulture sur le lieu où est inhumé Engilbert de Clèves, comte de Nevers, en l'église des Cordeliers, de Nevers (1) ».

Pendant que nous sommes dans l'intérieur de l'église, toujours guidés par le P. Gallemant, nous entrerons dans la sacristie, du côté du cloître, pour y vénérer de précieuses reliques dont les principales sont :

« 1^o Dans une croix d'argent, une parcelle considérable de la vraie Croix ;

» 2^o Une épine de la couronne qui ceignit le front de Notre-Seigneur dans sa Passion, renfermée dans un reliquaire couvert de soie rehaussée d'or ;

» 3^o Dans un bras d'argent, un os presque entier du bras de saint Alexis.

» Il y a aussi d'autres reliques moins insignes (2) ».

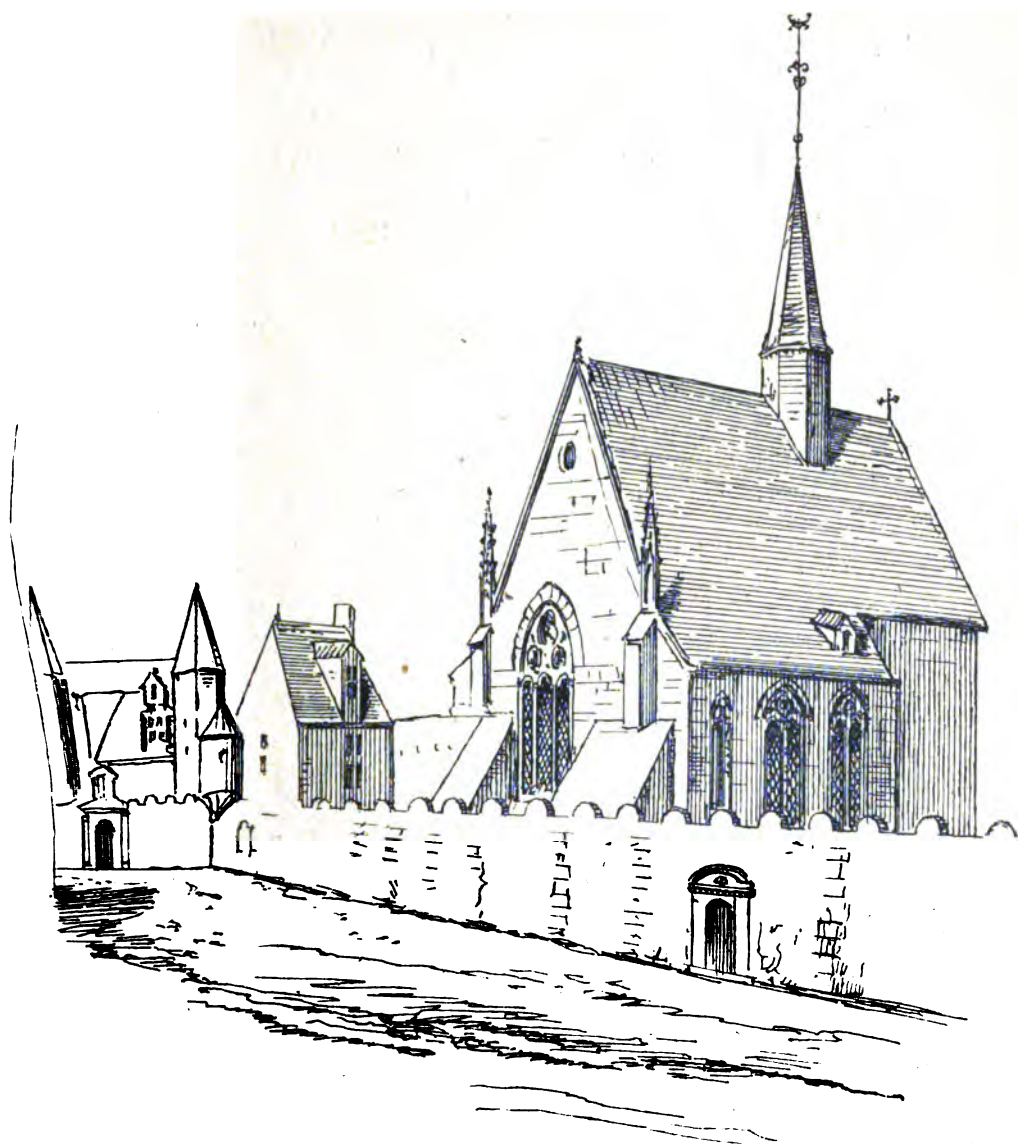
M. de Flamare, archiviste de la Nièvre, a trouvé dans les minutes de maître Minard, notaire à Moulins-Engilbert, l'acte de donation de ces reliques aux Pères

(1) *Inventaire des titres de Nevers*, de l'abbé de Marolles, p. 21.

(2) P. GALLEMANT, p. 89.

Récollets. Il en a pris la copie, que je reproduis en son entier :

« Par devant et en la présence de Claude Prévost, notaire royal au bailliage de Saint-Pierre-le-Moustier et tesmoins ci-après nommés : Révérend Père Augustin Andrie, gardien du couvent des Révérendz Pères Récoletz de Nevers, Révérendz Père Denis Le Telier, François Triquet et Ambroize Catuz, religieux dudict couvent ont recogneu et advoué avoir reçu de la pure grâce et bienveillance de Pierre de Berthelon, escuier, seigneur de La Forest et La Cave en partie, et de feu Gilbert de Berthelon, vivant escuier, sieur de ladict Cave, dévotz de saint François, ledict Pierre de Berthelon demeurant audict lieu de La Foretz, paroisse de Savigny-sur-Canne, présent et acceptant les reliques suivantes : premièrement, une particule de la Vraye Croix de Nostre-Seigneur ; plus une espine entière de sa vénérable couronne ; plus une pièce assez notable du sacré chef de saint Jehan-Baptiste ; plus une partie de coste de saint Maurice, martyr de la Légion Thébaine, pour estre, s'il se pouvoit faire, honorés et respecter, audict couvent, comme elles méritent. Et par ce mesme moien, ledict sieur Pierre de Berthelon et damoiselle Marie du Plesseys, vefve dudict deffunct sieur de La Cave, aussi présente, assistée de Jacques de Veilhan, escuier, seigneur d'Avrigny, à présent son mari, ont dit, juré et affirmé ausdictz Révérendz Pères, ès mains dudict notaire, tenir lesdictes reliques de feu damoiselle Marie Petit, belle-mère desd. de Berthelons qui les avaient reçeuz en présent d'ung sien oncle jadis doyen de la Sainte-Chapelle de Paris. En recognoissance de laquelle délivrance lesdictz Pères religieux ont voullu et veulent par ces présentes que lesd. de Berthelons et les leurs ensemble, ladict du Plesseys soient randuz



ÉGLISE DES RÉCOLLETS, A NEVERS

Lavis de Martellange, vers 1615.

(Dessin de M. ROHAULT DE FLEURY)

participans comme associez à l'Ordre, de tous les sacrifices, comunions, suffrages et prières qui se feront audict couvent, dont moy notaire susdict ay, ce requérant les susdictz, dressé le présent acte pour servir à l'advenir, de ce que de raison, audict couvent de Nevers. Après midi, le sixième jour de novembre l'an mil six cens trante-trois, ès présence de François de Lanty, escuier, seigneur de Maulpertuis, demeurant au Meuble, paroisse de Boulon, pais de Bourbonnois, et Louys Cartin, couvreur d'ardoize, et Anthoine Barbault, aussy couvreur d'ardoize, demeurantz audict Nevers, tesmoins à ce requis et appelez et qui ce sont sousignez avec les parties.

» P. de Berthelon, » F. Augustin, gardien indigne du
» F. de Lanty, couvent des Récolletz de Nevers
» Marie du Plesseys, » Frère Denis Le Tellier, récollet.
» Jehan de Veilhan, » F. François Tricquet, récollet,
» C. Prévost, » F. Ambroise Catheu,
» Anthoine Barbault,
» Loy Cartuin.

» Scellé led. jour ».

D'anciens ornements étaient aussi conservés à la sacristie en souvenir de Marie d'Albret, insigne bienfaitrice du couvent.

« 1534, 9 juin, au châtél de Nevers. Testament de Marie d'Albret, comtesse de Nevers, laquelle élit sa sépulture en l'église des Frères mineurs de Nevers, dans la chapelle et au lieu où est son époux. Elle veut que son cœur soit inhumé à Saint-Cyr... ; elle fonde un anniversaire en lad. église des Frères mineurs, pour

le jour de saint Jérôme et lui donne 100 écus d'or et tous les ornements de sa chapelle... (1) »

Dans notre visite de l'église, outre le tombeau de la comtesse Yolande avec sa longue inscription sur plaque de marbre noir et les épitaphes du caveau des ducs des Nevers, nous avons foulé de nombreuses dalles avec des croix gravées et inscriptions en bordure ; nous avons remarqué une grande pierre tombale provenant de l'église, au millésime de 1597 et fragments de lettres illisibles (servant de pierre à évier chez Mlle Hainaut) ; une autre sur laquelle on déchiffre avec peine le nom de Marguerite de Fontenay (dont nous trouverons le nom ailleurs) ; l'inscription qui recouvre le cœur de Blaise de Lamoignon ; deux grandes plaques de pierre encastrees dans le mur, aux armes de Chastellux entourées de feuillage et surmontées d'un heaume de chevalier. Les beaux caractères gothiques dont elles sont chargées, étant à l'abri du pied qui efface à la longue tant de souvenirs confiés à la dalle, relatent les détails d'une fondation du chevalier Claude de Chastellux qui demande « à toujours et perpétuellement la célébration toutes les semaines de l'an de deux messes à voix basse ; item à toujours mais perpétuellement une procession avant la grand'messe cothidiaine... avec letanie a chant et a haute voix et à la fin d'icelle letanie, les colectes pertinens et accoustumiées... (2) ».

Comme l'élargissement de l'église, d'après le plan de 1759, offre à droite et à gauche les mêmes dimensions à partir des chapelles, on se demande comment il n'y en a que trois d'un côté et cinq de l'autre.

Du côté où il n'y en a que trois correspondant aux cinq de l'autre côté, il faut admettre que deux des

(1) *Inventaire des titres de Nevers*, p. 22.

(2) Aux faits historiques, voir la charte analysée, à l'année 1487.

trois chapelles sont d'une largeur double. Cela se conçoit, d'ailleurs, que la chapelle du Saint-Sépulcre, la plus rapprochée du chœur, ne peut être de la dimension des chapelles ordinaires ; car, elle reproduit la grandeur du caveau des sépultures des princes niver-nais, placé directement au-dessous, et elle contenait un monument qui était loin d'être mesquin, « le grand mausolée en marbre blanc » élevé à la gloire des ducs de Nevers. Une des chapelles du même côté sera également double. C'est la seconde, d'après un dessin de Martellange, de la Bibliothèque Nationale.

Des cinq chapelles correspondant à trois seulement, j'avais conclu, à bon droit, que deux étaient doubles en grandeur et que le bas de l'église se composait de cinq travées.

La grande vue du Palais ducal, par Martellange, en 1615, nous représente l'église des Récollets ; cet édifice religieux, à l'angle du dessin général, pour être traité moins en détail, est fidèlement représenté. Cette copie est extrêmement intéressante, avec le mur de clôture à créneaux arrondis.

Dans le cadre formé par le fronton, au-dessus de la petite porte, apparaît une partie saillante qui, à mon avis, représente en relief les deux mains stigmatisées, armoiries de l'Ordre Franciscain.

La petite porte conduit au portail de l'église ; la façade du portail est ajourée d'une splendide fenêtre à trois meneaux ; les contreforts à clochetons indiquent la largeur de la nef ; deux fenêtres d'égale grandeur, à deux meneaux, correspondent aux deux grandes chapelles, et la troisième, plus près du portail, moitié moins large et simple, c'est-à-dire sans meneaux, éclaire la petite chapelle.

Qu'il me soit permis d'offrir ici mes humbles remerciements à M. G. Rohault de Fleury, qui m'a proposé

le plus aimablement possible de reproduire la partie du dessin de Martellange représentant l'église des Récollets ; c'est la copie à la plume du distingué archéologue que j'ai l'honneur de mettre sous vos yeux.

Le détail d'un accident arrivé aux vitraux donne à supposer qu'ils étaient de verre blanc avec peut-être une simple bordure de verre de couleur :

« 1629, ordonnance de paiement aux Pères Récollets, pour raccommoder les vitres de leur église, cassées par les canons tirés dans la grande cour du château, le jour du feu de joie de la prise de La Rochelle (1) ».

La sacristie communiquait directement avec l'église par une porte intérieure percée dans un mur très épais, 1 m. 40 ; c'est celui surmonté du pignon. Dans cette ouverture, condamnée plus tard, on a trouvé les fragments du tombeau de la comtesse Yolande.

La porte extérieure, occidentale, de la sacristie est la porte avec colonnettes sculptées mentionnée par M. de Soultrait. Elle est du xiv^e siècle. Son ornementation, qui n'est pas celle d'une porte ordinaire, et son voisinage de l'église indiquent la destination de sacristie dans la pièce à laquelle elle donne accès, — « ci-devant sacristie » (2).

En sortant par cette porte de sacristie, nous retrouvons encore un pan de mur assez considérable de l'église, avec deux contreforts, distants de 4 m. 50 et qui tracent nettement trois travées après la travée double correspondant au pignon. La face extérieure du

(1) Archives municipales de la ville de Nevers, CC., 293.

(2) « Acte de partage de tout l'enclos et maison ci-devant conventuelle des Récollets de cette cité, à l'exception de la ci-devant église et sacristie y joignante, 19 frimaire an II de la République ». (Minutes Pannecet.)

mur est en appareil de taille avec socle saillant de 0 m. 10 et de 1 mètre de hauteur à partir du sol.

Dans ce mur nous avons à signaler la présence de pierres saillantes dont nous indiquerons plus loin la destination en parlant de « l'ancien cloître ».

Nous rentrons dans l'église et y donnons un dernier coup d'œil. — Elle est exactement orientée. — Elle est vaste et paraît plus grande en raison de sa longueur et de son étroitesse. Elle est riche avec ses beaux mausolées de marbre, ses peintures et ses bas-reliefs, sveltes et élégante dans son ensemble.

Nous sortons par la grande porte du côté du Château et nous avons à droite le clocher faisant suite à la façade comme l'indique le plan de 1759 et aussi cette mention des comptes de la ville :

« 1618, 36 livres pour aider les Pères à bâtir leur clocher au bout de leur église (1) ».

Je ne m'explique pas son omission sur le plan d'Israël Silvestre de 1650 ; une ancienne vue de Nevers aura été rééditée sans tenir compte du *nouveau* clocher ; mais le toit de l'église est représenté surmonté de deux clochetons : l'un, à la pointe du chevet, en forme de tourelle avec dôme renflé comme on en voit aux minarets ; l'autre, avec campanile et flèche très aiguë correspondant à la troisième travée de la nef.

En 1622, peu de temps par conséquent après l'érection du nouveau clocher, dans les comptes de Jean Thonnellier nous voyons figurer « une somme de 18 livres pour aider les Pères Récollets à refondre la cloche de leur couvent (2) ».

(1) Archives communales de Nevers, CC, 283.

(2) Arch. comm. CC, 291.

Il existe devant le portail de l'église une bande de terrain libre de 5 ou 6 mètres de large pour l'entrée.

Le long de la rue des Récollets, une construction est adossée à l'église, à l'angle de la chapelle du Sépulcre jusqu'à l'angle du pan coupé de l'abside. Etait-ce la conciergerie ? Etait-ce une échoppe ?

Quel sort fut réservé à la belle église des Récollets, comme à tant d'autres ?

Aux registres des délibérations, du 6 septembre 1792, un membre observe que « les jours où le courrier arrive, un nombre assez considérable de citoyens s'assemble le soir à la société séant en l'église des ci-devant Récollets et que les assemblées qui, durant le jour, sont utiles pour propager le feu du patriotisme, peuvent devenir dangereuses pendant l'obscurité, sur quoi le conseil, considérant qu'à la réception de nouvelles rassurantes l'allégresse des citoyens pourrait se manifester avec trop d'éclat, comme à la réception de nouvelles attristantes, leurs alarmes pourraient troubler la tranquillité publique, arrête que la société ne s'assemblera plus après neuf heures du soir ».

« 12 décembre 1792. Délibération tendant à faire l'acquisition de l'église des Récollets absolument nécessaire pour y établir une halle à blé ; le commissaire des guerres, autorisé par le district, y a déjà établi un magasin de fourrages ».

« 14 brumaire an II. Demande par le citoyen *Chauveau* (1), serrurier, d'un réverbère pour éclairer l'atelier que lui et ses confrères occupent à la ci-devant église des Récollets où ils travaillent à des ouvrages pour le compte de la République. — Accordé, sauf à rendre le tout en bon état ».

(1) Plus tard un des acquéreurs de l'enclos et de la maison ci-devant conventuelle des Récollets.

« Le 3 messidor an IV, Gilbert Frappat, entrepreneur de bâtiments à Nevers, se rend acquéreur pour la somme de 8,604 livres :

» De la ci-devant église des Récollets ;

» De la construction qui y est adossée, au chevet, du côté de la rue ;

» Et d'une boutique et un caveau, attenant au chevet, du côté du ci-devant couvent ».

La désignation des objets est ainsi détaillée :

« La ci-devant église consiste en une entrée ayant de longueur 10 toises sur 2 de largeur hors œuvre et dont le tout se trouve inférieur à celui de l'église (plus près du Palais ducal) ;

» En un corps de bâtiments servant de nef, de la longueur de 14 toises sur 10 de largeur hors œuvre, et successivement en un corps de bâtiments formant le chœur, de la longueur de 7 toises sur 6 toises 3 pieds de largeur ;

» En un petit bâtiment faisant partie intégrale avec ladite église, composé d'une chambre et d'un caveau placé le tout dans l'entrevaux de deux piliers, le tout couvert en tuiles et en état de réparation ;

» En une chambre et une boutique adossées à l'arrière chœur ».

Si les mesures en largeur pour l'église sont exactes, je ferai observer qu'il n'en est pas de même pour la longueur. Certainement, dans ce sens, on a toisé *à vue de nez* (comme c'est reconnu pour plusieurs autres *Ventes nationales*) ; attendu que l'abside existe encore et la maison bâtie sur l'emplacement de la bande, devant l'entrée de l'église ; or, j'ai mesuré 60 mètres dont il faut, à la vérité, déduire l'épaisseur des murs et la partie de l'abside qui va en rétrécissant. Cette longueur concorde avec le plan de 1759. Il est certain,

d'ailleurs, que cette église est souvent mentionnée comme *vaste* ; il fallait, en effet, que ses dimensions fussent respectables pour contenir une assemblée, dont je parle plus loin, composée de 1,100 notables des trois ordres élus pour les Etats-Généraux de 1789.

§ 2. — Couvent des Récollets.

On entrait dans le couvent des Récollets par un vaste portail du dix-septième siècle, qui existe encore, situé rue actuelle des Récollets, auparavant rue du Château ou montée du Château.

Du seuil même, nous voyons, au fond de la cour et à gauche, d'anciens bâtiments avec arcades bordées dans leur pourtour d'une bande de pierres de taille, avec claveau saillant au milieu du cintre et cordon de taille plat à environ 1 m. 50 au-dessus des arcades de la galerie.

Dans le côté du cloître, à gauche, qui a été reconstruit en entier à partir du sol, au dix-septième siècle, la rangée de fenêtres du premier étage est de plus grandes dimensions que celles du côté du cloître au fond de la cour.

Le bâtiment du fond de la cour, ou côté nord, est plus ancien ; a-t-il été construit primitivement avec une galerie ? En tout cas, elle était beaucoup moins élevée et surmontée de deux étages d'appartements. Mais pour faire suite à la nouvelle construction, ouest, on a prolongé le pourtour des arcades et la ligne du cordon qui les surmonte ; de la sorte, un étage a été supprimé, seulement sur la face du cloître, et il en résulte que la hauteur sous la galerie aurait été excessive : on y a remédié par un faux plafond qui laisse

un grand vide, de plus de 1 mètre, sous le plafond de l'étage supérieur.

Ces deux côtés du cloître, à gauche et au fond, ne représentent que la moitié du couvent.— A droite, des constructions, dont il reste juste la largeur d'un arceau, se prolongeaient pour revenir en équerre sur le côté du cloître à gauche : ainsi la galerie régnait tout à l'entour d'un vaste espace un peu plus long que large, ou cloître proprement dit, avec cimetière. A plusieurs reprises, les fouilles pour la conduite des eaux ou du gaz n'ont laissé aucun doute à cet égard ; les habitants de la cour témoignent tous qu'à chaque fois de nombreux ossements humains étaient tirés du sein de la terre.

La partie Est, ou de droite, du parallélogramme des bâtiments est donc indiquée par une première arcade.

Il reste aussi une bonne amorce de construction du côté Sud, ou de l'entrée, et dans l'angle à gauche, à la largeur de la galerie du cloître, on voit engagé dans le mur le pilastre et le commencement d'arceau de la galerie sud. — D'ailleurs, le plan de 1759, aussi bien que l'acte de partage des bâtiments et clos du ci-devant couvent des Récollets (dont nous aurons à parler), concordent avec cette description sommaire.

Entre le portail et les bâtiments du cloître proprement dit existait une petite cour de la largeur de la façade.

La largeur du parallélogramme intérieur est de 13 m. 50, et la longueur de 18 mètres.

La largeur du cloître est de 3 mètres ; la largeur des appartements, derrière le cloître, est de 7 mètres.

Commençons maintenant un rapide parcours de détails.

Nous sommes à l'angle nord-ouest du cloître. A

droite et à gauche des deux premières arcades, la galerie est murée; en face, une porte à deux battants s'ouvre et donne accès à une pièce où est le puits, de vastes proportions. La profondeur est en rapport. On tirait l'eau au moyen d'une « roue, qui a été partagée entre les six portionnaires », qui avaient acheté, l'an II, l'enclos et la ci-devant maison conventuelle, à l'exception de l'église et de la sacristie y joignant; la roue fut remplacée par une poulie qui n'existe plus (1).

En dehors de la cage du puits, un escalier récent conduit aux appartements du haut.

La continuation du cloître, à droite, est occupée par un atelier de balancier, M. Millien-Bernard. De l'atelier une porte communique avec l'ancienne cuisine; on y descend par six marches. En entrant, on a devant soi une grande cheminée dont les montants, de 1 m. 96 de haut et de 2 m. 35 d'écartement, sont dépourvus de leur manteau. La pièce est éclairée de chaque côté de la cheminée par une fenêtre donnant sur la rue des Ouches. Le plafond, de 3 m. 30 de hauteur, est en solives et mauvaises planches reposant sur deux poutres. Cet appartement est bien misérable et ne fait pas venir l'eau à la bouche en pensant à la nature ou à la préparation des mets qui en sortaient.

Venant de la direction du puits, une rigole de 0 m. 20 sur 0 m. 10 est pratiquée dans le dallage et se poursuit dans le sens du levant, où se trouvaient les jardins; de cette manière, l'arrosage et l'irrigation se pratiquaient avec une économie considérable de temps et de fatigue.

J'ai dit que dans cette partie plus ancienne des constructions, un étage avait été supprimé du côté de

(1) Acte de partage de l'enclos et de la maison ci-devant conventuelle, du 19 frimaire an II de la République, de l'étude Pannecet; communiqué par M. Alfroy, de la rue des Récollets, petit-fils d'un des six acquéreurs.

la face du cloître ; au-dessus de la cuisine et du côté des appartements opposés au cloître, il y a deux étages, dont un au moins était occupé par le dortoir ; les religieux s'y rendaient par un escalier de pierre encore existant. Nous sommes certains de la position du dortoir, par un compte de maçon, de 1456 : (1) « pavé depuis le coing du vergier des Cordeliers en la rue des Hosches, au droit de la porte maistre Dreux Le Tort, jusques au coing du pignon du dortouer des Cordeliers ».

Près de l'escalier qui monte au dortoir, il en est un qui descend du côté de la rue des Ouches, au guichet qui donnait sur cette porte et à des substructions, dépendances du couvent. Ce guichet était une porte de service pour entrer des provisions de bois, de vin ou de légumes et non une porte de concierge.

Le même compte de maçon signale le guichet qui existe encore : « Pavé en la rue des Osches, depuis le coing de ladite rue, derrière chez maistre Jehan Leclerc, jusques au guichet de chez les Cordeliers (2) ».

A côté du guichet il y a de petites constructions souterraines. A l'extrémité d'une cour assez étroite, on voit une porte à deux battants ajourés d'une petite ouverture en carré, garnie d'un grillage de fer ; c'est tout le système d'aération et d'éclairage de la pièce à laquelle cette porte donne accès. — Ce vaste souterrain, de 20 mètres de long et 6 de large, est voûté à plein cintre, et quatre arcs doubleaux, distancés également, lui donnent un air grandiose et un certain cachet ; on y descend par neuf marches et le fond est exhaussé par un dallage assez récent. — Plusieurs cherchaient vainement la destination de cette pièce : chapelle

(1) CC. 52, Arch. com.

(2) CC. 52, Arch. com.

pour les pauvres, lieu de distribution des aumônes, à côté du « guichet ». L'acte de partage de la maison ci-devant conventuelle, dénomme le local... *vinée* ; mais ce n'est pas une vulgaire vinée.

Dans l'acte de partage, entre les acquéreurs en commun des bâtiments et de l'enclos du ci-devant couvent, je pense trouver l'application de l'exhaussement du sol au fond de la cave, de même que le motif de l'ouverture de la trappe pratiquée dans le haut de la voûte. La cave est partagée en deux lots, qui furent séparés par un petit mur en pied et par-dessus, une cloison de planches.

Le fond de la cave est attribué au possesseur du cinquième lot de partage des bâtiments conventuels, à la charge par « lui de pratiquer une ouverture et un escalier dans sa cour ci-dessus, pour l'encavage de son vin ». Or il pratiqua l'ouverture que nous remarquons dans la voûte, exhaussa le sol et fit placer un escalier en bois pour l'usage de sa portion de cave.

Pendant que nous sommes à proximité de la rue des Ouches, franchissons le « guichet » pour donner un coup d'œil aux constructions du couvent qui regardent la rue. Par suite de la différence de niveau avec le plateau, plus élevé d'une dizaine de mètres, le pignon est d'une belle hauteur et d'un effet pittoresque avec ses grandes fenêtres des xv^e et xvi^e siècles ; d'autres fenêtres plus petites éclairent le bâtiment « du dortouer », qui est d'une grande simplicité et même qui respire la pauvreté.

Nous remontons au couvent. La reconstruction de la partie du cloître, à gauche en entrant, date du xvii^e siècle et a été reprise en pied ; ses arcades lui donnent grand air, et le bienveillant intérêt des ducs de Nevers ne doit pas être étranger ni au plan dressé, ni surtout au règlement des comptes.

Cette réédification n'était-elle pas nécessitée par les incendies dont à plusieurs fois la maison a eu grandement à souffrir ?

Nous trouvons dans les *Comptes de la ville* un premier incendie en 1483 :

« A vénérable et discrète personne Gillaume Gentil, prêtre, curé de Vandenesse, demeurant à Nevers, 7 livres tournois pour les dommages qu'il a soufferts, à cause des huit demi-tonneaux de vin tant vermeil, blanc, que claret, pris en sa cave, devant les Cordeliers, le lundi veille de saint Barthélemy, pour *le gecter* au feu qui était prins à l'hôtel de Jean Bourbonnat et autres lieux, les puits et fontaines de la ville étant taris (1) ».

Le couvent des Cordeliers ne fut pas indemne ; nous en avons la preuve dans un autre détail du Compte :

« Procession le jour de Monsieur saint Bartholomier, où furent portées deux torches par les échevins, en remerciant Dieu, notre Créateur, de la grâce qu'il nous a faite le lundi, veille de ladite fête, du feu qui s'était prins aux Cordeliers et plusieurs autres lieux de la ville » (2), c'est-à-dire, d'avoir préservé la ville et le couvent de plus grands malheurs et d'avoir permis d'enrayer le feu malgré les conditions désavantageuses de sécheresse et de disette d'eau. — Vu la situation du couvent attenant à Gloriette et s'étendant jusqu'au bas de la rue par les jardins, la maison Bourbonnat occupait l'autre côté de la rue, en face ou un peu au-dessous du portail des Cordeliers. C'est le chœur de l'église, le plus à proximité du lieu de l'incendie, qui eut particulièrement à souffrir ; les caractères d'architecture de cette époque trouvent leur explication dans la restau-

(1) CC. 73. Arch. comm.

(2) 1483, CC, 72, Archiv. com.

ration nécessitée par les dégâts du désastre ; en effet, les restes de nervures prismatiques du chevet et les deux fenêtres murées du pignon subsistant accusent nettement le xv^e siècle.

Par les comptes encore nous avons connaissance d'un nouvel incendie en 1543 :

« Aux personnes commises à la garde du feu prins de nuit aux Cordeliers, 26 sols 6 deniers tournois » (1).

Nous allons continuer la visite rapide de différents appartements du couvent, tenant à la main l'acte de partage de la maison ci-devant conventuelle des Récollets.

Après l'ancienne cuisine, décrite plus haut, vient le puits dont il a été aussi parlé.

« Ensuite un lavoir et un office se joignant ensemble, ledit lavoir ayant ses jours sur ladite rue des Ouches, et l'office sur l'ancien cloître, aujourd'hui en nature de jardin ».

« A la suite des pièces ci-dessus, une grande salle qui servait ci-devant de réfectoire, éclairée par trois croisées donnant sur le jardin ». La porte du grand corridor (nouveau style), communiquant avec cette salle, est celle-là même par laquelle, jadis, les religieux entraient pour prendre en commun leur chétive nourriture.

Après deux chambres éclairées chacune par une fenêtre donnant sur le jardin vient « une grande chambre au rez-de-chaussée, connue sous la dénomination de bibliothèque ».

Puis nous arrivons à « la cage du grand escalier qui est près de la ci-devant sacristie ».

(1) CC. 114, Archiv. com.

« Un caveau (petite cave) est adossé à ladite sacristie ».

Le grand escalier conduit à une pièce au-dessus de la sacristie et qui était « la tribune éclairée par une croisée donnant sur un arrière-jardin qui était l'ancien cloître, et une autre croisée donnant sur la ci-devant église ».

Cette pièce a, dans sa plus grande étendue, la largeur du pignon contre lequel s'appuie l'église et environ 6 mètres dans l'autre sens ; elle est actuellement divisée par des cloisons de briques sur champ ; ce qui indique l'absence antérieure de murs qui auraient été utilisés au moins en partie ou remplacés par une cloison pouvant tenir lieu de support sérieux.

Il nous reste à déterminer l'ouverture de communication de la tribune avec l'église. Elle devait être au-dessous et entre les deux fenêtres du pignon ; à cet endroit il existe une cheminée dont l'enfoncement du foyer semble pris dans la baie qui donnait jour au-dessus du chœur des religieux.

Dans le mur occidental de la tribune a été percée, par suite de nouveaux aménagements, une porte qui donne accès à une petite galerie suspendue et comprise entre deux contreforts de l'église. Ici, j'ai remarqué deux choses :

1° A une certaine hauteur régnait un cordon tout autour du mur extérieur de l'église. A cause de l'étroitesse du couloir, il a été supprimé ; mais il existait certainement, et les coups de marteau l'ont grossièrement mis au niveau du mur ; — nous en retrouvons le dessin à un des contreforts du chevet.

2° A 0 m. 30 ou 0 m. 40 au-dessus du plancher, des pierres en claveaux dessinent un fragment de partie cintrée qui dénote le commencement d'une porte : en

effet on conçoit bien l'opportunité et la convenance de cette porte latérale, surtout quand le cloître, avant d'être entre le carré de bâtiments du couvent plus récent, se trouvait adossé au mur nord de l'église et au mur de séparation entre le petit château et le couvent. Un peu plus loin il faudra bien que je parle un peu plus en détail de l'ancien cloître, duquel plusieurs fois a fait mention l'acte de partage de la ci-devant maison conventuelle des ci-devant Récollets.

De la visite sommaire de ces constructions, il est facile de constater, par la différence de niveau des étages, qu'elles ne sont pas de la même époque, et que par la suite le plan a été modifié. Nous avons déjà signalé, comme plus récente, la façade occidentale de l'intérieur du cloître.

§ 3. — Dépendances.

Le premier jardin est dénommé : « verger », dans un extrait des *Comptes de la ville*, et dans l'acte de partage de la maison conventuelle en 1793 : « arrière jardin ou jardin sur l'emplacement de l'ancien cloître » ; — il est délimité par : l'église au midi, le mur de la maison Mancini (le petit château) au couchant, la rue des Ouches au nord, et au levant les constructions du couvent.

Les arbres du « verger », surtout le long du mur qui séparait le couvent d'avec « la propriété Mancini », plongeaient leurs racines au milieu des ossements des premiers religieux. On pouvait supposer qu'à l'origine le noyau du couvent était bien plus rapproché de Gloriette qui a donné asile aux religieux un certain temps ; l'acte de partage, à la Révolution, donne toute certitude à cet égard ; plus de dix fois, il



Etat actuel de l'ancien couvent des Récollets.



désigne ce jardin sous le nom d'ancien cloître, ce qui explique la présence des pierres et corbeaux engagés dans le mur.

Le second jardin, sur le grand plan de Nevers de 1759, est divisé par milieu, à peu près, par une ligne parallèle entre les deux rues des Ouches et de la Montée du Château (actuellement des Récollets) ; la partie qui longe cette dernière rue s'appelle jardins du haut ; l'autre portion, en contre-bas, s'appelle jardins du bas.

Les anciens habitants de la rue disent, d'après la tradition, que le jardin du couvent était séparé de la Montée du Château par un mur, c'est conforme à l'acte de partage de 1793.

La ci-devant maison conventuelle fut partagée peu de temps après l'acquisition entre les six acquéreurs en commun, lors de l'adjudication de la vente nationale. En conséquence, six lots furent composés par des experts :

Le possesseur du premier lot, ayant été reconnu de beaucoup plus avantage, fut exclu du partage du jardin au levant qui restait indivis.

« Les cinq autres portionnaires ayant manifesté aux citoyens experts l'intention de bâtir une maison pour chacun d'eux sur le jardin haut qui borne la rue, la division du terrain s'est faite en cinq bandes, de la rue des Ouches à celle des Récollets, ayant sur cette dernière rue chacune trois toises, trois pieds, deux pouces de large, à partir de la maison Chaillot-Lugny jusqu'à la porte cochère des ci-devant Récollets ».

En effet, on peut constater cette égalité mathématique de façade dans les maisons numéros 20, 22, 14, 26, 28.

II

Après la visite du local et des constructions du couvent, je m'étais proposé d'y jeter un peu de vie et d'animation, en parlant des religieux qui l'ont habité, des personnages qui lui ont témoigné, par des largesses, leur bienveillant intérêt, et des faits qui se rapportent à son histoire. Mais le champ était bien vaste... et je me borne à de courts paragraphes :

Le 1^{er} relatif au motif spécial de bienveillance de la princesse et du jeune prince de Nevers qui accueillirent les Cordeliers dans leur château, après l'incendie du couvent de la Chaussée ;

Le 2^e donnant un aperçu de la vie des Récollets ;

Le 3^e rappelant les principaux bienfaiteurs ;

Le 4^e groupant les faits ou événements qui se rapportent au couvent, en dehors de ceux mentionnés dans le récit.

§ 1^{er}

Contrairement à l'assertion de Parmentier qui dit que « les Pères demeurèrent cinq ans sans asile après la destruction de leur couvent de la Chaussée », le P. Gallemant écrit : « Nos Pères pourtant ne restèrent pas sans abri, en 1358. Dès aussitôt, Marguerite, fille du roi de France Philippe le Long, et alors veuve de Louis II, comte de Flandre et de Nevers, leur offrit l'hospitalité dans son propre palais de Nevers, leur concédant la partie qui s'appelle Gloriette, pour y établir leur église et couvent (provisaires). Le 16 avril, le second dimanche après Pâques, ils reçurent l'acte de

donation en bonne et due forme, avec approbation d'Urbain VI, en 1363. La maison fut bénite pour l'usage des Pères, le 18 mai 1358, par notre révérendissime P. Jean, *episcopo Custodiensi* (1) ».

Nous trouvons aux archives du Nord (2), la « permission par Louis de Male, aux Frères Mineurs de Nevers, dont l'église et le monastère, situés hors des murs, avaient été incendiés, de venir demeurer provisoirement dans l'enceinte de la ville et d'y célébrer le service divin en une maison particulière ».

Le texte précis du P. Gallemant nous indique la maison particulière dont il s'agit : c'est « *Gloriette* (3) ».

Une délégation de commissaires est établie pour faire mesurer une place en la ville de Nevers, située près le Château, place que les Frères Mineurs de cette ville avaient demandée au comte afin d'y établir leur couvent : les commissaires devront s'assurer si l'établissement dudit couvent ne gênera pas l'entrée ou la sortie du Château (4).

Avec l'aide du P. Gallemant nous voyons parfaitement comment les négociations se sont engagées et résolues d'une façon satisfaisante pour les Pères.

La princesse Marguerite, par un double motif de piété et de reconnaissance (nous expliquerons ce mot un peu plus loin), recueille dans son château de Gloriette, les religieux délogés par l'incendie. Comme elle ne pouvait disposer des propriétés du château sans l'assentiment de son fils Louis de Male, elle lui écrit, dit le P. Gallemant, en lui rappelant « qu'il descen-

(1) P. GALLEMANT, p. 84-85.

(2) B. 1596, 1141-1393.

(3) P. GALLEMANT, p. 85.

(4) Archives du Nord, B. 1596.

dait (1) d'Yolande, fondatrice du couvent des Frères Mineurs à la Chaussée et que le vœu de son cœur devait être que les ossements de sa bisayeule fussent déposés dans leur nouvelle église ; qu'il avait sucé les principes de la religion et ses connaissances dans les lettres chez les bons Pères, dans leur couvent actuellement détruit ».

De ce qui précède, nous voyons que l'éducation du jeune prince Louis fut confiée aux Frères mineurs dans leur couvent. De plus, « l'effigie couchée de la comtesse Yolande », correspond pour ses détails d'architecture à la fin du xiv^e siècle. Il est à croire que les ossements furent relevés et qu'un mausolée nouveau le recouvrit.

A la prière de sa mère, Louis s'acquitta princièrement des devoirs de la piété filiale envers sa bisayeule et de la reconnaissance envers ses anciens maîtres. Dès lors les commissaires délégués, munis de pleins pouvoirs, taillèrent dans les dépendances du Château, pour la construction du nouveau couvent, en ayant soin que « l'établissement dudit couvent ne gênera pas l'entrée ou la sortie du Château ». Il n'y a pas de doute qu'ils tracèrent pour ligne de séparation, celle formée par le mur contre lequel était adossé « l'auvent de l'ancien cloître ».

« Amortissement par Louis de Male est accordé, en considération de la dame sa mère, pour certains héritages acquis par les Frères Mineurs de Nevers (2).

(1) Yolande de Bourgogne, fille de Hugues de Bourgogne et de Mahaut de Bourbon, épousa en premières noces Tristan, quatrième fils de saint Louis et en deuxième noces Robert III de Flandre, dont elle eut :

Louis I^{er} de Flandre, qui épousa Jeanne de Rethel.

De ce mariage naquit Louis II de Flandre, qui épousa Marguerite de France, fille de Philippe-le-Long.

Louis III de Flandre est leur fils et Yolande est sa bisayeule.

(2) Archives du Nord, B. 1566.

Le P. Gallemant dit qu' « existaient encore aux archives du couvent, les lettres datées du 4 septembre 1365, par lesquelles le prince Louis, leur fondateur, déclare donner aux Pères à perpétuité tout ce lieu absolument exempt de charges ». Les religieux durent acheter ou reçurent en pur don « certains héritages » contigus.

« L'Étroitesse de l'emplacement, ajoute le P. Gallemant, s'élargit par l'acquisition d'une maison et d'une parcelle de jardin données par les héritiers de Réginald Lopper (1), et d'une autre maison occupée actuellement par le chœur de l'église : « *presbyterium ecclesie* ». Pour l'acquisition de cette dernière maison, Adhelma d'Aubigny donna volontairement, par piété pour Notre-Seigneur, sa propre maison ».

Le comte Louis de Male concède donc aux Cordeliers une partie de Gloriette, de manière toutefois que l'établissement du couvent ne gênera pas l'entrée ou la sortie du château. Les autres annexions qui se font du côté du levant montrent que le plan est déjà arrêté de constructions communiquant directement avec le chœur de l'église, du cloître adossé au mur nord de l'église et se prolongeant en équerre au mur de séparation avec le château de Gloriette.

Mais un si grand travail ne s'accomplit pas tout à la fois et sans interruption. Nous lisons : « A la date du 2 novembre 1431, que le couvent de l'ordre des Frères-Mineurs, le dortoir, le cloître et le réfectoire autrefois fondés et bâtis en dehors des murs de Nevers, par suite des guerres et autres fléaux qui dévastèrent ces quartiers, sont dans un tel état de destruction et

(1) Dans l'*Inventaire* de l'abbé de Marolles, page 235, à l'année 1367, on voit que feu Regnauld Loppier, bourgeois de Saint-Pierre-le-Moûtier, avait marié sa fille Margot avec Pierre de Champrobert, damoiseau.

de ruine qu'ils sont devenus absolument inhabitables. Le gardien et le couvent ont commencé une nouvelle construction dans l'enceinte de la ville et adressent une supplique pour demander des indulgences (1) ».

Le 30 septembre 1612, Charles de Gonzague, duc de Nevers, et Catherine de Lorraine, sa femme, donnèrent une maison qui leur appartenait pour agrandir le jardin des Récollets (2). Le jardin dont il s'agit est celui situé au-dessous du couvent, à l'est.

Les Récollets s'établirent à Nevers le 27 janvier 1592, d'un commun accord entre le duc Engilbert de Clèves et Monseigneur Arnould Sorbin.

A ce propos, sans aucune base sérieuse, M. de Sainte-Marie raconte que l'Evêque de Nevers les avait fait venir en secret et les aurait substitués d'une manière singulière aux Observantins. — L'Evêque ordonna une procession générale à laquelle devaient prendre part tous les Ordres religieux de la ville ; pendant la procession, les Récollets entrèrent de force au couvent, et les Observantins, au retour, trouvant les portes fermées, durent se résigner et prendre le parti de se retirer à Issoudun.

§ 2.

Le P. Gallemant décrit ainsi la vie des premiers religieux de cette Réforme :

« Leur but principal fut de servir le Seigneur dans les travaux et les épreuves, dans les veilles, la soif, la faim et les jeûnes multipliés, dans le froid et la nudité, dans la prière perpétuelle, la pauvreté la plus absolue

(1) DENÈFLE, *Désolation des églises, monastères et hôpitaux de France*, I, 53.

(2) PARMENTIER : *Archives de Nevers*, tome I, p. 354.

et le zèle des âmes...; leur dénuement dans ces premiers temps fut presque incroyable et cependant leur constance joyeuse dans le bien ne se démentit pas un seul instant ».

A une époque de foi vive, une pareille austérité n'était pas un épouvantail et un repoussoir. — En 1649, à cinquante ans du berceau de la réforme franciscaine implantée à Nevers, le couvent comptait 25 frères : « 12 prêtres dont 8 pour la prédication, 8 étudiants en philosophie et 5 frères laïcs ».

Les ressources de ces pauvres volontaires consistaient (1) : dans l'aumône qu'ils qu'étaient ou qu'on leur apportait et dans la rétribution qu'ils recevaient pour le service de la prison et de l'hôtel-Dieu (2), pour leurs prédications (3), pour leurs assistances aux enterrements de personnages notables (4).

(1) Le P. Gallemant dit que si les temps n'étaient mauvais, trente religieux pourraient vivre de la quête de chaque jour : « *ex mendicatione quotidiana* ».

(2) La ville leur faisait une aumône annuelle de 20 livres ; ils avaient une rétribution pour le service de la prison ; plus tard, en vertu de la fondation Charles Roy, ils recevaient 640 livres annuelles pour leur ministère à l'hôtel-Dieu.

(3) L'aumône donnée en retour d'un grand sermon était bien modique : « 1397, CC, 5. A religieuse et honnête personne le lecteur des Frères mineurs de Nevers, 10 sols tournois pour cause d'un sermon par lui fait en l'église Saint-Cyr, le jour de saint Mathe ».

« 1740, CC, 201. Au R. P. Théophile, religieux du couvent des Récollets, 80 livres pour avoir prêché l'Avent ».

(4) A l'occasion des sépultures solennelles, l'assistance des Pères était demandée moyennant une aumône ; entre plusieurs actes, le testament du chanoine Henri de Saxoine exprime la volonté du testateur que, « pour son convoi de sépulture, les Frères Mineurs accompagnent, en procession, son corps depuis la maison jusqu'à l'église... » et le testateur donne à cet effet 10 sols tournois aux Frères Mineurs.

De plus, pour l'anniversaire de son décès, le testateur demande au couvent des Frères mineurs que, la veille, on dise les vigiles des morts et, le tour, qu'on célèbre une messe des défunts et que les Frères dudit couvent se rendent en procession avec la croix sur sa tombe et chantent le *Liber* avec les versets et oraisons accoutumés, et à cet effet il lègue 30 sols tournois au couvent des Frères Mineurs.

Jusque-là le couvent des Franciscains avait été soumis aux supérieurs de la province de Tours. Mais Sixte V, l'illustre pape franciscain, par un bref adressé à Arnaud, évêque de Nevers, soustrait le couvent de cette ville à la province de Tours et le place sous l'*obédience* du provincial de la France parisienne, qui leur avait promis aide et protection.

Ces nouveaux religieux, tous Italiens, peu initiés à nos usages et à notre langue, constatèrent bientôt leur impuissance à remplir les difficiles fonctions de prédicateurs et de directeurs des âmes. Aussi, après cinq années, ils furent rappelés dans leur pays natal, où leur absence était d'ailleurs vivement regrettée ; mais ils ne laissaient pas le couvent vide ; ils avaient par la sainte contagion du bon exemple attiré près d'eux sept Français qui demeurèrent fidèles au poste que la Providence leur avait montré et continuèrent l'œuvre commencée. C'étaient les PP. Marc de Saint-Denys, Antoine Banneville, Bernardin Damineis, Denis Le Tellier, Thomas Marc, Nicolas Haoüet et Nicolas du Bret ; ce dernier n'était pas encore prêtre.

Le Révérendissime Père général désigna le P. Marc de Saint-Denys comme supérieur du couvent de Nevers et Père de toute la Réforme de France ; le vicaire fut le P. Antoine Banneville et le premier maître des novices le P. Nicolas Haoüet.

Au moment où le P. Gallemant écrivait son résumé d'histoire (1649), les religieux de Nevers, comme il a été dit plus haut, étaient au nombre de vingt-cinq.

En 1790, « l'état des religieux, prêtres désignés sous le nom de Récollets de la province de Saint-Denis, qui occupent le couvent de Nevers, est ainsi composé : Frères Denis Heudebert, Albert Millard, Agathange Dujardin, Léonard Renaut, tous clercs ; frère Antoine

Thorel et frère Protais Legrand, laïcs, et frère Hubert, Autelet, tierçaire (1) ».

Le petit sceau de 1730 porte en exergue : « *Parvum sigillum provinciæ Sancti-Dionysii in Francia* » ; saint Denis, en costume d'évêque, porte sa tête entre ses deux mains devant la poitrine, au milieu de deux anges aux ailes éployées.

Le P. Gallemant cite quelques noms de religieux de Nevers ou qui ont habité le couvent et se sont fait un nom :

Le P. Rapine, de Nevers, 1629.

Le P. Moret, aussi de Nevers, 1632.

Le P. Ignace le Gault, gardien du couvent de Nevers, en 1618, qui, à la prière du roi très chrétien Louis le Juste, fut nommé vicaire général et commissaire apostolique de l'Ordre en France, et devint définitif général au chapitre général de Rome en 1639.

Le P. de Banneville, de Paris, le premier vicaire du couvent réformé, qui, dans cette charge, vécut digne de tous éloges et mourut saintement en 1599.

Le P. Gallemant donne, depuis l'origine, la liste des gardiens du couvent de Nevers ; il y en a 25 jusqu'à l'année 1648. Ils restaient en charge trois ans quand ils ne venaient pas à mourir ou à être appelés par leurs supérieurs à d'autres fonctions.

§ 3.

Plusieurs bienfaiteurs insignes ont été cités, notamment en parlant de l'église et des chapelles. Mais, dit le P. Gallemant, « beaucoup d'autres personnes firent de pieuses largesses : Charles, roi de France ; le comte

(1) Archives de la ville, GG, 144.

et la comtesse de Flandre ; le duc Charles de Bourbon, que l'on dit avoir donné 100 livres et avoir posé la première pierre des fondations de l'église ; Jeanne de Chantemerle ; Marguerite de Fontenay, qui exprima le désir d'être inhumée dans l'église et donna 250 florins ; Marotta de Mézières ; Jean de Bonnelli ; Perrot le normand ; Guillaume Barbier et Jeanne, sa femme. — Parmi les PP. Récollets : le P. Jean Pinauldi, le P. André de Magny, le P. Guillaume de La Chapelle, le P. Jean Mutois et le P. Poux ».

1365. — Le jeudi après la fête de saint Martin-d'Été, Renaud II, abbé de Saint-Martin, donne une maison aux Frères Mineurs pour agrandir leur église (1).

§ 4.

Le couvent fut en état de recevoir, en l'année 1398, l'assemblée du chapitre général pour la dépense duquel la ville donna aux Frères 20 écus, valant 22 livres 10 sols (2).

Confirmation, par Eugène IV, de la Confrérie de Tous les Saints, érigée dans l'église des Frères-Mineurs de Nevers (3).

Après l'incendie de 1483, il y eut des ruines à relever. Un courant de sympathie se porta du côté du couvent si éprouvé ; de là datent en effet, sous l'impulsion d'une pieuse émulation, la restauration du chevet de l'église et bientôt son agrandissement, par l'addition des huit chapelles latérales. Dans ce même temps, Claude de Chastellux entre dans ce mouvement de

(1) *Gallia Christiana*, t. XII, liste des abbés de Saint-Martin.

(2) PARMENTIER, *Archives de Nevers*, t., I. p. 352.

(3) P. GALLEMANT, p. 90.

pieuses largesses en faisant, par testament, un legs considérable aux Frères Mineurs (1).

1570, 10 mars. — Assemblée dans le chapiteau du couvent des Cordeliers par les habitants du quartier de Loire, pour l'élection d'un capitaine au lieu de défunt M^e Jehan Jourdain.

Election des conseillers, le dimanche, jour de saint Michel, 29 septembre, et election des échevins le même jour :

En l'église Saint-Victor, pour le quartier de Nièvre.

Au chapiteau de Saint-Etienne, pour le quartier des Ardilliers.

Au chapiteau de l'abbaye Saint-Martin, pour le quartier du Croux.

Au grand chapiteau du couvent des Cordeliers, pour le quartier de Loire.

1639. — Election des conseillers et des échevins (2) :

1 ^o	Assemblée en l'église Saint-Victor..	40	votants.
2 ^o	— — Saint-Etienne.	90	—
3 ^o	— au cloître des P. Récollets	59	—
4 ^o	— — Saint-Martin..	55	—

Nous ajoutons immédiatement à la suite, l'élection de 1639, pour expliquer que *chapiteau* et *cloître* ont la même signification.

En 1518, les Cordeliers réformés, connus sous le nom d'Observantins, remplacent les Cordeliers conventuels.

1518. Diverses pièces concernant l'acquisition faite par Charlotte de Bourbon, comtesse douairière de Nevers, de 90 livres tournois de rente à prendre sur les terres de la Vallée, de la Chaussée et la dîme de

(1) Le texte de cette charte est publié au Bulletin, t. X., p. 190.

(2) Registre des délibérations de la ville de Nevers.

Baraton... au profit des Frères Mineurs de Nevers, pour partie de fondation, dotation et augmentation du service divin que madite dame avoit ordonné être faites perpétuellement en l'église desdits Frères Mineurs (1).

1521, 30 juillet, au Louvre. Testament de Charles de Clèves, qui, gisant au lit, malade, élit sa sépulture au couvent des Cordeliers de Nevers, au lieu où son père a été aussi inhumé ; il donne auxdits Cordeliers 200 livres (2).

1525. Le Chapitre général des Cordeliers se tient au couvent et l'on donne 10 livres au gardien pour aider à la dépense (3).

1534. Dans la salle capitulaire se réunirent les commissaires députés pour la rédaction ou reformation de la Coutume de Nevers. — Je ne puis désigner cette salle d'une manière précise ; toutefois, comme elle doit réunir certaines conditions de grandeur et de proximité de l'église, je la placerai dans le bâtiment neuf, au premier étage, au-dessus de la bibliothèque ; on y arrivait par le « grand escalier » et elle communiquait avec l'église par « la tribune » (4).

1582, 15 septembre. Louis de Flandre et de Nevers donne aux Cordeliers la petite cour qui se trouve devant leur église (5).

1607-1617. Cinq des enfants de Charles de Gonzague et de Catherine de Lorraine, d'après les registres de la paroisse Saint-Jean, dans la cathédrale, ont été baptisés dans l'église des Récollets. Il avait fait vœu de consacrer à saint François de Paule son premier

(1) *Titres de Nevers*, p. 425.

(2) *Id.*, p. 22.

(3) CC, 98, Arch. com. de Nevers.

(4) PARMENTIER, t. I, p. 355.

(5) *Titres de Nevers*, p. 500.

enfant mâle. Cet enfant, baptisé le 1^{er} août 1607, fut tenu sur les fonts du baptême par le P. Claude Duvi-
vier, provincial des Minimes et nommé François de
Paule.

Charles fut baptisé le 11 décembre 1609 ; Anne, le
17 avril 1616 ; Ferdinand, le 2 septembre 1616 ;
Benoite, le 19 avril 1617.

Le R. P. Jean-Baptiste fit ériger une croix devant
l'église le 25 mars 1764 ; elle fut renouvelée le
28 mai 1776.

Le 14 août 1768, le P. Louis prêcha à la cathédrale
l'oraison funèbre du Dauphin.

En 1770, le 6 août, une messe avec *Te Deum* de
reconnaissance était chantée dans l'église des Récollets
pour remercier Dieu de la grâce accordée à un soldat
du régiment de la reine, en garnison à Nevers, qui
devait être passé par les armes.

À la cérémonie assistèrent le colonel, M. de Tourny,
et un certain nombre d'officiers.

En 1788, le 16 août, dans la bibliothèque du couvent,
se réunit l'assemblée provinciale du Nivernais. Elle se
composait de Pierre de Séguiran, évêque de Nevers,
et de onze membres : deux parmi les ecclésiastiques,
trois parmi les seigneurs et six dans le tiers-état (1).

1789. Les mandataires du tiers-ordre tinrent leur
séance d'ouverture, le 14 mars 1789, dans l'église des
Récollets ; elle fut présidée par Leroy de Pruneaux,
bailli d'épée du bailliage, ayant à sa gauche le lieute-
nant-général civil et criminel, noble Guillier de Monts,
et, un peu au-dessous de l'estrade, noble Chaillot de
La Chasseigne, procureur général. La droite était
occupée par les députés du clergé, au nombre de 301 ;

(1) PAUL MEUNIER, *la Nièvre pendant la Convention*, 1^{er} vol., p. XI.

la gauche, par ceux de la noblesse, au nombre de 252 ; en face, était le tiers-état en nombre égal aux deux ordres privilégiés, soit 553 (1). Il fallait un beau local pour contenir à l'aise une assemblée de plus de 1,100 personnes. On était tenté de croire à l'exagération au premier énoncé de la grandeur (longueur surtout) de l'église des Récollets.

Dans son *Avis au lecteur bienveillant*, l'auteur de la *Provincia Sancti Dionysii Fratrum Minorum Recollectorum* nous apprend que Jean de Naples, ministre général d'alors de tout l'Ordre Franciscain, se proposait de revoir et de contrôler les importants écrits de François de Gonzague, maintenant évêque de Mantoue, concernant l'histoire de l'Ordre ; dans ce but il chargeait tous les ministres des Provinces de l'Ordre, de l'aider dans son travail par des recherches sérieuses et approfondies, qui lui seraient envoyées, sur la fondation, l'état et les titres de gloire des Provinces et des Couvents.

Au P. Gallemant échut cette tâche pour la Province des Récollets de Saint-Denys en France. Les notices qu'il composa, il se décida, le P. Ministre général étant mort, à les faire imprimer pour sauver de l'oubli quelques feuillets d'histoire.

Il prend soin d'avertir son lecteur qu'il n'a rien écrit que sur des témoignages fidèles et conformes à la vérité (2).

Non content de cette déclaration, il affirme dans sa notice sur le couvent de Nevers de Tous les Saints — qui comprend 13 pages, de 83 à 96 — que tout ce qui se rapporte à sa fondation et à sa translation peut être

(1) *Album du Nivernais*, t. I, p. 86.

(2) *Ad lectorem benevolum admonitio*.

vérifié sur les documents conservés aux archives de ce même couvent (1).

Remercions donc l'historien en abrégé du couvent des Récollets de Nevers.

Sans son appui, il ne fallait pas songer à un essai de reconstitution sérieuse. Je me suis efforcé de tirer le meilleur parti de son ouvrage, mais je crains de n'avoir réussi que bien imparfaitement.

Abbé A. SERY,

Chanoine.

(1) P. GALLEMANT, page 94.

FRANCIS D'ALLARDE

Par PAUL MEUNIER

M. le colonel de Courson a fait don à la Société d'une brochure intitulée : « *Les Chevilles de maître Adam, menuisier de Nevers, ou les Poètes artisans*, comédie en un acte, mêlée de vaudeville, par MM. Francis et Moreau, représentée pour la première fois, à Paris, sur le théâtre Montansier, nivôse an II. — Chez M^{me} Masson, libraire, éditeur de pièces de théâtre, rue de l'Echelle, n° 10, au coin de celle de Saint-Honoré. 1806 ».

Deux exemplaires de cette brochure, mais d'une autre édition, existent à la Bibliothèque de Nevers.

Le prétendu portrait d'Adam Billaut qu'on remarque en tête représente un menuisier quelconque en costume du xvi^e siècle, et a, comme facture et comme dessin, tous les caractères des gravures du commencement de ce siècle.

Les Chevilles eurent trois éditions.

Elles furent jouées pour la première fois, le 28 décembre 1805, sur le théâtre de la Montansier, appelé alors *théâtre Montansier (palais du Tribunat)*.

Si l'on consulte les affiches des théâtres à cette époque, on se rend facilement compte du genre cultivé dans ce théâtre :

Le 28 : Théâtre Montansier : la première représentation des *Chevilles de maître Adam*, vaudeville en un acte ; — *L'Ivrogne, le diable couleur rose* ; —

l'Héloïse de l'isle Saint-Louis et l'Anguille de Melun.

Le 29 : *le Turc de la rue Saint-Denis* ; — *le Chevalier errant* ; — *l'Intrigue sous les toits* ; — *le Pont des Arts*.

Le 30 : *Avis à Jocrisse* ; — *Roquelaure* ; — *le Niais de Sologne* ; — *Cadet à Chaillot*.

Le 31 : *M. Largillière* ; — *le Timide* ; — *Deux et deux font quatre* ; — *M. Vautour*.

Les *Chevilles* tiennent l'affiche jusqu'au 17 mars sans interruption.

Ad. Billaut était un sujet à la mode, dans le goût de l'époque.

Le 29 prairial an III, on avait représenté *Maître Adam, menuisier de Nevers*, comédie en un acte, en prose, mêlée de vaudeville, par les C. C. Christian Le Prevot et Philippon. — Théâtre du Vaudeville.

Au siècle où vécut Adam Billaut, on s'émerveilla de voir un ouvrier faire des vers ; mais ce fut une curiosité avant tout dans le monde des Grands et des lettrés. Sous le Directoire, Adam Billaut eut un regain de célébrité grâce à un autre sentiment. C'était l'époque où Bonaparte nommait maréchaux de France des gens qui sortaient du petit peuple. N'importe qui pouvait arriver à tout. Le peuple eût applaudi si Adam Billaut eût vécu alors et que Napoléon eût fait un dignitaire de ce poète-artisan.

Ce n'est pas qu'Adam Billaut fut un poète populaire dans le sens où nous l'entendrions aujourd'hui. Un poète ayant l'inspiration, le ton d'un révolté, poétisant les revendications populaires, n'eût pas été accepté sur l'ancien théâtre de la réaction thermidorienne et royaliste de la Montansier.

En effet, même en pleine Révolution, on n'eut pas l'idée de ce que pouvait être un barde populaire.

Toute expression de la pensée était malgré tout solennelle, en style convenu et classique.

Quinet fait remarquer que le faux régnait absolument en littérature.

A part des expressions ordurières, le père Duchêne « *n'a pu saisir le vrai langage populaire* ».

Saint-Just était un classique.

Noël Pointe, ouvrier armurier, récitait à Nevers, dans les cérémonies, des vers inspirés de Tibulle, de Properce, d'Horace, dont les incorrections seulement dénotaient la main inhabile qui les avait tracés. (*Revue du Nivernais*).

Marie-François-Denis Leroi d'Allarde, plus connu sous le pseudonyme de Francis, auteur dramatique, né à Besançon, le 12 mars 1778, mort vers 1840, était fils du baron d'Allarde. Ce vaudevilliste très fécond a débuté, en 1798, au théâtre des Troubadours, par *Arlequin aux petites maisons*. Depuis il a donné, soit seul, soit en collaboration avec Chazet, Lafortelle, Moreau, Desaugiers, Ourry, Scribe, Dartois, Dupaty et autres, une infinité de pièces, dont la plupart ont obtenu des succès considérables. Nous citerons : *les Cheilles de maître Adam* (1803) ; *Boileau à Auteuil* (1806) ; *les Femmes colères* (1804) ; *le Soldat laboureur, les Ouvriers* (1824) ; *Clara Wendel* (1827) ; *la Famille du Porteur d'eau* (1824) ; *la Fille mal gardée* (1822) ; *l'Homme de paille* (1827). Francis était encore un chansonnier aimable. Le recueil de ses chansons a été publié (Paris, 1824). On trouvera la liste de ses œuvres dans Querard, *France littéraire*, t. I^{er}, p. 33, et dans Bourquelot, *Littérature française*, t. I^{er}, p. 20.

Comme au marquis de Rochefort, père du pamphlétaire, il ne lui était resté que son nom et son titre à travers les péripéties de la fin du XVIII^e siècle.

Il se fit vaudevilliste, chansonnier fut membre du Caveau, l'émule de Désaugiers et de Scribe, Duvert et Lausanne, pléiade de gais auteurs qui cultivaient le flon-flon, le couplet final, le dialogue sentimental pour s'en faire quelques rentes,

Il pensa sans doute que son nom et son titre ne répondaient pas à son métier de vaudevilliste et signait ses œuvres de son prénom Francis ; un nom quelconque.

Cela amène à faire une sorte de parallèle entre la situation d'Adam Billaut et celle de Francis au point de vue social, suivant les époques où ils vécurent.

Adam Billaut, un artisan, *est sur le Parnasse*, d'après le langage du temps ; la culture des lettres est pour lui l'exercice d'un don supérieur. On le compare aux plus grands poètes, bien qu'en définitive il ne fit que des chansons et ne mît parfois en vers que des polissonneries.

On s'étonnait qu'un homme pût faire en même temps des coffres et des vers, tant le don de la poésie avait, alors de lustre, et il faut dire qu'il exploitait avant tout cet étonnement pour s'en faire des rentes.

Les plus grands seigneurs le recherchaient ; mais en réalité lui faisaient des farces comme à un bouffon et lui promettaient plus qu'ils ne lui donnaient.

Cent cinquante ans après, le baron d'Allarde pour vivre fait des chansons et des vaudevilles ; c'est une clientèle bourgeoise qui l'appelle Francis tout court, qui lui fait des rentes et l'applaudit. Il a la dignité d'un homme qui ne mendie pas, plus de talent sans doute que Adam Billaut, mais il est bien vite oublié et aujourd'hui il faut qu'il ait touché à Adam Billaut pour que je le rappelle à votre mémoire.

Francis nous amène à parler de son père qui joua un rôle au commencement de la Révolution dans la

Nièvre et à rappeler une famille importante du Nivernais complètement éteinte aujourd'hui dans le pays.

Le père de Francis, ainsi que le marquis de Bonnay, et le comte de Sérent ont marqué non seulement dans la députation du Nivernais aux États-Généraux, mais aussi à la Constituante.

Le *Dictionnaire biographique* de M. V. Gueneau relate que Leroy (Pierre-Gilbert), baron d'Allarde, est né à Montluçon le 9 août 1852 de J.-B. Le Roy, chevalier, baron d'Allarde, seigneur de Cuy et d'Anne de Rolland.

C'est la date de 1852 qu'on trouve dans le *Dictionnaire des parlementaires* et dans la *Nièvre pendant la Convention*.

La *Grande Encyclopédie* le fait naitre en 1749.

Son père était non pas J.-B. Leroy qu'on trouve étudiant à Bourges en 1716, époux d'Anna Rolland, mais le fils de ce dernier, Charles Leroy, baron d'Allarde, seigneur de Lomoy, le Puits de Varennes, mort avant 1775, époux de Marie-Angélique-Catherine Courtois de Lomoy.

Il eut à Besançon pour fils, Francis qu'on dénomme Marie-François-Denis Teresa Leroy d'Allarde, l'auteur des *Chevilles*. A cette époque, il était capitaine dans les chasseurs de Franche-Comté.

Allarde est située dans la commune de Givardon, canton de Sancoins. *L'histoire et statistique monumentale du Cher*, de M. Buhot de Kersers, porte « Alarde, qui appartient au XVIII^e siècle à Charles Leroy, aujourd'hui à M. le comte de Massiac ».

Le baron d'Allarde avait des possessions en Morvan.

Au XVIII^e siècle, le Bruys fief et justice, paroisse de Montigny-en-Morvan, châtellenie de Montreuillon, relevant de Château-Chinon pour partie, appartenait au baron d'Allarde.

Quant aux Grand et Petit Cuy, anciennement Nault ou Niault, paroisse de Chougnny, terre et justice, seigneurie et château relevant de Château-Chinon (aliénation ecclésiastique), mais revendiqués aussi comme faisant partie de la châtellenie de Montreuillon, ces possessions appartinrent à Nicolas Le Roy (descendant comme son parent J.-B. Leroy, grand-père du député, de Jean-Pierre Leroy, écuyer, seigneur de Cuy, Frétoy, Marcilly et autres lieux, inhumé à Cervon, le 12 juillet 1697, époux de : 1^o Madelaine le Gastellier ; 2^o d'Edmée de Marcellange).

Francis avait une tante Anne Gilbert, qui épousa, le 28 septembre 1790, Antoine-Marie le chevalier de Brecon de Ried, ancien major d'artillerie, chambellan du roi de Bavière.

Dans la branche de Cuy, on trouve au commencement du XIX^e siècle, Jean-François-Sosthène Leroy de Cuy, mort en 1804 (il était né en 1801), lequel avait eu pour tantes Marie-Françoise, née en 1760, Reine-Geneviève, née en 1767, à Chougnny, épouse de Jacques-Annet Bardet de Bure, chevalier de Saint-Louis et de la Légion d'honneur, chef d'escadron en retraite ; morte à Nevers, le 11 juin 1824, Charlotte Leroy de Cuy, épouse de Pierre Deremy, propriétaire, conseiller municipal de Nevers ; morte dans cette ville, le 18 août 1816, Marie-Jeanne, née en 1765, épouse de François-Christophe Millereau de Vauban, paroisse de Bazolles (Chougnny, 21 décembre 1789).

Si Francis n'a pas eu de fils, le nom de Leroy ne serait donc plus porté par personne de cette famille.

Lors de la convocation des électeurs pour les Etats-Généraux, le baron d'Allarde comparut comme possesseur à Givardon ainsi qu'au Bruys, et fut appelé comme électeur à ces deux titres, à Saint-Pierre-le-Moutier.

Anne-Josèphe de La Duz, veuve de Pierre-François Leroy, de la branche de Cuy, représentant ses enfants mineurs, fut appelée pour Cuy à Nevers et représentée par Etienne de Borne de Grandpré.

Le baron d'Allarde avait été page de la Dauphine.

Il prit une part active aux élections mouvementées de Saint-Pierre. C'est lui qui inspira toute la partie relative aux finances des « observations de l'ordre de la noblesse sur le cahier du Tiers-Etat », car l'ordre de la noblesse ne fit pas de cahier à proprement parler.

Je citerai les articles 18 et 19 des observations contenant un vœu qui n'est pas encore réalisé : « Le droit de contrôle diminue en raison de ce que le prix d'acquisition augmente ; il serait à désirer qu'on lui donnât une proportion inverse, d'où il résulterait que cet impôt porterait sur la classe la plus riche, ce qui serait juste ».

Député suppléant, il alla siéger à Versailles à la place de M. de Bar, qui refusa pour cause de santé.

Il se trouvait à Versailles avec le comte de Langeron, qui semble lui avoir servi de secrétaire. Il y a, aux archives de Nevers, une correspondance relatant, séance par séance, les votes de l'Assemblée et tous les incidents parlementaires, sous forme de compte rendu aux électeurs de l'assemblée de Saint-Pierre.

Il faut y relever cette phrase : « Ne douté plus que la démocratie, le despotisme du peuple peut s'établir sur les ruines de la monarchie ».

L'impression générale peut se résumer ainsi : nous, membres de la Noblesse, nous sommes prêts à abandonner tous privilèges, à établir un régime d'égalité et de liberté ; nous prenons l'initiative de toutes les réformes ; que veut-on donc de plus ? »

Langeron quitta bientôt Versailles.

Quant à d'Allarde, il semble s'être confiné dans l'étude des questions fiscales.

Ses plans pour l'établissement des patentes furent adoptés sur son rapport ; mais il échoua dans ses plans pour la création d'une dette amortissable.

Il fit adopter la loi pour l'abolition et le remboursement des jurandes et des maîtrises.

Pendant la Convention, il resta à Paris et s'occupa d'opérations commerciales. En 1803, il affirma l'octroi de Paris, mais fit faillite.

Il s'était retiré en Franche-Comté pour s'occuper de l'exploitation de forges, et était sur le point de réussir ; il s'était même fait réhabiliter, en 1807, quand il mourut à Besançon, le 9 septembre 1809.

Le baron d'Allarde ne s'était pas joint aux quarante-sept gentilshommes qui, le 27 juin 1789, firent bande à part et se joignirent au Tiers-Etat.

M. le comte de Sérent avait cru devoir en référer à ses électeurs.

M. d'Allarde écrit à ce propos : « Depuis que les lettres sont écrites, M. de Sérent est de retour de Nevers, où il a reçu les mandats qui lui permettent de délibérer en commun ; je puis donc penser que cette conduite est conforme au désir de la noblesse du Nivernais. En conséquence, je vais m'y soumettre, étant d'ailleurs particulièrement persuadé que le bonheur public l'exige ».

Je crois qu'on peut classer d'Allarde dans la catégorie des gentilshommes démocrates de la Constituante. A ce point de vue, sa physionomie est originale.

Il fut comme eux travailleur, réformateur de bonne foi et, finalement, victime et ruiné, nous pouvons ajouter, injustement oublié.

LES CONRADE

LEURS FAÏENCES D'ART

La Manufacture de Sèvres a dit des faïenciers de Nevers : « Ce sont des artistes d'ordre inférieur !... »

Vous devinez la conséquence : les faïences en sont peu intéressantes, presque nulles !...

Ceci me rappelle un grand financier du siècle de Louis XIV, qui se plaignait, avec raison sans doute, de ne recevoir que des visites intéressées :

« Il n'y a, disait-il, que ma nièce Pauline qui sache m'approcher sans regarder dans mes poches ». Ceux qui discréditent nos faïences sont, comme la nièce Pauline, les plus adroits. Ce discrédit doit leur rapporter profit.

J'ai l'espoir, après cette lecture, de mettre en mesure de répondre :

I. — Les faïences de Nevers du ^{xvii}^e siècle comptent parmi les plus belles de l'époque, sans excepter celles d'Italie.

II. — La première faïence en France a été fabriquée à Nevers.

III. — De Nevers l'industrie a rayonné en France.

IV. — Nous espérons aussi démontrer que les faïences de Nevers, avec leurs caractères propres, remontent à une époque antérieure à 1602, et que c'est

grâce aux artistes nivernais que Rouen a pu devenir à son tour un centre actif pour sa faïence et faire éclater, après 1647, son originalité.

Notre étude porte sur un groupe de faïences connues, il est vrai, mais non encore étudiées quant à leur date, leur origine ou leur signification historique (1).

I

Les faïences sont de Nevers

De Thou, historien contemporain des Conrades (2), au xvr^e siècle, a écrit :

« On raconte qu'un Italien, qui avait accompagné en France un duc du Nivernais, aperçut, en se promenant aux environs de Nevers, la terre de l'espèce dont se faisaient les faïences en Italie.

» Il la prépara et fit construire un petit four où fut fabriquée *la première faïence en France* (3) ».

On se demandera, non sans raison, si nous n'avons pas été impressionné par cette citation.

Aussi nous allons démontrer que nos faïences sont de Nevers.

(1) M. du Broc de Segange a connu ces faïences, mais persuadé que l'introduction ne datait que de 1602, il ne pouvait admettre une œuvre qui lui fût antérieure, comme l'est celle qui nous occupe. De parti pris, il les a classées d'Italie (p. 170-171). Il a essayé par là de remonter l'opinion publique. « Les classant italiennes, dit-il, *c'est une supposition très acceptable* » (p. 171).

(2) Les premiers volumes paraissaient en 1602 ; ils ne pouvaient que signaler des faits antérieurs.

(3) *Encyclopédie méthodique* t. II, p. 506, Paris, chez Panckouke, 1783.

Elles étaient scellées à demeure dans une vieille maison, rue de la Tartre (1), à côté des premiers fours.

Mais comme on pourrait les récuser, même avec un état civil de la maison, nous les avons étudiées par leur fabrication.

Nous n'avons pas hésité à avoir recours à l'expérience de nos faïenciers, entre autres de M. Montagnon.

Cet examen nous a démontré que la terre est chimiquement la même que celle des faïences de Nevers jusqu'au xvii^e siècle inclus. Elle est de la même finesse, de la même ténuité, de la même cuisson, de la même couleur, de la même dureté.

Si, à Nevers, les faïences sont jaunes, rougies par l'oxyde de fer, à Savone, elles sont blanches. Pour obtenir le résultat de nos faïences, M. Montagnon dit mettre de huit à dix ans de manipulation ainsi répartie :

Pour extraction et laisser geler les terres, deux ans au moins ; pour délayer, pourrir les terres dans des fosses pleines d'eau, de trois à quatre ans ; pour laisser fuser la terre à l'air, deux ans ; puis le temps nécessaire pour malaxer, battre, tourner la poterie ; la sécher, la cuire, l'émailler, la décorer et enfin la cuire une dernière fois.

La terre de nos faïences a subi toutes ces opérations ; elle indique qu'elles *sortaient d'une fabrique* ayant de bons exécutants, une bonne installation, étant maîtresse de ses productions, fabrique où l'époque des essais était passée depuis longtemps en fabrication courante.

(1) Maison remise à l'alignement, mais dont les murs intérieurs sont antérieurs au xiv^e siècle.

Les carreaux ont 0 m. 018 d'épaisseur et sont destinés à la décoration du bâtiment.

Par la terre, nous sommes donc bien de Nevers.

L'émail de nos faïences a une belle glaçure sans gerce, mais avec quelques bouillons, qui indiquent une cuisson à haute température pour le biscuit et pour l'émail; c'est le caractère des fours de Nevers; la cuisson italienne est moins élevée.

Sur nos faïences se retrouvent à la fois la palette de Nevers, par le jaune, le bleu et le manganèse, et celle de Savone par la transparence et la chaleur du jaune foncé ou du jaune paille; celui-ci est plus verdâtre à Nevers.

L'Italie a une palette combinée et toutes les couleurs qui ne sont pas le bleu, le jaune et le manganèse s'évaporent dans les fours de Nevers, si on les y expose.

En Italie, les couleurs sont heurtées et crues; à Nevers, elles sont harmonieuses à cause du prisme décomposé des trois couleurs; à Nevers, le blanc est laiteux et très différent de ceux d'Italie; or, ce blanc, nous l'avons sur nos compositions.

Nos échantillons tiennent de Savone par la transparence des couleurs employées, et par l'émail sont de Nevers.

Les faïences d'Italie sont constamment marquées pour reconnaître la fabrique ou le maître.

Les plus anciennes faïences de Nevers ne le sont pas.

Là, il y avait concurrence; ici, monopole.

Les marques nivernaises n'apparaissent qu'après 1636 avec les fils Conrade, les Guillereau, les Custode, les Borne, les Lefebvre, les Viodé, les Rodrigue, les Seigne, etc., etc.

La déchéance du monopole les oblige à les signer ou à les marquer.

Les faïences qui nous occupent sont représentées au musée de Nevers depuis 1830 environ ; ce groupe provient de la même maison, il est de la même composition, de la même main.

Au musée, elles y sont classées les premières en date ; si on ignore la date et l'auteur (1), on les a. par tradition, toujours cataloguées de Nevers, même aux expositions spéciales. C'est sous ce titre qu'elles viennent de figurer à l'Exposition de 1900.

Jamais personne n'a contesté sérieusement leur origine. De notoriété, les faïences sont donc encore de Nevers.

II

Les faïences sont du XVI^e siècle

Ces faïences remontent au xvi^e siècle (1584) (2) et non au commencement du xvii^e siècle (1602), comme on le croyait généralement ; nos preuves seront tirées des pièces ayant figuré à l'Exposition de 1900.

Pour nous pénétrer de ces compositions, nous les avons dessinées ; c'est en les copiant que la hardiesse du dessin, la sûreté de main, les traits vifs et lancés, mais fermes, nous ont surpris.

Nous avons senti l'artiste maître de lui, composant librement, dessinant avec rapidité, avec entrain.

A-t-il seulement fait des poñcifs ? Nous ne le pen-

(1) M. du Broc de Segange, page 173, dit : « On pourra peut-être élever d'autres objections à l'encontre des *interprétations* que nous venons de donner au sujet des céramiques trouvées à Nevers ; mais en persistant absolument à les attribuer à Nevers, etc., etc. ».

(2) C'est, pour nous, la date la plus rapprochée.

sons pas ; tout indique qu'il a esquisé ses études sur l'émail cuit ; l'exécution particulière nous le démontre.

L'émail blanc laiteux semble avoir reçu la pensée et le premier jet de l'artiste.

Le pinceau est venu ensuite fixer ses contours, modeler les personnages avec une science profonde du dessin et surtout du nu.

Nous avons voulu, avant tout, chercher le style de ces compositions et nous y avons reconnu tous les caractères du xvi^e siècle.

D'abord, par l'ensemble du dessin et du paysage rappelant les compositions de Jean Cousin (1500-1590).

A cette date, on ne laisse presque pas de ciel ; la perspective est profonde comme dans les compositions des Raphaël, des Jules Romain, des Léonard de Vinci.

Tout le monde se rappelle le paysage formant le fond du beau portrait de la Joconde.

Ici, le premier plan de feuillages, avec des plantes de convention, donne cette facture, bien connue, des tapisseries flamandes du xvi^e siècle, notamment de celle publiée dans le Compte rendu des Beaux-Arts de 1893 (*la Naissance d'Œdipe*), et des belles tapisseries de Charles-Quint du Pavillon espagnol, à l'Exposition de 1900, que tous les visiteurs ont admirées.

Il existe même double ressemblance, par la perspective et les plantes du premier plan, entre les tapisseries et nos faïences.

Ce double caractère se retrouve encore dans la scène du *Duc de Guise blessé* (1563), qu'il est facile de voir page 68 du tome II de l'*Histoire de France*, de Char-ton. Les feuilles des arbres y sont traitées comme celles de nos compositions.

Au musée du Louvre, les n^{os} 236 et 237, *Apollon et*

Narcisse et Enlèvement de Ganymède ont la même ordonnance, leur date est 1525.

La coupe d'Urbino Fontana : *l'Enlèvement d'Europe* qui est de 1531, est semblable.

Mais les faïences de Savone, dont Nevers tient l'origine, ont le même procédé d'exécution pour leurs troncs d'arbres en tire-bouchon, procédé conservé à Nevers jusqu'au xvii^e siècle.

Voilà qui nous fixe déjà la date du xvi^e siècle.

Nous verrons plus loin que les armes, les meubles, les costumes sont précisément du même siècle ; les draperies sont inspirées de Raphaël ou du Pérugin ; et le modelé des enfants procède de Michel-Ange.

Ces compositions pourraient être médiocres ; elles sont, au contraire, remarquables de style ; c'est encore un argument en notre faveur, car Nevers n'a eu son apogée d'art qu'au moment où les faïences s'y sont installées ; depuis, il y a eu décroissance, déchéance.

M. Garnier, directeur de la Manufacture nationale de Sèvres, présente, dans son beau travail, les faïences de Nevers comme des œuvres ayant moins de style que de naïveté.

Les reproductions sont du xviii^e siècle et même de la Révolution !...

Un auteur célèbre, Voltaire, a dit : « Il faut se défier des myopes, ils voient les choses de trop près ».

Elargissons donc nos vues.

Du jour où l'art s'est trouvé isolé et séparé du contact intellectuel des maîtres, l'art livré à lui-même a déchu.

On s'est jeté dans des pastiches, car cet art n'était pas vivifié par la pureté du dessin ; il a fini par ces grotesques de la Révolution.

Dix minutes de promenade au musée de Nevers justifieraient cette allégation bien mieux que nous ne saurions le décrire.

Nos œuvres sont donc des productions de l'origine de la faïence à Nevers ; on y sent une main habituée à copier des maîtres de l'école italienne du xvi^e siècle.

Chaque coup de pinceau est une tache ; mais cette tache indique que le pinceau, rapide pour les clairs, s'arrête et décharge pour les ombres, donnant de beaux effets de clairs-obscur.

C'est l'artiste qui modelait si bien les nus qui avait compris Michel-Ange répondant à François de Hollande :

« Quel peintre serait assez niais pour préférer le soulier d'un homme à son pied !... »

III

Description des sujets

La première qualité d'un peintre étant d'exprimer sa pensée, nous pouvons dire que les compositions présentées brillent par ce mérite. D'ailleurs, décrivons-les en trois groupes :

Le premier est composé de parties de frise en hauteur de 0 m. 17 de large.

C'est une théorie d'amours en guirlandes se détachant chaudement en un modelé bleu, alterné de manganèse clair sur un fond jaune — la couleur or de ces belles mosaïques romaines, — couleur dont l'opposition, douce et vive tout à la fois, est si riche.

Ce fond jaune est orné, de chaque côté, d'un étroit filet blanc, puis par deux autres plus larges : le premier est bleu, l'autre violet foncé ; après se retrouve un large galon blanc : l'émail de la faïence.

Sur ce fond or, si brillant, se dessine une chute ininterrompue d'amours modelés en bleu sous tous les aspects ; c'est une véritable école du nu.

Aucun ne se répète et la bordure est longue ; ils sont par couples, par grappes et se relient par les mains ou par des banderolles violettes ; les uns ont des gerbes de fleurs, d'autres des fruits avec la note verte des feuillages, et d'autres des armes, dont les similaires se retrouvent sculptées aux façades du bord de l'eau du... *Louvre*.

D'ailleurs, banderolles, fruits, fleurs et armures ont tous ce style français du règne de *Henri III*.

Au point de vue de la composition, nous signalerons l'un des amours, ayant toutes les qualités, tous les mérites qui ont fait du groupe de *la Danse*, de Carpeaux, à la façade de l'Opéra de Paris, sa juste renommée.

La vérité du mouvement et la passion se trouvent ici comme dans l'œuvre du célèbre statuaire.

*
* *

Le deuxième groupe se compose de deux allégories : *Sapientia* et *Veritas*. Chacune d'elles est représentée sur deux carreaux ; elles ont 0 m. 22 sur 0 m. 15. *Veritas* est assise sur un trône, dont la forme ne laisse aucun doute sur sa date, confirmée par le style du dessin, qu'on prendrait pour un Jean Cousin ; *Veritas* est abritée sous un arbre vert et drapée couleur manganèse. La Vérité est avenante, gracieuse, aimable ; et cette *vérité* est dans le livre qu'elle montre : les Saints Evangiles, sans doute.

Le modelé bleu du personnage, donne des formes parfois d'une correction exquise, sur le fond jaune foncé ; le feuillage est vert et le trône est bleu.

L'effet est fort heureux et très brillant.

Sapientia lui fait un beau pendant. Elle a le casque de Minerve, en tête, et s'appuie d'une main sur son bouclier, à tête de gorgone, en violet; l'autre main a un geste fort juste et très expressif; son costume est presque identique à celui de *Arion*, par Andréo Riccio (1) (surnommé Briosco); la date de celui-ci est de 1470-1532. Il endosse la cuirasse des généraux romains, laquelle semble du renouveau à l'époque.

La figure de *Sapientia* est à l'unisson de son geste. Minerve a une grande allure.

L'ensemble se fait valoir par la couleur et par la valeur des tons, ce qui fait une opposition des plus heureuses.

*
* *

La troisième composition est *Renaud et Armide*, du Tasse; elle a une complète analogie avec celles que nous venons de décrire pour le dessin, les armures et les accessoires.

Cette scène, créée par le Tasse, a été rendue vivante par un tableau, bien connu du Dominiquin, qui est au musée du Louvre.

Nous retrouvons la même scène traitée par Le Poussin, Van Dyck, Teniers et Boucher.

Mais un artiste du xvi^e siècle, encore ignoré, le *premier en date*, l'avait déjà composée sur faïence de Nevers (2).

Nous allons rechercher le caractère de cette composition.

(1) La *Renaissance italienne*, de M. Eug. Muntz, donne p. 300 la statue, et p. 38 celle de Guattamelatta, par Donatello, presque semblable.

(2) Cette belle faïence a figuré à l'Exposition universelle de 1900, au Petit-Palais, sur la proposition de l'auteur.

La composition est un médaillon formé par une conférence, ayant 0 m. 63 de diamètre ; quatre carreaux la composent, sa palette est identique à celle des autres faïences ; jaune foncé pour le sol modelant ses vallées, à profondes perspectives, par du jaune clair et des réserves de blanc.

Le ciel est bleu.

Ce paysage improvisé par le pinceau rappelle la transparence des vitraux ou mieux de nos aquarelles.

Les tons y sont frais et brillants ; sur ce fond, s'étale un groupe en bleu, savant, bien modelé, bien musclé ; puis les verts sombres des arbres ou des plantes font repoussoir et donnent à cette composition un effet saisissant qui vous charme.

Pour traiter le sujet, le Dominiquin a pris le texte suivant du Tasse :

« Armide sourit, mais toujours elle s'admire ; elle rappelle ses cheveux errants, les entrelace, les tresse, les arrondit en boucles ; et les fleurs qu'elle y mêle brillent comme l'émail enchâssé dans l'or... ».

» Il (Renaud) y voit les honteux ornements dont il est couvert : ces cheveux parfumés, ces boucles voluptueusement flottantes, cette épée... devenue, pour lui, une vaine parure ».

L'artiste nivernais s'est inspiré du poème :

« Renaud est couché dans ses bras, son voile ne couvre plus l'albâtre de son sein ; ses cheveux épars sont le jouet des zéphirs... »

» Dans ses prunelles pétille le feu de l'amour... »

Puis les reproches virils :

« Quel sommeil, quelle léthargie a donc assoupi ta valeur ? Quelle faiblesse a flétri ton courage ? »

La première différence des deux auteurs est donc dans le programme. La seconde sera dans la date.

Nous avons dit que les compositions étaient françaises et du règne de Henri III, qu'elles procédaient de l'école italienne.

Si la profusion des nus et leurs modelés semblent s'inspirer de Michel-Ange, nous trouvons aussi des draperies inspirées de la fresque du Pérugin, de la Chapelle Sixtine, de l'école d'Athènes et de la Vierge de François I^{er} de Raphaël. Ces mattres inspiraient, à l'époque, tous les artistes.

Renaud avec son costume similaire à *Sapientia* a aussi son origine avec Riccio ; c'est-à-dire que tout marque le xvi^e siècle, tandis que le Dominiquin, né en 1581, mort en 1641, ne donne plus qu'une œuvre du xvii^e siècle ; l'architecture elle-même donne cette date.

L'arrivée à Nevers d'Augustin Conrade en 1584, originaire d'Albissola, sur la rivière de Gênes, situé à trente-huit kilomètres de Gênes, sur le golfe de ce nom ; Conrade, dont la donation du 16 mai 1611 contient qu'il demeure à Nevers *depuis plus de vingt-sept ans* (1) ; le potier-peintre qui, en 1590, d'après les archives, peint quatre buffets de vaisselles pour Paris, vient nous éclairer, nous préciser une date pour ces compositions.

Disons de suite que personne en dehors des Conrade n'était à même de donner les qualités que nous avons décrites.

Nous venons de vous révéler un *chef-d'œuvre* où, suivant l'expression pittoresque de Mme de Sévigné : « jamais carrosse n'a passé ». Ajoutons que les faïences

(1) Augustin ne serait-il pas venu rejoindre ses frères et traiter ce sujet avant 1584 ? Nous ne pouvons l'affirmer puisque nous ne connaissons encore que la pièce du 16 mai 1611.

n'étaient pas commerciales ; qu'elles étaient scellées. fixées.

Ne pouvons-nous penser que nous sommes en présence des modèles obligés que tout industriel doit faire pour indiquer ses productions, son talent ? Dans ce cas, son atelier était à l'angle des rues du Doyenné et de la Tartre (1).

L'origine nivernaise et la date trouvent enfin leurs preuves indiscutables dans le portrait de Renaud qu'on représente sous *les traits* du duc Ludovic de Gonzague à l'âge qu'il avait en 1584.

Dans un instant vous allez voir la preuve de ce que nous avançons avec le portrait du duc en 1565, vous le comparerez à celui de Renaud dix-neuf ans après (1584).

Pour faciliter la critique nous signalerons une chose bien connue de tous : la profonde modification de la physionomie d'une personne avec l'âge. Victor Hugo en est une preuve frappante ; on dirait autant d'individualités que de portraits. Le *Figaro* les a publiés à vingt-cinq, trente, cinquante, soixante-six, soixante-douze et quatre-vingt-un ans et chacun d'eux, vous pouvez vous le rappeler, est une individualité.

* * *

Nous venons d'établir les dates au premier groupe par les motifs rappelant le règne de Henri III.

Au deuxième groupe par le dessin, les meubles, les armes, le costume.

Au troisième groupe par le portrait de Ludovic de Gonzague en 1584. Nous allons poursuivre ces preuves avec d'autres documents.

(1) Tartre veut dire émail.

IV

Autres preuves

En 1590 (1), un Nivernais, Gaston de Claves, dédiait au duc de Nevers une plaquette où nous trouvons les mots caractéristiques suivants, d'un témoin oculaire :

« *Ces artistes ingénieux qui produisent des ouvrages ADMIRABLES pour les étrangers* ».

Vous qui connaissez les faïences, ne pensez-vous pas sincèrement comme lui ?

C'est en 1575 que parut la *Jérusalem délivrée* ; son apparition fut un succès prolongé ; ce poème eut un retentissement, non seulement en Italie mais en France.

Comment admettre qu'un prince, que des artistes d'Italie ne se soient pas engoués pour la poésie ?

Il faut avoir quitté un temps sa langue maternelle pour connaître toute l'impression délicieuse qu'on éprouve à la lire dans un milieu étranger.

On peut être assuré qu'il en fut ainsi de nos hôtes.

Mais lorsque les pensées, les poésies sont aussi suggestives pour l'époque que celles du Tasse, l'impression sur l'esprit d'un artiste est considérable.

Ajoutez que l'artiste arrivait d'Italie et un autre fait connu, que le futur cardinal Scipion de Gonzague (2) était lié d'amitié avec le Tasse (3) ; enfin,

(1) Cette même année, Augustin Conrade fabriquait ses faïences pour Paris (Archives communales.)

(2) 1542-1595, cardinal en 1587.

(3) 1554-1595.

la femme du duc, Henriette, elle-même, a fait la traduction de l'*Aminta* du Tasse.

Voilà plus d'une raison pour que Ludovic et Conrade aient parlé du Tasse et pour motiver la composition d'AUGUSTIN CONRADE. Et ce fut certainement la première interprétation en dessin de cette harmonieuse poésie.

Avec le Dominiquin, Conrade est dissemblable de cadre, de groupement, de personnages, d'accessoires et d'idée.

Dans l'œuvre du Dominiquin, le paysage est le principal dans lequel se noie le groupe.

Dans Conrade, c'est l'opposé. Un coin dans les deux compositions paraît se ressembler, à se demander même si le Dominiquin n'avait pas connu celle de Conrade ; c'est celui des guerriers cachés derrière un bouclier dans le bocage,

Dans le Dominiquin, ce sont les camarades de Renaud : c'est Ulbade et le Danois ; ils sont inquiets et préoccupés ; car quel sera le résultat de leur apparition, de leur démarche ?

Dans Conrade ce sont trois enfants : des génies.

Ils ne sont pas inquiets.

J'ajoute que le poème ne les explique pas avec cette attitude et ce ne sont pas les seuls accessoires qui soient étranges ; les amours derrière le groupe sont encore plus inexplicables avec le Tasse. Au contraire, ce dernier ne peut prêter à équivoque avec le Dominiquin. Ces raisons nous ont engagé à chercher une allégorie parallèle au sujet principal, laquelle vient encore confirmer nos conclusions.



LES CONRADE — LEURS FAÏENCES D'ART



de Gonzague.

Exposition de Nevers 1887.

M. R., *delt.*

Victor Hugo

V

L'allégorie

Cette allégorie est nivernaise par le portrait du duc Ludovic de Gonzague.

Avant de la chercher, nous croyons utile de préciser un point d'histoire locale : Nevers était sorti d'un grand danger, les troubles fomentés par le duc Engilbert de Clèves, d'une part, et son compétiteur le seigneur d'Orval, en se disputant le duché, avaient mis Nevers « à deux doigts de sa perte ».

Ces compétitions tranchées, par le mariage des enfants des adversaires, par ordre du roi, redevenaient terribles par les guerres de religion.

Pour les calmer, le roi envoie Lafayette à Nevers, et le rappelle, sa mission n'ayant pas été celle d'un pacificateur.

L'intolérant seigneur de Châtillon-en-Bazois augmente les épreuves, et Catherine de Médicis elle-même intervient. Tout cela se passait la veille du mariage de Ludovic de Gonzague avec Henriette de Clèves, en 1565, Henriette de Clèves que Ronsard a chantée :

La duchesse de Nevers,
Aux yeux verts
Qui sous leur paupière blonde
Lancent sur nous plus d'éclairs
Que font vingt jupiters,
Dans les airs
Lorsque la tempête gronde.

De 1565 à 1584 venait de s'écouler dix-neuf ans d'une paix fructueuse : vrai privilège pour Nevers.

Une reconnaissance, au moins égale, existait de la part des Conrade, car ils avaient un monopole et étaient exempts des impôts.

Ces avantages, le nouvel arrivant, Augustin Conrade, les ressentait encore plus, car la qualité des produits nous a révélé une industrie établie déjà et en bonne production.

Pourquoi les Conrade n'auraient-ils pas donné au héros chrétien la figure du duc ?

Augustin savait bien que le Tasse avait dédié son poème à un prince italien ; ne pouvait-il dédier sa composition au duc ?

De cette situation particulière devait sortir une création digne et surtout *chaste*.

Celle du Dominiquin sera *voluptueuse*.

Conrade n'a point failli à ces nécessités. Renaud n'est pas l'enfant terrible, Armide n'est pas l'écervelée adolescente du Dominiquin ; tous les deux sont dans la force de l'âge, car Armide peut figurer la Ville de Nevers, qu'on ne doit pas présenter sous un aspect jeune. Cette maturité de Renaud lui était nécessaire d'abord pour la ressemblance, et pour qu'on comprît cette citation :

« A peine l'éclat de l'acier a frappé ses regards, son feu se rallume, l'ardeur des combats rentre dans son âme ; sa molle langueur se dissipe, il sort de l'ivresse et de l'assoupissement du plaisir ».

Si la ville était en danger, n'est-ce pas, désormais, ce prince qui lui doit sa protection ?

Point n'est besoin de faire effort pour lui trouver cette attitude, car le guerrier est au repos.

Si son casque, si son bouclier sont renversés à ses pieds, ils sont encore à portée de sa main.

Si des amours chevauchent sur le glaive et si l'un

d'eux cache les lauriers à la vue du héros, celui-ci, du moins, n'est pas couché dessus et le glaive est toujours près de sa main.

Chez le guerrier, c'est de la longanimité.

Mais rassurez-vous, l'un des génies veille, une gaule à la main, écartant les souvenirs de guerre, de combats, coupant le fil que des génies cachés figurent.

Ceux-ci, nous l'avons dit, ne sont pas inquiets ; ils n'ont pas mission de réveiller, de rallumer l'ardeur guerrière.

Ils veillent, ils attendent, voilà tout.

Mais cette quiétude du héros lui ferait-elle perdre le souvenir de hauts faits ?

Nullement.

Un autre génie dresse, soutient à son insu, derrière lui, un cartouche prêt à recevoir l'inscription de son œuvre de civilisation ; et la Ville de Nevers, de sa main gauche, saisit ce cartouche pour l'y inscrire elle-même.

Aussi les autres génies peuvent-ils répandre à terre les vases, sortir les ornements de la cassette ; c'est l'art qu'ils étalent dans la paix.

Et ils sont, ma foi, fort occupés.

Le panache, en guise de marotte, est à la main d'un amour, à côté du porte-queue d'Armide.

A quoi bon le panache !...

En temps de paix, ce n'est qu'un joujou.

Un amour dirige le bras droit de Renaud ; aucune autre pensée ne sera mise en jeu, car ce génie garde et guide le bras.

D'ailleurs, ne vous y trompez pas : voyez cet amour perché, accroché à une branche au-dessus de... Renaud et Armide ?... non ! du Duc et de sa Ville.

De cet arbre stérile, n'ayant que des feuilles, ce génie a détaché un fruit : l'art du faïencier !...

Il est dans sa main et le tend à un de ses congénères, tandis qu'au loin, aux pieds du duc, un autre encourage le mouvement.

Et celui-là, d'un élan magnifique, va recevoir le fruit et, soyez-en sûr, le porter au duc qui repose sur le genou de sa Ville-Armide.

N'est-ce pas à lui qu'on en doit l'éclosion ?

C'est d'elle que le Tasse dit :

« Car elle a vu ce front calme et tranquille, ces lèvres où repose le sourire, ces yeux dont le sommeil même ne peut lui dérober l'éclat, elle sent expirer sa colère...

» Elle admire ses grâces et demeure penchée sur son front, comme Narcisse sur la fontaine qui réfléchit son image...

» Ce cœur, plus dur que le diamant, plus froid que la glace, s'amollit et déjà ne connaît plus que le feu de l'amour ».

Voilà bien ce qui est commun à la ville de Nevers et à Armide, précisant encore la date des faïences (1).

Pourquoi cette pensée n'aurait-elle pas hanté des artistes fixés à Nevers, connaissant les vicissitudes antérieures ?

S'il en est ainsi (2), louons doublement leur composition si différente de celle du Dominiquin, si person-

(1) M. du Broc de Segange désigne ce chef-d'œuvre un peu trop prosaïquement « *un dessus de poêle !* », p. 171.

(2) Cette allégorie a été contestée. On veut voir simplement des amours s'ébattant autour de Renaud et Armide.

Mais toute composition a une pensée.

Quel besoin Armide aurait-elle de prendre le cartouche ? Quels hauts faits voudrait-elle buriner dessus ?

L'amour sur la branche figurerait-il la fragilité de cette passion ?

Pourquoi des arbres stériles et pourquoi, dans la main de ce petit acrobate sournois, y a-t-il un fruit ?

Serait-ce la pomme de la discorde ? Celle d'Eve ou de la belle Hélène ?

nelle, si française de détail, si pleine de sentiments délicats.

La louange discrète de leur industrie s'y trouvait jointe à l'élévation des pensées nivernaises pour leur duc.

VI

L'art rayonne

Au point où nous en sommes, nous sentons la nécessité de prouver que l'art, dont nous venons de vous entretenir, n'est pas resté stérile, comme les arbres de l'allégorie.

Au contraire, il a produit de beaux fruits ; dès l'année 1598 il rayonne et va exciter par ses succès et sa renommée le zèle d'autres villes en France.

Il résulte d'actes authentiques que les faïenciers vont à Cosne. Les registres de l'état civil de 1598 à 1652 nous donnent cette preuve (1).

Ces registres nous révèlent l'existence d'une vingtaine de familles de faïenciers, que, de nos jours, ses habitants ignorent encore.

Bientôt nous pourrions voir, il faut l'espérer, dans le nouveau musée de Cosne, ces faïences groupées. Nous comptons sur le zèle de son dévoué conservateur.

Les chefs et les créateurs de cette industrie, existant en 1598, sont Bernardin Conrade et son gendre, Michel Seton, lequel avait épousé Espérance Conrade.

Douze fois, le nom de Conrade, de 1598 à 1641, se trouve sur les actes ; et vingt-une fois, de 1598 à 1624, se trouve le nom de Michel Seton.

(1) Voir appendice « les faïenciers de Cosne. »

B. Conrade se marie deux fois : sa première femme est Agnès Perle, sa seconde Louise Dely.

Parmi les familles des autres faïenciers, nous retenons les noms suivants :

Sylvain Talbouthier ; il se marie à Cosne en 1644 et meurt à Nevers en 1688.

Edme Cardot, qui marque sa résidence à Cosne de 1646 à 1652 et meurt à Nevers en 1674.

Barrat, témoin et faïencier à Cosne en 1647 ; il finit ses jours à Nevers en 1672.

Ces faits, mis à côté de Baptiste Conrade de Nevers, qui est parrain d'un enfant Seton, ne démontrent-ils pas, jusqu'à l'évidence, que les faïences de Cosne sont créées par les Conrade de Nevers ?

Si les états civils le prouvent, on saura que les produits sont encore plus proches parents.

Le prochain groupement des faïences dans leur pays de production prouvera victorieusement ce que nous avançons.

* * *

A Roanne, M. le docteur Noël nous apprend, page 23 de son ouvrage sur les faïences de Roanne, que dans les registres des états civils de cette ville, dès 1637, « *les noms des Conrade apparaissent* ».

A Moulins-sur-Allier, en 1666, un faïencier a pour femme Françoise Conrade.

Augustin Conrade, premier médecin de la reine de Pologne, le même qui assiste et signe plus tard le procès-verbal de décès de Louis XIII. Augustin Conrade, disons-nous, de 1685 à 1689, habite la ville de Moulins.

Nous pourrions déjà englober les faïences de Clamecy et celles près d'Auxerre, de La Charité-sur-Loire

et de Clermont, comme une poussée venant de Nevers, mais nous avons mieux.

*
* *

A Rouen, cette belle ville de Normandie, si célèbre par ses faïences, nous allons préciser le contact et la présence des faïenciers nivernais.

Nous nous servons de l'auteur si estimé, André Potier, historiographe de ces faïences, puis des états civils de Rouen et de ceux de Nevers, nous mettant du coup au-dessus de toute critique.

Page 165 du volume cité, nous trouvons, en 1631, Potier, faïencier, venant mourir à Nevers en 1668, âgé de soixante-quinze ans ;

En 1636, Lefebvre, revenu à Nevers en 1644 ;

En 1641, Leclerc, qui, en 1732, est décédé à Nevers.

Voilà déjà trois noms nivernais cités par André Potier, avant 1647, date du plat historique de Rouen.

Mais André Potier écrit, à la page 9, en regard de la date 1640 :

« Epoque où florissait à Nevers un fabricant distingué, Custode, à qui on a attribué les imitations de majolica, de faïence *hollandaise du genre chinois* ».

Cette désignation est à retenir.

Mais ce Custode était le père de Jean Custode, l'inculpé au retentissant procès du 14 décembre 1646, par Porterat de Saint-Etienne, le grand faïencier de Rouen, *un an encore avant le plat de 1647*.

Ce procès, donné par André Potier, nous révèle la présence, à ce moment, d'autres faïenciers nivernais à Rouen : Petit, puis Anthoine Dupas ; Girault et Petit-Jean, lesquels, dit l'enquête, « sont de présent à Nevers ».

Etaient-ce bien tous les faïenciers de Nevers habitant Rouen ?

On nous permettra de laisser un gros point d'interrogation.

Plus tard, André Potier nous en donne d'autres à la page 165 :

En 1648, Brochard ; en 1660, Dumont ; en 1666, Bourgoïn ; en 1671, Henri Borne.

Celui-ci, de la famille nivernaise des potiers-statuaire, fait souche à Rouen et se trouve inhumé à Nevers, église Saint-Genest, le 15 mars 1716.

Son fils Claude a deux pièces rouennaises célèbres signées de lui : *les Quatre Saisons* (1736), et *Diane surprise au bain par Actéon* (1738).

En 1679, Guay ; en 1680, Mazois et Soret ; en 1681, Maugras ; en 1685, Rodrigue ; en 1688, Desporte ; en 1697, Marque ; en 1699, Serrurier ; en 1711, Lacuisse ; en 1717, Baudoin.

Pour Nevers, lui était-il possible de choisir une plus belle ville que Rouen pour y apporter son art ?

Nous ne le pensons pas.

Et cette marque indélébile est sur le plat portant son état civil : « *Fait à Rouen 1647* ».

Car s'il n'y était pas cet état civil, pour les érudits, même de Rouen, nous serions en face d'une faïence « *hollandaise du genre chinois* », d'après André Potier ; d'un Custode nivernais !

Le décor qui fait la caractéristique de Rouen et sa gloire, est un ornement avec réserve de blanc.

Nous sommes heureux et fier que cette grande et belle ville de Rouen ait ensuite porté si haut l'art du faïencier.

La preuve est faite et le faïencier de Nevers a réellement porté au loin, dans une zone encore indéterminée, et dès 1598, son tour de main et son art.

Il semble qu'on pourrait faire le dialogue suivant :

Grimm disait, un jour, à Diderot :

— On n'est jamais trahi que par les siens.

Et Diderot de répliquer :

— Vous oubliez que le plus souvent on se trahit soi-même.

Mais remplaçons Diderot par Rouen.

C'est en vain qu'on opposerait le carreau d'Ecouen de 1542 et son auteur Masseot Abaquesne, ce carreau n'a pas été suivi de la création d'une industrie.

Cette industrie, d'après André Potier, ne vient que cent cinq ans après. Le plat de 1647 est une époque ; le carreau de 1542 est un incident (1), un écho ; mais si l'écho fait illusion, il est toujours circonscrit dans un petit espace.

La célébrité, qui est la consécration du mérite, n'a pas manqué à la faïence de Nevers, car on a noté ses premiers essais.

De nos jours aussi, on se remémore les modestes débuts des ballons, de la vapeur, de l'électricité et des vélocipèdes ; mais de Thou a célébré le *petit four* où fut cuite la première faïence en France.

Peut-il exister réellement un rayonnement ou la diffusion d'un art, d'une industrie, s'il n'y a déjà succès notoire ? Si l'établissement n'est pas ancien ?

Personne ne saurait soutenir une thèse contraire à cette vérité, à cet axiome.

Le succès notoire existe ; il est confirmé par la citation de de Thou : « Nevers a fait cuire la *première faïence en France* ».

(1) Piccopalsi, dans son manuscrit, en 1548, p. 6, dit au moment où il écrit, « un certain Guido Savino a porté l'art à Anvers et ses fils le maintiennent ».

Nous pourrions dire de Nevers du xvi^e siècle : c'était un champ artistique, champ où des villes françaises venaient glaner (1).

VII

Résumé

Nous avons établi les caractères de la faïence de Nevers, ainsi que la date du xvi^e siècle.

Cette date se trouve précisée par le mariage du duc en 1565 ; par les relations amicales du cardinal de Gonzague avec le Tasse ; par la date du poème de 1575 ; puis par la présence à Nevers d'Augustin Conrade en 1584 ; mais nous avons retrouvé dans le groupe des faïences du musée de Nevers (2) des costumes de nationalités qui sont pris dans « *Les navigations et voyages*, de Nicolo de Nicolai, géographe du roi de France, volume imprimé à Venise en 1580, par Francesco Ziletto », où le caractère du dessin est de la même famille que le dessin des faïences.

(1) Que les vers de Victor Hugo exprimeraient si bien dans Booz :

Nevers s'était couché de fatigue accablé ;
Il avait tout le jour travaillé dans son aire,
Puis avait fait son lit dans sa place ordinaire ;
Nevers dormait auprès de boisseaux pleins de blé.
Ce vieillard possédait des champs de blés et d'orge ;
Il était, quoique riche, à la justice enclin ;
Il n'avait pas de fange à l'eau de son moulin ;
Il n'avait pas d'enfer dans le feu de sa forge.
Sa barbe était d'argent comme un ruisseau d'avril,
Sa gerbe n'était point avare ni haineuse ;
Quand il voyait passer quelques pauvres glaneuses :
« Laissez tomber exprès des épis » disait-il.

(2) Ont figuré à l'Exposition de 1900.

Le dessin comme la littérature a une famille : elle s'appelle Homère ou Raphaël, Voltaire ou Michel-Ange, Victor Hugo ou Viollet-le-Duc. Mais la concordance de l'âge du duc de Nevers, en 1584, représentée dans Renaud, est la signature la plus authentique qu'on puisse exiger.

Le caractère français découle du lieu de production de cette industrie, dont les preuves d'antériorité sont déduites de la longue manipulation des terres (huit à dix ans), de la période d'essai, et enfin du temps nécessaire à son rayonnement en 1598.

Ces résultats font accorder, en 1578, la naturalisation de français à leurs auteurs ; les termes mêmes les confirment : « Les Conrade combattent dans l'armée française, disent-ils, à côté du duc *« dès leur prime » jeunesse* ».

Ces termes confirment qu'avant 1578 les Conrade avaient fait leurs preuves. Ils découvrent une date ignorée et me ramènent à la mémoire la réponse d'une marquise au duc de Saint-Simon :

— « Savez-vous pourquoi, lui disait-elle, nous faisons peu de cas des dates ? C'est que nous nous appliquons, aux approches de la trentaine, à oublier le millésime de notre naissance ».

N'oublions pas notre naissance : sous François I^{er}, l'artiste Le Rosso, d'Italie, est nommé intendant général des Beaux-Arts, qu'il dirige de 1532 à 1541.

Le Primatice, italien aussi, garde ces hautes fonctions de 1541 à 1570. Et si Toussaint Dubreuil, qui lui succède, est Français : c'est un élève du Primatice qui doit tout aux artistes italiens.

C'est lui qui facilite la récompense des Conrade ; n'en doutons pas.

Qui douterait que l'Intendant général des Beaux-Arts n'était en relations suivies avec... un prince de Gonzague !... devenu français par son mariage ?

La date vers laquelle il faut déjà chercher l'introduction des faïences d'art à Nevers est 1565.

Plus tard, les Conrade deviennent de vrais Français et les vraies étoiles fixes de l'astronome Képler, qui les veut groupées et non isolées.

En 1598, on trouve des faïenciers à Cosne.

En 1637, ils sont à Roanne ; en 1666, à Moulins-sur-Allier.

En 1631, nos faïenciers sont à Rouen. Cherchez et vous trouverez leurs noms sur les registres des états civils.

Nos faïenciers dépassent même le but en allant en Flandre peindre un autel portatif (1) ; c'est Stéphane Borne, en 1716, un vrai Nivernais celui-là !

Mais la tradition de français n'est-elle pas cimentée par ce fait que l'éminent jurisconsulte Guy Coquille a pu aider à la richesse de son pays natal où il fut ensuite inhumé dans l'église disparue des Saints-Pères.

Guy Coquille, de 1568 à 1570, administra la ville de Nevers pour le duc de Gonzague, dont il était le conseil et l'ami.

Lamennais, dans une longue phrase, dit cette éclatante vérité : « Si les êtres se dégagent et s'individualisent, l'art n'échappe point à la règle ».

Aussi pouvons-nous dire des faïences de Nevers : C'est de l'art français !

(1) Voir Musée de Sèvres :

*Fecit Jacobus Féburier
In Flandria anno 1716
Pinxit Maria-Stephanus Borne 1716.*

Nevers peut hautement revendiquer les artistes de grande valeur qu'étaient les Conrade.

Si des Conrade on peut dire : *L'homme n'a guère conscience de son berceau*, on dira de Nevers : *Tout cœur bien né a le culte de son foyer*.

Et notre foyer ici ce sont nos œuvres d'art, œuvres nées au centre, au cœur de la France !

MASSILLON ROUVET.

Architecte,

*Membre non résidant du Comité des Sociétés des
Beaux-Arts des départements.*

APPENDICE

LES FAÏENCIERS DE COSNE

*Extrait des registres de l'état civil
de Cosne : (S.-A.) Saint-Aignan;
(S.-J.) Saint-Jacques.*

**BERNARDIN COURRADE, époux d'AGNÈS PERLE,
puis de LOUISE-ANNE DELY.**

CATHERINE 17 février 1606, fille d'Agnès. (S.-A.)	MARIE Parrain : Bouchet. Marraine : Rousset. 8 septembre 1607. Fille d'Agnès. (S.-A.)	ANTHOINE Janvier 1613. (S.-J.) Fils de Bernardin et de Dely. Parrain : h. h. Fran- çois Saugeot. Marraine : E. Desvaux.
---	---	---

Bernardin a été, en outre, témoin : de Michel Minard, fils de Michel et de Perrette Laudrat, avec Pierrette Tinant, 30 juillet 1605 (S.-A.);

De Etiennette Perly, avec Jehanne Folonge, le 28 juillet 1607 (S.-A.);

De Jean Ferrie, fils de Jean et de Marguerite Moy, avec J. Duplessis et Jacqueline Bouchet, 10 décembre 1607 (S.-J.);

De Jehan Bouchet, 5 mars 1609 (S.-J.).

FRANÇOIS CORADE, épouse FRANÇOISE DE RABOTIN.

HENRY-JACQUES 1641. Parrain : Henry Cout- tant, sgr de Boisre- nault. Marraine : n. d. Cathe- rine Perly. (S.-J.)	MADELEINE 23 novembre 1642. Parrain : h. h. Claude Nourant, sgr Du- plessis. Marraine : Madeleine Barré. (S.-J.)
---	--

MICHEL SETON, époux d'ESPÉRANCE COURRADE.

FRANÇOIS 11 juillet 1609. Parrain : François Bouchet. Parrain : Bernardin Courrade. (S.-J.)	
---	--

Michel Seton signe comme parrain, 31 mai 1598, à la naissance de Françoise Courrade, avec Valentine Gambin (B^e Verriers, page 8);

De Michel Geoffroy, sa signature : (M. B. Conradus), 15 juillet 1604 (S.-J.);

De Michel Minard : Bernardino Courrade, 30 juillet 1605 (S.-A.);

De Edmée Rebrier, fille de Mathieu et de Millet. Marraine : Madeleine Chamoy, 7 décembre 1609 (S.-J.);

De Michel Courset, maître potier, fils de Courset et de Marie Danaud, et Anne Denizot, 5 mars 1610 (S.-J.);

De Michel Lavigne, maître potier, fils de Michel et de Claudine Frossot. Marraine : Roussot;

De Edme Maloyson, fils de Pierre, avec Edmée Desvaux, 19 février 1611 (S.-J.);

De Michel Charlet, fils de Jean et de Philberte Pillon, avec Pierrette Pillon (S.-J.);

Du 12 novembre 1613 (S.-J.).

De Jehan de Pouilly, 12 octobre 1615 (S.-J.);

Du 1^{er} février 1617 (S.-J.);

Du 29 janvier 1618; titre : potier en œuvre blanche (S.-J.);

Du mai 1618; titre : potier en œuvre blanche (S.-J.);

Du mai 1619 (S.-J.); potier en faïence; d'un acte de la paroisse (S.-J.), mai 1619.

De Pierrette Tixier, 14 février 1624; titre : maître potier en œuvre blanche (S.-J.);

De Marie Guay; titre : maître potier, mars 1624 (S.-J.).

CARDOT.

Est témoin au baptême de Jacques Cardot, le 8 octobre 1606 (S.-A.), mais semble n'avoir rien de commun avec le suivant.

JACQUES CARDOT, époux d'ÉTIENNETTE PIOT,
puis de MARGUERITE PENOT.

LOUIS Fils d'Etienne P. Piot. Parrain : Courrade. Mars 1605. (S.-A.)	MADELEINE Fille de Cardot et Marguerite Penot. 23 mars 1642. (S.-A.)
--	--

Il est témoin le 1^{er} septembre 1636 (S.-A.).

MARGUERITE SETON.

Au mariage de Marguerite Renaut, 4 septembre 1611 (S.-J.).

Marraine : février 1614 (S.-J.);

— 20 mai 1615 (S.-J.);

— janvier 1623 (S.-J.);

— 28 janvier 1626 (S.-J.).

FRANÇOIS CHOPINE, époux d'EDMÉE ROUSSEAU.

Parrain : Baptême de Jehan; parrain : François Perly.

Août 1636 (S.-A.);

Avril 1637 (S.-A.).

De François Marchais, marchand potier en faïence (ne signe pas).

Marraine : h. fille Paule Damoiseau, 20 octobre 1639 (S.-A.);

De Nicolas en 1645 (S.-A.);

11 août 1647 (S.-A.);

Jour Annonciation, 1648 (S.-A.).

BARTHÉLEMY COSTE.

Est parrain de Barthélemy Mateit, 17 décembre 1637 (S.-A.).

JEAN ODON, potier-faïencier.

Parrain de Madeleine Castillier, fille de François et Madeleine Cédé.

Marraine : Madeleine Barré, 25 juin 1642 (S.-J.).

De Anthoine Hubert, 4 septembre 1646 (S.-J.).

FRANÇOIS CASTILLIER, potier en faïence,
époux de MADELEINE CÉDÉ.

MADELEINE Parrain : Jean Odon, potier en faïence. Marraine : Madeleine Barré. 25 juin 1642. (S.-J.)	NOËL Parrain : Noël Bon. Marraine : Chopine. 2 février 1644. (S.-J.)	
---	--	--

JOACHIM BLONDET, potier en faïence, époux
de MADELEINE BARRÉ.

JACQUES Parrain : Jacques Bailly. Marraine : Henriette Jars 26 avril 1643. (S.-J.)	JEHAN Parrain : Julien Bidault. Marraine : Madeleine Chopine. 20 juillet 1644. (S.-J.)	ANNE Parrain : Jacques Jars. Marraine : Anne Pignault. 29 janvier 1647. (S.-J.)
--	--	--

LOUIS ROBET, potier-faïencier, époux
de JEHANNE MERLOT.

ÉTIENNE Parrain : Etienne Nauliat. Marraine : Marie Farineau. (S.-J.)	
--	--

SYLVAIN TALBOTHIER, potier-faïencier.

Se marie à Cosne, le 18 avril 1644; il est fils de Léonard
et de Catherine Picard, et épouse Françoise Sauzot, fille de
défunt Simon Sauzot et de Marie Lhomme.

Témoins : Jehan Ferré et Pasquier Soulier (S.-J.).

**LOUIS ROBINET, potier-falencier, époux
de MARIE BURLOY.**

LOUIS Baptisé âgé de 4 jours. Parrain : h. h. Louis Bouchet, sieur de Ville-Cordon, bailli de Cosne. Marraine : Marie Burloy. (S.-J.)

BARTHÉLEMY COSTE, marchand potier.

Parrain de Barthélemy Mateit, 17 décembre 1637 (S.-A).

**NOËL BON, potier-falencier, époux
de FRANÇOISE SAUZOT.**

Fille de François Sauzot, marchand, et de défunte Margue-
rite Jars, mariés le 21 août 1644 (S.-J.).

Parrain de Suzanne Pinon, fille de Allain et de Anne Lodde, 15 jan-
vier 1646. Marraine : Suzanne Balleron (S.-J.);

De Noël Bordot, fils de Jean et Catherine Thenier. Marraine : Jeanne
Robin, 9 février 1646 (S.-J.);

De Anne Thuriau, fille de Jean, marchand potier, et de Jeanne Langlois.
Marraine : Anne Bailly, 6 mai 1646 (S.-J.);

De Anne Naudin, fille de Etienne, marchand potier, et de Edmée
Pouriau, 12 mai 1646 (S.-J.);

De François Malbault. Marraine : Marie Cochet, 23 novembre 1646 (S.-J.).

**RENÉ BERGERY, potier en falence,
époux de MARIE THEREAU.**

PIERRETTE Parrain : h. h. Blaise Guray, docteur-mé- decin. Marraine : Françoise Sauzot. 4 août 1647. (S.-J.). Parrain de René Biot, 2 juin 1645. (S.-J.)
--

EDME CARDOT, époux de MARGUERITE HORTAULT.

MADELEINE Parrain : Jacques Rapine. Marraine : Madeleine Damoiseau. 24 mars 1646. (S.-A.) Parrain, 3 janvier 1648. (S.-A.)	PAULE 28 juillet 1651. (S.-A.)	FRANÇOIS 3 décembre 1652. (S.-A.)
--	--------------------------------------	---

EDME BARAT, époux d'ANNE PAULTRE.

JACQUES 8 juin 1617. (S.-J.)	
------------------------------------	--

CLAUDE FRAPPIER, marchand potier,
époux d'EDMÉE CHOPINE.

FRANÇOISE 14 janvier 1650. (S.-A.)	JEAN-LOUIS 10 janvier 1652. (S.-A.)	
--	---	--

Il est parrain de Claude Barat, avec Etiennette Barat :
1^{er} janvier 1650 (S.-A.).
De février 1651 (S.-A.).

M. R.

A TRAVERS
LES
LETTRES DE RÉMISSION NIVERNAISES
AUX XIV^e ET XV^e SIÈCLES
PAR
RENÉ DE LESPINASSE

L'objet des lettres royales de rémission était d'arrêter la marche régulière des juridictions locales, de supprimer l'effet des jugements déjà rendus, et de réhabiliter l'accusé.

Le suppliant pouvait toujours s'adresser au Roi, qu'il soit incarcéré dans les prisons seigneuriales, qu'il ait déjà comparu en justice, jugé ou non par défaut, ou en fuite dans un pays quelconque, l'important pour lui était de faire parvenir ses lettres au Grand Conseil du Roi, par des parents ou des amis.

Il n'y avait pas de cas réservés dans les lettres de rémission ; ordinairement ce sont des meurtres, quelquefois des vols. Elles témoignent, comme on le verra, d'une grande mansuétude dans la concession de grâce, en opposition à la rigueur et à la rapidité d'exécution des justices locales. Le plus souvent l'effet était de supprimer immédiatement la peine, cependant on impose parfois à l'accusé un temps de prison ou un pèlerinage de pénitence.

Cette faveur royale, tout à fait exceptionnelle, était en somme très fréquente et commune à tous, quelle que soit la situation de l'accusé : serfs, laboureurs, ouvriers, clercs, aussi bien et même plus que les nobles, guerriers et autres officiers. Les gens pauvres sont d'ailleurs de beaucoup les plus nombreux et figurent avec des détails locaux et des traits de mœurs.

J'ai déjà exposé quelques cas de rémission de 1487 à 1492, pour montrer l'intérêt et la variété de ces documents (1). Quelques autres ont été simplement mentionnés à la fin de l'*Inventaire des chartes nivernaises*, du comte de Chastellux, publié l'année suivante avec les pièces du Trésor des chartes (2). La série des lettres de rémission n'est pas encore complète, et il y aura lieu d'y revenir aux mêmes dates, mais actuellement elle présente déjà une suite suffisante pour indiquer la physionomie d'une époque.

La plus ancienne lettre de rémission que nous ayons jusqu'à ce jour date de juillet 1330 et concerne la fille d'un tanneur d'Entrains, Isabeau Huguet. Elle était soupçonnée d'avoir causé la mort de Savery, fils d'un certain Simonet, de Clamecy, et pour ce fait détenue dans la prison de Clamecy. Huguet demande qu'elle soit retirée de prison, s'engageant à la garder chez lui comme otage.

Jean Buchart, bailli de Nivernois, donne cette autorisation pendant les assises de Clamecy et charge Herbert de Roigemont, lieutenant, et Jean de Mont-réparé, prévôt de Clamecy, de régler l'affaire. On s'en rapporta à la décision d'un conseil d'arbitres ou commissaires désignés : Guyot de Saint-Vrain, sire

(1) Ci-dessus, *Bulletin* de 1895, t. XVI, p. 242 à 251.

(2) *Bulletin*, t. XVII, p. 132 et suiv.

d'Asnois, Guillemain de Paisselières, Geoffroi de Voaigne, Regnaut Langlois, Guillaume Maugin, Huguenin Le Muet, procureur du comte de Nevers, Chrétien Pigneron, procureur de la comtesse, et plusieurs autres qui déclarèrent ladite Isabeau innocente du crime.

Le bailli Buchart ratifia cette décision et la fit revêtir de l'approbation royale (1).

Eudes de La Roche, seigneur de Millay, chevalier, Jean de Vaudenay, Guillaume de Fontaynes, Jean Buchepot, avaient été condamnés à des indemnités et au bannissement pour des prises et exactions contre leur seigneur, Girart de Chatillon et Guillaume d'Alonne, et encore pour d'autres méfaits et même la mort de Jean Cornuaul, homme d'armes de Girart. Puis, sur la demande de plusieurs seigneurs, le Roi les quitta de toutes condamnations et les remit dans leurs droits et situation, à la condition qu'ils serviraient pendant un an à l'armée du duc d'Athènes dans son expédition de Roumanie. Ce prince s'était également adressé au Roi et c'est à son intervention que les seigneurs complices durent leur acquittement complet (2).

Ces deux affaires constituent une transaction judiciaire ou une sorte de grâce après condamnation, tandis que les lettres de rémission proprement dites avaient pour principal effet d'interrompre le cours de la justice.

A mesure qu'elles paraîtront, nous pourrons en reconnaître exactement la nature et l'objet.

Les premières lettres, avec leur caractère bien marqué, se voient pour le Nivernais vers la fin du XIV^e siècle.

(1) JJ. 66, n° 748 et 774, juillet 1330.

(2) JJ. 66, n° 1154, avril 1333.

Il s'agit de Jean Brisède, pauvre maréchal-ferrant, demeurant à Neuvy-sur-Loire. Un jour qu'il ramenait un cheval en passant par Anthoigny, il rencontre sur son chemin la femme de Perrin Houdée, laboureur, « sa commère et bonne amie ». Le cheval prit peur et renversa la femme qui, sur le coup, ne parut pas blessée ; puis, deux mois plus tard, elle mourut, atteinte sans doute d'une épidémie régnant dans le pays. Il y avait quatre ans de cela, et le maréchal, redoutant les poursuites de la justice, s'enfuit à Gien, d'où il s'adresse au Roi, qui, en raison de sa bonne conduite passée, lui remet toute peine et le restitue à son pays, à sa bonne renommée et à ses biens. L'homme était passible de la juridiction de l'abbé de Saint-Germain-des-Prés, l'accident ayant eu lieu sur un territoire qui lui appartenait (1).

Après un intervalle de dix années, qu'il nous sera possible de vérifier plus tard, nous passons, en 1390, d'un vulgaire meurtrier ou assassin, exerçant une vengeance plus ou moins brutale sur son rival, à la mauvaise gestion d'un contrôleur du grenier à sel de La Charité-sur-Loire, le nommé Pierre Béguin.

Tout le moyen âge est occupé, fonctionnaires et consommateurs, des fraudes sur le sel et sur la gabelle, comme aujourd'hui sur les alcools. A part les chiffres actuels, qui font bien le centuple de ceux d'autrefois, c'est toujours l'éternelle histoire d'alléger à son profit la rigueur des impôts indirects.

Le cas de Pierre Béguin était grave. Il avait cru prudent d'éviter de comparaître à l'appel des « généraux réformateurs ordenez », s'empressant, comme nous disons, de passer la frontière, devenu, par là même, contumax et mis en défaut.

(1) JJ. 118, n° 197, juin 1380.

D'après les accusations portées contre lui, il était consentant et complice du grenetier en défalquant une grande quantité de sel vendu au grenier de La Charité. Les papiers contenaient l'enregistrement d'une quantité de sel de beaucoup inférieure aux livraisons effectuées. Il devenait ainsi complice et participant d'avoir « vendu à leur proufit ledit sel ainsi defalqué sanz gabeler et d'avoir prins nostre droit de gabele qui estoit monté à VII^{xx} et IIII livres tournois ou environ. »

De plus, ils avaient favorisé des entremetteurs, marchands de sel, qui prélevaient le droit de salage, délivraient des quittances fausses, s'emparaient de chevaux et autres biens advenus au grenier pour causes de forfaitures, donnaient des cédules d'un prix supérieur, tous actes absolument répréhensibles et qui exigeaient une punition exemplaire.

La femme et les amis de Béguin ont supplié le Roi de le recevoir à compensation en considération de la longueur de ses services, et il fut admis que moyennant la somme de 250 francs d'or, restitution et amende comprises, il demeurerait quitte et paisible et serait restitué à sa bonne renommée.

Cela prouve que le 12 janvier 1390, date des lettres royales, il y avait aussi, et peut-être davantage, des accommodements avec le Grand Conseil du Roi, même pour des employés coupables de concussion (1).

L'affaire de Tannay révèle le curieux usage pour les habitants de mettre à l'abri leur linge et effets de ménage dans des coffres placés en une partie de l'église, comme plus en sécurité que dans les maisons livrées à l'abandon. C'était la même idée que les coffres-forts loués dans les banques pour bijoux, valeurs et argenterie.

(1) JJ. 138, n° 93.

On va voir que les mesures de précaution manquaient à l'église de Tannay et qu'on en prenait un peu trop à son aise.

Un jeune marié, avec deux enfants, Clément Ber, allant visiter son arche de l'église « s'adressa à l'arche » voisine de la sienne, appartenant à Jean Le Charpentier, de Tannay, l'ouvrit avec une de ses clefs, y déroba « cinq petits draps de lit, une touaille de quatre aulnes, un cueuvrechief et environ trois livres de cire et autres menues choses qui pouvoient valoir en tout 40 sols » et plaça le tout dans son arche qu'il referma soigneusement.

Le Charpentier s'aperçut promptement de la soustraction, il le fit annoncer au prône de l'église et les soupçons tombèrent de suite sur Clément qui, à cette nouvelle, « s'absenta du pays ».

Les lettres ne portent aucune excuse sérieuse pour ce vol manifeste. On le rétablit en grâce et renommée sans raison plausible autre que le suppliant a été de bonne vie et conversation, qu'il est fugitif et laissera mendians sa femme et ses enfants, et qu'il a mal agi sous l'impulsion de la jeunesse et de la pauvreté.

C'était vraiment peu de réduire l'affaire à une simple réparation civile.

A Tronsanges, dans une auberge, des paysans s'étant pris de querelle, s'en retournent chez eux par la nuit noire et se battent en chemin avec coups et blessures tels que le nommé Durand Boquin fut tué par un certain Jehan Salé. Deux autres témoins du crime, Jean Maillet et Guillaume Berigny, avaient cherché à éteindre un tison enflammé dont on s'était servi, craignant d'être considérés comme complices du crime, font valoir leurs bons antécédents de simples labou-

reurs, sans aucun vilain cas, et obtiennent facilement la miséricorde royale (1).

Les gens craignaient d'être inquiétés par la justice et prenaient les devants pour obtenir une situation nette auprès des juges locaux. Le bailli royal de Saint-Pierre était toujours chargé de les garantir.

Même querelle dans une auberge à Veninges, après avoir joué et bu ensemble, Huguenin Grumet et Petit Bachelier se battent à coups de couteau. Celui-ci en meurt huit jours après et Huguenin, qui n'avait pas d'autre mauvais cas, est délivré, sur cette phrase : « voulans misericorde en ceste partie estre préférée à rigueur de justice » (2).

Le cas de Guillaume Guiart, de Parzy, près Garchizy, se rapporte à un fait de guerre. Les forteresses de Bulcy, près La Charité, des Riaux et de Cours-les-Barres, étaient occupées par des Anglais qui ravageaient tout le pays. Quelques-uns s'étaient retiré dans une maison dite le Pressoir de La Marche, à Pierre de Sury, chevalier, et une autre à Guillaume d'Azy, écuyer. Guiart crut protéger le pays de grands inconvénients et périls en mettant le feu à ces maisons qui servaient de repaires à ces pillards ; mais comme il redoutait l'action de la justice, il s'adressait en toute confiance au Roi, qui lui accorda ses lettres de rémission en juin 1390. A cette époque de guerre et de fréquents combats, les mœurs se ressentaient sensiblement d'une vie aussi cruelle.

Guillaume Debeuvron, laboureur, avait été cité par Jean Baulart, de Livry, devant l'official de Nevers et excommunié pendant deux ans. Assez longtemps après, les deux hommes se rencontrèrent sur le grand chemin

(1) JJ. 138, n° 209 et 220, mai 1390.

(2) JJ. 138, n° 270.

de Nevers, et Guillaume l'accabla de reproches. Baulart le frappa, ce que voyant, Guillaume lui donna sur le corps et sur la tête des coups de bâton qui entraînèrent la mort. Il fut ensuite saisi et mis dans la prison du château d'Aunay, au sire de La Rivière, premier chambellan du Roi, où il attendait la rigueur de la justice. Sur sa bonne réputation il est remis de toute peine corporelle, criminelle et civile et rétabli dans sa bonne renommée (1).

Le cas suivant montrera jusqu'où allait la clémence royale lorsqu'il se présentait des vols et rapines plus ou moins mêlés aux faits de guerre.

Guillaume Le Jaillier végétait dans les prisons du duc de Bourgogne, à Decize, attendant d'être jugé. Il se décide à adresser une supplique au Roi, et reçoit, en juin 1390, des lettres de rémission où sont exposés une partie seulement de ses méfaits : premier vol d'argent et effets dans la garde-robe d'un écuyer ; autre vol d'écus d'or et d'objets divers appartenant à Guillaume Lamoignon au Val-de-Bargis ; troisième vol de souliers en cuir blanc à la poulaine commis à Decize, et pour lequel il avait été incarcéré. Cette récidive prouvait bien l'habitude invétérée du vol ; pourtant le Conseil du Roi, ayant égard à la durée de sa détention, le condamna « en prison fermée par l'espace de 2 mois au pain et à l'eau et sera tenu de faire un pèlerinage à Notre-Dame de Boulongne sur la mer, dedens 2 mois après sa délivrance, dont il sera tenu de rapporter certification par devers le bailli de Saint-Pierre-le-Moutier » (2).

Pierre Marandat, pauvre laboureur, demeurant près La Charité (3), était allé recueillir la succession de sa mère,

(1) JJ. 138, n° 248 et 249.

(2) JJ. 138, n° 254.

(3) Saint-Ouy, Saint-Louis, ancienne chapelle à La Pointe.

décédée au pays, il y a trois mois, et, arrivé sur place, il trouve un certain Regnaut Cayot mis par justice en possession des biens. S'étant déclaré et ayant été reconnu héritier, Cayot ne lui en délivra qu'une très minime partie ; « elle avoit esté riche femme et elle avoit grant finance ». Marandat « dolent et courroucé » s'introduisit de nuit dans la maison de Cayot, y prit une jument et un poulain « qui valoient xii frans », les emmena dans un hôtel en la justice du prieur de La Charité, et regrettant son action laissa les bêtes et s'en alla. Mais les gens du prieur le poursuivirent et le ramenèrent à La Charité où il fut incarcéré.

C'est de la prison qu'il adresse sa supplique au Roi. Les bêtes ayant été rendues au propriétaire, et Marandat n'ayant pas d'autre vilain cas sur la conscience, il obtient d'être élargi (1).

Tristan Le Chauffeur, écuyer, réclamait sa solde à Rogier Le Mire, de Jaligny, receveur de notre chambellan Guichart Dauphin, maître des arbalétriers. Il avait reçu 73 sols 4 deniers tournois et Rogier lui demandant des quittances pour d'autres sommes. Tristan chargea Jean Tirant, notaire à Saint-Pierre-le-Moutier, de les préparer. Ayant présenté ses quittances il prétendait que Rogier lui devait encore un écu. Des paroles et des injures on en vint aux coups ; Rogier reçut au bras et à la poitrine un coup de couteau tranche-pain et s'irrita tellement, sans se soigner, que deux jours après il mourut « du feu de Saint-Anthoine qui se prinst en sa plaie » (1)

Tristan s'adresse au Roi qui reconnaît qu'il est de bonne renommée, l'a loyalement servi dans les guerres

(1) JJ. 144, n° 121, février 1393.

(1) Feu Saint-Antoine ou feu sacré. Le membre atteint devenait noir et sec comme s'il avait été brûlé (Trévoux). C'est une érysipèle ou maladie de peau. Dans notre cas, c'est la gangrène.

en la compagnie du chambellan, que le cas n'est pas advenu « de fait appensé mais de chaude cole », qu'il n'y avait haine ni rancune et qu'ils étaient même bons amis.

En somme, ce n'était qu'un accident regrettable. Tristan fera dire un service annuel pour le salut de l'âme dudit feu Rogier et ira en pèlerinage à Saint-Jacques en Galice, et rapportera lettres certificatoires (1).

Querelle entre jeunes gens à une noce, au village de Reugny, paroisse de Cossaye. Colin Dufour, pauvre homme, couturier, poursuit Guyot Baulon, et d'un seul coup de couteau sur la tête lui fait une blessure qui, sans repos ni soins, occasionne la mort vingt-quatre jours après. Colin s'est absenté du pays, il est poursuivi et redoute une griève punition, si les lettres ne lui obtiennent miséricorde (2).

Guillaume Guiller d'Asthée, châtellenie de Moulins-Engilbert, laboureur, surveillant son moulin, voit des chèvres gardées par la femme Guillemmin entrer dans son pré. Il s'empara des chèvres en garantie du dommage et, en chemin, lui et la femme se heurtèrent mutuellement sans se faire apparence de mal. La femme revint vers les autres pâtres, filant et causant avec eux ; quand, à midi, elle cessa subitement, en proie à une attaque qui la fit « sarrer les dens, escumer par la bouche, entachée de maladie de saint que l'en dit au pais le grant mal » et mourut sur le soir. Cité en justice, condamné, par défaut, au bannissement du comté de Nevers, il s'est enfui et ses amis s'adressent à la miséricorde du Roi qui lui est acquise (3).

(1) JJ. 144, n° 163, mars 1393.

(2) JJ. 144, n° 216, avril 1393.

(3) JJ. 144, n° 221, avril 1393, après Pâques.

Jean Bovet, de Nuars, âgé de vingt-quatre ans, avait été condamné à payer six boisseaux d'avoine, mesure de Moulins-Engilbert, en compensation du dégât commis par sa jument dans un champ d'avoine à Guillaume Dissars. Furieux de ce jugement, il réunit plusieurs amis et profitant de l'absence de Dissars, il enlève dans sa maison les six boisseaux d'avoine, un chaperon et un écu d'or, le tout d'environ 30 sols parisis. Il redoute la justice du duc de Bourgogne ; une bonne partie de la valeur a été restituée, ses amis s'adressent au Roi pour l'acquitter de ce délit de jeunesse, le seul qu'il ait à se reprocher (1).

Guillaume Fautrier, de Pougues, jeune laboureur de bras, et un prêtre, appelé Jean, étant devant le presbytère, rencontrèrent un certain Louis de Fourneau, prêtre, fermier de la cure de Pougues, armé d'une épée, couteau et taloche, et accompagné de deux individus. Ils en vinrent à se disputer et chacun tirant ses armes, se frappèrent si fort que Louis resta mort sur place. Le suppliant craignant rigueur de justice s'est absenté du pays ; il est jeune, il a femme et petits enfants. Louis était un prêtre de vie très mauvaise et dissolue « soustraieur de femmes mariées, bateur de gens, suivant tavernes » ; il le poursuivait de sa haine, le menaçait et de plus lui devait de l'argent. Guillaume est pardonné, après réparation civile, sans aucune autre punition (2).

Perreau, Huillier et plusieurs camarades boivent ensemble et jouent aux billes. Une dispute éclate, ils prennent des lattes pour battre Perreau, lequel s'armant à son tour d'une fourche de bois, en donne à Huillier sur la tête un seul coup qui l'étend mort. Il

(1) JJ. 144, n° 295, mai 1393.

(2) JJ. 144, n° 327, avril 1393.

est acquitté devant les juges de Saint-Pierre-le-Moutier (1).

Huet Chanteau, charpentier à Azy, pauvre jeune homme ayant femme grosse et cinq enfants, rencontra dans les bois de Faye Guillaume Guibert, meunier, auquel il reprocha de l'avoir, lui et sa femme, laissé sous le coup d'une excommunication prolongée qui l'empêchait d'aller à l'église. Après mauvaises paroles et injures de part et d'autre, Huet frappa d'un grand coup de bâton Guibert qui en mourut huit jours plus tard, et peut-être bien aussi de manque de soins, débauche et faiblesse, étant bossu et contrefait.

L'excuse fut trouvée suffisante et l'homme est acquitté moyennant la réparation civile et une peine de deux mois de prison fermée (2).

Perrin Raillart, de Marigny, près Moissy-Moulinot et Corbigny, avait eu des difficultés de partage avec Huguenin Vallier, son beau-frère. Ils se disputèrent à propos d'une cuve dans laquelle Huguenin voulait faire ses vendanges, et, pour la sortir, il commença à abattre la maison. Perrin était dans sa maison, il ne pouvait en sortir que par cette porte, et Huguenin, fou de fureur, voulait le tuer avec sa cognée. Perrin l'assomma d'un coup de bâton, puis, lui ayant pris la cognée, acheva de le tuer. Il est acquitté sans conditions (3).

Guillaume Berthet et Jean Charretier rencontrent au Carrouge un certain Guillaume Bonnet, qui leur en voulait depuis longtemps et cherchait à faire paître ses bœufs dans leurs prés. Les coups reçus furent si violents que Bonnet fut laissé sur place en plein champ et mourut environ quatre jours plus tard. A

(1) JJ. 144, n° 386, juillet 1393.

(2) JJ. 145, n° 10, 19 septembre 1393.

(3) JJ. 145, n° 33, septembre 1393.

cause de sa mauvaise renommée, les jeunes gens sont acquittés (1).

Jeanne de Crusay, dame de Saint-Père-à-Ville, femme de Guillaume de Migé, écuyer, goutteux et impotent, administrait elle-même ses biens. Elle se plaignit à un sien cousin, Guillaume de Maisoncomte, écuyer, du tort que lui faisait un certain Guillaume Dangly en réduisant le prix des tailles de ses hommes de 8 à 3 fr., ainsi que ses revenus sur la juridiction de Saint-Père-à-Ville dont elle avait le quart. D'autres amis, Philibert de Billy et Moreau, écuyers, étant venus la voir, reçurent également ses plaintes. Les trois hommes convinrent entre eux que Dangly méritait d'être battu. Maisoncomte cependant chercha des prétextes pour ne pas se joindre à eux. La dame les suppliait de se servir seulement de bâtons afin d'éviter les blessures mortelles. Ils le promirent en s'en allant, puis le lendemain, sans rien dire, ils allèrent le soir chez Dangly, qui soupait avec un de ses amis, Guillaume de Railly. Irrité de leur présence, il courut sur eux l'épée haute, voulant les tuer, et dans la bagarre, il reçut une blessure grave. S'étant fait transporter à Decize, son mal empira par le mouvement et la grosse chaleur et il mourut au bout de quelques jours. La suppliante n'est pas responsable, il lui faut avoir recours à des parents et amis. Elle obtint rémission (2).

Guiot Rémon, jeune homme d'Onlay, expose que Renart avait acheté une cuisse de porc et l'avait

(1) JJ. 145, n° 39, octobre 1393.

(2) JJ. 145, n° 40, octobre 1393. — Trois autres lettres pour même affaire concernant Guillaume de Maisoncomte, écuyer, chambellan de Louis de Sancerre, maréchal de France, relatant les mêmes circonstances et obtenant de n'être aucunement inquiété par tous officiers de justice (*Ibid.*, n° 42); Philibert de Billy et Jean Moreau (*Ibid.*, n° 104 et 196).

donnée à porter dans Moulins-Engilbert à Macaut, lequel la déroba pour son usage. Plus tard, s'étant rencontrés chez Jean Guillaude, prêtre, chapelain d'Onlay, qui avait taverne, ils se dirent des paroles de haine, et Guiot ayant été envoyé chercher des porcs, rencontra les individus qui l'injurèrent et lui jetèrent des pierres ; en se défendant contre eux, il lança une pierre si malencontreusement qu'il tua Macaut. Il est retenu pour ce fait dans la prison du comte de Nevers, à Moulins-Engilbert, et s'adresse au Roi qui l'acquitte en lui infligeant un mois de prison en plus de ce qu'il a déjà fait (1).

Olivier de Saint-Limier, chirurgien, revenant de Corbigny, où il allait en pèlerinage avec son fils, rencontre un moine, Robert de Montenceaume, qu'il accuse de l'avoir fait mettre en prison pour avoir dérobé une somme de 15 gros. Des disputes ils en viennent aux coups ; le moine reçut un coup de couteau ; puis apparurent d'autres individus, armés de leviers, contre lesquels le fils, Jehannin, s'étant attaqué, il atteignit l'un d'eux, Chape, qui « tantost ala de vie à trepas ». Olivier s'est absenté du pays, ses amis intercèdent pour lui, le Roi lui accorde son pardon en raison de ses bons antécédents (2).

Il y eut plusieurs grosses affaires, l'une concernant de pauvres laboureurs : Thomas Bureau père et fils rencontrent des individus qui, au retour de la foire de Vezelay, à la Magdelaine, les poursuivent à coups de bâton. Le fils, pour protéger son père, s'en prend à un certain Jehannot et le tue d'un coup de bâton sur la tête. Guillaume Guedon, de Saint-Martin-du-Puy, est poursuivi d'injures et de menaces par un certain

(1) JJ. 145, n° 142, novembre 1394.

(2) JJ. 145, n° 203, décembre 1393.

Guillaume Geneaul. Ils étaient également une bande de part et d'autre et Guédon, voulant défendre son père, attaque l'autre avec une « ronce de char » et le tue.

Ces deux meurtriers, n'ayant pas d'autre vilain cas, sont acquittés sur leur demande (1).

Jean Bérgon et Jean Bretin, revenant de la messe de Saint-Denis au couvent de Commagny, se disputent à propos d'une femme. Bergon, frappé d'un pal de vigne, se jette sur Bretin et lui met les genoux sur le corps ; ils tirent l'un sa dague, l'autre son couteau, et finalement Bretin est tellement blessé qu'il en meurt. Les amis de Bergon obtiennent le pardon pour un fait qui n'était que le résultat d'un moment de fureur bien expliqué (2).

Henry de Bourbon, contrôleur du grenier à sel de Nevers, avait consenti à s'entendre avec le grènetier et son clerc Pilavoine pour réduire les quittances et s'attribuer une part dans la vente du sel ; il s'était fait ainsi un bénéfice indu de 40 fr. Surpris par les commissaires Jacques Dugat et Pierre de Bertigny, il implore le pardon du Roi, se fondant sur sa jeunesse (il a eu le contrôle à dix-huit ans), sur son peu de ressources pour sa femme et ses enfants, pendant neuf ans il a servi à 60 fr. de gages par an, et sur son dévouement bien connu. Il est acquitté à la condition de payer les 40 fr. ci-dessus (3).

Etienne Godot, à Moraches, était couché avec sa femme et son enfant dans la maison de son beau-père, où il demeurait. Survient, en pleine nuit, Guillaume Joly, déguisé en femme ; il frappe d'abord Godot, puis

(1) JJ. 145, n° 217 et 285, décembre 1393 et janvier 1394.

(2) JJ. 145, n° 317, février 1394.

(3) JJ. 145, n° 425, mars 1394. — Ci-dessus (p. 103), en 1390, affaire du même genre pour Pierre Béguin, contrôleur à La Charité.

sa femme, qu'il tire du lit en la maltraitant. Le beau-père, réveillé par le bruit, essaie de faire de la lumière; il est étendu à terre d'un coup sur la tête. Joly s'enfuit, le croyant mort, et laisse tomber sa robe en se sauvant. Godot, le reconnaissant, entre en fureur et le poursuit à coups de fourche, aidé d'un mâtin qui lui mord les jambes; pendant ce combat entre les deux hommes et le chien, la femme arrive, dégage son mari, cogne sur Joly, qui cherche à se sauver et qui, poursuivi par le chien, tombe à terre et meurt. Le mari languit dans les prisons du seigneur de Moraches, la femme a quitté le pays; leurs amis, faisant valoir qu'ils ont été victimes d'une mauvaise action, obtiennent pour eux le pardon (1).

Guillot Durand, marchand à Nevers, rencontre, à son passage dans la ville, un valet pelletier, Guillaume Lerouge, qui l'injurie devant du monde et l'exaspère tellement qu'il le frappe sur la tête d'un coup de couteau. Le barbier qui le pensait lui recommandait de se reposer et de ne pas boire, néanmoins il but du vin sans eau et se promena avec les camarades pelletiers dans la taverne du lieutenant du bailli de Nevers, s'enivrant et ne prenant aucune précaution. Le barbier prévint le bailli et Guillaume lui-même, disant qu'il mourrait s'il continuait, et, en effet, huit jours après, à la suite d'une orgie de vin et de viandes, il passa de vie à trépas. Guillot, sur la demande de ses amis, fut acquitté (2).

Guiot Buletin et Jean Pautrart, laboureurs, sur l'ordre des officiers du duc de Bourgogne à Donzy, avaient aidé à mener en prison Etienne Leduc. Trois mois après, celui-ci les rencontre à Perroy, les injurie

(1) JJ. 145, n° 462, avril 1394.

(2) JJ. 145, n° 444, avril 1393.

et les frappe, et ceux-ci, armés d'un couteau, lui font, en se battant, une blessure mortelle. Comme Leduc était de mauvaise renommée, ils sont facilement acquittés (1).

Les frères Gautier et Guillaume Dorneaul, laboureurs, tenaient ensemble une exploitation agricole. Gautier après une journée de corvée pour le seigneur de Vaux, rentra tard à la maison ; les femmes lui reprochaient d'être ivre et de ne s'occuper de rien ; la querelle s'envenime, les deux frères se menacent, Gautier s'en va chez lui se disant malade, mais Guillaume le poursuit avec un gros pal et les deux hommes se battent furieusement. Guillaume reçoit un coup de couteau et meurt en disant : « Mon frère, fuy-t-en car je suis mort ». Malgré la gravité de ce crime, les amis de Gautier s'adressent au Roi et obtiennent sa rémission (2).

Guillaume de Corvau, bâtard, âgé de vingt ans, avait emmené une femme, Jeannette Ducrot, chez sa mère. Andrieu, Guillaume Naudin et une bande de jeunes gens viennent frapper à la porte et envahissent la maison, battant la mère, emmenant la femme malgré elle et saccageant tout. Guillaume va chez son père, Guy de Corvau, chevalier, prendre sa cote et sa taloche et aidé de deux amis, Simon Maréchal et Guillaume Leroy, ils s'en vont à Isenay et à Vandenesse chercher leurs adversaires. Quand ils eurent trouvé Naudin, la bataille recommença et d'un coup de badolaire celui-ci fut étendu mort. Les amis de Guillaume de Corvau s'adressent au Roi qui, ayant égard

(1) JJ. 145, n° 534, mai 1394. — 1393, octobre. (*Vidimus* d'une charte de l'archevêque de Bourges de mars 1393, relative à un homicide commis par Girard, clerc, sur Jean Gautier, laïque du diocèse de Nevers. — JJ. 145, n° 46.

(2) JJ. 146, n° 10, mai 1394.

aux bons et loyaux services du chevalier dans les guerres veut bien faire grâce à la condition que le meurtrier « sera detenu prisonnier un mois, au pain et à l'eau (1) ».

Deux cas de querelle, concernant : l'une, Girart Carroget, laboureur, pour des réclamations d'argent ; l'autre, Pierre Corcelle qui se dispute avec les deux frères Stevenot, se terminent par une blessure entraînant la mort. Les meurtriers sont acquittés (2).

Jean Jardon, pauvre homme, avait bu un jour de fête dans une taverne de Parenche (Azy-le-Vif), avec Jean de Chapitre. Celui-ci lui avait pris son chaperon et quand il rentra très tard chez lui, sa femme lui reprocha de s'être laissé voler. Malgré lui, elle voulut aller chez Chapitre, but avec cet homme et s'en revint vers minuit. Mécontents de cela ils se disent des injures, puis, la femme la première lui donna un gros coup de poing au visage, il se lève hors de lui et la frappe d'un coup de couteau taille-pain, dont elle mourut deux jours après. A cause de ses enfants et de sa conduite passée, il en est quitte pour deux mois de prison au pain et à l'eau (3).

Jeanin Regnaut, laboureur, s'était fâché avec le fils du bailli de Prelart (Alligny-en-Morvan), qui avait tué une de ses bêtes d'un coup de pierre. Plus tard, pour ce même sujet, ils se disputèrent de nouveau et d'un coup de bâton Regnaut fit une blessure qui alla jusqu'à effusion de sang. Dans l'intérêt de sa femme et de ses enfants réduits à la misère, il est acquitté.

Perreau Ferrant et ses amis revenaient de Chaulgnes après boire et passaient devant la maison de la femme Chatingat qui venait d'accoucher. La chambrière leur

(1) JJ. 146, n° 27, mai 1394.

(2) JJ. 146, n° 34 et 53, mai 1394.

(3) JJ. 146, n° 55, juin 1394.

dit de payer le vin et les hommes, déjà fortement émus, se disputent, Laurent s'empara du chaperon de Perreau et les deux hommes se poursuivant de coups et d'injures. Laurent fut poussé dans le feu et vint, armé d'un couteau, sur Perreau qui, blessé sérieusement, le poignarda à son tour lui faisant une blessure dont il mourut (1).

Etienne Barole, de Champlemy, comté de Nevers, travaillait dans son champ de blé, quand le bœuf de son voisin pénétra dans le champ brisant la récolte ; il renvoie le bœuf chez Coquart, qui travaillait à côté, et celui-ci insultant le valet d'Etienne, il vient à son tour sur place et les deux hommes se poursuivent à coups de pierres, dont l'une fit une forte blessure à la tête de Coquart. Il alla se plaindre en justice ; ils comparurent et le juge leur proposa « l'asseurement », que des amis leur empêchèrent de conclure ; puis, quelques jours après, Coquart, pris du mal Saint-Antoine, se met au lit et meurt. Etienne, dans l'intérêt de sa femme et de ses enfants, est acquitté (2).

Jean Millaut, de Saint-Baudière, près Marzy, avait une femme « tanceresse » qui poursuivait sa mère d'injures et de coups. Une fois, lui-même s'enferma et la femme brisa la porte pour l'attaquer ; furieux, il lui fit d'un coup de bâton sur la tête une plaie dont elle mourut cinq jours après. Comme il ne voulait point la tuer et seulement se défendre, il est facilement acquitté (3).

Jean-Charles allait fêter la Saint-Fiacre, un soir, à Tintury, chez Seguenot Roussel, marchand de bestiaux. Après avoir bu, ils s'en vont tous les deux en pleine nuit et volent une jument, qui fut ensuite

(1) JJ. 146, nos 200 et 216, juin 1394.

(2) JJ. 146, n° 270, septembre 1394.

(3) JJ. 147, n° 9, décembre 1394.

reconnue à Anlezy et payée par Charles au propriétaire. Ils se rencontrent un mois plus tard et volent encore un troupeau de douze pourceaux qu'ils emmènent et qu'ils rendent lorsqu'on le reconnaît, puis deux poulains qu'il rendit de lui-même. Charles, qui cachait chez lui tous ces animaux commençait à voir que la compagnie de Seguenot pouvait lui faire du tort, il rompit définitivement avec lui, et comme depuis ce temps il a commis d'autres larcins, il craint rigueur de justice et il a quitté le pays, demandant au Roi sa rémission. Le suppliant est jeune, il n'a pas d'autre vilain cas, il a agi par « envortement de Seguenot et temptation de l'ennemy », les biens ont été restitués sans contrainte. Il est acquitté après « deux mois en prison fermée » (1).

Thévenin Pelvé, à Champlemy, assiste à une querelle entre son fils et sa bru. La femme avait pris un tison enflammé et en frappait son mari. Thévenin, étant armé d'un couteau, cherche à les séparer, mais, par un faux mouvement, la femme tombe sur le couteau et se fait une profonde blessure au côté, dont elle meurt. Les amis exposent que c'est un accident involontaire, et, pour sa bonne renommée, Thévenin est acquitté (2).

Pierre Tixier, jeune homme de Châtillon-en-Bazois, et son ami Jean Bavelle, s'en vont à la nuit au moulin, où ils trouvent la Guyotte avec Picquart, valet de Guichard Dauphin, maître des arbalétriers de France et seigneur de Châtillon (3). La fille consent à les suivre, mais les hommes se disputent et se battent à main armée. Bavelle, excité par Tixier, s'attaque au camarade de Picquart, nommé Quatrecôtes, et le tue d'un

(1) JJ. 147, n° 119, février 1395.

(2) JJ. 147, n° 195, mars 1395.

(3) Déjà cité ci-dessus (p. 108), en mars 1393.

coup de couteau. Sa jeunesse et sa bonne renommée le font acquitter par le Roi, auquel ses amis avaient adressé une supplique (1).

Guillaume de Reugny, écuyer, avait de mauvaises paroles avec un prêtre nommé Jean Rossignol, à Cressy. S'étant rencontrés dans une taverne, ils s'injurèrent de nouveau et se battirent. Guillaume tira un grand couteau sans intention de tuer et seulement pour faire peur, mais l'arme tourna entre ses mains et fit une grosse blessure à la tête qui causa la mort de Rossignol huit jours après. Considérant que Guillaume est bon écuyer, qu'il s'est accordé avec les amis du défunt, et qu'il s'adresse au Roi le vendredis-saint, jour de pardon à cause de la Passion de Notre-Seigneur, il est acquitté à la condition de payer à « l'Hôtel-Dieu de Paris la somme de cent francs d'or et avecque ce fera faire un anué de messes de *Requiem* pour l'âme d'icellui défunt (2) ».

Bertram Dechasteau, clerc, marié, reconnu coupable de faux en écritures publiques, condamné à une grosse amende, et ensuite puni par l'évêque de Paris, obtient rémission pour pouvoir reprendre du travail ; elle est signifiée au bailli de Saint-Pierre-le-Moûtier (3).

Jean Petit, laboureur à Marcigny, près Saint-Pierre-le-Moûtier, vint offrir à une petite fille de dix ans de garder sa jument avec celle de Jean Garant, lui offrant un blanc de cinq tournois. La petite Jeanne Galeine accepta et l'autre étant revenu abusa d'elle, mais sans la violer et lui donna un blanc. De vilaines gens la poussèrent à faire une plainte au prévôt de Saint-Pierre, puis la plainte faite elle vint déclarer à

(1) JJ. 147, n° 200, avril 1395.

(2) JJ. 147, n° 259, 9 avril 1395.

(3) JJ. 147, n° 342, juin 1395.

un notaire qu'elle n'avait pas dit la vérité au juge. A cause de cette contradiction, il est acquitté (1).

Jean Deboys, pauvre laboureur, âgé de soixante ans, allait faucher dans un pré, quand il rencontra Guillaume Robert, se disputa, lui donna des coups de poing et lui répartit : « p. pour ta bourgeoisie et pour ton Roy ». Il était ivre, mais quand même craignant pour ces paroles dites dans une bataille, sans blessures, il s'adresse au Roi qui l'acquitte après un mois de prison fermée au pain et à l'eau (2).

Guillaume Petit, de Montigny-sur-Canne, et Jean Courbeau, cousins par leurs femmes, étaient allés à la chasse aux écureuils. Ils se disputent d'abord, se réclamant de l'argent pour des peaux prises autrefois. Devant eux saute sur un arbre un écureuil que Petit atteint d'une pierre, l'écureuil tombe dans la rivière la Canne, entraîné par le courant. Petit est encore furieux de l'avoir perdu, il tire son couteau et menace Courbeau qui s'enfuit, il lui lance alors une pierre qui l'atteint à la tête si grièvement qu'il en mourut. Avant sa mort, il dit devant plusieurs témoins qu'il pardonnait à Petit et qu'il avait eu des torts vis-à-vis de lui. Pour cela, le Roi l'acquitta (3).

Jean Moneret, laboureur, témoin d'une rixe où Guillaume Passeau, de Champvert, avait été tué, faisait pour cela un mois de prison à Decize. Son beau-frère, Jean Renart, l'excitait tout le temps contre ce Passeau et il avait dit une fois qu'il voulait bien qu'on le batte, mais sans le tuer. Moneret craint de rester en prison et ses amis s'adressent au Roi qui l'acquitte (4).

(1) JJ. 148, n° 85, août 1395.

(2) JJ. 148, n° 141, août 1395.

(3) JJ. 148, n° 146, août 1395.

(4) JJ. 148, n° 212, octobre 139

Etienne Paquet, maréchal au service des religieux de Bellary, se prend de querelle en jouant aux quilles avec des camarades. Rossé d'abord par eux, il reprend le dessus, et en se défendant il tue Etienne de Beauvoir d'un seul coup de bâton. Comme il n'avait pas d'autre blâme et reproche dans sa vie, il obtint facilement sa grâce (1).

Jean Mariotte, laboureur à Grenois, se prend de querelle dans un cabaret avec Jean Cheraut, dit Le Camus, et le tue d'un coup de bâton. Les femmes et les habitants se rassemblent et le font incarcérer dans les prisons de la dame de La Tour, où il croit « finir ses jours » si le Roi ne lui fait grâce. Il obtient son pardon, après satisfaction civile, en ajoutant à sa peine deux mois en prison fermée (2).

Guillemin Bourdelier, laboureur à Ourouër-aux-Amognes, étant en course à Sury, rencontre dans une auberge un porteur de semonces nommé Demores qui accablait d'injures le curé d'Ourouër ; il le blâme de traiter ainsi un homme d'église, de bien et d'honneur ; la dispute s'envenime et se termine par un gros coup de bâton que Demores reçoit sur la tête. Cependant il reste à s'enivrer toute la nuit et plusieurs jours après il marche encore, mais on le trouve mort dans un champ le samedi suivant.

Guillemin, n'ayant que ce fait à se reprocher, s'adresse au Roi ; il a voulu venger les injures faites au curé ; son adversaire était un homme de mauvaise vie et gouvernement ; étant mort quelques jours après, il peut avoir été atteint d'un autre coup dans les champs comme un malfaiteur qu'il était ; sa veuve et ses amis ont reçu satisfaction ; bref, Guillemin en sera quitte

(1) JJ. 156, n° 144, mai 1401.

(2) JJ. 156, n° 164, juin 1401.

pour un mois de prison fermée et sera entièrement réhabilité (1).

Le pardon fut accordé par lettres royales de juillet 1401 à Guillaume Bureau, charbonnier à Précý, redoutant d'être poursuivi pour meurtre sur la personne de Guillaume Thibaut.

Plusieurs détails dans cette lettre tiennent de loin à l'affaire et sont autant de traits de mœurs. Bureau faisait du charbon dans les bois du seigneur de Précý, Philippe de Bonnay (2). Il y avait à Précý une grosse forge à faire du fer, laquelle forge était dirigée par un certain maître Hennes, du pays d'Allemagne. Bureau y vendait son charbon. Tous ces gens venaient à La Charité faire leurs provisions et passaient les ponts de Loire, le grand passage pour les deux rives du fleuve. Des religieux à cheval allant de La Charité à Aubigny se rencontrent sur les ponts avec des habitants qui venaient du pèlerinage de Saint-Antoine de Garchy, le forgeron allemand s'y trouvait aussi; une bagarre s'ensuivit entre lui, les religieux et les pèlerins, où finalement Guillaume Thibaut trouva la mort (3).

Ces événements sont décrits avec assez de confusion, mais ils indiquent une vie mouvementée et assez active dans ces localités.

L'année suivante, des lettres de rémission de septembre 1402 traitent d'une affaire connexe à celle-ci.

C'est encore un forgeron allemand venu de son pays depuis une dizaine d'années pour demeurer en Berry et en Nivernais et y travailler de son métier de forge, nommé Volleau. Il se trouve impliqué dans la bagarre entre le religieux d'Aubigny et les pèlerins de Sancerques, sur les ponts de Loire. Craignant

(1) JJ. 136, n° 170, juin 1401.

(2) Près Sancerques (Cher).

(3) JJ. 156, n° 217.

d'être poursuivi pour le meurtre de Thibault, pour lequel d'ailleurs il était retenu à la prison de Saint-Pierre-le-Moutier, il s'adresse au Roi. Les lettres disent « qu'aïans pitié dudit Voleaume et de sadite femme et enfans », on lui remet sa peine (1).

Il n'est fait aucune allusion à sa qualité d'étranger ; il semble être traité sur le même pied que les Français.

Nous verrons dans la suite que la colonie allemande de forgerons était très nombreuse en Nivernais.

Le meurtre commis à Lormes, dans la maison appelée la Grange, attira une double affaire pour Hugues de Saint-Aubin, chevalier, et son page Jean Petit. Hugues réclamait d'un des hommes de Lormes le temps de louage qui lui était dû et que celui-ci lui refusait avec insolence. Il y avait eu entre eux des injures et des menaces suivies de coups. Le page, voyant son maître irrité, lui demanda la cause de sa fureur et entreprit de le venger. Le chevalier y consentit, mais à la condition formelle que tout se bornerait à une forte correction sans entraîner mort d'homme, « deux ou trois batteures sans mort », ou autrement qu'il désavouerait.

Le page chercha des camarades ; la rencontre eut lieu et, dans la chaleur de la lutte, l'un des adversaires, Perrenot, reçut un coup mortel.

L'affaire fut très désagréable au seigneur de Saint-Aubin : il devait se mettre à la disposition de la justice, ses biens allaient être saisis. Ses parents et amis, très préoccupés de ces conséquences, s'employèrent auprès du Roi pour obtenir les lettres de rémission de janvier 1402 (2).

(1) JJ. 157, n° 182.

(2) JJ. 157, n° 41.

Quant au jeune clerc Jean Petit, son affaire avait été promptement réglée, au mois de décembre précédent, « par contemplation de nostre très chier et très amé oncle le duc de Bourgoigne qui de ce nous a fait supplier (1) ». Avec la protection d'un seigneur de cette importance, l'escapade sanglante du jeune page devait défier les rigueurs de la justice.

A Château-Chinon, en janvier 1402, eut lieu une querelle entre femmes. La femme Marion, en compagnie de son mari, Jeannot Dubouc, et d'un barbier nommé Jean Pugnet, buvaient dans un hôtel de la ville. Une nourrice, accompagnée de la veuve Regnaulde, vint les accabler d'injures, puis de coups, la frappant du poing sur la tête et par le visage et frappant aussi son mari. Mue de chaleur et de courroux, la femme Marion s'arma de son petit couteau taille-pain et, d'un seul coup en pleine poitrine, tua la nourrice. Grâce fut accordée parce que « la feue nourrisse fut agresseresse et commença le debat », tandis que l'autre n'était convaincue d'aucun blâme précédent (2).

Une joyeuse bande d'hommes et de femmes, pour fêter la Saint-Pierre, étaient allés « s'esbattre en un villaige, près de Commailly », à Merry, près Moulins-Engilbert. Garnier et Favier, s'étant disputés, en vinrent aux mains et, au milieu de la bagarre, Garnier fut atteint d'une pierre dans la tête dont il mourut quinze jours après. Favier, condamné au bannissement par défaut, se voit quand même rentré en grâce sur la demande de ses amis (3).

Querelle de jalousie entre Huguenin Ducrocq, paroisse de Gacogne, qui trouve son parent Rigault

(1) JJ. 156, n° 326.

(2) JJ. 156, n° 331.

(3) JJ. 156, n° 450, mars 1402.

avec sa femme et le tue d'un coup de bâton sur la tête. Le suppliant, qui avait fui le royaume, démontra aisément que c'était une pure vengeance pour des relations déjà anciennes et il obtint grâce devant la justice (1).

Regnault Depoussy, tonnelier à Nevers, passait un soir à Pougues et demandait à souper à l'hôtel de Guillaume Fautrer ; il s'attabla avec quelques autres et, après boire, une querelle s'éleva entre eux suivie d'injures et de coups violents. Nativeault, fortement pris de vin et plus irrité que les autres, menaça Regnault d'un couteau qu'il tenait en main, et celui-ci, saisissant un bâton, lui en donna sur la tête un coup qui l'étendit par terre. Le lendemain, il était mort. Les amis de Regnaut exposent qu'il s'était borné à se défendre, que son adversaire était ivrogne et mal famé. qu'il a pu mourir d'une autre maladie comme de sa blessure. Aussi la rémission fut facilement obtenue en mai 1402 (2).

Guillaume de La Bruyère, écuyer, demeurant à Coussay, se rend à Champlemy, où il rencontre un certain Jean Guillot, qui l'avait autrefois battu et « fait plusieurs villenies ». A la première altercation, ces gens le mettent en chasse, en le poursuivant à coups de grosses pierres, et s'arrêtent seulement devant un sergent du duc de Bourgogne survenu avec le frère dudit Guillaume. Mais celui-ci revint à la charge et, rattrapant le nommé Deffère, il le frappa sur la jambe d'un coup de bâton si violent qu'il en mourut. A la suite de ce fait, Guillaume disparut, craignant d'en-courir le bannissement. Ses parents et amis s'adressent à la miséricorde du Roi, disant qu'il a toujours

(1) JJ. 157, n° 24, avril 1403.

(2) JJ. 157, n° 48. — Ci-dessus p. 110, même nom à Pougues.

été de bonne vie et honnête conversation, qu'il en voulait à Jean Guillot et non à Deffère, et que c'est par pure méprise qu'il l'a frappé.

Sur cet argument d'assez peu de valeur, le Roi accorde la rémission (1).

Jeannot Acot, serf de la dame d'Aunay, veuve de Bureau de La Rivière, premier chambellan de Charles V, passait à Varzy pour affaires et rencontra Jean Belleperche, avec lequel il se prit de querelle suivie d'injures et de coups. Il fut même traduit, à ce sujet, devant le prévôt de l'évêque d'Auxerre, à Varzy, où l'on voulait le condamner au bannissement. Comme serf, il ne peut en appeler; il n'a que vingt ans, il vient en aide à ses parents par son travail; il n'y a eu mort, mutilation, sang ni plaie. On lui accorde l'autorisation de revenir sans être inquiété par la justice (2).

Encore une querelle d'auberge à Maison-Dieu, où Alexandre Morillon, laboureur, et Monin Humbert se rencontrent en revenant de Saulieu. Ils s'injurient pour une femme, sur le compte de laquelle Monin tenait de mauvais propos, ce qui donne lieu à des actions en justice devant le bailli de Donzy, à Clamecy, et simultanément à Saint-Pierre-le-Moutier. Ils se retrouvent à la foire de la Madeleine, à Saint-Père-sous-Vézelay, où ils avaient des arbalètes et des petites épées, dites bazelaires. Monin reçut un coup d'estoc. il fut pansé et guéri par un barbier d'Auxerre, puis, dix jours après, faute de soins, il mourut des suites de cette blessure.

L'exposant qui avait quitté le pays obtint réparation complète pour une affaire aussi obscure, où il ne pouvait être condamné (3).

(1) JJ. 157, n° 127, mai 1402.

(2) JJ. 157, n° 206, novembre 1402.

(3) JJ. 157, n° 209, juillet 1402.

A l'Annonciation de Notre-Dame, 1402, un jeune homme, Regnaut Le Marrillier, avait prêté de l'argent à Pierre Citot, curé de Saint-Martin-du-Puy. Ayant joué aux dés et à la paulme, à Lormes, en nombreuse compagnie, Citot « qui est homme joueur, tavernier et de vie dissolue », nia la dette, refusa de rendre l'argent et proféra de telles injures que Regnaut, hors de lui, le frappa d'un coup de couteau sur la tête. Après être allé de maisons en tavernes dans la ville de Lormes, exposant sa plaie à l'air et buvant sans ménagement, il mourut au bout de trois semaines.

Les lettres excusent le meurtrier sans hésiter pour la situation du défunt et l'acquittent à la seule condition qu'il fera le pèlerinage du Mont Saint-Michel (1).

Perrenot Barat, de Villiers, près Lormes, revenant avec Guillaume Pechin, se prit de querelle avec lui et lui fit une large blessure à la tête. Il est poursuivi par le bailli du seigneur de Chalon, séant à Lormes. Il obtient acquittement par lettres d'avril 1403 (2).

En juin 1403, rémission en faveur de Guyot Léri-tier, laboureur à Riousse, paroisse de Livry. S'étant disputé avec Guillaume Perrot, maçon, homme de mauvaise vie qui entretenait des relations avec sa femme, il lui donna un coup de barre de fléau, lequel, par ricochet, vint frapper l'un des assistants, nommé Bureteau. La plaie, toute petite, s'envenima et, faute de soins, l'homme mourut quelques jours après (3).

Jean Jobelin, homme de petite conscience, faisait manger à ses bœufs les prés de ses voisins et causait des dommages de tout genre à leurs cultures. Une nuit on le surprit; il voulut résister et menaça d'un piochet qu'il tenait à la main, puis, dans la bagarre, Perrin

(1) JJ. 157, n° 440.

(2) JJ. 157, n° 444.

(3) JJ. 158, n° 9.

Bourget lui donna plusieurs coups de bâton sur la tête, les bras et les jambes, dont il mourut quinze jours après.

Perrin était gendre du propriétaire volé; on le considéra comme défendant son bien, et à ce titre il obtint rémission du meurtre qui débarrassait la contrée d'un malfaiteur. Denis Loquet, qui avait participé au meurtre, fut également absous (1).

L'affaire du gentilhomme qui a tué son fermier, exposée dans les lettres d'octobre 1403, mérite d'être racontée avec quelques détails.

Bleuet de Montagu, un joli nom, âgé de vingt-deux ans, quittait le Bourbonnais pour se rendre dans le comté de Nivernais, où il avait à payer un douaire de dix livres tournois par an à Jeannette de La Forest, femme de son feu père Jehan de Montagu, et à présent femme de Jean de Cossaye, écuyer. Il passa par les villages de Saint-Martin et La Varenne, paroisse de Trezelles, chez Henry Bonneaul, son fermier, pour être payé de 20 sols tournois de taille annuelle, 15 petits blancs et 4 bichets de blé, dus de l'année précédente. Il trouva André, fils du fermier, et les femmes, qui lui dirent que Bonneaul était à Bourbon. Bleuet lui demanda s'il aurait de l'argent et du blé, à quoi André répondit qu'il y en avait, mais qu'il n'était pas prêt, ayant l'air de se moquer de lui.

Pourtant, l'année passée, Bleuet avait déjà envoyé huit ou dix fois son valet pour lui réclamer, et dans cette course de dix lieues il avait plus dépensé en frais qu'il n'avait touché d'argent; il lui ajouta qu'il voulait être payé le mardi suivant au plus tard ou qu'il se fâcherait. André répondit qu'il ne lui faisait pas peur, ce que voyant, Bleuet lui répéta la même

(1) JJ. 158, n° 57, août 1403.

injonction de s'exécuter, et André, hautement et hâtivement, déclara « qu'il n'estoit pas villain, que ce que il avoit et tenoit il l'avoit plus franchement que ce que tenoit ledit Bleuet, et plus ou aussy franchement que le Roy ne tenoit son royaume ». Indigné de ces paroles, Bleuet le traita de menteur, le menaçant de le frapper, et l'autre lui dit qu'il pouvait bien frapper, qu'il ne demandait pas autre chose.

Les femmes intervinrent, cherchant à le calmer et à l'emmenner à la maison, craignant qu'à la fin les deux hommes n'en vinssent à se battre.

André répéta qu'il n'oserait pas, mêlant les injures et les moqueries à tel point que Bleuet, ne se possédant plus, mit la main à son épée et allait se lancer sur André quand son compagnon de voyage, Henry de Couses, écuyer, se mit entre les deux leur défendant de se battre, mais Bleuet s'échappa, piqua des éperons son cheval et fondit sur André l'épée nue, lui assénant deux coups de plat d'épée sur la tête, André se sauva vers la maison prit un gros bâton et, revenant avec menaces, allait assommer Bleuet quand celui-ci l'abattit d'un seul coup d'estoc.

Bleuet le laissa sur place et traversa la Loire pour continuer son chemin en Nivernais. Il apprit plus tard qu'André était mort le jour même et craignant la justice, il s'est absenté du pays, ne voulant pas y revenir avant d'avoir reçu sa grâce. « Bleuet est noble home, disent les lettres, ses prédécesseurs nous ont servy en nos guerres et espère ledit Bleuet de nous y servir quand mestier sera ; le fait est advenu par la grande importunité dudit feu André et par ses mauvaises paroles et injurieuses, Bleuet a toujours été de bonne vie, renommée et honneste conversation ».

En somme, il est remis de toute peine, et confisca-

tion de biens et restitué en bonne renommée. Il fera simplement « par manière de pénitence, un pèlerinage à pié à l'église de Notre-Dame-du-Puy, en Auvergne, et avecques ce fera chanter cent messes pour le salut de l'âme du trepassé en l'église parrochial où il demeuroit ».

Il faut avouer que dans certains cas difficiles comme celui-là pour les officiers ordinaires de justice, le jugement du Roi pouvait avoir du bon, l'issue de la bataille devant être fatale aussi bien pour l'un que pour l'autre (1).

En décembre 1403, furent rendues deux lettres de rémission concernant quatre officiers de la suite du comte Dauphin d'Auvergne : c'était alors Béraud III, dont la fille, héritière du comté, épousa, en 1428, Louis I^{er} de Bourbon, comte de Montpensier.

Ces jeunes gens avaient été envoyés préparer une chasse dans la forêt de Charnes et s'arrêtèrent dans la taverne du village du Plessis, où on leur montra une femme galante qu'ils voulaient emmener avec eux. La femme s'en allait avec deux hommes qu'ils ne connaissaient pas. Ils se prirent de dispute avec eux, et pendant que Perdrieur disparaissait dans les bois avec la femme, ses deux compagnons, Putelot et Prévost, étaient assaillis à coups de pierres; Perdrieur fut aussi atteint à la tête et dans la bouche, mais s'étant défendus avec leurs épées, ils firent à Gillet une profonde blessure à la tête dont il mourut peu de jours après.

Gillet était le mari et Taing le frère de la femme; mais comme la vie de celle-ci était parfaitement notoire et qu'ils ne connaissaient pas les individus, l'affaire

(1) JJ. 158, n° 83.

n'avait pas la même gravité et « la contemplacion dudit comte Dauphin » arrangea tout (1).

Jehannot Le Mariat, cordonnier, serf du duc de Bourbon, demeurant à Lormes, était en procès avec Criselat devant le châtelain de Lormes. Ils se trouvaient dans une taverne avec un certain Savote, dit le Galant, sorte d'homme d'affaires qui les mit d'accord entre eux, à la condition de payer quatre gros et quatre pintes de vin qu'ils burent ensemble. Bientôt ils se prirent de paroles grosses et injurieuses, oubliant leur premier entretien, et en vinrent aux coups. Mariat, blessé à la tête, protégé sous une claie à faire des gâteaux, tira un petit couteau dont il frappa Savote sur l'épaule, lui faisant une blessure mortelle.

Mariat, enfermé dans les prisons de Châteauchinon, risque d'y finir ses jours ; la supplique adressée au Roi considérant que la victime était un homme de très mauvaise et déshonnête conversation, cherchant noise à tout le monde, le meurtrier est absous de toute peine et amende (2).

Guillaume Bourgeois, bâtard, âgé de soixante ans, avait une seconde femme « de très mauvaise vie et déshonnête gouvernement et abandonnée de son corps », laquelle prit fantaisie d'aller tenir une taverne près de Saint-Saulge, où elle vendait vin à ceux qui lui plaisaient. Guillaume y alla ; elle lui refusa avec arrogance le vin qu'il lui demandait, et, après toutes sortes d'insultes, il devint tellement en fureur qu'il tira un petit couteau et en « ferit sa dite femme un seul cop par la hanche jusques à effusion de sanc, duquel cop elle ne fu mie estanchiée à point ne gouvernée, et pour ce elle alla assez tost après de vie à trespasement ».

(1) JJ. 158, n° 219.

(2) JJ. 158, n° 251, janvier 1404.

Il s'absenta du pays et adressa une supplique au Roi qui, par pitié et miséricorde, l'acquitta de ce meurtre où ni lui ni la société n'avaient à souffrir (1).

Plusieurs jeunes gens de Crux-la-Ville étaient allés un dimanche jouer aux billes dans un champ voisin, l'un d'eux en jouant lança sa bille près de l'oreille, à la tête de son camarade, qui en mourut.

Le meurtrier prouva facilement « que ledit fait n'avint pas par hayne ne de fait precogité, mais d'aventure », et sa supplique fut admise sans aucune peine (2).

Jean Craupin, pauvre vieillard ainsi que sa femme, avaient donné un « asseurement devant le prévôt de Ciez » à Guiot Jobert, qui était un mauvais plaideur. Depuis on les avait vus boire et manger ensemble, plusieurs pouvaient en témoigner, même parmi ceux qui ont disparu dans la dernière mortalité. Puis Jobert, s'étant disputé avec un autre, vint déclarer devant le juge qu'en faisant une batture, il avait enfreint l'assurement (3) pour quoi il fut mis en prison par les officiers au siège d'Auxerre. Comme Craupin n'avait aucun vilain blâme ou reproche, il obtint gain de cause (4).

Un jeune homme de dix-sept ans, Jean Broussier, compagnon maréchal à Lurcy-le-Bourg, avait été mis dans les prisons de l'évêque de Nevers, à Prémercy, pour avoir violé une certaine fille, Agnès, gardeuse de bêtes, qu'il avait surprise dans un champ. En raison de sa jeunesse, et comme il est prêt à épouser ladite

(1) JJ. 158, n° 362, mai 1404.

(2) JJ. 158, n° 366, mai 1404.

(3) Serment qui engageait la parole.

(4) JJ. 158, n° 392, juin 1404.

filles, sur la demande de ses amis le Roi lui accorde des lettres de rémission (1).

Les lettres de janvier 1405 acquittent une affaire de vol pourtant assez grave. Jean Morin, serviteur d'un chambellan, Guillaume Martel, avait pénétré chez le sire de Garencières, autre chambellan, demeurant à l'hôtel Saint-Paul, à Paris. Il avait dérobé, après effraction, dans un coffre de bahut, six vingts écus en or, des anneaux d'or et d'argent, une croix d'or où était de la vraie croix, un reliquaire rond d'argent garni de ses reliques, quatre vervelles ou anneaux d'argent aux armes de Garencières pour marquer les faucons. Ce vol consommé, Jean Morin avait quitté son maître et s'était installé à Pouilly où, après s'être marié, il tenait paisiblement un hôtel depuis neuf ans, lorsque, par hasard, le sire de Garencières, passant à Pouilly, le reconnut, le convainquit du vol et le fit enfermer dans les prisons de Cosne, sans recourir d'ailleurs à la juridiction spéciale des chambellans à laquelle il avait droit. Morin offrait de le satisfaire complètement, le chambellan ne lui avait sans doute pas autrement gardé rancune, et les lettres le restituèrent à sa bonne renommée (2).

Le jeune Guiot, après être allé à la messe à Chantenay s'était mis à boire et à jouer à la paulme avec des camarades. Ils étaient de noble lignée. Mison, l'un d'eux, traita Guiot de truand et homme de rien. Après le jeu, ayant pris leur chemin, les mêmes injures recommencèrent à tel point que Guiot sortit sa dague et en donna à Mison un grand coup sur la tête lui faisant une profonde blessure. Transporté chez lui, à Saint-Pierre, il mourut, faute de soins, huit jours après.

(1) JJ. 158, n° 396, mai 1404.

(2) JJ. 159, n° 170.

Le meurtrier expose qu'il s'est absenté du pays pour éviter les sentences des seigneurs justiciers dont il est sujet et qu'il risque de ne pouvoir jamais revenir s'il n'obtient des lettres de rémission. On considère que « le fait est advenu en grande partie par les paroles et atisemens » et qu'il était de bonnes vie et renommée. « Il fera deux pèlerinages, l'un au mont Saint-Michel, et l'autre à Notre-Dame de Chartres, demorera un mois en prison fermée et rapportera certification de chacun desdis lieux (1) ».

Guillaume Le Barbier, pauvre laboureur, âgé de soixante-dix ans, habitant Verneuil, avait donné un « asseurement » devant le prévôt de Cercy à un nommé Manyot, homme « noisieux et rioteux », cherchant querelle à tout propos. Or, celui-ci fut pris une nuit dans sa maison par plusieurs individus et si fort battu qu'il en mourut. Avant sa mort, il avait eu le temps de dire que Le Barbier faisait partie de cette bande, et pour cela il fut détenu dans les prisons de Nevers par les officiers de notre cousin le duc de Bourgogne, alors comte de Nevers. « Gehiné, mis à la question et interrogé », il finit par avouer qu'il avait dit de battre Manyot, mais sans le tuer, et que ces gens lui avaient pris par force les pièces d'argent qu'il possédait.

Pour cette méprise, il allait finir ses jours en prison. Mais comme il était de bonne vie et le défunt de très perverse condition, Le Barbier fut absous, sauf « qu'il tendra prison fermée trois mois entiers au pain et à l'eaue, et sera tenu faire un pèlerinage à Notre-Dame du Puy, en Auvergne, pour l'âme du trépassé et de faire chanter treize messes et de dire treize fois le saultier (2) ».

(1) JJ. 159, n° 216, février 1405.

(2) JJ. 159, n° 280, avril 1405.

CHRONIQUE ET MÉLANGES

Pour l'année 1900.

Aucun fait saillant n'est à signaler dans le résumé de nos travaux de l'année 1900. Les séances ont été régulièrement suivies et occupées par des lectures formant des articles insérés au *Bulletin*. Les remarques présentées aux séances et n'offrant pas la matière d'un article ont été simplement indiquées ici ; les dons de manuscrits et de livres sont aussi mentionnés de manière à fixer ces souvenirs tout en supprimant l'impression des procès-verbaux.

Les sujets traités dans les articles sont, comme toujours, variés et recueillis par vous au hasard des recherches et des découvertes, mais ils n'en sont pas moins utiles pour les historiens locaux.

Nous en sommes au dix-neuvième volume de notre *Bulletin*. Il y a déjà une masse considérable de matériaux et d'études historiques disséminées dans cette collection qui remonte à l'origine de notre société. Nous ne la connaissons pas assez, nous la consultons rarement, nous nous y reportons très peu, et nous ignorons souvent les ressources qu'elle peut offrir. Quelques ouvrages plus étendus et plus spéciaux, dus aux études de nos prédécesseurs Mgr Crosnier et M. de Soultrait, semblent renfermer tous les éléments de notre histoire. Le *Bulletin* qui s'augmente chaque année devra fournir d'importants compléments aux recherches de ces auteurs.

En 1891, j'ai fait une table sommaire des dix premiers volumes que chacun de nous doit toujours consulter avant de toucher à un point d'histoire quelconque; il nous en faudra bientôt une autre pour la suite de nos volumes.

Le musée lapidaire et les archives ont obtenu quelques pièces et peu à peu nos collections prennent de l'importance. Vous voyez par vous-mêmes que, loin de périliter, notre compagnie gagne d'année en année.

Voici maintenant le résumé des études non insérées au *Bulletin* :

— M. de Saint-Venant présente à la compagnie divers objets de caractère mérovingien, entre autres un sabre de guerre et une agrafe, ainsi que plusieurs objets préhistoriques, époque intermédiaire de la pierre taillée et de la pierre polie, trouvés par M. Hippolyte Marlot, d'Arleuf, dans les communes de Lormes, Cervon et Dirol. — Il annonce la découverte d'un tronçon de voie militaire romaine allant de Thaix à Saint-Honoré, signalée mais non encore explorée. Cette voie traverse les bois et à l'aide des essences d'arbres qui poussent dans la ligne on pourra la reconnaître. — Il montre encore un bois gravé représentant un hussard, tête de lettre d'avis à l'usage des recruteurs des armées dans l'ancien régime pour obtenir des engagements. — A la séance de janvier 1900 il explique que le bronze du musée de Nevers reproduit dans l'*Album du Nivernais* serait une variante de l'*Hercule* de Feurs, réduction de la statue de Lysippe, connue seulement par les textes.

— M. Gaston Gauthier expose l'état de la continuation des fouilles de Champvert qui n'ont encore pour l'instant rien donné de nouveau. Il présente une sorte de trompe en terre cuite grisâtre trouvée dans le lit de la Loire à Charrin, par M. Gonin, et servant à appeler les passeurs d'eau ou les conducteurs de troupeaux.

— Achèvement de la restauration du chevet de Saint-Etienne de Nevers; M. de Toytot exprime l'espoir que la ville, après

les travaux si bien exécutés par l'Etat, s'occupera de dégager complètement la place sur la rue de la Barre.

— Médaillons de l'artiste italien Nini conservés au musée de Nevers ; M. de Saint-Venant donne des détails sur le séjour et les travaux de Nini à La Charité-sur-Loire.

— Objets romains remarquables dans des bois de Sauvigny appartenant à M. Richard, note présentée par M. Paul Meunier.

— Inventaire des bagues et bijoux de Marguerite de Bourbon, comtesse de Nevers, en 1560, dressé par quatre experts orfèvres lapidaires de Paris, exposé par M. de Lespinasse d'après le manuscrit fr. 4682 de la *Bibliothèque nationale*. Ces bijoux merveilleux étaient déposés à l'hôtel de Nevers, à Paris.

— Lettres du célèbre médecin nivernais Roche, lues par le docteur Subert, et notes biographiques sur ce personnage, né le 27 juillet 1790.

— Lettre de M. Hyde de Neuville relative à divers faits de la petite Vendée du Sancerrois, original appartenant à M. Sarriaux.

— Tapisseries de Marie d'Albret au musée de Nevers, à l'occasion d'un mémoire de M. le comte Charles de Beaumont au congrès des sociétés des Beaux-Arts du 25 mai 1899, M. de Saint-Venant croit qu'elles sont une œuvre bien française et non produite par des artistes flamands.

— Les importantes copies de dom Caffiaux relatives à des familles nivernaises sont indiquées par notre confrère M. Léon Mirot et l'on rappelle à ce sujet qu'il en existe une copie aux archives de la Nièvre.

— Inventaire de la garde-robe de Charles de Bourgogne, comte de Nevers, habillements, objet de toilette et de chasse, armes, jeux, instruments de musique, garniture de chapelle, en l'année 1464, d'après le manuscrit fr. 4679 de la *Bibliothèque nationale*. M. de Lespinasse ajoute à cette curieuse description diverses notes sur la vie guerrière et mondaine de ce seigneur. La publication de cet inventaire ainsi que des bijoux de Marguerite de Bourbon est réservée à la bibliothèque de l'Ecole des Chartes.

— Le prieuré de Commagny et sa curieuse église sont l'objet d'une petite description par M. Victor Moreau.

— M. l'abbé Bogros, curé de Marzy, notre confrère, a eu les honneurs de l'*Eglantine* aux jeux floraux de Toulouse pour le discours en prose intitulé : *La part de l'âme et celle du corps dans l'éducation*.

— Le Comité des Sociétés savantes a bien voulu accorder une deuxième subvention de 300 fr. aux fouilles gallo-romaines de Champvert entreprises sous les auspices de notre Société par notre zélé confrère M. Gauthier.

— A l'issue de la séance du 31 mai, la compagnie a visité, sous la conduite de M. le chanoine Sery, les substructions et vestiges de l'ancien couvent des Récollets, à Nevers.

— Spécimens de la flore de la période houillère des mines de La Machine; beaux dessins et préface d'une importante étude sur le dépôt houiller nivernais, préparée sous les auspices de M. Busquet, directeur des mines, par notre confrère M. Pousereau.

— M. Pic, conservateur du musée de Prague, en Bohême, étant de passage à Nevers, offre à la Société nivernaise d'entretenir des relations scientifiques avec la Société savante de Prague.

— Collège de La Charité-sur-Loire. L'immeuble, autrefois hôtel Lespinasse, appartenant aujourd'hui à notre confrère M. Debourges, avocat à Nevers, est exproprié pour cause de reculement. Avant la démolition il a été tiré une photographie de l'ancienne construction ; il est également montré un bouton d'uniforme orné de deux palmes avec légende de cet établissement d'instruction, qui a eu son moment de célébrité en Nivernais jusqu'en 1850.

— Communications de M. Henri Sarriau :

— « *Pougues en 1769*. Extrait de : Raulin (Dr). — Observations sur l'usage des eaux minérales de Pougues... avec l'analyse chimique des eaux par M. Castel, ancien apothicaire, aide-major des camps et armées du Roi... — Paris, Edme, 1769, in-12 :

» La route de Paris à Pougues, qui est une des grandes routes de Lyon, est très belle et très agréable ; on y a toutes les

commodités possibles : bon vin et alimens salubres en tout genre.

» Le bourg de Pougues a beaucoup d'agrémens ; l'air y est fort sain ; il y a des promenades champêtres, et surtout beaucoup de couvert. Le pain et le vin y sont excellens. On y boit communément du vin blanc de Pouilly, qui a de la réputation, et dont l'usage est recommandé, avec une croûte de pain, immédiatement après qu'on a pris les eaux. Ce déjeuner, qui ne charge point, n'empêche pas de diner de bon appétit.

» Les habitans de Nevers qui ont des biens ou des vignes dans le territoire de Pougues, y entretiennent des maisons commodés, très logeables et proprement meublées. On les loue en tout ou en partie, et à tel terme que l'on veut. Il y a un bureau de poste, et le grand courrier passe plusieurs fois la semaine par le bourg. Plusieurs carrosses et voitures publiques passent aussi par cette route. A l'entrée du bourg, est une source d'eau douce très bonne ; et la Loire, dont l'eau est une des meilleures du Royaume, n'est éloignée que d'environ une lieue.

» La ville de Nevers, qui n'est qu'à deux lieues de Pougues, fait seule une vraie promenade, qui présente des points de vue variés et de belles perspectives de la plus grande étendue.

» Enfin la position des Eaux, dans un aspect riant et dans un pays bien ouvert, ne sauroit être plus agréable : avantage presque unique ou dont jouissent très peu d'eaux minérales en France et ailleurs. Son A. S. Mgr le Prince de Conti a fait planter plusieurs allées d'arbres qui aboutissent au grand chemin et qui conduisent aux Eaux. Du lieu où elles sont, on traverse une prairie charmante dans laquelle on a pratiqué de petits chemins sablés à l'anglaise, pour s'y promener à pied sec. Au milieu de cette prairie, est une allée de tilleuls qui mène à un plateau d'où l'on découvre le village à gauche, et à droite près de deux lieues de la grande route. Au retour de cette même allée des Eaux, on a l'aspect d'un grand vignoble, de plusieurs bouquets de bois et de collines qui décrivent une espèce de fer à cheval, dont les deux extrémités ont deux lieues d'éloignement. Le bas pays, fertile en grains, forme un terrain qui varie encore la scène, étant coupé de monticules dont tous les fonds sont des prairies. »

« *Numismatique nivernaise*. — La vente du 7 avril 1900, à l'hôtel Drouot, renfermait les pièces suivantes dont je m'empresse de signaler l'existence aux collectionneurs nivernais :

MEREAUX DE LA COLLÉGIALE DE SAINT-PIERRE-LE-MOUTIER

Clef et crosse disposées en sautoir, cantonné d'étoiles aux 2, 3 et 4 ; autour, filet et grènetis. (Type du n° 9 de l'état actuel de la *Numism. niv.*)

R. Le chiffre VI dans le champ, accosté de 4 roses.

On ne connaissait jusqu'à présent que les chiffres II et XII. (N° 80 du catalogue de la vente) acquis par le musée de Nevers.

Clef et crosse en sautoir cantonné aux 1-4 de fleurs de lis, aux 2-3 de la date 15-84. Autour, filet et grènetis. (Type du n° 11 de l'état actuel de la *Numism. niv.*)

R. Le chiffre XII dans le champ, accosté de 4 roses. Autour, filet et grènetis. De cette série on ne possédait que le chiffre VI. (N° 81 du catal.)

MÉDAILLES DE THÉODORE DE BÈZE

Médaille frappée en 1835, à Genève, pour le 3^e jubilé de la Réformation et présentant au droit les bustes de Calvin, Farel, Viret et de Bèze, disposés 2 et 2 dans le champ.

Br. 62 mm.

(Je regrette de ne pouvoir présenter une description plus complète). »

— D'importants papiers sur les forges au charbon de bois en Nivernais avaient été recueillis par notre ancien confrère M. de Pierredon, pendant son séjour comme directeur des usines d'Imphy ; ne comptant plus les utiliser lui-même, il a préféré les offrir à la Société.

M. de Lespinasse a cité plusieurs documents assez curieux

portant sur des enquêtes faites en 1810 et 1838, concernant les forges de MM. de Berthier, à Bizy, Septier de Rigny, à l'Abîme, et Tayllerand Périgord, à Vandenesse. D'autres papiers de même nature, mais moins intéressants parce que ce sont des comptes d'ouvrages de la forge de Cigogne, sont également offerts à la Porte du Croux par un Nivernais M. Ladrey, notaire honoraire à Annecy. La Société, en remerciant ces messieurs de leur précieux hommage, confie ces papiers à M. Paul Meunier qui s'occupe d'un travail sur le même sujet.

— Après la séance du 25 octobre, la compagnie visite les caves voûtées de l'ancienne abbaye de Notre-Dame, décrites par M. le chanoine Sery.

— M. l'abbé Bridet, curé de Saint-Bonnot, offre à la Société un document daté de 1571 et contenant un cens servile modifié en bordelage. Cette pièce viendra s'ajouter à d'autres que nous possédons déjà sur cette curieuse question d'histoire.

— Mme Moncharmont donne au musée deux pierres ornées de billettes provenant de l'abbaye de Notre-Dame.

En terminant, messieurs, je vous renouvellerai mes instances pour vous décider à signaler les divers objets, documents ou faits d'histoire qui peuvent vous passer sous les yeux ; isolés, disparates, insignifiants par eux-mêmes, ces renseignements, consignés dans cette chronique du *Bulletin*, sont susceptibles de servir à un moment donné aux travailleurs en attirant leur attention sur une source ou un fait qui leur aurait échappé. Le moindre détail viendra ainsi offrir une réelle utilité ; par ce moyen facile pour vous tous et qui se rencontre à chaque instant, nous prendrons intérêt aux travaux de nos confrères les plus laborieux et nous aiderons au but de notre chère Société nivernaise.

Quelques livres offerts à la Société par ses membres ou autres auteurs particuliers, en dehors des revues d'échanges ou des nombreux envois administratifs :

- *Authenticité des Titres des Croisades* de la collection Courtois, par Robert de Courson.
- Comédie par Francis et Moreau, intitulée : *Les Cheilles de M^e Adam ou les Poètes Artisans*. Masson libraire, in-12, 1806. Offert par M. le colonel de Courson.
- *Le Pont d'Avignon*, par M. Massillon Rouvet.
- Thèse de doctorat : *Le Servage et les Communautés serviles en Nivernais*, par M. Paul Mohler.

Membre décédé :

- M. le docteur Fichot, médecin en chef de l'hôpital, à Nevers.

Nouveaux membres admis en 1900 :

- M. Bayle, notaire à Nevers, présenté par MM. Sery et Meunier ;
- M. Dubost, avoué à Nevers, par MM. Meunier et Duminy ;
- M. le comte René Benoist d'Azy, par MM. Massillon Rouvet et Meunier ;
- Mme la comtesse René Benoist d'Azy, par MM. Massillon Rouvet et Meunier ;
- Mme la baronne Denys Benoist d'Azy, par MM. de Lespinasse et Sery ;
- M. le vicomte René d'Armaillé, par MM. Charles du Verne et de Lespinasse.
- M. Dameron, architecte à Nevers, par MM. d'Assigny et le comte de Maumigny.

R. DE L.

LA TOMBE DE SERÈNE DE CREVANT

Femme de FRANÇOIS II de CHABANNES,

Comte de Saignes, baron de Charlus, etc.

ET DE VALENTINE DE CHABANNES, LEUR FILLE,

En l'église de Trucy-l'Orgueilleux,

ET

LA TOMBE DE JACQUES DE CHABANNES,

Baron de Vergers et de Sainte-Colombe,

Dans l'ancienne église de Vergers, commune de Suilly-la-Tour.

La tombe de Serène de Crevant et de Valentine de Chabannes attire depuis très longtemps l'attention des amateurs d'archéologie. Dans son *Répertoire archéologique du département de la Nièvre*, notre regretté Président, le comte de Soultrait, en a fait la description. Plusieurs autres publications en ont aussi parlé et, l'année dernière, elle a reçu la visite de plusieurs de nos confrères. L'un d'eux, M. de Flamare, en nous parlant de cette visite, nous exprima le regret que les inscriptions et les armoiries qui figurent sur cette tombe, disparussent peu à peu, par suite de l'usure occasionnée par le passage fréquent sur cette pierre, de ceux qui pénètrent dans l'église. En effet, cette tombe, qui était primitivement dans le chœur près du maître-autel, se trouvait, sans avoir changé de place, à l'entrée de l'église, depuis 1773, date où le chœur, orienté au levant, fut transporté à l'extrémité

opposée. Désireux d'assurer la conservation de cette dalle funéraire, précieuse par son antiquité, les souvenirs qu'elle rappelle, les inscriptions et les armoiries qui la couvrent, nous en parlâmes au comte Henri de Chabannes, notre confrère, arrière petit-neveu de Serène de Crevant, qui accepta très volontiers de faire les frais nécessaires pour obtenir ce résultat. Grâce à l'extrême obligeance et aux soins intelligents de M. l'abbé Camus, curé de Trucy-l'Orgueilleux, cette tombe a été transportée dans la chapelle des anciens seigneurs de Trucy, et adossée contre le mur du fond, après qu'on y eut placé dans l'épaisseur de la maçonnerie une boîte contenant les ossements de Serène de Crevant et de sa fille, ainsi que le cœur de celle-ci renfermé dans une capsule de plomb. Ces restes se trouvaient sous la tombe où leur présence avait été déjà constatée en 1844, lors de la réfection du dallage de l'église. Voici ce que dit à ce sujet feu l'abbé Guiblin, alors curé de Trucy, dans le registre paroissial :

« Le 28 novembre 1844, les tailleurs de pierre, relevant le pavé de l'église, trouvèrent sous une pierre tumulaire, un cœur en plomb, renfermant probablement le cœur d'un enfant. De ce cœur, s'échappait une liqueur très agréable (1). J'ai vu et tenu ce cœur, j'ai senti l'agréable odeur qui s'en exhalait.

» La pierre tumulaire était placée près du maître-autel, lorsque le sanctuaire regardait le levant avant 1793.

» Cette pierre fut remplacée dans la même position et le cœur fut remis dessous avec les petits ossements de l'enfant ».

(1) L'un des maçons avait fait un trou dans la capsule en plomb.

Après avoir relaté les inscriptions de la tombe, le bon curé ajoute :

« On trouva sous la pierre, les ossements de l'enfant et plus bas ceux de la mère ».

Par suite de la nouvelle position de la dalle, il a été possible de relever, de la façon la plus exacte, les anciennes inscriptions de cette tombe, très inexactement reproduites jusqu'ici ; c'est M. le Curé de Trucy qui a bien voulu encore prendre cette peine, et nous ne saurions assez l'en remercier :

D'après le fac-simile ci-joint, dans toutes les copies de l'épithaphe publiées jusqu'ici, on avait oublié le mot D'ARMES, « Dame d'Armes du Tour, etc. », puis on avait pris pour un 8 ou pour un 6 le chiffre qui vient après les mots AVEC·LVY, et qui est un 5, point au sujet duquel divers actes concernant Serène de Crevant ne permettent aucun doute. D'un autre côté, en ce qui est des inscriptions régnant en exergue autour de la tombe, on les a reproduites tout aussi inexactement. Du mot TIBI on avait fait la fin d'une inscription placée à la suite de l'épithaphe, ce qui n'est pas. Le mot TIBI, précédé des trois lettres IDA non mentionnées jusqu'à ce jour, doit être la fin de l'inscription latine LECTOR·MORS·TVA·MORS·CHRISTIANA, à laquelle l'usure a enlevé sept ou huit mots avec les premières lettres du mot terminé par IDA. On n'a pas remarqué davantage que l'inscription « SON·ESPERANCE·S'EST·NORRIE·ENVER·TVEVSE· (sic) ATTENTE » se termine par les mots POVR·VOVS et que par suite il manque également à cette inscription cinq ou six mots.

La description des armoiries figurant sur l'écusson placé près de la croix est en grande partie effacée ; cette description, que nous trouvons dans le *Répertoire*

archéologique cité plus haut, laisse aussi très fort à désirer comme exactitude. Elle est ainsi conçue :

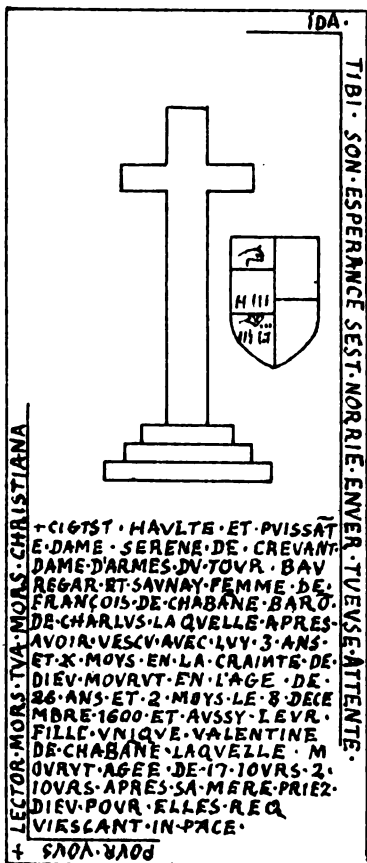
« Parti au 1 d'un écartelé et d'un lion, et aux 2 et 3 de la Tour d'Auvergne à un chef chargé de....., et au 4 parti d'un écartelé ».

L'auteur a voulu dire sans doute, que le 1^{er} parti était divisé en trois parties. Trompé par l'usure de cet écu, et aussi par la maladresse de l'ouvrier, il a indiqué très confusément et inexactement les pièces de l'écu sans tenir compte des règles du blason. Si le 1^{er} parti avait compris réellement trois divisions, il aurait dû dire : Parti au 1 coupé de deux, etc.

En réalité, cet écu est parti de la 1^{re} moitié des armes de François de Chabannes, mari de Serène de Crevant et d'un écartelé d'argent et d'azur, armes de cette dernière.

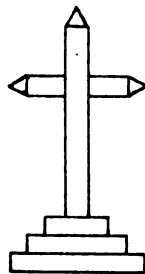
Les armes de François de Chabannes, qui appartenaient à la branche cadette des Chabannes, comte de Saignes, étaient ainsi composées quand mourut sa femme : « Ecartelé aux 1 et 4 de gueules au lion d'hermines armé, couronné et lampassé d'or qui est Chabannes, et aux 2 et 3 contr'écartelé, aux 1 et 4 d'azur semé de fleurs de lys d'or à la tour d'argent maçonnée de sable, qui est la Tour, et aux 2 et 3 d'or au gonfanon de gueules, frangé de sinople, qui est Auvergne avec l'écu de Boulogne qui est d'or à trois tourteaux de gueules sur la contr'écartelure ». Tout en rappelant une des belles alliances des Chabannes, les armes de la Tour d'Auvergne étaient là comme brisure, car, autrefois, c'était une règle absolue, que le chef de la famille avait seul le droit de porter les armes pleines de sa maison.

« Le blason plein échoit en partage à l'aîné, tout autre doit briser comme il est ordonné ». C'est pour le

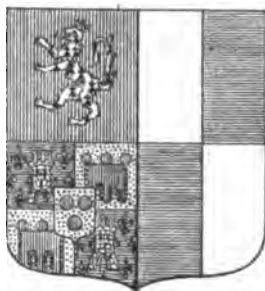


CI. GIT. HAVLT. PVISSANT. SEIG
NEVR. MESSIRE. JACQUES. DE. CHABANNES.
1A LOGNE. EN. PARTIS. DE. GROISE
EN. BERRI. PREMIER. JAMTILLOME.
DE. LA. CONTÉ. DE. SENSATRE. DECE
DA. LE. 8^{ème}. JAMVIER. 1655. PRIE.
DIEV. POVR. SON. AME.

SAINCTE. COVLONBE. SEIGNEVR. DE. PESEILLERE
CHEVALIER. BARON. DE. VERGERS.



Les mots: JACQUES DE CHABANNES sont
à peu près effacés, et les mots: CHEVALIER
BARON DE VERGERS, relablis d'après
d'anciens actes ne sont plus visibles.



même motif que la branche à laquelle appartenait Valentine d'Armes, mère de François de Chabannes brisait d'un lambel, ainsi qu'on le voit sur la statue tombale de cette dame, qui était autrefois dans l'église de Trucy (1) et que l'autre branche cadette des d'Armes avait comme brisure une engrêlure d'or autour de l'écu.

Plus tard, à la mort de son père, arrivée en 1610, François de Chabannes mit sur le tout des grands quartiers de ses armes, l'écu des Blanchefort qui est d'or à deux lions léopardés de gueules, l'un sur l'autre. La seigneurie de Boislamy lui advenait alors par suite de la substitution établie par Françoise de Blanchefort, à l'occasion de son contrat de mariage, le 6 février 1498, avec Jean de Chabannes, baron de Curton, en faveur des puînés de la maison de Chabannes. Une des clauses de cette substitution était que le bénéficiaire devait porter le nom et les armes de Blanchefort.

Maintenant, ce qui a dû contribuer à tromper l'auteur du *Répertoire archéologique*, au sujet des armes gravées sur la tombe, c'est que l'ouvrier peu habile, trouvant trop difficile de faire tenir les armes assez compliquées des la Tour d'Auvergne dans le quart de l'écu, a anticipé sur le premier quart que le lion d'hermines aurait dû seul occuper. Par suite, ce lion est devenu un lion passant qui, même, paraît tourné à senestre.

Les deux dessins à la plume ci-joints et le fac-simile de la tombe, rendront tout à fait saisissable ce qui vient d'être dit au sujet des armoiries et des inscriptions.

(1) Cette statue est actuellement dans la chapelle du château de la Tourrette, appartenant au comte H. de Chabannes.

Serène de Crevant (1) fille de Louis de Crevant, chevalier de l'ordre du Roi, seigneur de Bauché, la Morandière, Beauregard, Saulnay, etc. (2), et de Claude de la Marthonie (3) fut mariée, le 7 février 1595, en la chapelle du château de Bauché, par l'abbé de Maubec, avec François II de Chabannes, comte de Saignes, baron de Charlus-Chabannes, Tinières (4), Sautré (5), seigneur de Boislamy, Nouzerolles (6), du Coudray, de Mariol (7) etc., chevalier de l'ordre du Roi, capitaine de cinquante hommes d'armes, conseiller du Roi en ses conseils d'Etat et privé. François II, qui épousa en secondes noces Hélène de Daillon du Lude, était le deuxième fils de François de Chabannes le jeune, et de Valentine d'Armes. Il avait pour frère cadet Jacques de Chabannes, baron de Vergers, etc., dont descendent les Chabannes, actuellement fixés en Nivernais. Le chef actuel de cette branche est M. Eugène marquis de Chabannes de Vergers, domicilié au château d'Argoulais, près Château-Chinon.

On ignorait, jusqu'à ces derniers temps, la date de la mort et le lieu de la sépulture de Jacques de Chabannes, auteur de la branche des Chabannes de Vergers, mais sa tombe que nous avons eu la bonne fortune de découvrir, récemment, dans l'ancienne église de Vergers, transformée en magasin, nous a renseigné à cet égard. L'épithaphe de cette tombe est conforme au fac-simile ci-joint :

Jacques de Chabannes, chevalier de l'ordre du Roi,

(1) Crevant, ancienne maison de la Touraine connue depuis Archambault I^{er}, qui épousa en 1302 Isabeau de la Fauconnière. La branche de Bauché, l'aînée, s'éteignit en 1681, et celle des ducs d'Humières en 1694.

(2) Localités de l'Indre et d'Indre-et-Loire.

(3) Vieille famille du Périgord.

(4) Saignes, Charlus-Chabannes, Tinières en Limousin.

(5) Sautré (Maine-et-Loire).

(6) Boislamy et Nouzerolles dans la Creuse.

(7) Le Coudray et Mariol en Bourbonnais.

baron de Vergers et de Sainte-Colombe-des-Bois etc., était né, suivant une note de son père, le 2 décembre 1581, au château de Trucy-l'Orgueilleux, en la chambre haute de la tour. Il fut baptisé le 18 du même mois, par messire Jean Fautier, curé de la paroisse de Corvol-l'Orgueilleux, et eut pour parrains messire Hubert de la Rivière et François de Chabannes, son frère aîné, et pour marraine, damoiselle Bonne de Barnault, femme de messire Balthasar de la Tournelle, seigneur de Montjardin, tante de Valentine d'Armes, sa mère. Il épousa par contrat du 23 août 1610, Gabriel de Babute, fille de feu Léonard et de feu Anne de la Porte.

TESTE.

FRAGMENTS DE L'OBITUAIRE

DE L'ÉGLISE

SAINT-MARTIN DE CLAMECY

Lorsque, il y a deux ans, nous avons publié ici même le texte de l'*Obituaire de Saint-Martin*, tel qu'il est conservé dans le manuscrit du British Museum, nous exprimions le souhait que le hasard permit un jour de retrouver les parties disparues de ce martyrologe. Or, dans le manuscrit français 33074 de la Bibliothèque nationale (composé d'extraits que fit dom Caffiaux, en 1770, au cours d'un voyage entrepris dans le Nivernais), se trouve une partie du nécrologe, que nous publions aujourd'hui.

Nous avions supposé précédemment que le texte de l'obituaire utilisé par l'abbé Lebœuf dans l'*Histoire civile et ecclésiastique de la ville et du diocèse d'Auxerre* était plus complet que celui actuellement possédé par le British Museum, et que ce manuscrit était à cette époque la propriété du chapitre de Saint-Martin. Cette hypothèse devient une certitude, en présence des extraits de dom Caffiaux, et l'on peut affirmer, sans réticence, qu'en 1770, le manuscrit existait, intégral, à Clamecy.

Ces extraits occupent les folios 67 v^o à 70 v^o du manuscrit, moins quelques lignes où sont intercalés des titres de la Chartreuse de Basseville ; ils s'étendent du

9 des calendes de janvier (24 décembre) au 4 décembre. Nous les avons reproduits, sauf les mentions allant du 5 des calendes de mai (27 avril) au 6 des nones de juillet (2 juillet), cette partie étant déjà comprise dans notre première publication.

Ils nous ont permis de retrouver quelques noms de famille complétant les listes déjà données dans la première publication et de rectifier certaines erreurs, notamment en ce qui concerne la famille d'Arthe ou d'Arthel. Ces retouches nous ont été facilitées par M. de Flamare; nous le remercions sincèrement de l'obligeance avec laquelle il a bien voulu nous communiquer ses notes, encore manuscrites, sur les familles nivernaises.

LÉON MIROT.

(Fol. 67, v°)

EXTRAICT

Du Martirologe du chapitre de Clamecy.

(24 déc.). — Au 9 des calendes de janvier en 1427, anniversaire de Pierre Grasset, l'Encien.

(25 déc.). — Au 8 des calendes de janvier 1334, mort de Simon le Duc, qui a donné un bien à Villaines, tenant aux héritiers de Guillaume Félix et à la terre de M. de Villaines.

(26 déc.). — Au 7 des calendes de janvier, anniversaire d'Odon de Maisy, de Milon, son fils, et d'Agnès, femme dud. Odon, qui ont donné du bien au moulin de Vaux; au même jour, mort de M. Gaucher de

S. André, prestre. En 1380, mort de Pierre Grasset l'Encien, qui a donné un bien tenant à Jean de Paroy (1).

(Fol. 68.) (1 *janv.*). — Au jour des calendes de janvier, anniversaire de Guillaume d'Arthe, chevalier, et de dame Agnès d'Arthe, sa sœur, vers 1300 (2).

(2 *janv.*). — Le 4 des nones de janvier vers 1300, anniversaire d'Agnès, femme de Guillaume Le Petit.

(3 *janv.*). — Au 3 des nones de janvier vers 1300, anniversaire de Gui, dit de Courlon, chanoine de Clamecy.

(11 *janv.*). — Au 3 des ides de janvier vers 1300, de Jean Tardieu (ou Fardel), prêtre, de Hugues, dit

(1) Jean de Paroy appartenait à la même famille qu'Agnès de Paroy, morte vers 1300 ; il descendait sans doute de Millet de Paroy, mort le 6 août 1327. Millet eut pour fils Jean, père sans doute de ce Jean de Paroy. Sa femme Jeanne testa le 30 juin 1400 et demanda à être inhumée dans le grand cloître de Saint-Martin de Clamecy. Il eut deux enfants, un fils nommé Jean, et une fille Marie, épouse de Jean Odeneau.

(2) La famille d'Arthe ou d'Arthel, que nous avons à tort identifiée avec la famille d'Arcy, occupa la vicomté de Clamecy jusqu'au début du *xv^e* siècle. La plus ancienne mention que nous connaissons remonte à la fin du *xiii^e* siècle, avec Seguin d'Arthe, trésorier de l'église de Varzy et chanoine de Clamecy, mort en 1297-1298. Son neveu Gauthier, qualifié de vicomte, est mentionné en 1281, et en 1289 ; sa femme se nommait Isabeau. Vers la même époque, nous trouvons du même nom Hugues, Guillaume et Agnès morts vers 1300 ; Perrin qui, en 1312, fait à Guy de Chastellux un dénombrement de terres sises à Flez et Neuffontaines ; en 1339, Jean d'Arthel, du bailliage de Bourges, donne quittance pour service militaire ; de même en 1357, Gaucher d'Arthel ; en 1356, Jean, précédemment nommé, est qualifié de vicomte ; en 1400 et 1407, nous trouvons Guillaume, dont un frère, Liébaud, était mort en 1400. Le neveu de ces deux personnages se nommait Hugues de Quincy. Les membres de la famille d'Arthel étaient, semble-t-il, inhumés dans l'église de Saint-Martin (testament d'Antoine de Billy, en 1420) ; la vicomté de Clamecy qui paraît avoir été héréditaire dans leur famille, passa probablement par substitution à la famille de Billy.

Valasses et de sa femme, père et mère de Pierre, prêtre, curé de Coincy (ou Quincy) et de Haye, sœur dudit prêtre, épouse de Laurent.

(12 *janv.*). — A la veille des ides de janvier, anniversaire de Philleron, femme de Petitjean d'Armes, qui a fait une donation l'an 1311 ; le même jour en 1357, mourut Alix, femme de Gui Lavoe, laquelle donna au chapitre 3 s. sur une vigne au lieu dit en Foliose, tenant à Jean Bucharth (1).

(13 *janv.*). — Le jour des ides de janvier vers 1300, l'anniversaire de Hugues de S. Gangulphe, chanoine d'Auxerre et de Clamecy, lequel a donné 10^l avec lesquels le chapitre a acheté des rentes de M. Jout de S. Maurice et de Hye Fardelle.

(14 *janv.*). — Le 19 des calendes de février, anniversaire de Jean Goste, mort le samedi avant la purification 1381, époux de Jeanne, fille de Mathieu d'Austun.

(22 *janv.*). — Le 11 des calendes de février, mourut Geoffroy d'Asnières, chevalier, vers 1300 ; le même jour, Jean, dit le Chauve, qui a donné une rente sur la vigne de Folieuse, tenant à la vigne de Jean Bui-chard. Le même jour, en 1403, mourut Bienvenue,

(1) Bucharth, Bouchart, Boussart, famille bourgeoise très nombreuse au xiv^e siècle, et dont la filiation est fort difficile à établir. Elle nous est connue par Guy ou Guiot, qui figure en 1350 et mourut le 10 août 1359 ; il avait épousé Isabeau de Rougemont, dont il eut quatre enfants : Isabelle, Jean, Guillemette, épouse de Jean Goujon, et Bonne. Un autre membre de cette famille, Gautier, mort en 1367, avait eu de deux mariages, Bonne, épouse de Jean Fillon, et Marie, épouse de Tasquin de Saint-Omer-l'Eglise. Au début du xiv^e siècle, nous voyons mentionnés plusieurs autres membres de cette famille, parmi lesquels Guillaume, Jean, garde du scel de la prévôté en 1311, etc.

veuve de Perrin, dit Gillet (1), couturier à Varzy, laquelle a donnée pour l'anniversaire de sond. mari et d'elle 2^e 6^d apprendre sur une pièce de vigne au finage de Varzy, appelée la Coste du Pré, tenant aux religieux de N.-D. de Bouras et à Guillaume de Bœuf.

(29 janv.). — Le 4 des calendes de février, vers 1300, mort de Hugues, fils de Pierre de S. Maurice; en 1382, mort Amodote, fille de Jean de Paroy.

(3 fév.). — Le 3 des nones de février 1419, mort de M. Jean Bochart, chaplain de S. Eloi, qui a donné au chapitre 20 s. sur sa maison audit Clamecy.

(7 fév.). — Le 7 des ides de février, vers 1300, mort de Hugues, vicomte de Clamecy.

(9 fév.). — Au 5 des ides de février, acte du 7 février 1531, portant que le chapitre a reçu de n. sr. Jean de Magelier, écuyer, élu à Château-Chignon et lieutenant du bailli du Nivernois à Clamecy, la somme de 12 l. legué audit chapitre par feu Etienne Grasset, veuve d'Olivier de Magelier, écuyer.

(10 fév.). — Le 4 des ides de février, vers 1300, obit d'Adeline, dame du Mont.

(12 fév.). — Le 2 des ides de février, vers 1300, obit de M. Gui de Chaignai, chevalier.

(13 fév.). — Le jour des ides de février, vers 1400, anniversaire de M. Liebaut, que doivent payer le

(1) Dans son testament, Bienvenue demandait à être enterrée au grand cloître de Saint-Martin, près de la femme de Jean de Paroy. Elle instituait comme légataire Jean Odeneau, son cousin.

vicomte de Clamecy, Guillaume d'Arthe, chevalier, frère dud. Liebaut et Hugues de Quinsy, écuyer, leur neveu.

(14 *fév.*). — Le 16 des calendes de mars, vers 1400, obit de M. Guillaume de Blanchefort, écuyer (1).

(16 *fév.*). — Le 14 des calendes de mars, acte du 17 février 1404, passé par devant Jean Odeneaul, clerc juré et notaire de madame de Bourgogne sous le scel de la prévôté de Clamecy, ladite pièce signée Odeneaul (orig.)

(28 *fév.*). — Le 3 des calendes de mars 1332, mourut Jean Buichart, pour lequel Jean Buichart, son sgr. a donnée 5 s. le même jour. Vers 1400, obit de Gélon, dit le Borne, Aramburge sa femme, et Gaulier, leur fils, qui ont donnée un bien tenant à Colas, aussi fils dudit Gilon et de sadite femme. Le même jour (vers le même temps), obit de dame Isabelle, dite de Minières, veuve de messire Guillaume de Blanchefort, chevalier.

(22 *fév.*). — Le 8 des calendes de mars 1293, obit de feu de bonne mémoire Jacques de Rougemont (2).

(1) Cette famille de Blancafort ou Blanchefort ne semble pas pouvoir être rattachée à la célèbre maison limousine, qui au *xvi^e s.* posséda la baronnie d'Asnois. Antérieurement à ce Guillaume de Blanchefort, nous connaissons dans la première moitié du *xiv^e s.*, Guillaume, époux de Isabelle de Minières, et Jean, mort le 9 juin 1340.

(2) Plusieurs membres de cette famille nous sont connus. Outre Jacques, vivant en 1286, et mort vers 1293, nous connaissons antérieurement André qui figure en 1210 (MAROLLES, *Inventaire des titres de la Chambre des comptes de Nevers*, p. 476); Herbert en 1222; plus tard, Guillaume en 1294; Hugues en 1307. La fille d'Herbert, Isabeau, avait épousé Gui Boussard, et mourut en 1350. En 1330, nous voyons Philippe de Rougemont, en 1396 Nicolas.

(17 mars). — Au 16 des calendes d'avril, l'an 1373, obit de M. Liebaut de Corre, chevalier.

(23 mars). — Le 10 des calendes d'avril, vers 1400, obit de Humbert l'Asne Saligny (1).

(30 mars). — Au 3 des calendes d'avril, acte du pénultième mars 1413, passé par devant Odeneaul, portant que ledit jour mourut Jean Maistrejean, qui fonda son anniversaire dans l'église de Clamecy. L'acte est signé Odeneaul. (orig).

(31 mars). — Le 2 des calendes d'avril 1316, le jour d'avril mourut Audeline, fille de Jean le Roux, mère de Jean et Guillaume Bucharth, laquelle donna 12 s. pour son anniversaire. Ledit jour, l'an 1320, obit de Jeanne, fille de Regnoart et veuve de M. Regnaud l'Anglois, laquelle donne une rente sur une vigne que tient Robert Regnoart.

(1^{er} avril). — Jour des calendes d'avril, 1328, obit de Marion, fille de feu Regnaud Langlois et de lad. Jeanne, fille de Guillaume, dit Regnoart.

(2 avril). — Le 4 des nonnes d'avril, vers 1300, obit de Gautier d'Arthe, chevalier, vicomte de Clamecy; l'an 1316 obit de Jean de Vaux, chanoine de Sens.

(1) Cette famille apparaît à la fin du XIII^e siècle, avec Humbert, garde du sel de la prévôté de Clamecy; il eut sans doute pour fils Jean, aguerant en 1309; Pierre, fils de Jean, et vivant en 1392, eut pour fils Jean, dont l'existence est attestée en 1407. En 1463 et en 1469, nous connaissons Jean et François.

(5 avril). — Le jour des nonnes d'avril 1416, obit de Jeanne, femme de Pierre de S. Verain des Bois (1).

(8 avril). — Le 6 des ides d'avril 1297, obit de Seguin d'Arthe, chanoine de Clamecy, que il donna un bien que tiennent Hugues de Bignons de Chivre, et Emeryard sa femme, Isabelle leur fille, et Vignerou, mari de lad. Isabelle.

(Fol. 68, v^o) (14 avril). — Le 18 des calendes de mai, l'an 1422, obit de Marie, femme de Pierre Grasset l'ainé, qui donna un bien qui fut à mess. Durant Fabre, prêtre, tenant aux héritiers d'Antoine de Billy, écuyer (2).

(16 av.). — Le 16 des calendes de mai 1414, obit d'Agnès, veuve de Regnaud le Quarault de Moley, jadis servante de M. Jean Bochard.

(17 avril). — Le 17 des calendes de mai 1420, obit de Perin, dit Raffart, qui a donné un bien au finage de Baugy, tenant à la vigne qui fut à Guillaume Buchart.

(1) La maison de Saint-Verain posséda très longtemps la seigneurie d'Asnois, qui passa ensuite aux Blanchefort.

(2) La famille de Billy semble avoir succédé à la famille d'Arthe dans la vicomté de Clamecy. Le premier membre connu est Symon, en 1239; puis Jean, maréchal du Nivernais, en 1249-1252. D'Adeline, sa femme, il eut Jean, Geoffroy, et Isabeau, femme de Guion Berchart. En 1300, apparait Jean; puis en 1328, Pierre, sgr de Mailly-le-Château, qui céda ses droits sur Billy, à sa cousine Huguette; en 1350, Jean de Billy fait aveu au comte d'Eu pour des biens sis à Château-Chinon; en 1357 et en 1380, Robert parait comme sgr de Verou et de Champcourt, du chef de sa femme Ysabeau de Champdiou. Sa fille Alixand eut de Henri Bauge une fille qui épousa Jean d'Avril. Jean de Billy, sgr de Vèvre en 1377, eut pour fils Jean et Guillaume. En 1405, Antoine de Billy, écuyer, sgr de Châteaux et de Saint-Martin de la Bretonnière, vend des biens à Saint-Saulge. Il est qualifié de vicomte de Clamecy, et eut pour fils Jean. La vicomté de Clamecy fut, en 1460, vendue au comte de Nevers.

(18 av.). — Le 14 des calendes de mai, obit du vendredi après la résurrection 1417, de Louis, dit Blandin, écuyer, s^r de Corvol l'Orgueilleux, qui a fondé son anniversaire et celui de Jean Blandin, son fils (1).

[Les mentions du 27 avril au 2 juillet, occupant les f^os 68 et 69 v^o, sont comprises dans le texte que nous avons précédemment publié.]

(2 juillet). — Le 6 des nones de juillet, vers 1400, obit de Jeanne, femme de Jean de Paroy.

(7 juillet). — Le jour des nones de juillet 1400, obit de n. h. Antoine de Billy.

(8 juillet). — Le 8 des ides de juillet 1349, obit de dame Bonne, femme de Jean, dit Bucharth, laquelle a donné pour son anniversaire 20 s. de rente apprendre sur la vigne du Bois Micheau, qui fut à Geoffroy Jeannelet, tenant à la vigne de Jean Fadel, laquelle rente doit Pierre Chevalier.

(16 juillet). — Le 17 des calendes d'aoust, obit de n. sgr Colart d'Arly, chevalier.

(Fol. 70.) (17 juillet). — Du 16 des calendes d'aoust, acte du 1 d'aoust 1413, portant que pardevant Jean de Villiers, prestre, notaire juré de m^{gr} le comte de Nevers, comparu Perin Raffart, de Clamecy, lequel reconnu avoir donné au chapitre de Clamecy 8 s. de rente pour l'anniversaire de feu Huguenin Raffart, son père et de

(1) Louis Blandin, sgr de Corvol-l'Orgueilleux, avait épousé Jaquette de Billy. Son fils Jean épousa Marguerite du Deffent. Le père de Louis, Pierre, mourut en 1368.

feue Jeanne, fille de feu N. Aucoustier, sa femme, laquel rente il a assigné sur sa maison du marché tenant d'une part à la maison de Guillaume Baclin, et d'autre part au pavillon de Jean Odeneaul (orig.).

(19 juillet). — Au 14 des calendes d'aoust 1372, obit de Gui Lavoe.

(23 juillet). — Le 10 des calendes d'aoust 1322, le vendredi après la Madeleine, mort de N. Louis, comte de Nevers et de Rethel (1).

(28 juillet). — Le 5 des calendes d'aoust 1257, mort de N. dame Mahaut, comtesse de Nevers (2). Le mesme jour 1400, obit de Gillet Boicheron, fils de feu Regnaud Boicheron, qui donna pour l'anniversaire de Jeanne, sa femme, 7 s. 6 d. sur sa maison devant l'église de S. Martin de Clamecy, tenant à Michel Boicheron, son frère, et à M. Jean Bouchart (Bouquardi).

(6 août). — Le 8 des ides d'aoust 1327, mort de Milet de Paroy, qui donna, pour son anniversaire et celui d'Isabelle, sa femme, 5 s. sur les tenemens, lesquels 5 s., Jean de Paroy, son fils, a assigné sur la moitié d'une maison situé en la grande rue de Clamecy, qui fut à Gautier, dit Seignoret, tenant à la maison de Gilet, dit Constant, et sur 2 prés séant à Latrault, au lieu dite En-La-Molaise, qui furent aud. Gautier Seignoret, à cause de sa femme.

(8 août). — Le 7 des ides d'aoust, vers 1350, obit de Gautier Buchart.

(1) Louis II de Crécy, comte de Flandre.

(2) Mahaut I^{re}, épouse d'Hervé de Donzy.

T. IX, 3^e série.

(9 août). — Le 5 des ides d'aoust, vers 1300, obit de Richard, vicomte de Clamecy ; le même jour 1416, mort de N. dame Issabeau de Villecendrier, dame d'Anois, de la Bretagne et de La Lande.

(10 août). — Le 4 des ides d'aoust 1550, mort d'Issabeau, femme de Gui Buchard, qui donna pour son anniversaire 5 s. à apprendre sur la maison sous la Boucherie, qui fut à Herbert de Rougemont, père de ladite Issabeau. Le même jour 1359, mort de Guiot Bouchart, qui a donné 5 s. sur sa grange et sa terre de Cholet, dont Issabelle sa fille tient un quart ; Jean dit Buchar son fils un autre quart, Guillemille sa fille un autre quart, et Bonne sa fille un autre quart. Ledit Jean, dit Buchar, et nommé plus bas dans le même article Jean Boussart, frère de Bonne, fille dudit Guiot et frère de Guillemette.

(11 août). — Au 3 des ides d'aoust 1268, jour de S. Laurent, mort de Gillet, dit Seignoret.

(19 août). — Au 14 des calendes de septembre, vers 1340, obit de Marguerite, femme de Gautier Seignoret.

(1 sept.). — Le jour des calendes de septembre 1373, le mardi après la Sainte Croix, mort de Jeanne de Montaigu.

(2 sept.). — Le 4 des ides de septembre, vers 1300, obit de Regnaud d'Angeliers, chevalier.

(24 sept.). — Le 8 des calendes d'octobre 1404, de Guillaume, dit Buchar, qui a donné 8 s. de rente sur le manage de sa grange et sur sa vigne tenant à celle de Michel Boicheron.

(28 sept.). — Le 4 des calendes d'octobre 1372, mort de Guillemette, fille de Gui Buchart. Elle et Jean, dit Goyon, son mari ont donnée une pièce de terre au chemin de Druye, tenante à Bonne, fille de Guiot Buchart, pour leurs anniversaires et celui d'Issabeau leur fille.

(29 sept.). — Le 3 des calendes d'octobre 1378, mort de Maryon, femme de Tasquin de S. Omer, qui a donnée une rente sur sa vigne à Baugy, tenant à Pierre, dit Raffart, et à Guillaume, dit Buchart.

(6 oct.). — Le 2 des nones d'octobre, vers 1300, anniversaire d'Agnès de Paroy.

(7 oct.). — Le jour des nones d'octobre 1342, mourut Catherine de Billy, abbesse de Crisenon, pour l'anniversaire de laquelle n. h. Gautier de Billy, écuyer, vicomte de Clamecy, son neveu, fit une donation.

(21 oct.). — Le 12 des calendes de novembre 1416, mort de Jean Odeneau (Odenelli), qui a donné au chapitre de Clamecy 20 s. tournois, tant pour son anniversaire que pour celui de Marie, sa femme, de rente apprendre sur la moitié de la dime d'Arcy. Ladite Marie, sa femme, mourut le jour des octaves de S. Martin d'hiver.

Il est marqué en marge que ladite dime appartient a presant au chantre et au chapitre de Clamecy, comme appert par lettre qui sont au trésor dudit chapitre, moyennant quoi les héritiers dud. Jean Odeneau sont demeurés quittes des 2 s. de rente.

(Fol. 70, v°) (26 oct.). — Le 7 des calendes de novembre 1362, obit d'Isabeau, fille de feu Gui Buchart.

(26 oct.). — Le 7 des calendes de novembre 1324, mort de Bienvenue, femme de Guillaume Buychard. Le même jour, 1361, obit de Issabeau, femme de Jean Buchard, qui a donné 5 s. de rente, laquelle et du par ses héritiers. Le même jour, anniversaire de Hugues, dit Boussart, et de Hugues, dit Boussart, son père, pour lesquels ledit Hugues, dit Boussart fils, a donné au chapitre 11 s. 3 d. de rente à Caveroche (*apud cavam ruppam*), scavoir : sur un pré au finage dud. lieu tenant au pré de Jean de Dormeaulx, écuyer, et de Jean Odeneau (*Odenelli*), comme appert par lettre sur ce fait le jeudi, jour S. Verain, 1419 (orig.).

(4 nov.). — Le 2 des ides de nov. 1262, anniversaire de Hugonel Florence, de sa femme et de Robert, leur fils, clerc, qui ont donnés 10 s. de rente que doit Gautier Buchart.

(18 nov.). — Le 14 des calendes de décembre 1417, mort de Marie, veuve de feu Jean Odeneau (*Odenelli*), laquelle a donnée au chapitre de Clamecy 20 s. tournois de rente, scavoir 10 s. pour l'anniversaire de Jean de Paroy, son ayeul, et 10 s. pour Marie et Jeanne, ses filles, apprendre sur la moitié de la dime d'Arcy, qui a esté assigné au finage du Clos Clainose, comme il a été dit ci-dessus du 12 des calendes de novembre, où il a esté question dudit Jean, son mari.

(20 nov.). — Au 12 des calendes de décembre, mourut Jean de Paroy, pour lequel Marie, veuve de feu Jean Odeneau, a donné au chapitre de Clamecy 10 s. tournois de rente sur la moitié de la dime d'Arcy, au finage du clos, comme il est dit ci-dessus au 14 des calendes de décembre.

(21 nov.). — Au 11 des calendes de décembre, mort de n. n. filles de feu Jean Odeneau, pour lesquelles Marie, leur mère, a donnée au chapitre de Clamecy 10 s. de rente sur la moitié de la dime d'Arcy, comme il est dit au 14 des calendes de décembre.

(25 nov.). — Au 7 des calendes de décembre 1301, morte de Rose, femme de Jean, dit Bucharth.

(4 déc.). — Le 2 des nones de décembre 1330, morte d'Emenjard, dite Bourgeoise, femme de Philippe de Rougemont, et fille de feu Guillaume, dit Regnoart, laquelle a donnée une rente sur une vigne tenant à Michel Boicheron et à Jean Belin.

LÉON MIROT.



PROMENADE ARCHÉOLOGIQUE

▲

COSNE, SAINT-PÈRE, SAINT-LAURENT SAINT-VERAIN & ENVIRONS

PREMIÈRE PARTIE

COSNE

Saint-Jacques. — Saint-Agnan. — Les Forges. — Les Augustins.
Le Château. — Notre-Dame-de-Galles. — Le palais épiscopal.
— Vieilles maisons.

Dans ses séances de mars et avril, alors que les rigueurs d'un hiver particulièrement désagréable et prolongé favorisaient l'évocation de jours meilleurs, la *Société nivernaise* décidait une exploration archéologique sous la conduite de son vice-président, M. de Flamare, qui connaît si bien son Nivernais antique et moyenâgeux ; nous le savions, mais nous en avons eu, à cette nouvelle occasion, des preuves qui, pour être superflues, n'en ont pas moins été parfois fort piquantes. C'est ici un curé qui a la prétention, généralement justifiée, il faut en convenir, de bien connaître son église ; là, c'est le propriétaire ou l'habitant d'une maison du temps passé ; en ville surtout, car le paysan préfère observer à distance et en silence, c'est un voisin ou un passant qui, voyant des messieurs le nez en l'air, et plein de pitié pour leur ignorance extrême, car ce sont



Cosne. — Saint-Jacques



Clichés A. MARON

Groupe en bois sculpté (église de Cours)

sans doute des étrangers puisqu'ils ne sont pas d'ici, leur offre avec une libéralité sans bornes le secours de ses lumières. Or, quand les uns ou les autres, les premiers surtout, avancent une allégation ou une hypothèse un peu hasardeuse et qu'ils se les entendent contredites ou rectifiées avec une placide courtoisie, mais avec une netteté parfaite, il y a quelquefois des jeux de physionomie curieux à observer, car un archéologue n'est pas tenu de borner son attention aux vieilles pierres, surtout lorsqu'il est en déambulation.

L'excursion commença sous d'heureux auspices ; le temps, détestable encore la veille, était charmant, et digne des premiers jours de mai ; un seul reproche put lui être fait, celui de n'avoir pas persisté davantage dans ses bonnes dispositions. Vers dix heures, nous arrivons à Cosne, sans avoir négligé les beaux paysages de la route, ni sans avoir salué au passage les lieux intéressants, un instant entrevus, et où l'on se promet de s'arrêter un jour. Que de projets de la sorte se sont envolés dans les fumées de la locomotive !

Il n'est peut-être pas indispensable d'ébaucher ici l'histoire de Cosne, ce qui reviendrait par à peu près à écrire un paragraphe de guide Joanne ; qu'il nous suffise de constater qu'elle est d'une antiquité capable de satisfaire l'archéologue le plus exigeant puisqu'elle est mentionnée dans l'itinéraire d'Antonin, cette sorte de livre de poste, quelque chose comme nos indicateurs de chemins de fer, qui donnait le tableau des stations et des étapes de l'empire romain vers le *iv^e* siècle.

Cosne tire son nom du celtique *Condade* qui veut dire *confluent* d'après MM. de Soultrait et de Flamare, appuyés sur l'autorité de Jules Quicherat et d'Arbois de Jubainville ; mais, d'après d'autres, *coin de terre*,

parce que la ville forme en effet un *angle* compris entre le Nohain et la Loire. Du reste, au fond, la différence n'est pas si grande et réside en ce qu'on envisage ou la cause ou l'effet ; le confluent détermine un angle, et l'angle est formé par la rencontre des deux cours d'eau ; dans l'un et l'autre cas, le nom est descriptif du lieu. M. de Soultrait note *Condida* vers 600, *Villa Condita super fluvium Ligerim* en 849, *Cona*, *Conada*, *Castellania Conade* en 1157, *Li Chatiau de Cone* en 1250, *Villa Conade* en 1263, *Conne-sur-Loire* en 1403, enfin exactement l'orthographe actuelle, *Cosne-sur-Loire* dès 1469. Sur cette question d'étymologie et les points litigieux, ou simplement douteux, qu'elle peut soulever, le dernier mot doit être laissé à un spécialiste éminent, notre collègue, M. l'abbé Meunier ; nous serait-il permis de lui rappeler qu'à l'une des dernières séances le président lui demandait de fixer les étymologies des chefs-lieux de cantons... pour commencer ?

L'entrée de Cosne est celle d'une petite ville ; l'aspect se relève très sensiblement lorsqu'on arrive dans la rue où se dresse la tour Saint-Jacques et à l'extrémité de laquelle se trouve Saint-Agnan.

En 1020, Hugues de Châlon, évêque d'Auxerre, faisait construire à Cosne une église Saint-Laurent : « Après avoir restauré à Varzy l'église de Sainte-Eugénie, disent les auteurs de la *Gallia christiana*, il y établit deux chanoines et leur procura les ressources nécessaires ; il attribua aussi à des chanoines l'église construite à Cosne, sous le vocable de saint Laurent, dans l'enceinte du château épiscopal ».

Dans la suite, on érigea un titre paroissial sous le vocable de Saint-Jacques le Majeur ; la paroisse fut réunie au chapitre en 1486, qui pourrait bien être la date de la construction de l'église actuelle, et le

chantre, chef du chapitre, fut le curé primitif. Il était naturellement à la nomination de l'évêque d'Auxerre. La collégiale de Saint-Laurent, qui comptait primitivement douze chanoines, puis dix, par suite de l'insuffisance des revenus, *nisi necessaria mendicarent*, n'en avait plus que trois à la Révolution : le chantre-curé, le trésorier et un chanoine : *tres faciunt capitulum*. Le chantre-curé se nommait Pyrent, et l'un des bons patriotes de l'époque s'exprimait en ces termes sur son compte : « Pyrent est prêtre ; je l'ai toujours vu agir comme *un bon patriote* ; ses discours étaient dans le même sens ; mais, en mon âme et conscience, je le regarde comme un aristocrate et un fanatique... », et Pyrent, sur cette singulière dénonciation, fut envoyé à l'échafaud. Ames sensibles et consciences étrangement délicates ! Il est des moments où la défense républicaine a de bien cruelles exigences !

M. de Flamare attire notre attention sur ce qu'il y a de plus remarquable dans la façade, à savoir la singulière disposition de la partie supérieure du pignon : « C'est une plate-forme qui s'avance en encorbellement au-dessus de la façade, sur un plan demi-octogonal, entourée d'une balustrade découpée à jour qui lui donne l'apparence d'une chaire à prêcher. On y accède par un escalier qui suit le rampant nord du pignon. Cet édicule a pu servir de loge au veilleur ; cependant la vue est masquée du côté sud par la lourde tour de l'église ».

La partie la moins connue de l'église Saint-Jacques, est, évidemment, le caveau situé sous la chapelle des fonts baptismaux, puisque le souvenir en avait à peu près disparu jusqu'en 1845, date à laquelle M. l'abbé Violette, curé de la paroisse, en fait une légère mention, mais sans y attacher autrement d'importance. Ce ne fut qu'en 1885, qu'un ouvrier, ayant perforé le

dallage, laissa tomber le *mètre* qu'il avait introduit dans l'ouverture pour se rendre compte de la profondeur et enleva le pavement dans le seul but que son instrument ne fût pas... perdu. Le mot dont il se servit fut un peu plus vif et tel que pouvait le justifier le dépit ressenti à voir son *mètre* échapper à ses mains et disparaître dans le vide mystérieux.

Telle est la circonstance, toute fortuite, qui permit de découvrir le caveau qui, depuis lors, est retombé dans son obscurité première. C'était donc une attraction que ne pouvait négliger le chef de l'expédition, qui s'enquit auprès du sacristain de la possibilité d'une descente dans le réduit abandonné. « Il y aurait tout de même moyen, lui fut-il répondu, mais l'entrée est occupée par un *loriot* que plusieurs hommes peuvent seuls déplacer, ainsi que la couverture d'ailleurs ». M. de Flamare, homme circonspect, n'insista pas, ni personne de l'assistance ; mais, au sortir de l'église, l'examen des lieux nous fit constater que le fameux *loriot*, qui, nous en avons tous fait l'aveu ultérieurement, avait exercé notre imagination pendant tout le cours de la visite, n'était autre qu'un magnifique laurier apporté pour la décoration de l'église à l'occasion des cérémonies de la confirmation. Il fut convenu que des hommes seraient mandés pour faire le nécessaire et, le lendemain matin, en effet, la partie la plus aventureuse des excursionnistes pénétra dans le gouffre béant.

Le principal intérêt de ce caveau consiste en une peinture qui orne la voûte ; elle est d'une bonne exécution, dans un état satisfaisant de conservation et porte tous les caractères de la fin du *xv^e* siècle. Dans un quadrilobe formé, aux angles, d'arcs brisés séparés par la pointe d'un carré posé en losange, le Christ assis bénit de la main droite, tandis que son genou

supporte la boule du monde sur laquelle s'appuie la main gauche. A l'entrée des angles du quadrilobe, les attributs des quatre évangélistes sont représentés en même temps que les personnages sont désignés par leur nom latin sur des phylactères, en belles lettres gothiques. La figure du Christ, regardant le couchant, fait face aux visiteurs qui entrent dans le caveau par le côté du levant, car il existe une porte à chacune des deux extrémités du caveau, et le sens de la fresque établit que l'entrée du levant était la plus usitée parce que seule elle permet de contempler le Christ dans sa situation normale et de lire à la manière accoutumée, et non pas à l'envers, le nom des évangélistes. De cette disposition, il faut conclure, non seulement que la porte du levant, qui communiquait avec l'extérieur par le mur latéral de l'église, était devenue le passage ordinaire, mais encore que l'autel se trouvait un peu au-devant de la peinture, et non adossé à la muraille, car de ce fait eût été condamné l'escalier du couchant qui aboutit dans la clôture des fonts baptismaux. Ces différents points, soigneusement déduits par M. le chanoine Sery, ont leur intérêt puisque cette partie souterraine de Saint-Jacques n'avait jamais encore été examinée, et que son existence même était vaguement connue.

L'église Saint-Jacques possède deux souvenirs précieux de la chartreuse de Bellary, ou Belle-Demeure, *Bellum laricum in bosco* (1), l'un des trois monastères fondés en 1219 par Hervé de Donzy comme prix

(1) Telle est bien, à n'en pas douter, l'étymologie ; mais, puisque nous sommes en promenade, par conséquent en récréation, pourquoi ne citerais-je pas l'explication fantaisiste que M^{rs} Crosnier n'a pas craint de rapporter lui-même au grave congrès archéologique de France, en 1851 :

« Bellary, comme je l'ai dit, était un des établissements fondés par Hervé en réparation de la faute qu'il avait commise. Permettez-moi,

des dispenses obtenues du pape Innocent III pour la régularisation de son mariage avec sa parente au degré prohibé, Mahaut, fille de Pierre de Courtenay, qui lui avait apporté en dot le comté de Nevers et en espérances ceux de Tonnerre et d'Auxerre. Notons, en passant, le rôle bienfaisant des Souverains Pontifes qui, en favorisant ou en prescrivant les fondations de monastères en ces temps de dissensions intestines, n'avaient d'autre but que de multiplier les refuges munis du droit d'asile et de mettre un frein aux exigences d'un vainqueur trop souvent impitoyable.

Les stalles de Beaumont-la-Ferrière proviennent, paraît-il, de Bellary ; c'est en tout cas l'origine du maître-autel de Saint-Jacques qui est fort remarquable ; il est en forme de tombeau antique avec inscrustations de marbres variés et précieux ; sur le devant se détache un cartouche en forme d'écusson en style du commencement du XVIII^e siècle ; il figure une urne cinéraire enveloppée de deux palmes, l'une de laurier et l'autre de lys, symboles de la pureté et de la victoire par le sang. Le tabernacle est entouré de colonnettes de marbre supportant une coupole ; on remarque particulièrement le groupe d'anges en marbre blanc qui

messieurs, de rapprocher une légende populaire du trait d'histoire que vous venez d'entendre.

« Mahaut, disent les gens du pays, vivait avec Hervé sans avoir fait bénir son mariage par l'Eglise ; mais souvent elle était triste et des larmes abondantes inondaient son visage, car son crime était toujours présent devant ses yeux. Souvent Hervé lui avait demandé la cause de sa tristesse et de ses larmes, le silence était sa seule réponse. Un jour, qu'il la voyait plus triste que de coutume, il lui fit de nouvelles et plus pressantes instances ; Mahaut finit par lui rappeler l'invalidité de leur mariage. Le comte, pour la consoler, lui promit de demander au Souverain Pontife la dispense nécessaire, alors *la belle a ri*, et le nom de *Bellary* fut donné au monastère dans le lieu même où *la belle avait ri*. Sans doute, comme vous, je me garderai d'admettre cette étymologie ; cependant nous devons remarquer que la légende se rapproche beaucoup de l'histoire ».

forme la partie antérieure du couronnement. Le tabernacle est lui-même surmonté de têtes d'anges d'une exécution extrêmement délicate et gracieuse.

Cet autel fut acheté par la fabrique, en 1804, pour une somme de 900 fr., de M. Petit de Touvenay, deuxième acquéreur des biens du couvent.

M. l'Archiprêtre actuel a reçu des offres très importantes, mais il a refusé, à juste titre, de démunir son église d'un souvenir aussi précieux. L'autel fut posé en 1804, vers les fêtes de la Pentecôte, par un sieur Gueneau, mécanicien et organiste, en remplacement d'un autel fort délabré et dont on avait dissimulé la laideur sous des tapisseries tendues sur le devant.

Un autre souvenir de la chartreuse consiste en un calice en vermeil du ^{xvii}^e siècle, auquel l'intelligent clergé de la paroisse attache justement un grand prix et qui mérite une description.

Le calice est en vermeil ; la coupe, évasée, en argent battu, est ornée de rayons en relief alternativement droits et flamboyants. Le nœud est assez gros et godronné. Le pied en est incontestablement la partie la plus remarquable.

Des rayons, analogues à ceux de la coupe, semblent sortir du bas de la tige et se développent jusqu'au bord de la circonférence inférieure qui, elle-même, se détache en saillie entre huit lobes en demi-cercle formant une sorte de feston. Sur le devant du calice, entre deux rayons flamboyants, un cartouche oblong, dont les angles droits sont arrondis, est encadré d'une moulure demi-ronde ; il renferme la scène de Jésus en croix entre la sainte Vierge et saint Jean, debout. Dans l'intervalle de tous les rayons, sont semées régulièrement une fleur de lys héraldique et, plus près du bord, une rosace à cinq feuilles, sauf dans la partie occupée par le petit tableau du Crucifiement. Toute

cette riche ornementation est ciselée en relief. Enfin, dans les huit lobes demi-circulaires, sont gravés au trait : une tête de vieillard à longue barbe et, détail surprenant, avec des ailes largement déployées ; deux goupillons croisés l'un sur l'autre ; un cœur surmonté de trois clous, une abeille, un marteau, des tenailles, deux dés, une sorte de balai (le roseau et l'éponge de la Passion), des cierges allumés.

L'orfèvre a inscrit son nom en deux endroits : 1° sous la tige, à l'extérieur du rebord qui couvre la vis ; 2° sur le pied où il se joint à la tige ; il se nomme *Chrétien*. A la seconde signature, il a ajouté les lettres I. E. P.

Les dimensions du calice sont les suivantes : hauteur totale, 0^m 20 ; hauteur de la coupe, 0^m 07 ; diamètre de la coupe, 0^m 093.

Terminons notre visite à Saint-Jacques par quelques particularités qui, elles non plus, n'ont pas encore été relevées. La clé de voûte de l'abside représente les armes de France en grandes proportions ; on l'a sauvée, pendant la Révolution, en la dissimulant dans un gâchis de plâtre. La clé de voûte de la chapelle située derrière les stalles est mobile, ainsi que nous le fait constater, en la secouant vigoureusement, le sacristain au *loriot*, qui paraît connaître à fond son église et s'y intéresse intelligemment : elle représente le Père Eternel coiffé de la tiare (fin du xv^e siècle). Cette clé de voûte, ainsi que deux de celles de la nef, de même modèle et peintes également, proviennent de la chapelle de Notre-Dame-de-Galles et sont d'autant plus précieuses que plus rares sont les vestiges de cet intéressant monument.

En sortant de Saint-Jacques, un spectacle nous attend qui n'est dépourvu ni de pittoresque, ni d'intérêt : c'est mercredi, jour du marché à Cosne, et nous

avons devant les yeux les habitants des campagnes d'alentour avec les denrées et produits qu'ils sont venus vendre à la ville ; ce qui me frappe tout d'abord, c'est la couleur à peu près uniformément blanche des volailles, alors que nos poules, à Nevers et dans les environs, sont généralement noires. Un proverbe latin cite le poulet blanc comme le type achevé de l'orgueil et de l'arrogance :

Gallinæ filius albæ.

Ce dicton n'est assurément pas d'origine gallo-romaine des environs de Cosne, car ici les fils de poules blanches ne peuvent se targuer de cette descendance comme d'une distinction ; ils constituent au contraire le *profanum vulgus*.

Après avoir traversé le marché, nous avons une échappée ravissante sur la vallée du Nohain et, après s'être attardé un instant à s'en rafraîchir la vue depuis le *pont du Dimanche*, on aperçoit bientôt sur sa gauche la belle abside de Saint-Agnan, qui donne un grand aspect de noblesse à ce modeste quartier.

L'historien Nitard, petit-fils de Charlemagne, retiré à Cosne où il écrivait en 843, parle d'une église *Sancti Frodualdi*, qui a dû être remplacée par Saint-Agnan, ancienne église d'un prieuré de l'ordre de Cluny, qui date du ^{xii}e siècle, a été remaniée au commencement du ^{xvi}e, enfin en partie reconstruite après un incendie en 1738. Le récit de ce désastre, fait au moment même, mérite d'être reproduit ; M. de Flamare l'a relevé dans les registres paroissiaux de Saint-Agnan, déposés à la mairie de Cosne : « Le mesme jour, troi-siesme mars 1738, à quatre heures et demie du matin, nous avons eu la douleur de voir la ruine entière de notre église, qui, a péri par le poids immense du clocher qui étoit entre le chœur et la nef, qui a fait

écrouler les piliers. Cette église étoit du ^{vi}^e siècle ; le clocher avait été brûlé en 1626, les cloches fondues. Aujourd'hui, dans la chute du clocher, de quatre cloches qui y étoient, il n'y en eut qu'une cassée ; les bans de l'église, qui lui faisoient une rente d'environ 50 livres, ont été entièrement écrasés avec les stalles du chœur, une chaire toute neuve, les tableaux des autels, les autels mesmes, les bastons des confréries du Saint-Sacrement, de Saint-Eloy et de Saint-Hubert, en un mot, tout a péri, exceptez le rétable, le tabernacle et la sacristie, que Dieu, par sa miséricorde, nous a conservés. Cette église, en réparations depuis 1718, avait coûté jusqu'à ce jour dix mille livres ».

Bien que les proportions de l'édifice ne soient pas considérables, l'abside romane a fort grand air ; à l'autre extrémité, le portail, qui s'ouvre sous un porche, est extrêmement curieux ; parmi les sujets sculptés dans les bandeaux cintrés qui le composent, on voit, côte à côte avec de saints personnages, un basilic, un aigle, un âne jouant de la harpe, une brebis et des agneaux, un porc, une tortue, une colombe à tête humaine, etc...

A l'intérieur, plusieurs bons tableaux et notamment des portraits de religieuses bénédictines des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, sans doute des prieures du couvent établi à Saint-Agnan, par Mgr Pierre de Broc (1640-1671). Citons aussi l'apparition du cerf à saint Hubert, dont la confrérie est mentionnée plus haut, et qui se trouve dans le même état de délabrement où l'a mis l'incendie et l'effondrement de 1738.

Une maison tout flamblant neuf, située en face de l'abside, porte bizarrement encastree une console de la fin du ^{xv}^e siècle, représentant un écusson tenu par deux anges et portant trois aumônières carrées avec



Abside de Saint-Agnan à Cosne



Clichés A. MARON

La Porte-de-Ville du château de Saint-Vrain

une fleur de lis ; on a, certes, bien fait de sauver ce vestige d'une construction autrefois élevée, semble-t-il, sur le même emplacement, mais la disposition est étrange. Non moins étrange, le nom de la ruelle voisine : *petite rue Folâtre !*

En quittant l'église Saint-Agnan, nous descendons sur la Loire et nous longeons ces magnifiques bâtiments que visita Mme de Sévigné alors qu'ils étaient en pleine activité : « Hier soir, à Cosne, écrit-elle à sa fille, le 1^{er} octobre 1677, nous allâmes dans un véritable enfer ; ce sont les forges de Vulcain ; nous y trouvâmes huit ou dix cyclopes forgeant non pas les armes d'Enée, mais des armes pour les vaisseaux. Jamais vous n'avez vu redoubler des coups si justes ni d'une si admirable cadence... ». C'est, en effet, les ancres qui, pendant deux siècles, furent la spécialité de Cosne ; au début, on y fabriqua aussi des canons, mousquets et autres armes ; plus tard, c'est-à-dire au commencement du siècle dernier, la fonderie à fer et à acier eut une vogue immense. « Le grand monde, dit M. Corbier, historien des forges de la Chaussade, recherchait ses lustres, candélabres, vases à fleurs, grilles, balcons, etc. Ces objets d'art, d'un travail exquis, produisaient un effet admirable par le brillant que prend l'acier poli, le beau bleu qu'il acquiert par le recuit, la couleur d'eau qu'on lui donne avec la pierre sanguine, et que relevaient de légers et gracieux filets d'or. Le prix très élevé des ouvrages de cette fonderie fut la cause principale de sa décadence ; elle tomba avec la mode qui lui avait valu ses succès ».

Cette incursion dans le monde industriel ne nous fait pas sortir du monde ecclésiastique ou monastique en dehors duquel, d'ailleurs, aucune œuvre de civilisation ne s'est accomplie dans notre pays. Dès le commencement du XII^e siècle, les religieux de Roches

possédaient à Cosne des chutes d'eau situées devant la tour appelée la Fraite, puis la Tour Froide. En 1212, ils les cédèrent à un certain Gaston Balerne sa vie durant, sous la condition d'y faire construire des moulins qui, après lui, feraient retour aux moines et qui s'appelèrent effectivement les *Moulins-aux-Moines*. En 1660, après bien des changements de propriétaires, ils furent achetés par Elie Grégoire pour en faire une manufacture d'armes, celle que visita Mme de Sévigné, et, en 1734, les forges de Cosne furent vendus 38,000 livres à divers, parmi lesquels Pierre Babaud de la Chaussade.

Des forges et des bords de la Loire qui sont magnifiques à cet endroit, nous rentrons en ville et le contraste est grand ; au sortir de ces vastes horizons où le regard se perd et se délecte, voici bien, et brusquement, l'aspect de la ville tel que le dépeint d'un mot le bon Gillet des annuaires : « Excepté la rue où passe la grande route, qui est belle, les autres sont étroites et tournoyantes ».

Voici tout d'abord et tout près les Augustins. Il y y avait en France deux congrégations d'Augustins réformés (fin du xiv^e siècle) : la congrégation de Bourges et celle des Augustins déchaussés. Les premiers s'appelaient Petits-Augustins ou Guillelmites, de leur fondateur saint Guillaume de Bourges ; ils avaient trois maisons en Nivernais : Saint-Pierre-le-Moûtier, Prunevaux et Cosne. Le couvent de Cosne fut fondé en 1616 ; on y instruisait la jeunesse et, de fait, les bâtiments n'ont pas changé de destination, car ils sont encore occupés actuellement par le collège municipal. Le presbytère Saint-Jacques s'y trouve également ; nous y trouvâmes un moment d'agréable hospitalité, ce qui nous permit d'admirer une superbe cheminée du xvii^e siècle qui fait revivre, dans le

salon de M. l'Archiprêtre, la décoration, un peu froide mais majestueuse, du grand siècle.

La maison des Augustins, devenue propriété de l'Etat à la Révolution, fut cédée à la ville de Cosne, puis vendue, en l'an VI, à M. Dageville de Marseille, acquéreur de biens nationaux. Elle revint de nouveau à la ville en l'an XI, par suite d'un échange ; la municipalité céda en retour à M. Dageville un pré qu'elle possédait sur les bords du Nohain et qui était estimé 10,000 fr.

En face le collège et le presbytère se trouve la prison encastrée dans les restes du château. Cosne, situation stratégique, fut fortifié et confié à la garde des barons de Donzy, chargés de défendre la position contre les Normands qui suivaient les rives de la Loire. Plus tard, il fut occupé par les comtes de Nevers. Ce qu'il en reste offre les caractères du XIII^e siècle ; ils consistent en quelques pans de murs assez élevés et trois tours. Les anciennes fortifications ont laissé encore quelques restes informes sur différents points de la ville.

En continuant à pénétrer dans la ville, on arrive à ce qui subsiste de Notre-Dame-de-Galles (*Capella Nostre Domine de Galles*, ainsi qu'elle est nommée dans un règlement donné à la collégiale Saint-Laurent, par Ferry Cassinel, évêque d'Auxerre), monument gothique remarquable et situé dans l'enceinte de la ville, dit un vieil auteur. Elle fut fondée par Wala, évêque d'Auxerre, de 873 à 879 ; elle fut remaniée et embellie à la fin du XI^e siècle, et enfin fut restaurée, dans sa magnificence définitive en 1490, par l'évêque Jean Baillet.

Auprès de cette chapelle, l'évêque Humbaut, qui vivait à la fin du XI^e siècle, fit bâtir une maison épiscopale que son successeur, Hugues de Noyers, trans-

forma en véritable palais. Mais bien longtemps auparavant, les évêques possédaient une résidence ; alors, en effet, que Cosne ne subsistait encore qu'à l'état embryonnaire, en 850, Héribalde, trente-cinquième évêque d'Auxerre, donna aux chanoines de sa cathédrale, pour la dépense de leurs vêtements, les quarante maisons qui entouraient la maison de plaisance épiscopale, *Condidam villam super fluvium Ligeris sitam*, avec les terrains avoisinants. En ce qui touche le palais épiscopal, faut-il en voir les restes dans l'important édifice dont on voit les élégantes fenêtres du xiii^e siècle, tout près de Notre-Dame-de-Galles ? Ce n'est qu'une conjecture, mais elle est fort vraisemblable. Le quartier, qui répond de tous points à la description sommaire de Gillet, offre encore quelques maisons anciennes, sur lesquelles l'œil se repose avec complaisance.

Je terminerai, en ce qui concerne Cosne, par la nomenclature des revenus que les évêques y possédaient ; elle est peu connue, puisqu'elle est reléguée dans les annexes d'un vieil ouvrage, lui-même assez peu répandu, et n'a jamais été traduite ; il m'a paru bon d'en donner aussi le texte original, tant pour donner un échantillon du latin du temps et du lieu, que pour fournir au lecteur la possibilité de suppléer à l'insuffisance ou à l'inexactitude de la traduction.

Etat du revenu de l'évêché d'Auxerre vers l'an 1290, tiré d'un volume de ce tems-là, conservé dans les archives de l'évêché (1).

Præpositura circa cix lib.	Prévôté, environ 109 livres.
Emendæ Præposituræ in quibus Dominus habet medietatem circa x lib.	Sur le prix des Prévôtés dont la moitié revient au seigneur évêque, environ 10 livres.
Tallia de rivo ad placitum circa vj lib et x sol.	Taille de la rivière, à la volonté de l'évêque, environ 6 liv. et 4 sol.
Tallia ad placitum de riparia xiiij libras xiiij sol. et vj den.	Id. 13 liv. 13 sols et 6 deniers.
Tallia abbonata viij. lib et xviiij sol.	Taille fixe 8 liv. et 18 s.
Magnus census viij lib.	Gros cens viij liv.
Census Rungefer v sol.	Cens Rungefer 5 sol (2).
Census Fervelli militis xxvj. sol.	Cens du chevalier Fréveau.
Census chambellanarum iv sol. et vj den.	Cens pour les charges de chambellans 4 s. et 6 d.
Census de Paisselières xij s. et vij den.	Cens de Paisselières, 17 sols et 7 deniers.

(1) *Mémoires concernant l'Histoire ecclésiastique et civile d'Auxerre*, par M. l'abbé LEBŒUF, chanoine et sous-chantre de l'église cathédrale de la même ville, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, 2 vol. in-4°. — A Paris, chez Durand, libraire, rue Saint-Jacques ; à Saint-Landry, et au Griffon. M DCC XLIII.

(2) Renaud Rongefér, frère de Gibaud baron de Saint-Verain ; le fils de ce Rongefér, également appelé Renaud, et cousin de Hugues baron de Saint-Verain, fut la souche des seigneurs de Saint-Pierre-du-Mont et d'Asnois ; ils firent aux abbayes de belles donations.

Census de Villa-Catuli xv lib. et x sol.	Cens de Villechaud 15 l. et 10 s.
Stallagium sive Burgesia i sol.	Droit de place ou de résidence 1 s.
In crastinum Nativitatis Domini panis et vinum xl sol.	Pain et vin pour le lendemain de la Nativité 40 s.
Gallinæ venditæ circa x sol.	Sur la vente des poules environ 10 s.
Forestagium xj sol.	Forestage 11 sol.
Vinæ de Conada ix sol.	Vignes de Cosne 9 s.
Pratum subtus stagnum xl sol.	Pré sous l'étang 10 s.
Prata de hastis xl sol.	Pré des hastes 40 s.
Portus Conadæ viij liv. et x sol.	Port de Cosne 8 liv. 10 s.
Portus Auberici, circa lxx lib.	Port Aubery environ 70 liv.
Furnus Conadæ ix sol.	Four de Cosne, 9 sol.
Furnus de Foro xx sol.	Four du marché 20 s.
Carnificeria xv lib.	Boucherie 15 l.
Sergenteria boisseli, circa xl sol.	Offices des mesureurs publics environ 4 s.
Decima vini de Conada, circa i lib.	Dîme du vin de Cosne, environ 1 l.
Molendina de Pree xvij sext. fromenti.	Moulins de Pree, 18 septiers de froment.
Item xxx sext. mouturæ.	Id. 30 septiers de mouture.
Molendinum Domini Episcopi quod tenent Templari, j. mod. avenæ ad mensuram de Conada, et debent conducere in horreo Domini Episcopi.	Moulin du Seigneur Evêque occupé par les Templiers; un boisseau d'avoine à la mesure de Cosne, rendu dans le grenier de l'Evêque.

- Grangia de portu Auberici
j. mod. silig. et j. mod.
avenæ ad cumulum.
- Molendina de Petra in quibus Dominus Episcopus habet medietatem, valent vij sext. frumenti et dimid. frumenti, et sext. dr dimid. mouturæ.
- Decimæ et tertiæ Villæ-Catuli et Conadæ circa xxij mod. ij mod. frumenti videlicet x mod. et dimid. silig. x mod. et dimid. tam ordeï quam avenæ.
- Coustumæ natalis Domini, j mod. avenæ ad cumul.
- Item coustumæ grangiarum juxta stagnum xij sext. avenæ.
- Apud Villam-Catuli sunt xvij arpenta vinearum quæ valent cum decima circa xx lib. redditus.
- Pratorum circa iij arpent. Item ij arpenta ad astes, unum stagnum, garanna,
- Nemus juxta garannam quod vocatur *li Foilleus*, quod vendi potest de sex annis in sex annos, et
- Grange du port Aubry
1 mesure de seigle et
1 mesure d'avoine.
- Moulins de Pierre dont la moitié appartient au Seigneur Evêque ; ils valent 7 septiers 1/2 de froment et 10 septiers 1/2 de mouture.
- Les dîmes et les tierces de Villechaud et de Cosne, environ 22 mesures de froment, c.-à-d. 10 mesures 1/2 et 10 septiers 1/2 tant d'orge que d'avoine.
- Redevance pour Noël de l'Evêque, 1 muid d'avoine comble.
- Id. redevances des granges près de l'étang 13 septiers d'avoine.
- Près de Villechaud il y a 18 arpents de vignes qui valent avec la dîme environ 20 livres de revenu.
- Environ 3 arpents de prés. Id. 2 arpents aux hastes, un étang, une garenne.
- Un bois près de la garenne, appelé *li Foilleus* ; la coupe peut se faire de six en six ans et rap-

valet quando venditur circa lx lib.	porte environ 60 livres.
Nemus juxta stagnum eodem modo vendi potest, et valet circa xxx lib.	Un bois près de l'étang, aménagé de la même façon ; valeur environ 30 livres.
In novitate Episcopi debent homines de Villa-Catuli i lib. Domino Episcopo pro quodam palefrido.	A l'intronisation de l'Evêque, les hommes de Villechaud doivent une livre au Seigneur Evêque pour un palefroi.

DEUXIÈME PARTIE

Villemoison. — Saint-Père. — Saint-Laurent-l'Abbaye.

La matinée du premier jour avait été consacrée à la visite pédestre de Cosne ; l'après-midi, nous montions en voiture, nous suivions la verdoyante vallée du Nohain et mettions pied à terre à la commanderie de Villemoison, où le propriétaire actuel nous avait devancés pour nous en faire les honneurs, ce qui a augmenté considérablement le charme d'une promenade déjà si attrayante.

Une commanderie était l'ensemble des domaines d'un ordre religieux ou militaire administrés par un religieux ou un chevalier de l'ordre appelé commandeur. Il y avait des commanderies et des commandeurs dans les ordres des chevaliers de l'Hôpital-de-Saint-Jean-de-Jérusalem, des chevaliers Teutoniques, du Temple, de Saint-Lazare, de la Trinité, de Saint-Antoine, dans la congrégation des chanoines

réguliers des Prémontrés. C'est au xii^e siècle que se sont constituées les plus anciennes commanderies des hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem et de l'ordre des Templiers, et c'est à cette époque qu'il faut attribuer la chapelle de Villemoison (1).

Dans la circonscription actuelle du diocèse de Nevers, il y avait six commanderies : 1^o aux Hospitaliers, Bou, Feuilloux, Tourny ; 2^o aux Templiers, Biches, Champallement et Villemoison.

La seule partie conservée des bâtiments primitifs à Villemoison est l'abside de la chapelle du xii^e siècle ; à la voûte, une peinture représente le Christ bénissant dans une gloire elliptique ; l'ensemble et le genre d'ornementation rappellent la fresque de Sainte-Julitte qui représente le même sujet. On serait tenté d'exprimer le désir que les exigences de l'exploitation du domaine et les aménagements de la ferme permissent de veiller à la conservation de ce respectable

(1) Une obligeante communication de M. de Flamare me met sous les yeux un important travail publié par M. A. Trudon des Ormes dans la *Revue de l'Orient latin* et intitulé : « Liste des maisons et de quelques dignitaires de l'ordre du Temple en Syrie, en Chypre et en France, d'après les pièces du procès ». En raison de la rareté des renseignements connus sur la commanderie des environs de Cosne, il y a intérêt à reproduire la notice qui la concerne.

Villemoison. — Maison du Temple ayant chapelle, sise dans le diocèse d'Auxerre (villa Moron, villa Muoconis), et dont le *Dictionnaire topographique de la Nièvre* indique le précepteur ou commandeur en 1244, frère Gervais.

Le procès nous fournit les noms de deux successeurs de Gervais, dont l'un, Gautier Gontier, sergent, est dit avoir reçu en la maison vers 1281. Le dernier maître fut le chevalier du Temple, frère Guillaume de Lus (de Lurs) qui, de 1303 à 1307, procéda à diverses admissions dans l'ordre, en la chapelle de Villemoison, le chapelain étant alors frère Etienne « de Santo Questo » ; la dernière de ces réceptions aurait eu lieu au mois de juillet 1307.

Dans le même travail, Champallement et Biches ont une mention à la suite de celle de Villemoison.

vestige. On pourrait alors y joindre un fragment d'une statue de sainte de la fin du xvi^e siècle, qui se trouve dans le hangar, avant la chapelle.

A signaler également une belle grange du xvi^e siècle.

Mais le joyau de Villemoison, c'est le logis du commandeur, construit en 1535 ; avec ses fenêtres à meneaux surmontées de lucarnes bizarrement ornementées, avec son profil élégant et vieillot qui se détache dans une verdure exubérante, elle offre le plus charmant coup d'œil. Puis, quand on a gravi son escalier presque branlant et qu'on a franchi la porte, une surprise, de caractère très délicat, vous attend : l'intérieur se compose de plusieurs pièces entièrement garnies de tentures aux couleurs chatoyantes et disposées dans un art très moderne et avec un goût exquis ; le contraste est saisissant, mais il n'est pas heurté ; on dirait d'un nid dans les ruines. Rien ne manque à l'hospitalité qui nous est offerte, ni les intelligents propos, ni même un vin dont les tons ambrés et l'arôme feraient penser qu'il provient de quelque domaine méditerranéen des anciens propriétaires.

Au sortir de cette délicieuse étape, et en quelques minutes, nous arrivons à la paroisse, autrefois Nuzy, nom qui a été remplacé par le vocable de l'église paroissiale, Saint-Pierre-du-Trépas, à cause des nombreuses sépultures que renferme l'église ; aujourd'hui, c'est la commune de Saint-Père.

La paroisse existait avant le xii^e siècle ; l'église primitive a complètement disparu et a été remplacée, fin du xv^e siècle, par l'église actuelle, dont l'aspect, si gracieux, est, au premier abord, déconcertant ; elle a bien, en effet, les proportions restreintes que justifie l'exiguïté de la population, mais elle apparaît avec une distinction de silhouette et une richesse d'ornementa-

tion qui ne se rencontrent pas communément dans une église de village. La surprise cesse dès que, s'étant approché, on remarque les croix de Malte gravées sur les murs et les armes sculptées sur la façade ; on voit que les paroissiens de Villemoison ont passé par là. Pendant que nous en sommes encore à la façade, citons un trait de cette liberté qu'on se donnait volontiers autrefois de faire servir l'ornementation des lieux saints à ses fantaisies allégoriques ou satyriques. Au portail figure un chien rongeant un os, ce qui ne s'explique guère, sinon pour afficher la détresse du curé, dont presque tous les revenus avaient été distraits par l'évêque d'Auxerre, Guillaume de Seignelay, au profit du chapitre de Cosne qu'il venait de fonder.

L'intérieur offre d'intéressantes particularités ; l'une des plus remarquables et les plus dignes d'intéresser notre Société consiste en une pierre tumulaire du xvr^e siècle qui forme le degré de l'autel de la chapelle latérale nord ; nous dûmes enlever le tapis de pied qui la recouvre pour l'examiner. Elle représente trois hommes d'armes revêtus de l'armure du temps, les mains jointes, les casques et les gantelets à terre à côté d'eux, agenouillés, l'un derrière l'autre, devant l'Enfant-Jésus emmaillotté. M. de Flamare a observé, ce qui avait échappé à l'*Album du Nivernais* et même à M. de Soultrait, que deux autres fragments de pierre représentent trois dames agenouillées, les mains jointes, l'une derrière l'autre, dans le sens opposé à celui des hommes d'armes, et destinées, selon toute évidence, à leur faire pendant. Est-il admissible que cette pièce importante continue à servir de marche-pied jusqu'à complet effacement ? Et puisque nous en sommes à verser nos griefs dans le sein de la Société nivernaise, pourquoi n'exprimerions-nous pas l'éton-

nement que l'église de Saint-Père ne soit pas classée parmi les monuments historiques ?

Puisqu'il ne nous reste pour ainsi dire plus que le souvenir de Notre-Dame-de-Galles que nous savons avoir été si belle, donnons un coup d'œil sur les beaux vitraux qui en proviennent et qui ont été replacés ici au petit bonheur : ainsi voilà saint Martin, dont le buste se trouve dans l'abside, tandis que le pauvre auquel il offre la moitié de son manteau est hors de portée de sa libéralité, dans la fenêtre du côté nord. Les convenances les plus élémentaires ne demanderaient-elles pas qu'il fût remédié à cette inconcevable incurie ?

Il convient également de noter l'élégant tableau du ^{xvi}e siècle peint sur pierre contre le pilier de la dernière travée, séparant la nef du collatéral unique qui se trouve du côté nord. Le sujet représenté n'est pas une Adoration des Bergers, mais des Mages ; comme dans toutes les peintures de l'époque représentant ce sujet, on aperçoit les bergers dans le fond, au second plan, mais ils ne sont pas en adoration. Cette légère rectification est due à l'œil impeccable de M. de Flamare.



Dans un site pittoresque, dont l'agrément est rendu plus sensible par le paysage relativement ingrat que le voyageur doit parcourir pour se rendre de Saint-Père à Saint-Laurent, se dressent les vestiges importants qui subsistent de l'ancienne abbaye.

Ce fut d'abord un monastère fondé, vers 550, par Wulfin, prince de sang royal, en un lieu près d'un long marais, et qui fut appelé pour cela *Longorotense monasterium*, appellation à laquelle fut joint le mot *albatorum*, parce que les religieux qui l'occupaient

étaient vêtus de blanc et qu'il fallait le différencier d'un autre monastère fondé dans les mêmes conditions dans le Berry et dont les moines étaient vêtus de noir.

Ce monastère fut appelé plus tard Saint-Laurent des-Aubats, Saint-Laurent-l'Abbaye, et monastère des saints Laurent et Hilaire, parce que les chanoines de Saint-Hilaire de Poitiers, y avaient des droits ainsi qu'en témoigne cette mention de la coutume du comté et bailliage d'Auxerre : « Les doyen et chapitre de Saint-Hilaire-le-Grand, de Poitiers, seigneurs de la terre et châtellenie à Longretz ». Ce serait le fondateur Wulfin qui leur en aurait fait don.

Au ^x^e siècle, Robert de Nevers, évêque d'Auxerre (1070-1084), érigea le monastère en abbaye et le remit aux chanoines réguliers de Saint-Augustin qui, depuis, entr'autres dons, reçurent de l'évêque de Nevers (Guy) l'église de Saints-Loup-et-Gildard qui, par la suite des temps, ne conserve plus que son second vocable, car ce qui nous est resté de la vie de saint Loup est bien peu de choses et tient plutôt à la légende. L'évêque de Nevers, par cette donation, avait pour but de rendre Saint-Gildard à sa destination première, car, par suite des vicissitudes de ces temps troublés par les guerres et les changements de propriété et les spoliations qui en étaient la suite, Saint-Gildard n'était plus qu'une paroisse et il redevint monastère lorsque quelques-uns des moines de Saint-Laurent vinrent en prendre possession. L'abbé de Saint-Laurent obtint, en 1147, du pape Eugène III une bulle confirmative dans laquelle se trouvent mentionnées, outre Saint-Loup et Saint-Gildard, les églises d'Urzy, de Saint-Martin-d'Heuille et d'Aubigny-le-Chétif.

Saint-Laurent fut le théâtre de la lutte entre Pierre

de Courtenay et Hervé baron de Donzy, pour la possession du comté de Gien : Pierre de Courtenay n'avait pas le droit pour lui, et ses alliés, les Cotte-reaux, qui venaient précisément d'exercer leurs déprédations sur l'abbaye de Saint-Laurent, n'étaient pas faits pour rendre sa cause plus recommandable. Il fut battu et même tomba au pouvoir d'Hervé. L'église fut entièrement ruinée (1199), ce dont saint Etienne et saint Laurent se vengèrent dans la même année et le propre jour de l'Invention du corps de saint Etienne, ainsi que le rapporte naïvement un vieux manuscrit cité par D. Viole : « *Anno 1099, in festo inventionis corporis B. protomartyris Stephani, contritus est exercitus Petri, comitis Nivernensis, cum omnibus baronibus et Coterellis; factum est apud abbatiam B. Laurentii ab Herveo, domino Donziaci, beatissimis Stephano atque Laurentio ipsum adjuvantibus, cujus omnino ecclesiam detruxerant* ».

Après les Cottereaux, les Armagnacs, qui, dans leurs guerres avec les Bourguignons, s'établirent à Saint-Laurent et enlevèrent les objets précieux qui excitaient leurs convoitises : « En l'an 1411, dit encore D. Viole, lorsque la guerre était plus échauffée entre les ducs d'Orléans et de Bourgogne, la même abbaye de Saint-Laurent, bien que fermée et environnée de bonnes murailles, fut surprise par Jean de Cabelonne (Jean de Chalon), frère du comte de Tonnerre, capitaine du château de Saint-Verain-des-Bois pour le duc d'Orléans, ainsi que les religieux, qui chantaient la grand'messe, lequel pillà tous les vaisseaux sacrez d'or et d'argent, chasses, reliquaires, calices, livres, couverts d'argent, grand nombre de riches ornements, et généralement tous les meubles du monastère et des habitants du bourg qui s'y étaient réfugiés. Et non content de cela, il emmena l'abbé et ses religieux et

six-vingts desdits habitants, liés et garottés, au château de Saint-Verain, dans l'espérance d'en tirer une grosse rançon ».

Au xvi^e siècle, ce fut encore pis et, en 1567, les hérétiques calvinistes achèvent l'œuvre de destruction sans que les abbés commandataires aient même fait le nécessaire pour loger les religieux, réduits à habiter pour la plupart chez les habitants. Pendant longtemps, la discipline y avait été gardée avec une rigueur particulière, mais elle se relâcha insensiblement, ce qui motiva l'intervention de l'évêque d'Auxerre et du Parlement. Des difficultés s'élevèrent aussi avec le chapitre de la cathédrale de Nevers, où Saint-Gildard, dépendance de Saint-Laurent, avait deux prébendes. Une transaction termina le procès. Saint-Gildard fut remis en toute propriété au chapitre de Saint-Cyr, qui abandonna en retour son droit de nomination aux cures de Saint-Trohé, d'Apremont et d'Avril-sur-Loire.

La fin de l'abbaye Saint-Laurent fut sans gloire ; aujourd'hui encore, ceux même qui en habitent les constructions les mieux conservées professent à son endroit la plus complète indifférence ; interrogez-les sur ce qu'ils savent de l'histoire du monastère, même pour l'époque la plus rapprochée de nous, demandez-leur certains détails sur les parties les moins accessibles de leur habitation, ils vous répondront : « A quoi bon ? Ce qui est passé est passé ; qu'y ferons-nous ? Il n'y a qu'à tirer le meilleur parti possible du présent ». Mais nous, qu'un penchant naturel attache fidèlement à notre devise *Revertimini ad antiquitatem*, nous nous étonnons que l'on puisse rester insensible au milieu de ces témoins si impressionnants du passé. Voici le portail en saillie, formé de quatre archivolttes cintrées, décorées de

têtes de clous en creux, de besants, de grecques, retombant sur un entablement autrefois soutenu par des colonnes qui ont été enlevées ; par compensation on y a accolé de misérables constructions ; la corniche au-dessus est garnie de modillons à petites volutes ; à droite et à gauche, se trouvent des baies cintrées, encadrées par des cordons de têtes de clous, qui éclairaient les bas-côtés ; une troisième baie s'ouvrait dans le haut du pignon.

Le clocher central avait chacune de ses huit faces percée de deux baies légèrement ogivales, festonnées de huit lobes, comme à La Charité, sous une achivolte décorée, conformément à un motif de décoration persistant, de tête de clous en creux et soutenue par des colonnettes d'un travail soigné. La façade permet encore de juger de cette disposition.

L'intérieur de l'église paroissiale actuelle n'a gardé de l'église abbatiale que le transept, avec travée du chœur et une chapelle du ^{xiii}^e siècle. C'est du reste à cette époque que les arcs en plein cintre ont été renforcés d'arcs ogivaux. L'ensemble des bâtiments conventuels formait un parallélogramme dont l'église occupait le côté sud, la demeure de l'abbé étant à l'ouest, la grange au nord, et les autres dépendances à l'est. Le cloître occupait le centre, c'est aujourd'hui le jardin du presbytère ; on y remarque une série très complète de corbeaux qui indiquent la disposition du cloître. Au-dessus, de petites ouvertures que les gens du pays, malgré leur indifférence systématique au sujet de la destination des différentes parties des bâtiments, disent avoir été celles de l'infirmerie ; nous inclinons à croire que c'étaient les cellules des moines, et qu'à l'extrémité devait se trouver une salle d'où les malades pouvaient suivre la messe. Le logis abbatial du ^{xvi}^e siècle, mais



Saint-Père-les-Cosne



Commanderie de Villemoisson

Clichés A. MARON

fortement remanié, est remarquable ainsi que la grange avec ses fenêtres gothiques.

L'aspect de ces beaux vestiges, dont aucune précaution, même commandée par l'intérêt, n'entrave la destruction quotidienne, inspire une sorte de mélancolie que favorisent les ombres approchantes du soir. C'est le moment de rentrer au logis et de se ragaillardir par des conversations d'où, décidément, toute tristesse est bannie. Irons-nous, après cela, jeter la pierre aux habitants de Saint-Laurent ?

TROISIÈME PARTIE

Cours. — Saint-Loup. — Saint-Verain.

Le lendemain, dès le matin, mais non toutefois sans avoir fait une visite complémentaire à Saint-Jacques, on se met en route pour la deuxième journée de l'excursion, qui sera beaucoup moins chargée que la première.

Quatre kilomètres et nous voilà à Cours-les-Cosne. L'église devait être considérable avant d'avoir été en partie détruite par les huguenots ; ce qu'il en reste, tout en ayant belle allure, offre l'aspect toujours pénible de quelque chose de tronqué. Les voûtes, fort élevées, possèdent des clés sculptées, dont l'une porte la date de 1531, celle de l'achèvement de l'église. Dans le chœur se trouve une statue d'une extrême élégance représentant saint Jean l'Évangéliste ; c'est un beau spécimen du commencement du xvi^e siècle. L'église renferme également un fragment d'une sculpture sur bois du xv^e siècle qui, dans son intégrité, représen-

tait la mort de la Vierge. Nous avons été assez heureux pour en prendre une photographie qui permet d'en apprécier l'intérêt, car c'est un morceau de choix ; le dessin et l'exécution sont tout à fait remarquables.

Dans la cour du presbytère, un puits mérite d'être visité ; dans sa forme conique trapue et avec son abri en tuiles, il a beaucoup de caractère.

Une courte distance nous sépare de Saint-Loup ; la situation pittoresque de ce bourg est rappelée dans deux des noms qu'il a portés naguère, *Sanctus Lupus in nemoribus* et *Sanctus Lupus juxta rupes* ; le cimetière en particulier, en amphithéâtre derrière l'église, dont il est séparé par la route, occupe un site qui attire et retient le regard.

L'église a été reconstruite à la fin du xv^e siècle, sauf le chevet, qui est resté du xiii^e ; au milieu se dresse une petite flèche en ardoise.

Nous y retrouvons, comme à Saint-Père et à Cours, un seul bas-côté du côté de l'Evangile, et les voûtes ont des arêtes sous-faitières ; les membrures retombent sur des consoles, dont plusieurs sont curieuses.

De Saint-Loup, nous gravissons, au hasard des sentiers ou de la route, la colline au sommet de laquelle se détache, bien campé sur l'horizon et heureusement encadré de verdure, un petit château qui mérite d'être vu de près, et dont l'aspect mi-seigneurial mi-bourgeois est des plus agréables ; c'était la maison de campagne des abbés de Roches.

Notre-Dame-de-Roches, paroisse de Myennes, fut fondée par les barons de Donzy et les seigneurs de Saint-Verain sous Hugues de Montaigu, évêque d'Auxerre. Après une existence mêlée de vicissitudes, au premier rang desquelles il faut noter les déprédations des protestants qui forcèrent les moines à se retirer à Cosne de 1567 à 1578, l'abbaye s'éteignit à la

Révolution, n'ayant plus que deux ou trois religieux, de trente qu'elle avait comptés.

La route, à partir de Saint-Loup et de son châtelet, est agréable à parcourir ; elle est légèrement accidentée et noyée dans une abondante verdure qui rappelle un peu le bocage vendéen et où apparaissent, de plus en plus nombreux, les *arbres à cidre*, avant-coureurs de la Puisaye. Tout à coup, non loin de soi, l'on aperçoit une tour dont la masse revêche occupe une énorme place dans le paysage, plutôt coquet et souriant, et plus près encore, à droite de la route, de larges pans de murailles apparaissent à travers la verdure qui a envahi leur gigantesque et bizarre ossature ; un instant, on perd de vue les ruines qui bientôt reparaissent, véritablement formidables cette fois ; ce sont des murailles effondrées, des aiguilles de pierres qui se dressent tragiquement vers le ciel, des avalanches de moëllons écroulés d'un bloc sans se désagréger et qui ont revêtu des formes fantastiques, c'est surtout le donjon dominateur et qui a conservé comme un air de défi. Le spectacle est saisissant ; il est étrange qu'il soit si peu connu, même des Nivernais ; combien de voyages lointains et coûteux n'offrent pas le même intérêt.

C'est que Saint-Verain fut une baronnie dont on peut mesurer l'importance en songeant qu'elle devint le siège d'une châtellenie dont le ressort s'étendait sur le territoire qui forme le canton de Saint-Amand, la partie nord du canton de Cosne et la partie nord-ouest du canton de Donzy, ainsi que sur plusieurs paroisses des départements du Loiret et de l'Yonne ; cent quatre fiefs en relevaient.

Saint-Verain trouve son origine dans un prieuré qui dut lui-même la sienne à l'établissement de moines institués pour garder les reliques de saint

Verain, évêque de Cavaillon, transportées dans le Donzinois au XII^e siècle ; nous nous retrouvons d'accord en cela avec le style de l'église.

Le saint dont on déposa les reliques en ce lieu n'avait pas été, de son vivant, sans contact avec le pays où devaient séjourner ses restes ; il s'était rencontré avec notre saint Arigle au Concile de Mâcon en 585, et en 589, à Poitiers, au monastère de Sainte-Radegonde, à l'occasion des troubles suscités par Chrodield, fille du roi Caribert.

Aussi bien, les reliques du saint évêque n'auraient pu être placées en un lieu où elles fussent entourées de plus de vénération ; de nombreux pèlerinages s'y établirent parmi lesquels nous pouvons citer Pouilly, La Charité, Neuvy, Cosne et Entrains. Mais entre tous les dévôts à saint Verain, Nevers tient la première place ; la ville s'était mise officiellement sous sa protection et il faut croire que le pacte conclu fut tenu fidèlement de part et d'autre, car il tint longtemps. En 1584, nous voyons une procession de Saint-Cyr de Nevers à Saint-Silvain, hors la porte de la Barre, pour de là aller à Saint-Verain en pèlerinage, prier Dieu par l'intercession de ce saint, qu'il lui plaise apaiser son ire et faire cesser la peste de laquelle cette ville avait été et était misérablement affligée depuis deux ans et demi.

En 1499, nous relevons un compte de 47 livres tournois à Lucas Lyonnet, marchand et ouvrier de cire, pour sept-vingt et une livres de cire par lui mises en chandelle « de l'enceinte et circuit de la ville » sur quatre roues (1), pour les vœux faits par la ville à

(1) Les quatre cierges de longueur du circuit de la ville, pesaient chacun 35 livres 1/4 ; ils étaient enroulés, comme un cordeau, sur une roue ou cercle large avec rebord, et présentaient environ la grosseur de la bougie de poche connue actuellement sous le nom de *queue de rat*.

M^{rs} St.-Sébastien de Montbeugny, à la vraie croix de Bourbon-l'Archambault, à M^{rs} Saint-Verin-des-Boys et M^{rs} Saint-Anthoine-lez-Nevers, afin qu'ils fussent intercesseurs envers Notre-Seigneur Jésus-Christ pour la cessation de la peste.

En dehors de ces pèlerinages, qui avaient lieu aux moments de détresse, la ville de Nevers donnait un témoignage de sa constante dévotion par la fondation d'une messe mensuelle, et nous trouvons, dans les comptes de la ville pour l'année 1613, quittance de messire Jean Garnet, prêtre-curé de Saint-Verain, de la somme de 10 livres tournois pour la messe qu'il célèbre, depuis un an, chaque mois, à l'intention des habitants de Nevers ; à la quittance est joint le certificat, en date du 16 mai, des officiers de monseigneur, en sa baronnie de Saint-Verain, attestant que vénérable et discrète personne messire J. Garnet a célébré, chacun mercredi de chacun mois, depuis un an, la messe en la chapelle dudit Saint-Verain, sise hors la ville.

Cette pieuse coutume fut religieusement observée, car, en 1742, la ville délivre au sieur Brière, curé de Saint-Verain-les-Cosne, 270 livres pour vingt-sept années échues à la fin décembre 1741 de la rente à lui due pour les messes célébrées en son église par suite du vœu de la ville.

De plus, la chapelle située dans l'enceinte du château était entretenue, au moins en partie, aux frais de Nevers qui donnait, en 1598, à Marceaul Vacherin 6 écus pour vitres aux fenêtres de mons. saint Verain, audit lieu de Saint-Verain. Parmi les autres dépenses d'aménagement et entretien dont nous trouvons la trace dans les comptes de la ville, nous en relevons une d'importance : 30 livres tournois, en 1627, à un maître charpentier de Saint-Verain pour réparations à la chapelle.

Les reliques de saint Verain, objet d'un culte si touchant, furent profanées en 1793, mais elles furent recueillies par de pieux fidèles et, longtemps après, M^{re} Dufêtre les reconnut avec le luxe de précautions usitées en pareil cas et en constata la parfaite authenticité.

Notons, pour être complet, que le corps de saint Verain, déposé à l'origine comme nous l'avons indiqué, avait été transporté, au XIII^e siècle, à Gergeau-sur-Loire, probablement à cause des guerres qui désolaient continuellement le pays ; mais une portion considérable en avait été conservée.

*
* *

Les ruines de Saint-Verain offrent tous les genres d'intérêt : le simple touriste, en quête de pittoresque inédit, en remportera une impression inoubliable ; l'archéologue y peut étudier, dans l'application des meilleures règles, le type achevé des châteaux-forts du moyen âge.

Au sommet d'un mamelon, le donjon dresse son énorme masse. Les murs, très épais, sont percés, dans leur profondeur, de conduits que le Congrès archéologique de France, réuni à Nevers en 1851, a reconnus pour des communications acoustiques et qui ne seraient, d'après M. de Soultrait, que des moules de chainages en bois. Cinq tours défendaient le donjon.

A l'abri et au pied du donjon et de ses défenses, se trouvait le château proprement dit, c'est-à-dire l'habitation du baron et la chapelle, construite en 1576 et rebâtie en 1608 par les échevins de Nevers en exécution d'un vœu ; elle n'a disparu entièrement qu'au commencement du XIX^e siècle. C'était, en dehors du

donjon, la première enceinte que défendaient de nombreuses tours.

La deuxième enceinte comprenait les dépendances du manoir féodal ; le dernier vestige qui en ait subsisté est la maison de justice du ^{xiii}^e siècle, dont l'intérieur, qui n'était pas dénué d'intérêt, pouvait encore être visité en 1876, d'après l'*Annuaire de l'Yonne*, qui a publié un important et intéressant article de M. Charles Blanché.

Enfin la ville, avec laquelle on communiquait par une porte qui a grande allure, ainsi qu'on peut encore en juger par la photographie que nous avons réussi à prendre. L'enceinte était flanquée de quinze tours et percée de trois portes. Les murs de cette troisième enceinte sont les mieux conservés, bien qu'ils aient servi abondamment à la construction des maisons du village. La maçonnerie, composée d'un blocage de silex noyé dans le mortier, est d'une telle solidité qu'elle ne se désagrège pas ; de temps à autre, sous l'effort du temps ou sous la main de l'homme, des pans s'effondrent tout d'une pièce, et les déchirures qui en résultent affectent des formes bizarres et déconcertantes ; on dirait parfois du profil tourmenté de certaines montagnes.

De même que les vestiges imposants de Saint-Verain nous donnent une des images les plus complètes que l'on puisse trouver actuellement, en France, d'une forteresse féodale, de même l'histoire de ses seigneurs fait revivre la vie du moyen âge dans ce qu'elle a de plus caractéristique. Il ne peut s'agir d'étude historique dans ce simple récit d'une promenade d'exploration ; mais voyez cette scène du début du ^{xiv}^e siècle :

Le baron Erard, assisté du comte de Sancerre, Dreux de Mello, Miles de Noyers, sénéchal de Champagne et de Brie, défait le puissant Oudard, sire

de Montaigu, cadet de la maison capétienne des anciens ducs de Bourgogne, secouru par le Dauphin d'Auvergne, les trois frères de la seigneurie de Vienne et Béraud de Mercœur, qui tombe entre ses mains. Mais les fumées du triomphe ne se sont pas dissipées que les redoutables murailles, qui dédaignent les assauts furieux des hommes d'armes, s'ouvrent devant la verge fleurdelysée des sergents royaux que Philippe-le-Bel a dépêchés auprès des seigneurs assez osés pour régler leurs différents sans l'agrément du roi, et les vainqueurs vont à leur tour en captivité. Par là, se marquent les progrès du pouvoir royal, jadis si précaire, et la décadence de la puissance féodale, qui eut cependant quelques revanches passagères, lorsque, par exemple, en 1315, une ordonnance « octroya à tout noble homme les armes et les guerres quand il lui plairait ». Comme les choses changent d'aspect, selon le point de vue sous lequel on les envisage ! Notre instinct démocratique nous porte à applaudir aux progrès de la puissance royale, car les petits souffraient terriblement des luttes entre les grands, et c'est pour la protection des gens paisibles et des cultivateurs que le grand roi saint Louis avait publié son édit de 1257 sur les guerres privées.

Nous ne pouvons songer à ce règne de saint Louis sans nous rappeler ce que ces temps, si calomniés par l'ignorance ou la mauvaise foi, eurent de glorieux et de fécond ; ils marquèrent, pour les habitants de Saint-Verain, un événement heureux et bien digne d'être noté : En 1259, Hugues de Saint-Verain et Isabeau, sa femme, d'accord avec l'évêque d'Auxerre, déclarent « quitter à perpétuité la mainmorte et tel droit qu'ils pouvaient avoir sur les bourgeois, manants et habitants de Saint-Verain-les-Boys, en quelques lieux qu'ils fussent, pour raison de ladite mainmorte... » Ce

fut la charte des habitants de Saint-Verain et l'origine de leurs franchises.

C'était l'époque des croisades, et aucune pièce historique ne relate, que nous sachions, la participation de Saint-Verain ; mais les noms de Jéricho, Bethléem, Jérusalem, Nazareth qu'ont retenus des fermes ou des hameaux, ne permet pas de penser que les ancêtres des habitants de ces contrées soient restés indifférents à la croisade prêchée par saint Bernard au temps de Gibaud, l'un des plus illustres seigneurs de Saint-Verain, homonyme de celui qui, cent ans plus tôt, fonda la formidable forteresse.

On ne songera sans doute pas à s'étonner que les seigneurs de Saint-Verain n'aient pas toujours fait de leur puissance un usage digne d'être approuvé. En 1411, ainsi que nous l'avons vu précédemment, Jean de Chalon, capitaine du château de Saint-Verain pour le duc d'Orléans, détruisit l'abbaye de Saint-Laurent et emmena prisonniers les religieux et les habitants, ce qui ne lui porta pas bonheur, non plus d'ailleurs qu'à Pierre de Courtenay et à ses Cottereaux, car « environ ce temps-là, dit D. Viole, le château de Saint-Verain, qui était l'une des plus fortes places de Bourgogne, fut démoli en sorte qu'il ne subsiste plus aujourd'hui que par ses ruines qui donnent témoignage de ce qu'il a été autrefois ».

Ce furent les guerres de religion qui portèrent le dernier coup à Saint-Verain ; en 1576, une armée de Suisses et d'Allemands, la prétendue Réforme pactisa toujours avec les étrangers, s'empara de la place moitié par force, moitié par artifice, et massacra la garnison avec les habitants de la ville qui s'y étaient réfugiés. Ce fut la fin, et Saint-Verain ne joua plus depuis aucun rôle ; au x^v^e siècle, la baronnie avait disparu, absorbée par le comté de Nevers ; au

xvi^e siècle, la ville bourgeoise était anéantie par la guerre civile. Il ne resta plus que la chapelle et l'église avec les reliques qui attirèrent longtemps encore la population. C'est l'idée religieuse qui avait présidé à la fondation de Saint-Verain ; c'est elle qui la soutint jusqu'au bout. Eternelle leçon éternellement méconnue !

L'église, du style roman de transition, offre plusieurs des caractères de l'architecture cistercienne, sans doute à cause du voisinage de Roches, filiation de Cîteaux. Au temps où M. de Soultrait en a fait la description dans son classique *Répertoire archéologique*, la fenêtre centrale du chevet était bouchée ; elle a été depuis réouverte et garnie d'un vitrail du xiii^e siècle, retrouvé en démolissant la maçonnerie qui remplissait la baie. Pourquoi ce commencement de restauration n'a-t-il pas été continué ? le presbytère lui-même est inhabitable, ce qui prive la paroisse d'un curé... Situation déplorable à tous égards.

C'est à Saint-Verain que se fit la dislocation de la caravane qui n'était, du reste, pas nombreuse, puisqu'elle ne comptait que six personnes. Un plus grand nombre d'excursionnistes étaient inscrits, mais des empêchements, des plus sérieux, étaient survenus à la dernière heure. Si tout autre historiographe avait été chargé de la relation, il n'aurait pas eu de peine à démontrer à quel point les absents ont eu tort.

ALBERT MARON.

Le travail qui précède était complètement terminé lorsque M. l'abbé Camus, vicaire à Saint-Jacques de Cosne, à l'obligeance duquel nous devons déjà d'utiles renseignements, nous fit parvenir de nouveaux documents dont nous avons tiré ce qui suit :

CHAPELLE SAINT-FIRMIN

Il y avait, à côté du pont Saint-Agnan, à Cosne, vis-à-vis l'Hôtel-Dieu, une chapelle dont il ne reste depuis longtemps aucun vestige et qui a même complètement disparu de la mémoire des hommes ; il appartient à l'archéologue et il lui plait de réparer de tels oublis.

Aussi bien, deux siècles et demi se sont écoulés depuis la destruction accidentelle de cet oratoire : « Le 23 février 1658, lit-on dans les registres de la paroisse, la rivière du Noin (remarquons cette orthographe qui donne bien la prononciation usuelle), qui passe entre la ville et le faubourg Saint-Agnan de cette ville de Cosne, fut si violente et furieuse qu'elle abattit le pont, emporta la maison de Talbon, de Garnier, de M. Vaillant, de Mlle Guyon, des Trois-Rois, et plusieurs autres avec tous les meubles qui étaient dans lesdites maisons, de plus elle abattit et engloutit la chapelle Saint-Firmin, la moitié de l'Hôtel-Dieu, et fit une grande brèche à la chaussée qui est entre ladite rivière de Noin et celle de la Loire, et plusieurs autres ravages qui montent pour le moins à la somme de 150,000 livres ».

Le curé de cette époque, M. Tolleron, ajoute en marge cette curieuse mention : « Pour comble de malheur, l'année suivante (1659), le premier jour d'août, un méchant garnement du nom de Duplay, suppôt des partisans Maltoutiers et Gabeloux, vint encore dans

cette ville, envoyé par ces ennemis du peuple et de l'Etat, et il ruina entièrement la ville et ses habitants, sans sujet et sans cause ». Cela ne donne pas une haute idée de la façon dont l'impôt se levait à Cosne à cette époque ; il serait curieux de connaître des détails sur l'expédition de « ce mauvais garnement ».

Quelque trente ans plus tard, la chapelle, quoique détruite, était encore présente, du moins par quelques vestiges, aux yeux des habitants, et la cent quarantième reconnaissance du terrier de Cosne, composée en 1683, fait mention d'une maison située proche le pont du faubourg Saint-Agnan, par le devant du grand chemin de Paris à Lyon, d'autre part à la rivière du Nohain, passant sous ladite maison, d'autre à une ruelle de la chapelle Saint-Firmin.

Mais cinquante ans plus tard, la pauvre chapelle ne vit plus qu'à l'état de souvenir déjà bien effacé ; le 11 mars 1739, les officiers du bailliage de Cosne firent sous le bon plaisir de Monseigneur, un bail au sieur François Gandré, contrôleur des actes, d'un terrain, dépendant d'une petite maison située vis-à-vis de l'Hôtel-Dieu de Cosne, derrière l'endroit où était autrefois la chapelle de Saint-Firmin.

Depuis, c'est la nuit noire de l'oubli total : M. Leboeuf qui, dans son *Histoire ecclésiastique et civile d'Auxerre*, publiée en 1743, n'a omis aucune des églises et chapelles de Cosne, ne parle pas de celle de Saint-Firmin. Il faut du reste penser que cet oratoire n'avait jamais été très important, car un sieur Duplessis qui, dans son testament du 15 août 1504, avait été fort exact à faire des legs à chacune des églises de Cosne, et même à quelques-unes des environs, ne fait aucune mention de celle de Saint-Firmin. L'exiguité de la chapelle a du reste seule permis qu'elle fût engloutie par une rivière telle que le Nohain ; en tout cas, il

était grand temps, ce nous semble, d'interrompre la prescription de l'oubli qui paraissait en bonne voie de s'acquérir.

CHAPELLE NOTRE-DAME-DE-GALLES

M. Lebœuf, auteur de l'ouvrage plusieurs fois cité précédemment, conteste l'antiquité et l'origine généralement admises de ce sanctuaire ; il se fonde sur ce qu'à l'époque où il écrivait, c'est-à-dire vers le milieu du XVIII^e siècle, il n'y avait rien dans l'édifice qui remontât à plus de deux cent cinquante ans. Il n'en est pas moins vrai que cette chapelle existait antérieurement à l'évêque Humbault, puisqu'il est dit que ce prélat l'orna et l'enrichit. Un autre évêque d'Auxerre, F. Cassinel, porta en 1385 un règlement qui disposait que toute la cire offerte dans la chapelle de Notre-Dame-de-Galles appartenirait au chancre de la collégiale de Cosne.

La date la plus lointaine qu'admettrait M. Lebœuf serait celle de l'épiscopat de Jean Baillet (1477-1513), car il signale les armoiries de cet évêque en plusieurs endroits de la chapelle, savoir au-dessus du grand portail et à plusieurs vitraux ; l'édifice est effectivement du style de cette époque, mais ce pourrait être la date de la restauration ou de la réédification. En tout cas, la chapelle, dont l'existence antérieure est démontrée, comme nous venons de le voir, eût été située ailleurs, ce qui n'est guère probable, car on n'en a jamais relevé les traces et il n'en est parlé nulle part.

Un certain nombre de chapelains étaient attachés à ce sanctuaire ; le testament précité du noble homme Duplessis accorda un écu d'or à cinq d'entre eux :

messires Martin Roux, Vincent Pailleron, Louis Caillot, Jacques Cotaud et Jacques Belin.

La dévotion à Notre-Dame-de-Galles semble avoir été assez suivie, car, malgré la pénurie de documents conservés à Cosne, nous voyons encore Jacques Bailly, marchand en ladite ville, léguer, par testament en date du 27 octobre 1699, à la fabrique de Cosne, en considération de ce qu'il sera inhumé en la chapelle de Notre-Dame-de-Galles, le bien à lui appartenant, sis au lieu de Parigny, paroisse d'Alligny, consistant en bâtiments, demeure, cours, jardins, chenevières, terres labourables et non labourables, prés et pâtures, le tout ainsi que le dit bien se poursuit et comporte à la charge par les procureurs fabriciens de l'église Saint-Jacques de faire dire annuellement et à perpétuité une messe basse de *Requiem* dans la chapelle de Notre-Dame-de-Galles. Le même testateur ordonne qu'il sera placé dans la chapelle une tombe sur laquelle seront inscrits son nom, le jour de son décès, son âge et ladite fondation. Il veut aussi qu'il soit placé, vis-à-vis de sa tombe, une épitaphe sur laquelle seront inscrits en lettres d'or ladite fondation et son testament. Ses volontés furent fidèlement exécutées et, dans les derniers temps, alors que la chapelle était profanée et tombée à l'usage d'écurie, on pouvait encore lire l'inscription, bien qu'elle eût été grattée et endommagée.

La chapelle de Notre-Dame-de-Galles était, en effet, devenue l'écurie de l'hôtel du Grand-Cerf ; plusieurs démarches furent faites pour la sauver en la mettant sous la sauvegarde soit de l'Etat, soit de la commune ; deux préfets donnèrent même les meilleures assurances ; mais la lenteur des formalités administratives et l'indifférence du conseil municipal ne permirent

pas d'aboutir. En 1897, la façade de la chapelle fut démolie pour cause d'alignement.

Les beaux vitraux des verrières de l'abside, qui représentaient la généalogie de Notre-Seigneur Jésus-Christ, se dispersèrent chez quelques amateurs. L'église de Saint-Père acquit, on ne sait comment, quelques pièces qui furent mises en place avec le soin et l'intelligence que nous avons vus.

LE PALAIS ÉPISCOPAL

Il paraît que l'emplacement où se trouvait le palais épiscopal bâti par l'évêque Humbault, à la fin du ^x^e siècle, a été l'objet de vives discussions locales ; il ne paraît cependant y avoir aucun doute à cet égard ; un dénombrement fait au ^{xvii}^e siècle mentionne « l'ancienne maison épiscopale où est contenu l'auditoire » et différents autres textes plus anciens, où se trouvent des références topographiques, confirment cette indication suffisamment catégorique d'ailleurs par elle-même.

Le palais épiscopal devint tour à tour couvent, palais de justice, et hôtel de ville jusqu'à la construction de la mairie actuelle.

L'HOTEL-DIEU

L'origine de cette maison, située sur la paroisse Saint-Agnan, ne nous est pas connue ; nous savons seulement que l'Hôtel-Dieu existait déjà au début du ^{xvi}^e siècle, puisqu'en 1504, Claude Duplessis lui laissait par testament diverses libéralités ; il y existait une chapelle que le pieux donateur n'eut garde d'oublier.

Les Sœurs de la Charité de Nevers ont commencé à desservir l'Hôtel-Dieu de Cosne en 1782, et sœur Praxède Bernard fut leur première supérieure. La

maison avait alors un peu plus de 1,300 livres de revenus placés en rentes sur l'Etat et administrés, sous le titre de *Dot des Pauvres*, par les échevins, les deux curés et quelques notables.

Ainsi que cela se pratiquait couramment sous l'ancien régime, à l'assistance publique était jointe l'instruction ; dans plusieurs documents des premières années du XVIII^e siècle, il est question de subventions municipales à l'école des filles établie à l'Hôtel-Dieu.

LA MALADRERIE DE COSNE OU HERMITAGE

Il est possible, mais non pas certain, que ce soit de la chapelle de la maladrerie de Cosne qu'il est question dans un accord, de l'année 1212, entre Hervé de Donzy, seigneur de Gien, et l'évêque d'Auxerre, mais elle existait sûrement au XIV^e siècle, car elle est nommée dans un pouillé du diocèse d'Auxerre, rédigé suivant les traditions et usages du XV^e siècle, ainsi qu'en fait foi la copie écrite en l'an 1535 : *In leprosarîa Conadæ est quædam capellania cujus collatio pleno jure pertinet ad Dominum episcopum, nec revocabilis ad nutum*. Ce qui n'empêcha pas le duc de Nivernais, en l'année 1675, de comprendre, dans l'énumération des droits généraux dépendant de son château de Cosne, la collation et entière disposition de la chapelle de Saint-Lazare, « ancienne fondation de nos seigneurs les Ducs et Comtes de Nevers ».

Cette léproserie, encore occupée en 1504 par des ladres, objet des inépuisables libéralités testamentaires de Claude Duplessis (une rue de Cosne porte-t-elle au moins son nom ?), fut réunie à l'Hôtel-Dieu à une époque indéterminée. Les biens qui en dépendaient n'étaient pas très considérables, si l'on en juge par certains baux du XVIII^e siècle sans grand intérêt.

LES BÉNÉDICTINES DE COSNE

En l'année 1649, Pierre de Broc, évêque d'Auxerre, ayant fait revenir les bénédictines d'Auxerre de Charentenet, leur maison de campagne, où elles s'étaient retirées depuis les guerres de la Ligue, les engagea à prendre la réforme du Val-de-Grâce, en même temps qu'elles rentraient dans leur monastère de Saint-Julien qui venait d'être rétabli à neuf. Une des religieuses qui avait le plus contribué alors à ladite réforme établit peu de temps après, sous la même règle, une communauté au faubourg Saint-Agnan de Cosne, sous les auspices du prélat. Nicolas Colbert, qui occupa le siège épiscopal d'Auxerre de 1670 à 1676, fit fermer par de hautes murailles le monastère des bénédictines créé en 1665.

En 1722, il y avait huit religieuses : dames Françoise de Blutteau, prieure perpétuelle ; Madeleine Billacois, sous-prieure ; Marie Lefèvre, Claudine Guérin, Marie de Jouvart, Elisabeth Renaud, Françoise Saujet et Marguerite Maillard. Etaient prieures en 1678, dame Marie de la Barre et, en 1738, dame Marguerite Dargouges de Grateau.

Les bénédictines de Cosne embrassèrent les idées jansénistes, sous l'influence de leur directeur spirituel, M. Rigault, curé de Saint-Père, qui professait ces doctrines, ainsi qu'un bon nombre des prêtres du diocèse ; malgré la défense formelle de l'évêque qui leur avait interdit de recevoir M. Rigault, les bénédictines s'obstinèrent dans leur erreur et ne paraissent pas même, dans leur désobéissance, avoir gardé les formes ; elles crurent, sans doute, de leur honneur de rester fidèles à leur directeur, sujet à ce que

les jansénistes, dangereux novateurs dans l'Eglise, appelaient la persécution.

A la Révolution, le couvent des bénédictines subit le sort commun des biens nationaux et fut longtemps occupé par un pensionnat; un moulin sur la rivière de Nohain en dépendait.

Tels sont les renseignements qui nous ont été fournis depuis le jour où la partie principale de ce travail a été soumise à la *Société Nivernaise*; ils intéresseront particulièrement les habitants de Cosne, mais ils ne sont pas dépourvus d'un intérêt plus général et d'ailleurs plus l'histoire locale sera connue dans ses détails, plus nous arriverons à connaître et surtout à comprendre l'histoire provinciale et générale.

A. M.

LA TAILLE ET LA CAPITATION

DANS LA

PAROISSE DE CHAMPVERT EN 1779

Au nombre des impôts qui, de l'époque féodale à la Révolution, pesèrent lourdement sur le peuple, figurent la *taille* et la *capitation*.

Nous dirons un mot de chacune de ces redevances avant d'aborder l'examen d'un *Rôle* dressé, en 1779, par les collecteurs de la paroisse de Champvert.

Taille. — La *taille*, établie par Charles VII, fut, à l'origine, uniquement affectée à l'organisation des troupes permanentes ; mais cet impôt, ayant ensuite changé de destination, fut remplacé, en 1549, par une redevance spéciale à l'entretien de l'armée : le *taillon*, ou annexe de la *taille*.

La *taille*, ou impôt foncier, pouvait être *réelle*, *personnelle* ou *mixte*. Dans le premier cas, on la percevait sur les meubles et les immeubles ; en second lieu, elle était due par les industriels, commerçants et artisans, en raison de leur travail ; enfin, elle frappait simultanément les terres et les revenus.

De plus, elle était arbitraire puisque la somme à payer — dépendant du bon plaisir du roi et n'étant pas toujours calculée sur le revenu ou la valeur des biens — pouvait varier d'une année à l'autre.

Enfin, contrairement à toute justice, les nobles, le clergé et les magistrats qui avaient acheté leurs

charges, étaient exempts de cet impôt, fixé chaque année par le roi, ses conseillers ou ses ministres, puis réparti entre les provinces (1).

Dans celles-ci, le rôle était dressé par les Etats ; et, dans les pays d'Election, par les intendants. Puis, les collecteurs, ordinairement choisis par les habitants assemblés (2), taxaient chaque individu selon ses moyens présumés et percevaient ensuite l'argent (3).

Mais cette répartition n'ayant point de base fixe, intendants et collecteurs pouvaient soulager ou charger qui bon leur semblait (4).

La besogne de ces receveurs improvisés était d'ailleurs compliquée et très délicate ; et, bien que l'instruction, le prestige ou l'indépendance leur fissent généralement défaut, ils étaient responsables du montant total du rôle qui leur était remis (5).

Il fallait donc que toutes les sommes qui y figuraient fussent entièrement acquittées ; aussi le poids de cet impôt — établi d'après le nombre des feux — retom-

(1) Cela s'appelait « délivrer le brevet ».

(2) Si l'Assemblée n'en désignait point, ils étaient nommés d'office par les intendants.

(3) Les collecteurs s'assemblaient généralement au cabaret afin de décider entre eux le chiffre à fixer pour chaque habitant ; mais ils restaient souvent plusieurs mois sans se mettre d'accord. Quand le recouvrement était décidé, ils sortaient tous ensemble pour procéder à la levée de l'impôt, et cela, afin d'éviter les injures et les coups. Il leur arrivait même, en parcourant les rues de se rencontrer avec les collecteurs de l'année précédente, qui n'avaient point encore achevé leur recouvrement, tellement leur passage soulevait d'imprécations et de cris de la part des paysans.

(4) Cette latitude fut la cause d'injustices regrettables ; on voyait, en effet, des paroisses riches, possédées ou protégées par de hauts fonctionnaires ou de grands seigneurs, moins frappées que certaines communautés pauvres, dépourvues d'influences.

(5) Au milieu du xvii^e siècle, les collecteurs de certaines paroisses avaient pour rôle *un bâton carré de deux doigts de large, long de deux aunes*, sur lequel ils faisaient des crans au couteau pour indiquer les sommes dues et les paiements effectués.

bait-il lourdement sur les cultivateurs indépendants et les petits artisans.

Cela explique pourquoi certains taillables cherchaient à se faire croire plus pauvres qu'ils ne l'étaient réellement, simulant la misère pour payer moins ou versant des acomptes dérisoires (1).

Et, s'il arrivait que des paysans paient mal ou pas du tout et que les collecteurs refusent de parfaire le montant de leur rôle, on emprisonnait ces derniers sans pitié (2).

« C'est ainsi, disait avec raison Turgot, qu'on réduisait successivement à la misère toutes les familles aisées d'un village ».

Capitation. — Quant à la *capitation*, ou cote personnelle, elle devait être calculée sur le revenu de chacun ; mais le clergé s'en fit exempter en versant une somme égale à la contribution de six années.

De leur côté, les nobles obtinrent que leur part de cet impôt serait déterminée par l'intendant ; celui-ci les taxait donc d'office ou plutôt, par politesse, il acceptait l'évaluation faite par les seigneurs eux-mêmes, lesquels, cela se conçoit, se taxaient modérément.

(1) Quand l'intendant trouvait trop lente à son gré la rentrée des impôts, il envoyait dans la paroisse une escouade d'huissiers et de sergents ; mais comme souvent on payait la course des uns et qu'on faisait boire les autres, ils repartaient sans avoir inquiété personne. Il en était quelquefois de même à plusieurs reprises, ce qui constituait pour la paroisse une certaine dépense. A la fin cependant, l'intendant se fâchait ; alors les huissiers retournaient au village, saisissant tous les bestiaux sans s'occuper qui avait ou n'avait pas payé, les habitants étant solidaires entre eux. Quand la vente des animaux ne suffisait pas, on enlevait les meubles des malheureux, malgré leurs lamentations ; on décrochait même les portes et les volets de leurs cabanes, démolissant celles-ci au besoin pour en vendre les briques et les poutres.

(2) C'était encore aux frais des habitants que les huissiers faisaient mettre en prison les collecteurs, qui n'en sortaient que malades et ruinés pour faire place à d'autres l'année suivante.

C'est ainsi que cette redevance fut versée presque exclusivement par le peuple, sous le nom de *capitation taillable* (1).

Voyons maintenant comment, dix ans avant la Révolution, la taille et la capitation se répartissaient entre les habitants de Champvert.

Le rôle que nous allons examiner fut dressé le 18 mars 1779 (2). Des trente-deux feuillets rectangulaires, cotés et paraphés, qui le composaient jadis, les douze premiers ont disparu complètement avec la moitié de la couverture (3) ; les dix feuillets suivants sont à demi rongés par l'humidité et la dent des rats ; le reste est à peu près intact.

Le montant de la *taille* est porté au *verso*, et le chiffre de la *capitation* au *recto* de chaque feuillet. Ces deux mots se répètent en haut et dans la marge de chaque page correspondante où on a également inscrit l'argent versé.

Le total des sommes à percevoir est fait en livres et en sols au bas de chaque page et sans report. Les noms des *taillables* ont été biffés après le paiement intégral, certains d'entre eux s'étant acquittés en trois fois.

Les parties restées intactes des feuilles 12 à 19, indiquent que les *taillables* étaient groupés par villages, et ceux-ci, inscrits au hasard, sans ordre alphabétique.

Dans cette énumération, on rencontre en sous-titre : *La Machine* ; ce lieu, alors de peu d'importance, dépendait de la paroisse de Champvert.

(1) A. RAMBAUD, *Histoire de la civilisation française*.

(2) Nous en devons la communication à l'obligeance de M. Louis Roblin, des Nolats, qui l'avait découvert dans les intéressantes archives de feu son père, lequel fut longtemps adjoint de la commune de Champvert.

(3) Cette couverture était un acte de bordelage sur parchemin dressé au *xvii^e* siècle, et relatif à des héritages situés à Champvert.

Les « biens venants » (1), qui s'appliquent à cinq taillables, sont au feuillet 32 ; leur montant s'élève à 11 livres 16 sols pour la taille, et à 12 livres 19 sols pour la capitation.

C'est à la suite de ces totaux que se trouvent ces deux mentions :

« Exempt : M. le Curé.

» La paroisse est composée de cent quatre-vingt-dix-huit cottes ou feux ».

Puis on lit cette formule, également répétée à la page suivante, avec la variante du mot *capitation* : « Fait, calculé et arrêté le présent rôle de *taille*, qui est conforme à la commission, en présence des collecteurs qui ont déclarés ne sçavoir signer de ce enquis (2). A Decize, ce 18 mars 1779 » — Signé, *Decray*, avec paraphe, et au-dessous le mot : *Scribe*.

Vient enfin le *visa* de l'écu préposé à la vérification du rôle, ce qu'il constate simplement pour la *capitation* par ces mots : « *Vérifié le 29 mars 1779* », suivis de sa signature, tandis qu'au bas du feuillet 32 — le dernier du rôle de la *taille* — il inscrit cette longue mention : « Vu, calculé, cotté, paraphé, le présent rôle trouvé conforme en la minute et monter aux sommes portées par la commission, dont nous permettons la levée, à l'effet de quoy le déclarons exécutoire contre les y dénommés, non obstant opposition ou appellation quelconque et sans y préjudicier, après néanmoins publication faite diceluy a lissue de la messe ou vespre de

(1) Il s'agit évidemment des habitants les *derniers venus* dans la paroisse pour s'y fixer.

(2) En présence de cette déclaration, on est tenté de se demander comment ces collecteurs illettrés pouvaient percevoir les sommes portées au rôle et les inscrire en marge où il est facile de constater des écritures différentes, ce qui laisserait supposer que plusieurs d'entre ces collecteurs eurent le rôle entre mains.

paroisse, du jour de dimanche ou feste. Fait par nous, conseiller du roy eslu, à Nevers, le 29 mars 1779. » — Signé : *Ferrand de la Forest*, avec paraphe semblable à celui qui accompagne la cote de chacun des feuillets du rôle.

A cet examen de la disposition matérielle du registre, il convient d'ajouter celui, non moins intéressant, des documents qu'il renferme, ces derniers pouvant servir non seulement à l'histoire de Champvert et de La Machine, mais encore de terme de comparaison pour l'assiette de la *taille* et de la *capitation* dans d'autres paroisses.

Ce rôle indique que le second impôt était plus élevé que le premier. On y rencontre, en outre, un certain nombre de noms, qui sont ceux de familles habitant encore actuellement Champvert ou La Machine. L'indication du domicile, de la profession exercée et des biens dont ils jouissaient alors, présente aussi son utilité au point de vue de l'histoire locale.

De ce rôle, nous avons donc extrait les notes qui nous ont paru les plus intéressantes :

	Taille.	Capitation.
	—	—
Le n ^o Jollivot, manoeuvre de la thuillerie de Riéjot ; lad. thuillerie appartenant à M. de Verneuil (1), de laquelle dépendent 2 boisselées (2) de terre, jardin, chenevière	8 ^l	8 ^l 16 ^s
Le n ^o Brelin, laboureur au domaine de Villecray	39 ^l 15 ^s	43 ^l 10 ^s

(1) M. de Maumigny, seigneur de Verneuil.

(2) La boisselée de Decize était alors de 6 ares 384 et le boisseau de 1 décalitre 361. (GILLET, *Annuaire* de l'an X.)

Le n ⁶ Bourdin, jouissant du moulin à M. de Verneuil, où il y a un petit jardin et une chenevière.....	35 ^l	39 ^l 17 ^s
Claude Gelé, marteleur à la forge du Ruau Gaillard (1) et colecteur; lad. forge à M. de Verneuil.....	8 ^l	8 ^l 16 ^s
Jehan Mathé et consorts, logés dans les chambres de lad. forge.	20 ^s	22 ^s
Claude Boulizon, laboureur au domaine du Port.....	45 ^l 2 ^s	49 ^l
Berger, pontonnier, jouissant du port, avec une petite maison et jardin appartenant à M. Meynis.....	7 ^l 4 ^s	7 ^l 18 ^s
La v ^{re} Antoine Ciron, en maison de loyer appartenant à M. Meynis.....	2 ^l 4 ^s	2 ^l 8 ^s
Le s ^r Maheux, propriétaire à Roueterre (2), possède une maison et un grand jardin.....	21 ^l 8 ^s	23 ^l 11 ^s
Le n ⁶ Joly, laboureur au domaine de Roueterre.....	55 ^l 4 ^s	60 ^l 16 ^s
Le n ⁶ André, laboureur à Corcelles; led. domaine appartenant à M. Legaingneulx, a 2 charrues, emblave par an 18 razellées (3) de terre et re-		

(1) Le Rio-Gaillard, actuellement dépôt de houille des mines de La Machine.

(2) Aujourd'hui Rouétard, non loin de Decize.

(3) La *razellée* devait être une mesure locale dont la superficie nous est encore inconnue, malgré les recherches auxquelles nous nous sommes livré. — Trévoux, dans son *Dictionnaire*, dit que la *raze* est une espèce de grand *boisseau*; on n'en saurait conclure cependant que la *razellée*,

cueille 6 charoits de foin.....	60 ^l 10 ^s	66 ^l 8 ^s
Germain Guay, laboureur à la Fougère, ledit domaine au sieur Dougny, a 2 charrues, emblave 15 razellées de terre par an et recueille 8 charoits de foin.....	48 ^l 12 ^s	53 ^l 6 ^s ⁽¹⁾
Jean Auboy, meunier du moulin de la Fougère.....	92 ^l 2 ^s	101 ^l 7 ^s
François Pouillat, manœuvre, en maison de loyer appartenant au s ^r Robinot, où il y a 1 jardin et 1 chenevière....	2 ^l 10 ^s	2 ^l 14 ^s
Joseph Bourgeois, fermier du domaine de Marcy, tant pour sa cote personnelle (62 ^l 14 ^s) que		

comme la *boisselée*, désigne l'espace de terre qu'on peut ensemen-
cer avec un *boisseau*. — Du Cange rapporte que *razellum* indique la même
mesure que *razieria*, *razière* (terme encore usité dans le Nord de la
France), mais ne donne aucune indication de grandeur. — Littré et
Maurice de La Châtre sont muets, dans leurs Dictionnaires, sur le mot
razellée. — L'Encyclopédie du XIX^e siècle, après avoir dit « que la quan-
tité de semence que pouvait recevoir le sol servait souvent de base à son
appréciation », ajoute : « A Dunkerque, la *razière* vaut 159 l. 12, et à
Saint-Omer, 131 l. 73 ». (19^e vol., p. 90.)

La couverture en parchemin du présent rôle de taille nous a fourni
quelques indications. — C'est une reconnaissance de bordelage du
XVI^e siècle concernant des héritages sis à Champvert. Le mot *razellée*
y figure plusieurs fois, alternant, — comme dans le rôle, — avec celui
de *boisselée* ; et on y lit que la redevance bordelière se composait d'une
certaine somme d'argent et d'un « *reizeaul* de froment ». — Ce dernier
terme devait donc correspondre à l'ensemencement d'une *rezellée* de
terre, comme le *boisseau* concordait avec la *boisselée*. — On a émis
devant nous cette idée que la *razellée* ou *rezellée* pouvait équivaloir à
la *demi-boisselée*, et, conséquemment, le *reizeaul* au *demi-boisseau*. —
L'acte de bordelage précité, où il est fait mention de 2, de 4 et même de
4 *rezellées* 1/2, semble indiquer qu'il n'y a, comme étendue, aucun
rapport *exact* entre les mesures de *boisselée* et de *razellée*, la grandeur
de cette dernière restant jusqu'ici indéterminée.

(1) Au-dessous de cet article figure, à la capitulation, une signature très
grossière : *Martin*, qui est évidemment celle d'un collecteur.

pour son droit de ferme (5 ^l 16 ^s), faisant en tout.....	68 ^l 10 ^s	75 ^l 8 ^s
--	---------------------------------	--------------------------------

(Ledit domaine, appartenant au s^r Robinot, a 2 charrues, emblave par an 16 razellées de terre et recueille 8 charoits de foin.)

Paul Lioup, laboureur au domaine Grosjean, appartenant au s ^r Robinot, a 2 charrues, emblave par an 20 razellées de terre et recueille 8 ch. de foin.....	60 ^l 19 ^s	66 ^l 16 ^s
--	---------------------------------	---------------------------------

Le n ^e Dragne, meunier à Varioux, ledit moulin appartenant aux héritiers Soullier, où il n'y a point de terre.....	11 ^l 9 ^s	12 ^l 12 ^s
---	--------------------------------	---------------------------------

Le n ^e Pannetier, laboureur aux Pages, ledit domaine appartenant à M. Davrilly (1), a 1 charrue, emblave 10 raz. de t. et recueille 6 ch. de foin.....	20 ^l 16 ^s	29 ^l 9 ^s
---	---------------------------------	--------------------------------

Les ^r Rigny, régisseur à Roche, ne possède rien dans la paroisse.	12 ^l	13 ^l 4 ^s
--	-----------------	--------------------------------

Le n ^e Garilland, laboureur à Roche, led. d ^{ne} appartenant à M. de Roche.....	70 ^l 4 ^s	77 ^l 16 ^s
---	--------------------------------	---------------------------------

Le n ^e Charier, laboureur aux Andrés, led. d ^{ne} appartenant à M. de Roche, a 2 charrues, emblave 20 raz. de terre par an et recueille 8 ch. de foin.....	56 ^l 12 ^s	62 ^l 6 ^s
--	---------------------------------	--------------------------------

(1) Avrilly, commune de Charrin, ancienne seigneurie voisine des Pages, commune de Champvert.

Le n ⁶ Bossut, laboureur à Vauvrière, led. d ^{ns} appartenant à M. de Roche, a 2 charrues, emblave par an 18 raz. de t. et recueille 8 ch. de foin.....	44 ^l 8 ^s	48 ^l 17 ^s
---	--------------------------------	---------------------------------

LA MACHINE

Estienne Desforges, manoeuvre et propriétaire.....	5 ^l	5 ^l 10 ^s
Jean Barbotte, en maison de loyer	15 ^s	16 ^s
Claude Tiraux, prop ^{re} , possède une petite maison.....	8 ^s	8 ^s
Louis Poullinyer, prop ^{re} , possède 1 m ^{cn} , 2 razellées de terre et recueille 1 charoit de foin.....	13 ^l	14 ^l
La v ^{ve} de Jean Desniaux, prop ^{re} , possède 1 petite maison et 1 jardin.....	1 ^l	1 ^l 2 ^s
Esme Barbotte, manoeuvre et prop ^{re} , possède 1 petite maison avec jardin et chenevière.....	1 ^l	1 ^l 2 ^s
Le n ⁶ Jean Desniaux possède une petite maison.....	2 ^l 2 ^s	2 ^l 6 ^s
Jean Henry, prop ^{re} , possède 1 maison et 6 b. de terre.....	6 ^l 10 ^s	7 ^l 2 ^s
Claude Gauteron, prop ^{re} , possède 1 maison avec jardin, chenevière et 2 b. de terre.....	2 ^l	2 ^l 4 ^s
Louis Roquelle, maréchal et prop ^{re} , possède 1 maison, un jardin et 4 b. de terre.....	6 ^l	6 ^l 2 ^s

François Maillot, manoeuvre et prop ^{re} , possède 1 petite maison	1 ^l	1 ^l 2 ^s
Le n ⁶ Machecourt, garde, en maison de loyer à M. le Duc....	1 ^l	1 ^l 2 ^s
Léonard Bonnet, garde, en maison de loyer à M. le Duc (1).	1 ^l	1 ^l 2 ^s
Pierre Bornay, pauvre, en maison de loyer.....	4 ^s	5 ^s
Nicolas Dubuisson, manoeuvre et prop ^{re} , possède 1 petite maison.	6 ^s	7 ^s
La v ^{re} Guichard, propriétaire, possède une petite maison.....	1 ^l 15 ^s	1 ^l 13 ^s

CHAMPVERT

Le sieur Guérin, comme fer- mier de la terre de Riéjot.....	15 ^l	16 ^l 11 ^s
Le s ^r Texier, fermier du domaine Miraux.....	4 ^l	4 ^l 8 ^s
Le s ^r Edmond Mouzat, fermier du d ^{ne} Grosjean.....	6 ^l	6 ^l 12 ^s
Germain Gautron, fermier de Cherancy (2)	1 ^l 10 ^s	1 ^l 13 ^s
Michel Delaud, fermier du domaine Destampes (3).....	1 ^l 10 ^s	1 ^l 13 ^s
Jean Godemard, fermier du d ^{ne} Picard.....	1 ^l	1 ^l 2 ^s
Pierre Gauteron. fermier du biende Noël Gauteron, en Bornay	2 ^l	2 ^l 4 ^s

(1) Le duc de Nivernais possédait, en effet, outre une maison près de l'église de Champvert, de belles forêts entre La Machine et Champvert.

(2) Aujourd'hui Charancy.

(3) Domaine de la famille d'*Estampes*, devenu par corruption le domaine *des Temples*.

BIENS VENANTS

Le n ^é Boulizon, louager, en m ^{on} de loyer	1 ^l	1 ^l 2 ^s
Colas Richard, manoeuvre, en m ^{on} de loyer	1 ^l	1 ^l 2 ^s
Jean Ninlias, propriétaire, en maison de loyer	10 ^s	10 ^s
Jean Auboy, fermier du d ^{ne} de M. de Mareschet (1)	6 ^l	6 ^l 13 ^s
Le n ^é Gendre, charron, en m ^{on} de loyer à M. Dougny	3 ^l 6 ^s	3 ^l 12 ^s

Exempt :

M. le Curé.

Ainsi se termine l'énumération des personnes qui figurent au rôle que nous avons dépouillé.

Gaston GAUTHIER.

(1) Aujourd'hui le domaine du Bourg.

UNE STATUETTE DE LA DÉESE EPONA

PRÈS NEVERS

Dans la première quinzaine de mai, ayant entendu parler de la découverte récente de quelques débris antiques dans une carrière de pierre de la commune d'Urzy, nous nous sommes rendus sur les lieux, plusieurs de mes confrères de la Société Nivernaise (1) et moi.

Nous rencontrâmes la carrière sur la droite, et, tout contre la route de Guérigny, à 11 kilomètres au nord de Nevers et à 500 mètres au-delà du hameau du Greux, au lieu dit *la Boulaise* (n° 316, section B, du cadastre d'Urzy). Cette carrière entame, sur plus de 10 mètres de hauteur la falaise jurassique, qui limite à l'est la vallée où coule paresseusement la Nièvre. Elle appartient à notre sympathique confrère, M. Edmond Hugon, et est exploitée par M. Emile Morlon, aubergiste au Greux, qui nous a fait visiter, avec une grande complaisance, l'emplacement et les produits de ses recherches.

Celles-ci ont été faites dans un puits comblé, découvert au nord de la carrière ; en raison de la hauteur de la nappe aquifère, M. Morlon n'a pu le déblayer alors que sur 7 mètres environ ; mais ce travail a suffi pour lui permettre de recueillir, en mélange avec des pierres et quelques restes de foyers, les débris antiques qu'il nous montra, et dont les caractères gallo-romains nous frappèrent à première vue : tuiles à

(1) MM. le chanoine Sery, Paul Meunier et Albert Maron.

rebords, goulots de petites amphores typiques, tessons minces et durs de vases funéraires, très bien cuits, à couverture noire métallique, morceaux d'enduits de murs en stuc, avec peinture claire coupée de raies rouges et vertes, etc. (1).

Ces restes vulgaires, rencontrés très fréquemment dans le Nivernais, n'ont qu'une importance documentaire ; mais ils étaient en compagnie d'un autre objet antique qui mérite de fixer notre attention, et dont il nous reste à parler : c'est une statuette de pierre grossière et fort mutilée, mais pas assez pour qu'on n'y reconnaisse encore nettement une femme drapée, assise sur un cheval. Tel qu'il subsiste, ce morceau mesure environ 0^m 33 de longueur et autant de hauteur, en y comprenant un petit pilier de consolidation qui reliait le ventre du cheval à un socle plat, dont on a retrouvé, après coup et séparément, la moitié antérieure sur

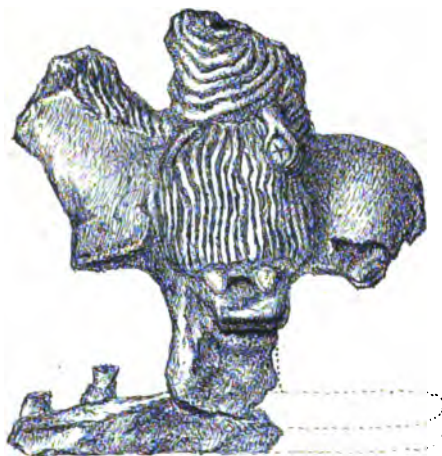
(1) Ce puits a été foré sur un mètre environ de diamètre, et certainement au prix de grands efforts, à coups de pic, dont les traces sont demeurées partout apparentes dans les puissantes et dures assises rocheuses, avec des bossages réservés sans doute pour permettre la descente le long des parois ; il ne semble pas avoir eu de revêtement, qui, du reste, eût été sans utilité.

Récemment, un habitant d'Urzy a dit qu'un puits avait été ouvert dans cette carrière, il y a cinquante ans, dans le but de procurer aux ouvriers de l'eau plus à portée que celle de la rivière, pourtant peu éloignée, et que ce devait être le puits récemment remis au jour.

Il nous est impossible de donner ici une opinion personnelle ferme, vu l'absence de caractères suffisants, pour assigner une date au forage de ce dernier.

Nous préférons donc ne pas autrement discuter la question, qui n'a ici qu'un intérêt bien secondaire ; pourtant, nous ferons simplement remarquer, que pour la destination spéciale qui a été indiquée, l'emplacement du puits semble assez mal choisi ; on se demande, en outre, si l'importance du travail était en rapport avec les modestes services à en attendre ; et puis, comment expliquer les motifs de sa suppression, à une époque récente, et son comblement avec des matériaux, surtout la présence, parmi eux, de charbons et d'objets anciens, dont on n'a signalé aucune autre trace dans le voisinage ?

STATUETTE ANTIQUE
représentant la déesse "EPONA"
trouvée au Groux, C^{te} d'Ury (Nièvre) en 1900.



laquelle les sabots de devant de la monture sont restés adhérents.

Le personnage n'a plus sa tête, qui était rapportée et fixée par un tenon dans une cavité cylindrique bien visible au haut du tronc. Quant à l'animal, il est privé tout à la fois de sa tête, de sa queue et de ses jambes.

Je fus frappé immédiatement de l'analogie que présente ce petit monument avec d'autres déjà signalés, qu'on semble d'accord, aujourd'hui, pour regarder comme représentant *Epona*, l'antique déesse protectrice des écuries, dont les Romains auraient emprunté le culte aux Gaulois, chez lesquels il était fort répandu.

Le vêtement de l'écuyère est supérieurement tout plissé transversalement ; au contraire sa longue jupe descend en petits plis verticaux, réguliers et raides, jusqu'aux pieds, dont les deux bouts seuls émergent : ceux-ci sont appuyés sur une traverse horizontale ou tablette, comme en portent, — surtout comme en portaient autrefois, — retenues par deux courroies, des selles de femme disposées en siège.

La main gauche, la seule demeurée entière, tient une boule ovoïde sur laquelle deux traits en croix sont nettement et assez profondément incisés, détail que nous n'avons pas encore observé sur les autres figures d'*Epona*, qui portent d'ordinaire des boules lisses, des fruits, des espèces de bourses, des couronnes, cornes d'abondance, patères, *œnochoés* ou autres vases, etc.

Autre détail particulier sur lequel j'insiste encore plus spécialement : la cavalière est assise *du côté gauche* de sa monture, tandis que les autres représentations connues de la déesse, tout au plus à une ou deux exceptions près, sont toutes assises *à droite* (1).

(1) Plusieurs de ces représentations ne nous sont connues que par des gravures, et on sait que souvent, par suite d'inattention du graveur, les positions sont inversées et les écuyères peuvent être figurées dans une position symétrique à leur véritable.

La crinière du cheval est indiquée par des traits obliques dirigés presque parallèlement à l'encolure.

Cet exemplaire, comme du reste la presque totalité de ses similaires en pierre, est d'un travail naïf et barbare ; notamment les plis de la draperie sont d'une raideur toute géométrique et rien n'y fait deviner les formes recouvertes, ni sentir un mouvement comme dans les œuvres que l'art a plus ou moins inspirées.

Malgré ses imperfections et son état de regrettable mutilation, cette petite sculpture n'en est pas moins fort intéressante, car ses pareilles sont encore rares, surtout celles en plein relief, et cantonnées dans certaines régions qui toutes ont été occupées par la race celtique.

La Nièvre, malgré la richesse de ses gisements gallo-romains, comme ceux de Saint-Révérien et d'Entrains, qui ont fourni nombre de statuettes, n'en a pas encore livré de ce modèle.

Pourtant, il faut le dire, Epona n'était déjà pas une étrangère pour le Nivernais, car cette dernière localité d'Entrains a fourni, en 1896, deux intéressantes inscriptions romaines dédiées à notre déesse (1).

La Nièvre, en outre, confine au groupe de départements qui ont fourni le plus de souvenirs d'Epona et qui forment une vaste région occupant tout l'est et le nord-est de la France, pour se continuer en Allemagne, surtout dans les provinces rhénanes, région qu'on peut considérer comme celle où son culte était le plus répandu.

Il y a quelques années, on s'était encore fort peu occupé

(1) Elles ont été décrites dans nos *Bulletins* par M. Sarriau, en 1897 (tome XVII, p. 145 et suiv.)

On ne connaît guère que 25 inscriptions ainsi dédiées et la France, les deux d'Entrains comprises, ne figure dans cette liste que pour moins d'un tiers (je n'en connais que 8).

de cette question d'Epona et on ne connaissait guère qu'une dizaine de ses représentations : aujourd'hui, depuis que M. Salomon Reinach a pris cette étude en mains (1), environ plus de 45 sont relevées rien que pour la France et plus de 25 pour l'étranger (plus de 20 pour la seule Allemagne de la région du Rhin), ce qui fait un total de plus de 70.

Sur ce nombre, il y a environ 25 bas-reliefs en pierre contre moins de 5 pleins reliefs comme le nôtre, plus 30 statuettes en terre cuite et une dizaine en bronze (2).

Pour continuer le relevé statistique, ajoutons que jusqu'ici 19 départements français en ont fourni ; en tête vient l'*Allier* (7 exemplaires), puis l'ancien département de la *Moselle* (6), la *Côte-d'Or* et *Saône-et-Loire* (chacun 5), les *Vosges* (3).

Chacun des suivants n'en ont donné qu'un exemplaire jusqu'ici : *Ain*, *Aube* (?), *Charente*, *Eure*, *Eure-et-Loir*, *Finistère*, *Gironde*, *Isère*, *Jura*, *Marne*, *Haute-Marne*, *Meurthe*, *Vienne*, *Yonne*.

Les 13 départements soulignés, qui sont contigus et groupés de façon à former presque toute la région nord orientale de la France, ont fourni à eux seuls plus des 7/8 des monuments qui nous occupent : les six autres sont disséminés au centre ou à l'ouest, entre la *Seine* et la *Garonne* ; le *Midi* n'en a pas encore livré.

L'annexion de la *Nièvre* au grand groupe de l'Est, qui va de *Grenoble* et *Clermont* à *Metz*, porte à 14 le

(1) *Revue archéologique*, 1895, I, p. 163-309 et p. 327 ; 1898, II, p. 187-200 et 1899, I, p. 61-70.

(2) L'érudit conservateur du musée de Saint-Germain nous écrit à l'instant qu'on lui a signalé depuis ses publications plus de dix autres statuettes et bas-reliefs d'Epona, notamment un monument très important découvert en *Mésie*, qui porte une inscription *grecque* ; il a le projet de les publier d'ici peu.

nombre des départements français de ce groupe qui se continue en Allemagne.

Pour en revenir à notre exemplaire et pour nous résumer, il présente les particularités suivantes :

1° L'écuyère y est assise à gauche, comme les amazones modernes (tout au plus deux autres cas signalés ?)

2° C'est une *statue* de pierre, fait fort rare également, la plupart des autres monuments en pierre étant des bas-reliefs, et les matières de la presque totalité des statues sont la terre cuite, plus rarement le bronze.

3° La planchette servant de point d'appui pour les pieds, a été rarement observée aussi.

4° La boule à croix incisée est un attribut que je n'ai pas encore relevé ailleurs.

Maintenant, faisons des vœux pour que le puits, après déblaiement complet, nous fournisse en son fond d'autres vérités, comme c'est le devoir de tout puits comme il faut, et nous restitue aussi quelques-uns des trop nombreux morceaux manquant à notre Epona : son intérêt scientifique n'en augmentera peut-être pas, mais elle pourra, du moins, alors se présenter plus convenablement, nous n'osons dire devant ses admirateurs (car ces compléments ne sauraient lui refaire une virginité artistique), mais tout au moins devant ses curieux, et figurer plus décemment dans notre musée lapidaire, qui lui tend les bras.

J. DE SAINT-VENANT.

Juin 1901.

LES PLUS ANCIENNES CHARTES

DU NIVERNAIS

JUSQU'AU X. SIÈCLE

Après les chroniques, qui sont les premières sources des origines de notre histoire, viennent les chartes et diplômes, qu'on découvre dans nos contrées aussitôt que la société française commence à se fixer sur le sol.

Nous examinerons ici ces anciens documents, non pour les étudier au point de vue paléographique, mais simplement pour rappeler et réunir les faits historiques relatés dans ces diplômes, les possessions, les noms de localités, les seigneurs donateurs.

Ils sont, pour la majeure partie, imprimés dans le *Gallia Christiana*, les *Historiens de France*, les autres recueils des savants Bénédictins et les histoires de provinces.

Quelques-uns, restés encore inédits, ont été copiés dans la collection Moreau, déposée à la Bibliothèque nationale.

Moreau, historiographe du Roi, fut chargé de la garde du Cabinet des Chartes, vaste conception de M. de Paulmy, mise à exécution en 1759, dans le but de réunir tous les documents relatifs aux origines de l'histoire de France. Il fallait pour cela consulter les innombrables chartriers disséminés dans toutes les provinces, dans les archives publiques ou particulières. Lambert de Barive copia les chartriers de Cluny et

dom Villevieille s'attacha principalement aux divers dépôts du Nivernais.

Ces recherches, de beaucoup postérieures à celles des Bénédictins de Saint-Maur, qui avaient déjà fourni tant de documents, ont apporté un notable contingent de pièces nouvelles, qui sont en grande partie conservées dans la collection Moreau et classées par ordre de dates en confondant toutes les provinces.

Les documents nivernais sont tous de la même main, sans indication de sources, cartulaires ou archives. Il m'a été impossible de découvrir l'auteur de ces copies. M. Delisle ni les autres bibliothécaires n'ont pu me citer un nom.

Il est néanmoins hors de doute que ces copies ont été faites officiellement, comme toutes les autres, et qu'elles présentent les caractères d'une authenticité suffisante.

A ces époques obscures et reculées, les documents concernent toujours des églises et des couvents, qui résumaient presque uniquement la vie d'alors ; à titre exceptionnel l'intervention des seigneurs en fait aussi l'objet de notions précieuses pour l'histoire civile.

Aucun de nos documents ne remonte avant le ix^e siècle.

Le plus ancien date d'octobre 817 et concerne les environs de Sauvigny. L'évêque saint Jérôme y avait érigé un oratoire dédié à saint Etienne. Deux seigneurs, Rodrado et sa femme Ildeline, déjà donateurs de nombreux biens, avaient donné quelques avantages au chapelain chargé de le desservir. Jérôme était mort en 816 et, en souvenir de sa pieuse fondation, trois seigneurs de l'endroit, Antidius, Ogdilon et Bernoicus, s'entendent pour compléter l'œuvre du saint évêque.

Ils donnent à l'oratoire de Sauvigny leurs biens,

consistant en terres, forêts et autres champs cultivés, réservant pour l'un d'eux, Bernoicus, un champ et des clôtures en bois (*macerias*, maizières), le tout situé dans le pagus de Nevers, au territoire de Marigny, au lieu inconnu actuellement appelé alors Leobnago, mais évidemment placé sur les bords de la Loire, près d'Imphy.

A titre de précaution, presque toujours mentionnée dans les donations d'église, le recteur ou bénéficiaire s'interdisait de distraire la moindre parcelle des biens donnés et les héritiers des donateurs s'engageaient à ne jamais les reprendre.

Les noms de ces premiers donateurs méritent d'être sauvés de l'oubli ; ils reparaissent seuls, au bas de l'acte, avec une assez longue liste de témoins pris parmi les serfs de l'endroit, sans intervention de l'évêque Jonas ou d'autre personnage important (1).

Plusieurs diplômes qui suivent sont dus à l'empereur Charles le Chauve, cherchant par de nombreuses donations à témoigner sa reconnaissance et sa joie au pays où il avait remporté la victoire.

Louis le Pieux, mort en 840, avait laissé son empire en proie aux plus terribles dissensions. Ses trois fils, Lothaire, Louis le Germanique et Charles le Chauve, se faisaient une guerre acharnée. Leurs armées se rencontrèrent le 25 juin 841, dans un endroit appelé Fontenay ou Fontanet, non encore bien déterminé, et qui se trouve certainement entre Donzy et Auxerre, par conséquent dans nos parages.

Les chroniques disent qu'il y eut cent cinquante mille hommes de chaque côté, et que chaque adversaire perdit quarante mille hommes.

Les guerres de César dans les Gaules surprennent

(1) *Gallia Christ.*, t. XII, col. 297, *Instrumenta*.

par le nombre des combattants. Celles des Carlovingiens semblent presque aussi importantes, et l'on se demande comment des régions, dépeuplées par l'absence de culture et les fréquents pillages, pouvaient fournir de tels contingents aux armées.

Les deux frères Charles et Louis, victorieux de Lothaire, restent longtemps dans le pays, continuant une lutte que leur union rendait redoutable, mais qui ruinait les habitants. Six mois après la bataille de Fontenay, en janvier 841-42, Charles le Chauve accorde à l'évêque de Nevers, Eriman, la confirmation des biens de son église et, selon le style des chartes de cette époque, il fait des allusions aux troubles et aux malheurs qui ont accablé aussi bien l'église que les autres habitants, car, dans de si graves épreuves, on ne peut séparer les uns des autres.

L'église de Nevers, lit-on dans le diplôme de 842, avait été bouleversée par les événements publics, ses biens étaient détruits, ses serviteurs disparus, ses clercs privés de ressources, ses chartes pillées, brûlées ou dispersées, en sorte que tous les éléments de son existence faisaient défaut. Dans des circonstances analogues, Charlemagne, Louis le Pieux et Pépin, avaient accordé aux évêques Jérôme et Jonas (800 à 829) la confirmation des biens de l'église de Nevers, et Eriman, qui tenait à en assurer la conservation, venait demander ce qui avait déjà été renouvelé à chaque règne.

Charles le Chauve, en vertu de l'autorité de cet acte, constate la vraie possession de tous les biens obtenus par l'église de Nevers, soit ceux restitués à saint Jérôme, soit acquis par lui, ainsi que ceux possédés actuellement et qui lui viendront par les pieuses largesses des fidèles.

Ce diplôme, rendu à Bourges, est le plus ancien des

privilèges de l'église de Nevers, renouvelant ceux de saint Jérôme et de Jonas qui n'existent plus ; il comprend la généralité des biens sans aucun détail sur les hommes et les localités de la province.

Peu de temps après, Charles le Chauve reparait avec son frère Louis dans les environs de Strasbourg, où leurs armées prononcent le fameux serment raconté dans les chroniques.

Dans un second diplôme, daté de 843 et assez semblable au précédent, Charles le Chauve rappelle les ruines de l'église de Nevers en choses et en hommes (*rebus et mancipiis*) provenant du fait des guerres et des nombreuses batailles qui eurent lieu dans la ville de Nevers. Il reconnaît avoir lui-même profondément opprimé cette localité en luttant contre ses ennemis et les infidèles et en déployant toutes les forces guerrières de son royaume.

Les soldats de la région nous ayant prêté secours contre nos ennemis, dit-il dans son diplôme, et bravé la mort avec nous, nous désirons qu'aucun d'eux ne soit dépossédé de ses biens à moins qu'il n'ait encouru une peine criminelle. Nous confirmons également à nouveau les biens anciens et présents de l'église de Nevers, ainsi que nos pères l'avaient fait, afin qu'ils restent en droit sous son pouvoir.

De plus, nous accordons de notre autorité royale que tous les biens enlevés à l'église et tenus actuellement par nos vassaux, seront conservés par eux leur vie durant, en rémunération de leurs services et avec le consentement de l'évêque, pour revenir ensuite à l'église après leur mort. A l'exception, toutefois, de ce que le comte de la province (*comes ejusdem potestatis*) doit posséder.

Ainsi est établie par ce texte l'existence du premier seigneur, administrateur de la province et représen-

tant du Roi, le comte, seigneur placé dans une position supérieure à tous les autres et comportant une autorité équivalente à celle de l'évêque, puisqu'il est autorisé à garder les possessions prises sur le domaine de l'église.

Ces administrateurs, désignés sous le nom de comtes amovibles paraissent dès le ix^e siècle et resteront pendant près de cent ans avec leurs fonctions temporaires.

Les autres seigneurs, vassaux du Roi, autorisés à garder leur vie durant les biens saisis sur l'église ont formé sans doute l'origine des barons vassaux de l'évêque qui lui devaient foi et hommage et le portaient à son entrée, les barons de Druy, Poiseux, Cours-les-Barres et Givry (1).

En 849, l'évêque Eriman revient encore sur la précédente prospérité de l'église de Nevers et les nombreux pillages dont elle fut victime dans les guerres des fils de Charlemagne. Plusieurs biens avaient été rendus à saint Jérôme, mais ni lui ni son successeur Jonas ne s'étaient occupés du chapitre de l'église. Eriman attribue aux quarante chanoines des biens (villas) situés à Parigny, Germigny, Sauvigny, Veninges (*Viringium*), Guérigny, avec leurs dépendances.

Cette charte de 849 mentionne beaucoup de localités dont les noms ont totalement disparu et qu'il sera impossible d'identifier (2). Elle cite également un comte Hildrade, *comes Hildradus*, sur lequel on ne sait rien autre chose.

L'évêque Eriman, ne se bornant pas à améliorer la

(1) *Gallia Christiana*, pièce II et III.

(2) En Morvan (in agro Morvin) une église dédiée à Saint-Sauveur, Montilius, Lions, callidus fons, coloria, arcus. Pour Saint-Martin, Artado, Orbado, Bordenago.

situation des chanoines de Saint-Cyr, établit plusieurs couvents : celui de Saint-Martin de Nevers, composé de seize chanoines et doté de plusieurs bénéfices ; celui de Saint-Aignan, occupé par des moines à Aubigny en Berry ; celui de Saint-Genest de Nevers, où il installe des femmes.

Ces établissements et les biens dont ils vivaient sont une indication de la richesse du pays ; ils ne devaient être attribués en aucun cas à un bénéfice laïque, mais ils n'en constituaient pas moins des ressources et un état de choses satisfaisant.

A côté des couvents, il fait des fondations charitables en créant à Nevers deux hôpitaux près de la ville, l'un pour recevoir les pauvres, l'autre pour les hommes nobles de passage (*undique confluentes*), les deux établissements entretenus aux frais de l'église et sur ses bénéfices.

Eriman, en pasteur très zélé, ne négligeait aucune occasion de consolider les possessions de son église, aussi bien les villas et autres terres rapportant un revenu direct que les monastères dépendant de son siège épiscopal. En 850, se trouvant auprès de Charles le Chauve qui attaquait Paris, il obtint une nouvelle charte générale de confirmation pour les choses appartenant actuellement à son église. On n'y voit l'intervention d'aucun seigneur ni pour l'autorisation, ni comme simple témoin. L'évêque était alors la seule autorité vraiment locale ayant prépondérance dans la région (1).

Au Concile de Soissons, en 853, Eriman, atteint par l'âge et les maladies, demande à être relevé de ses fonctions ; il est convenu qu'il restera avec

(1) *Gall. Christ.*, pièces IV et V.

Venilon, archevêque de Sens, jusqu'au rétablissement de sa santé.

Revenu à l'évêché de Nevers, il mourut en 860. .

Il y a trois textes du privilège de Magny où se trouvent consignées les donations faites par Charles le Chauve vers 859. Là encore, on trouvera diverses indications sur l'état du pays.

Il y avait à Magny un pèlerinage important en l'honneur des saints confesseurs Vincent et Nazaire. Adelard, prêtre rempli de zèle et de dévouement, avait pu conserver les précieuses reliques des saints exposées dans la crypte de l'église. Des anciennes splendeurs de cette station tout avait disparu dans les guerres qui avaient ravagé le pays. Il s'agissait de remonter cette localité si vénérée. Charles le Chauve, assisté de l'évêque de Nevers, Abbon, se rend à Magny et y signe un privilège où il restitue à Adelard les avantages qu'il possédait auparavant. Le sanctuaire et tout ce qui en dépend relèvera de l'église de Nevers et sera placé directement sous la protection royale. Ni comte, ni juge, ni toute autre personne ne pourront exiger un cens, des parées ou quelque impôt que ce soit. Comme seul tribut, le bénéficiaire devra donner à Nevers une livre de cire à la fête de Saint-Cyr, patron du diocèse. Le Roi ajoute qu'il accorde ces biens à Adelard et à ses successeurs, en l'honneur de saint Vincent et de ses reliques auxquelles il doit le succès de ses armes et la pacification du pays et qu'il pourra toujours de son vivant choisir celui qui devra lui succéder.

Cette donation royale faite en 859 fut ratifiée quelques années après en 867 dans une réunion synodale de tous les évêques de la région. Les conditions principales y sont renouvelées ; la propriété d'Adelard, qui devra rester perpétuellement aux prêtres de Magny,

est située à Lurcy (1), et consiste en divers manses garnis de maisons, jardins et vignes, où il peut se faire moyennement cent cinquante muids de vin.

Belle et ancienne origine pour l'église et le bourg de Magny, gracieusement situés sur la grande route de Paris, mais bien déchu de sa vieille célébrité religieuse

A l'avènement de Louis II le Bègue, l'évêque Abbon joint le Roi à Troyes et obtient de lui une confirmation générale des biens de l'église de Nevers et en particulier de la donation de Magny, récemment obtenue de Charles le Chauve.

On a soin de citer comme objets de donation, les choses et les serfs, *res et mancipia*, précaution bien naturelle qui permettait de mettre les biens en valeur en leur assurant les bras nécessaires à la culture.

Cette mention presque toujours portée dans les chartes, témoigne de l'esprit pratique et précis des hommes d'alors qui, par leur persévérance, sont parvenus à peupler et à cultiver nos campagnes.

Abbon assure donc à son église des terres et des habitants pour les exploiter. Ces biens étaient situés un peu partout, selon le hasard des donations. Le diplôme de 878, pour les délimiter dans une certaine mesure, nomme les pagi d'Auxerre, Autun, Nevers et Avallon où vraisemblablement ils se trouvaient (2).

En 878, dans une charte relative à Saint-Germain-d'Auxerre, on cite le comte Conrad et sa femme

(1) La désignation ne laisse aucun doute (in pago Niv. in agro magniacense, in villa Lursiaco), c'est l'ancienne paroisse de Lurcy-sur-Abron aujourd'hui réunie à Toury-sur-Abron. L'installation si ancienne de cette colonie vinicole au milieu du ix^e siècle mérite d'autant plus d'être signalée qu'elle a été omise dans le *Dictionnaire topographique*, (Gall. Christ., pièce IX.)

(2) Gall. Christ., pièce X).

Vadaldre, ainsi que les comtés d'Auxerre et de Tonnerre. Ce Conrad étendait certainement son pouvoir sur le Nivernais comme on l'a vu dans la suite (1).

En citant l'église de Nevers, on dit « constructa in honore S. Cyrici martyris ». La construction de Saint-Jérôme dont il s'agit remontait environ à l'an 800. Celle d'Abbon devait être la même.

On dit encore *pagi* et non *comtés* ; les comtés n'ont pas gardé les délimitations romaines des *pagi*, mais à cette époque on désignait alternativement l'un par l'autre. Les évêchés paraissent avoir adopté les mêmes limites que les *pagi*.

En 880, l'église de Tannay est rendue à Adalgaire, évêque d'Autun. Ce bien (*villa Taniacum*) avait été ravi comme tant d'autres à l'évêché, à la suite des guerres, il faisait alors partie du comté d'Avallon et fut définitivement rendu à l'évêché d'Autun. Cette donation faite par le roi Carloman, à la demande de Richard, comte d'Autun, est datée de Nérondes, pagus de Bourges (2).

Carloman rend aussi à l'église d'Orléans une série d'endroits qui lui avaient été enlevés par incurie ou par violence (3).

En 881, le même évêque Abbon obtient de Carloman la restitution de Cours-les-Barres, *Curtim*, situé dans le pagus de Nevers, vicairie de Lagny, *latiniacense*, sur le fleuve de Loire, consistant en 30 manses. Jadis possession de l'église, ces biens lui avaient été enlevés à l'occasion des guerres. Carloman consulte le conseil des grands (*cum proceribus et pri-*

(1) DOM BOUQUET, *Historiens de France*, t. IX, p. 359.

(2) *Hist. de France*, t. IX, p. 418.

(3) *Caltesia et Pauliacum in pago Bituricensi, Germiniacum et villam que vocatur Marsiacus in pago Nivernensi.* (*Hist. de France*, t. IX, p. 419).

moribus palatii nostri) et approuve cette restitution, en mémoire de lui et de ses ancêtres, en autorisant de la destiner aux pauvres, aux gages des clercs ou aux salaires des serviteurs de l'église (1).

(*Curtim in pago Nevernense, in vicaria latiniacense super fluvium Ligeris*, pièce XI, col. 307). Il s'agit évidemment de Cours-les-Barres. La proximité du fleuve ne saurait être appliquée à Cours-sous-Magny, situé plus haut entre Loire et Allier. Le texte du *Gallia* 1770, porte *Latiniacense*, celui de Dom Bouquet 1757, antérieur de treize ans, (*Hist. de France*, t. IX, p. 419), porte évidemment, par erreur d'impression, *Patiniacense*. On ne saurait admettre cette forme pour la localité appelée *Patinges* (Cher). M. Longnon, dans sa *Topographie des Gaules*, en vient à considérer la circonscription administrative du comté de Nevers, appelée la vicairie de Lagny, comme ayant subi un de ces changements de noms assez fréquents dans l'ancienne Gaule, et propose de lui substituer un nom de saint. Les localités appelées Saint-Germain-sur-l'Aubois ou Saint-Léger-le-Petit répondraient tout à fait aux questions de proximité et de voisinage de la Loire indiquées dans l'acte de 881.

L'attribution du mot *Curtim* à Cours-les-Barres et l'indication pour cet endroit d'une vicairie du comté de Nevers peuvent être considérées comme la mention la plus ancienne relative à cette partie de territoire située sur la rive gauche de la Loire, aujourd'hui dans le Cher, ayant toujours fait partie du Nivernais.

Au *Dictionnaire topographique*, notre vicairie, située aujourd'hui dans le Cher, est appliquée par erreur à une localité dite Latigny, commune de Saint-Père, près Cosne. M^{re} Crosnier, dans le *Tableau de*

(1) *Gall. Christ.*, t. XII, pièce XI.

l'Histoire du Nivernais, y porte par erreur Cours-sous-Magny.

Deux diplômes de 885 et 886 concernent la disposition et l'organisation d'un monastère de femmes dédié à la sainte Vierge et au Sauveur, fondé à Cusset, en Auvergne, diocèse de Clermont, par l'abbaye Saint-Martin-de-Nevers. (*In Cuciaco qui est in Arvernensi comitatu*). L'évêque de Nevers, Eumène, avait présidé à cette fondation, il était convenu qu'il nommerait l'abbesse de concert avec les dames du couvent et à la condition formelle de la prendre parmi elles. Afin de leur reconnaître comme supérieur l'évêque de Nevers et de ne pas penser à s'affranchir de sa suprématie, il fut constitué en sa faveur un cens d'une livre d'argent payable à la fête de Saint-Martin en novembre (1).

Le diplôme de Charles le Gros, de 886, expose la demande simultanée du comte et de l'évêque de Nevers et, dans les préliminaires de son récit, touche à divers points d'histoire qui corroborent les chroniques.

Dans le cours du ix^e siècle, il y a eu deux Bernard que les historiens ont confondus. L'un, comte de Poitiers, marquis de Gothie et de Septimanie, l'autre, comte d'Auvergne, d'Autun et de Nevers, époux d'Hermengarde, né en 840 mort en 886, qui eut un fils du nom de Guillaume. Ce deuxième Bernard, dit Plantevelue, se distingua dans les guerres contre Boson, duc de Provence; il est parlé de lui en termes très louangeurs dans le cartulaire de Brioude (2). Baluze et l'*Art de vérifier les dates* (3) le séparent complète-

(1) *Gall. Christ.*, t. XII, pièces XII et XIII. *Hist. de France*, X, p. 347. MABILLON, *de re dipl.*, p. 554, pour la deuxième pièce. BALUZE, *Hist. de la m. d'Auv.*, t. II, p. 3.

(2) BALUZE, *Hist. de la m. d'Auv.*, t. II, p. 3.

(3) T. II, p. 350.

ment du comte de Poitiers que M^{re} Crosnier fait comte de Nevers.

En dernier lieu, Bernard Plantevelue assistait au siège de Vienne, soutenu pendant deux ans par la femme de Boson, avec la valeur d'une héroïne et l'habileté du commandant le plus expérimenté, puis vers août 886, il fut tué dans une autre bataille contre Boson.

Notre diplôme vient confirmer en tous points ces faits de la vie de Bernard qui vraisemblablement joignait à ses nombreuses possessions le comté de Nevers ; Guillaume déclare lui-même être son fils, le Roi le considère comme son fidèle soutien dans toutes ses guerres, la date du diplôme, 886, est celle de la mort de Bernard et de l'avènement de Guillaume, les donations de ce genre marquaient presque toujours les débuts de l'administration des seigneurs et le Roi ne pouvait rien refuser au fils du fidèle guerrier qui venait de mourir pour sa cause.

Le comte Guillaume, dit Charles le Gros, en abordant Notre Majesté nous a supplié que pour le souvenir inviolable et la fidélité de Bernard, son père, pour la mémoire de notre nom et pour le salut de son âme, nous consentions à mettre à la disposition de l'évêque de Nevers Eumène, l'abbaye d'Iseure (*Isodro*), au comté d'Autun et le couvent de Saint-Révérien, au comté de Nevers. D'après l'avis de nos conseillers, nous rappelant avec quel courage et dévouement le glorieux comte et marquis Bernard s'est opposé contre nos ennemis, traîtres et destructeurs de notre royaume, principalement Boson et ses suivants, et qu'il est mort en combattant vaillamment contre ces infidèles, nous avons trouvé juste de consentir à la demande de son fils Guillaume (1).

(1) *Gallia Christ.*, XII, col. 310, pièce XIV. — *Hist. de France*, IX, p. 549.

Guillaume fut surnommé le pieux. Cette première charte signale la sainteté de sa vie, ses libéralités sont exposées dans Baluze (1). Les localités très éloignées l'une de l'autre sont prises dans deux apanages différents, déjà appelés comtés, nom administratif de la circonscription. Iseure, près Moulins, comté d'Autun, Saint-Révérien, comté de Nevers, couvent dépendant de Cluny.

Ce Guillaume devint premier comte héréditaire d'Auvergne, marquis de Gothie et duc d'Aquitaine.

Le diplôme de Charles le Gros, de 887, pour les biens du diocèse, contient beaucoup de noms de lieux et, dans l'absence des actes antérieurs, peut être considéré comme la plus ancienne confirmation. L'évêque Eumène l'obtint de l'empereur pendant qu'il combattait avec lui sous les murs de Paris contre les Normands.

Parmi les abbayes de la ville, on cite : Saint-Martin, hors des murs ; Saint-Trohé, Saint-Aricle, Saint-Sauveur, Saint-Gildard et Saint-Loup, Saint-Genest et Notre-Dame, où sont les moniales ; Saint-Didier, près la porte ; puis dans les environs Saint-Franchy (*S. Francoveus*), près Saint-Saulge ; Saint-Vincent-de-Magny, Cours, au delà de la Loire : Cusset, diocèse de Clermont, abbaye bâtie par l'évêque Eumène ; l'Isle-sur-Allier (*insula Galli*), près Mars, abbaye donnée à Eumène par le comte Richard ; l'abbaye de Glandon (?), Saint-Péreuse-en-Morvan, Saint-Parize, entre Loire et Allier.

Plusieurs endroits appelés *malli*, où l'évêque comme suzerain du lieu, rendait les jugements à date fixe, ordinairement quatre fois par an, sur la place publi-

(1) *Hist. de la m. d'Auv.*, t. I, p. 4.

que ou sous le porche des églises, Imphy, Urzy, Guérigny, Marzy, Prémery.

Le cloître des chanoines, à Nevers, et divers champs autour de la ville, des alleux communs accordés au chapitre d'après d'anciennes conventions, à Saint-Parize, Cours-les-Barres, Guérigny, Germigny, Sauvigny et Veninges.

D'autres localités non encore identifiées appelées : *Dagoniaco, Marsisiaco, Diguntio, Artado et de beneficio in provintia*.

Enfin, des bénéfices non exactement désignés et situés dans les comtés de Mâcon, Chalon, Autun, Auxerre, Berry et Auvergne (1).

La première année de son épiscopat, 894, l'évêque Francon fait avec un seigneur du Mâconnais une convention dite *precaria* ou *prestaria*, c'est-à-dire, d'après Ducange, un accord entre religieux et laïques. L'acte prend la forme d'un diplôme revêtu de la signature du roi Eudes, l'évêque et le seigneur étant à la suite du Roi. La date de lieu manque.

L'évêque donne à Roccon, Garna, sa femme, Raoul et Teudrade, ses enfants, pour leur vivant, plusieurs manses situés dans le comté de Mâcon, appartenant à Saint-Cyr, Saint-Martin et Saint-Genest. Les preneurs paieront un cens annuel de 10 sols. Les biens reviendront après leur mort à l'église avec toutes leurs améliorations.

Deux autres pièces de l'évêque Francon, datées de 897 et 903, concernent Mars, Challuy et Gimouille.

L'église Saint-Symphorien, de Mars, avait été donnée par un seigneur nommé Trutbald et occupée par le chanoine Teutdgrimmus. Sur la demande de ce

(1) *Gallia Christ.*, t. XII, pièce XV. — *Hist. de France*, IX, p. 358. — MABILLON, ann. Bened., III, p. 637.

dernier, l'évêque lui donne une île dans le fleuve d'Allier et un pré, pour le cens de 10 sols.

L'église de Challuy, appartenant à l'archidiacre, reçoit également, en augmentation de revenu, des dîmes à Sermoise et à Saint-Laurent de Gimouille, une villa à Suilly, et le terrain sur lequel est bâtie l'église de Challuy.

Le diplôme de Charles le Simple, daté de Soissons, 919, mentionne l'origine de Cosne, alors simple villa sur les bords de la Loire avec chapelle dédiée à saint Augustin. Le comte Séguin demande au Roi l'autorisation de la donner à son fidèle guerrier, Eptin, et à sa femme, Grimelde. A la suite des villa et chapelle, l'acte cite les dépendances rurales ordinaires et les serfs qui l'habitaient (*que sunt appendices ad villam Coniacum ex comitatu nivernensi*).

En 935, une charte datée de Nevers contient la donation d'un manse avec vigne à Parzy, en faveur du chapitre de Saint-Cyr. Les donateurs sont des chanoines, Jérôme, Isembard, Gui et Eumène. Ils agissent entièrement seuls et leur acte, par exception, n'est approuvé ni par l'évêque ni par aucun autre personnage.

Le roi Raoul, à Auxerre, en 935, approuve par diplôme royal la donation de biens domaniaux par le comte Geoffroi à l'évêque de Nevers Tedelgrin, consacrant ainsi, pour l'avantage des populations, la bonne entente entre les deux pouvoirs ecclésiastique et laïque. Ces localités sont Amazy, Billy, *monasteriolum*, dans le pagus d'Autun ; Brinon, Grenois et Chevroches, dans le pagus de Nevers.

Ce comte Geoffroi a pu être chargé de l'administration du Nivernais d'environ 925 à 940. Il s'agit certainement de Geoffroi dit Papabos, nommé par le roi Raoul, en 927, vicomte héréditaire de Bourges, à la

place de Guillaume II, dernier comte de Bourges de la première série. Il y avait eu entre Guillaume et Raoul des difficultés en Berri et en Bourgogne, à la suite desquelles le Roi plaça définitivement le Berri sous l'administration royale (1).

Quant à Geoffroi, notre charte de Brinon le qualifie comte en 935, à Auxerre. L'année suivante, dans une donation à l'abbaye de Cluny, datée de Nevers 936, 8 avril, il comparait avec son épouse Ava et mentionne la mémoire de son seigneur Guillaume (*pro anima quoque senioris mei Wilelmi*) et parmi les signataires de Nevers figure Eptin (2).

Ces coïncidences permettent d'identifier ce personnage de Geoffroi, vicomte de Bourges et comte de Nevers.

R. DE LESPINASSE.

(1) *Art. de vérifier les dates*, II, p. 405.

(2) BRUEL, *Cart. de Cluny*, I, n° 446.

ABBAYE

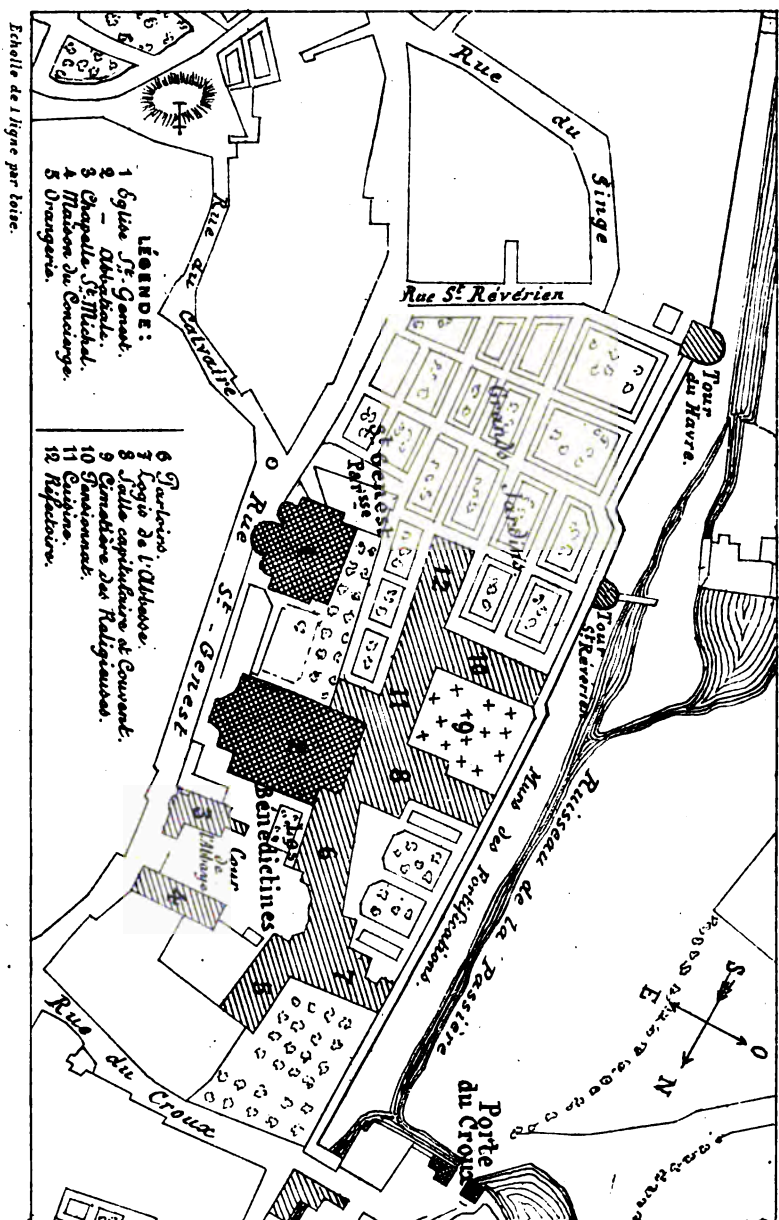
DES RELIGIEUSES BÉNÉDICTINES

DE

NOTRE-DAME-DE-NEVERS

Le plan de la ville de Nevers, dressé en 1759 et conservé au Musée céramique, peut donner une idée de la grandeur et de l'importance de l'abbaye Notre-Dame : en effet, maisons, églises, cours, jardins, qui en dépendent, couvrent un vaste espace entre les rues du Croux, de Saint-Genest, de Saint-Révérien et la dernière enceinte des remparts, en dehors de laquelle sont même restées quelques parcelles du couvent primitif.

Peu de détails subsistent sur cet ancien monastère qui se trouve ainsi environné, à nos yeux, comme d'une clôture mystérieuse ; d'autre part, chaque jour voit disparaître quelque'un des faibles vestiges échappés à la destruction, en même temps que s'effacent les souvenirs qui en fixaient la destination ; c'est ce qui m'a décidé à entreprendre une esquisse historique et descriptive de l'abbaye Notre-Dame. Le lecteur admirera peut-être, comme je l'ai fait moi-même, à quel point l'histoire de l'abbaye se confond avec celle de la ville de Nevers et même celle de la province de Nivernais ; de telle sorte que cette étude offrira le double intérêt de nous fournir d'utiles éclaircissements sur le passé de notre pays et de satisfaire notre



ABBAYE NOTRE-DAME.

(Fragment du Plan de Nevers de 1759)

légitime curiosité sur les faits et gestes d'une Communauté qui vécut derrière les murs de son cloître.

Le précis sommaire de la fondation du couvent et les notices des abbesses feront la matière du premier chapitre ;

Le second sera consacré au personnel, en dehors de l'abbesse ;

Et le troisième aux constructions et dépendances.

Enfin, le récit d'une procession à l'abbaye conclura le tout et sera comme le résumé et la synthèse des mille détails épars dans les différentes parties de cette étude.

CHAPITRE PREMIER

Saint Colomban, moine d'Irlande, né vers le milieu du vi^e siècle, vint deux fois à Nevers ; à son premier voyage, en 600, il fonda le monastère de Saint-Etienne pour des religieuses soumises à la règle qu'il avait instituée. En France, beaucoup de monastères lui doivent leur origine.

L'exemple du saint religieux et l'édification qui s'exhalait de ces asiles de vertu et de prière étaient un encouragement aux hommes de Dieu de fonder de nouveaux couvents et aux âmes pieuses de se grouper pour se sanctifier en commun. Aussi Théodulphe Babolène, abbé de Saint-Maur-les-Fossés, fondateur de trois monastères dans le Berry, fut-il sollicité par Rauracus, évêque de Nevers, de doter sa ville épiscopale d'un second couvent de filles.

Les auteurs sont d'accord pour en fixer la fondation à l'an 624.

Le monastère de Saint-Etienne était au-devant de la ville, en dehors des remparts.

Celui de Notre-Dame, situé à l'opposé, touchait au pied de la muraille d'enceinte.

Tous les deux obéissaient à la même règle : « Item-que aliud Christi virginum juxta Nivernense oppidum sub eadem regulâ, nempe Columbani, construxit (1) ».

Le choix de l'emplacement du monastère de Notre-Dame fut déterminé par un événement qui rendait ce lieu digne de respect et de vénération. Cette terre avait bu le sang du premier saint connu dans le Nivernais et personne ne songeait à révoquer en doute l'authenticité de cette croyance profondément enracinée dans les esprits et dans les cœurs : « En 274, pendant la persécution d'Aurélien, suivant une pieuse tradition conservée jusqu'à nos jours, dit Parmentier, saint Révérien fut martyrisé en cet endroit (2) ». Dans l'ancien enclos de l'abbaye, le nom du saint donné à une source, à une tour et à une rue voisines, a certainement pour but de localiser et de préciser le berceau de nos origines religieuses. « Le lieu même » où le saint reçut la palme du martyre « était renfermé dans une chapelle » qui existait du temps de Parmentier, dans le jardin de l'abbaye (3). Cet édicule, vu ses petites dimensions, n'est pas indiqué sur le plan de 1759 ; mais il figure sur un ancien pastel (4) qui représente une vue du vieux Nevers prise un peu au-devant de l'abattoir actuel.

Tout le monastère est rempli des souvenirs du glorieux martyr : « On y conserve une grande pierre carrée sur laquelle saint Révérien eut, dit-on, la tête tranchée (5) ».

(1) JONAS, *In vitis abbatum Columbani et Eustasii*, lib. X, p. 297.

(2) PARMENTIER, *Archives de la ville de Nevers.*, t. I^{er}, p. 383.

(3) PARMENTIER, p. 383.

(4) Au Musée de la Porte-du-Croux.

(5) PARMENTIER, p. 383.

« En l'année 1719, continue Parmentier, une figure de pierre en relief, après avoir été longtemps à la porte de l'église, a été placée au-dedans où on la voit encore. Elle a environ six pieds de hauteur. Tout le corps paraît enveloppé d'une manière de manteau qui descend jusqu'aux pieds. La tête repose sur un coussin; les deux mains sont rapprochées l'une de l'autre et jointes au-dessus de l'estomac. Le corps est sous une épée inclinée de la gauche à la droite. A chaque côté de la tête, il y a un ange qui semble l'encenser. La position de cette pierre, du xiv^e siècle, était certainement couchée ».

Notre archiviste et historien nivernais réfute l'opinion que ce personnage fût un comte de Nevers, attendu qu'aucun comte n'a été enterré à l'abbaye... Il penche à croire que cette représentation était plutôt celle d'un saint : les anges avec leurs encensoirs rappellent la sainteté du personnage ; l'épée, l'instrument de son supplice, et il en conclut que rien n'empêche d'attribuer à saint Révérien tous ces points de rapport (1).

Tel est aussi le sentiment de M^{re} Crosnier (2).

La possession des reliques du saint martyr, le corps presque entier, était le trésor le plus précieux de l'abbaye. Le Père Artus du Moutier, récollet, dans sa notice de Saint-Révérien à laquelle le Père Ribadénéryra fait des emprunts, mentionne deux reliquaires où sont contenues les reliques du saint martyr : « Les dames de Nevers, religieuses de l'ordre de Saint-Benoît, ont dans leur abbaye le chef de Saint-Révérien presque en entier dans une chasse d'argent, et

(1) Cependant, je dois dire que la présence des deux anges tenant des encensoirs ne semble qu'une espèce de lieu commun que l'on retrouve sur un grand nombre de tombes des xiv^e et xv^e siècles.

(2) *Congrégations religieuses de femmes du diocèse de Nevers*, p. 10.

dans une caisse de bois est conservé la plupart de son corps (1) ».

Le *Martyrologe d'Usuard* fixe le martyre de Saint-Révérien *in territorio Nivernensi* (2). Le culte du saint était public au VIII^e siècle ; le prieuré de son nom, en Nivernais, existait dans le IX^e.

Néanmoins, le lieu du martyre reste un point d'histoire qui n'est pas définitivement tranché, faute de documents positifs anciens. Autun et même le bourg de Saint-Révérien dans la Nièvre prétendent avoir été le théâtre de la mort du saint martyr.

La légende de saint Révérien, au supplément nivernais du Bréviaire, conforme aux traditions locales, rapporte que Révérien, évêque, Paul, prêtre, et leurs compagnons, au nombre de dix, quittèrent Autun, se dirigèrent vers le pays situé au couchant, c'est-à-dire le pays nivernais, pour y répandre la divine parole. Il fut saisi avec ses frères d'apostolat par les soldats d'Aurélien qui, après la défaite de Tétricus à Châlons, se dirigeaient sur Autun, et essayèrent inutilement de le faire sacrifier aux faux dieux ; ne pouvant triompher de sa constance, ils lui tranchèrent la tête ainsi qu'à ses compagnons (3).

Comment le nouveau monastère, sans défense, en dehors de la ville, traverserait-il cette époque de troubles, d'invasions et de guerres civiles, qui viendraient l'assaillir à si peu de distance de son berceau ? Nous ne devinons que trop le triste sort qui lui était réservé : la ruine, le pillage et peut-être l'incendie. Au VIII^e siècle, les Sarrasins surtout se signalèrent par le saccage et la dévastation du pays avoisinant Nevers.

(1) RIBADÉNEYRA, *Vie des Saints*, 1^{er} juin.

(2) Patrologie de Migne, *Martyrologe d'Usuard*, tome II, page 112.

(3) Supplément nivernais au Bréviaire, 1^{er} juin.

Toutefois, le couvent fut relevé après un certain temps.

Ce fut l'évêque Hériman qui, après l'avoir reconstruit au moins en partie, « le regarnit de moniales ; il leur rendit en même temps tous les biens dont le couvent jouissait jadis et leur accorda le privilège de choisir elles-mêmes leurs supérieures, à la charge de les faire confirmer par l'évêque, et que s'il ne se trouvait pas parmi elles de sujets capables, elles s'adresseraient à lui et qu'il y pourvoirait (1) ».

Non content de relever le monastère Saint-Genès ou abbaye Notre-Dame, il fondait deux hôpitaux près de la ville et comblait de ses bienfaits et de ses largesses l'abbaye des religieux de Saint-Martin, où il exprimait le désir d'être inhumé.

Mais, en réalité, ses restes furent déposés dans l'église de l'abbaye Notre-Dame dont il était le second fondateur. « Son corps repose dans la chapelle de saint Jean l'Evangéliste, où l'on voit encore, dit Parmentier, son tombeau élevé sur quatre petits piliers ou appuis de pierre. La voûte (caveau) sur laquelle il était, ayant été détruite en 1689, on l'ouvrit par curiosité ; les ossements enveloppés d'une étoffe de soie, tirant sur le bleu, furent trouvés blancs comme neige. Les Bénédictines en tirèrent quelques-uns ; le tombeau a été mal rejoint (2) ».

Plus tard, deux évêques bienfaiteurs eurent leur sépulture dans l'église de l'abbaye : Natran devant l'autel de Notre-Dame (3), et Geoffroy devant l'autel Saint-Pierre (4).

(1) Charte de l'évêque Hériman citée par Parmentier, 386.

(2) PARMENTIER, 386.

(3) *Ibid.*, 387.

(4) *Ibid.*, 389.

Vers 870, le corps de saint Genoul, déposé à Saint-Pierre-le-Moutier, dans le temps que les Normands désolaient le royaume, fut reporté à Estrées par les soins de l'abbé Aéric. L'auteur anonyme de la vie du saint dit que, au passage des précieuses reliques à Nevers, les religieuses de l'abbaye et les chanoines demandèrent une des côtes et que, l'ayant partagée, le sang coula des deux parties coupées.

Les Religieuses, qui possédaient une terre d'une certaine importance à Sardolles, pensaient que saint Genoul leur en avait fait don ; mais M^{re} Crosnier explique la chose autrement et d'une façon très rationnelle : les moines d'Estrées, ruinés, se réfugiaient dans le Nivernais et viennent à Saint-Pierre-le-Moutier ; on peut supposer que leur détresse leur procure quelques donations, entre autres la terre de Sardolles. Or, dans les chartes du moyen âge, on trouve souvent cette formule : « Je donne à Saint-Hugues, à Saint-Benoît, au lieu de dire aux religieux de Saint-Hugues, de Saint-Benoît. Les religieux de Saint-Genoul, pour témoigner leur reconnaissance aux Bénédictines de Nevers dont ils avaient reçu une généreuse hospitalité, leur laissèrent la relique mentionnée, et, en outre, prétendaient les bonnes sœurs, la tête de saint Genoul. Pour les religieux d'Estrées, rentrant dans leur monastère, la lointaine propriété de Sardolles en Nivernais ne pouvait être qu'une charge ; ils l'abandonnèrent à l'abbaye Notre-Dame, et ainsi les religieuses bénédictines la tenaient en réalité de saint Genoul, c'est-à-dire des religieux de Saint-Genoul (1) ».

L'évêque Eumène fit confirmer les biens de l'abbaye par un diplôme de Charles-le-Gros en date du 18 décembre 888 (2).

(1) M^{re} CROSNIER, *Congrégations religieuses de femmes*, page 11.

(2) PARMENTIER, 387.

En 1121, l'évêque Fromond reconstruit tout le monastère (1) et Cotignon dit qu'il en dédia l'église (2).

Vers 1130, le même évêque réunit à l'abbaye Notre-Dame plusieurs communautés religieuses disséminées à Saint-Genest, Saint-Laurent et Saint-Aricle, et au lieu de Saint-Aricle le *Gallia Christiana* dit *Saint-Trohé*; Michel Cotignon donne les noms des quatre églises (3).

En 1180, Etienne, comte de Sancerre, certifie par une charte scellée de son sceau que Florence de Courcelle donne à l'église Notre-Dame de Nevers sa vigne de Saint-Satur, dite de Pont-Dom.

En 1229, le comte Gui et la comtesse Mahaut de Courtenay donnent à l'abbaye le droit de prendre chaque jour, pour le chauffage, une voiture de bois vif et mort de la charge de deux chevaux, à condition qu'on ferait à l'église Notre-Dame leur anniversaire et celui du feu comte Hervé (4).

La plus jolie charte du fonds des Archives de la Nièvre est une petite pièce d'octobre 1229, malheureusement dépourvue de son sceau : c'est une sentence arbitrale de Raoul Berchard, seigneur de la Breuille (de Brullia), sur une contestation relative au bois de Fours et Magny entre l'abbesse de Notre-Dame de Nevers et Hugues de Verrières, écuyer.

Il fut déclaré que l'abbesse aurait le tiers de ce bois dans tout ce qu'il pourrait fournir, pour le bâtiment, le chauffage ou tout autre besoin ; qu'elle conduirait les marchandises dans ses maisons de Nevers ou partout ailleurs, mais qu'elle ne vendrait rien sans l'autorisation des seigneurs des deux autres parts. Hugues

(1) GILLET, *Annuaire de l'an X*.

(2) MICHEL COTIGNON, *Catalogue des Evêques*, p. 53.

(3) *Ibid.*

(4) PARMENTIER, 389.

de Verrières choisira un serviteur fidèle, lequel, sur serment, assignera à l'abbesse la part qui lui reviendra (1).



Il ne reste aucun document ~~concernant~~ les supérieures du monastère primitif.

Le *Gallia Christiana* donne une liste qu'il ne garantit pas complète pour le commencement au moins.

Les douze premières abbesses sont inscrites sans date et leur ordre de classement n'est autre que celui fixé par le nécrologe du monastère ou calendrier sur lequel leur décès était simplement inscrit au quantième du mois où il s'était produit.

I. GUIBURGIS, de bonne mémoire, le IV avant les ides de février (le 10).

II. NITERIA, la veille des ides de février (12 février).

III. AMENIARDIS, le XV des calendes de mars (15 février).

IV. FRÉDÉSINDIS, appelée du monastère de Saint-Pierre de Reims au gouvernement de l'abbaye de Nevers, est décédée le XIV des calendes de mars (16 février).

V. JEANNE I^{re} DE PESQUES, le IX des calendes de mars (21 février).

VI. ADELINÉ, aux nones de mars (7 mars).

VII. ODELINÉ, le VIII des ides de mars (8 mars).

VIII. GIBELINÉ, même date.

(1) J'avais prié M. de Lespinasse, président de notre Société nivernaise, de chercher s'il ne trouverait pas dans ses cartons quelques chartes inédites sur l'abbaye. Il a eu l'amabilité de me fournir l'analyse de plus de trente pièces provenant des Archives de la Nièvre ou de la Bibliothèque nationale. Qu'il me permette de lui renouveler ici l'expression de toute ma gratitude ; la petite charte qui vient d'être citée fait partie de la collection.

IX. SIBILLE, le IV des calendes de mai (28 avril).

X. AELIS LA CHAUDRONNE, la veille des calendes de juin (31 mai).

XI. MARIE I^{re} DE CHARENÇOIS, même date.

XII. PHILIPPINE SORINA, le V des calendes de décembre (27 novembre).

Toutes ces abbesses, d'après le *Gallia Christiana*, sont antérieures à l'an 1300. Ensuite nous arrivons à celles dont l'administration est à date fixe.

XIII. HERSENDE gouvernait le monastère en 1233 ; il en est fait mention au nécrologe le X des calendes de mai (22 avril) (1).

Les quatre chapelains de Notre-Dame de Nevers ont acheté, le 21 mars 1237, à Guillaume de la Seeste et Isabelle, sa femme, pour 47 sols de forts nivernais, un cens annuel de 3 sols établi sur des vignes situées à Maler, Priez, Lagrange, Boneyti, Lachenau, localités de la paroisse de Pougues que les vendeurs déclarent tenir en franc-alieu. L'acte est passé devant M^e Pierre, official de Nevers (2).

XIV. BÉATRIX DE LA COLLANCELLE fut bénie par Robert, évêque de Nevers ; les chroniques du monastère parlent d'elle en 1246. En 1250, elle fit quelques échanges avec le chapitre d'Autun (3). En 1251, fondation de la chapelle de Sainte-Catherine dans l'église de Saint-Genès, par Simon de Bernay, chapelain de Notre-Dame, qui donnait en dot deux pièces de vigne aux Fondreaux, la vigne de la Pointe en Montapin, et un champ sur Brundicias, près le champ de l'hôpital

(1) *Gallia Christiana*. Notices des abbesses. Ces notices se composent en moyenne de sept à huit lignes, je n'en indiquerai plus la source. Je ferai seulement les renvois nécessaires pour les autres détails qui proviennent d'ailleurs.

(2) Arch. de la Nièvre.

(3) *Id.*

Saint-Didier, et la moitié de la dîme de Séjan, de la paroisse de Saint-Jean de Lichy. La collation de la chapelle appartiendra à l'abbesse ; trois ou quatre messes des morts y seront dites par semaine, mais hors le temps de la messe paroissiale. Le chapelain prêterait serment entre les mains du curé de Saint-Genès d'acquiescer fidèlement cette charge et il aura pour lui la moitié des offrandes. L'évêque Robert Cornu, qui confirma la donation en y apposant son sceau, contribua lui-même à la fondation en abandonnant aux titulaires de la chapelle certaines *places* désignées en l'acte sous la redevance de 20 sous, payables par moitié à l'abbesse et l'autre moitié au couvent (1).

Dans l'année 1253, l'abbesse et les religieuses achetèrent une maison sise à Nevers, rue du Château, pour 4 livres parisis et 20 sols nivernais dont le produit était destiné au service des anniversaires (2).

Des chartes de 1524 de cette abbesse portaient son sceau avec l'inscription : *Sigillum Beatricis abbatissæ B. Mariæ Nivernensis*.

Cette même année, Hugues de Meauce et Isabelle de Sully, sa femme, accordèrent à l'abbaye Notre-Dame l'amortissement des bordelages que le monastère possédait dans leur seigneurie, et la justice à eux spécialement réservée. C'est le premier exemple d'amortissement accordé dans cette province par des seigneurs particuliers. Cet Hugues de Meauce mérite quelque attention : il accompagna saint Louis à sa première croisade ; fait prisonnier, il eut les yeux crevés par les Sarrasins « parce qu'il était homme de sorte de qui ils pouvaient avoir du déplaisir à l'avenir (3) ». Il était un descendant de Philippe de Meauce.

(1) D'après Parmentier, *Arch. de la ville de Nev.*, t. I^{er}, p. 389-390.

(2) Archives de la Nièvre.

(3) PARMENTIER, *Arch. de la ville de Nev.*, t. I^{er}, p. 390.

en 1000, qui vécut cent quarante ans et trois jours, et de Robert, surnommé Baisse-Porte, fils de Philippe, qui avait sept pieds de haut. Le roi saint Louis paya sa rançon, le ramena et lui fit beaucoup de bien et en particulier lui fit bâtir la maison de Rochefort ou château de Meauce (1).

M. Adrien Bonvallet, dans sa notice sur Saincaize-Meauce (2), donne d'intéressants détails sur le domaine de Meauce appartenant autrefois aux religieuses de Notre-Dame; on l'appelait autrefois l'Abbaye ou le Domaine de Saint-Denis. « Différents titres, dit-il, nous donnent la certitude que les religieuses avaient des biens en cet endroit et nous ont fait supposer que l'origine pourrait bien remonter à l'année 1254, date de la donation à l'abbaye par Hugues de Meauce et Isabelle ».

On retrouve la même Béatrix en 1262.

XV. Une autre BÉATRIX, dite « la Chaudronne », appartenait à la noble famille de la Ferté-Chaudron, paroisse de Chantenay. Elle reçut la crosse abbatiale en 1266.

Une jolie petite charte, datée du 14 août 1266, témoigne de la régularité des comptes du couvent. L'abbesse Béatrix déclare qu'elle doit à son cher fils en Jésus-Christ, Geoffroy de Verneuil, prêtre de leur église, la forte somme (*sic*) de 40 livres pour fourniture de vin vendu et livré. Elle promet de payer dans un mois sur simple demande de Geoffroy ou de son mandataire. — Au bas de cette reconnaissance sont portées la mention du sceau et les formules ordinaires (3).

A Coulanges-les-Nevers, les religieuses de Notre-

(1) D'après Parmentier, *Arch. de la ville de Nev.*, t. II, p. 293.

(2) *Bulletin de la Société Nivernaise*, p. 341, 2^e vol., 4^e série.

(3) *Archives de Nevers*. Pièce communiquée par M. de Lespinasse.

Dame possédaient la quatrième partie d'un cens assis sur le Bois-Dieu et commun avec plusieurs laïques. Nous le savons par une charte de mars 1267, qui relate la vente de la part de Pierre Traxin, de Nevers, l'un des copartageants (1).

Béatrix mourut le IV des nones de mars (12 mars).

XVI. AGNÈS DE SAINT-GIGON. Il en est fait mention en 1269, le mercredi avant l'Annonciation, 1270 (19 mars), dans un acte portant sentence en sa faveur contre Guy de Sury, chevalier, relativement à 10 quartiers de froment ou d'orge qui lui étaient dûs. Le nécrologe indique sa mort au VIII des ides de novembre (6 novembre) (2).

En octobre 1270, une maison, située à Nevers, près la porte de Ninchat, est achetée par Jehan du Puy, prêtre bénéficié de l'église Saint-Genès, à charge d'acquitter chaque année aux moniales de Notre-Dame un cens de trois oboles (3).

XVII. REINE, abbesse de Notre-Dame de Nevers, avait une sœur du nom d'Elisabeth, prieure du Montet (4). En 1272, il est fait mention de Reine dans une charte de donation au prieur de Saint-Ouen. Le mardi après les octaves de la Purification de la B. V. Marie de l'année 1277 (15 février 1278), nous voyons reparaitre Geoffroy de Verneuil muni de pouvoirs pour faire élire une abbesse ; voici la charte qui l'investit de son mandat : « Viris venerabilibus et discretis Symoni decano et capitulo ecclesie Nivernensis, Aremburgis monasterii B. Marie Nivernensis, humilis priorissa totiusque ejusdem loci

(1) *Archives de Nevers*. Pièce communiquée par M. de Lespinasse.

(2) *Id.*

(3) *Id.*

(4) Et non « de Morleto » comme on lit au *Gallia Christiana*. — Voir *Obituaire*.

conventus, salutem et orationes in Domino J. Ch^o ; universitati vestre, tenore presentium, intimamus quod nos petitionem eligendi et providendi nobis et monasterio nostro vacanti de abbatissa, per discretum virum Gaufridum de Vernolio, curatum ecclesie S^ui Genesii Nivern., procuratorem vobis super hoc specialiter destinatum ex parte nostra et nomine nostro, vobis factam die Jovis ante festum bⁱi Vincentii, ratificavimus et adhuc ratificamus de licentia nobis concessa, vobis gratias humiliter referendo ; in cujus robore, quia sigillum proprium non habemus, sigillum curie venerabilis viri archidiaconus Niv., sede vacante, una cum... (1) presentibus litteris rogavimus apponi et nos officialis, archidiaconus Niv. et curatus predicti, ad preces priorissae et conventus predictorum sigilla nostra eisdem presentibus duximus apponenda ». (Malheureusement ce double sceau a disparu) (2).

En 1281, le siège abbatial était (encore ou de nouveau) vacant ; car dans un acte de manumission, c'est la prieure qui est en nom avec le couvent, sans qu'il soit question de l'abbesse.

XVIII. ALIS ou AALIPDIS paraît la même année 1281. On comprend qu'il était difficile qu'une religieuse pût s'occuper de la régie des biens du monastère épars sur différents points de la province et occasionnant parfois des contestations et des procès. Alis voulut remédier à ces inconvénients en nommant un mandataire *ad hoc* ; elle confia ce soin à un nommé Hubert dit Rave-neau, « lui donnant procuration à l'effet de traiter toutes les affaires de son couvent, soit au palais, soit ailleurs, tant en défendant qu'en demandant (3) ».

(1) Le sens indique clairement que les mots à suppléer sont : *Sigillo curati S^ui Genesii*.

(2) Charte des Archives départementales.

(3) *Inventaire de l'abbé de Marolles*, p. 51.

L'abbesse « Alypde » afferma, en 1290, sur le territoire d'Oulon, des champarts, terres et prés, moyennant trente quarteaux de grain moitié froment, moitié avoine, livrables à la Purification de la sainte Vierge, rendus conduits à Nevers aux frais du preneur, Philippe d'Oulon. Ce dernier s'engageait en même temps à surveiller les droits et revenus divers appartenant à l'abbaye dans la paroisse d'Oulon (1).

En 1290, on voit la vente, par Hugonin Jobert et Margaronne, son épouse, paroissiens de Saint-Genès, à Guillaume Bocquin, prêtre, pour 4 livres tournois, d'une pièce de vigne sise au Montet, tenant à la vigne de l'abbesse de Notre-Dame de Nevers (2).

En 1293, elle traita avec Robert, comte de Clermont, dauphin d'Auvergne, tant en son nom qu'au nom d'Isabelle, prieure de Marseigne, dépendance du monastère de Nevers. On ne dit pas en quoi consistait cet arrangement.

25 juin 1293, les moniales, abbesse et couvent de Notre-Dame de Nevers donnent à cens à Regnaud dit Potaz, de Plagny, et Bonne, son épouse, de Sermoise, un pré situé dans la prairie de Raray, ayant appartenu à feu Geoffroy de Verneuil, prêtre, à tenir de leur vivant seulement, pour une pension annuelle de 19 sols, payables à la Saint-André apôtre, réservé au service des anniversaires (3).

En 1297, le chapitre de Nevers acheta d'Alix Trousebois un clos de vigne situé près des vignes de l'abbesse et du couvent de Notre-Dame, à Conflans et à Cuffy (4).

En 1299, l'abbesse fit une transaction avec Louis I^{er}

(1) Archives de la Nièvre.

(2) *Id.*

(3) *Id.*

(4) Bibliothèque nationale, 2298, n° 45.

de Flandre, comte de Nevers, relativement à la justice et à la juridiction temporelle de Plagny. Le comte reconnut qu'elles appartenaient à l'abbesse (1).

En 1305, un chanoine, Lucas de Brachessat, demeurant dans une maison à lui, située paroisse Saint-Genès, fait la demande à M^{me} l'abbesse de lui céder une grange appartenant au couvent. Plusieurs chanoines de Saint-Cyr avaient en ville des celliers à vin et des granges, où ils logeaient les blés et avoines livrés par leurs tenanciers de la campagne. Le chanoine de Brachessat rendait-il quelques services au couvent? En tout cas, l'abbesse et le couvent de Notre-Dame lui accordent cette grange sa vie durant, à la condition qu'il l'entretiendra en bon état et la rendra à sa mort avec toutes les modifications faites par lui. Acte fut passé de cette convention devant l'official de Nevers (2).

En 1309, devant Jean de Moulins, archidiacre de Decize, et Jean de Villecot, clerc tonsuré, Jean de Chaumoy, paroissien de Mornay-sur-Allier, vend à Mathilde des Bordes, prieure de Coustiers, diocèse de Nevers, pour 45 sols, une pièce de terre contiguë audit prieuré (3).

XIX. ISABELLE DE VALSECRÈTE (Vosgré, commune de Dun-sur-Grandry), est portée en 1310, l'année même de sa mort que le nécrologe fixe au X des calendes de mai (22 avril).

1317. On pense que le martyrologe du couvent est de cette année et Parmentier ajoute que les archives de l'abbaye étaient nombreuses et bien conservées (4).

(1) *Inventaire de l'abbé de Marolles*, p. 74.

(2) *Archives de la Nièvre*.

(3) *Id.*

(4) PARMENTIER, *Archives de la ville de Nevers*, t. I^{er}, p. 301.

XX. ELOISE DE LA TOURNELLE paraît dans une charte de 1318.

Un acte du 20 mars, mardi après *Lactare*, 1319-20, règle un différend avec le chapitre de Saint-Cyr ; l'abbesse et le couvent des moniales de Notre-Dame de Nevers avaient vendu un pré à un bourgeois de la ville, Guillaume Jocelin ; ce pré dépendait de la censive du chapitre, et le doyen, en qualité de seigneur censier, s'oppose à la vente et retient le pré pour le prix convenu, usant en cela du droit que lui donnait de toute antiquité la coutume de Nevers. Guillaume y consent et déclare abandonner les droits et la propriété du pré.

Nous n'avons pas l'acte de vente donnant le prix et le nom du pré, mais seulement la rétrocession (1) passée devant l'official et son clerc juré, Jean de Segoules.

L'abbesse Eloïse, en 1320, reconnaît qu'elle et son couvent et ses dépendances sont à la garde spéciale du comte de Nevers. L'acte est passé en la chambre de ladite Eloïse de La Tournelle, en présence d'un grand nombre de chevaliers, parmi lesquels Pierre de La Tournelle, abbé de Saint-Martin, et Hugues et Godefroy de La Tournelle, ses frères (2).

Des lettres de cette abbesse, datées de 1324, déclarent que Philippe, jadis roi de France, avait donné à Miles d'Amort, prêtre, pour la chapelle de Chaligny, dépendant de ladite abbesse, une chasuble et parement d'autel en drap d'or, avec certains autres ornements, lesquels elle veut et entend demeurer à perpétuité en ladite chapelle pour l'usage d'icelle (3).

(1) Bibliothèque nationale, lat. 2502, n° 51.

(2) *Inventaire de Marolles*, p. 93.

(3) *Id.*, p. 58.

L'année suivante, elle entra en contestation avec Hérard de Thianges, seigneur de Rosemond, relativement à la justice de certains domaines.

Le 8 février 1328, André Garin, du port de Givry, vend à Arnould Galien, de Magny, paroisse de Marzy, pour 8 livres 10 sols, une ouche contiguë à la vigne de l'abbesse de Notre-Dame, à la charge d'une obole de cens à payer à ladite abbesse, à Marzy, à la fête de la Purification (1).

L'abbesse Eloïse mourut en 1331, le XIII des calendes de mai (19 avril).

XXI. JEANNE II D'ARABLAY (2), était, dit-on, proche parente du cardinal d'Arrablay. On n'a aucun détail sur cette religieuse qui vivait encore en 1337. C'est elle dont il est question dans la curieuse pièce qui suit :

« L'an du Seigneur 1337, le mercredi fête de Saint-Eloy d'été...

» En présence du notaire public et des témoins sous-signés, religieux homme, Frère Guillaume de Decize, sous-prieur des Frères Prêcheurs, accompagné de Jean Grossi, clerc, citoyen de Nevers, s'est transporté auprès de l'abbesse du monastère de la Bienheureuse Marie de Nevers... »

Ils l'ont trouvée dans une chambre basse de son abbaye.

Le sous-prieur lui a exposé que lui conjointement avec ses Frères et ledit Jean Grossi ont fait l'échange d'une maison, appartenant auxdits Frères, située à Nevers, près du marché au blé, contre la maison dudit Jean, située à Nevers, au-dessous du monastère des Frères-Prêcheurs, et soumise à la censive de l'abbesse.

(1) Archives de la Nièvre.

(2) Arrablay (Loiret), près Gien.

En conséquence de ce, Jean Grossi offrit à l'abbesse de se dévêtir de sa maison susénoncée pour que ladite abbesse, comme seigneuresse par son droit de censive, en investit les Frères-Prêcheurs.

A son tour, Frère Guillaume, en son nom et au nom de ses Frères, requit ladite dame abbesse de lui accorder l'investiture, et se montra disposé à reconnaître la censive de ladite dame abbesse sur la maison désignée et à en payer et remettre la taxe dans la main de la dame abbesse, en lui offrant 4 deniers qu'il tenait en sa main.

L'abbesse ne les voulut pas recevoir et accomplir les formalités que de droit et de coutume locale elle était tenue selon la nature dudit cens, contre la remise à la dame abbesse par le Frère Guillaume de l'acte de mutation en bonne et due forme.

Ladite dame abbesse répondit à Frère Guillaume qu'elle entendait bien ce qu'il lui disait, qu'elle en parlerait à son Conseil et que sous peu elle lui rendrait réponse.

Le jeudi suivant (le lendemain), Frère Guillaume se rendit de nouveau, en compagnie de Jean Grossi, auprès de M^{me} l'abbesse pour avoir sa réponse ; il la trouva dans sa chambre haute avec plusieurs de ses religieuses, et bien qu'il fût entré dans cette chambre, elles ne permirent pas d'y entrer aux témoins nommés et amenés par le Frère Guillaume ; mais ils se tinrent près de la porte et purent entendre la requête adressée derechef à M^{me} l'abbesse, par Frère Guillaume. Elle ne voulut pas l'entendre et se retira le plus vite qu'il lui fut possible dans une autre chambre, dont elle ferma la porte à clé, sans faire aucune réponse au Frère.

... « Sur toutes ces tentatives, Frère Guillaume demanda qu'il lui fût donné un acte public par moi, notaire soussigné.

» J'en ai rédigé le détail publiquement à Nevers dans les lieux susdits, le mercredi en présence de Guillaume Barbier de La Tartre, Perreault Pillaul et plusieurs autres témoins pour ce convoqués..., et le jeudi en présence, devant la porte de la chambre haute, de Jean Grossi, Minot Grolier, Jean, gendre de Perrin Barbier, et plusieurs autres.

» Et moi, Huet de Monte Barro (Montbar), clerc, notaire apostolique, ai été également présent avec les personnes nommées en premier lieu, à l'exception des personnes qui, le second jour, n'étaient pas dans la chambre haute.

» A ce présent acte public que j'ai fait rédiger, j'ai apposé mon seing accoutumé en témoignage des faits susénoncés ».

Le seing manuel du notaire représente une monstrence (Saint-Sacrement ou reliquaire de même forme), composée de douze lobes en cintre brisé, terminés alternativement par des croix et des boules ; dans les 1, 3, 5, 7 desquels on lit H. D. M. B. (*Huetus de Monte de Barro*). Au centre un écu parti au 1^{er} de... plein, au 2^e bandé de... et de... de six pièces (1).

Une courte explication n'est pas superflue : M^{me} l'abbesse, bien que extraordinaire que parût sa conduite dans la circonstance, ne doit pas être regardée pourtant comme tombée en enfance et agissant en personne démente. A cette époque, les seigneurs étaient si jaloux de leurs droits et mettaient tant de soin à ne pas les perdre que les faits de ce genre ne sont pas rares ; ils s'esquivaient par tous les moyens en leur pouvoir pour conserver leurs investitures et refuser des rachats de cens ou autres tributs. — Néanmoins la déclaration notariée était suivie de son

(1) Archives de la Nièvre, H. 369, pièce I.

effet. Dans le cas présent, la dette de la censive de Jean Grossi était transportée légalement aux Frères-Prêcheurs en vertu d'une signification subséquente à adresser à M^{me} l'abbesse qui, cette fois, était bien obligée d'entendre ce qu'on lui disait et d'y acquiescer.

Le nécrologe porte sa mort au VIII des calendes d'octobre (24 septembre).

XXII. MARGUERITE DE FONTENAY était, en 1342, prieure de Marseigne; ce fut en 1345 qu'elle devint abbesse de Nevers.

En 1346, Agnès, femme serve des religieuses de Notre-Dame, obtient l'amortissement d'un droit de cens qui leur était dû sur une maison sise rue de la Tartre (1).

L'abbesse Marguerite eut un démêlé, en 1347, avec Guillaume de Thianges, seigneur d'Uxeloup, au sujet de la justice d'une dépendance de son couvent.

On la retrouve en 1360. Sa mort est indiquée dans le martyrologe au III des calendes de juillet (29 juin).

XXIII. MARGUERITE II DE TERNANT occupait le siège abbatial en 1364.

Sire Mathieu Cocler, prêtre, demeurant à Nevers, teste entre les mains de Perreau Camuzat, juré, le jour de la Saint-Clément (23 nov.) 1369. Il considérait l'autel des morts fondé dans l'église Notre-Dame comme trop peu doté et il lègue à Hugues Lamoleur, vicaire de cet autel, ainsi qu'à ses successeurs, une maison lui appartenant, située rue Saint-Genès, contigüe aux deux maisons des moniales, abbessse et couvent de Notre-Dame-de-Nevers, occupées l'une par Jean Edeneau et l'autre par Jean de Luzy, à la condition qu'il sera célébré audit autel des morts une messe chaque mois à perpétuité pour l'âme dudit Mathieu (2).

(1) Archives de la Nièvre.

(2) Bibliothèque nationale, lat. 9120, n° 29.

1387-88, 1^{er} mars, dimanche *Oculi mei*, Jeanne de Pesque, moniale de Notre-Dame de Nevers, et prieure de Saint-Aignan, fait un contrat de bordelage à Jean Calais, du Gravier, consistant en deux tènements situés *prope anianum* (1), pour un quarteau d'avoine et 5 sols pendant les huit premières années et ensuite le double, payable à la Saint-André. Il devra bâtir à ses frais une maison et l'entretenir en bon état. L'acte fut passé devant Jean de Moulins, archidiacre, garde de la prévôté de Decize, et son clerc, Jean de Villecot (2).

En 1393, l'abbesse de Notre-Dame était informée d'un legs de 110 sols tournois, donné à son église, pour le service des anniversaires, par le testament de la mère de Michel Boyau. Le testament, selon l'usage, fut reçu par l'official et transcrit par lui. Babelle, l'héritière, chargée de l'exécution du legs s'entend, en 1398, avec l'official pour le versement des fonds (3).

Un grand nombre d'actes font mention de cette abbesse depuis le commencement de son administration jusqu'en 1395, époque où elle mourut, la veille de Saint-Thomas apôtre (20 décembre). Les auteurs du *Gallia Christiana* pensent qu'elle s'était démise de ses fonctions ou bien avait plusieurs prénoms qu'elle prenait indistinctement comme permettant de le penser les actes de 1388, où son nom se lit Calina, Caliva, Calma.

Depuis 1389, jusque bien avant dans le xv^e siècle, le droit de péage par terre, appartenant à la ville, est chargé d'une redevance annuelle de 5 sols qui se par-

(1) Sans doute *Prope Sanctum Anianum*.

(2) Bibliothèque nationale, lat. 9120, n^o 33.

(3) Archives de la Nièvre.

tageait par moitié entre la prieure et le chantre de l'église (1).

XXIV. JEANNE III DE BRAYE était prieure de la communauté quand elle fut élue abbesse. Son élection fut confirmée le XIV des calendes de février (19 janvier) 1395. François, camérier du Saint-Siège, lui fit remise des Annates. Jeanne de Braye sanctionna la transaction passée entre la prieure de Marseigne et la dame de Jaligny.

En 1400, les échevins firent combler le fossé de la fontaine Saint-Loup que l'abbesse avait fait faire au préjudice des habitants (2).

En 1402, à la requête de l'abbesse de Notre-Dame, Symon Crosnay, sergent royal, se transporte à Imphy, à l'hôtel de Huguenin Gordon pour le sommer de comparaître devant le lieutenant du bourg de Saint-Etienne, afin de s'expliquer sur une somme de 7 livres tournois due par Robert de La Garde, jadis seigneur d'Imphy, et dont ses hoirs étaient responsables, pour le paiement de laquelle somme on allait saisir les revenus de la terre (3).

Le 9 mai 1404, les religieuses de Notre-Dame assistèrent au service de Philippe-le-Hardi, duc de Bourgogne, qui fut célébré à Saint-Cyr, et il leur fut payé 20 sous (4).

1404. Dans le catalogue des abbesses de Notre-Dame-de-la-Pommeraye, diocèse de Sens, on trouve entre les années 1404 et 1440 une Isabelle de Castro (de Château), tirée du monastère de Notre-Dame de Nevers (5).

(1) PARMENTIER, *Archives de la ville de Nevers*, t. I^{er}, p. 391.

(2) PARMENTIER, t. I^{er}, p. 392.

(3) Archives de la Nièvre.

(4) PARMENTIER, *Archives de la ville de Nevers*, t. I^{er}, p. 392.

(5) *Gallia Christiana*, XXII, colonne 191, liste des abbesses de La Pommeraye.

1406. Jeanne de Bray, humble abbesse de Notre-Dame et son couvent, dans l'intérêt de leur prieuré d'Apilly (commune de Druy), au nom de la prieure, donne, à titre de bordelage, à Guillaume Lequin, de Mortier, et à ses hoirs, une chaume, une terre, trois boisselées de terre, pour 10 sols tournois et une geline à payer à la prieure d'Apilly pour la Saint-André. — L'acte est passé par l'abbesse en son chapitre (1).

Le 28 août 1409, aux Jours tenus au bourg de Saint-Etienne de Nevers par Philibert de Veauce, lieutenant de Jean de Merlo, seigneur de Saint-Parize-le-Châtel, chambellan du roi et bailli de Saint-Pierre-le-Moutier, on prononce la main-levée d'une saisie faite par Guillaume de Luthenay, prévôt de Saint-Pierre, sur une maison à Augy, près Coustiers, au profit de dame Gibaude des Barres, prieure de Coustiers (2).

XXIV. Les auteurs du *Gallia Christiana* disent que l'abbesse Jeanne de Braye mourut le XV des calendes de mai 1427 (13 avril); ils nomment JEANNE DE PESQUES dans les abbesses antérieures au xiv^e siècle. (Voir la liste des abbesses suivant le rang du nécrologe.)

Mais cette Jeanne de Pesques, inscrite la cinquième parmi celles dont la date est incertaine, s'intercale ici; dès lors, elle devient la vingt-quatrième par rang d'ordre, et toutes les abbesses précédentes remontent d'une unité jusqu'au vide qu'elle laisse dans la nomenclature.

A la date du 1^{er} mars 1387-88, nous avons déjà vu Jeanne de Pesques, moniale de Notre-Dame et prieure de Saint-Aignan. Longtemps après, c'est-à-dire vingt-six ans plus tard, elle est abbesse de Notre-Dame. En cette qualité, le 29 septembre 1414, elle préside à la

(1) Archives de la Nièvre.

(2) *Id.*

tête de son chapitre réuni au son de la cloche à la manière accoutumée, pour régler une affaire d'intérêt concernant les quatre curés de Saint-Genès. — C'est un bail à bordelage de terrain à vigne et de maison, appelés le Champ-de-Gévry, situés paroisse de Coulanges-les-Nevers, accordé à Hugues Michot et Agnès, sa femme, pour eux et leurs successeurs, moyennant la somme annuelle de 20 sols et une geline aux diverses conditions portées dans l'autre acte, celui-ci n'étant que l'approbation et confirmation nécessaire du couvent.

Par le style de la pièce, nous jugeons ce qu'était l'autorité abbatiale.

Le texte est en français et débute par ces mots :

« A tous ceux qui ces présentes lettres verront, Jehanne de Pesques, humble abbesse... »

A la fin, il ne comparait aucune autorité laïque ou ecclésiastique, et l'acte se termine par la formule ordinaire : « En tesmoing de ce, nous avons mis nostre scel, duquel nous usons par commun, à ces présentes lettres faites et données en nostre dict chapitre... (1). »

En 1415, les Bénédictines se rendent « en procession » aux obsèques de nosseigneurs les duc « de Berbant » et Philippe de Bourgogne, comte de Nevers, en l'église Saint-Cyr. Vingt-cinq sous, sont payés à la sacristine et aux marguilliers de l'abbaye, pour avoir fait sonner les cloches pendant la cérémonie et vingt sous aux Dames pour leur présence (2).

XXV. MARGUERITE III DE LUGNY succéda en 1428 à Jeanne de Pesques et non à Jeanne de Braye. La cour de justice du monastère de Notre-Dame était sans doute en réparations, car en 1430, l'abbé de Marolles fait

(1) Bibl. n^{le}, lat. n^o 33.

(2) PARMENTIER, *Archiv. de la ville de Nevers*, tom. I^{er}, page 302.

mention de lettres de reconnaissance, établissant que la Cour des comptes de Nevers avait été prêtée aux abbesses et couvent de Notre-Dame de Nevers, pour trois ans seulement. Marguerite de Lugny supplia Gui de Jaucourt et Odard de Lespinasse, seigneurs de Champallement, écuyers, conseillers et chambellans du duc de Bourgogne, d'obtenir pour ladite abbessse et son couvent l'autorisation de faire tenir encore leur justice au même lieu (1).

Une charte du 22 janvier 1450, donnée par Marguerite de Lugny, abbessse de Notre-Dame de Nevers, contient la nomination de Perronnette de Messiac comme prieure de Coustiers, à la suite de la vacance produite par le décès de Thomasse Garclaude, dernière prieure. Elle est investie de tous les droits et possessions du prieuré sur la prestation du serment, exigé en pareil cas, et l'abbessse ordonne à tous de lui obéir désormais pour les affaires du couvent (2).

Marguerite de Lugny fait l'année suivante (15 nov. 1451) un échange de terres appartenant à Catherine de Digoine, fille de Pierre de Digoine, écuyer, et de feu Jeanne de Grantchamp. Pierre donnait toute une série de parcelles de champs et prés avec justice haute, basse et moyenne, et l'abbessse, en retour, donnait un bordelage de 30 sols tournois, un boisseau de froment et une geline, dû par Guiot Dureaul, paroissien de « Saint-Hoing », avec la justice des terres sur lesquelles le bordelage était assis (3).

Colas Jussault, était chapelain, en 1452, de la chapelle de Saint-Jean l'Evangéliste, dans l'église Notre-Dame. Le bail à bordelage d'une maison, située rue Saint-Genès, en face l'église Notre-Dame, à Pierre

(1) Inventaire de l'abbé de Marolles, page 59.

(2) Archiv. de la Nièvre.

(3) *Id.*

Bègue, tisserand, et à Thomasse, sa femme, en fait mention par acte du 9 octobre de la même année (1).

Marguerite mourut en 1466, le V des ides de mars (le 11). Les auteurs du *Gallia* font observer qu'on trouve son nom inscrit au nécrologe à quatre dates différentes. Elle aurait pu établir plusieurs fondations pour le repos de son âme. Quoiqu'il en soit, elle aurait administré le monastère pendant trente-huit ans.

Les mêmes auteurs, font mention d'une Pétronille de Beauvoir de Chatelux (2), qui aurait été abbesse de Notre-Dame en 1468, et qui serait morte au monastère de Saint-Julien d'Auxerre, en 1486. Cependant, ils ne la font pas entrer dans la série des abbesses de Nevers.

XXVI. CATHERINE DE BOUTILLAT avait été élevée dans le monastère de Notre-Dame de Consolation ou de Reconfort, de l'ordre des Citeaux ; elle en fut tirée pour occuper le siège abbatial de Notre-Dame de Nevers en 1466. Elle ne pouvait changer d'ordre et d'habit sans le consentement de l'abbé de Citeaux. Humbert, qui occupait cette charge, donna son adhésion la veille des calendes d'avril 1467 (31 mars 1468).

En février 1470-71, Robinet de Maisangarbe achète de Antoine Porrat, tous deux demeurant à Nevers, des terrains longeant la Loire au Bec-d'Allier, terius en bordelage de l'abbaye Notre-Dame (3).

(A suivre).

A. SERY,

Chanoine.

(1) Arch. de la Nièvre.

(2) Il s'agit de Pétronille ou Perrette de Beauvoir Chastellux, fille de Claude, maréchal de France, et de Marie de Savoisy, sa troisième femme. Le *Gallia Christiana* dit qu'elle fut d'abord abbesse de Sainte-Marie de Nevers, en 1468, puis élue abbesse de Crisenon en 1476; enfin abbesse, en même temps que de Crisenon, de Saint-Julien, au moins dès 1486; décédée dans l'abbaye de Crisenon le 16 août 1503. (*Gallia Christiana*, XII, col. 426. — Chanoine Frappier, *Histoire de l'abbaye de Saint-Julien d'Auxerre*, p. 76. *Fuit etiam simul abbatissa S. Juliani autissiodorensis*).

(3) Arch. de la Nièvre.

En l'année 1473, Catherine eut de grandes difficultés avec Pierre de Fontenay, évêque de Nevers, au sujet d'une procession qu'elle avait faite.

L'affaire fut portée devant le bailli de Saint-Pierre-le-Moutier, qui se rendit à Nevers, pour faire une enquête à ce sujet. Le résultat établit que ces dames étaient en droit de faire publier leurs processions ordinaires et extraordinaires par le préconiseur de la ville, et de les conduire au Montot et à Saint-Antoine. Les quatre curés de Saint-Genès y assistaient, ainsi que les chapelains et autres officiers de l'abbaye. Les auteurs du *Gallia Christiana*, assurent que l'évêque fut obligé de reconnaître les droits de l'abbesse et de ses religieuses.

— « En 1476, dans le temps que la ville faisait faire le boulevard de Croué, la même abbesse, sous prétexte que cet ouvrage lui causait du préjudice, fit planter de grands pallis (pieux) devant la porte dudit boulevard, et, si près, que les charrettes ne pouvaient plus y passer, Les échevins firent constater ce trouble par un procès-verbal du 28 mars. On plaida un peu, et l'intérêt public mit les religieuses à la raison.

— » Deux ans plus tard, en 1478, un incendie général, détruisit les lieux réguliers ; un homme périt dans les flammes. L'abbesse fut obligée d'aller loger chez son receveur. Elle fit refaire le cloître et une partie des bâtiments. Mme Françoise d'Albret, comtesse de Nevers, fit la dépense de la boiserie du réfectoire et du vitrage, où l'on mit ses armoiries (1). »

— En 1478, eut lieu un singulier procès entre nos religieuses et Antoine Le Tort, écuyer, seigneur de Menaton (aujourd'hui Monoton), dans la paroisse de Druy.

(1) PARMENTIER, *Arch. de Nevers*, tom. I^{er}, page 393.

Le Tort prétendait y posséder toute justice, haute, moyenne et basse, le droit d'avoir gibet de bois pour y faire exécuter les malfaiteurs, de le réparer dans son premier et ancien état, de prendre toutes amendes et confiscations.

Cependant, les religieuses et Tristan de Grantchamp avaient fait dresser un autre gibet à deux piliers, ce qui troublait ce dernier dans sa possession, et ce dont il avait adressé une plainte au bailli de Saint-Pierre-le-Moutier.

Les religieuses, à leur tour, prétendent qu'elles « sont dames et seigneuses, ensemble de la justice haulte, moyenne et basse d'icelle, et mesmement du gibet de bois à deux pilliers, pour faire faire, par leurs officiers et juges, attacher et exécuter tous malfaiteurs quant le cas le requert ».

Les religieuses avaient pour procureur maître Jehan Tenon ; Tristan de Grantchamp était représenté par Jehan Delamarche. Pour obvier à tous débats, les parties se mirent d'accord, et convinrent que chacun serait seigneur sur ses terres, prés, bordelages, etc., ainsi que sur les hommes sujets et demeurant en iceulx. Le gibet sera « un et comung » ; chacun aura ses sergents et officiers, et aura droit à la justice ou aux amendes qui lui reviendront.

Ce jugement, fort simple d'ailleurs, fut rendu à Saint-Pierre le 13 juillet 1462, et confirmé à Nevers le 14 décembre 1478.

— Une charte du 17 mars 1479 (mercredi après *Oculi*), montre l'abbesse Catherine Boutillat dans l'exercice de son droit de patronage pour la chapellenie ou vicairie de Sainte-Marie-Madeleine, près Oulon. Lorsqu'il y avait vacance, l'abbesse de Nevers avait la collation, provision, institution et toute disposition à son gré, en vertu de sa dignité abbatiale. Un prêtre, maître ès-arts,

Jean Forand, en avait joui par procuration de Symon Povreaul, clerc, dernier bénéficiaire, et l'avait résignée entre les mains de l'abbesse, pour faire échange avec Jean Povreaul, également clerc, contre la chapellenie de Soury, paroisse de Champvoux. — Ce Jean, fils de Pierre Povreaul, bourgeois de Nevers, devait être parent du précédent bénéficiaire ; en tous cas, présentant aux yeux de l'abbesse les garanties désirables pour entrer en possession des droits attachés à la chapellenie, il en fut solennellement investi.

— A cette époque déjà avancée dans le Moyen-Age, l'abbesse instrumente encore elle-même : « Katherina Boutillata, humilis abbatissa monasterii B. M. de Nivernis... Salutem in Domino ». Toutefois, l'acte, en latin, est passé devant un notaire, nommé Billard, dont la présence est signalée et qui appose sa signature, ainsi que le sceau de l'abbesse, pour assurer la validité de l'acte.

— L'évêque Pierre de Fontenay, voulait faire la visite du monastère ; l'abbesse résista et maintint énergiquement le privilège d'exemption de l'abbaye ; l'excommunication, lancée pour refus de visite, fut déclarée nulle.

— 1497. Le prieuré de Coustiers fut l'objet d'une série d'échanges de terrains entre dame Antoinette Bonne, prieure, et plusieurs voisins, sans doute pour convenance de jouissance, par acte passé sous le sceau de la prévôté de Sancoins, le 18 octobre 1497 (1).

— Les auteurs ne sont pas d'accord sur l'époque de la mort de Catherine de Boutillat : le nécrologe de la maison la porte au VIII des calendes de mars (22 février) 1502 ; ailleurs, on indique son décès au VIII des calendes de juin 1488 (25 mai).

(1) Toute cette suite de pièces provient du fonds des Archives de la Nièvre.

Dans tous les cas, si on admet la date du nécrologe, il faut penser que cette abbesse se serait démise de sa charge quelques années avant sa mort, car la suivante se trouve comme abbesse dans un acte de 1499.

XXVII. JEANNE IV LE BOURGOING (1), quoique nommée depuis deux ans, ne prit possession que le 6 septembre 1501.

— La maison de Meauce, appartenant à l'abbaye, est mentionnée dans une pièce du 3 décembre 1507, relative à la vente de plusieurs terres par Guillaume Gendrier à Guiot Coucrat, d'Aspremont. Ces terres sont chargées de cinq deniers tournois et d'un boisseau d'avoine dûs chacun an « à nos dames les abbesses et couvent de Notre-Dame de Nevers, au lieu de leur maison de Meaulce (2) ».

— 1513. Regnault Thoret, charpentier, se rend avec ses gens, à la forêt des Fours (commune de Cessy-les-Bois), appartenant à madame l'abbesse de Nevers, pour y abattre quinze pieds d'arbres à faire des solives, tant pour les cintres du pont de Loire que pour « atayer l'ologe qui est en danger de cheoir (3) ».

— L'abbesse Le Bourgoing soutint avec énergie les droits de son monastère contre l'évêque de Nevers. Elle institua dans sa communauté la fête de la Présentation de la Sainte-Vierge en 1510, et en 1517 celle de la Visitation et de la Compassion. Comme on le voit, ces religieuses s'attribuaient des pouvoirs bien étendus. Elle fonda, en 1517, avec son frère, Philippe Le Bourgoing, chanoine de Nevers, etc., l'autel de Notre-Dame-de-Pitié dans l'église de l'abbaye. L'acte de fondation sera reproduit intégralement, vu l'importance des détails qu'il contient sur d'anciens usages et le personnel du monastère :

(1) Le sceau de cette abbesse est reproduit à la fin du chapitre premier ; il provient des Archives de la Nièvre.

(2) Archives de la Nièvre.

(3) Archives communales de la ville de Nevers, CC., 88.

« A tous ceux qui ces présentes lettres verront, Pierre Baudereul, bourgeois de Saint-Pierre-le-Moustier et garde du roy, notre sire en la prevosté dudit lieu, salut, scavoir faisons que par devant Michel Bourbonnat, notaire du roy, nostre sire... noble dame madame Jehanne Le Bourgoing, abbesse de Notre-Dame, noble vén. et disc. personne maistre Philippe Le Bourgoing, licencié ès lois, chanoine de Nevers et d'Auxerre, curé de Saint-Jacques-la-Boucherie de Paris, et seigneur temporel de Maulevrier, et damoiselle Charlotte Le Bourgoing, frère et sœur, lesquels et chacun d'eulx, meus de dévotion, et affin que le divin service soit chacun jour continué et augmenté audict monastère Notre-Dame de Nevers et qu'il plaise à Notre-Seigneur et à sa glorieuse Mère avoir pitié de leurs pauvres âmes et de leur père et mère et aussi de faire bonne mémoire madame Katherine Boutillat, leur tante, en son vivant abbesse dudit monastère, laquelle à chacun d'eulx a fait plusieurs biens en général et en particulier et autres leurs parents et amys, et affin que audict monastère la glorieuse Vierge, patron d'icelluy monastère, soit chacun jour ample-ment servie; pour ces causes... de leur plein gré... ont cogneu et confessé et par ces présentes cognoissent et confessent avoir perpétuellement fondé et institué la feste et solennité Nostre-Dame-de-Pitié qui se célébrera chacun an par les religieuses... les quatre curés, diacre, sous-diacre et autres officiers dudit monastère en la manière que s'ensuict. C'est à scavoir : la veille de laditte feste, vespres solennelles; le jour matines, grant messe, procession avant icelle grant messe et vespres, ensemble les aultres heures, come prime, tierce, sexte, nonne et complies, le tout solennel comme on a coustume la veille du jour de la Nativité d'icelle glorieuse vierge Marie, fondé audict monas-

tère ; en laquelle procession seront tenus tous les curés, diacre et sous-diacre, vicaires de mors et autres officiers assister. Auxquels sera distribué par le receveur, le service faict et accompli, à scavoir à chacune religieuse beniste et professe et à chacun des quatre curés et officiers, la somme de deux sols six deniers tournoys ; à chacune écollière novice vingt deniers et à la prieuse chantre, aux procuraresses et recepveur dudit couvent à chacun vingt deniers ; et oultre leur dict distribut, à la sacreste (sacristine) pour son candélabre et luminaire qu'elle sera tenue faire à ses dépens, cinq sols tournoys oultre son distribut ordinaire ; au diacre et sous-diacre douze deniers, pour parer et déparer le grant autel des reliques ; au marillier pour sonner les cloches... et fournir tous sonneurs adce nécessaires, cinq sols oultre son distribut ordinaire ; et pour faire et accomplir les chouses dessus ont reaulment baillé, ceddé et perpétuellement transporté à icelle madame l'abbesse et ses religieuses... la somme de soixante-cinq livres tournoys en douzains, laquelle somme icelles religieuses avoient prise en leur coffre et trésor pour lachast de quatre livres tournoys et un boisseau froment qu'elles ont acquis de noble homme Jehan de la Perrière et ses personniers, escuyer, seigneur de Chuffort. Laquelle somme de quatre livres tournoys et ung boisseau de froment, mesure dudit Nevers, sera et demourra perpétuellement aux religieuses au prouffit de ceste présente fondation et par ces présentes, les maistre Philippe Le Bourgoing et damoiselle Charlotte Le Bourgoing ont dès à présent aussi baillé, ceddé et perpétuellement transporté auxdictes religieuses... trente-cinq sols tournoys et une geline de bourdelaige qu'ils ont acquis de George Renche, dit Pinchard, et que icelluy George Renche est tenu payer perpétuellement, par chacun

an, auxdits maistre Philippe et sa dicte sœur et sur certains héritaiges déclarés ès lettres sur ce faictes et receues par messire Jehan Perrot, à la faculté toutefois de pouvoir racheter lesdicts trente-cinq sols et geline... ; lesdictes religieuses seront tenues employer l'argent, qu'elles en recepvront et qui viendront desdicts rachatz, en aultre héritaige au prouffit d'icelle fondation et non d'aultre. Dame Gabrielle Pitoyse, grand prieuse ; Roberte du Chaillo, chantre ; Katerine Talon, sous-prieuse ; Perronnette Breschard, sous-chantre ; Katerine Terrière, prieuse du Montot ; Marguerite Terrie, pensionnaire du prioré de Marcaigne, dépendant dudict monastère ; Isabeau Franc, Loyse de Torcy, Jehanne de Chasteaulx, Huguete du Pontot, prieuse d'Appilly ; Françoise Botillat, secreste ; Jehanne Babute, prieuse de Lichy ; Marié de la Platière, Jehanne Pitoyse, Susanne de la Cour, Jehanne de Rosnay, Anne Sellière et Jehanne du Pré, toutes religieuses et professes faisant et représentant la plus grande et saine partie du couvent dudict monastère adce présentes et capitulairement en leur chappitre en la manière accoutumée et pour ce au son de la cloche... promettent chacun an audict jour faire celebrer ledict service..... Faict et donné à Nevers, le premier jour de feuburier 1517. Tesmoings Messire Jehan Perrot, curé d'Ollon, et Jean Massignors, presbtres, demourant audict Nevers (1). »

1523. Rapport de M^e Jean Rondeau, commis à recevoir les deniers de l'aide de la subvention que le roy a fait demander aux évêque, chapitre et clergé du diocèse de Nevers, pour la tuition de son royaume... La part de contribution de l'abbaye est de 2.104 livres, 10 sols, 6 deniers (2).

(1) Arch. préfecture, H. 364, n° 5.

(2) *Id.*

— 1531. Echange d'héritages situés à Nevers, au champ de La Motte, entre Guillaume Le Tort, écuyer, seigneur du Marais, et Jean Dumarest et sa femme Jeanne Des Granges, sous la charge de 50 sols tournois et une geline de bordelage aux religieuses de Notre-Dame (1).

Jeanne Le Bourgoing mourut au mois de septembre 1533.

XXVIII. JEANNE V D'ALBRET était fille de Jean d'Albret, comte de Dreux et de Rethel, et sœur de Jacques d'Albret, évêque de Nevers. Elle fit profession au monastère de Charenton, diocèse de Bourges, et entra dans sa vingt-neuvième année, quand elle fut nommée abbesse de Nevers. Elle obtint ses bulles du pape Clément VII, en 1533, mais elle ne prit possession que l'année suivante ; car en cette même année, Françoise Boutillac, prieure, conféra l'office de la sacristie, le siège étant vacant.

L'abbaye de Nevers avait besoin de réforme. Jeanne d'Albret était l'abbesse sainte et courageuse, capable de commencer et d'entreprendre une œuvre si nécessaire. L'église de Saint-Genès a été tout à la fois paroissiale et monacale, ce qui ne devait pas être sans inconvénient pour une communauté de femmes. Cependant le monastère avait à part la chapelle de l'abbesse, qui devait servir à la communauté pour les offices ordinaires, mais qui semble être devenue alors église abbatiale. En dehors du chapelain du couvent, quatre prêtres étaient simultanément curés de Saint-Genès ; pour diminuer les conflits aussi bien que pour alléger les charges des religieuses, l'évêque, frère de l'abbesse, réduisit à deux les curés de Saint-Genès.

C'était une réforme sérieuse que se proposaient, d'un

(1) Archives de la préfecture.

commun accord, le pieux évêque et la courageuse abbesse :

En 1535, 5 février, nous voyons l'évêque de Nevers appeler les Pères réformateurs de Fontevrault pour avoir leur conseil et avis, afin de mettre en vigueur lesdits statuts, lus et approuvés au chapitre de ladite abbaye, en présence de la mère abbesse et des religieuses, lesquelles les avaient acceptés ; lesdites religieuses se dédièrent ensuite de cette acceptation. Sur quoi nouvelle ordonnance, et pour cela furent appelés M. le grand prieur de Cluny et de La Charité et dom Christophe Coquille, docteur en théologie, lesquels établirent la réformation, qui fut homologuée devant Olivier Millet, écuyer, conseiller du roi, lieutenant-général au bailliage de Saint-Pierre-le-Moutier (1).

1535. Commission donnée par Jacques d'Albret, évêque de Nevers, aux abbés de Saint-Sulpice de Bourges et de Chezal-Benoit, pour réformer le monastère des filles de Notre-Dame de Nevers (2). Cette dernière tentative eut plus de succès.

Toutefois ce n'est qu'en 1540 que l'abbaye fut définitivement unie à la congrégation de Chezal-Benoit (3).

Les abbayes dépendant de Chezal-Benoit étaient exemptes de la nomination royale ; ce qui leur assurait des supérieurs réguliers et non de commende. Ces privilèges, reconnus par lettres du 19 mai 1517, vérifiées au grand conseil, le 15 février 1518, furent encore confirmés par lettres du 15 novembre 1601.

La congrégation de Chezal-Benoit avait un bréviaire particulier imprimé ; en 1513 fut publié son missel et

(1) *Inventaire de l'abbé de Marolles*, pages 428 et 429.

(2) *Id.*, page 81.

(3) M^{sr} CROSNIER, *Congrég. relig. de femmes*, page 23.

en 1534 son diurnal (1). Dès lors, ces différents livres furent en usage à l'abbaye de Nevers.

— Le 5 février 1541, un immeuble situé hors des murs de Nevers, paroisse de Saint-Sauveur, est acheté par la veuve Steuf de Luxembourg, seigneur des Trappes, à des marchands de Nevers, Jean et Guillaume Brosse, pour 27 livres tournois. Cet enclos était chargé d'un bordelage annuel de 20 sols et une gélène au profit de l'abbaye de Notre-Dame (2).

— 1546. Compte des dépenses de la ville, pour le service à l'abbaye, de feu Mgr le dauphin François, fils du roi François I^{er} :

« A Philibert Conté, menuisier, 7 livres 10 sols tournois, pour une chapelle ardente mise sur le corps dudit feu seigneur, en l'église du monastère Notre-Dame.

» Cent cierges, chacun du poids d'un quarteron, sont mis dessus ladite chapelle que Philibert Dupleix, peintre, met en noir (3) ».

Le *Gallia Christiana* clôt la notice de Jeanne d'Albret, en disant « qu'elle gouverna très saintement le monastère de Notre-Dame, jusqu'à l'année 1560, où, d'après un acte, on voit qu'elle était toujours à la tête de la communauté ».

XXIX. MARIE II D'ALBRET se démit, en 1561, en faveur de la suivante abbesse. Il est à remarquer qu'elle porte ordinairement, dans les actes, le nom de *Françoise* ; sa mort arriva en 1563, le 28 décembre (4).

A partir de 1553 à 1564, les dates et les noms, d'après

(1) CATHERINOT, *Annales typographiques de Bourges*, pages 2 et 3, année 1683.

(2) Arch. de la Nièvre.

(3) Arch. communales, CC 121.

(4) *Gallia Christiana*.

les actes authentiques, ne concordent pas avec le *Gallia* ; une autre remarque sera faite à la suite du dernier acte de l'année 1564.

— Acte de présentation par l'abbesse à la cure de Fleury-sur-Loire.

« Françoise d'Alebret, humble abbesse de Notre-Dame de Nevers, faict scavoir à Révérend Père et seigneur en Jésus-Christ, Jacques Spifame, évesque de Nevers, que l'esglise paroissiale de Saint-Julien de Fleury, dont la présentation lui appartient en raison de ladite abbaye, mais la collation, la provision ou toute autre disposition appartient à Monseigneur en raison de la dignité épiscopale, étant vacante par la mort de Philibert Pollogne, elle a cru bon lui présenter Garnier Guillin et prie sa Révérende Paternité vouloir lui conférer ladite cure (1) ».

— « Le 21 août 1553, révérende dame Françoise d'Alebret, abbesse de Notre-Dame de Nevers, prétendait avoir des bordelages sur les limites de la terre et seigneurie de Dornes et Saint-Parize-en-Viry pour un héritage appelé la Grande place ». Plusieurs personnages parurent dans cet arrangement amiable : Florimond, écuyer, seigneur de Dornes et Saint-Parize, conseiller secrétaire du roy et contrôleur de l'ordinaire de France ; maître Liénard Baulderon, licencié ès lois, juge et garde de la prévôté de Saint-Pierre ; messire Sébastien Guyot, prêtre, chanoine de Dornes (2).

— 26 avril 1564. Révérende dame Françoise d'Alebret, abbesse de l'abbaye Notre-Dame de Nevers, Gabrielle Le Tort, Charlotte Galoppe, Loyse de Rivière, Catherine Olivier, Marie de Roffignac... toutes religieuses en ladite abbaye, assemblées en la maison de Sardolles, où elles se sont retirées par le

(1) Arch. de la Nièvre.

(2) *Id.*,

danger de peste de présent régnant en la ville de Nevers ; attendu que la maison, en laquelle est décédé feu messire Ymbert Lepère, assise en la rue Saint-Genys, est de leur directe bordelière, ce que vaudrait icelle maison appartient par droit de réversion à icelles religieuses ; Jacques Lepère, frère et héritier dudit feu messire, prétendant d'autre part lui être dû par les religieuses certaine quantité de bled, vin et argent, tant à cause de l'office de « marillier » que le défunt exerçait en l'église Notre-Dame que autrement ; les parties ont convenu entre elles ce qui s'en suit : Jacques Lepère a remis et délaisse auxdites religieuses tout le bled, vin et autres choses auxquelles elles pourraient être tenues aud. défunt, et moyennant encore deux écus d'or soleil, que led. Lepère promet et sera tenu de payer auxd. religieuses, à leur simple requeste, icelles religieuses ont remis et quitté, remettent et quittent audit Lepère tout le droit appartenant sur lad. maison (1).

— 1^{er} octobre 1564. Nouvel acte fait à *Sardolles*. Honorable homme et sage messire Jacques Bolacre, licencié ès droits, procureur général du Nivernois, désirant récompenser révérente dame, dame Françoise d'Aleuret, abbesse de l'abbaye et monastère du dévot couvent réformé de Notre-Dame de Nevers, de l'ordre de saint Benoit, de plusieurs bienfaits que les prédécesseurs dudit Bolacre et lui, ont reçus de lad. dame et aussi afin que le service divin, accoustumé être célébré en ladite abbaye, soit entretenu et que aux prières publiques et particulières, qui se font en lad. église ledit Bolacre y soit compris et, pour le soustènement de lad. abbaye, constituée à lad. dame d'Aleuret, à sa vie, et en faveur d'elle seulement, la somme de

(1) Minutes Taillandier.

250 livres t. de pension sur tous et chacun de ses biens, de lui Bolacre (1).

D'après ces quatre pièces citées, qui sont en contradiction avec le *Gallia Christiana*, il faudrait admettre que Marie II d'Albret serait la même que Françoise d'Albret et qu'elle aurait commencé de gouverner le monastère *en 1553*, au lieu de 1560, et et qu'elle mourut, non en 1563, mais au moins après le mois d'octobre 1564.

Voici le résumé de quelques autres pièces :

— A Coulonges, près Cercy, le couvent de Notre-Dame de Nevers avait « entre aultres beaux droits » la redevance annuelle de douze quartaux de seigle dûs par le prieur de Notre-Dame de Coulonges, à la Toussaint « sur le plus beau et cler revenu dudit prieuré ». Dans les années 1553 et 1566, le prieur ne s'acquittant pas, l'abbesse fut dans l'obligation de le contraindre par l'entremise de François du Pontot, chevalier, et du bailli du Nivernois (2).

— L'abbaye avait une rente de bordelage à Sainte-Solange en Berry. Un acte du 26 mars 1555-56, passé devant François de Lospital, lieutenant au bailliage de Bourges, constate, à cause de la fondation et dotation de leur église, que les religieuses et abbesse de Nevers ont droit de prendre chacun an, selon la coutume du pays et duché de Nivernois, à chacune fête de la Nativité de Notre-Dame, un demi cars de chanvre et une moitié de géline, sur une pièce de vigne assise au vignoble de Sainte-Solange (3).

— 10 mai 1556. Jean Debyot, de la paroisse de Gimouille, au village des Noues, commune de Saincaize, vend une vigne à Etienne Babise, du village

(1) Minutes Taillandier.

(2) Arch. de la Nièvre.

(3) *Id.*

des Forges, paroisse de Sauvigny-les-Chanoines, avec la charge et condition de rendre « deux boisseaux et demy froment mesure de Nevers, et une geline de bourdelage dû, chacun an, aux vénérables religieuses, abbesse et couvent Nostre-Dame de Nevers, au prouffit de la prieure du Montot, à la Saint-Martin d'hiver (1) ».

— Aux alarmes de la peste, que les religieuses cherchèrent à éviter, en se réfugiant dans leur propriété de Sardolles, succédèrent, pendant une dizaine d'années les transes perpétuelles des bandes huguenotes qui menaçaient la ville. Aussi, dans plusieurs de ses séances, le conseil des échevins prend-il des mesures de précaution et de défense :

29 mars 1562. « Nous prions Monsieur de Chastillon de faire démolir l'église Saint-Gildal..., le moulin de Ninchat et l'appentis proche des murs de la ville... comme étant périssables pour cette ville ».

12 novembre 1567. « Le moulin de Madame l'Abbesse, nommé Ninchat, sera rasé, et sera récompensée ladite Abbesse au moins mal que possible ».

2 février 1568. « On fera abattre le moulin de Nynchat, assis près les murailles de cette ville, appartenant aux religieuses, abbesse et couvent de Notre-Dame, et autres édifices nuisant à la défense de la ville, sauf à donner récompense, après les troubles passés (2) ».

XXX. Au sujet de l'abbesse FRANÇOISE DE FONTENAY, au moins pour les premières années de son administration, il y a désaccord entre Le *Gallia* et Parmentier. Le *Gallia* prétend qu'elle fut solennellement bénie le XIV des calendes de décembre 1554

(1) Archives de la Nièvre.

(2) Délibérations du conseil des échevins.

(18 novembre), et notre chroniqueur nivernais reporte cette cérémonie au 18 mars 1568. C'est en cette même année qu'elle obtint de l'évêque Giles Spifame la réunion des deux cures de Saint-Genès sous l'administration d'un seul curé (1).

— En 1572, le 14 janvier, un arrangement a lieu entre le couvent, représenté par dame Françoise de Fontenay, abbesse du « couvent réformé de Notre-Dame de Nevers », dames Jehanne Dunryage, Charlotte du Pontot, Anne Vinet dicte de Tours, Claude de Lange, toutes religieuses « dudict monastaire et les senieures en icelluy »..., et Jean Destrappes, contrôleur des deniers communs de la ville de Nevers.

Les religieuses avaient fait à Jean Destrappes un bail à bordelage de plusieurs héritages situés à Saint-Baudière, près Marzy, pour 60 sols et une géline, provenant de Jean Giraut, décédé sans hoirs. Il y avait, en plus, une rente de quatre boisseaux de froment, dûe aux quatre curés de Saint-Genest, laquelle rente Destrappes contestait, comme non portée dans son bail. D'où procès et grands frais pour les deux parties, qui conclurent à l'amiable un autre arrangement.

Les religieuses cèdent à Destrappes et à sa femme, Catherine Pernin, veuve auparavant de Jean de Saulieu, un bordelage de 60 sols et une géline, assis à Saint-Baudière ; un autre, de 5 sols et une géline, à Chaluzy ; un autre, de 45 sols et une oie grasse, sur une maison sise à Nevers, rue de la Parcheminerie ; un autre, de 45 sols et une géline, sur une autre maison, rue de la Coutellerie, occupée par feu Antoine Pinot, armurier ; les religieuses faisant complet abandon de ces redevances et constituant Destrappes comme vrai seigneur et maître, comme en sa propre chose loyalement acquise.

(1) PARMENTIER, *Archives de Nevers*, t. I^{er}, p. 394.

En contre échange et récompense, Destrappes cède à l'abbesse et « au proffict de la crosse du monastaire » : 1° sept livres tournois et une géline dûs par Louis Chappuz, marchand à Nevers, sur une maison, jardin, terres et prés ; 2° 15 sols tournois par le même, sur une vigne, située aux Montapins ; 3° 20 sols dus par Nicolas Durant, sur des terres sises à Pinay, près Parigny-les-Vaux.

L'acte contient d'autres conditions de minime importance et reste muet sur la redevance aux quatre curés de Saint-Genest (1).

— Suit un autre litige, cette fois avec un chanoine. La charte du bailli de Saint-Pierre en signale seulement la cause, mais nous n'en connaissons pas l'issue.

Le 10 novembre 1581, Sébastien Frenillot, chanoine de Nevers, se plaint de ce que en l'année 1574 l'abbesse de Notre-Dame, Françoise de Fontenay, « l'auroit, sous beau langage et promesse, attiré à son service, pour faire sa recepte et vacquer à ses affaires ». Il expose que lui, simple et peu expert, il s'est lancé dans des livraisons de grains importantes et qu'on a abusé de son inexpérience. En fin de compte, il s'est engagé à la somme de six cent quatre-vingt-une livres, qu'il réclame à l'abbesse (2).

— En 1601, Madelaine de La Rivière, femme de Hubert de La Rivière, s'engage à une pension annuelle de 20 écus, envers l'abbaye Notre-Dame, pour chacune de ses deux filles, Marie et Louise de La Rivière, qui ont fait profession cette même année (3).

Françoise de Fontenay parvint à un âge avancé et se vit dans la nécessité de demander une coadju-

(1) Archives de la Nièvre.

(2) *Id.*

(3) *Inventaire de Marolles*, p. 760.

trice, ce qui lui fut accordé. Elle mourut le 21 août 1607 (1).

XXXI. CLAUDINE DE GAMACHES, fille de Georges de Gamaches, seigneur de Jussy et de Quinquempoix, vicomte de Rémon, baron de Châteaumeillant, et d'Anne des Guerres, fut placée dès l'âge de sept ans, dans le monastère de Notre-Dame de Nevers. Cette enfant, qui avait sucé la piété avec le lait, fit de rapides progrès dans la vertu. Etant parvenue à l'âge fixé par les saints Canons, elle fit sa profession religieuse, et du consentement unanime des sœurs, qui avaient su apprécier son mérite, elle fut immédiatement instituée prieure. Elle continua par son humilité, sa piété et sa régularité, d'être le modèle du monastère, et les sœurs l'entouraient d'estime et d'affection. Ce fut elle que Françoise de Fontenay demanda pour coadjutrice. L'acte fut signé en 1591, par Henri IV, qui était alors au siège de Chartres. Jusqu'en 1606, Claudine refusa de prendre le titre d'abbesse, car n'ayant pas encore trente ans, elle n'avait pas voulu solliciter ses bulles en cour de Rome; elle les obtint de Paul V, aux calendes de février 1606, et désira attendre la mort de Françoise, pour se faire bénir. Ce fut Eustache du Lys qui la bénit solennellement, le IX des calendes d'octobre.

Une telle abbesse ne pouvait manquer de veiller à l'observation des saintes règles de la discipline, et d'exercer, sur les points défectueux, une sérieuse réforme dans sa communauté. La clôture fut l'objet principal de sa sollicitude : elle fit placer des grilles aux parloirs, répara les murs du monastère; elle renouvela le mobilier de l'église, sollicita et obtint des

(1) Au chapitre second, son extrait mortuaire est reproduit, à cause des noms de religieuses qui sont citées.

moines de Sainte-Colombe, au diocèse de Sens, des reliques de saint Loup. Par ses exemples, plus que par ses paroles, elle portait ses sœurs à la piété la plus solide ; en secret, elle se livrait aux austérités et aux exercices de la pénitence. Sous son administration, « la congrégation de Chezal-Benoit, ayant été unie à la réforme de Saint-Maur, par arrêt du Conseil du 2 mai 1636, l'abbaye de Notre-Dame suivit son chef d'ordre(1) ».

Après avoir gouverné son monastère pendant trente-six ans, avec zèle et sagesse, elle mourut en odeur de sainteté, la veille des ides (12) de novembre 1642. Les sœurs avaient recueilli avec soin les actes d'une vie si bien remplie ; malheureusement le manuscrit ne nous est pas parvenu(2) ; nous y perdons des leçons d'édification en même temps que de précieux renseignements d'histoire.

— 20 avril 1621. Note du Roy. A esté présente noble révérente dame Madame Claude de Gamaches, abbesse, laquelle tant pour elle que pour la communauté, baille et délaisse par ces présentes, à tiltre d'accense pour cinq années continuelles et consécutives, commençant au jour et feste de Nativité de saint Jehan-Baptiste prochain, à hon^e homme Nicolas Bataille, marchand, demeurant en la ville de Desize, présent, stipulant et acceptant la dicte accense *la dixme de bled de Marcoux*, sise en la paroisse de Champver, appartenant aux Dames religieuses, abbesse et couvent Nostre-Dame de Nevers... tout ainsy que les précédents dixmeurs en ont cy devant joy à tiltre d'accense.... Soubz l'accense de la quantité de 20 quartaux de bled, mesure de Verneuil, par tiers froment, seigle et avenne

(1) *Archives de Nevers*, t. I^{er}, p. 304.

(2) D'après M^{re} CROSNIER, *Congrégations religieuses de femmes*, p. 24.

et encore 2 quartaux de froment, huict aulnes de thoile, le tout pour chacun an, de bon bled de dixme raisonnable et bien vanné que le dict Bataille a promis et s'est obligé payer, par chacun an, auxdictes Dames ou à leur recepveur... au lieu du port de Champver ou aultre port plus commode du costé de la ville de Desize, à chacun jour de saint Martin d'yver...

A Nevers, au parlouer de ladicte abbaye, après midy, le 21^e jour d'Apvril 1621; présents : Jean Durand, laboureur, demourant à Sardolles, et M^{re} Jean Durand, recepveur de ladicte abbaye, demourant à Nevers ; led. Durand, laboureur, a déclaré ne scavoir signer ; oultre ce, unq sol pour chacun quartaul pour les droitz du recepveur.

Ont signé : C. DE GAMACHES, BATAILLE, DURAND,
et PELLÉ, notaire. (1).

— 3 juin 1624. Marché entre madame la prieure Ozanne de Bonny (au nom de Madame l'abbesse), et Léonard de Marizy, jardinier, qui devra, « pendant un an continuel et consécutif, faire et nettoyer bien et bonnement tous les jardins qui sont dans l'enclos, y compris le vergier et la vigne, de la contenüe d'environ 4 hommes... Devra item ayder à porter le bled de lad. abbaye, lorsqu'il en viendra aux greniers d'icelle, aussi accomoder et embûcher tout le bois à chauffer, porter les graisses et fumiers aux jardins, moyennant la somme de 24 livres et 4 quartauts bled moitié froment et seigle. Lad. dame prieure devra nourrir led. de Marizi et les ouvriers qui seront avec luy pour luy ayder à faire les jardins et vignes seulle-

(1) Minutes Pellé.

ment ; comme aussy il sera nourry lorsqu'il aydera à porter les bleds et bois (1). »

1624. Prieuré de Marseigne. — Je ne puis me borner à citer la date et le titre de la pièce concernant ce prieuré, qui a été mentionné tant de fois parmi les maisons dépendant de l'abbaye Notre-Dame ; il s'agit d'une visite, dont il fut l'objet, entourée de circonstances et de détails qui ont tour à tour leur côté drôlatique et fort intéressant. Elle n'avait pas été annoncée et la prieure se trouve absente ; le serviteur, devant l'appareil d'un religieux accompagné d'un avocat, de deux notaires royaux, voudrait voir tous ces personnages à cent lieues, a peur de se compromettre en laissant visiter la maison, refuse de parler et, ensuite, fait des réponses qui seront de tout point contredites par le curé de Marseigne, chapelain du prieuré. De tout cela, il résulte un compte rendu de visite un peu décousu et sans ordre, mais qui ne laisse pas que d'être complet. Je reproduis donc *in extenso* les trois procès-verbaux qui furent rédigés en cette occasion :

« Le lundy, 22^e jour du mois de juillet 1624, au lieu du prioré de Marseigne-les-Jalligni (2), diocèse de Clermont, nous frère Jacques Aubert, presbtre et religieux profès de l'abbaye de Saint-Vincent du Mans, ordre réformé de Chezault-Benoist, commissaire députté par révérende dame Claude de Gamaches, abbesse du dévost couvent réformé de Notre-Dame de Nevers, ordre dud. couvent, dont nous sommes à présent Père confesseur, et en vertu de la commission du 19^e jour du présent mois de juillet et an

(1) Minutes Pellé.

(2) Marseigne, en Bourbonnais, diocèse de Clermont, en l'élection de Moulins ; on y compte 23 feux. (*Dictionnaire géographique*, d'EXPLLY, 1722).

susdict, signée de Gamaches, abbesse, Durand, Poisson et Brisson, notaire royal, comme secrétaire de lad. abbaye ; où estant arrivez environ les troys à quatre heures de l'après-midy, en présence du not^e royal au bailliage et siège présidial de Saint-Pierre le-Moustier, soubz^{nez}, et des témoingts cy-après nommez. Avons trouvé aud. prioré de Marseigne-les-Jalligni, ung jeune homme, âgé d'environ 25 ans, auquel avons faict demander quel il estoit et enquis de son nom ; a dict estre serviteur domestique de ceste maison, soubz dame sœur Perronne de La Guiche, religieuse et prieure du présent prioré de Marseigne et aulcunement ne nous a voulu dire son nom, quoique interpellé à plusieurs fois, et nous a dict que lad. dame Perronne de La Guiche est à présent en Bourgogne, en la maison du S^r de Chitain, son frère, et déclarant, en outre, qu'il n'y a aultres religieuses demeurant en ce lieu depuis la feste Nativité saint Jehan-Baptiste dernier, et qu'il ne se faict aucun service en l'église du prioré, que faict un presbtre qui célèbre la messe quelques fois et toutesfois ne demeure pas en ce lieu, mais au lieu de Boussier, distant de ce lieu d'une lieue.

» Ce faict avec led. serviteur, nous nous sommes transportez au dedans de l'esglise dud. prioré et, pour ce faire, passez par le cloistre ; et estant dans lad. esglise, avons veu le grand aultel assez honnestement orné de parements et nappes et ung tabernacle à mettre le corps de Dieu, lequel toutesfois n'avons ouvert, pour n'avoir la clef. Comme aussy avons veu deux aultels aux costez du grand aultel en assez bon estat et parez d'honnestes ornements, et quant à la voulte couvrant le grand aultel, elle est crevassée, fendue et entre ouverte, menassant ruyne ; et quant à deux petites voutes, estant à l'entrée du chœur de lad. esglise, avons veu qu'elles ont esté puis naguères refaictes à neuf et ne

sont encore les saintres ostés ; et quant à la nef de lad. esglise, il n'y a aucune charpenterye ni couverture ; et à l'esgard de la charpenterye et couverture estant sur lesd. aultels, avons recogneu qu'elle estoit de bonne nature ; comme aussy avons veu que sur lesd. deux petites voulttes il y a de la charpenterye faicte à neuf, lattée et à demy couverte d'un cousté. Et d'illec nous nous sommes transportez au dedans le cloistre dud. prioré, dont avons trouvé troys des allées d'icelluy garnies de charpenterye et couverture en thuille, à la réserve de qqe peu d'essaulne ; et quand à l'autre allée, avons recongneu estre sans couverture, lad. charpenterye estant renversée. Et ne sont lesd. allées du cloistre pavées ni carrelées, sinon en qqes endroits où il y peut avoir troys cens de carreau.

» Et voullans nous transporter au dedans les chambres dud. prioré, avons icelles trouvées fermées, et nous a raporté led. serviteur avoir esté partye d'icelles fermées par lad. dame prieure lorsqu'elle s'en est allée ; et à l'esgard des aultres chambres, présentement fermées par les servantes. Et ce faict ainsy, nous sommes entrez dans led. cloistre, pour entrer dans lad. esglise. Avons veu deux femmes dans une chambre dud. prioré. Avons néantmoingtz recongneu et veu la bonne tenue d'icelles chambres, estant en bon estat et nature, mesme la couverture d'une grange estant au devant led. cloistre. Enquis led. serviteur ès quelles valleurs estoit le revenu dud. prioré, a dict qu'il ne scait, pour y avoir trop peu de temps qu'il y demeure. Dont et de tout ce que dessus avons dressé nostre présent procès-verbal, en présence de honorable homme et sage maistre François Moquot, ad^{at} au bailliage et pairie de Nivernois, Léonard Saultereault, not^{re} et procureur aud. bailliage, demeurant à Nevers, estant de présent en ce lieu dud. prioré de Marseigne, tes-

moingtz et deux jeunes aultres hommes qui n'ont voulu dire leur nom ; en présence desquels avons interpellé lad. dame de la Guiche, prieure dud. prioré, parlant aud. serviteur, de délivrer à lad. dame abbesse de Nevers le marc d'argent pour le droict de lad. visitte, ensemble les frais d'icelle, et nous représenter la liève du revenu dud. prioré et les comptes qui ont esté rendus ; lequel a dict qu'il ne scait que c'est. Et voulans faire lecture du présent procès-verbal et faire signer led. serviteur et lesd. hommes tesmoingtz, ensemble faire délivrer ce présent, lesd. serviteur et jeunes hommes se sont retirez ; et au mesme instant nous avons veu et visitté une grande salle, estant à l'une des costières dud. cloistre et proche de lad. esglise, de la longueur de neuf toises ; laquelle salle il a aparü avoir anciennement servi de réfectouer, et le dessus de dortouer, comme il paraist par les entrées et anciennes marques ; laquelle salle est à présent divisée en deux. En la partye la plus proche de l'esglise, il y a une crèche à chevaulx et présentement un cheval attaché ; et l'autre partye aparoit servir d'estable à bestiaulx, pour y avoir quantité de fumier et de foing par dessus. Faict, les tesmoingtz présents, en présence desd. sieurs Moquot et Saultereault auxquels avons faict signer le présent procès-verbal, avec nous et avec François Pellé, n^{re} royal susdict. Par lequel Pellé avons faict faire une copie de notre pouvoir et des présentes et icelle attachée à la porte par laquelle on entre au cloistre.

» AUBERT, MOQUOT, SAULTEREAULT, PELLÉ ».

« Et led. jour. environ les 7 heures du soir, au lieu de Jalligni, au logis de Nostre-Dame, s'est comparu par devant nous, commissaire susdict, Messire Jehan

Tungnaud, presbtre, lequel nous a dict que, à la nomination de lad. dame prieure de Marseigne, il a esté pourveu, par le g^d vicaire de Clermont, de la cure de Marseigne drez la feste de Pentecoste dernière, depuis lequel temps a faict actuelle résidence à une des chambres dud. prioré de Marseigne, d'autant que à présent il n'y a aucune maison presbiteralle, estant ruynée de long temps et les parochiens si pauvres qu'ils n'ont moyen de la faire rebastir ; demande acte de sa présente déclaration, prétendant que celle, faicte par le serviteur de lad. dame prieure de Marseigne par le procès-verbal cy-dessus, dont il nous a représenté la copie qui auroit esté deslaissée à la porte, ne luy pourra nuire ni préjudicier, déclarant en oultre qu'il faict le service divin et célèbre la sainte Messe de deux jours l'ung au moins, en l'esglise dud. prioré ; mesme il célèbre les saintes vespres, les jours de dimanches et festes de Nostre-Dame et d'apostres ; et à l'esgard des interpellations faictes à lad. dame prieure, en parlant aud. serviteur, a dict qu'elle est de présent à Persy en Charollois en la maison du s^r de Chitain, son frère, depuis XV jours, l'en advertira pour y pourvoir par elle, ainsi qu'elle advisera, nous requérant nous vouloir transporter au prioré, pour faire visitte des chambres d'icelluy et voir les papiers qu'il nous représentera. Dont et de tout ce que dessus, avons aud. curé octroyé acte et déclaré que demain, heure de 5 heures du matin, nous nous transporterions au prioré pour faire visitte desd. chambres. Faict en présence desd. Moquot et Saultereaul, proc^r au bailliage et pairie du Nivernois, demeurant à Nevers.

» AUBERT, TUNGNAUD, SAULTEREAULT,
MOQUOT, PELLÉ ».

« Et le mardy, 23^e jour dud. mois de juillet 1624,

nous commissaire soubz^{né}, nous sommes transportez auedans dud. prioré, où estant led. Tunnaud nous a faict voir une grande chambre planchée à neuf et une des salles attenantes et une cuisine, deux aultres petites chambres ; toutes lesquelles chambres, salles et cuisine, avons trouvé en bon estat et suffisamment garnies de meubles.

» Item nous a dict qu'aud. prioré appartient ung molin à bled, assis proche et au-dessus de Jalligni, sur la rivière de Besbre, justice dud. prioré, qui s'accense communément 50 quartes froment et seigle.

» Item un domaine consistant en bastiment, prés, terres, pastouraux et bois et buissons, garni de bestial, déclarant que, depuis 20 ans, lad. dame prieure a faict planter l'œuvre de 15 hommes de vigne proche le jardin. Oultre qu'il y a un pré de 10 chartées de foing, proche led. prioré, pour la commodité et mesnage de la maison.

» Item que aud. prioré sont dubz plusieurs articles de cens, rentes et beaux deniers, debvoirs ; et de faict nous a représenté deux vielz terriers, receux par Picorin, contenant l'ung 112 feuillets escripts, et l'autre par Turrier, notaire, 66 feuillets escripts.

» Item, un aultre dud. Picorin, contenant 80 feuillets escripts et ung aultre, où il y a le disme de Marseigne, qui se lève en l'estendue de lad. paroisse et justice de Marseigne, auquel disme elle a la moictié, estant avec luy curé et le s^r Couzin, cons^r à Molins.

» Item, a lad. prieure droict de disme ès paroisses de Salligni, Collanges et les Fougès, paroisse de Thionne.

» Oultre ce, a la totale justice, haulte, moyenne et basse au dedans l'enclos et pourpris de la paroisse de Marseigne, cimetière et deux maisons devant lad. esglise, et encore en la maison du jardinier, et au surplus, en led. disme de Marseigne.

» Et a lad. dame la nomination et provision des offices, en perçoit les esmoluments. Et peut valoir le revenu dud. prioré la somme de 400 livres.

» Et en l'instant, nous a led. Tungnaud conduit en l'esglise dud. prioré, où estant il nous a fait voir dans le tabernacle, estant sur le grand aultel, ung calice d'argent, ung reliquaire aussi d'argent, le dessus estant doré ; item 3 chasubles, l'une de velloux bleuf, l'autre de damas blanc et l'autre de satin noir avec deux courtibaults (1) d'Ostade (2) noirs, avec marques blanches et une chappe de camellot incarnat ; item 4 aulbes avec amicts et saintures, un messel neuf à l'usage romain, selon la réformation du Concille, et ung autre à l'usage romain et deux vieux livres de plain cham ; déclarant en oultre led. Tungnaud que, par le peu de temps qu'il est en ce lieu, il ne peut déclarer s'il y a plus grand revenu. Dont et de tout ce que dessus avons dressé nostre présent procès-verbal de visitte, pour servir à Madame l'abbesse de Nevers ce que de raison.

» Faict en présence des susdicts F^{cois} Moquot, ad^{at} au bailliage et pairie de Nivernois, et Bernard Saultereault, proc^r aud. bailliage, demeurant à Nevers, tesmoingtz, en présence desquels a esté délaissé copie des deux procès-verbaux cy-dessus et derniers escripts, pour luy représenter, et fait signer icelle copie par F^{cois} Pellé, no^{re} royal au bailliage et siège présidial de Saint-Pierre-le-Moustier.

» AUBERT, TUNGNAUD, MOQUOT, SAULTEREAULT.
PELLÉ (3) ».

Après cette bonne trouvaille *de la visite du prioré*, je m'adressai à M. l'abbé Nicolas, doyen de Jaligny,

(1) Courtibault, vêtement d'église, sorte de dalmatique. *Curtinbaldus* (DU CANGE).

(2) Ostade, sorte d'étoffe, estame. *Ostada* (DU CANGE).

(3) Minutes Pellé.

en le priant de me renseigner sur l'état actuel de l'église, du couvent, etc. M. le doyen s'empressa de satisfaire à mes désirs avec autant d'amabilité que de compétence ; je résume ses notes.

L'église n'existe plus ; elle a été démolie dans le courant du siècle dernier. Elle servait à la fois pour les offices du couvent et de la paroisse de Marseigne.

L'origine du prieuré est très ancienne ; au XIII^e siècle, le prieuré de Coulanges en dépendait. En 1293, un différend s'éleva entre Robert III, comte de Clermont, seigneur de Jaligny, et Isabelle, prieure de Marseigne, au sujet de la justice haute et petite du prieuré, et des amendes qu'elle devait toucher pour les délits commis dans la ville de Marseigne. L'affaire s'arrangea à l'amiable par devant Alix, abbesse de Sainte-Marie de Nevers.

L'abbesse de Nevers était dame de Marseigne à cause du prieuré, membre de l'abbaye de Nevers.

En 1686, le prieuré valait 800 livres de revenu. Les domaines voisins, de Trafes et des Ardilliers, en dépendaient.

Marseigne semble avoir été bâti sur l'emplacement d'un camp romain, comme donnent lieu de le croire sa position topographique sur la voie romaine de Roanne à Clermont, la découverte d'objets d'or et de bronze et d'un petit moulin à main, en pierre ; non moins que le nom de *Marsinha* des anciennes chartes (*Martis signa*, périphrase pour désigner un camp). A l'opposition de la Renommée, l'importance de la ville de Marseigne est allée en décroissant ; en 1569, la paroisse de Marseigne ne comptait plus que 28 feux.

Dans un temps de peste, à une époque que nous ne saurions préciser, la vénérable abbesse se retira à

Sardolles, avec la majeure partie de ses religieuses. Là, à la tête de ses compagnes, elle récitait l'office dans l'église paroissiale (1).

A simple titre d'étiage de la peste au XVII^e siècle, l'année 1627 est citée comme celle où ses ravages furent le plus terribles à Nevers (2).

XXXII. GABRIELLE ANDRAULT DE MAULEVRIER-LANGERON fut nommée par le roi abbesse de Notre-Dame le XIV des calendes de novembre (19 octobre) 1642 ; ses bulles sont datées du VI des calendes de janvier (26 décembre) de la même année, mais elle ne prit possession que la veille des nones d'avril 1643 (3). — Des démêlés eurent lieu entre l'évêque Eustache de Chéry et le couvent. Il en sera question plus en détail au chapitre second.

— L'abbesse Gabrielle réunit dans un beau reliquaire les nombreuses reliques du couvent, le 12 août 1667.

— En 1663, au refus des Pères de Saint-Maur de continuer la direction de l'abbaye Notre-Dame, Madeleine-Gabrielle Andrault de Langeron, abbesse, présenta une requête à la voûte de Cluny et se fit unir à cette congrégation par acte d'Etienne Dubois, secrétaire, du 27 avril 1668 ; Dom Pierre Dulaurent, grand prieur, ensuite évêque de Belley, président.

A la suite de cette démarche, qui fut favorablement accueillie, elle résolut de ne plus s'occuper que de l'affaire de son salut et elle se démit en faveur de la suivante. Elle mourut à un âge fort avancé, le 17 mars 1698.

XXXIII. MARIE-LOUISE ANDRAULT DE LANGERON devint abbesse de Notre-Dame par la résignation de

(1) Notes manuscrites de l'abbé Trouflaut.

(2) M^{re} CROSNIER, *Tableau chronologique de l'histoire du Nivernais*.

(3) M^{re} CROSNIER, *Congrégations religieuses de femmes*, p. 24.

Gabrielle, sa parente ; elle obtint de Clément X ses bulles, datées de la veille des ides de décembre 1670 (12 décembre).

Le 21 novembre 1703, elle se fait associer pour toujours avec sa communauté aux religieuses du Saint-Sacrement de Paris, pour être en adoration chaque jour, de deux heures jusqu'à trois heures de l'après-midi, à l'intention de la première sœur qui doit mourir (1). Elle gouverna le monastère jusqu'en 1704 ; son épitaphe couvrait une grande dalle du chœur de l'église abbatiale. Plusieurs personnes de sa famille y avaient aussi leur sépulture (2).

XXXIV. MARIE-CHARLOTTE DE LÉVIS, fille de Charles-Antoine de Lévis, comte de Charlus, et de Marie-Françoise de Paule de Béthisy, fille du marquis de Mézières, était religieuse du monastère de Saint-Menoux (dans l'Allier), quand elle fut nommée par Louis XIV abbesse de Notre-Dame de Nevers, aux calendes de novembre (1^{er} novembre) 1704. Au chapitre second « du Personnel », paragraphe des Religieuses, son brevet est analysé, et le consentement de la communauté est reproduit en entier. Après avoir reçu ses bulles, elle prit possession le III des nones de novembre (3 novembre 1705). Le 24 décembre 1714, Madame Marie-Charlotte de Lévy (3), abbesse de Notre-Dame de Nevers, se fait associer et sa communauté à la confrérie des Agonisants, établie dans l'église Saint-Martin ; on dira tous les vendredis le *Miserere* et cinq *Pater* et cinq *Ave Maria*, et on aura soin de faire avertir

(1) Dernier obituaire de Notre-Dame. *Bulletin de la Société Nivernaise*, t. XIII, p. 193.

(2) Les épitaphes de la famille de Langeron sont reproduites au troisième chapitre, description de l'église abbatiale.

(3) Elle signe toujours *M.-Ch. de Lévy-Charlus, abbesse*.

les Pères de Saint-Martin quand une sœur sera à l'agonie, afin qu'ils fassent les prières des associés (1).

Le 4 juin 1719, elle vérifie (*sic*) les reliques de saint Révérien et de saint Genoux, conservées dans trois châsses... et ordonne que la fête de Saint-Révérien se célébrera solennelle majeure, avec octave, le 1^{er} juin de chaque année, et la fête de saint Genoux solennelle mineure de seconde classe, le 17 janvier de chaque année (2). Elle mourut à Bourbon-l'Archambault, le 10 février 1719, et fut inhumée dans l'abbaye de Saint-Menoux.

XXXV. MARIE-HENRIETTE DE LÉVIS, sœur de la précédente, avait fait profession au monastère de Provins, où elle résidait, quand elle fut nommée, le 16 février 1719, par le roi pour remplacer Marie-Charlotte ; elle obtint ses bulles le 9 mars suivant. Le 18 mai de la même année, elle fut bénie solennellement par M^{sr} Edouard Bargedé, évêque de Nevers (3), et le 25 du même mois elle prit possession. Elle mourut à Paris, le IV des ides de mai (4 mai) 1731, à l'âge de quarante-quatre ans.

— 1720, 26 septembre. A la grille et au parloir de l'abbaye, ramboursement de 1,471 livres pour extinction, rachapt et amortissement de la rante de parcelle somme constituée par M^{re} Hector Andrault de Langeron, marquis de Maulevrier, et dame Anne du Maine, le 7 janvier 1664, en plus de la dotte de dame Gabrielle Andrault de Langeron, leur fille,

(1) Dernier obituaire de Notre-Dame. *Bulletin de la Société Nivernaise*, t. XIII, p. 193.

(2) Dernier obituaire de Notre-Dame. *Bulletin de la Société Nivernaise*, t. XIII, p. 193.

(3) Parmentier dans son *Histoire manuscrite des Evêques de Nevers*, n'admet pas la date du *Gallia*, mais porte la bénédiction solennelle au lundi de la Pentecôte, 29 mai.

religieuse de lad. abbaye, laquelle somme a été payée en billets de la Banque royale et monnoie ayant cours, au nom d'hault et puissant seigneur Messire Jean-Baptiste-Louis Andrault de Langeron, chevalier, comte de Chevières, baron d'Ogé et autres places, lieutenant-général des armées du roy, et de dame Elisabeth Le Camus, son épouse, demeurants ordinairement à Montlevrier, paroisse de Nolay en Bourgogne (1).

— 1728, 31 mars. Bail par dame F^{coise} Ollivier, prieure, pour l'absence de dame Marie-Henriette de Levy Charlus, abbesse, pour 9 années, à Messire Gaspard Despaillards, prestre, curé de Luthenay, de la part des dixmes de bled des dames religieuses dans la paroisse de Luthenay, moyennant la somme de 13 livres 10 sols par chacun an (2).

— 20 may. Bail idem, pour 6 années, à Messire Michel Maillot, archiprêtre et curé de S^t-Benin et S^t-Christophe d'Azy, du dixme de bleds appelé Cherault, moyennant 5 quartaux de froment par an et le sol par quartau pour le receveur (3).

— 17 juin. Bail idem, pour 3 années, à Jean Léger, charpentier, dem^t à Beaumont-sur-Sardolles, du dixme de bleds en l'étendue de lad. paroisse, moyennant 18 quartaux froment par an et le sol par quartau pour le receveur. Est intervenu Michel-Jean de Meung, ch^r s^r de la Ferté, Beaumont et autres lieux, demeurant en son château de la Cave, qui se porte caution pour led. Léger (4).

— 26 juin. Bail par dame F^{coise} Ollivier, pour et au nom de dame Marie-Henriette de Levy Charlus,

(1) Minutes Pierre Rondeau.

(2) Minutes Frebault.

(3) *Idem.*

(4) *Idem.*

pour le temps de 4 années, à Hervé La Ramée, laboureur au bourg d'Imphy, du droit de dixme de bleds desd. dames, moyennant 14 quartaux froment et le sol par quartau pour le receveur (1).

1730, 1^{er} juillet. Aux sieurs Louis Reux, tixeran, Jean Hué, vigneron, et Maurice Briady, blastier, demeurants au bourg de Cuffy, a été adjugé à l'issue des vespres de Cuffy, le 29 juin dernier, pour un an seulement, le dixme de la paroisse de Beaulne-les-Cuffy, moyennant la somme de 62 liv. 5 sols, dont ils payeront 30 liv. au s^r curé du Veullin, qui fait la desserte de Beaulne, et le surplus à l'abbaye Notre-Dame (2).

XXXVI. N. LE MAISTRE fut nommée par le roi abbesse de Nevers, le VII des calendes d'août (26 juillet) 1731. C'est le seul renseignement que nous donnent les auteurs du *Gallia Christiana* sur cette abbesse, dont ils ignoraient le prénom.

Parmentier, qui écrivait ses chroniques sur Nevers peu d'années après la mort de cette abbesse, ne cite que son nom et ajoute ce simple détail que, de son temps, l'abbaye était réduite à 13 religieuses, tandis qu'à la fin du xvi^e siècle, on comptait jusqu'à 80 professes ; plus loin, au deuxième chapitre, « du Personnel de l'abbaye », paragraphe des Religieuses, nous verrons que ces deux chiffres ne sont pas exacts. Elles étaient plus de 13 religieuses du temps de l'abbesse Le Maistre et beaucoup moins de 80 professes à la fin du xvi^e siècle.

1731, 6 octobre. MARIE-MARGUERITE LE MAISTRE n'avait pas encore reçu ses bulles, car à cette date, sœur Françoise Ollivier, prieure, demeurant à l'abbaye « dont le siège est vacant par le décès de Madame de

(1) Minutes Frebault.

(2) *Idem*.

Lévy-Charlus », vend à Aray (Aré) Pernet, voiturier par eau, demeurant à Nevers, la coupe et superficie de deux cantons du bois Raily, dépendant de la terre et seigneurie de Sardolles, l'un appelé le bois du Boula et l'autre le bois du Breuille, moyennant la somme de 372 livres.

Ont signé : S^r OLIVIER, prieure ; s^r PÉRUDE, s^r BRISSON,
s^r DUGUÉ, s^r DE SELINES — TIXIER,
FRÉBAULT, notaires (1).

13 décembre. Sœur Olivier, prieure, le siège vacant par le décès de Mad^e de Lévy, abbesse, baille à titre de ferme pour 3 années venant à 6, à Jean et Pierre Cliquet frères, meuniers à Asnan, le terrier d'Asnan, consistant en cens et droits de livrages ou champarts, moyennant la somme de 17 livres par an (2).

— 1732, *21 juin.* Dame Madame Marie-Marguerite Le Maistre, abbesse de l'abbaye royale de Notre-Dame, baille à titre de ferme pour 3 années, à Pierre et Jean Decourt frères, laboureurs et communs personniers, demeurants ensemble au lieu de Chevigny, justice desd. dames, les dixmes de bleds du territoire et justice de Chevigny et ès environs, y compris les novalles appartenant auxd. dames, à cause de l'ordre de Cluny, moyennant 39 quartaux de bled, 2 tiers froment et l'autre tiers moitié orge et avoine chacun an (3).

21 juin. Mad^e l'abbesse baille à titre de ferme pour 3 années à Louis Porché, vigneron, dem^t à Nevers, les dixmes de bleds de la paroisse de Gimouille, compris les novalles, moyennant 6 quartaux de bled moitié seigle et froment par an (4).

(1) Minutes Frebault.

(2) *Id.*

(3) *Id.*

(4) *Id.*

6 juillet. Madame l'abbesse baille pour 6 années à Jacques Bernard, Pierre Guinot et Jean Carré, jardiniers au faubourg de Mouesse, le dixme de bled de la paroisse de Chaluzy, moyennant 12 quartaux de bled moitié froment et moitié seigle (1).

3 décembre. Marie-Marguerite Le Maistre, humble abbesse de l'abbaye de Notre-Dame de Nevers, à notre cher en J.-C. Pierre Bureau, clerc de ce diocèse, salut. Comme la chapelle de S^{te} Marie-Magdelaine... est de notre nomination et collation de plein droit, comme de notre dignité abbatiale, laditte chapelle étant venue à vaquer par la mort de M^{re} Claude de Malville..., nous étant assurée de votre capacité, bonne vie et religion, nous vous avons nommé et conféré laditte chapelle..., avec tous ses droits, fruits et revenus.

Donné à la grille de notre abbaye en présence du notaire royal, secrétaire de notre abbaye, en présence de M^{re} Philibert Bigarné, prestre, sacristain de l'église de Nevers, et du sieur Claude Olivier, marchand.

S^r LE MAISTRE, abbesse ; BUREAU, BIGARNÉ,
OLLIVIER, FREBAULT, notaire (2).

11 décembre, avant midy... Je, notaire royal, secrétaire de l'abbaye, en présence des témoins ci-après nommés, me suis transporté à la chapelle de S^{te}-Magdelaine, où estant avec ledit sieur Bureau, assisté de M^e Bigarné, prestre..., je l'ai mis en possession réelle actuelle et corporelle de la chapelle, par la libre entrée en lad. église Notre-Dame, prise d'eau bénite, prière à Dieu devant l'autel de la chapelle, baiser de l'autel, son des cloches et exhibition des lettres de provision et

(1) Minutes Frebault.

(2) *Id.*

par les autres cérémonies en tel cas requises et accoutumées ; à laquelle prise de possession lue et publiée à haute et intelligible voix par moi, not^e royal... en présence du s^r Claude Olivier, m^d, dud. s^r Bigarné, M^{rs} Pierre Barbier, receveur de l'abbaye, et autres personnes, ont signé :

P. BUREAU, BIGARNÉ, OLLIVIER, DARNOUX,
BARBIER, FREBAULT (1).

— 1733, 8 avril. Dame Mad^e Marie-Marguerite Le Maistre, abbesse, a requis Frebault, not^e, de recevoir en dépôt un acte capitulaire fait entre elle et ses religieuses, du 4 de ce mois, signé de lad. dame et des dames Olivier, Pérude, Dugué, Brisson, de Sélines, de Montrenaud, du Vidal, de Courcelles et de Durat.

Signé : S^r LE MAISTRE, abbesse ; FREBAULT.

Voici la copie de l'acte annexé :

Ce jourd'huy 4^{me} avril 1733, après midy, les dames abbesse et religieuses... de Notre-Dame de Nevers, assemblées en chapitre... où il a été exposé par Mad^e Le Maistre, abbesse, que s^r Marguerite de Bèze de Vaisvre, prieure cy devant du prieuré de N.-Dame de Marseigne-les-Jaligni, membre dépendant de lad. abbaye, seroit décédée le 1^{er} de ce mois, après une attaque d'apoplexie et inhumée ensuite le jour suivant en présence de toute la communauté, et que led. prieuré étoit de sa collation de plein droit par sa dignité abbatiale, et qu'avant la mort de lad. de Bèze de Vaisvre, de son consentement verbal, elle auroit donné requeste au Roy pour le supplier tant de sa part que de celle de toute la communauté à ce que led.

(1) Minutes Frebault.

prieuré de Marseigne fût réuni, après la mort de lad. de Bèze de Vaisvre, au profit de lad. communauté, comme les autres prieurés membres de mesme, de lad. abbaye l'avoient estés en 1534, par arrest de la Cour de Parlement tenant les grands jours à Moulins, sur laquelle requeste seroit intervenu arrest, le 28 février dernier, le Roy étant en son Conseil qui a ordonné que lad. requeste seroit communiquée à lad. de Bèze de Vaisvre, prieure dud. Marseigne, pour y répondre juridiquement, qui par son accident n'a esté en estat de donner par écrit son consentement ; lesquelles religieuses assemblées, après avoir pris communication dud. arrest du Conseil du 28 février dernier, consentent toutes d'une voix que le tître dud. prieuré de Marseigne demeure entièrement éteint et supprimé et que tous les droits, fruits et revenus en dépendans, soient réunis à la manse commune et conventuelle, aux charges du service accoustumé, continuant à supplier très humblement Sa Majesté à accorder la grâce qui lui est demandée, approuvant par ce présent acte et affirmant véritables les raisons contenues dans la requeste, sur laquelle est intervenu led. arrest appuyé de ses pièces justificatives, consentant en outre que la présente délibération serve à Madame notre Abbesse ou à ses agens, de procuration pour poursuivre auprès de Sa Majesté lad. réunion, et qu'elle soit déposée chez un notaire royal pour en délivrer toutes les expéditions nécessaires à lad. dame Abbesse pour luy valoir ce que de raison.

S^r LE MAISTRE, abbesse ; s^r OLIVIER, prieure ;
s^r Marie PÉRUDE, s^r DUGUÉ, s^r BRISSON,
s^r PÉRUDE, s^r DE SELINES, s^r DE MONTRE-
NAULT, s^r DU VIDAL, s^r DE COURCELLES,
s^r DE DURAT (1).

(1) Minutes Frebault.

6 juin. Bail... pour 6 années venant à 9, à sieur Jacques Vyau de Baudreuille, étud^t, dem^t à St-Pierre-le-Moûtier, du dixme de bled en la paroisse de St-Babille, appelé dixme de Buy et Verrière, moyennant la somme de 40 livres par an (1).

16 juin. Bail à ferme pour 9 années, à M^{re} Claude Dubois, procureur au bailliage et siège présidial de St-Pierre-le-Moûtier, du revenu des terriers des seigneuries de Buy et Verrière, et Coutière... consistant lesd. terriers en cens, rentes, bordelages et corvées, moyennant 100 liv. par an (2).

24 octobre. Vente de coupes de bois à Etienne Cornillon, m^d voiturier par eau à Nevers, et Robert Duret, m^d et meunier du moulin de Sardolles desd. dames. Coupe consistant en quatre quantons de bois taillys, l'un appelé le Gros-Bois de Sardolles, le 2^e la Queue-de-Vaux, le 3^e les Cornes-de-Druy, et le 4^e les G^des-Mouilles — et un autre quanton de 4 à 5 arpens appelé la Fontaine-Bernard, en la paroisse de Trois-Vesvres, moyennant 1.000 livres (3).

25 novembre. Par devant Jacques Frebault, not^{re} royal, assisté de son confrère, qui se sont transportés à l'abbaye, fut présente sœur Magdelaine de Bèze de Vaivre, fille de deffunct M^{re} Jacques de Bèze, s^r de Vaivre, et de dame Jeanne Marchand Dugué, autorisée par M^{re} Joseph de Bèze, éc^r., s^r de la Belouze, cons^r du Roy, controlleur en la Chambre des Comptes et Cour des aydes de Dolle, demeurant en cette ville, son curateur — laquelle s^r Magdelaine de Bèze de Vaivre, ayant fait son noviciat, a requis être reçue professe, ce qui lui fut accordé. Ce fait, ont comparus M^{re} Claude de Bèze de Vaivre, docteur en théologie,

(1) Minutes Frebault.

(2) *Id.*

(3) *Id.*

chanoine de Nevers, y dem^t, prévost du chapitre de Tannay, M^{re} Jacques de Bèze, s^{sr} du Gué, mousquetaire de la garde du Roy, et M^r François Filogenne de Bèze de St-Didier, lesd. sieurs derniers nommés émancipez d'âge, néanmoins à cause de leur minorité autorisés par led. sieur de la Belouze; lesquels pour éviter que leur dite sœur Magdelaine ne soit à charge à lad. abbaye, pour hayder et subvenir à ses besoins... lui créent et constituent une pension viagère de 200 liv. par an.

S ^r Olivier, prieure,	de Bèze de la Belouze,
S ^r Marie Pérude,	de Bèze de Vaivre,
S ^r Brisson,	Ch ^{rr} de Bèze,
S ^r de Bèze de Vaivre,	de Bèze de Saint-Didier.

S^r LE MAISTRE, abbesse; FREBAULT (1).

26 novembre. S^r Magdelaine de Bèze de Vaivre, étant proche la grande grille de fert qui sépare les dames religieuses des séculiers, se présente à Madame l'abbesse pour faire profession; à haute et intelligible voix elle prononce les mots de lad. profession: « *In nomine D. N. J.-C. Amen.* L'an de N.-S. 1733, le 26 nov^e, je, sœur Magdelaine de Bèze de Vaivre, native de la paroisse de St-Léger-de-Tannay, diocèse de Nevers, âgée de 20 ans, promets ma stabilité et conversion de mes mœurs et obéissance selon la règle de s^t Benoist, devant Dieu et tous les saints desquels les reliques sont dans ce monastère, fondé en l'honneur de la très glorieuse Vierge Marie, au diocèse de Nevers, en présence de lad. dame abbesse, sous la congrégation de Cluny à laquelle lad. abbaye est agrégée et de Dom Charles Vernier, prestre religieux de l'ordre de Cluny, officiant en lad. esglise et confesseur ordinaire des

(1) Minutes Frebault.

dames, en foy de quoy j'ay fait écrire cette demande que j'ay signée de ma main ». Lequel écrit lad. s^r Magdelaine a remis ès mains de lad. dame abbesse. Après quoy le *Veni Creator* a été chanté, ensuite les prières accoutumées, et a été baillé par lad. dame abbesse l'habit de religieuse professe à lad. s^r de Vaivre. Et ont été fait en outre toutes les autres cérémonies en pareil cas requises ; et en signe d'amitié et confraternité en N.-S., a été lad. sœur de Vaivre baisée tant par lad. dame abbesse que par les autres religieuses assistantes à lad. profession, après quoy a été mise sous le drap de mort pendant le parachevement de la grande messe en la présence de tous les assistants.

S ^r Le Maistre, abbesse,	de Bèze de Vaivre,
S ^r de Bèze de Vaivre,	Ch ^{er} de Bèze,
De Bèze de la Belouze,	de Bèze de S ^t -Didier,
De Bèze,	de Bèze du Cholet,
Marchant,	Sallonnier d'Avrilly,
Vyau de Baudreuille,	de Bèze de la Belouze,
De Bèze,	Rapine de S ^{te} -Marie,
De Faye,	de Bèze,
S ^r Olivier, prieure,	s ^r Marie Pérude,
S ^r Brisson,	s ^r Pérude,
S ^r de Bèze de Vaivre,	Dom Vernier,

JAUBERT, FREBAULT, notaires (1).

— 1734 27 avril. ... Fut présente dame Mad^e Marie-Marg^{te} Le Maistre, abbesse... laquelle baille et délaisse à titre de ferme pour 6 années :

A Claude Tors, vigneron, et Claude Balat, lab^r, dem^t à Neuvy-le-Barrois,

Les dixmes de bleds, vin et [charnage que lesd.

(1) Minutes Frebault.

abbesse et religieuses ont droit de lever en lad. paroisse tant de leur chef que à cause de leur prieuré de Coutière, que comme estants aux droits du s^r Gentil, curé dud. Neuvy qui a opté sa portion congrue ;

Compris aud. bail la grange destinée à lever les dixmes et foins ; compris aussy les prés de lad. cure sujets à abandon et la vigne joignant le jardin de la cure. A laquelle grange lesd. dames feront les réparations nécessaires...

Demeurant réservé auxd. dames leur domaine de Coutière, terrier, et le terrier de lad. cure.

Ledit bail moyennant 370 liv. par an, sur lesquels 300 liv. seront payées, à la décharge desd. dames, 300 livres pour la portion congrue du sieur curé, et les autres 70 liv. seront payées auxd. dames ou leurs receveurs, à la St-Martin d'hiver (1).

30 avril. ... Dame Mad^e Marie-Marg^{te} Le Maistre, tant en son nom qu'au nom des religieuses de l'abbaye... baille à titre de ferme pour 9 années :

A F^{cois} Suard, vigneron à Vauzelles,

Un pré situé au lieu de Vauzelle, de 4 à 5 charrettes de foin, moyennant 15 liv. par an payables au jour de St-Martin d'hiver (2).

11 may. Dame Mad^e Marie-Marg^{te} Le Maistre, baille à titre de ferme :

A M^{re} Philibert Jolly de la Vernelle, prestre, prieur et curé de Saligny en Bourbonnois,

Les dixmes que lad. dame abbesse a droit de lever en la paroisse de *Saligny*, accense du prioré de Mar-seigne, comme membre indépendant, consistant en sept portions et demye, moyennant 90 liv. par an,

(1) Minutes Frebault.

(2) *Id.*

payables auxd. dames ou leur préposé à Marseigne, pour la feste de St-Martin d'hiver (1).

11 may. ... Dame Mad^e Marie-Marg^{te} Le Maistre, abbesse, baille pour 9 années le tiers du dixme de la paroisse d'Uxeloup (une partie appartient au curé de St-Genest et une autre au curé d'Uxeloup):

A M^{re} Etienne Sionnest, prestre, curé de la paroisse d'Uxeloup, moyennant 5 quartaux de froment et 9 de seigle, payables à la feste de St-Martin d'hiver.

19 septembre. Dame Mad^e Marie-Marg^{te} Le Maistre et dame F^{coise} Olivier, prieure ; Claude Brisson, Marie Pérude et Claude Bouzitat de Selines, religieuses anciennes et sénéiores, baillent et délaissent à titre de bail emphytéotique pour 29 années :

Aux sieurs Pierre-Allexix et Ambroise Louvrier frères, maistres de forges, natifs de Franche-Comté :

Le fourneau de Sardolle, étang, pavillon, bastimens à loger les ouvriers du fourneau, écurie, grange et appartenances dud. fourneau et bastimens, les champs des Crais et des Hastes, scitués près led. fourneau et bastimens, la faculté de faire tirer des mines dans les bois et héritages desd. dames, s'il s'y en trouve, et les castinières et perrières qui sont auxd. lieux, appartenant auxd. dames ; pour jouir et user du tout à la manière accoutumée comme ont fait les précédents fermiers. Les réparations nécessaires seront faittes sur un devis dressé par un architecte choisi par lesd. dames (2) ; lesd. dames permettent que les preneurs fassent couper, dans les bois dépendans de leurs terres de Sardolles et Trois-Vevre, les bois qui se trouveront propres pour les réparations... jouiront les preneurs du droit de pesche et pourront chasser par eux mesmes

(1) Minutes Frebault.

(2) Il s'élève à 6.650 livres.

et leurs commis dans l'estandue des justices de Sardolle, Trois-Vèvre et le Port-des-Bois. Si les preneurs trouvent, dans les dépendances des choses affermées, un lieu convenable à faire de nouveaux édifices, ils le pourront à leurs frais, sans augmentation de ferme et à la charge par eux de laisser lesd. édifices, à l'expiration de leur ferme. Pour ce, ils pourront prendre des bois des dames et dans les conditions cy dessus. Les preneurs auront le droit de pacage pour les bœufs et chevaux d'harnois et équipages dans les bois taillys, après néanmoins qu'ils seront hors de garde et deffences.

Moyennant le prix de 500 liv. par an (1).

19 septembre. ... Dame Mad^e Marie-Marg^e Le Maître et les anciennes religieuses et sénéiores, capitulairement assemblées au son de la cloche au parloir et grille de lad. abbaye pour traiter de l'affaire qui suit, tant pour elles que pour les autres religieuses, ont vendu, cédé et délaissé par ces présentes :

A sieurs Pierre Allexix et Ambroise Louvrier frères...

La coupe et superficie des tous les bois taillys desd. dames, dépendant de leurs terres et seigneuries de Sardolle et Trois-Vèvre... en tout 971 arpents, moyennant 18.400 livres (2).

8 septembre. ... Madame l'abbesse et anciennes religieuses et sénéiores baillent à titre de bail emphytéotique, pour le temps et espace de 29 années :

A Robert Duret, meunier, dem^t en la paroisse de Sardolles,

Un moulin à bled à une roue, au-dessous de l'église, aisances et appartenances avec le bled, chaussée, eau, cours d'eau, prés, terres en dépendans.

(1) Minutes Frebault.

(2) *Id.*

Moyennant la quantité de 18 quartaux de bled froment, mesure de Nevers, par chacun an, bon bled de rente et moison bien vanné, étapé, non fraudé ny vicié, rendu conduit par les preneurs sur les greniers de la maison seigneuriale desd. dames en la paroisse de Sardolles, le jour et feste des *Trespassez* (1).

13 novembre. Cejourd'hui, à quatre heures de relevée, a comparu sieur Pierre Barbier, receveur des dames abbesse et religieuses, lequel nous a dit qu'en l'année 1715, que le sieur Desprez, cy-devant curé de St-Genest, opta pour la portion congrüe et remit quelques anciens terriers à madame de Lévy, lors abbesse, concernant lad. cure de St-Genest qui ne sont plus d'aucune utilité auxd. dames, attendu que le sieur Hierosme de Paris a opté les revenus de sa cure, lesquels terriers sont restés ès mains de nous Frebault, notaire desd. dames... Affin que led. sieur de Paris ne puisse rien imputer auxd. dames, elles lui ont déclaré par exploit d'huissier qu'elles consentaient que remise lui fust faite des terriers et pièces à elles remises par led. sieur Desprez. Led. sieur de Paris a répondu que mal à propos il est assigné pour recevoir les tiltres de la cure de St-Genest en l'étude dud. Frebault, parce que led. Frebault (comme notaire de l'abbaye) est partye intéressée... DE PARIS.

... Sy led. sieur curé a quelques prétentions et actions à former contre nous Frebault, cela ne regarde en aucune manière lesd. dames qui soutiennent qu'au moyen de leurs offres et du refus d'acceptation du sieur curé, elles sont en reigle et font toutes les protestations contraires à celles dud. curé.

BARBIER, receveur.

BOURY, FREBAULT (2).

(1) Minutes Frebault.

(2) *Id.*

— 1736, 13 avril. ... Dame Madame Marie-Marguerite Le Maistre, abbesse de l'abbaye Notre-Dame... baille et délaisse, à titre de ferme et abonnement pour la vie curiale du sieur preneur, M^{re} Gilbert Bruslaut, prestre, curé d'Oullon, le grand dixme d'Oullon appartenant aux dames de l'abbaye... moyennant le prix et somme de 120 livres argent et 15 boisseaux de *poix* verts, mesure de cette ville, par chacun an ; le tout payable et rendu en lad. abbaye à chacun jour de la feste de St-Martin d'hiver... Tant que led. sieur curé sera titulaire de lad. cure d'Oullon, est convenu que les droits cazuels du terrier, lots, ventes et reversions seront partagés par moitié entre lesd. dames et led. sieur Bruslaut.

Signé : S^r LE MAISTRE, abbesse ; BRUSLAULT, JAUBERT, FREBAULT (1).

— 1737, 30 avril. ... Dame Madame Marie-Marg^{te} Le Maistre, abbesse de Notre-Dame, et M^{re} Louis Perreney de Grosbois, supérieur de l'Oratoire de Nevers, et en cette qualité doyen né du chapitre de Frasnay, M^{re} Charles-Adrien Le Forestier, prestre de l'Oratoire, chanoine dud. Frasnay, baillent et délaissent à titre de ferme pour 9 années, sy tant est que le sieur Philibert Millien, prestre, curé de la paroisse de Parignyles-Vaux, soit titulaire ou que son successeur accepte la portion congrüe, lesd. 9 années commencées au jour de St-Martin d'hiver dernier,

A M^{re} Louis Custode, m^d manufacturier de fayance, et sieur Julien Sionest, bourgeois de cette ville,

La vigne dépendante de lad. cure de Parigny, de 47 œuvres environ ; une petite ouche dans laquelle il y a un puis, à la charge de laisser le passage libre pour

(1) Minutes Frebault.

aller au puis et à la grange ; plus une petite ouche d'une boisselée près l'esglise ; plus deux pièces de prés... contenant ensemble environ cinq chartées de foin.

Lesquels preneurs auront la jouissance du pressoir et des cuves appartenant à lad. cure de Parigny. Et seront les réparations à faire aud. pressoir et cuves aussy bien qu'à la vigne, faittes par les bailleurs et à leur diligence. Lesquelles sont à la charge dud. sieur Millien, curé, suivant qu'elles sont constatées par procès-verbal.

Moyennant la somme de 120 livres, payables par moitié à Madame l'abbesse et aux sieurs prestres de l'Oratoire...

Ont signé : S^r LE MAISTRE, abbesse ; L.
PERRENEY DE GROSBOIS, C. LE FORESTIER,
Louis CUSTODE, SIONEST, JAUBERT, FRE-
BAULT (1).

7 juillet. Dame Mad^e Marie-Marg^{te} Le Maistre baille pour la présente année seulement :

A Jean Leblanc, vigneron, dem^t au faubourg de la Chaussée, la récolte de la dixme appartenant à l'abbaye en la justice des dames appelée Lhospitot, en la paroisse de Gimouille,

Moyennant 30 liv. payables à la S^t-Martin d'hiver(2).
— 14 juillet. Procuration. — Sœur F^{co}ise-Henriette Bonnet du Vidal, sénieure prieure de S^t-Caprus de la Brouille-Noire, religieuse professe de Notre-Dame, a cy devant résigné son prioré à dame Catherine de la Coste, entre les mains de N. S. P. le Pape, sous la condition d'une pension de 300 livres ; ce que le S.-P.

(1) Minutes Frebault.

(2) *Id.*

a accordé et approuvé sous la condition que la somme de 300 liv. n'excéderoit pas la moitié du revenu du prioré. Lad. s^r de la Coste, ayant pris en main l'œconomat dud. prioré, déclare que la moitié du revenu peut s'évalluer à la somme de 220 à 230 livres. — La sœur du Vidal consent à la réduction de sa pension à la somme de 220 à 230 livres annuelles.

S^r DUVIDAL, GOUSSOT, FREBAULT (1).

— 1738 11 juin. Bail de la dixme de Parigny, par Madame l'abbesse et les Pères de l'Oratoire, pour 6 années,

A Louis Ternant et Jean Frémillon, vigneron, dem^{ts} à Parigny-les-Vaux.

C'est à scavoir la dixme... que le s^r Millin, curé dud. Parigny avait coutume de lever dans l'étendue de la paroisse comme curé, même la dixme de *Bizy*, *Neure* (2), *La More* et le quart de Pinay, desquels dixmes il a fait abandon de partage à lad. dame abbessse et auxd. sieurs de l'Oratoire pour la portion congrüe en leur qualité de coseigneurs décimateurs... moyennant le prix de 230 liv., moitié à lad. abbessse, et l'autre moitié aud. sieurs prêtres de l'Oratoire (3).

21 juillet. Bail des dixmes de Niou, en la paroisse de Rosiers annexée à celle de Magny, pour trois années,

A Louis Pascaud, manœuvre, dem^t au village de Noulot, paroisse de Magny.

Les limites de la dixmerie sont détaillées tout au long et comprennent « toutes les granges. maisons et domaines sur Niou, tant des La Baze, Roy, Bontemps, du s^r de Saulieu, des Marigots, Gournault dit Gayous,

(1) Minutes Frebault.

(2) *Neurre*, lieu détruit près de Parigny-les-Vaux. *Dictionnaire topographique de la Nièvre*, DE SOULTRAIT.

(3) Minutes Frebault.

Durets, Jourdin, Rouinot dit de la Croix, Pierre Breton, Guyon, des Noyers et Sarreau, et ce tant de ce qui est des paroisses de Magny, Rouzier que St-Caize, moyennant 15 quartaux de bled, scavoir 15 boisseaux froment, 15 seigle, 15 orge, 15 avoine, rendus conduits sur les greniers de lad. abbaye à chacun jour et feste de St-Martin d'hiver, — ensemble le sol par quartau qui est 15 sols par an payables le même jour de Saint-Martin (1).

26 août. Vente par Mad^e l'abbesse,

A M^{re} Jⁿ-B^e Gascoing, chr, seigneur de Lavault et Trangy, cons^r du Roy, président lieut^t général au bailliage de St-Pierre-le-Moustier, gentilhomme servant ord^e du Roy, chevalier des ordres royaux, militaires et hospitaliers de N.-Dame de Mont-Carmel et de St-Lazare de Hiérusalem, demeurant en son hostel de St-Pierre-le-Moustier,

De la coupe et superficie d'un quanton de bois taillys scitué près le village de Mussy, par^e de Parigny-les-Vaux, apellé Bois-de-la-Faye, de 44 arpens, 33 perches.

Moyennant la somme de 22 liv. par arpent, revenant à 968 liv. (2).

— 1739, 18 juin. Bail par Mad^e l'abbesse pour 3 années,

A Charles Fonferrier, vigneron, dem^t en la paroisse St-Laurent,

De la dixme de Message, paroisse Challuy, qui est un quart au seigneur de Sermoise, MM. les religieux de St-Etienne et les religieux de St-Sauveur,

Moyennant 2 quartaux et 2 boisseaux de bled, moitié froment et seigle, rendus conduits sur les greniers de l'abbaye à chacun jour de St-Martin d'hiver (3).

(1) Minutes Frebault.

(2) *Id.*

(3) *Id.*

— 1742, 16 avril. M^{re} François Fautras, notaire royal en cette ville, et dame Marie-Magdelaine de Villars, son épouse, font à leur fille Marie Fautras, novice à l'abbaye, une pension viagère de 50 livres à payer en deux termes égaux, de six mois en six mois, le premier terme commençant au jour qu'elle prononcera ses vœux de religion (1).

— 1744, 27 août. Madame l'abbesse baille à ferme pour un an à M^{re} Louis Batailler, curé de Pougues, le dixme que les dames religieuses ont le droit de lever dans le gros dixme de Pougues, moyennant la quantité de 12 quarts de bled, savoir 3 quarts froment, 3 quarts seigle, 3 quarts orge et 3 quarts avoine, à rendre conduits sur les greniers desdites dames, le jour de St-Martin d'hiver prochain (2).

— 1749, 13 mars. Mme l'abbesse baille à ferme, pour 9 années, à sieur François Chevrier, marchand, demeurant au bourg de Mornay, le dixme établi dans les limites de la paroisse et consistant en bled, vin et charnage, moyennant 30 livres par chacun an (3).

— 1751, 3 mars. Madame l'abbesse baille à ferme, pour 9 ans, à M^{re} Gabriel Parent, agent des affaires de M^{re} Anne-Achille de Mun de la Ferté, demeurant en la paroisse de Beaumont-sur-Sardolles, le dixme de la paroisse de Beaumont, moyennant 18 quarts de bled froment, livrables chacun an au lieu du Port-des-Bois, au jour et fête de St-Martin d'hiver (4).

4 mars. Madame l'abbesse baille à ferme, pour 9 années, à M^{re} Anne-François Geoffroy, curé de la

(1) Minutes Batailler.

(2) *Id.*

(3) Minutes Goussot.

(4) Minutes Batailler.

(5) *Id.*

paroisse *du* Nolay, le dixme de bled appelé dixme d'Orbeq (Orbec), moyennant 60 livres par an (1).

— 1752, 13 mai. Madame l'abbesse délaisse à titre d'accense, pour 9 années, à M^{re} Joseph Perraudin, curé des paroisses de Druy et Marnay, le dixme de bled que les religieuses ont droit de lever, à cause de leur prieuré d'Apilly en lad. paroisse de Marnay, annexe de Druy, au village dud. Apilly et ès environs, moyennant le prix et somme de 24 livres par chacun an (2).

— 1757, 20 juin. Bail pour 3 ans, venant à 6 et 9, à Nicolas Regnault, laboureur en la paroisse de Verneuil, maître et chef de sa communauté... qui promet de lever les dixmes, les engranger, battre et vanner. Madame l'abbesse lui délaissera le cinquième de tous les grains, ensemble toutes les revannes et pailles. Le preneur promet conduire le reste et le livrer au port d'Aron ou de Chanvert et d'avertir Mme l'abbesse ou ses préposés, de lui rendre du tout bon compte, tant en gerbes qu'en grains, en son honneur et conscience et payer aussi le sol par quartau, pour le droit du receveur (3).

— 1765, 5 août. Dame Mad^e Marie-Marguerite Le Maistre, abbesse, baille à titre de ferme, pour 9 années, au sieur Henry-Clément-Eléonore Lebrun, marchand, demeurant en la paroisse de Marseigne, le revenu du prieuré de Notre-Dame de Marseigne et toutes ses consistances et dépendances et du membre de Coulanges-sur-Loire du diocèse d'Autun, et le dixme de Paray, pour ce qui en appartient à Mad^e dame abbesse,

(1) Minutes Batailler.

(2) *Id.*

(3) Minutes Ch. Bourgoing.

situé aussi dans le diocèse d'Autun, moyennant le prix et somme de 1.050 livres, scavoir :

Pour le prieuré de Marseigne..... 862 liv.
Pour le membre de Coulanges..... 88
Pour le dixme de Paray, paroisse de Saligny. 100

LE MAISTRE, abbesse ; LEBRUN, RONDEAU,
BATAILLER (1).

XXXVII. MARIE-CLAIRE DE SAILLANS naquit à Verbigney (Haute-Marne), de Pierre de Saillans et de Marguerite de Beuvry, le 7 août 1737. Elle reçut la crosse le 7 août 1769.

—1769, 22 octobre. En présence et en compagnie du notaire royal soussigné et des témoins cy-après nommés, M. Claude-François Bougarel, intendant et receveur de dame Madame *Suzanne-Françoise* de Saillans, abbesse, et fondé de la procuration générale de lad. dame... s'est transporté au chasteau seigneurial de la terre et comté de Druy, appartenant à Louis-François de Paul de Soudeilles, marquis dud. lieu, comte de Druy, seigneur de Lientray, Marcillac, Lagane, de Bazané, Mingot et autres lieux, et dame Dame Jeanne-Geneviève de Coste de Champron, marquise de Soudeilles et comtesse de Druy, au devant de la principale porte et entrée dud. chasteau ; où estant led. sieur Bougarel, ayant frappé à la porte, seroit venu le sieur François Barault de la Motte, agent des affaires des mesd. seigneur et dame, auquel led. sieur Bougarel auroit demandé sy lesd. seigneur et dame y estoient, ou autres personnes ayant charge de recevoir les vassaux à foy et hommage ; à quoy led. sieur de La Motte a répondu que lesd. seigneur et dame y estoient ; et estant survenus, led. sieur Bou-

(1) Minutes Batailler.

garel, en devoir de vassal, sans bottes, espée ny esperons, teste nûe et un genouil en terre a dit auxd. seigneur et dame que, pour et au nom de lad. dame abbesse, il leur faisoit foy et hommage du fief appartenant à mad. Dame abbesse, à cause de son prieuré d'Apilly, pour tout ce qui est mouvant de lad. terre de Druy et relevant en plain fief, foy et hommage d'icelle ; à laquelle foy et hommage lesd. seigneur et dame, comte et comtesse de Druy ont reçu led. Bougarel pour lad. dame, à la charge par lad. dame de donner son dénombrement dans le temps de la coutume.

Ont signé : SOUDEILLES, CHAMPERON DE SOUDEILLES,
BOUGAREL, PERRAUDIN, archip^{re}, curé
de Druy, et JOLY, m^d manufacturier
de fayance à Nevers, témoins; LAMOTTE,
BATAILLER, notaire (1).

— 1770, 31 juillet. M^{re} François-Claude Bougarel, intendant des affaires des dames abbesse et religieuses... baille à titre d'accense pour 6 années venant à 9, à M^{re} Antoine Herbuté, prestre curé de la paroisse de St-Benin-d'Azy, la dixme de bled appelée Cherault, en la paroisse d'Azy et ès environs, moyennant 5 quartiers froment par chacun an à rendre conduits sur les greniers de l'abbaye au jour et feste de St-Martin d'hiver.

BOUGAREL, HERBUTÉ, curé d'Azy ; PICQUET,
bourgeois de St-Pierre-le-Moutier, témoin ;
BIDAULT, curé de Cigogne, témoin ; BA-
TAILLER (2).

(1) Minutes Batailler.

(2) *Id.*

—1771, 15 septembre. Dame Madame Marie-Claire de Saillans, abbesse..., baille à ferme pour 3 années venant à 6, à François Goimbault, jardinier au faubourg de Mouësse :

Une pièce de terre labourable, où il y avait autrefois des bâtiments dépendants du prieuré du Montot, et située près la chapelle dud. Montot, de 5 quartellées environ, tenant au territoire de lad. chapelle, qui était autrefois une paroisse...

Plus une pièce de pré, en la prairie de la Baratte, contenant une charretée de foin ou environ ;

Plus un autre pré situé au finage du Montot, contenant environ quatre charretées de foin, et appelé le pré du Brignon ;

Plus une pièce de pré, en la prairie de Nièvre, d'une demi-charretée de foin environ ;

Plus un pré en la prairie de Fontenotte, contenant une charretée de foin environ ;

Moyennant le prix et somme de 20 livres par chacun an.

Ont signé : S^r SAILLANS, abbesse ; DE LA
TOUR DE LA POMMERAYE, BATAILLER (1).

—1772, 18 janvier. Dame Madame Marie-Claire de Saillans, abbesse,... sur la représentation à elle faite par François Rollet, propriétaire, demeurant aud. lieu d'Appilly, paroisse de Druy, qu'il lui appartient une pièce de terre et autres héritages, situés aud. lieu d'Appilly, justice desd. dames religieuses, et portés dans différentes charges de lad. abbaye, à cause de leur prieuré d'Appilly et que la superficie en appartient aud. Rollet, qui, après avoir fouillé lesd. héritages à lui appartenants, croit que dans le fond d'iceux héri-

(1) Minutes Batailler.

tages il peut y avoir du sable propre à faire fayence ; pourquoy led. Rollet, ne pouvant détériorer lesd. héritages sans le consentement de lad. dame, il l'a priée et requise de vouloir bien lui permettre de faire des fouilles... C'est à scavoir de tirer du sable dans la montagne d'Appilly, à l'exclusion de tous autres, led. bail fait sous la rente foncière et non rachetable de 24 livres par chacun an.

Par les mêmes présentes, lad. dame abbesse délivre à titre de bordelage, suivant la coutume du Nivernois, c'est à scavoir un terrain vain et vague, où sont actuellement les débris de la chapelle d'Apilly, appartenant aux dames religieuses, de la contenuë d'environ 12 boisselées ; sous l'annuel et perpétuel bordelage de 10 sols et une poule à la Saint-Martin d'hiver. Et pour le droit d'entrée du présent bail, lad. dame en a composé avec led. Rollet à la somme de 30 livres, laquelle somme led. Rollet a promis de payer à lad. dame le jour de Saint-Martin d'hiver prochain.

Signé : S^r SAILLANS, abbesse ; ROLLET, DE
LA TOUR DE LA POMMERAYE, BATAILLER,
notaire (1).

— 1783, 24 avril. Minutes Haly, notaire à Nevers. Foi et hommage du fief simple de Niffond, paroisse d'Urzy, consistant en pré, terres et bois, faite (*sic*) par les Révérends Pères Carmes de Nevers aux dames abbesse et religieuses de Notre-Dame (2).

Si les débuts de l'administration de l'abbesse de Saillans furent assez calmes et paisibles, sur la fin, les épreuves les plus amères, les plus terribles angoisses, les déchirements les plus cruels lui étaient réservés.

(1) Minutes Batailler.

(2) Registre du contrôle de Nevers, aux Archives de la Nièvre.

Quel martyr pour cette sainte femme d'être témoin de l'expulsion et de la dispersion de sa famille religieuse et ensuite de la profanation et de la vente de son cher couvent !

Elle resta à Nevers et y termina ses jours au mois de décembre 1806, en son domicile, rue du Charnier (1), près de l'église Saint-Etienne.

Voici la copie de son acte de sépulture :

« Ce jourd'hui, 23 décembre 1806, madame Marie-Claire de Saillans, ex-abbesse de Nevers, décédée hier, âgée de soixante-neuf ans, a été inhumée en présence de MM. Claude-Philibert Groult et Henri-Gabriel de Montrichard, vicaires généraux du diocèse, et de MM. les ecclésiastiques (et notables) soussignés ». Ont signé : l'abbé de Montrichard, Groult, vicaire général ; Morizot, Alloury, chanoine ; Bruandet, prêtre ; Rondeau, ancien curé de Saint-Trohé ; Martin, vicaire de Saint-Etienne ; Pinet des Ecots père, Martin, Garilland, Syrot, curé de Saint-Etienne (2).

Ses obsèques solennelles furent un éclatant témoignage rendu à sa mémoire. Les deux vicaires généraux résidant à Nevers, l'évêché étant alors rattaché à celui d'Autun, présidèrent la cérémonie, au milieu d'un nombreux concours de clergé et de fidèles de toute la ville. La foule qui emplissait les nefs saluait avec un égal respect la dépouille mortelle de l'ancienne abbesse de Notre-Dame et les vénérables prêtres victimes et survivants de la Révolution, et, à ce double spectacle, dans les esprits se déroulait, se mêlant aux prières, toute une suite de souvenirs tragiques dont la frayeur était à peine calmée.

(1) Extrait mortuaire des actes civils de la mairie de Nevers.

(2) Extrait des actes religieux de la paroisse Saint-Etienne.

§ 1^{er}. — PRIEURÉS DE BÉNÉDICTINS ET BÉNÉFICES
ECCLÉSIASTIQUES DÉPENDANTS DE L'ABBAYE NOTRE-
DAME.

PRIEURÉS

Dans les actes concernant les abbesses, nous avons rencontré le nom de plusieurs prieurés dépendant de l'abbaye Notre-Dame ; il faut y ajouter celui de Beffes, non encore cité. En voici la nomenclature réunie :

- Prieuré d'Appilly, commune de Druy, près Decize ;
— de Beffes, dans le Berry ;
— de Coustiers, dans le Berry ;
— de Marseigne, dans le Bourbonnais ;
— du Montot, commune de Saint-Eloy, près
Nevers ;
— de Lichy, aux Amognes.

BÉNÉFICES ECCLÉSIASTIQUES

L'ancien pouillé des bénéfices de l'insigne église de Nevers porte à la collation ou présentation de madame l'abbesse un certain nombre de vicairies, chapelles et cures, qui sont ;

A la collation :

Les vicairies de Saint-Fiacre, de Sainte-Madeleine, de Sainte-Catherine, à l'église Saint-Genès, et l'autel du Saint-Sépulcre, dans la même église, ainsi que les fonctions de diacre et de sous-diacre du monastère ;

A la présentation :

Les chapelles de Chaligny (1) et de Montigny-aux-Amognes ;

Les quatre cures de Saint-Genès ;

La cure de Beaune, dans le Berry ;

— de Beffes, dans le Berry ;

— de Chaluzay,

— de Dun-sur-Grandry,

— de Fleury-sur-Loire,

— de Lichy,

— de Marnay, commune de Druy, près
Decize ;

— de Monceaux-sur-Azy,

— du Montot et du prieuré,

— d'Omery, dans le Berry ;

— d'Oulon,

— de Parigny-sur-Sardolles,

— de Plain-Pois, paroisse d'Aunay ;

— de Sardolles,

— de Trois-Vèvres,

— de Verneuil.

§ II. — TEMPOREL DE L'ABBAYE

L'abbaye possédait de nombreuses propriétés, consistant en seigneuries, maisons, moulins, terres, prés, vignes, bois, dîmes, champarts, directes, censives et rentes, dont le dénombrement suivi serait assez difficile ; mais les nombreuses chartes, repro-

(1) A la place de l'étang de Chaligny, commune de Chevenon, s'élevait cette chapelle dédiée à sainte Geneviève. (DE SOULTRAIT, *Dictionnaire topographique de la Nièvre*).

duites en la présente étude, donnent une idée suffisante des biens et revenus du couvent, qui étaient épars dans un rayon assez étendu.

Par suite des donations successives, la gestion du temporel nécessita la nomination d'un receveur spécial, dès l'abbesse Alis (1281), qui établit pour mandataire Hubert, dit Raveneau.

Les principales propriétés de l'abbaye, avec droits seigneuriaux, étaient sur Sardolles, Plagny, Chavigny, près Germigny-sur-Loire ; Parigny-les-Vaux, Moussy, Meauce, Druy, près Decize... (1).

Pour l'exercice des droits de seigneurie, il fallut aussi établir une cour de justice, qui existait dès avant l'abbesse de Lugny (2). Jusqu'à la Révolution, nous voyons la justice rendue, au nom de l'abbesse, sur les terres où ce privilège lui appartenait ; ainsi, à l'année 1775, les archives municipales nous en donnent un exemple :

« Renvoi devant Mesdames les Abbesses, prieure et religieuses de l'abbaye royale de Nevers, Dames hautes, moyennes et basses de la justice de ladite abbaye à Nevers, Plagny et autres lieux, en qualité de juges du lieu, d'un nommé Gilbert Bordet, accusé de vol dans un cabaret de Plagny ; ledit individu arrêté le 11 juin, jour de l'assemblée de La Fermeté, alors qu'il revenait de la paroisse de Prie, où il avait voulu vendre une tasse d'argent, n'ayant du reste aucun passeport, et

(1) Singularité de droits seigneuriaux : les possesseurs du fief de Verneuil étaient seigneurs du chœur de l'église et l'abbesse était dame du clocher. (DE SOULTRAIT, *Statistique du département de la Nièvre*, canton de Decize).

(2) Se reporter à la notice de cette abbesse, en 1428.

après avoir été mis dans les prisons des Dames de La Fermeté, jusqu'à la fin de l'assemblée, ayant été conduit dans les prisons de Nevers (1) ».

§ III. — IMPORTANCE DU RÔLE ET DE L'INFLUENCE
DE L'ABBESSE

Madame l'abbesse, dans son couvent, est pour la communauté des religieuses une mère bien-aimée ; une supérieure vénérée pour les pensionnaires ; une maîtresse entourée de respect et de dévouement de la part des personnes séculières de la maison : officiers, employés, serviteurs ; une autorité spirituelle qui embrasse en dehors de l'abbaye plusieurs prieurés, petits groupes de la famille bénédictine de Nevers ; un personnage ayant droit de collation ou de présentation à un certain nombre de bénéfices ecclésiastiques cités plus haut ;

Dans la ville, une providence des pauvres ; un personnage comptant entre les principaux par ses relations et son influence sur la multitude de gens de commerce et de métiers qu'elle emploie ;

Dans la province, une riche propriétaire, une puissante dame marchant de pair avec la noblesse, une vassale et suzeraine à la fois pour ses terres seigneuriales, une quasi princesse avec une administration de receveur, de cour de justice, d'employés...

Faut-il, après cela, s'étonner du rôle important de l'abbesse de Notre-Dame et de la place qu'elle occupe dans l'histoire du Nivernais ?

(1) Archiv. comm. de Nevers, FF, 25.

§ IV. — DU CHOIX DE L'ABBESSE ET DES INSIGNES
DE SA DIGNITÉ

Le deuxième chapitre de la *Règle de saint Benoît*, intitulé : *Quel doit être l'abbé ?* indique l'ensemble des qualités requises : bonté, fermeté, doctrine, discernement des caractères dans « celui ou celle qui, pour être digne de présider, doit constamment se souvenir comme on l'appelle : *abba*, et réaliser par ses actes son nom de chef (1) ».

Le résumé des faits accomplis pendant l'administration de chaque abbesse dépose en faveur de l'heureux choix, issu des suffrages de la communauté et, plus tard, même des nominations royales.

Les abbesses bénédictines, outre la crosse, jouissaient-elles du privilège de porter l'anneau et la croix pectorale ?

Le seul portrait d'une abbesse de Nevers, M^{me} Claire de Saillans, signalé par M. l'abbé Boutillier, se trouve malheureusement égaré (2) ; de sorte que tout renseignement local fait défaut sur les insignes de l'abbesse de Nevers, en dehors de la crosse.

Dans d'autres monastères du même ordre, des recherches sur le sujet qui nous occupe nous amènent à croire que l'anneau et la croix pectorale étaient les insignes ordinaires de la dignité abbatiale.

— Dans le *Miroir des Ames religieuses*, — Poitiers, 1653, — est représenté le portrait de M^{me} Charlotte-Flandrine de Nassau, abbesse de Sainte-Croix de Poitiers ; elle porte le costume de chœur des simples

(1) *Règle de saint Benoît*, 2^e chapitre.

(2) Abbé BOUTILLIER, *la Verrerie de Nevers*, p. 103. Ce portrait appartient ou appartenait à M. le docteur Robert Saint-Cyr fils.

religieuses ; de la main droite elle tient la crosse, de la main gauche un livre ; et à l'index de cette même main, on voit l'anneau abbatial. Cependant elle n'a pas la croix pectorale.

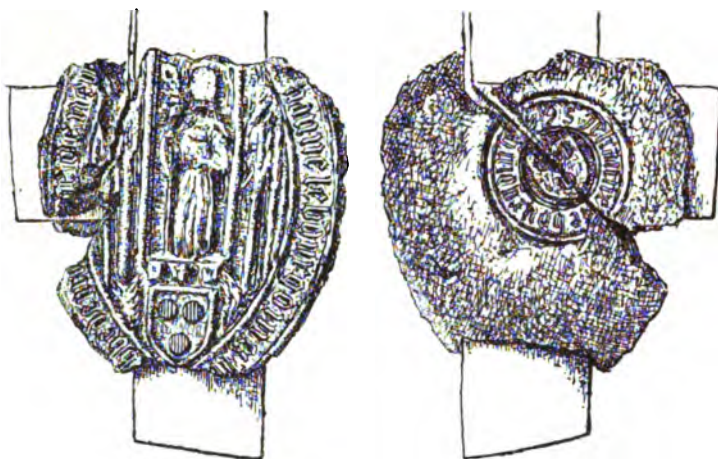
— A l'abbaye de La Ferté-sous-Jouarre, la dernière abbesse d'avant la Révolution, M^{me} de Montmorin de Saint-Hérem, est représentée en costume de chœur, avec la crosse et la croix pectorale ; on ne lui voit pas d'anneau. Sur les portraits, d'autres abbesses figurent la crosse et la croix ; les mains ne sont pas visibles. Un anneau d'or délicatement ciselé a été trouvé au doigt annulaire de la main droite de l'abbesse Louise de Bourbon, trente-cinquième abbesse, de 1586 à 1593, lors de l'ouverture de son tombeau (1).

— Au parloir actuel des Bénédictines de Saint-Laurent de Bourges, il existe deux beaux portraits peints d'abbesses de l'ancienne abbaye Saint-Laurent ; elles sont en costume de chœur régulier avec croix pectorale ; l'une porte la crosse et l'anneau ; l'autre n'a pas de croix et ses mains ne sont pas apparentes.

— Dans le *Recueil des Archevêchés, Evêchés, Abbayes et Prieurés*, par Dom Beaunier, Bénédictin, — Paris, Mesnier, 1726, — ce savant Bénédictin dit que la croix pectorale est *un des* insignes de la dignité abbatiale des abbayes bénédictines ; il était bien en situation pour parler en connaissance de cause. A propos des abbesses de la Pommeraye (ordre de saint Benoît), au diocèse de Sens, qui ne portent pas de croix, il a soin de dire que c'est « contre la *coutume* des autres abbayes et par un effet d'humilité (2) ».

(1) Détails fournis par Madame l'Abbesse de Jouarre, dans une lettre du 25 septembre 1900.

(2) Tome II, page 813.



SCEAU ET CONTRE-SCEAU DE L'ABBESSE JEANNE IV LEBOURGOING
27^e ABBESSE

Les armes de la famille Le Bourgoing de Folin,
d'après M. de Soultrait, *Armorial du Nivernais*, sont :

« D'argent à trois tourteaux de gueules. »

II

Le Personnel de l'Abbaye.

On appelle abbaye une réunion d'hommes ou de femmes soumis à une règle religieuse et gouvernés par un abbé ou une abbesse.

Le second monastère, — après celui détruit de l'évêque Rauracus, — qui fut celui repeuplé par le pieux évêque Hériman, — semble avoir réuni dès l'origine une communauté aussi nombreuse que fervente. Dans ces siècles de foi, de pieuses personnes vinrent avec empressement se ranger « sous la direction de la supé-

rieure, qui devait leur montrer tout ce qui est bon, plus par des actes que par des paroles (1) ».

L'étendue et l'importance des terrains et des constructions sont une preuve du mouvement qui poussait les âmes vers ce saint asile.

La règle de saint Benoît est composée d'observances sévères : l'obéissance, la pénitence, le renoncement ; mais les personnes qui venaient du milieu du monde et disaient un irrévocable adieu à ses joies, ses plaisirs et ses vanités, n'ignoraient pas qu'elles se plongeaient pour le reste de leurs jours dans la solitude, le silence, les austérités, l'abnégation de tous les instants.

L'esprit de discipline et de régularité assura pendant dix siècles la longévité du monastère, qui fut brusquement interrompue par la plus terrible des tempêtes, en dispersant ses membres et les empêchant de se réunir à nouveau.

Il convient, pour plus de clarté dans la suite de cette étude, d'établir une division qui nous sera fournie naturellement par la classification en deux catégories des personnes dont il nous reste à parler.

Le chapitre premier a été principalement consacré à l'abbesse, qui est la tête de la communauté ; le chapitre deuxième, dans un premier paragraphe, aura trait à la communauté proprement dite, ou les religieuses ; puis les pensionnaires admises dans le couvent formeront la matière du paragraphe second.

§ I. — LES RELIGIEUSES

Nous savons que la règle du monastère primitif, ou du VII^e siècle, était celle de saint Colomban : « *Itemque aliud Christi virginum juxta Nivernense oppi-*

(1) *Règle de saint Benoît*, chap. II.

dum sub eadem regulâ, nempe Columbani, construxit (1) ».

Celui que l'évêque Hériman (840-860) repeupla de moniales, au moment où l'ordre bénédictin était si prospère, dut suivre, dès son relèvement, la règle de saint Benott.

Toutefois, malgré la disposition du Concile d'Epaone, en 517, qui en faisait un précepte, et malgré aussi les prescriptions formelles de la règle bénédictine, la clôture n'était pas stricte. Boniface VIII fut le premier qui, par une constitution, en établit la nécessité; ce règlement a été renouvelé par le Concile de Trente, session 25, chapitre 5, et par l'Ordonnance de Blois.

Quoi qu'il en soit, les religieuses de Notre-Dame de Nevers, en plusieurs circonstances, jusqu'au xv^e siècle, sortaient de leur couvent.

Parmentier cite une charte de l'épiscopat de Hugues II où, au Synode tenu par l'évêque, assistent des nobles, l'abbesse et trois de ses religieuses (2); il ajoute: « Elles n'ont été cloîtrées que bien avant dans le xv^e siècle, et elles assistaient, comme faisant partie du clergé, aux processions générales et tenaient leur rang aux services funèbres des comtes et comtesses (3) ».

Nous rappelons qu'aux années 1404 et 1415, nous avons signalé la présence des Bénédictines au service de Philippe le Hardi et aux obsèques du duc de Brabant, Philippe de Bourgogne.

En l'année 1473, l'abbesse Catherine de Boutillat eut des difficultés avec M^{sr} de Fontenay au sujet d'une procession qu'elle avait faite. Une enquête du 10 mars,

(1) *Jonas, invitis abbatum Columbani et Eustasii*, livre 10, p. 297.

(2) *Histoire manuscrite des Evêques de Nevers*. — Episcopat de Hugues II.

(3) *Id.*

devant le bailli de Saint-Pierre-le-Moutier, prouve que les Dames étaient en possession de faire publier leurs processions ordinaires et extraordinaires par le préconiseur de la ville, et de les conduire à Saint-Antoine et au Montot (1).

L'*Album du Nivernais* rapporte, à l'occasion des processions, d'après une tradition orale, d'une redevance singulière « Quand Madame l'Abbesse, en procession, passait devant une maison dont on ignore l'emplacement, les propriétaires ou habitants étaient tenus de lui offrir un verre de vin qu'elle buvait sur le lieu (2) ».

Par la suite du temps, il arrive inévitablement que des dérogations à la règle primitive, des abus s'introduisent même dans les communautés religieuses ; l'abbaye Notre-Dame, par cette pente naturelle au relâchement, ne fut pas exempte de cette loi fatale. Aussi l'abbesse Jeanne d'Albret entreprit un commencement de réforme dans le monastère de Nevers, qu'elle unit, en 1540, à la congrégation de Chezal-Benoît.

Dès le milieu du xv^e siècle, d'un mouvement quasi unanime, « de saintes filles se mirent à réformer les monastères dont elles avaient le gouvernement en y faisant revivre le véritable esprit de saint Benoît (3) ».

L'abbesse Claude de Gamaches continua l'œuvre de réforme commencée au couvent de Nevers. Dans sa notice, nous avons signalé son zèle pour l'observation de la clôture. Ses efforts se portèrent aussi sur un autre point qui souleva des difficultés ; il s'agissait de revenir au costume bénédictin régulier. « La plupart des Bénédictines de France avaient pris l'habit des chanoinesses, comme dans les monastères de Mont-

(1) PARMENTIER, *Archives de Nevers*, tome I^{er}, p. 393.

(2) *Album du Nivernais*, tome I^{er}, p. 122.

(3) MIGNÉ, *Ordres religieux*, tome I^{er}, p. 440.

martre, de la Trinité de Caen, de Saintes, et de plusieurs autres, où elles portaient des robes blanches de toile très fine et très bien empesée (1) ». La robe de Fontevrault était blanche également.

A Nevers, tout porte à croire qu'elle était blanche.

De 1644 à 1646, on trouve, au registre des décès de l'abbaye, trois sépultures de religieuses avec mention de la couleur blanche de leur costume. Ce détail serait inexplicable si cette couleur n'eût pas été alors une *exception* dans la communauté :

1° Dernier jour de septembre 1644, sœur Jeanne Regnard, fille *blanche* de l'abbaye, âgée d'environ cinquante ans, est enterrée au cloître de ladite abbaye par les Pères.

2° Le 2 janvier 1646, Claudine Raphatin, sœur *blanche*, âgée de quatre-vingt-huit ans, est enterrée au cloître, devant le chapitre.

3° Le 21 avril 1646, sœur Laurence Maublanct, religieuse *blanche*, âgée d'environ cinquante ans, est enterrée proche la porte qui sort de l'église pour aller au cloître.

Il ne faut pas croire que, pour réussir dans leurs entreprises de réforme, les supérieures n'avaient qu'à manifester leur désir : « Elles rencontraient quelquefois de la résistance et étaient obligées de faire des concessions... Jeanne de Bourbon, abbesse de Jouarre, y abolit le bréviaire de Fontevrault, en 1614 ; la résistance des religieuses empêcha cette princesse de leur ôter l'habit *blanc* et le rochet de Fontevrault, qu'elles quittèrent enfin sous l'abbesse Jeanne de Lorraine (2) ».

En certains monastères bénédictins, l'habit blanc restait maintenu (à Fontevrault) ou même introduit

(1) MIGNE, *Ordres religieux*, tome I^{er}, p. 440.

(2) *Id.*

comme nouveauté. Au monastère de Poitiers, en 1651, des religieuses se plaignent de leur abbesse, M^{me} Diane-Françoise d'Albret, pourtant, dit l'historien (1), un modèle d'humilité et de soumission à la règle ; elles lui reprochent, entre autres griefs, de ne pas porter l'habit de son ordre et d'avoir introduit le costume blanc de Fontevrault,

Le chapitre de Poitiers, le siège épiscopal étant vacant, rend une ordonnance qui inflige un blâme aux religieuses plaignantes ; mais celles-ci en appellent d'abus au Parlement.

La question de costume était depuis longtemps un brandon de discorde, quand, le 19 février 1672, intervient un arrêt du Grand Conseil ; le différend fut ainsi tranché : permission est accordée aux religieuses qui portent l'habit *blanc* de le conserver si bon leur semble ; celles qui feront désormais profession auront à prendre le vêtement noir, prescrit par la règle bénédictine (2).

De ces faits, pris dans différents monastères bénédictins à la même époque, au sujet de la réformation et du retour au costume régulier, je conclus que le vêtement blanc, après avoir été longtemps en usage à l'abbaye Notre-Dame, fut changé, mais que certaines sœurs persistèrent à conserver leur ancien costume, qui devenait une *singularité*. Toutefois, cette exception *tolérée* s'explique, soit par une concession de l'abbesse, soit par une sentence, comme il en fut rendu une à Poitiers, en faveur des religieuses s'obstinant à conserver leur vêtement, consacré par l'usage d'une longue tradition.

En 1629, à l'abbaye des chanoines réguliers de

(1) Abbé BRIAND, *Vie de sainte Radegonde*, Poitiers, p. 381.

(2) D'après M. l'abbé BRIAND, *Vie de sainte Radegonde*, Poitiers, p. 381.

Saint-Martin de Nevers, la réforme du costume eut lieu en sens inverse : il leur fut proposé de changer leur vêtement noir pour le vêtement blanc. Plusieurs religieux demandèrent à conserver le costume noir dans lequel ils avaient fait profession, disant que, pour le reste des statuts, ils s'engageaient à les observer fidèlement, et que, s'il n'était pas fait droit à leur requête, ils quitteraient l'abbaye pour les bénéfices dont ils étaient titulaires et vivraient néanmoins selon leur règle. On ne voulut pas faire de concession et ils se retirèrent (1).

Pour en revenir aux Bénédictines, le vêtement régulier, qui fut de nouveau adopté au couvent Notre-Dame et qui bientôt ne souffrit plus d'exceptions, consiste en une robe et scapulaire noirs, guimpe blanche et voile noir par-dessus ; pour le chœur, les religieuses y ajoutent le vêtement de couleur noire, appelé coule, avec larges manches (2).

Nous avons constaté plusieurs points de la règle rétablie. Il faut bien admettre que la réforme fut complète et les observances reprises dans leur intégrité ; mais j'avoue que les documents font défaut pour appuyer ma proposition et retracer le détail de la vie monastique de l'abbaye Notre-Dame. Notre curiosité se froisse de cette lacune ; toutefois, nous essaierons d'y suppléer dans la mesure du possible.

N'est-il pas un vieux proverbe qui dit : « Quand on n'a pas de feu chez soi, on va en quérir chez le voisin ». Je suivrai ce bon conseil.

A une distance de quelques lieues de l'abbaye bénédictine de Nevers, existait, à La Ferté-sur-Ixeure ou La Ferté-aux-Nonnains, un prieuré de la même famille

(1) *Minutes du notaire Taillandier*, 9 juillet 1629.

(2) MIGNE, *Ordres religieux*, tome I^{er}, p. 1033.

bénédictine, comptant à peu près un nombre égal de religieuses, ayant également la direction d'un pensionnat.

J'irai donc frapper à cette porte, pour répondre à des desiderata de la vie intérieure de l'abbaye de Nevers, au moins pour l'époque du xvii^e siècle. M. Victor Gueneau, auteur de l'intéressante *Notice sur le Prieuré de La Ferté*, reproduit en appendice la série des procès-verbaux des visites faites à ce prieuré par les grands-prieurs de l'abbaye de Saint-Martin d'Autun.

J'essaierai d'en tirer profit pour donner un aperçu de plusieurs points de la règle en usage dans les deux *monastères réformés* de Nevers et de La Ferté.

Et d'abord nous y trouvons l'emploi détaillé de la journée :

« Les religieuses commenceront matines à quatre heures du matin. Après matines, lecture d'une demi-heure.

» Les primes commenceront à sept heures et demie précises ; après primes, lecture du martyrologe par les plus jeunes ; puis après, chacune des religieuses dira sa coulpe, étant prosternée devant la prieure ou la plus ancienne en son absence, afin qu'elle puisse être connue de toutes et qu'elle ait crainte d'y retomber.

» Les tierces à neuf heures précises, si mieux elles n'aiment à travailler aux œuvres manuelles.

» La grand'messe se dira à l'issue desdites tierces ; puis elles diront sextes et iront dîner, pendant lequel dîner sera fait lecture de la *Vie des Saints* ou de quelques livres sacrés traduits en français ; ensuite elles rendront grâces à Dieu en l'église ; après quoi elles diront nones.

» Elles se reposeront une demi-heure et non plus, et, jusqu'à vespres, elles étudieront, enseigneront ou se livreront à des œuvres manuelles.

» Les vespres commenceront à trois heures ; lesquelles dites, les religieuses pourront se promener, ensemble ou séparément, dans l'enclos du prieuré.

» Le souper sera à six heures ; après, elles iront à l'église, diront complies, pourront ensuite se récréer une demi-heure et non plus, réciteront les litanies de Notre-Dame, feront leur examen de conscience et se coucheront à huit heures (1) ».

Plusieurs procès-verbaux rappellent l'observation du silence :

« Les prieure et sous-prieure seront tenues de visiter les chambres après le coucher, et de prendre garde de ne laisser aucune religieuse parler à qui que ce soit, ce temps passé, notamment aux grilles, que nous voulons leur être interdites du tout à huit heures du soir... Le silence s'observera conformément à notre règle, sans qu'il soit permis d'entrer es chambres les unes des autres, sans permission (2).

» Les religieuses qui auront besoin de parler dans leurs cellules ne fermeront point la porte sur elles et éviteront toutes les partialités et factions secrètes qui pourraient causer, dans le monastère, la désunion des esprits et la ruine totale de la charité (3) ».

Le vœu de pauvreté y est aussi rappelé :

« N'auront aucune chose de péculier ou particulier à elles, mettront tout en commun (4).

» Nous deffendons étroitement à aucune religieuse de donner ou recevoir quoi que ce puisse être sans une permission écrite de leur supérieure.

» Les religieuses ne pourront, sans blesser le vœu de pauvreté, garder de l'argent ou en dépenser pour

(1) Visite du 15 septembre 1640.

(2) *Id.*

(3) Visite du 2 juillet 1671.

(4) Visite du 5 juin 1615.

elles-mêmes à leurs volontés, pour leurs nécessités personnelles ; nous ordonnons que tout ce qu'elles recevront sera mis entre les mains de la supérieure (1) ».

L'ordre des dignitaires de l'abbaye est ainsi établi :

Madame l'abbesse, la grande-prieure, la sœur chantre, la sous-prieure, la sous-chantre, la secreste (sacristine), d'après l'acte de fondation de la chapelle de Notre-Dame de Pitié, en 1517 (2).

La liste complète des Bénédictines de Notre-Dame serait du plus haut intérêt ; nombre de familles niver-naises seraient heureuses d'y voir figurer leur nom, comme un titre d'honneur. Quelle tâche laborieuse et difficile ! Aussi mes recherches seront-elles circonscrites dans les limites du commencement du xvii^e siècle jusqu'au commencement du xviii^e.

Liste des Bénédictines du XVII^e siècle.

Le 8 janvier 1601, faisaient profession Marie et Louise de La Rivière, qui avaient pris l'habit en 1594 (3). Leur mère, femme d'Hubert de La Rivière, s'engage, le 10 juillet suivant, à payer, pour chacune, 20 livres de pension annuelle (4).

Le 14 janvier, Françoise Roy prononçait ses vœux en présence de dix-neuf religieuses professes. L'acte notarié, où nous lisons leur nom, retrace le détail de cette cérémonie religieuse d'une manière si vivante et si pleine d'intérêt que sa reproduction intégrale trou-

(1) Visite du 20 juin 1686.

(2) Voir à l'année 1517, *Notice de l'abbesse Jeanne de Bourgoing*.

(3) Archives de la Nièvre. Pièces provenant du château de Chassy en Morvan.

(4) *Inventaire de Marolles*, page 760.

vera grâce et même gratitude de la part de tout lecteur :

« Le dimanche, 14^e jour de janvier 1601, environ l'heure de dix heures du matin, dans l'église abbatiale de Nostre-Dame de Nevers, ordre de Saint Benoist, au cœur d'icelle église où les religieuses ont accoustumé chanter et se tenir durant le divin office, par devant Révérente Dame Madame Françoise de Fontenay, abesse, assistée de dames

Anthoinette de Serre,	Claude de Gamaches (1),
prieure,	Gabrielle Damas,
Françoise Affouard,	Henriette Andreas,
Marguerite de Mussy,	Françoise Moquot,
Anthoinette Destrapes,	Gabrielle Desjours,
Gabrielle du Chastel,	Guillemette Gascoing,
Ozanne de Boni,	Françoise de Babute,
Roberte de Charry,	Marie de La Rivière,
Jehanne de Lucenay,	Louise de La Rivière,
Gilberte Aulbouer,	

toutes religieuses professes, s'est présentée sœur Françoise Roy, novice de lad. abaye, qui, très humblement, suplye madicte dame, avecq le gré de toute la congrégation, la recepvoir à profession et vœux, et à laquelle madicte dame a faict plusieurs exhortations, affin qu'elle eust à bien adviser ad ce qu'elle avoit à faire, et elle recommander à Dieu. Lad. Dame a faict les prières accoustumées et lad. Françoise Roy a persisté à suplyer et très instamment requis lad. Dame d'icelle abaye recepvoir à lad. profession ; sur quoy, lad. Dame a requis ses dites religieuses sy elles ont congneu, par la conversation que lad. Françoise Roy affecte

(1) On s'étonnera que Claude de Gamaches, *coadjutrice* de l'abbesse Françoise de Fontenay, ne soit pas nommée immédiatement après l'abbesse ; cette religieuse, citée comme « un modèle d'une rare humilité », ne vient, dans cette pièce, qu'à son rang d'ancienneté de profession.

avec elles, drez et depuis six ans, et plus mesme, qu'elle a esté receue et pris l'habit de novice et demeuré avecq elles, que icelle François Roy aye bonne volonté et affection à ladicte religion, et sy elle est propre pour porter le faix d'icelle religion ... (1) lesdictes sœurs ont unanimement raporté ... honneste femme Jehanne de Corbigny, femme de honorable homme Martin Roy, licencié ès lois, advocat fiscal au bailliage et pairie de Nivernois, père et mère de lad. François Roy, et ... honorable homme Pierre Magnien, demeurant à ... nobles hommes M^{res} Gilles Duplessis, conseiller ... Hugues et Laurent Thonnellier, marchands à Nevers ; honorable homme Guillaume Bernard, apothicaire, demeurant à Nevers, tous parents, alliés et amis de lad. François Roy ; tous lesquels dessusdicts, mesme lad. Jehanne de Corbigny, mère de lad. François Roy, en vertu de procuration spéciale dud. M^{re} Martin Roy, son mary, cy après incérée, après serment qu'ils ont presté, ont juré et affirmé que lad. François Roy a 17 ans passés et accomplis, et le scavent lesd. Martin Roy, comparant par lad. dame Jehanne de Corbigny, de son chef, parce que lad. François Roy est leur fille, et quant aux aultres, ont dict le scavoir par la fréquentation qu'ils ont eue en la maison dud. Martin Roy, comme ses bons parents et amis ; et les choses ainsy raportées, après que lad. François Roy a renoncé à tous droitz paternels et maternels et tous aultres droitz, quy luy pourroient échoir par successions, et que lad. Jehanne de Corbigny, en vertu de sa procuration, a promis continuer le payement des pensions, par led. Roy, son mary, et elle, promises à lad. François Roy, par contract du

(1) Les intervalles marqués par des points indiquent des lacunes dans le manuscrit rongé par l'humidité.

24 décembre 1595 ; lequel contract, en tant que besoing seroit, ils ont rattifyé et rattifyent par ces présentes. Lad. Dame (abbesse) a ordonné que lad. Françoise Roy seroit receue et icelle a receu lad. profession ; et ce faisant, lad. sœur Françoise Roy a promis et faict es mains de Mad. Dame les vœux de chasteté, pauvreté et obédience à la manière accoustumée, et estant debout, a leu à haulte et intelligible voix les motz de sa profession, dont la teneur s'ensuit : « *In* » *nomine Domini Jesu Christi. Amen.* Moi, sœur » Françoise Roy, promets la stabilité et conversion » de mes mœurs et obédience selon la règle de Mon- » sieur saint Benoist, devant Dieu et ses saints, en » l'abbaye de Nostre-Dame de Nevers, faicte et fondée » en l'honneur de la glorieuse Vierge Marie, en pré- » sence de très révérente Dame Abesse, Madame » Françoise de Fontenay. En foy de quoy, je signe de » ma main les jour et an susdicts (1) ». Ce faict, a esté chanté *Veni Creator*, et a icelle Françoise Roy, en signe d'amitié et fraternité en Jésus-Christ, esté baizée par lad. Révérente Dame et par toutes les religieuses de lad. abaye ; et a esté faict tout ce que dessus, en présence et du consentement de lad. dame Jehanne de Corbigny, mère de lad. Françoise Roy ; mesme lad. Françoise Roy a l'autorité qui pour ce faire luy a esté baillée par lad. dame Jehanne de Corbigny et laquelle, en vertu de la procuration de son mary et encore de son chef, l'a autorisée et l'au-

(1) Dans d'autres monastères de Bénédictines, notamment à Fontevault, les vœux se prononçaient en latin : *Ego, soror AN, promitto stabilitatem meam et conversionem morum meorum et obedientiam secundum regulam Sancti Benedicti, coram Deo et sanctis ejus, in hoc loco constructo in honore salvatoris mundi sanctęque Genitricis Marię et in pręsentia Ill. abbatisę.*

Cette formule la professe la lisait, la signait, puis la déposait sur l'autel. (*Voyages liturgiques en France*, par le sieur Moléon, page 113).

thorise, comme aussy en la présence de noble homme Henri Bolacre, licencié ès lois, lieutenant-général au bailliage et pairie de Nivernois, bailli des terres et juridiction temporelle desd. dames, honorable homme et sage maistre Jacques Moquot, aussy licencié ès lois, advocat aud. bailliage et pairie, procureur fiscal desd. dames en leurs dictes terres, justice et seigneurie, noble homme M^{re} François Dubrocq, seigneur du Nozet, commissaire ordinaire des guerres, noble Olivier, seigneur d'Arraux, noble seigneur Paul de Guillemain, escuyer, seigneur de Molle, Estienne Le Villain, marchand à Nevers, noble Guillaume Rapine, assesseur au bailliage et pairie de Nivernois, noble Gui Rapine, seigneur de Boisvert, recepveur des aydes et tailles en l'élection de Nivernois, demeurant à Nevers, et plusieurs aultres en grande multitude, de l'autre cousté du treillis de fert, lequel a esté à ceste fin tenu ouvert pendant lesd. cérémonies et la courtine retirée de devant iceluy ».

Ont signé : F. DE FONTENAY, Jeh. DE CORBIGNY,
P. DE GUILLEMIN, seigneur de Molle ; s^r Fran-
çoise ROY, L. THONNELIER, RAPINE, BERNARD,
H. THONNELIER, LE VILLAIN, MAGNIEN, MOQUOT,
G. BERTHELOT, SIMONIN, RAPINE, BOLACRE (1).

Des signatures sont illisibles et d'autres ont disparu dans la partie du manuscrit rongé par l'humidité.

Le récit détaillé de cette profession est pour notre sujet du plus haut intérêt : il nous semble assister à la cérémonie, voir Madame l'Abbesse, la crosse à la main, interroger et exhorter la novice ; celle-ci joyeuse prononcer la formule des vœux ; sa mère en larmes, ses parents et amis tout émus ; enfin la nouvelle reli-

(1) Minutes Pellé, 14 janvier 1601.

gieuse recevoir le baiser fraternel de Madame l'Abbesse et de toute la communauté.

Nous désirions particulièrement connaître les noms et le nombre des religieuses à cette époque, aussi bien que la cérémonie religieuse de la profession ; nous voilà pleinement satisfaits sur ces différents points ; elles étaient donc alors vingt professes, novices et converses non comprises.

La plupart des vœux sont conservés aux Archives de la préfecture ; à l'aide de quelques autres documents, j'espère que la liste des religieuses sera complète, ou à un très petit nombre d'omissions près.

Jusqu'au mois d'août 1607, il ne semble y avoir qu'une seule nouvelle professe :

Marie du Rut.

C'est l' « extrait mortuaire de dame Françoise de Fontenay, vivante abbesse du couvent et monastère de Notre-Dame », qui nous fournit son nom :

« Le mardy, 21^e jour du mois d'aoust 1607, sur les huit heures du matin... Dame Madame Claude de Gamaches, abbesse... convoque la communauté au son de la cloche dans le chapitre. Furent présentes religieuses Dames, Sœurs Anthoinette de Serre, Françoise Affouard, Marguerite de Mussy dicte du Miage, Anthoinette Destrappes, Gabrielle du Chastel, Ozanne de Bonny, Françoise Moquot, Henriette Andreas, Guillemette Gascoing, Gabrielle Desjours, Françoise de Babutte, Marie de La Rivière, Françoise Roy et *Marie du Rut*, toutes religieuses dudict couvent... Madame l'Abbesse leur annonce que ledict jour, sur l'heure de minuict, il avoit pleu à Nostre Seigneur appeler à sa part de retraict de ce monde défunte dame Madame Françoise de Fontenay, vivante abbesse dudict couvent (1) ».

(1) Archives de la préfecture, H, 360, n° 4.

Ici, un intervalle assez notable de quatre années, sans aucune profession.

16... Anne de Gamaches.

Elle était sœur de l'abbesse Claude de Gamaches. Georges de Gamaches, né en 1551, de François de Gamaches et de Philippe du Puy, eut deux fils et trois filles : Jeanne, qu'il maria ; Claude, abbesse de Notre-Dame, et *Anne*, religieuse au même lieu (1).

1611, 17 juillet. Vœux de Louyse Damas.

1613, 28 juillet. Vœux de sœur Anne Rapine, du diocèse de Nevers.

1616, 7 février. Vœux de Jeanne Desprez, du diocèse de Nevers.

1620, 9 août. Vœux de Jeanne Delàge, de la paroisse de Saint-Côme de Paris.

1622, 22 mai. Vœux de sœur Anne Olivier, de la paroisse de Saint-Pierre-le-Rond, du diocèse de Sens.

1622, 5 juin. Vœux de sœur Geneviève de Brienne, de la paroisse de Saint-Pierre-aux-Bœufs, du diocèse de Paris.

1622, 5 juin. Vœux de sœur Laurence Maublanc, de la paroisse de Saint-Laurent de Verneuil, du diocèse de Nevers.

1622, 22 juin. Vœux de sœur Marguerite Dollet, du diocèse de Nevers.

1631, 18 mai. Vœux de sœur Gabrielle Andrault, de la paroisse de Saint-Pierre de Langeron, du diocèse de Nevers.

1635, 18 novembre. Vœux de sœur Claude Sirot, de la paroisse de Saint-Laurent de Nevers.

(1) *Mémoires de la Société des Antiquaires du Centre* (années 1886-87), généalogie des Gamaches.

1638, † (1) Anna Sallonier est décédée le 22 septembre (2).

1640, 29 avril. Vœux de sœur Marie Duplès, native de la paroisse Saint-Martin de Nevers.

1644. † Claude de Paris est décédée le 21 novembre (3).

1646. † Claudine Raphatin est décédée le 27 janvier (4).

1646, 4 février. Vœux de sœur Léonarde des Gentils, native de « Lamna », paroisse de Saint-Aignan, du diocèse d'Autun.

1647. † Sœur Françoise de Pontalier, dite de Chastillon, est décédée le 17 mai (5).

1648. † Sœur Georgette de Quoi, *alias* de Lille, est décédée le 12 avril (6).

1648. † *Madame* de Thianges, religieuse, est décédée le 14 août (7).

1653, 9 février. Vœux de sœur Marie Corade, de la paroisse de Saint-Aricle de Nevers.

1653, 28 février. Vœux de sœur Anne Bouzitat, de la paroisse Saint-Jean de Nevers.

1654. † Marie Belanger est décédée le 7 janvier (8).

1654, 8 février. Vœux de sœur Jeanne-Françoise des Crots, du diocèse d'Autun.

1654. † Marie Dubroc est décédée le 12 octobre (9).

(1) Le signe particulier † précède le nom des religieuses à la date de leur décès, quand celle de la profession fait défaut.

(2) Dernier obituaire de Notre-Dame, vol. XIII du *Bulletin de la Société nivernaise*, p. 191.

(3) Archives paroissiales, p. 157.

(4) *Id.*

(5) *Id.*

(6) *Id.*

(7) *Id.*

(8) Dernier obituaire de Notre-Dame.

(9) *Id.*

1657. † Marthe de Gamaches est décédée le 29 septembre (1).

1659, 22 novembre. Vœux de Anne Bouzitat.

Son acte de réception est passé devant Simon Billaud, notaire royal à Nevers ; elle y est portée comme fille de Pierre Bouzitat, seigneur du Chasnay, conseiller du roi et élu en l'élection de Nivernois, époux de Françoise Gascoing... Avec plusieurs membres de la famille, ont signé : Gabrielle de Langeron, abbesse ; sœur *Bolacre*, prieure ; sœurs *Blanchefort*, *Anne Rapine*, *J. d'Armes*, *Seigneur*, sœur Anne Bouzitat (2).

Sœur Bolacre, prieure ; sœur Blanchefort, sœur J. d'Armes, sœur Seigneur ont fait profession à des dates inconnues.

Sœur Anne Rapine ne doit pas être celle qui a prononcé ses vœux en 1613.

1663. † Françoise Duret est décédée le 15 octobre (3).

1665, 25 octobre. Vœux d'Anne Goussot, de la paroisse de Saint-Martin de Nevers.

1666, 31 janvier. Vœux de Claude Duchon, de Neuvy-le-Barrois, du diocèse de Nevers.

1681, 26 octobre. Vœux de Claude Brisson, de la paroisse Saint-Laurent de Nevers.

1682, 14 septembre. Vœux d'Anne Pérude, de Nevers.

1688, 28 novembre. Vœux de Françoise Brisson, de la paroisse Saint-Laurent de Nevers (4).

Un acte important de 1704 contient un nombre relativement considérable de religieuses dont nous

(1) Dernier obituaire de Notre-Dame.

(2) Minutes Billaud.

(3) Dernier obituaire de Notre-Dame.

(4) Archives de la préfecture, série H, n° 350, liasse des professions de Notre-Dame.

voyons le nom pour la première fois et qui, par conséquent, ont fait leur profession à une date indéterminée. — Cet acte, signé à Versailles par le Roi, le 1^{er} novembre 1704, est le brevet accordé par Louis XIV à Marie-Charlotte de Lévy de Charlus, religieuse professe de l'abbaye de Saint-Menoux, de l'ordre de saint Benoît, par lequel il lui fait don de l'abbaye de Notre-Dame de Nevers, qui vague par le décès de dame Marie-Louise Andrault de Langeron. La communauté donna son consentement pour cette réception ; ont signé :

Léonarde de Lucenay, prieure ; *Jeanne Bolacre* (1), *Etiennette Brisson*, *Claire Dupleix*, Marie Corade, Jeanne des Crots d'Uchon, *Emée Gascoing de la Belouze*, *Catherine Andrault de Maulevrier*, *Huguette Goussot*, *Gabrielle de Richecourt*, *Jeanne Moquot*, Claude des Crots d'Uchon, *Marguerite Sallonnier de Pouilly*, Marie Pérude, *Jeanne Duguet*, *Marie de Bèze*, *Françoise Olivier du Monceaux* (2), *Marie Vilaine de Givry*, Claude Brisson, Anne Pérude, *Marie-Claude Popillon du Ryau*, *Marguerite de Bèze de Vaivre*, *Antoinette Litaut*, *Jeanne Ruby*, *Claude Bouzitat*, *Gabrielle Brisson*, *Françoise Gascoing* et *Radegonde Carpentier de Machez* (3).

Ces sœurs sont nommées par rang d'ancienneté ; dès

(1) Les noms en *italique* désignent les sœurs non encore nommées et dont l'acte de vœux est perdu.

(2) 1684, 1^{er} février. Création de pension viagère de 80 livres par an, payable à chacun 15^e jour du mois de mars par dame Marie Gascoing, veuve de Guillaume Olivier, écuyer, seigneur de Monceaux, en faveur de dame Françoise Olivier, sa fille, religieuse professe au couvent de l'abbaye Notre-Dame ; et après le décès de lad. dame Marie Gascoing, sera lad. dot payée par ses autres enfants ou héritiers jusqu'au décès de lad. dame Olivier. (Minutes Taillandier).

(3) Archives de la Nièvre, H, 360, n° 5.

lors, l'époque approximative de leur profession se trouve toute indiquée par la place qu'elles occupent entre d'autres religieuses, dont on connaît la date de vœux.

Le 1^{er} novembre 1704, la communauté se compose donc de trente-deux religieuses professes, y compris la Révérende Mère Abbessse.

Peut-être aurait-on désiré, pour chaque religieuse, un mot de sa famille et ses armoiries ? — Sauf quatre ou cinq exceptions, l'*Armorial du Nivernais*, de M. de Soultrait, et l'*Inventaire de l'abbé de Marolles* fournissent la matière de notes intéressantes : les sources principales sont indiquées au lecteur qui voudra se donner la peine de faire des recherches généalogiques.

Les quatre feuillets qui nous restent du « Dernier obituaire de l'abbaye Notre-Dame de Nevers (1) » contiennent aussi des noms de religieuses converses, de novices et de Pères confesseurs ; nous y relevons seulement ceux qui appartiennent au xvii^e siècle :

† Anne Grimouard, converse, décédée le 12 janvier 1629.

† Marie Collin, converse, décédée le 23 décembre 1631.

† Jeanne Renard, converse, décédée le 29 décembre 1631.

† Jeanne Niodot, converse, décédée le 22 décembre 1683.

† Marie Bertier, converse, décédée le 10 octobre 1684.

† Madeleine Bolacre, non encore professe, décédée le 8 octobre 1641.

(1) Dernier obituaire de l'abbaye Notre-Dame, p. 191, 3^e volume, 3^e série du *Bulletin de la Société nivernaise*.

† Anne de Fontenay, non encore consacrée à Dieu, décédée le 6 janvier 1654.

† Le 3 octobre 1664, s'est éteint dans le Seigneur le R. P. Coudray, religieux profès bénédictin de l'abbaye Saint-Vincent, de la congrégation de Chezal-Benoît, qui fut pendant de longues années confesseur de ce monastère de Sainte-Marie de Nevers.

† Le 15 octobre 1673, est décédé Père Antoine Astier, religieux de saint Benoît, confesseur de ce monastère.

† Le 7 janvier 1688, est décédé Jean Vellard (?), confesseur de cette maison.



Nous ne pouvons passer sous silence les difficultés suscitées à la communauté, à l'occasion d'un Père bénédictin, confesseur des religieuses.

En temps ordinaire, un ou deux Pères bénédictins étaient chargés du ministère religieux à l'abbaye.

A un certain moment, contrairement aux anciens usages, les religieuses eurent recours aux Pères Jacobins, aux Bénédictins de Saint-Etienne, aux Carmes ou même à des prêtres séculiers, pour la charge de confesseur de leur communauté ; ainsi, le 15 décembre 1721, fut inhumé, dans l'église de Saint-Sauveur, maître Charles Guyot, prêtre, aumônier des dames de l'abbaye... (1).

Plusieurs fois, il s'éleva des difficultés entre les curés de Saint-Genès et les religieux desservant le monastère ; les curés prétendaient que les Pères, dans des questions mal définies, empiétaient sur les droits paroissiaux ; l'Official tranchait le cas et tout était dit.

(1) Archives paroissiales, p. 170.

Mais, en 1643, une parole du Père de Bournon, Bénédictin, fut le point de départ d'une grosse querelle entre l'évêque, messire Eustache de Chéry, et l'abbaye ; le Père de Bournon fut vivement malmené.

Voici les faits ; c'est un baptême qui mit le feu aux poudres : « Un artisan de la ville (Guillaume Thiloux, entrepreneur et tailleur de pierre, qui travaillait pour le couvent), pria Madame l'Abbesse de tenir sur les fonts le fils ou la fille qui lui naîtrait. Il avait fait auparavant la même prière à Monseigneur l'Evêque, qui lui avait, dit-il, accordé cette faveur, à la condition que Madame l'Abbesse serait marraine. Cette sainte fille promet et s'engage. Sur ces entrefaites, le Père arrive à la grille (au parloir), apprend ce qui se passe, et en présence de cet artisan : « Peut-être, dit-il, n'est-ce pas un crime de tenir un enfant, mais enfin, Madame, les saints décrets vous le défendent ». Cependant Madame l'Abbesse considéra qu'en révoquant sa parole, elle attirerait sur le Père l'indignation de Monsieur l'Evêque, déjà mal disposé à son égard, et maintint sa promesse.

» Le baptême se fit donc le lendemain, à la grille de l'église de l'abbaye, portes ouvertes, cloches sonnantes. Toute la ville y accourt, et prend part à cette réjouissance, à ce spectacle : mais trois ou quatre religieuses seulement furent présentes ; toutes les autres firent conscience d'assister à cette cérémonie. Cela déplut à Monsieur l'Evêque qui sçavait d'ailleurs la cause de ce scrupule... et il ne put voir sans dépit que cette éclipse malheureuse eust comme troublé toute la pompe de ceste feste ».

La disgrâce du confesseur s'en suivit et, sur des prétextes, il fut inquiété et mis dans la prison de l'officialité, puis élargi.

L'illustre avocat Patru, alors dans toute sa gloire,

plaida cette affaire devant le Grand Conseil, les 20 et 21 juin 1644, « pour les religieuses, abbesse et couvent de Notre-Dame, et pour Dom Jean Bournon, leur confesseur bénédictin, appelant comme d'abus, contre Messire Eustache de Chéry, évêque de Nevers et contre Jacques Laroche et consorts (exécuteurs de la justice de Messire Eustache de Chéry) ; appel est de la visite que Monseigneur de Nevers prétend faire dans l'abbaye Notre-Dame, et la procédure extraordinaire par lui faite contre le Père Jean de Bournon... (1) ».

L'abbaye de Notre-Dame de Nevers, par le fait même qu'elle dépendait de la congrégation de Chezal-Benoît, puis de Saint-Maur, participait à leur exemption des ordinaires (ou évêques) : « Toute excommunication, lancée, pour refus de la visite épiscopale, contre une des maisons affiliées, sera nulle de plein droit ».

Le maintien d'exemption, pour lequel plaidait l'avocat Patru, fut reconnu par arrêt du Grand Conseil (2).

Nous ne saurions dire quelle fut la sentence sur la demande que « La Roche et de Vaux reçussent la punition qu'ils méritaient, pour avoir saisi et mis indûment en prison le Père de Bournon ».

Parmentier, qui rédigeait vers 1770 ses *Archives de la Ville de Nevers*, écrit que de son temps les Bénédictines n'étaient plus que 13, ayant été plus de 80 professes à la fin du xvi^e siècle (3). — Ce chiffre de 80 professes est certainement fort *exagéré*. Qu'on veuille bien se reporter à la liste des professes en 1601, à l'occasion des vœux de *Françoise Roy*.

(1) *Œuvres diverses de M. Patru*, 3^e édition, Paris 1714, t. III, page 55 et suivantes.

(2) *Archives de la ville de Nevers*, t. I^{er}, p. 394.

(3) *Id.*, p. 395.

La profession de sœur Françoise Roy, reproduite *in extenso*, en tête de la liste des religieuses bénédictines au xvii^e siècle, est à la date du 14 janvier 1601, au commencement de la première année du xvii^e siècle; on vient donc de sortir du siècle précédent. Il est impossible d'admettre *qu'à la fin du XVI^e siècle* le monastère de Nevers comptait plus de 80 professes, alors que 19 seulement signent à l'acte des vœux de la religieuse qui fait sa profession, le 14 janvier 1601.

Dans le cours du xvii^e siècle, le nombre des *professes* varie entre 15 et 30 ; 19, pour la profession de sœur Françoise Roy, en 1601 : 15, lors du décès de l'abbesse Françoise de Fontenay, en 1607; dans les dernières années du siècle, elles atteignent la trentaine, en nous basant sur le chiffre de 32 qui, en 1704, donnent leur consentement écrit à la nomination par le roi, de l'abbesse Marie-Charlotte de Lévy de Charlus. Dans son plaidoyer, cité plus haut, l'avocat Patru dit qu'elles sont de 25 à 30 au plus : « Dira-t-on que l'intérêt, que la conduite, la direction d'un monastère de 25 à 30 filles, presse plus, soit quelque chose de plus important que la garde, que les besoins de tout un diocèse qui embrasse tant d'églises, tant de peuple (1) ? »

Dans le xviii^e siècle, il est certain que le nombre des religieuses déchet d'une manière notable. Elles étaient 28, abbesse non comprise, en 1704. En 1746, elles ne sont que 12 professes.

Un acte notarié de 1746 ne donne les noms que de 12 religieuses : « Le 19 janvier 1746, par devant les notaires du roy, résidants en la ville de Nevers... furent présentes dame Madame Marguerite Lemaistre,

(1) *Œuvres diverses de M. Patru*, 3^e édition, 1714, t. III, p. 55.

abesse de l'abbaye royale Nostre-Dame de Nevers, Dames Claude Bouzitat de Seline, Magdelaine de Montregnaud, Claude de Bèze de Courcelle, Henriette Bonnet Duvidal, Magdelaine de Bèze de Vaivre, Anne Brisson de Gigny, Marie-Lucie de Montmorillon, Françoise Gaulme de la Velle, Anne Gaudinot de Saint-Martin, Marguerite de Durat du Ludais, et Marie Fautras, toutes religieuses de lad. abbaye.... pour raison de la vente et aliénation qu'elles entendent faire du terrier, justice et dixme de Buy et Verrières et généralement de tous les droits utiles et honorifiques à elles appartenant à cause de leur dite seigneurie scituée en lad. paroisse de Saint-Babil-lès-Saint-Pierre-le-Moustier... sans en rien réserver, sinon le droit de fief suivant la coutume de Nivernois. Bail emphytéotique au nom de Vyau de Baudreuil, avocat à la cour de Saint-Pierre-le-Moustier, moyennant la rente annuelle de 150 livres (1) ».

Nous passons brusquement à l'année 1790. La guerre ouverte est déclarée à la religion ; on est à la veille d'une persécution qui rappellera celle des premiers siècles de l'Eglise ; dans les monastères, qui seront bientôt vendus ou détruits, se présentent des commissaires pour dresser la liste des membres de la communauté. Pour l'abbaye Notre-Dame, nous trouvons aux Archives communales (2) « l'état nominatif des ci-devant abbesse et religieuses de la ci-devant abbaye :

» Les religieuses de chœur sont au nombre de douze :

» Marie-Claire de Saillans, abbesse, née à Nevers, le 7 août 1737 (3) ;

» Jeanne-Lucie de Montmorillon,

(1) Minutes Parmentier, année 1746.

(2) Archives communales de la ville de Nevers, GG, 135.

(3) Nous avons vu ailleurs, par son extrait mortuaire, qu'elle est née à Verbigny (Haute-Marne).

- » Françoise Gaulme de la Velle,
- » Anne-Angélique Gaudinot,
- » Marie Fautras,
- » Marguerite Marchand du Gué ;
- » Marguerite Portepain, née le 30 octobre 1730, à Sauvigny ;
- » Françoise-Erneste de Bèze, née le 11 août 1740 ;
- » Louise-Barthélemy de Lhopitau,
- » Marie-Anne-Jacquette des Champs de Saint-Léger, née à Pazy, le 8 août 1730 ;
- » Madeleine-Françoise de Ruëz, née le 4 novembre 1754 ;
- » Madeleine-Françoise-Marie-Geneviève de la Seine.
- » De plus, il y a 5 religieuses converses ».

Revenons au chiffre de 13 religieuses du temps de Parmentier ; il semble, d'après le sens de son texte, qu'elles étaient 13, converses comprises, tandis qu'à la fin du XVIII^e siècle elles étaient plus de 80 professes. Comme professes, au XVII^e siècle, il ne nous semble pas qu'elles aient jamais dépassé le chiffre de 30.

§ II. — LES PENSIONNAIRES

Parmentier, dans ses *Archives de la Ville de Nevers*, dit que « les religieuses n'avaient pas de pensionnat (1) ».

— C'est une erreur ; des faits précis donnent à cette assertion un démenti formel. Les Bénédictines avaient des pensionnaires et de deux catégories : des jeunes filles à instruire, et des personnes d'un âge plus avancé, qui se retiraient au couvent pour fuir le tracasserie du monde et vaquer en paix au soin de leur salut.

(1) *Archives de la Ville de Nevers*, PARMENTIER, tome I^{er}, page 395.

D'abord, un mot seulement des pensionnaires retraitées.

« Le 19 novembre 1692 a été inhumée, dans le lieu de la sépulture des religieuses, damoiselle Claude-Françoise Bouzitat, vivante *pensionnaire* en ladite abbaye, ladite damoiselle décédée en présence de sa sœur religieuse dans la même abbaye (1) ».

Noble damoiselle Reine des Crots de Neufvy, *pensionnaire*, décéda au monastère le 2 septembre 1739, à l'âge de soixante-quinze ans (2).

Sans nous arrêter davantage au pensionnat de retraite, nous nous proposons d'entrer en plus de détails au sujet du pensionnat d'instruction et d'éducation de jeunes filles.

Ce pensionnat existait au moins au commencement du xvi^e siècle. Le premier nom d'élève que nous trouvons est celui de... Guy Coquille, né à Decize, le 11 novembre 1523 ; « il apprit à lire chez les Bénédictines de Nevers (3) » (cependant non comme pensionnaire, mais externe encore en jupons).

Vers 1572, Claudine de Gamaches, âgée de sept ans, entra au pensionnat de l'abbaye (4).

1755. Marie de Vannes, fille unique de Pierre-

(1) *Archives paroissiales*, abbé BOUTILLIER, page 165. — Dans l'acte de consentement de la communauté à la nomination de l'abbesse M. C. de Lévy de Charlus en 1704, nous trouvons deux religieuses du nom de Bouzitat, *Anne* et *Claude* ; Anne fit profession en 1653, et Claude beaucoup plus tard, puisqu'elle est désignée comme une des dernières professes. La pensionnaire Claude-Françoise Bouzitat (je n'ai pu retrouver le registre des sépultures de l'abbaye en ce qui la concerne) est sœur de l'une de ces deux religieuses, laquelle ? Dès lors, il est difficile de dire si elle était pensionnaire *retraitée* ou *étudiante* ; l'indication de son âge, qui trancherait la question, fait défaut ; mais elle appartenait vraisemblablement à la catégorie des pensionnaires de retraite.

(2) Sépultures de l'abbaye Notre-Dame.

(3) *Album du Nivernais*, tome II, page 227.

(4) *Gallia Christiana* : Catalogue des Abbesses, Notice de l'abbesse C. de Gamaches.

Jacques de Vannes, seigneur de Sermoise, Saint-Parize, Charnoy et Vauclaux, et de Françoise de Bèze de La Belouze, était élève au pensionnat de l'abbaye Notre-Dame ; son père écrivait, à son sujet, dans une lettre à M. de Carrelet, président de la Chambre des comptes :

« Charnoy, le 27 février.

« ... Nous vous chargerons de faire mention de nous à cette demoiselle de l'abbaye, qui a si mal passé son carnaval. J'espère cet automne lui donner le bal à Sermoise (1) ».

Elle devint l'épouse de Louis-Marie-Gabriel-César de Choiseul, qui fut, peu après son mariage, nommé ambassadeur près le roi de Sardaigne.

Une pensionnaire étudiante resta au couvent jusqu'au moment de son mariage, qui fut célébré à l'abbaye. Nous lisons dans les actes religieux de la paroisse Saint-Genès, année 1784, au 17 août, que « Anne Petit de Saint-Georges, pensionnaire au couvent de l'abbaye Notre-Dame, fille mineure de messire André-François de Nanteau, conseiller du roi, et de dame Marie Barbier..., contracta mariage avec messire Claude-Michel, baron de Nuchèze, chevalier, seigneur de Sauvage, Planche, Vienne et autres lieux, et de dame Elisabeth Deschamps..., de la paroisse Saint-Jean de cette ville, en présence de messire François de Damas, écuyer, doyen de la cathédrale de Nevers (2) ».

Quel était le nombre des élèves, le règlement, le

(1) Lettre citée par M. Roubet dans sa *Notice historique sur Sermoise*, page 323, 11^e volume du *Bulletin* de la Société nivernaise.

(2) Registres paroissiaux de Saint-Genès.

programme des études ? Malheureusement, aucun document local ne peut nous renseigner à cet égard.

Force me sera de recourir aux *visites du prieuré* de La Ferté-sur-Yxeure, relatives au *pensionnat* (1), et d'en faire l'application à celui de Nevers, et même de butiner jusqu'à Bourges, au pensionnat des Bénédictines de Saint-Laurent (2), et peut-être plus loin.

A La Ferté, il n'existait pas de costume uniforme pour les pensionnaires (3) ; à cet égard, une recommandation particulière, qui vise la simplicité du vêtement, donne à entendre que toute liberté était laissée aux parents de les habiller comme bon leur semblerait, en évitant la recherche et la frivolité : « Madame la Supérieure ne souffrira pas que les élèves portent des fontanges et autres ornements trop mondains (4) ».

Les élèves n'étaient pas soumises au régime sévère des religieuses : « La cuisine sera maigre pour la

(1) *Prieuré de La Ferté-sur-Yxeure*, par M. Guenot.

(2) *Les Bénédictines de Saint-Laurent de Bourges*, édit. à Bourges, 1891.

(3) Plusieurs pensionnats de communautés religieuses avaient pour leurs élèves un costume quasi monacal se rapprochant du costume de l'ordre.— Dans la *Vie de la Révérende Mère Camille de Jésus, Carmélite*, librairie Poussielgue, 1897, nous trouvons de curieux détails sur le costume des pensionnaires de la Visitation de Paris.

En 1757, Camille de Soyecourt, la future Carmélite, y fut mise en pension à l'âge de sept ans ; deux de ses sœurs plus âgées l'avaient précédée dans cette maison ; les pensionnaires portaient les cheveux courts ; Camille les avaient fort beaux. Ce furent ses deux sœurs qui reçurent la redoutable mission de les couper... Les deux jeunes filles firent tomber en peu d'instants les boucles tant aimées et les remplacèrent par le bonnet rond des pensionnaires. L'uniforme consistait en un petit bonnet de mousseline avec voile semblable ; une robe noire fort simple et une cordelière en laine violette, ornée de deux glands, nouée à la ceinture. Ce qui finissait de donner aux jeunes pensionnaires l'aspect de religieuses en miniature était la croix d'argent un peu plus petite que celle de l'ordre, qui était suspendue à leur cou. (Pages 17 et 18).

(4) *Prieuré de La Ferté*, visite du 24 septembre 1689.

communauté ; mais elle sera grasse pour les pensionnaires et les malades (1) ».

Elles avaient dans le couvent leur quartier spécial : « Elles se retireront aux départements qu'elles occupaient les années précédentes, sans qu'elles soient admises dans les lieux réguliers à la compagnie des religieuses, deffendant à la prieure de recevoir aucune pensionnaire à moins de cent livres de pension par an (2) ».

« La sous-prieure veillera à ce que les pensionnaires ne fassent aucun bruit dans les lieux réguliers, qu'aucune religieuse ne leur fasse répéter leurs leçons dans leurs cellules pour ne pas troubler et inquiéter les voisines, que lesdites pensionnaires seront instruites et nourries dans leurs chambres communes... et que toutes soient couchées à même temps que les religieuses (3) ».

A Nevers, le bâtiment affecté au pensionnat était l'aile du midi du cloître, tenant du levant au réfectoire des religieuses et du couchant aux remparts de la ville ; l'entrée et la façade regardaient les « Grands Jardins », joignant les bâtiments de la communauté et en même temps placé en dehors de la partie spécialement réservée aux religieuses, il répond absolument au vœu « des ordonnances » de La Ferté ; que les pensionnaires aient « leur département », qu'elles ne fassent pas de bruit dans « les lieux réguliers » et qu'elles ne soient pas admises à la compagnie des religieuses. — De ce fait, la cour de récréation était à l'opposé du cloître, du côté des jardins.

Il est bien rare que dans un récit qui embrasse une

(1) Prieuré de La Ferté, visite du 18 décembre 1689.

(2) Prieuré de La Ferté, visite du 15 septembre 1640.

(3) Prieuré de La Ferté, visite du 18 septembre 1656.

longue période, il ne se rencontre, à une certaine heure, quelque événement regrettable.

Un fait de ce genre se produisit, qui contrista profondément les religieuses : une nuit, quatre jeunes gens de la ville, de bonne famille, firent, en passant par le cimetière Saint-Genès, escalade de la clôture pour s'introduire au pensionnat. Sans retard, Madame l'Abbesse, Marie-Louise Andrault de Langeron, remit sa plainte au présidial de Saint-Pierre-le-Moutier, le 2 décembre 1698 (1).

Il faut dire qu'à ce moment la surveillance des religieuses s'était relâchée à l'occasion de la dernière maladie qui emporta l'abbesse Gabrielle Andrault de Langeron, tante de celle qui lui succéda.

Le tribunal, appréciant cette équipée de jeunes gens, ne lui reconnut pas, vu les circonstances, une bien sérieuse gravité ; deux de la bande étaient parents de religieuses de la communauté, et les deux pensionnaires complices avaient aussi une parenté très rapprochée avec les escaladeurs « qui, en réalité, étaient allés pour jouer aux cartes (2) ».

Le pensionnat était relativement grand ; il comprenait toute l'aile du midi du cloître, avec rez-de-chaussée et premier étage. Comptait-il vingt, trente élèves ou plus ?

Vu les noms cités de plusieurs pensionnaires, aussi bien que ceux des religieuses, appartenant pour la plupart à de grandes familles, il est facile de déduire que le pensionnat d'éducation de Notre-Dame était

(1) *Archives civiles*, par M. DE FLAMARE, archiviste de la Nièvre, t. I^{er}, B, 91.

(2) *Archives civiles*, par M. DE FLAMARE, archiviste de la Nièvre, t. I^{er}. (Décharge des accusations et décrets de Saint-Pierre-le-Moutier, 17 septembre 1700).

destiné aux jeunes filles de la classe noble et distinguée de la province du Nivernois.

M'étant adressé, pour divers renseignements, à Madame la Prieure des Bénédictines de Bourges, je fus servi à souhait par une réponse précise et détaillée, au sujet des livres en usage dans leur pensionnat d'avant la Révolution ; comme celles de Nevers, elles avaient les deux *Œuvres de la Retraite et de l'Education des Jeunes Filles*, que d'ailleurs les Sœurs actuelles continuent avec le zèle et la distinction de leurs pieuses devancières.

D'anciens livres du pensionnat de l'abbaye bénédictine de Saint-Laurent, conservés aux archives de la maison, entraient dans le plan d'études adopté ; entre autres, nous pouvons citer :

Les Etudes convenables aux Demoiselles, comprenant la grammaire, la chronologie, la géographie, l'histoire, la fable héroïque, la fable morale, les règles de la bienséance et un court traité d'arithmétique... 1761.

La Conduite pour bien faire la première Communion, par l'abbé H. L. P.

Les Instructions pour la première Communion, par l'abbé Régnauld, 1778.

Le Catéchisme de Montpellier.

— Sur un exemplaire de la *Première Communion*, par l'abbé Régnauld, une jeune pensionnaire nivernaise (de La Charité) a laissé trois inscriptions ; la première comme un sceau de propriété : « Ce catéchisme de la communion appartient à moi, Camille Butet, 2 mars 1790 » ;

La deuxième, comme trait de son caractère vif et enjoué : « Je descends en droite ligne du grand Romain (Camille) dont je porte le nom » ;

La troisième, comme reflet des sentiments de son

âme : « Oh ! toi, à qui le hasard fait lire ces mots, ne m'oublie pas et dis un *Requiescat in pace* pour moi, Camille Butet, 2 may 1790 ».

« Camille Butet était de La Charité ; elle y naquit le 22 janvier 1776. La devise des Butet était : « La vertu mon but est », et leurs armes parlantes « un artichaut butté (1) ».

III

Les Constructions.

Après un aperçu sommaire sur l'histoire de l'abbaye, sur les personnes qui l'habitaient, il nous reste à essayer d'en décrire le local et les nombreuses constructions.

Afin de rendre cette description moins monotone et moins ardue, je supposerai que nous visitons l'abbaye de compagnie avec le lecteur, et, comme il faut que l'état des lieux corresponde à une date fixe, nous admettrons que la visite a lieu en 1789.

Arrivés devant la grande grille de fer qui donne entrée dans la « cour de l'Abbaye », nous embrassons d'un coup d'œil cette vaste cour bordée à droite d'une maison, d'un jardin à la suite, d'une construction indéterminée ; à gauche, d'une chapelle, puis en retrait de l'église abbatiale surmontée d'un campanile élancé, et contre laquelle s'appuie une sorte de bas-côté flanqué, plus près de l'abside, d'une construction en avancement ; au fond, une ligne de constructions de hauteurs inégales est percée, à peu près en son milieu, d'un portail voûté.

(1) *Histoire des Bénédictines de Bourges*, p. 308 ; — à Bourges, 1891.

En entrant, à gauche, c'est la chapelle de saint Michel, dont l'abside ronde débordé dans la rue Saint-Genès ; elle est orientée et ajourée d'étroites baies romanes. Les modillons, assez soignés, représentent un moine, un lion et différents animaux. En avant du portail, il existe un escalier de cinq ou six marches.

Le portail, en saillie, est formé de deux archivoltes très simples, en retrait, retombant sur des colonnettes à chapiteaux de feuilles d'eau et de palmettes peu fouillées (1).

Le tympan est surmonté d'une statue du patron de la chapelle, saint Michel terrassant le dragon ; les yeux de l'archange sont remplis de plomb (2).

A droite, en face la chapelle, « la maison du portier se compose, dans le bas, d'une tribale (3), d'une écurie, cave au-dessous, et au premier étage de deux chambres à feu et cabinets (4) ».

Le portier jouit aussi du petit « jardin contigu », en descendant (5).

Au bas du petit jardin, une construction nous tourne le dos et a sa face sur le jardin de l'abbesse ; c'est « l'Orangerie, mesurant 39 pieds sur 18 de large, avec un cabinet de 15 pieds carrés et cave voûtée par dessous (6) ».

A gauche, faisant angle droit avec le bas de l'église abbatiale, est « le grand parloir, avec deux chambres à feu et une tribale (7) ».

A droite du portail voûté, « les parloirs avec neuf petites pièces, au rez-de-chaussée, mesurant 39 pieds

(1) D'après M. de Soultrait. *Guide archéologique dans Nevers*.

(2) Cette statue fait partie de la collection de M. Massillon Rouvet.

(3) Ancien terme local signifiant bûcher ou lieu de débarras.

(4) Arch. de la préf. Ventes nationales n° 30, 22 prairial an IV.

(5) Fait partie de la même vente.

(6) Arch. de la préf. Ventes nat. n° 111, 3 messidor an IV.

(7) Arch. de la préf. Ventes nat. n° 396, 23 messidor an IV.

superficiels, non compris le portail ; au-dessus, il y a quatre chambres à feu et deux cabinets » ; les parloirs communiquent par « un corridor avec les bâtiments clostraux (1) ».

Franchissant le portail voûté, nous avons devant nous des jardins, entre les bâtiments du cloître à droite, et à gauche le logis de l'abbesse.

Au-dessus du portail, regardant les jardins, nous voyons un écusson surmonté de la crosse, dont le pied dépasse en dessous de la pointe ; l'écu est chargé de trois barils qui sont les armes parlantes de l'abbesse de Boutillat, à qui est due la reconstruction de la plus grande partie du couvent, après un terrible incendie arrivé en 1478.

Madame l'Abbesse a son logis séparé et en dehors de la communauté. « Le bâtiment de l'abbesse consiste, au rez de chaussée, en une cuisine, et un petit cabinet et une tribale voûtée ; au premier, en trois chambres, compris la *salle* et deux cabinets, grenier régnaant au-dessus ; en un jardin (au nord) attenant ledit bâtiment, de la contenance de sept huitièmes de boisselée, en un cabinet d'aisance qui joint l'orangerie, plus une cour au devant du bâtiment (au midi) (2) ».

L'appartement désigné sous le nom de *salle*, je l'appellerai *salon*, car c'est la chambre de réception de Madame l'Abbesse qui, pour lors, est Madame Marie-Claire de Saillans ; les deux modestes cabinets sont ses appartements particuliers.

Du côté du midi, un corridor donne entrée au salon ; du côté du nord, qui regarde le jardin, la pièce est éclairée de deux fenêtres et d'une porte vitrée à deux battants, au milieu ; à la porte correspond un

(1) Arch. de la préf. Ventes nationales n° 174, 8 messidor an IV.

(2) Arch. de la préf. Ventes nat. n° 141, 5 messidor an IV.

perron avec double escalier à rampe de fer pour descendre au jardin. On remarque une belle cheminée en marbre du xvii^e siècle. Le parquet en chêne présente en long et en travers des bandes de carrés concentriques. Aux murs, quelques gravures de piété et portraits d'abbesses, parmi lesquels celui de Madame l'Abbesse actuelle (1). Sur un petit meuble, au milieu d'objets divers de curiosité, un beau gobelet en verre porte les armes de Madame l'Abbesse, avec l'inscription « M. C. de Saillans, abbesse de N.-D. de Nevers » ; c'est un produit de la fabrique de verrerie de M^{me} de Borniol (2).

Du salon, nous admirons, à l'angle nord-ouest du jardin, la Porte-du-Croux, ce beau spécimen de portes de défense du moyen âge ; cette tour contient les archives du couvent.

Nous revenons, en passant sous le portail voûté attenant aux parloirs, dans la cour de l'abbaye et nous remontons dans la direction de l'église.

Un porche voûté d'arête, du xiii^e siècle, prolongé à droite d'une travée un peu plus large et de la même époque, précède le portail roman, qui surprend par son élégance et la richesse de son ornementation.

Dans l'ensemble de ce beau portail latéral, nous trouvons un style qui semble participer de deux époques.

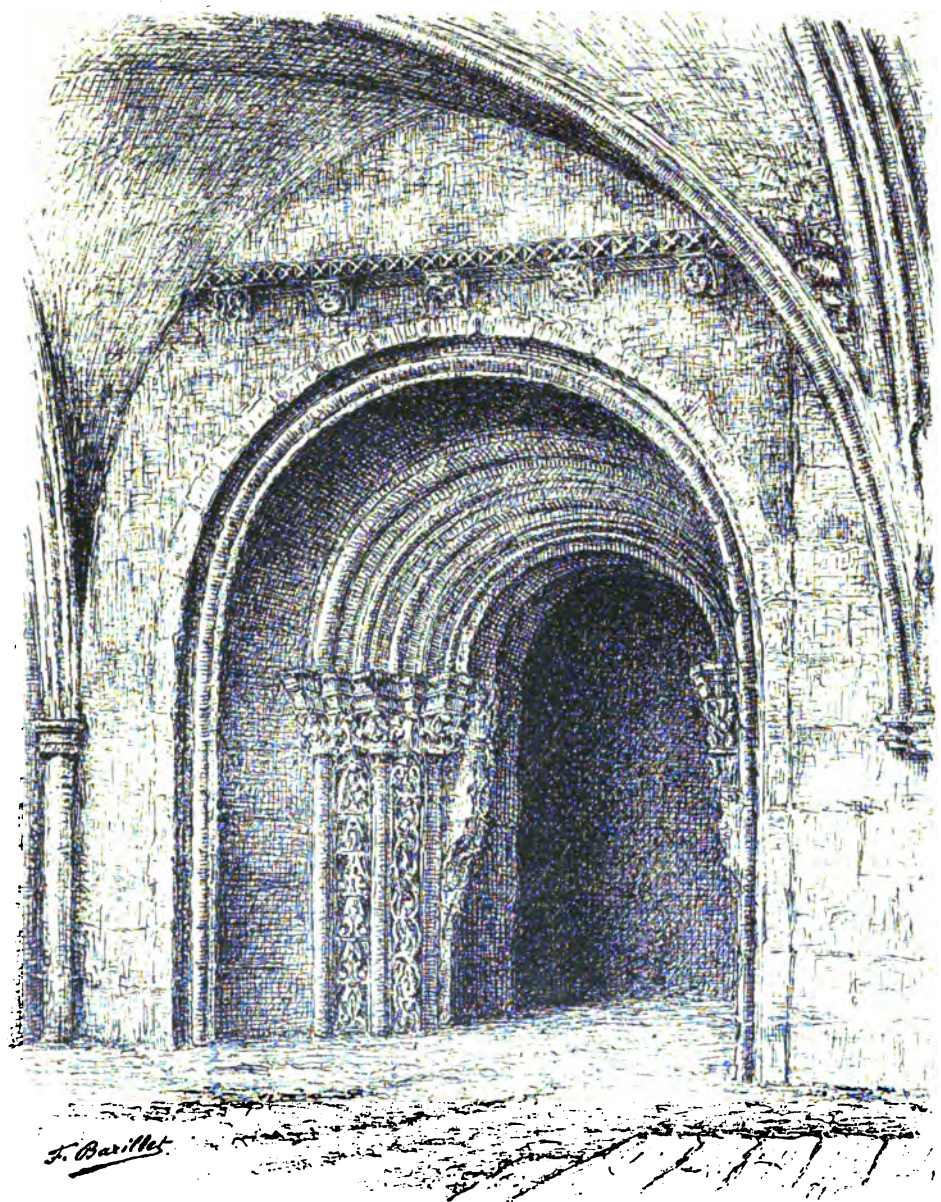
La reconstruction complète du monastère par Fromond remonte à l'année 1121 (3). L'église fut dédiée par ce même évêque à une date non précisée (4). Le xii^e siècle, près de son berceau, a conservé du siècle

(1) Portrait appartenant à M. le docteur Victor Robert Saint-Cyr.

(2) M. l'abbé Boutillier l'a décrit et reproduit en gravure dans sa *Verrerie de Nevers*.

(3) GILLET, *Annuaire de 1803*.

(4) COTIGNON, *Catalogue des évêques de Nevers*.



PORTAIL de l'Ancienne Abbaye Notre-Dame rue St Genest.

précèdent les formes archaïques et raides d'ornements étoilés, à tableaux, à zigzag et à damier (1), et déjà il s'essaye timidement à des contours plus souples et plus harmonieux, dans le semis des feuilles, qui garnit les gorges entre les colonnettes, et dans l'ébauche de deux rangs de crochets des chapiteaux ; la manière de ces détails fait pressentir le xiii^e siècle.

Le portail primitif était protégé par un auvent ; il était en avant-corps, dont le glacis reposait sur une corniche étoilée, soutenue par cinq modillons, représentant en allant de gauche à droite :

Deux serpents dressés et enlacés,

Une tête humaine,

Un oiseau de proie tenant en ses serres un petit oiseau,

Une tête de chèvre ou de diable barbu et cornu,

Une tête de femme avec bandeau sur le front.

L'archivolte, en plein cintre, se compose d'une série de tores de dimensions différentes, séparés les uns des autres par de petits bandeaux ou des gorges ; l'ébrasement en est très profond ; le tout porte sur trois colonnettes de chaque côté, surmontées de chapiteaux de feuillage un peu à crochets. Les angles des pilastres entre les colonnettes sont creusés en gorges décorées de feuilles de chêne. Les bases en sont aplaties et reposent sur des pilastres assez élevés. Le portail est encadré par un tore qui forme une archivolte et descend le long des pieds-droits sans solution de continuité.

Cette porte mesure 1 m. 85 d'ouverture et 2 m. 10 de

(1) Madame Moncharmont, propriétaire de l'emplacement de l'église abbatiale, vient de faire don au musée de la Porte-du-Croux de deux tablettes de pierre qui semblent des entablements de l'église ; elles mesurent chacune environ 40 centimètres sur 12 centimètres et portent un échantillon de trois rangs sur quatre coupé de billettes.

diamètre d'archivolte. Les colonnettes ont 0 m. 14 de diamètre.

Le portail donne entrée dans une galerie adossée à l'église dans toute sa longueur, de la largeur d'une travée à gauche, et à droite, jusqu'à l'angle terminal de la nef. La galerie, de 4 mètres de large, a 16 m. 45 de longueur. Ici, nous trouvons le mélange des ^{xii}e et ^{xiii}e siècles. La partie de la galerie à droite du portail, a été réduite à trois travées, tandis que dans une construction précédente du ^{xiii}e siècle, il existait quatre travées.

Dans l'arcade donnant entrée à l'église abbatiale, on remarque une imposte décorée de tableaux superposés ; à droite, dans l'arcade suivante, les deux impostes sont ornées d'une série de zigzags en relief.

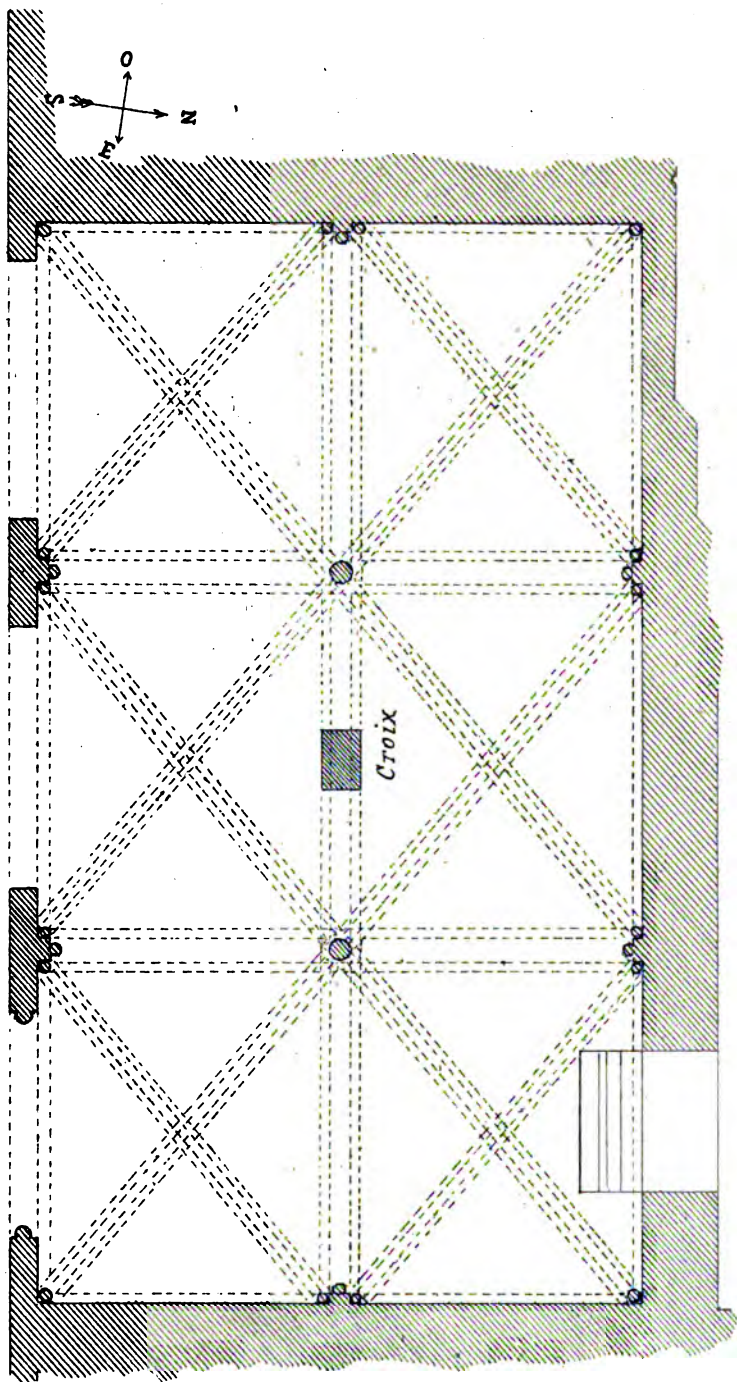
Dans le pilier de la troisième travée gothique, adossé à la nef, est adaptée une piscine du ^{xvii}e siècle et, à proximité, dans le mur de refend, existe une autre piscine présentant les mêmes caractères, encastrées peut-être sans but d'utilité, mais plutôt par motif de conservation de ces objets

La galerie primitive, du ^{xiii}e siècle, formait une sorte de bas-côté de l'église, dont les arceaux furent plus tard fermés en maçonnerie, sauf celui correspondant au portail, muni d'une porte à deux battants, pour entrer à l'église abbatiale.

Cette galerie, se terminant aux deux extrémités à angle droit, est éclairée, à l'est et à l'ouest, par une fenêtre à arc brisé ; le mur de la partie occidentale est percé d'une porte, communiquant avec les bâtiments clostraux.

De l'autre côté de cette porte de communication de la galerie, à droite, est le corridor conduisant aux parloirs.

Quelques pas plus loin, à gauche, s'ouvre la salle



SALLE CAPITULAIRE DE L'ABBAYE NOTRE-DAME.

Echelle de 0,01 par mètre.

A. Philippe, Del.



capitulaire, dans laquelle on descend par quatre ou cinq marches.

Elle est rectangulaire, — 8 m. sur 14 m. 50 en œuvre — en matériaux de moyen appareil, voûtée de six compartiments sur croisées d'ogives ; les branches ou nervures retombent au centre sur deux colonnes cylindriques de 0 m. 30 de diamètre, à chapiteaux de feuillage au droit des murs, les ogives et doubleaux posent sur des massifs adossés, formés d'une colonnette accostée de deux autres plus petites ; aux quatre angles de la salle, les ogives reposent sur une colonnette simple. Dans cette construction, les arcs ont trois coupes différentes : ogives, doubleaux et arcs de communication avec le cloître. Ces derniers sont en plein cintre, de coupe rectangulaire ; un de ces arcs est doublé et le second, intérieur, repose de chaque côté sur une colonnette à chapiteaux de feuillage ; dans cet arc, une porte vitrée, à deux battants, communique avec le cloître intérieur, les deux autres arcs sont garnis de fenêtres.

L'ogive, incontestablement du ^{xiii}e siècle, a un profil très particulier : le boudin central n'a pas d'arête, et cependant les deux tores latéraux sont réduits à leur plus simple expression, se rapprochant des moulures du ^{xv}e siècle.

Pour les doubleaux, les tores latéraux ont été conservés, mais dans des proportions restreintes.

La voûte est à environ 6 m. 50 du sol.

Au droit des murs, les voûtes reposent sur des formerets de coupe biseautée.

Tout le long des murs, à l'est, au nord et à l'ouest, sont rangées les stalles de Mesdames les religieuses.

« Au milieu du chapitre » se dresse une croix de

bois ; voici, à son sujet, la note que Messire Guillaume, curé de Saint-Genès, a consignée (1) :

« L'an mil six cent septante, le deuxième jour du mois de mars, par la dévotion de Madame, Madame Gabrielle de Langeron, abbesse, et de sa communauté, a été posée et bénite une croix de bois, au milieu du chapitre, de même hauteur, largeur et épaisseur que la vraie croix sur laquelle Notre-Seigneur Jésus-Christ a été attaché au mont du Calvaire.

» Les mesures ont été aportées et prises sur celle qui est dans la Sainte-Chapelle de Bourbon. Elle est en terre, de la même hauteur que celle sur laquelle Nostre-Seigneur Jésus-Christ fust eslevé y rendant son esprit à son Père.

» Dans ladite croix, sous trois divers cristaux, est de la vraie croix envoiée par des Dames Religieuses d'une partie qu'elles gardent précieusement, la tenantes de personnes très assurées. Il y a encore de plusieurs autres reliques aportées des Lieux-Saints, entre lesquelles sont celles de saint Pontian, martyr, de saint Révérian, de saint Vincent et de plusieurs autres saints. Fait à Nevers, les an et jour susdits en présence de Madame l'Abbesse et de notre communauté ».

La porte vitrée, à deux battants, et les deux fenêtres à la suite donnent sur le cimetière des religieuses, au milieu des galeries du cloître, formé de trois corps de bâtiments et, au couchant, du mur des fortifications.

Nous avons cité, à propos des sœurs *blanches*, le nom de la sœur Claudine Raphatin et la désignation de sa sépulture « au cloître devant le chapitre ». Donc la tombe de cette sœur est tout près du chapitre, au bord de l'allée qui longe le cloître de ce côté.

(1) Sur les registres paroissiaux.

L'aile opposée à la salle capitulaire et au dortoir des religieuses est occupée par le pensionnat des jeunes filles.

Par delà la salle capitulaire, à l'ouest, et en prolongement, est « une autre galerie d'une seule nef de trois travées, à lourdes nervures prismatiques du xv^e siècle. On y remarque une vaste cheminée dont le manteau porte, posé sur une crosse en pal, l'écusson chargé de trois barils de l'abbesse de Boutillat (1), qui fit reconstruire la partie de l'abbaye détruite dans l'incendie mentionné par le *Gallia Christiana* en 1478.

Tout le premier étage de l'aile du chapitre est occupé par les cellules ou dortoir ; l'acte de sépulture de sœur Claude de Paris, décédée le 21 novembre 1644, âgée d'environ quatre-vingt-deux ans, mentionne qu'elle « a été enterrée proche la marche qui descend du dortouée au cœur de l'église (2) ».

La belle salle capitulaire, que nous venons de visiter et d'admirer, nous laisse sous l'impression d'un religieux respect. Règle générale, ce local, dans l'ordre bénédictin, occupe une place qu'on s'est rarement permis de changer : elle est le prolongement de l'église, dans la même direction, et s'ouvre sur le cloître ; si ce lieu revêt un caractère religieux et imposant, c'est que là, chaque jour, se réunissent les membres de la communauté pour de pieux exercices ou la discussion des intérêts du monastère.

Au chapitre (disons l'abbesse, puisque la règle est la même pour les maisons d'hommes ou de femmes), l'abbesse donne à ses religieuses les obédiences communes et l'enseignement ; elles y viennent tous les jours entendre l'annonce des fêtes qui seront célébrées

(1) D'après M. de Soultrait, *Guide archéologique dans Nevers*.

(2) Actes religieux.

le lendemain. Le martyrologe était suivi de la distribution de l'ouvrage.

L'abbesse lit ensuite un passage de la règle, qu'elle commente, ou fait une pieuse exhortation sur les fêtes liturgiques.

Puis, deux fois la semaine, le lundi et le vendredi, se pratique, à tour de rôle, l'accusation publique des fautes extérieures qui ont échappé aux religieuses, et elles reçoivent les avis et une pénitence convenables.

Les sœurs entendent, avant de se séparer, l'annonce des anniversaires des religieuses et des bienfaiteurs défunts, et, après le *De Profundis*, elles se rendent chacune à leur travail. Un jour viendra où le corps d'une des religieuses présentes, privé de vie, porté sur les épaules de ses compagnes, franchira le seuil de cette salle ; sa dépouille, revêtue de la coule monastique, entourée des lumières bénites et de la récitation des psaumes, y attendra le moment de la sépulture.

C'est encore au chapitre que les religieuses se réunissent pour délibérer sur les intérêts du monastère. Les personnes du siècle y viennent demander leur admission dans la famille et recevoir l'habit monastique.

En un mot, c'est le lieu de l'assemblée de la communauté, quand elle doit agir en corps et accomplir les principaux actes de son existence canonique. Aussi le considère-t-on comme l'un des *lieux réguliers*. Le silence qu'on y observe témoigne du respect que la communauté se rend à elle-même. Sa disposition et ses ornements contribuent à en faire ressortir la dignité (1).

Nous nous rendons ensuite à l'église abbatiale, en

(1) D'après dom Besse, de l'ordre de Saint-Benoît : *Le Moine bénédictin*, édité à Ligugé, 1898, pages 117, 118, 119.

remontant par la galerie que nous avons déjà traversée.

L'église est à une seule nef, avec abside à pans coupés et du XII^e siècle, percée de baies étroites à une certaine hauteur, dont le bas rase la toiture de la galerie adossée au nord ; elle a 8 mètres de large en œuvre, comme la salle capitulaire, et de 20 à 21 mètres de longueur environ.

L'abside à pans coupés (1) semble étrange au premier aspect entre les deux absides en hémicycle de deux monuments religieux presque de la même époque, l'église Saint-Genès et la chapelle Saint-Michel. Cette forme d'abside à pans coupés, aux XI^e et XII^e siècles, assez rare, offre tout de même des spécimens analogues ; ainsi dans les églises de Garchy (Nièvre) et de Quenne, dans les environs d'Auxerre.

Dans l'abside, aux côtés du maître-autel, deux beaux reliquaires se font pendant ; « ils sont soutenus chacun sur deux potences de fer attachées en haut d'un pilier (2) ».

Un de ces reliquaires, le plus ancien, est « une petite boîte en bois » couverte de dorures sombres et ternes, « renfermant la plupart du corps de saint Révérien (3) ».

L'autre reliquaire, plus récent, brille de reflets d'or qui suivent le contour de détails d'architecture, de rinceaux, de pièces d'armoiries ; il est en forme de maison, avec ses murs et son toit à double pente, et, sur le sommet, sont trois pinacles soutenus par des consoles renversées. La face antérieure de la toiture est ajourée, entre une bordure de rinceaux, de deux fenestragés garnis de cristal, pour permettre de voir

(1) Plan de 1759.

(2) Note de l'abbé Guillemeau, curé de Saint-Genès.

(3) *Id.*

les nombreuses reliques qu'il contient. Ce reliquaire est en bois revêtu d'une pâte dans laquelle est façonnée la riche ornementation dont nous venons de parler (1).

« Les « aumaises du cœur » (armoires) contiennent d'autres précieuses reliques, parmi lesquelles les têtes de saint Révérien et de saint Genoul ; mais l'objet le plus précieux, c'est « une belle statue de la sainte Vierge, d'argent doré en relief, haute d'environ deux pieds, enrichie de quantité de pierreries, mais surtout d'une petite ampoule de cristal pleine du sacré lait (2) de cette divine Mère de Dieu (3) ».

(1) Voir, pour plus de détails, l'étude de M. l'abbé Boutillier sur le *Reliquaire de l'abbesse de Notre-Dame de Nevers*, Madame Andrault de Langeron. — *Bulletin de la Société nivernaise*, 12^e volume, p. 453.

(2) *Lait de la sainte Vierge*. — A peu de distance de Bethléem, vers le sud, est la grotte du lait. D'après une tradition locale, la sainte Vierge y serait venue plusieurs fois pour allaiter son divin Enfant ; une goutte de son lait, en tombant sur la pierre, lui aurait donné sa couleur blanche et en même temps le don d'être utile aux nourrices. Quoiqu'il en soit, ce qui est certain, c'est que toutes les femmes des environs, juives, chrétiennes, musulmanes, ont une telle dévotion pour cette grotte qu'il y en a toujours qui viennent y faire leurs prières. La roche dans laquelle se trouve la grotte est une craie extrêmement blanche et friable ; on la réduit facilement en poudre et on en fait de petits pains qu'on envoie dans tout le pays ; les étrangers en emportent chez eux comme objet de dévotion ou de curiosité. C'est une coutume qui date de fort loin : « Il ne faut pas s'émerveiller, disait Surius, que les pèlerins de ce temps distribuent avec grande révérence des pierrettes et pièces de terre, qu'ils apportent des lieux saints de la Palestine, veu que c'est une ancienne dévotion des chrétiens, comme témoignent saint Augustin et saint Grégoire, évêque de Tours, disant qu'en mêlant ces pierrettes ou terres avec de l'eau on en souloit faire des tablettes qu'on portoit et envoyoit par tout le monde, pour la guérison des malades ». Ici, les nourrices, qui ont perdu leur lait, en prennent dans les aliments ; j'ignore l'effet d'un tel remède, mais on y a recours si fréquemment que la grotte, qui était petite dans son origine, est déjà fort grande et s'agrandit encore chaque jour. On a recueilli aussi quelquefois une substance liquide, qui suintait des rochers par les temps humides, et à laquelle on a donné le nom de *lait de Marie*, au lieu du lait de la grotte de Marie ou lait de montagne. *Il est probable que la plupart des fioles, sinon toutes, que l'on montre comme renfermant du lait de la sainte Vierge, ne contiennent en réalité que du lait de cette grotte.* (M^{re} MISLIN, *Les Lieux Saints*, t. III, pages 31, 32, 33).

(3) Note de l'abbé Guilleméan, curé de Saint-Genès.

Dans « la Relation de ce qui s'est passé de plus considérable en la ville de Nevers pour la canonisation de saint François de Sales, imprimée à Nevers par Pierre Harly, imprimeur du Roy, en 1668 », — dont un exemplaire existe au monastère de la Visitation de Nevers, — les religieuses Visitandines adressent leurs remerciements à Madame de Langeron, très digne abbesse de Notre-Dame, de leur avoir donné plusieurs ornements de prix et de leur avoir confié, pour porter en procession, cette image de la Vierge, « pièce qui lui est aussi chère qu'elle est en soy considérable ».

Dans la chapelle de saint Jean-Baptiste, se trouve le tombeau de l'évêque Hériman, dont nous avons parlé dans le premier chapitre.

Il y a aussi les autels de sainte Madeleine, de sainte Barbe, de saint Pierre, de saint Luc (1).

A côté de la porte, par où nous sommes entrés, « une pierre carrée est celle sur laquelle saint Révérien eut, dit-on, la tête tranchée (2) ».

De l'autre côté, en face, est dressée le long du mur et « haute de six pieds » la représentation de saint Révérien, martyr; elle est décrite au chapitre premier.

Presque toutes les dalles sont couvertes d'inscriptions, dont plusieurs sont devenues illisibles.

En *dedans du chœur* et devant la *grille* du côté droit, c'est l'építaphe de l'abbesse Claude de Gamaches (3).

Proche *la porte* du chœur, du côté qui va au cloître, celle de sœur Françoise de Pontalier, dite de Chastillon, décédée le 18 mai 1647 (4).

Dans le chœur celle de « Madame Marie-Louise de

(1) Abbé BOUTILLIER, *Archives paroissiales*.

(2) PARMENTIER, *Archives de la Ville de Nevers*.

(3) Abbé BOUTILLIER, *Archives paroissiales*, p. 156, 157.

(4) *Id.*

Langeron : Cy gist illustre dame Madame Marie-Louise Andrault de Langeron, qui fut abbesse trente-trois ans. Elle mourut le 14 août 1704, âgée de cinquante-sept ans (1) ».

Elle était la deuxième abbesse de cette grande famille nivernaise. Aussi, ne nous étonnons pas de rencontrer plusieurs pierres tumulaires portant fréquemment le nom et les armes des Langeron.

Ici, c'est Pierre Andrault de Langeron, mort en 1614 ;

Là, Jean Andrault de Langeron, mort en 1617 ;

Plus loin, Claude Faye d'Epoisses, veuve de Philippe Andrault de Langeron (2).

Dans les *actes religieux* de la paroisse de Saint-Genès on trouve la mention d'un certain nombre de sépultures de personnes attachées à la maison :

Maître Jean Durand, âgé d'environ soixante ans, ci-devant receveur de Madame l'Abbesse, décédé au logis des receveurs, le 3 août 1640, a été inhumé dans l'église des Dames ;

De même Philibert Godeau, portier de Madame l'Abbesse, décédé le 15 avril 1649 ;

André Desforges, portier de Madame l'Abbesse, décédé le 15 avril 1653 ;

Jean Millin, ci-devant receveur de Madame l'Abbesse, décédé le 4 décembre 1681.

Nous ne pouvons voir que les deux tiers de l'église environ. La partie du bas, réservée aux religieuses, est séparée par une grande grille « de fert » garnie d'une « courtine » (3) d'étoffe noire. Nous ne pouvons

(1) *Gallia Christiana*.

(2) M^{re} CROSNIER, *Congrégations religieuses de femmes*, p. 25.

(3) Minutes Pellé. Acte de profession de Françoise Roy, 14 janvier 1601.

apercevoir que le sommet des tuyaux du buffet d'orgue (1).

Nous savons que l'église des Dames est de temps en temps témoin de belles fêtes et de magnifiques cérémonies. Entre autres, les processions de Saint-Cyr se rendent à l'église de l'abbaye le mardi de Pâques, pour la fête de saint Marc, le mardi de la Pentecôte et le jour des Rameaux (2). Le 15 juillet, le chapitre vient aussi en procession à l'église Sainte-Marie de l'abbaye et une messe basse est dite par un des chanoines de Saint-Gildard, « pour le Révérendissime Hériman, évêque de Nevers, et insigne bienfaiteur du monastère, qui mourut au mois de juillet 860 (3) ».

« Le 24 août, fête de saint Barthélemy, la procession allait à travers l'église et le cloître des Bénédictines, et les chanoines se rendaient au réfectoire où étaient servis treize gâteaux chauds et du bon vin (4) ». Tout le clergé, y compris les chantres et les enfants de chœur, prenaient part à la collation ; comme remerciement, avant de quitter la table, les enfants de chœur chantaient aux bonnes sœurs leur plus beau *Benedicamus Domino*. « *Dictis monialibus, post, dicant pueri : Benedicamus Domino* (5) ».

Il s'est fait aussi dans l'église abbatiale des baptêmes et des mariages, par un effet de la bonté et de la condescendance de Madame l'Abbesse et de Mesdames les religieuses pour leur famille, leurs amis et les serviteurs de la maison.

(1) 8 prairial an IV. Considérant qu'il existait un buffet d'orgue dans la ci-devant église Saint-Martin, qu'il en existait également un autre dans la ci-devant église abbatiale des Bénédictines, que tous deux ont été vendus au profit de la République... mais qu'il en existe un dans la ci-devant église Saint-Cyr... (Registre des délibérations de la commune).

(2) *Archives paroissiales*, BOUTILLIER, p. 145, 146.

(3) *Cérémonial de l'église de Nevers*.

(4) *Album du Nivernais*, t. I^{er}, p. 110.

(5) *Notes manuscrites de l'abbé Trouflaut*. 221

12 juillet 1633. Baptême de Marie de Gamaches — parrain et marraine Illustrissime et Révérendissime seigneur Eustache du Lys et Révérende Dame Claude de Gamaches, abbesse.

1719. Messire François Rapine de Sainte-Marie, grand archidiacre et vicaire général, le siège vacant, a suppléé les cérémonies du baptême à Henri-François Blaudin devant et auprès de la grille de l'abbaye Notre-Dame. Marraine dame Madame Henriette de Lévy-Charlus et parrain Messire Jacques-François Rapine, seigneur de Sainte-Marie, lieutenant général au bailliage et pairie de Nevers.

En 1722, un mariage fut béni à l'église de l'abbaye en des circonstances exceptionnelles : Jeanne Moreau, servante à l'abbaye, se mariait en secondes noces avec Pierre Coulon, et il n'existait pas d'acte authentique du décès de son premier mari, François L'Eguillon ; plusieurs personnes affirmèrent, sur la foi du serment, qu'il était mort à l'Hôtel-Dieu, pendant la famine de 1709 (1).

La même année (15 juin), l'un des conjoints d'un mariage, célébré à l'abbaye, devait avoir à ce privilège un titre que nous ignorons : Jean Charité, de la paroisse de Saint-Genès, fils de feu Michel Charité et de défunte dame Françoise Poisson, a été uni par sacrement de mariage avec Marguerite Bigourat. Ont signé : Jean Charité, Nicolas Charme, Frère Cluzel, prieur des Jacobins ; Lenduranti, sœur Olivier, prieure de l'abaye, sœur de Maulevrier, sœur de Chauvigny, sœur Deselines, sacristine (2).

Le 12 juin 1730, Marie-Madeleine Saugy, âgée d'environ vingt ans, native de Genève... a abjuré le

(1) *Actes religieux de la paroisse Saint-Genès.*

(2) *Id.*

calvinisme par mon ministère... j'ai reçu l'abjuration de ladite Saugy et lui ai donné l'absolution qu'elle avait encourue par l'hérésie. Le tout passé dans l'église abbatiale des religieuses Bénédictines de Notre-Dame de Nevers et inséré dans le registre paroissial de Saint-Genès, dont je suis titulaire. Ont signé : Philippe Motret et Jérôme Vignault, clercs tonsurés ; Louis Thonnellier de Montbort, marchand fayancier ; René-Denis d'Outremont, peintre en fayance ; sœur Dauphine Rabuteau, supérieure des sœurs de l'Hôtel-Dieu ; de Paris, curé de Saint-Genès et official de Nevers (1).

En sortant de l'église par la porte opposée à celle par laquelle nous sommes entrés, nous nous trouvons dans l'allée qui conduit à l'église Saint-Genès.

A droite de la porte, et attenante à l'église, la construction « qui avance sur le reste de l'aile, comprend, au rez-de-chaussée, quatre pièces, dont une avec grande cheminée, servant de buanderie, et au premier étage onze pièces, dont deux avec cheminée (2) ».

L'aile ensuite rentre de 5 ou 6 mètres, et nous rencontrons d'abord « la cuisine avec chambre au-dessus, petite cour de l'autre côté et puits au milieu (3) ». La petite cour était anciennement de niveau beaucoup plus bas ; ce qui est nettement indiqué par une porte à moulures prismatiques, aux trois quarts enfouie en terre ; cette porte est celle du réfectoire rebâti après l'incendie de 1478 ; ses détails d'architecture concordent bien avec cette époque. Françoise d'Albret avait pris à sa charge la dépense de la boiserie qui en garnissait

(1) *Actes religieux de la paroisse Saint-Genès.*

(2) Archives de la préfecture. Ventes nationales, n° 584, 12 thermidor an IV.

(3) *Id.*, n° 505, 6 thermidor an IV.

le pourtour, ainsi que des vitres des fenêtres où étaient représentées ses armoiries (1).

Après la cuisine, « une grande pièce » est le « réfectoire » ; puis il y a « une antichambre, un réchauffoir à la suite et deux petits cabinets (2) ».

Un réfectoire bénédictin mérite d'être décrit.

Les anciens réfectoires bénédictins, par leur grandeur et leur ornementation, présentaient, en général, un aspect qui semblait excessif pour une simple salle à manger ; le repas des moines, quel repas ! contrastait avec la grandeur et la beauté du local. Mais cet exercice, tout matériel qu'il soit, se relève et s'ennoblit de la dignité des actes conventuels. Les religieux y observent le même ordre qu'au chœur et au chapitre et se tiennent chacun à la place que lui assigne son entrée en religion. Or, une communauté, toutes les fois qu'elle se trouve ainsi réunie, se doit à elle-même un profond respect, et ce sentiment a besoin de se manifester au dehors par la gravité de la tenue extérieure et surtout par la forme et les proportions du local où elle est assemblée.

Les religieux se distribuent donc avec ordre devant les tables de chêne. L'abbé occupe une table séparée ; le prieur et le sous-prieur ont chacun la leur, à sa droite et à sa gauche.

La Règle a fixé la « pitance » suffisante et nécessaire : devant chaque religieux, un petit pain, une mesure de vin, deux plats, un dessert, et c'est tout ; jamais de viande, sauf pour les infirmes. La plus grande partie de l'année, il n'y a qu'un seul repas, à midi, à trois heures ou après vêpres, suivant la saison

(1) PARMENTIER, *Archives de la Ville de Nevers*, t. I^{er}, page 393.

(2) Archives de la préfecture. Ventes nationales, n° 505, 6 thermidor an IV.

liturgique. Durant le temps pascal et les dimanches, il est fait un premier repas à midi et un second le soir, mais sans augmenter néanmoins la ration journalière.

Avant de se mettre à table, les religieux, debout comme au chœur, dans cette salle qui ressemble à une église, présidés par l'abbé, sous les yeux du crucifix et des saints dont les images ornent les murailles, se préparent, par la prière et le chant, à prendre leur nourriture corporelle.

Puis, pendant le repas, un religieux, assis dans une chaire adhérente aux murs de la salle, fait la lecture de la *Vie des Saints*.

Le repas se termine, comme il a commencé, par la prière liturgique (1).

Au réfectoire rebâti par l'abbesse Catherine de Boutillat, et dont il ne reste que la porte gothique ornementée de riches moulures et de choux frisés, revêtu de boiseries et éclairé de fenêtres à panneaux historiés des armes de Marie d'Albret, a succédé une vaste salle très simple.

Nous sommes loin des boiseries gothiques et des fenêtres à panneaux historiés des armes de Françoise d'Albret. Dans la salle, assez récente, plus longue que large, enduite de plâtre, des tables forment deux rangées avec des bancs de chaque côté ; une chaise est adossée au mur ; au-dessus, on voit un crucifix entre deux gravures, représentant l'une saint Benott, l'autre sainte Scholastique. Le réfectoire de La Ferté se trouvait dépourvu de ces derniers objets ; aussi deux procès-verbaux de visite contiennent une ordonnance à ce sujet :

« La prieure garnira son réfectoire d'une honnête

(1) D'après *Le Moine bénédictin*, de dom Besse, Ligugé, 1898, et la Règle de saint Benott : *La Nourriture*.

chaire pour la lectrice et d'un crucifix avec tableaux de saint Benoît et de sainte Scholastique (1) ».

« Garnir le réfectoire d'une haute chaise pour la lecture et d'un crucifix avec les tableaux de saint Benoît et de sainte Scholastique (2) ».

Devant le réfectoire, au levant, est tracé un petit parterre qu'un mur sépare de l'allée conduisant à l'église Saint-Genès (3); entre l'église abbatiale et l'église Saint-Genès, c'est « le petit jardin » (4), par antithèse aux « grands jardins », situés entre le cimetière paroissial de Saint-Genès, le réfectoire, l'aile du pensionnat et les remparts de la ville (5).

Procession du mardi de Pâques 1789 à l'église de l'abbaye Notre-Dame de Nevers.

Le 14 avril, mardi de Pâques de l'an de grâce 1789, le marteau de l'horloge de Saint-Cyr venait de frapper neuf heures du matin ; presque aussitôt se fait entendre le grave carillon des quatre cloches de la cathédrale ; et comme si elles eussent attendu ce signal, les trois cloches de l'église Saint-Genès et celle de l'abbaye Notre-Dame lancent dans les airs leurs joyeuses volées : elles annonçaient le départ de la procession traditionnelle du mardi de Pâques à l'église des Bénédictines.

Tout le détail en était fixé par le *Cérémonial de l'Insigne église de Nevers* (6), et par le *Diurnal de*

(1) Visite du 22 juin 1638.

(2) *Id.*, 13 septembre 1642.

(3) Plan de 1759.

(4) Archives de la préfecture. Ventes nationales, n° 93, an IV.

(5) Plan de 1759.

(6) *Cœremoniale Insignis ecclesiæ Nivernensis*.

1789 (1) qui, en conformité avec les anciens usages, rappelle ce qui doit être observé pour l'office, à la date du mardi de Pâques. Par ce dernier livret, nous avons, en plus, l'avantage de connaître les noms des chanoines, des chantres, des enfants de chœur et même du suisse qui faisaient partie du cortège de la procession.

« Mardi de Pâques, à huit heures et demie, chant de primes et de tierces (à la cathédrale) ; puis station à la Basilique de Sainte-Marie de l'abbaye (2).

» Les chanoines portent la soutane rouge (3).

» Le doyen du chapitre est célébrant d'office (4) ».

L'itinéraire consacré est, pour l'aller, la rue de Loire, le quai de Loire et la rue Saint-Genès.

Du pont et du quai de Loire, on peut jouir dans son ensemble du spectacle de la procession :

En tête, le suisse, le grave père Pidoux, ouvre fièrement la marche (5) ;

Groupe des enfants de chœur, à la suite de la croix ;

Entre les deux rangs des fidèles, les riches bannières ondulant au souffle de la brise ;

Députations des communautés de la ville ;

Le chœur des chantres au nombre de neuf ;

Enfin, une trentaine de chanoines, c'est-à-dire le vénérable chapitre, presque au complet, termine le cortège.

Dès l'entrée de la rue Saint-Genès, chacun admire la gracieuse tour octogone du clocher qui domine

(1) *Diurnale et obituarium ecclesie Nivernensis pro anno Domini MDCCCLXXXIX.*

(2) *Diurnale feria tertia pro Pascha.*

(3) *Diurnale, « Cum rubeis vestibus ».*

(4) *Cæremoniale.*

(5) *Custos helveticus, Protasius Pidoux, Lauzaniensis, 25 junii 1770 ;* il était suisse de la cathédrale depuis dix-neuf ans.

superbement les toits ; « sa flèche est couverte de tuiles émaillées, blanches et bleues », dont l'habile mélange forme des dessins variés ; c'est ici en plein le quartier des faïenciers qui ont voulu, par un produit de leur art, décorer leur église paroissiale ; « la croix elle-même et le coq » sont deux belles pièces de faïence (1).

La procession doit faire une halte à l'église Saint-Genès. Messire Merle, revêtu du surplis et de l'étole, avec la croix et les enfants de chœur, l'attendait sur le seuil de la grande porte, dont le tympan si remarquable représente Notre-Seigneur au milieu des apôtres.

En entrant dans l'église, les chantres entonnent l'antienne du patron de l'antique sanctuaire : *Qui nos separabit a caritate Christi...*

Après le chant de l'antienne, du verset et de l'oraison, la procession se remet en marche, traverse le cimetière de Saint-Genès et une allée, qui aboutit à une porte latérale de l'église des Religieuses.

En y entrant, les chantres entonnent l'antienne de circonstance : « *Ingressus Angelus ad Mariam dixit...* »

L'abbatiale est parée de ses plus beaux ornements. L'autel resplendit de fleurs, étincelle de lumières ; sur les gradins, de chaque côté, un reliquaire contient le chef de saint Révérien et celui de saint Genoul.

Deux belles châsses dorées sont suspendues au fond de l'abside.

Sur une crédence chargée de nombreuses reliques « une statue de la sainte Vierge, en argent doré, haute d'environ deux pieds », scintille de pierreries et « porte une petite ampoule de cristal pleine du sacré lait de cette divine Mère de Dieu ».

(1) *Archives paroissiales*, Abbé BOUTILLIER, p. 171.

La « courtine » de la grille a été tirée et on aperçoit les religieuses dans leurs stalles. Madame l'Abbesse, Madame Marie-Claire de Saillans, sur un petit trône, tient à la main sa crosse d'argent.

Dans cette partie de la clôture, devant les stalles adossées à la muraille, se pressent de nombreuses jeunes filles et dames, pensionnaires, parentes ou amies des religieuses, car la nef ouverte au public est comble et même « le porche » et « la galerie » qui conduit à la salle capitulaire.

Le pied foule, à chaque pas, des pierres tumulaires avec inscriptions modernes, ou gothiques anciennes ; les croix sont gravées au trait, ainsi que d'autres ornements çà et là : têtes de mort avec tibias en sautoir, armoiries surmontées de haumes, de couronnes, de la crosse abbatiale en pal.

Dans le chœur ont pris place les chanoines, chantres et enfants de chœur de Saint-Cyr, auxquels se sont joints ceux de Saint-Genès et de l'abbaye.

Messire de Damas, en qualité de doyen du chapitre, chante la grand'messe.

Une religieuse, habile musicienne, tient « le jeu d'orgue » qui alterne avec les chantres.

Debout près de l'autel, se tient un religieux bénédictin avec sa coule noire aux larges manches ; c'est un Père de Cluny chargé de la desserte du couvent. Il vient de faire signe à un des enfants de chœur et, après lui avoir donné un ordre, il ajoute : « Va, mon petit Cassiat (1) ».

(1) M. l'abbé Cassiat, longtemps prêtre habitué de la paroisse Saint-Etienne, mort à un âge avancé, aimait à rappeler ses souvenirs *d'enfant de chœur de l'abbaye*, les gâteries de M^{me} l'Abbesse et d'autres détails du monastère ; *en 1789*, il entra dans sa treizième année. « Guillaume Cassiat, né à Nevers, est décédé à l'hospice de Nevers, le 13 juillet 1868, à l'âge de quatre-vingt-douze ans ». (Actes publics de la mairie de Nevers).

La collation d'après la messe, offerte jadis au clergé dans le réfectoire des religieuses est abolie depuis un certain temps (1).

L'office terminé, la procession sort aussitôt par la porte latérale, opposée à celle par laquelle elle était entrée, et, franchissant la porte de la grande grille en fer, elle reprend le chemin de la cathédrale, par la rue de la Tartre, du Doyenné; pendant ce temps, on chante « les litanies majeures » (2) ou des saints.

Abbé A. SERY,

Chanoine.

(1) Le *Diurnal de 1789*, n'en parle pas, tandis qu'il mentionne des collations encore en usage : après la messe du 5 janvier, à la chapelle Saint-Sébastien, une collation de gâteaux offerte au clergé; une autre collation, le 28 juin, au retour de la procession de Saint-Pierre, offerte par le curé de cette paroisse, consiste en pain, vin et cerises; le 28 juillet, la procession de Saint-Cyr se rend à l'église Saint-Victor pour les vêpres, et après l'office, le prieur, en son logis, sert aux chanoines du pain, du vin et des cerises.

(2) *Cérémonial de l'Insigne église de Nevers*, mardi de Pâques.

ERRATA :

Page 253, ligne 15^e. — Chaque jour, *ajoutez* dans le bois de Faye.

Page 327, ligne 1^{re}. — Prieurés de Bénédictins, *lisez* de Bénédictines.

Page 332, ligne 9^e. — Sur les portraits, d'autres abbesses *lisez* sur les portraits d'autres abbesses,

TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE. — Délimitation topographique de l'Abbaye N.-D. . .	246
Intérêt de l'étude sur l'Abbaye N.-D. au point de vue de l'histoire du Nivernais et de l'initiation à la vie religieuse du Monastère. . .	246
CHAPITRE PREMIER. — Fondation du Monastère en 624.	247
Choix de son emplacement sur le lieu du martyr de saint Révérien	248
Tradition nivernaise relative au martyr de saint Révérien. . . .	248
Le Monastère, détruit au VIII ^e siècle, est relevé par l'Évêque Hériman	250
Comment saint Genoul donna aux Bénédictines la terre de Sardolles	252
Résumé de quelques chartes de 888 à 1229.	252
Liste des premières abbesses jusqu'en 1233.	254
Notice de chaque abbesse de 1233 jusqu'à la Révolution.	255
§ I Prieurés de Bénédictines et bénéfices ecclésiastiques dépendant de l'abbaye.	327
§ II Temporel de l'Abbaye.	329
§ III Importance du rôle et de l'influence de l'Abbesse.	330
§ IV Du choix de l'Abbesse et des insignes de sa dignité.	331
CHAPITRE II. — Le personnel de l'Abbaye.	333
§ I Les religieuses non cloîtrées à l'origine.	334
Réformation du Monastère.	336
Horaires des exercices et détails sur plusieurs points de la Règle. .	340
Liste des Bénédictines du XVII ^e siècle.	342
Le célèbre Patru plaide pour un Père confesseur des Religieuses. .	353
§ II Les pensionnaires retraitées et étudiantes.	358
CHAPITRE III. — Les constructions : chapelle Saint-Michel, 365 ; par- loirs, 366 ; logis de l'Abbesse, 367 ; portail de l'église abbatiale, 368 ; salle capitulaire, 370 ; église abbatiale, 374 ; processions et cérémonies extraordinaires, 379 ; suite des appartements, cuisine, 381 ; réfectoire.	382
CONCLUSION récapitulative : procession du mardi de Pâques 1789 à l'église abbatiale.	384
Errata.	388

DOCUMENTS NIVERNAIS

de la

COLLECTION DUCHESNE

A la Bibliothèque nationale

Par **RENÉ DE LESPINASSE**

André Duchesne est un type d'historien comme il y en eut plusieurs en France au xvii^e siècle. Né en 1584, il mourut en 1640, à l'âge de cinquante-six ans, écrasé par une charrette, en allant de Paris à sa maison de campagne de Verrière. Il était de la Touraine. Le cardinal de Richelieu l'appelait son bon voisin et lui témoignait beaucoup d'estime.

De ses nombreux ouvrages, retenons seulement ceux qui peuvent intéresser notre province : « Histoire des ducs de Bourgogne, — de la maison de Châtillon-sur-Marne, — de Montmorency et Laval, — de la maison de Vergy, — des comtes d'Albon et Dauphins de Viennois, — des maisons de Guines, d'Ardres, de Gand et de Coucy ».

On l'appelait « le père de l'histoire de France », titre mérité non seulement par ses publications, mais encore plus par les immenses recueils qu'il avait formés et presque tous écrits de sa main (1).

Ces recueils, renfermant des chartes, des chro-

(1) DELISLE, *Cabinet des Manuscrits*, I, 333.

niques, des vies de saints, des généalogies, des lettres de savants et autres documents, formaient une véritable bibliothèque de l'histoire de France depuis les origines jusqu'au xvr^e siècle.

Nous verrons ce qu'il a emprunté au Nivernais, bien qu'il n'ait rien écrit sur notre province.

Ses papiers n'ont pas été conservés dans leur intégrité. Des portions considérables furent données à Colbert ; d'autres passèrent chez Baluze, à Saint-Germain-des-Prés et ailleurs. Le meilleur lot passa à son fils, François Duchesne, puis à son gendre, Jean Haudiquet, entre les mains duquel, à la suite d'une condamnation, les papiers furent saisis et attribués à la bibliothèque du Roi en 1708. Il y avait cinquante-neuf volumes et vingt registres. L'administration a fait à Duchesne l'honneur de conserver sa collection comme fonds spécial.

Les deux plus longues copies de Duchesne qui nous concernent sont le « Cartulaire de Saint-Cyr », vingt-quatre feuillets doubles, et l'« Inventaire des Titres de Nevers et Chambre des Comptes », deux cents feuillets, d'une écriture fine et serrée. C'était un copiste persévérant et infatigable, à l'égal de son ami, notre abbé de Marolles, sauf que celui-ci n'y joignait pas l'ordre et le talent de l'écrivain d'histoire.

Le Cartulaire de Saint-Cyr de Nevers, dont l'original n'existe plus depuis longtemps, est représenté actuellement : 1^o par une sorte d'inventaire du xvr^e siècle, manuscrit latin de la Bibliothèque nationale, n^o 9207, où se trouvent des cotes de pièces plus ou moins étendues, des extraits et des copies *in extenso* de beaucoup de pièces ; 2^o par des extraits pris sur le Cartulaire par Baluze et insérés dans le fonds de ce savant sous le nom bien connu d'« Armoires de Baluze », n^o 74 ; 3^o par quelques extraits ajoutés à la

suite d'un manuscrit appartenant à la bibliothèque de Lyon.

Il y a environ vingt-cinq ans, lorsque je m'occupais du Cartulaire de Saint-Cyr, je l'ai presque exactement rétabli d'après les copies de ces trois manuscrits et les indications qu'ils portaient. Il y a lieu d'ajouter à mes recherches les nombreuses copies de Duchesne, dont je n'avais pas connaissance. Ce sera un élément de plus pour assurer la reconstitution définitive du Cartulaire.

La copie de Duchesne se compose de quatre-vingt-neuf chartes du ix^e au xiii^e siècle, soit en texte *in extenso*, soit simplement indiquées par une cote plus ou moins étendue ; le tout conforme à l'exemplaire du fonds latin n° 9207, ce qui nous permet de supposer que Duchesne a fait ses copies non sur l'original du Cartulaire, mais sur l'exemplaire du xvi^e siècle.

Néanmoins le texte de Duchesne viendra encore ajouter son appoint de preuves aux textes eux-mêmes et aux indications extérieures de numérotage et autres qu'il a portées.

Un autre document ancien est la chronique latine intitulée :

Origo et historia brevis comitum Nivernensium, coll. Duchesne, n° 56, fol. 132, copie en quatre feuillets ; ce texte a été imprimé dans le Père Labbe (*Bibliotheca manuscriptorum*, t. I, p. 399), puis d'après cet ouvrage dans Dom Bouquet (*Historiens de France*, t. X, p. 258). L'auteur de la chronique est, dit-on, Hugues de Poitiers, moine de Vézelay vers 1160, ou selon d'autres un anonyme vivant sous Louis VII.

Les ouvrages ci-dessus n'indiquent pas de sources, et nous ignorons l'importance que peut avoir la copie de Duchesne dans la publication de ce texte.

En quelques mots il décrit le château de Nevers dépendant de la Bourgogne ; la querelle entre Ratier et Alicher ; le siège du fameux château de Maers ou Metz-le-Comte, repaire de brigands qui fut pris par Richart le Justicier, régent du royaume. L'évêque d'Autun, Hildegair, et son neveu Landry, principaux héros de ce siège. Landry, en reconnaissance de ses services, obtint la seigneurie de ce château. Marié à une princesse d'Anjou, il eut un fils appelé Bodon de Monts, qui bâtit un château à Monceaux et eut un fils également appelé Landry qui devint célèbre à son époque.

A la suite d'une nombreuse réunion de seigneurs à Nevers, les comtes d'Anjou et de Bourgogne cherchaient à attirer Landry auprès d'eux, mais il refusa à l'un comme à l'autre, désirant être comte de Nevers, ce à quoi le comte de Bourgogne consentit en lui attribuant ce comté à lui et à ses descendants, à la seule condition de l'hommage.

Landry est considéré comme le premier comte ; son fils Renaud, marié à la sœur du roi Robert, y joignit le comté d'Auxerre et fut tué dans une guerre contre le duc de Bourgogne, laissant sa succession à son fils.

Tels sont les faits racontés dans le style imagé des chroniques du ^{xiii}^e siècle, avec observations et citations qui donnent de l'intérêt à ces récits anciens.

La confirmation de Philippe II, en 1186, du monastère de Saint-Etienne, n'a pas d'intérêt comme texte. C'est un imprimé extrait par Duchesne d'un ancien ouvrage quelconque et inséré au milieu de ses compilations manuscrites.

On se rappelle les conditions de cet acte : à la demande de Hugues, abbé de Cluny, le comte Guillaume avait déclaré le bourg Saint-Etienne libre de tout impôt, les habitants ne devant rien au comte ni

à ses successeurs et restant soumis aux moines de Saint-Etienne. Ensuite le comte Pierre et Agnès son épouse prirent avec les moines une nouvelle convention au sujet du tribut de trois mille sols, dû selon les lois féodales ; il abandonnait, à titre d'indemnité, le cas de sa rançon de prisonnier ; quant aux deux autres cas où il avait droit de percevoir le tribut, son départ pour la croisade ou le mariage de sa fille, il s'engageait à s'en rapporter à la justice du prieur.

Le Roi intervient pour assurer l'engagement du comte de Nevers envers l'abbaye de Cluny.

Un acte de 1194 contient l'accord entre le comte Pierre de Courtenay et les habitants du bourg Saint-Etienne, d'après lequel il ne pourra réclamer le tribut de 3.000 sols pour le mariage de sa fille, tant qu'il n'aura pas acquitté une obligation de 160 livres de Gènes (*octo viginti libras*) qu'il avait garantie sur le tribut ci-dessus.

Pierre de Courtenay et son sénéchal Geoffroy de Pougues avaient contracté cet emprunt pour la croisade, et les Génois, prudents, avaient exigé cette garantie (1).

Quelques textes anciens concernent le prieuré de La Charité, tous connus d'ailleurs, c'est la bulle du pape Pascal II, du 16 mars 1107, relative à la consécration de l'église et à la confirmation des possessions du prieuré en France et en Angleterre.

Puis la charte du comte de Nevers, Guillaume II, celui qui entra à la Chartreuse en 1147, lequel, assisté de ses deux fils, Guillaume et Renaud, confirme, en 1143, les divers droits et possessions du prieuré en Nivernais, entre autres à Bulcy, Pouilly, Charent, Vèvre, Magny, Satinges et Rochefort. Il y annonce

(1) Coll. Duchesne, n° 66, fol. 146.

son intention de quitter le monde et de faire pénitence à la Chartreuse.

L'autre chartre, datée de 1164, est l'autorisation par le comte de Sancerre aux religieux de La Charité d'établir à leur gré des fortifications autour de la ville.

Ces trois chartes sont imprimées dans mon *Cartulaire de La Charité* ; la première, inédite d'après le fonds de Cluni (n° 176, p. 1) ; la deuxième, déjà imprimée au *Gallia Christiana* (t. XII, col. 114 *instrumenta*) ; la troisième, imprimée dans Martène, *Thesaurus anecdotorum*, (t. I^{er}, p. 464). Les copies de la collection Duchesne n'avaient pas encore été mentionnées.

La comtesse Mahaut, qui a administré le Nivernais pendant près d'un demi-siècle, de 1200 à 1241, est représentée par trois chartes.

L'une, datée d'octobre 1223, pendant son veuvage, est l'autorisation par Mahaut à son fidèle chevalier, Erard de Brène, pour les fortifications de Banyaux (Bagneux).

Les conditions stipulées sont les règlements féodaux ordinaires. Le château est tenu en fief de la comtesse ; il doit, sur réquisition, le livrer pour résister aux petites ou grandes guerres ; il en prête serment pour lui et ses héritiers. A l'expiration de quarante jours, la comtesse est tenue de le rendre dans le même état, sauf la consommation de foin et fourrages.

La copie de Duchesne (n° 21, fol. 77) est, croyons-nous, le seul texte de cette chartre.

Une autre, postérieure de quelques années, est de juin 1228.

Guy, comte de Nevers et Forez, et Mahaut, son épouse, font avec G., évêque de Langres, l'échange de la ville de Mussy contre la chapelle de Juilly. En outre,

l'évêque concède la châtellenie de Griselles (*Grisoliarum*) et une rente de cent sols à Tonnerre, don du comte de Nevers Pierre et Agnès. Il abandonne le droit de gîte; les gens de Mussy pourront s'en décharger pour une redevance de cent sols. Quant à la collation des prébendes de la chapelle de Tonnerre, pour lesquelles ils étaient en contestation avec l'évêque de Chalon, ils y renoncent à la condition qu'ils prendront en fief le château de Griselles. Ces choses étaient l'héritage de la comtesse Mahaut (1).

Ces chartes ne nous intéressent qu'en raison des comtes de Nevers, car les localités citées font partie du comté de Tonnerre.

Banyaux est aujourd'hui Bagnaux (Aube), canton des Riceys, sur les confins du département de l'Yonne, qui a possédé la forteresse dont il est question.

Quant à l'autre charte de l'évêque de Chalon, il s'agit de Mussy-l'Evêque, Juilly et surtout Griselles, autrefois poste très important, composé d'un château-fort et d'un couvent; ces localités sont situées dans la Côte-d'Or, arrondissement de Châtillon-sur-Seine, canton de Laignes, sur lequel s'étendait le comté de Tonnerre; elles avaient été l'objet d'une donation à l'évêque de Chalon par la comtesse de Tonnerre, en 1018, relative à d'anciens souvenirs rappelant le parcours de saint Vincent, auquel faisait allusion la constitution de ces diocèses.

Hugues Renaud, comte de Tonnerre, était devenu évêque de Langres en 1065; il démissionna ensuite en faveur de Guillaume I^{er}, comte de Nevers, tout en

(1) Bibliothèque nationale, copie du texte de cette charte, collection Duchesne, n° 20, folio 362.

La troisième charte est le texte bien connu des franchises municipales de Nevers accordées par Pierre de Courtenay et reconnues en août 1231 par Mahaut à la suite de son mariage avec Guy de Forez.

se faisant quelques réserves. Les faits cités par cette charte sont la confirmation de ces événements antérieurs (1).

La copie la plus étendue est celle des Titres et de la Chambre des Comptes de Nevers qui occupe deux cents feuillets entiers. (Coll. Duchesne, n° 54, fol. 103 à 302). L'abbé Michel de Marolles avait confié son manuscrit à Duchesne, qui s'était empressé de le copier. Avait-il l'intention de se servir de cet inventaire dans ses ouvrages sur les provinces, ou voulait-il faire une histoire sur le Nivernais ? En tout cas, une copie de pareille longueur nous montre la persévérance et le courage de ces pionniers de l'histoire.

Je n'ai pas encore comparé cette copie au texte de Marolles faisant partie des cinq cents Colbert ; il sera bon de s'assurer si elle est contenue dans l'imprimé de M. de Soultrait.

Il y a plusieurs séries de notes généalogiques sur les familles de Prye, Cotignon, etc., notes confuses où il ne doit y avoir rien à prendre.

L'épithaphe de la comtesse Marie d'Albret, dans le style ampoulé de l'époque, est copié au n° 56, folio 387 :

Illustrissimæ principis Mariæ Ab Albret Niverniæ ducis, Retholorum, Druydum, Belfortensiumque comitis epithaphium.

Cinquante vers latins, commençant par ceux-ci :

*Ille ego egregium cunetis mortalibus olim
Exemplar vitæ jure futura suæ.*

Aux n°s 64 et 65, il y a quelques mentions d'évêques extraites du *Bréviaire nivernais*, un abrégé en six feuillets de la *Chronique des Evêques et des Comtes*,

(1) *Art de vérifier les dates*, II, p. 560.

par Henri Le Tort, que j'ai publiée dans notre *Bulletin* (1), et des extraits des *Commentaires*, de Guy-Coquille, sur la *Coutume*, sans intérêt.

La collection Duchesne contient encore des textes plus récents du xvi^e siècle, les contrats de mariage d'Engilbert et de François de Clèves, textes évidemment reproduits dans d'autres recueils, mais qu'il est bon de signaler ici pour les variantes et pour la connaissance complète des sources.

Le contrat de mariage entre Engilbert de Clèves et Charlotte de Bourbon fut passé le 23 février 1489 (vieux style) devant Abraham Marnac, garde du scel aux contrats à Cusset. En voici les principales dispositions :

« Le chancelier de France, Guillaume de Rochefort, s'était entendu quelques jours auparavant avec M^{re} le duc de Bourbon et les autres parents de la future, s'engageant au nom du Roi à donner en dot la somme de trente mille livres tournois, pour une fois, assignée sur le comté d'Auxerre, ville, châteaux, forteresses, justice haulte, moyenne et basse, hommages, fiefs, arrière-fiefs, prés, vignes, terres, bois, buissons, estangs, rivières, garennes, moulins, cens, rentes, tailles, bourdelages, hommes et femmes serves, etc., sauf seulement le ressort et souveraineté, pour en jouir à titre de dot jusqu'à concurrence de deux mille livres de rente et jusqu'au paiement des trente mille livres en deniers comptans. Le Roy fournirait le surplus de rente s'il y avait lieu. Engilbert et Charlotte avaient droit de placer tous baillis, capitaines, prévôts, receveurs, comme bon leur semblera. En cas de mort sans enfants la comté revenait au Roi

(1) Tome VII, p. 40.

et les seigneurs ne pouvaient en disposer que pour la somme de trente mille livres ».

En outre, François de Bourbon, frère de Charlotte, lui constituait en dot une somme de vingt mille livres, payable par annuités de deux mille.

Charlotte avait promesse d'un douaire de quatre mille livres, assis sur les terres d'Engilbert par droit successif du comte de Nevers, son aïeul ; elle recevait des bijoux nuptiaux selon son état, avec faculté d'en disposer à son plaisir.

Les époux étaient « uns et communs ensemble en tous leurs biens, meubles et conquetz » ; Charlotte renonçait à toute succession en faveur de son frère François, qui l'avait dotée.

Les témoins étaient : nobles hommes Henard de Bellegarde, écuyer, chambellan du seigneur Angilbert de Clèves ; Jean Tabout, Jean Troussebois, Pierre Cousins, maître d'hôtel du comte d'Epéron ; Louis de Hédouville, François de Nery, et Jean Gallé, tous écuyers (1).

Le roi Charles VIII abandonnait ainsi à sa nièce le comté d'Auxerre. Mécontents de cette transmission de pouvoir, les habitants envoyèrent à la Cour, alors à Lyon, une députation ayant pour mission d'obtenir une expédition de ces lettres et de s'informer si elles étaient bien homologuées au Parlement. Le comté d'Auxerre avait été vendu pour 31.000 livres d'or par Jean de Chalon, en 1370, au Roi de France ; au dire des habitants d'Auxerre, c'était en violation de ce traité que le Roi avait cédé de nouveau à un seigneur le comté qui devait toujours rester à la Couronne.

L'opposition de la ville d'Auxerre fut adressée au Parlement le 22 août 1490 ; celle des autres villes

(1) Coll. Duchesne, t. III, fol. 237.

suivirent. L'évêque Jean Baillet fut prié de ne pas recevoir Engilbert de Clèves à l'hommage du comté d'Auxerre avant la levée de cette opposition.

Ces démarches n'obtinrent aucun résultat. Engilbert porta le titre de comte d'Auxerre et est qualifié comme tel dans les registres du Parlement, de 1493 à 1499, pendant ses contestations avec Jean d'Albret, sire d'Orval, pour le comté de Nevers (1).

Nous avons l'original de deux jolis billets de François I^{er} de Clèves, duc de Nevers depuis 1521, un des meilleurs généraux du roi de France Henri II. Il avait reçu, en 1552, le commandement d'une armée dirigée sur les Pays-Bas par la Lorraine. Il s'empara de plusieurs places sur la Meuse fortifiées par les Espagnols, défendit Metz contre l'armée de Charles-Quint, qui fut contraint à lever le siège, et combattit à Toul dans les mêmes conditions, obligeant celui-ci à abandonner définitivement la contrée.

C'est dans les détails de cette campagne qu'il faut placer les deux écrits dont nous parlons : François de Clèves étant à Châlons le 25 août 1552, écrit aux élus de Troyes :

« Chers et bien amez, nous vous donnons commission pour lever en vostre eslection jusques au nombre de deux cens chars, charriots et charrettes d'artillerie à quoy vous ne fauldrez de satisfaire incontinent ».

Cinq jours après il renouvelle sa demande ; il lui faut ses voitures le 5 septembre pour le plus tard : « Gardez-vous bien d'y faire faulte, ajoute-t-il, car aultrement le service du Roy en pourroyt estre retardé (2) ».

(1) *Art de vérifier les dates*, II, p. 576.

(2) Original de ces deux lettres. Bibliothèque nationale, collection Duchesne, vol. 97 bis, fol. 273 et 275.

On savait qu'il fallait exécuter ces ordres sous les peines les plus sévères.

La copie de Duchesne du contrat de mariage de François II de Clèves nous a donné l'occasion d'éclaircir un point douteux de notre histoire nivernaise.

Selon l'*Art de vérifier les dates* (1), François II fut marié à Marie de Bourbon d'Etouteville, sans compléter la date. Puis le même ouvrage ajoute en note :

« Le P. Anselme se contredit en donnant (t. III, p. 451) pour femme à François II de Clèves Anne de Bourbon-Montpensier, après lui avoir donné (t. I^{er}, p. 220) Marie de Bourbon, duchesse d'Etouteville et comtesse de Saint-Paul ; il est certain que François II, mort à vingt-trois ans, ne fut pas marié deux fois ».

Les actes de la vie de ce prince sont, en effet, de fort courte durée, six ans au plus, en admettant qu'il pouvait jouer un rôle à partir de seize ans.

François II, né le 31 juillet 1540, duc de Nevers à la mort de son père en 1562, fut blessé le 26 octobre au siège de Rouen, et reçut une seconde blessure plus grave deux mois après, le 19 décembre, à la bataille de Dreux, d'un coup de pistolet que lâcha par accident Imbert des Bordes, gentilhomme nivernais des plus distingués, qui était de sa suite. Le duc mourut des suites de cette blessure le 10 janvier 1563, à l'âge de vingt-trois ans, sans enfants. Le duché de Nevers passa à Jacques, son frère, mort un an après, en 1564, laissant le duché à sa sœur aînée, Henriette, devenue, le 4 mars 1566, femme de Louis de Gonzague.

Il y a lieu de rectifier ces mariages, sur lesquels on s'est trompé.

L'erreur chez les auteurs, malgré tout le soin qu'ils ont apporté dans l'établissement de leurs filiations, est

(1) T. II, p. 579.

T. IX, 3^e série.

très explicable avec la multiplicité des mariages, la brièveté de la vie des seigneurs et la similitude des noms.

Laissons les ouvrages imprimés et prenons seulement les actes.

Nous avons un premier traité de mariage ratifié par lettres royales datées du 2 octobre 1559, Saint-Germain-en-Laye. La copie de ce document existe dans la Collection Duchesne et en second exemplaire dans les Manuscrits de Baluze (aujourd'hui ms. fr. 5121, fol. 60 v°), où il porte la date du 2 octobre 1560.

L'existence de ce traité ne saurait donc être mise en doute. Voici les principales clauses qu'il contenait :

Marie, âgée de dix-neuf ans, était fille unique de François de Bourbon, duc d'Etouteville, comte de Saint-Paul, sous la tutelle de sa mère.

Il fut convenu que les deux titres de Nevers et d'Etouteville, ainsi que les armes, seraient portés par les futurs époux. « Ils seront uns et communs en biens, meubles et conquests et immeubles à eux eschoir, sauf ceux acquis auparavant, lesquels resteront propres à chacun.

» Le duc de Nivernois assurera aux enfants du second mariage une somme de vingt mille livres à établir sur les terres de Beaufort, Amplepuis, Thizy et autres en Beaujolais, en se réservant le droit de vendre les bois de haute futaie et même d'assigner ailleurs ladite somme s'il veut reprendre les terres.

» En cas de décès de son mari, la future épouse recevra pour renoncer à la communauté cinquante mille livres de rentes; elle reprendra tous ses meubles, bagues, bijoux, vêtements et accoustrements, ainsi que ceux qu'elle aura de sa mère, vaisselle d'argent, autres ustensilles et ornements de maison, tapisseries, cotillons, etc.

» Elle aura en douaire une rente de vingt mille livres avec jouissance d'un chastel ou maison pour sa demeure, à la désignation de son époux, et deux mille écus pour le meubler (1) ».

Marie de Bourbon avait déjà été mariée à Jean de Bourbon, duc d'Enghien, tué en 1557 à la bataille de Saint-Quentin. Elle était donc veuve depuis trois ans quand eut lieu ce projet d'union.

Etablissons d'abord la date au 2 octobre 1560, un an après la mort de la comtesse Marguerite de Bourbon, première femme.

Cherchons ensuite quel était le comte de Nevers qui traitait de son mariage.

Les deux copies de Duchesne et Baluze portant les dates 1559 et 1560, cette dernière est la seule bonne et acceptable. Ces deux copies portent aussi en titre, François II et François second, induisant en erreur aussi bien le P. Anselme que l'*Art de vérifier les dates*,

Dans les contrats de mariage les parents des futurs comparaissent toujours pour assurer les conditions et les apports de fortune. Or, dans l'acte du 2 octobre 1560, le père du futur, qui était le duc François I^{er} de Clèves, ne comparait pas, le futur agit seul pour son propre compte. Il ne saurait donc être question du mariage de François II, âgé, en 1560, de vingt ans seulement, mais d'un second mariage de François I^{er}, que les historiens ont passé sous silence.

François I^{er} de Clèves était né le 4 octobre 1516, à Cuffy-sur-Loire ; il avait épousé Marguerite de Bourbon, deuxième fille du duc de Vendôme, le 19 janvier 1538. La vie de cette princesse est assez connue et surtout sa mort à La Chapelle-d'Angillon,

(1) Coll. Duchesne, n° 3, fol. 100.

le 20 octobre 1559, ainsi que ses obsèques « en l'église des Cordelliers du château de Nevers (1) ».

Le duc François I^{er} se trouvait donc veuf à quarante-trois ans et se maria en secondes noces à *Marie de Bourbon*, fille du duc d'Etouteville, le 2 octobre 1560, veuve elle-même de Jean de Bourbon, duc d'Enghien, tué en 1557 à la bataille de Saint-Quentin.

Le P. Anselme ne mentionne pas ce deuxième mariage, et l'*Art de vérifier les dates* l'attribue au fils au lieu du père. Les faits se suivent désormais et s'accordent parfaitement.

Le 1^{er} septembre 1561 survient un autre contrat de mariage où comparaissent les personnages suivants :

1^o Louis de Bourbon, duc de Montpensier, et Anne de Bourbon, sa fille ;

2^o François, duc de Nivernois et d'Etouteville, et François de Clèves, comte d'Eu, etc., fils aîné dudit duc de Nivernois.

Le contrat est passé en présence du Roi et de la reine-mère, à Saint-Germain-en-Laye, devant Antoine du Prat, prévôt de Paris.

Le titre d'Etouteville pris par le duc François I^{er} prouve le contrat de l'année précédente, où il était libellé qu'il réunirait les deux noms ; il indique d'une façon indubitable que le mariage avait bien été contracté par lui et non par son fils.

Le duc François I^{er} meurt le 13 février suivant, 1562 (n. s.), après deux ans de mariage, laissant veuve Marie de Bourbon, qui se remaria à Léonor d'Orléans, duc de Longueville.

Le règlement du douaire de cette princesse eut lieu par acte du 26 août 1566 et par l'entremise de

(1) Manuscrits français 5121, fol. 59 v°.

Lodovico de Gonzague et Henriette de Clèves (1). Il y est dit que son époux mourut « le 13^e jour de febvrier mil cinq cens soixante ung » (1562 n. s.) ; qu'elle avait assigné inutilement François et Jacques de Clèves, héritiers du duché, et qu'enfin les deux parties se mettaient d'accord en payant une somme de 63.125 livres, plus un douaire annuel de 7.000 livres tournois.

François II, devenu duc de Nivernois à la mort de son père, le 13 février 1562, ne lui survécut qu'une année, étant mort lui-même de suites de blessure, le 10 janvier 1563 (n. s.).

Il y eut à partir de ce moment deux douaires de duchesses de Nevers qui n'étaient pas arrêtés, ces choses étant toujours très longues à terminer.

En résumé, nous rétablissons la filiation embrouillée des ducs de Nevers, ainsi qu'il suit :

François I^{er} de Clèves, né à Cuffy le 4 octobre 1516, marié : 1^o à Marguerite de Bourbon, le 19 janvier 1538, dont il eut cinq enfants ;

2^o A Marie de Bourbon d'Etouteville, le 2 octobre 1560, restée veuve sans enfants le 13 février 1561-62.

François II de Clèves, marié le 1^{er} septembre 1561 à Anne de Bourbon-Montpensier, restée veuve sans enfants le 10 janvier 1563.

Elle ne se remaria pas et fut dame d'honneur de la reine-mère. Nous avons une quittance d'elle, datée du 25 octobre 1567, dont le texte peut offrir de l'intérêt (2) :

« Nous, Anne de Bourbon, duchesse douairière de Nevers, dame en la maison de la Royné, mère du Roy, confessons avoir eu et reçu comptant de Pierre

(1) Manuscrits français 4684, fol. 169, où l'acte est transcrit *in extenso*.

(2) Ms. fr. 20365, fol. 49.

de Picques, conseiller, tresorier et receveur general des finances et maison de ladite dame, la somme de quatre cens livres trnois en testons et douzains, à nous ordonnée par la Majesté d'icelle dame pour nostre estat de dame en sadite maison, d'une demye année finye le dernier jour de décembre mil cinq cens soixante six dernier passé à raison de VIII cents livres par an, de laquelle somme de IIII^e livr. tr. nous nous tenons pour contente et bien payée, et en avons quicté et quictons ledit de Picques, tresorier, dessus nommé et tous autres. En tesmoing de ce nous avons signé la présente de nostre main et à icelle faict mettre le scel de noz armes le 25^{me} jour d'octobre l'an mil cinq cens soixante-sept.

» ANNE DE BOURBON (sceau sur papier) ».

Jacques de Clèves, duc à la mort de son frère, épouse Diane de la Marck, et la laisse encore veuve sans enfants le 6 septembre 1564.

CHRONIQUE ET MÉLANGES

Pour l'année 1901

Dans le cours de cette année, les lectures faites à nos séances n'ont pas manqué d'intérêt. Elles ont été principalement occupées par les études que poursuit M. le chanoine Sery, sur les abbayes et couvents de la ville de Nevers, et tout récemment par les curieuses investigations de notre nouveau confrère, M. Boyer, sur la vie municipale à Dampierre-sous-Bouhy pendant la Révolution.

Ces articles paraîtront dans le *Bulletin*.

Je vais passer rapidement en revue les diverses communications et autres faits consignés dans nos procès-verbaux afin d'en conserver le souvenir, mentionner la mémoire et les mérites des sociétaires décédés, et rappeler les noms de ceux que vous avez admis.

— A la séance du 31 janvier, M. Jullien fait don à la Société d'un vase trouvé par lui à l'occasion des travaux exécutés autour de l'église Saint-Etienne, en exprimant le regret de s'être pris trop tard à surveiller les fouilles.

— Le compte du trésorier pour l'exercice 1900 est soumis à la séance du 28 février 1901. Le solde en caisse, le produit des cotisations, les subventions de l'Etat et du département se sont élevés à la somme exceptionnellement importante de 3.575 fr. Il a été remis à M. Gauthier les 300 fr. de l'Etat pour les fouilles gallo-romaines de Champvert ; la Société lui a alloué

100 fr. ; il a été fait une commande de jetons d'argent de 161 fr. Dans le courant de 1901, la Société a encore contracté diverses dépenses extraordinaires, mais comme vous le verrez dans le prochain compte, la situation de ses finances est restée assez satisfaisante.

— La Société vote une somme de 150 fr. pour l'acquisition du rétable de l'autel de l'église de Grenois, auparavant à l'église de Bethléem de Clamecy, qui fait maintenant partie de notre musée.

NOTICE SUR L'ABBÉ BOGROS, CURÉ DE MARZY,

DÉCÉDÉ LE 11 FÉVRIER 1901

M. Bogros avait une âme de poète. Le moindre événement était pour lui l'occasion de charmantes poésies, à la fois pieuses et élégantes qui, pour la plupart, sont restées manuscrites. Par hasard j'ai pu lire un apologue : *Les deux frères*, et des sonnets à la Sainte-Vierge, où l'on remarque ces jolis vers :

Il est de ces pleurs sur la terre
Versés dans l'ombre et le mystère,
Et ces pleurs là valent du sang.

Je citerai encore la *Lettre à une jeune mère*, où éclate à chaque instant la délicieuse tendresse de son cœur, comme dans ces vers à propos des jeux du bébé :

Il te reviendra triomphant,
Un peu hâlé, mais frais comme un bouton de rose,
Le visage parfois plein de ces pleurs d'enfant
Qu'un mot, la moindre chose,
Suffit pour apaiser ;
Ou de sueurs que tu boiras dans un baiser.

Cette poésie a été couronnée par l'Académie des Jeux floraux en 1899, ainsi que son discours en prose sur « La Part de l'âme et celle du corps dans l'éducation ».

Il a fait paraître deux ouvrages importants : l'*Antéchrist*,

in-12 de 382 pages (Saint-Amand, Destenay, 1892), et la *Genèse*, in-8° de 340 pages (Nevers, Cloix, 1894).

L'*Antéchrist* s'adresse aux « âmes faites pour les hautes spéculations religieuses ». L'auteur dit, dans son préambule, que « pas une page dans l'Evangile et dans les écrits des apôtres où du commencement à la fin il ne soit fait mention de cette vérité si consolante pour les uns et si terrifiante pour les autres d'une seconde venue dans la gloire de notre divin Sauveur ».

Cet avènement sera immédiatement précédé de l'apparition de l'Antéchrist, dont l'auteur fait l'historique en cinq chapitres : sa personnalité, la préparation de sa venue, son règne, sa défaite, les conséquences de sa défaite.

L'auteur, se plaçant dans son rôle strict d'historien, ne tombe pas dans les phrases vagues et les digressions presque inévitables d'un pareil sujet ; il cite tous les textes anciens, invoquant l'Antéchrist, y ajoutant des réflexions aussi justes que sobres et appliquées aux temps modernes. Cette succession de citations d'auteurs de premier ordre de tous les temps, depuis l'Ecriture-Sainte jusqu'à Victor Hugo, se rattachant à une question aussi féconde, offre une lecture vraiment instructive et attrayante, ainsi traitée avec esprit, cœur, science et simplicité, qui sont les qualités maîtresses de M. Bogros.

On ne saurait analyser un ouvrage d'une conception aussi élevée.

Terminons par cette pensée consolante : Lorsque l'Antéchrist est défait et que son règne a disparu, ce ne sera pas la fin du monde : « le second avènement de Notre-Seigneur sur la terre inaugurera une ère de splendeurs nouvelles pour la terre ».

Dans la *Genèse*, M. Bogros étudie l'origine du monde et de l'homme d'après les divers auteurs qui ont traité de la matière, les six jours de la création, sur lesquels l'Eglise laisse la liberté à toutes les opinions (p. 37). Il expose au chapitre « Notre Genèse » les données de la science, qui s'accordent avec la foi, formulant sa conclusion sur cette parole d'Ampère : « Ou Moïse avait dans les sciences une instruction aussi

profonde que celle de notre siècle, ou il était inspiré (p. 54) ».

Au chapitre « Leur Genèse », il réfute les opinions positivistes de Renan, Büchner, Tyndall, Hœckel, Darwin, et il ajoute : « Laissons-les à leurs fanges, laissons-les à leurs ruines, ces prôneurs d'animalité et de néant ».

Le chapitre « *Ego sum qui sum* » est l'apothéose de la nature et de son Créateur, les beautés des montagnes, des races d'animaux, des divers éléments, des races humaines. « Mon Dieu, s'écrie-t-il, que vous êtes grand, que vos œuvres sont magnifiques, que vos pensées sont profondes, qu'insensé est celui qui ne veut pas les comprendre (p. 141) ».

La création de l'homme est traitée dans le chapitre intitulé « Dons de l'amour » et contient encore plus d'enthousiasme, l'homme étant la merveille, le complément de l'œuvre divine, et dans « Ange et démon » sont démontrées les influences sur l'homme des bons anges et des esprits pervers. Là encore, on admire ces élans de l'âme et ces ardents sentiments de foi qui jaillissent à chaque ligne.

Le dernier chapitre, « Bonheur perdu », envisage les tristes conséquences de la vie humaine. « En somme, l'homme est déchu. Voilà en premier lieu ce que pressent la raison ». Les souffrances, les maladies, la mort, seront la punition de son crime, puis après avoir exposé les diverses dégradations de l'état primitif de l'homme, « s'il ne fût devenu que sauvage ! ajoute-t-il, mais ses péchés actuels creusant, de plus en plus, l'abîme de sa perversité, il devient de plus en plus mauvais (p. 327) ».

L'abbé Bogros se montre dans ses ouvrages tel qu'il était dans la vie privée : pieux et bon prêtre, affectueux et sympathique, d'un jugement sûr et d'opinions arrêtées ; je n'ai qu'un regret, c'est de l'avoir connu trop tard, près de sa belle église romane, quand la longue maladie qui l'a enlevé avait déjà affaibli une partie de ses brillantes facultés.

— M. de Flamare communique des fragments de l'Obituaire de l'abbaye Notre-Dame de Nevers ayant été collés sur des dossiers administratifs. Ces précieux restes de parchemins seront soigneusement conservés.

— M. de Saint-Venant présente des fers à cheval d'un type

curieux qui lui semblent remonter au XIII^e siècle ; des bracelets en bronze trouvés à Cizely ; des moules à poterie samienne provenant de La Guerche et de la collection de feu M. Roubet ; divers objets romains découverts par M. Mélines, à Saint-Révérien.

— M. l'abbé Meunier expose l'étymologie du nom de lieu Chaulgnes, emprunté, selon la coutume romaine, au nom du propriétaire soumis à l'impôt, villa Cavanni, puis ayant subi diverses transformations. La même origine, avec le suffixe *iacum*, se retrouve à Chevigny, Chaigny, Chouigny ; dans le Nord, Chaulnes ; dans le Midi, Chavagnac.

— Un passage d'une lettre de M. l'Administrateur de la fabrique de Sèvres porte que « les faïenciers » de Nevers seraient des artistes d'ordre inférieur.

M. Massillon Rouvet proteste en donnant cette citation comme contraire à la tradition admise dans l'art de la faïence. M. de Toytot ajoute quelques observations dans le même sens.

Cette opinion est purement personnelle et ne concerne nullement l'école de la manufacture de Sèvres.

— Description du rétable de Jean de Bourgogne, occupant un des côtés de la chapelle Saint-Jean-Baptiste à la cathédrale, par M. le chanoine Sery.

— M. Paul Meunier donne plusieurs détails sur la curieuse vie de Jean Casimir, roi de Pologne, que plusieurs ont fait à tort abbé de Saint-Martin de Nevers. Il est mort à Nevers ; son testament est daté de Nevers, 12 décembre 1632. La bulle du Pape du 9 mars 1669 ne porte pas Saint-Martin parmi ses bénéfices ; aucun acte ne l'indique comme abbé ; Jacques de Vienne reste toujours en possession de l'abbaye.

— A l'occasion des recherches sur Casimir, à Saint-Germain-des-Prés, M. de Lespinasse recueille les mentions suivantes sur des Nivernais :

Dom Thomas de Sainte-Marie, *alias* Rapine, décédé le mardi 25 juin 1652, enterré dans la nef de la grande chapelle de Notre-Dame, proche la porte du chœur.

De son vrai nom Guillaume Rapine, né à Nevers, et profès de Corbie à vingt-six ans, le 9 juin 1619. Il fut prieur à Saint-Quentin et à Saint-Lomer de Blois, de 1628 à 1631. En 1635,

il servait de secrétaire au visiteur de la province de France ; il résida à Saint-Germain-des-Prés au moins dès 1645 ; il y exerça assez longtemps la charge de sous-prieur ; ses infirmités l'obligeant à démissionner, il fut néanmoins conservé comme senior. (VANEL, p. 13).

Dom Etienne Perreau, de Corbigny, profès de Vendôme, le 16 avril 1663, religieux de Sainte-Colombe de Sens ; venu à Saint-Germain-des-Prés pour se faire soigner d'une hydropisie, y meurt le 10 octobre 1680 (1).

— Dans la séance du 30 mai a lieu le renouvellement triennal des membres du bureau, qui sont tous réélus.

— Un journal des Vosges, cité par M. le comte de Domgermain, annonce la découverte, dans la cathédrale de Saint-Dié, d'un tombeau attribué au fondateur de la ville, décédé à Cambert, en 679, inhumé à Notre-Dame, puis replacé au x^e siècle dans la cathédrale Saint-Maurice. Il s'agit évidemment de Saint-Dié, évêque de Nevers, dont le souvenir est resté populaire dans notre pays.

— M. de Lespinasse présente une statuette en bois, de la part de M. Serrès, inspecteur des enfants assistés. Travail du xvi^e siècle, très fin pour la pose et la chute des étoffes. Elle se trouvait dans l'ancienne chapelle de Beauregard, paroisse d'Arleuf, où elle était vénérée sous l'invocation de sainte Agathe par les nourrices du Morvan, qui l'appelaient communément sainte Mamelie.

La statuette ne saurait être attribuée à sainte Agathe, ordinairement représentée avec un sein coupé. Néanmoins, le pieux souvenir des Morvandelles mérite un respectueux intérêt auquel s'ajoute l'exécution artistique de l'objet.

— A la séance du 27 juin, la Compagnie reçoit exceptionnellement M. Mégret, teinturier à Nevers, qui présente divers fragments de poteries gallo-romaines trouvées dans les fouilles de son immeuble situé sur l'emplacement du cimetière de l'abbaye primitive de Saint-Martin. Ces fouilles ont fait découvrir une quantité importante de sarcophages de diverses

(1) *Nécrologe des Bénédictins de Saint-Maur décédés à Saint-Germain-des-Prés de 1690 à 1799*, par l'abbé Vanel, 1896, in-4^e.

époques, dont les plus anciens peuvent remonter aux VIII^e et IX^e siècles ; forme évasée, large à la tête, rétrécie aux pieds, pierre d'une seule pièce creusée dans le bloc, couvercle en dos d'âne, pierre d'un grain fin assez dur, aucun signe, sauf sur trois ou quatre des lignes en forme de croix.

Quelques sarcophages plus petits se composaient de plusieurs moellons posés debout et sur place avec des joints de mortier, en prenant tous les contours du squelette.

La Compagnie a assisté plusieurs fois à des ouvertures de tombeaux. Il a été trouvé peu d'objets intéressants à côté des ossements ; M. Mégret les a tous recueillis avec soin, mais il est regrettable que les sarcophages et les ossements aient été l'objet d'une véritable mutilation de la part des ouvriers et des passants, très nombreux à cet endroit.

Sur une quarantaine de sarcophages, trois fragments, portant des signes, ont été réservés au musée de la Porte du Croux, un autre est chez M. Joseph Barreau, au Pont-Saint-Ours, et un sarcophage complet avec son couvercle est chez M. de Lospinasse, à Luanges.

— Plusieurs dons ont été faits au musée de la Porte du Croux :

Par M. Mégret, deux pierres, en forme de fût de colonne, qui paraissent provenir du portail de l'ancienne église Saint-Martin ;

Par M. Morlon, carrier au Greux, commune d'Urzy, plusieurs fragments gallo-romains, parmi lesquels un débris de statuette attribué à la déesse Epona, dont il est question dans le *Bulletin* ; il sera convenu que le nom de notre confrère M. Edmond Hugon, propriétaire de la carrière, sera joint à celui du donateur ;

Enfin, par notre confrère M. Joseph Boigues, un grelot d'animal, une petite monnaie et un lacrymatoire, de l'époque gallo-romaine, trouvés par lui près d'Autun, à l'usine de la porte Saint-André.

La Société leur vote à chacun un jeton d'argent, à titre de remerciement.

— A l'occasion des fouilles faites à l'intérieur de la cathédrale pour la construction du calorifère, M. Massillon Rouvet expose qu'à une profondeur de trois mètres on a découvert des ves-

tiges de constructions, entre autres une sorte de cul-de-four présentant des traces de feu, mais sans aucun caractère de substructions d'une ancienne église.

— M. Paul Reboulleau, ancien banquier à Decize, décédé le 20 novembre dernier, était membre de notre Société depuis deux ans. Il s'intéressait aux fouilles de Champvert. A son château de Levanges, il avait trouvé un vase gallo-romain qu'il avait confié à M. Gauthier. Il possédait un très curieux document traitant d'une procédure entre un seigneur de Beauvoir et un religieux Minime de Decize.

— Echange de *Bulletins* avec la Société des sciences et arts du Beaujolais ;

La Société archéologique de Montpellier ;

La Société historique de Beaune (Côte-d'Or) ;

La Société archéologique de la Charente.

— Ouvrages offerts, outre les nombreuses publications des Sociétés savantes et des échanges internationaux :

Diverses brochures historiques et artistiques ;

Documents historiques sur la maison de Galard-Béarn.

— Les nouveaux sociétaires admis dans le cours de l'année sont, par ordre d'élection :

MM. Charles Tieronnier, présenté par MM. de Toytot et de Lespinasse ;

Fichot fils, pharmacien à Nevers, par MM. Sery et Massillon Rouvet ;

Paulin Girard, chef de division à la préfecture, par MM. de Flamare et Jullien ;

Gabriel Montagnon, manufacturier, par MM. de Saint-Venant et de Flamare ;

Auguste Boyer, à Dampierre-sous-Bouhy, par MM. de Flamare et de Lespinasse ;

Charles Hugon, à Urzy, par MM. Sery et Le Blanc Bellevaux ;

Joseph Andrieu, à Nevers, par MM. le comte de Maumigny et Charles Tieronnier ;

MM. Paul Mohler, juge-suppléant, par MM. de Flamare et Sery ;
André Philippe, archiviste de la Lozère, par MM. Sery et de Flamare ;
Moutillon (l'abbé), curé de Saint-Martin-d'Heuille, par MM. Dasse et Cachet.

R. DE L.



Prieuré de Commagny.

(D'après un dessin du commandant Barat).

NOTICE SUR COMMAGNY

Origines.

La partie nivernaise de l'ancien diocèse d'Autun est très considérable. Deux archiprêtres très importants, celui de Luzy et de Corbigny, en dépendaient. Le chapitre de l'église cathédrale d'Autun avait des biens et des droits à Corbigny et à Marigny.

Les documents concernant ces archiprêtres, les collégiales de Cervon, Ternant, les ursulines de Corbigny, les chartreux du Val-Saint-Georges, l'hôpital et la léproserie de Luzy sont déposés aux archives de Mâcon.

Quant à l'abbaye de Saint-Martin d'Autun, elle avait des droits et des biens à Beunas, et ses prieurés de Château-Chinon, Saint-Pierre-le-Moutier, Saint-Saulge et Commagny (1).

M. Bulliot rapporte, dans son *Essai historique sur l'abbaye de Saint-Martin d'Autun*, de l'ordre de saint Benoît « que Brunehilde employa les années de paix dont jouirent ses Etats, à les pourvoir de nombreux établissements ecclésiastiques; et qu'elle ne donna à aucune ville une organisation religieuse aussi complète qu'à Autun ».

(1) Nous n'avons trouvé dans De-Vrr, *Onomasticon*, ni ailleurs, ni Commannius, Cummanius, Cummanus, Colmanus, Colmanius, etc. Dans l'impossibilité de rattacher le nom de Commagny à aucun gentilice connu, nous nous bornons à mentionner ces anciennes appellations : Prioratus de Commagniac, 1161; Ecclesia de Colmaniac, 1164; Commagniacum, 1180; Comaigni, 1194; Commoigniacum, 1287; Comaigny, 1293; Comeigniacum, 1334; Comigniacum, 1367; Coumagny, 1567.

Dans le pays éduen, sillonné de voies romaines, où subsistaient plus que partout ailleurs des restes de la civilisation romaine, à côté de souvenirs druidiques, Brunehilde, riche de grandes possessions que les expropriations de la conquête avaient fait passer entre les mains des Barbares, « Germaine représentant la défense héroïque de la civilisation romaine » (1), érigea des monastères destinés à abriter la science et la contemplation des disciples de saint Martin et de saint Benoît. Des colonies de moindre importance que le monastère de Saint-Martin d'Autun se répandirent, par les soins de la reine, sur les points secondaires du pays éduen (2).

Une de ces colonies fut l'établissement religieux de Commagny. Mais aussi bien que les premiers moments de l'abbaye d'Autun, à laquelle Brunehilde avait voulu préparer un grand avenir, les premiers moments de l'établissement religieux de Commagny sont demeurés couverts de ténèbres. Un point certain, c'est que les fondations religieuses de Brunehilde étaient faites dans des lieux consacrés auparavant aux cultes païen, latin ou gaulois. Commagny devait être un de ces lieux.

« En même temps que les religieux de Saint-Martin établissaient les prieurés de Saint-Pierre-le-Moutier et de Saint-Saulge, défrichant d'un côté les terres fertiles de la contrée entre la Loire et l'Allier, et de l'autre les lisières du Bazois et des Amognes, une autre colonie, s'éloignant moins de la maison-mère, venait se fixer sur un des contre-forts des montagnes du Morvan, du côté dont les bases sont arrosées par les eaux réunies du Gaza et du Guignon (3) », c'est-à-dire

(1) MONTÉGUT, *Souvenirs de Bourgogne*, p. 35.

(2) BULLIOT, t. I^{er}, p. LIX, Introduction.

(3) *Les Congrégations religieuses dans le diocèse de Nevers*, par M^{re} CROENIER, p. 140.

au point où sont Commagny et James, James, la fondation la plus proche de Commagny. En effet, sur un plateau entre Moulins-Engilbert et Commagny est le village de James, habité par des carriers. Il existait là une chapelle dédiée à Notre-Dame, ainsi qu'un petit prieuré de bénédictins réuni en dernier lieu à Commagny. La chapelle était desservie par un prêtre ; elle le fut ensuite par le prieur de Commagny, enfin par le curé de la paroisse (1).

Nous avons pensé qu'en raison de l'antiquité de Commagny, des souvenirs qui rattachent ce village à l'histoire de Brunehilde ainsi qu'à celle de l'abbaye de Saint-Martin d'Autun, une notice sur Commagny présenterait quelque intérêt.

Il faut vous dire que Commagny, au sud de Moulins-Engilbert, sur une hauteur couverte, depuis les temps les plus reculés, de vignobles et d'arbres fruitiers, s'élève en avant du Morvan et que le clocher de sa vieille église est aperçu de différents points de la région où commence le Bazois.

Commagny fut le siège d'un ancien prieuré, le plus riche des sept qui formaient les dépendances du monastère de Saint-Martin d'Autun, et forma une paroisse (1).

Il est probable, suivant M^{sr} Crosnier, que l'on s'est contenté de construire primitivement, à Commagny, une *cella*, qui plus tard devint un prieuré conventuel d'une certaine importance, puisque le prieur fut collateur des églises de Moulins-Engilbert, de James, de Sainte-Marie près d'Achun et de Saint-Péreuse.

Les plus anciens documents dans lesquels il est question de Commagny sont :

(1) Voir pour sa consistance la visite reproduite plus loin.

(2) *Le Morvan ou essai géographique sur cette contrée*, par l'abbé BAUDAU, t. I, p. 539 et suiv.

La confirmation, en 1161, par Bernard de Saint-Saulge, évêque de Nevers, à l'abbaye de Saint-Martin d'Autun, de toutes les églises qu'elle possédait dans le diocèse de Nevers : « *In prioratu de Commagniac, omnes ecclesias de Molendinis, capellam de Janua* (James) (1) ».

Une bulle d'avril 1164 du pape Alexandre III qui confirme toutes les donations faites à Saint-Martin : « *Ecclesiam de Janua, ecclesiam de Colmaniac, universas ecclesias de Molendinis* (2) ».

Le liste des fondations de l'abbaye de Saint-Martin (1265) : « *...Nonas sept. pro Bartholomeo, priore de Comaigni XX sol. super mansum de Urceyo — IV idus decembris pro patre et matre Bartholomei, prioris de Commaigniac XX sol. super vineam quam emit dictus prior a Pavicto de Belna, et super mansum situm retro domum nostram de Belna* (3) ».

Un acte d'échange entre les religieux de Bellevaux et ceux de Saint-Martin (1289) (4).

Le règlement pour la liquidation des dettes de l'abbaye de Saint-Martin. Guillaume, prieur de Commagny, est nommé l'un des administrateurs : « *Item prior de Commagniac (de bonis suis ordinare poterit) usque ad summam triginta librarum turonensium* (5). »

Depuis cette époque, dit M^{re} Crosnier, les chroniques locales ne renferment rien d'important sur

(1) BULLIOT, *Histoire de Saint-Martin d'Autun*, t. II, p. 39.

(2) *IBID.*, II, p. 42.

(3) *IBID.*, t. II, p. 120.

(4) *IBID.*, t. II, p. 138.

(5) Le prieur de Commagny faisait partie de la commission avec le prieur de Saint-Pierre-le-Moutier, d'Anzy et du Teste. Leur mission devait durer six ans et pleins pouvoirs d'administration leur étaient donnés. (BULLIOT, t. II, p. 121).

Commagny. Dans le pouillé du diocèse, dressé au commencement du xvi^e siècle, il est fait mention du prieuré et de ses dépendances. L'importance de ses biens et de ses droits est fixée par le terrier qu'en 1452 (27 février) fit refaire Guillaume de Courvol, prieur (1).

Commagny dut subir toutes les vicissitudes de la maison-mère décrites par M. Bulliot. Sa situation géographique l'exposa à tous les malheurs des guerres, depuis les temps les plus reculés jusqu'aux temps des guerres des Bourguignons et de celles de religion, qui n'épargnèrent pas Saint-Martin d'Autun ni la plupart de ses prieurés.

I

Le Prieuré — La Paroisse — Les Seigneuries et Justices

Le seigneur de Commagny était le duc de Nevers, à cause de sa châtellenie de Moulins-Engilbert. Commagny appartenait au gouvernement et à la généralité de Moulins en Bourbonnais, élection de Nevers ; au diocèse de Nevers, archipréveré de Moulins-Engilbert. La paroisse comptait 102 feux. La taille des années 1683-87 fut de 1.804, 1.864, 1.720, 1.650, 1.650 livres.

Le terroir est porté dans les documents administratifs de la généralité comme étant à seigle et vignes.

La cure de Commagny jouissait en deniers, noyales et casuel d'un revenu montant à 365 livres (en deniers,

(1) M. l'abbé Baudiau, auquel il faut se reporter, donne cependant sur Commagny quelques détails et anecdotes.

300 l.; en novalles affermées, 45 l.; en casuel, 20 l.) (1).

Les seigneurs décimateurs de la paroisse étaient : le prieur de Commagny, le prieur de Saint-Honoré, l'hôpital de Moulins-Engilbert, M. de Vilaine (dixme inféodée).

La justice appartenait en partie au prieur, en partie aux divers seigneurs de la châtellenie ; la première justice étant du ressort de la justice royale du présidial de Saint-Pierre-le-Moutier, les autres justices étant du ressort du bailliage ducal de Nevers (2).

Il appert du terrier du prieuré de Commagny, « dressé pour religieuse personne Frère Guillaume de Courvol, prieur dudit lieu, le 27 février 1452, par Pierre Bourgeois, notaire (3) », que la justice du prieur était limitée par le pont Cottions, le ruisseau, en remontant la vallée, jusqu'au bois du Tronsoy ; par le chemin réal de Mary à Commagny, par un autre chemin qui traversait les usages de Commagny et de Moulins-Engilbert, dits la Queue-de-Noury, justice du comte de Nevers qui passait par le Cloiseau de Champgossieu, entre les prés Moreaul et de la Vesvre, et traversait le Guignon ; par le grand chemin réal que fit faire feu de bonne mémoire pour le temps qu'elle vivait la royne Burnichède, jadis royne de France et de Bourgogne, lequel chemin s'appelle le

(1) Deux listes concernant la portion congrue dans le diocèse de Nevers (1763-1766), publiées par l'abbé Pierre Deby, page 8. D'après les registres du district de Moulins, la cure de Commagny aurait rapporté 700 livres. Le prix du bail du prieuré (18 octobre 1790) était de 5.500 livres, dont 1.050 livres pour la portion congrue du curé et du vicaire.

(2) *Bailliage royal et siege présidial de Saint-Pierre-le-Moutier, et Bailliage provincial du Nivernais*, DUMINY et P. MEUNIER, p. 39, 109 et suiv.

(3) Archives du château de Vandenesse, d'après les notes de M. de Flamare, archiviste.

chemyn de la royne Burnichède et est pavé, et divisant les bois du prieuré de Commagny et de la baronnie d'Anizy, jusqu'aux usages du Grand-Anizy, et enfin par un quatrième chemin allant de la Charmée à Limanton, pour revenir au point de départ.

En se reportant aux limites de cette justice et à l'énumération suivante des fiefs de la paroisse de Commagny, il est possible de se rendre compte de la consistance du territoire de cette paroisse.

Des registres du bureau du contrôle de Moulins-Engilbert (bail de Pierre Louvet ; Reynaud, inspecteur), conservés aux archives du département, il ressort qu'en 1745 les principaux propriétaires de la paroisse étaient :

Nobles possédant des fiefs :

Le marquis de Poyanne, à cause de la dame de Leuville, son épouse, possédant les fiefs de Chambon et de Pontel-les-Brosses, le fief de Couze, consistant en redevances et directes, le bois de Chevannes, relevant du duché de Nevers, châtellenie de Moulins.

Sallonnyer de Montbaron, possédant la justice de Mourceau et le fief de Saint-Quentin en cens, relevant du duché de Nevers (châtel. de Moulins) (1).

Jacques Ducleroy, possédant la terre, justice, seigneurie et château de Marry, relevant de Nevers (châtel. de Moulins) (2). Les domaines Charpeau et l'Etang.

Henry-Gabriel Ducret de Villaine, comme héritier de son père et aux droits de Cécile et de Charlotte, ses sœurs, Ursulines à Moulins (déclaration du 23 octobre 1741), possédant la terre, justice et château de

(1) Dénombrement reçu Guillier, notaire à Moulins, du 23 juillet 1745.

(2) Dénombrement reçu Guillier, notaire, le 19 août 1730.

Villaine et le fief de Clos-Bourgoing, relevant de Nevers (1).

Jacques de Ganay, possédant les fiefs des Crots et des Houillères en cens, relevant de Nevers (2).

Roturiers possédant des fiefs.

Charlotte Duruisseau, veuve Alloury, acquéreur de Léonard Marotte (3), possédant le pré de l'Etang, dépendant du domaine de Mourceau, relevant de Nevers (4).

Claude Roux, possédant le domaine de Mourceau en fief, relevant de Nevers (5).

Guillaume Sallonnyer, possédant le fief du Pavillon, relevant de Nevers (6).

Sallonnyer de Tamnay, possédant le fief de la Motte-Plessis (7).

Les enfants de Michel Alloury, possédant des directes volantes sur le pré de Grand-Fond (8).

Hugues Arvey, possédant des vignss à Commagny.

Jean Miné, possédant une oulche en fief.

Pierre Pougault, possédant le fief de la Corvée.

Les Picpus de Moulins, possédant les fiefs de Metz-Girard et Champlaur, relevant de Château-Chinon (9); le domaine de Champcourt.

(1) Dénombrement des 14 sept. 1790 et 13 fév. 1724, reçu Guillier, not.

(2) Dénomb. reçu Guillier, not., le 4 mars 1742.

(3) Acte reçu Rebreget, not., le 19 mai 1715.

(4) Dénomb. reçu Dubois, not., du 21 août 1734.

(5) Dénomb. reçu Rebreget, 20 avril 1704, 30 avril 1705. Dubois, 21 août 1734.

(6) Hommage du 20 août 1730, reçu par Guillier, not.

(7) Dénomb., reçu Pougault, not., 2 janv. 1721, 13 fév. 1687, 1^{er} juin 1731.

(8) A partir du xvi^e siècle la famille Alloury a des biens à Commagny, Babize, etc.

(9) Dénomb. reçu Guillier, not., du 9 juil. 1734.

Les religieuses Ursulines de Moulins, possédant le domaine d'Acroux.

Le prieuré de Commagny.

L'hôpital de Moulins, possédant le domaine de la Petite-Sauve, donné par Léonard Save et Marie Coquille, sa femme (1), et le pré Adam acquis de Léonard Save (2).

Une copie de la lièvre de la châtellenie de Moulins-Engilbert, que possède M. Paul Meunier, peut être consultée pour savoir les droits du duc de Nivernais à Commagny (années 1673, 1700, 1761).

Le bâtiment du prieuré est adossé, du côté de l'est, à la partie de l'église dont une porte close donnait sur la chapelle de Mary. Il est du xv^e siècle, bien conservé. Ses fenêtres, à linteaux et meneaux, ont subi peu de détériorations. La tour du nord est d'un travail irréprochable. Le rez-de-chaussée et le premier sont composés de vastes chambres. Les caves, celliers, vinées dénotent l'importance des vignobles qui appartenaient au prieuré.

Dans l'étendue que nous avons indiquée plus haut, le prieur jouissait de tous les droits féodaux comme de justice, haute, moyenne et basse ; il pouvait, d'après le terrier, instituer des officiers connaissant de toutes les causes, jusqu'à extinction de mort, tels que juge, procureur, greffier, sergent, garde-bois, notaire ; il avait prison et pilori pour *pugner les malfaiteurs selon leurs démérites* ; les condamnés (3) à la peine

(1) Acte Guillier, du 24 déc. 1732.

(2) Acte Guillier, 19 fév. 1733. — Pardevant Arvey, notaire à Moulins (8 janvier 1781), Jeanne de la Croix-Macombre et Félicité Bousquet, de l'hôpital de Moulins, donnent à bail à François Isambert, notaire à Moulins, la Petite-Sauve, paroisse de Commagny, pour 401 ts.. 1.150 liv. de cheptel.

(3) *Le Morvan*, par l'abbé BAUDIAU, t. I^{er}, p. 541 et suiv.

capitale étaient conduits, la corde au col, de la prison du prieuré au pont Cottions, où ils étaient livrés aux officiers de la châtellenie de Moulins, chargés de les faire mourir aux frais de leur maître, tandis que leurs biens étaient confisqués au profit du prieur.

Au moyen âge, la maison du prieuré était fermée de murailles crénelées, avec portail fortifié et *défensable contre ceux qui auraient voulu y entrer rigoureusement*.

Le prieur avait le patronage de plusieurs églises des environs, notamment le patronage de l'église de Moulins, qui devait sa création à l'établissement religieux de Commagny.

L'église de Commagny, qui était prieurale et paroissiale, était dédiée à saint Hilaire, le prieuré à saint Laurent.

Pour se rendre compte de l'état du prieuré aux différentes époques de son existence, il faut se reporter aux visites périodiques que les grands prieurs de l'abbaye de Saint-Martin faisaient à Commagny.

Nous devons à l'obligeance de M. Lex, archiviste du département de Saône-et-Loire, la communication des procès-verbaux de ces visites, des 1^{er} février 1612, 17 juin 1619, 20 mai 1633, 19 juin 1638, 11 avril 1676, 15 octobre 1687, 26 octobre 1701, 16 juillet 1705, 11 septembre 1711, 18 septembre 1714, 21 avril 1719, 7 octobre 1722, 22 mars 1725, 30 septembre 1728, 16 avril 1731, 11 octobre 1736, 18 mai 1744, 26 août 1746, 19 septembre 1752, 8 mai 1758, 1^{er} mai 1765.

Voici quelques extraits de ces procès-verbaux :

1612. — La chapelle de Notre-Dame-de-Pitié, fondée par la maison de Villaine, a été trouvée en bon état ; elle doit être entretenue par ceux de ladite maison. La chapelle de Marry ou de Saint-Jean a été fondée

et doit être entretenue par les seigneurs du nom, mais doit être couverte aux frais du prieur. La chapelle de Saint-Gervais, l'église du prieuré, le logis prioral et celui du sacristain sont en mauvais état.

Il est dit que la chapelle de Notre-Dame de James fut brûlée par les Huguenots, en 1570, qu'ils ruinèrent le logis auprès de la chapelle où demeurait le prêtre qui la desservait, et que les ornements d'icelle étaient entre les mains de Claude de Bar, paroissien de Commagny.

1638. — La visite et l'ordonnance qui suivent sont assez intéressantes pour être reproduites en entier :

« Visite du prieuré de Commagny (19 juin 1638).

» Nous, frère Anthoine de Boucher, sousprieur en l'abbaye Saint-Martin-lez-Autun, ordre de saint Benoît, dépendant immédiatement du Saint-Siège apostolique, certifions à tous qu'il appartiendra que, de l'hauthorité de frère Jacob Anthouard, licentié en décret et grand prieur de laditte abbaye, et par procure expresse dudict sieur en datte du dix-septiesme de jung mil six cent trente-huict, receue J. Boulley, notaire royal à Autun, nous nous sommes ce jourd'huy, dix-neufviesme dudict mois, acheminés de laditte abbaye en nostre prieuré conventuel de Saint-Laurent de Commagny, membre dépendant d'icelle, assisté de frère Jean-Baptiste Saulnier, chambrier, nostre secrétaire, et de Lazare Mathieu, tous à cheval, pour procéder à la visite d'icelluy prieuré ; ou estant arrivés à cinq heures du soir, et y ayants trouvé maistre Reney Simonnet, accenseur de Monsieur le Prieur dudict lieu, après nous avoir receu dans ledict prieuré et nostre train, nous a conduit en l'église dudict lieu, où estants prosternés devant le maistre hautel d'icelle

église, nos prières faites, et assisté de ceux que dessus et encore de messire Dominique des Granges, presbtre, curé du mesme lieu, honneste filz André Potrelot, Jean Fassin, marguillier, et autres habitans, ayants ouverts le tabernacle où est le saint ciboire, dans lequel repose le Saint Sacrement, l'avons adoré en toute révérançe, et recogneu ledit ciboire suffisamment garny d'hostie, le tout dans l'honnesteté et bien scéance, et icelluy remis en son lieu. Continuans la visite d'icelle église, avons recogneu le maistre hautel fort honnestement paré tant d'ornemens que de nappes.d'église, forni des livres nécessaires pour le divin service, la fabrique du chœur tant au dehors qu'au dedans en bon estat, mesme la chappelle qu'ils appellent de Villaine, celle de Mary estant à costé de l'épître sens vitte, sens ornemens et nullement blanchie.

» De laditte église, assistés comme dessus, nous nous sommes transportés en la chapelle des saints Gervais et Protas, dépendante dudict prieuré, où ayants faict nos prières à Dieu et aux patrons de laditte chapelle, visitant icelle, l'avons recogneu fort bien réparée quant au couvert, dénuée de carreaux du costé de la porte d'ambas à main droite entrant en laditte chapelle, laditte porte et l'autre, qui regarde le cimetière, non fermentes, à deffaut de porte de bois. Il n'y a pareillement auculnes vittres en icelle.

» Et continuans en mesme temps nostre ditte visite, avons veu et visité le logis prioral en toutes ces appartenances, lequel avons treuvé médiocrement entretenu, couvert néanlmoints suffisamment. Et avons remarqué audict logis l'escurie tout proche la porte par laquelle on entre de la maison priorale à l'église, d'où pénètre et passe quelquefois une mauvaise odeur, et lorsqu'il y a des chevaux en icelle, dans laditte église ; et passans

outre, nous avons visité quant au dehors le logis de la sacristie, icelluy assés bien couvert.

» Et advenu le vingtiesme du présent mois, comme nous aurions célébré la sainte messe dans laditte église, à laquelle auroit assisté plusieurs des paroissiens, nous nous sommes enquis au général d'eux tous si le service divin, dehu tant par le sieur prieur que par le sacristain, se faisoient bien et dehument, et s'ils auroient point veu de sacristain résidant depuis fut frère Léonard Bériard ; ès quelles propositions a esté respondu par commune voix que depuis quelques années deux religieux, premièrement dom Sébastien Le Maire, et du depuis dom Gracet, auroient pris possession de la sacristie dudict Commagny, laquelle est aujourd'huy en litige, ce qui empesche la résidence dudict sacristain. Et quant au divin service, que mondict sieur le prieur en a convenu avec messire Jaque Febvre, presbtre, résident à Mollins, lequel s'en est chargé, et néanlmoins s'en aquite très mal, célébrant peu souvent audict lieu la sainte messe et se treuvant rarement aux vespres qui se doibvent dire les jours de festes, dimanches et jours solempnels, jusque là qu'il se passe bien quelque fois un mois entier sens qu'on le voye dans laditte église, au préjudice de la gloire de Dieu, édification du public et satisfaction des consiencés.

» Et à l'instant, nous sommes descendus à la chapelle ditte Nostre-Dame de James, sur le chemin dudict Commagny à Mollins, dépendante de la sacristie cy-dessus, laquelle la génuflection et nos prières préalablement faite à Dieu et à la Vierge, nous avons visité et trouvé icelle bien et dehument entretenue, le grand autel décemment paré et orné d'images, tableaux et autres embellissements dignes de la dévotion du peuple.

En foy de quoy se sont soubsignés en l'original avec nous et nostre secrétaire, les an et jours que dessus, messire Dominique des Granges, curé, presbtre dudict Commagny; maistre Reney Simonnet, accenseur dudict sieur prieur, et Lazare Mathieu, demeurant audict Saint-Martin.

» Signé en l'original : F. ANTHOINE DE BOUCHER DE
FLOGNY, DESGRANGES,
SIMONET, L. MATHIEU.

» Par ordonnance de mondict sieur, J.-B. SAULNIER.

Ordonnance du 20 juin 1638

» Le vingtiesme du mois de jung mil six cent trante huit, la visite par nous faite de nostre prieuré conventuel de Saint-Laurent de Commagny et dépendances d'icelluy, les deffauts et manquements y recogneus, avons ordonné ce qui s'ensuit :

» Premièrement, nous avons ordonné et ordonnons audict prieur, en attendant la paissible possession et résidence d'un sacristain audict prieuré, qu'il tiendra la main que le divin si fasse bien et dehument à l'honneur et gloire de Dieu, décoration de l'ordre, édification du prochain, comme il se faisoit d'ancienneté à la descharge de sa consience et satisfaction du public, en telle sorte que les plaintes que nous en recepvrons cy-après, faute d'y satisfaire, ne nous obligent d'employer les voyes de rigueur et bras séculier s'il exhoyt. Procurera que la chapelle ditte de Mary sera mise en bon et suffisant estat par ceux qui l'occupent, sinon qu'il en gratifiera d'autres qui en feront mieux leur devoir, si mieux il n'ayme la réparer et se la conserver.

» Fera réparer les carreaux qui manquent dans la chapelle Saint-Gervais et Protais, et fermer la porte du pignon d'icelle, pour obvier à la profanation qui en pourroit arriver par ce manquement.

» Fera transporter son escurie ailleurs, pour empêcher l'incomodité qu'on peut recevoir en l'église, au sujet de la mauvaise odeur qu'un tel lieu garny de chevaux peut envoyer et faire transpirer au chœur de laditte église.

» Tiendra la main à bien et dehument entretenir son logis prioral, réparer les vittres y deffalliantes et en mettre de nouveau où elles manquent.

» Prendra garde que la lampe d'argent, calices et autres meubles destinés à la chapelle de Nostre-Dame-de-James, qui sont à la garde de MM. Pontus Simonnet et Jean Debart, le premier résidant à Commagny, l'autre à Mollins, ne soient adirés.

» Payera à l'église de Saint-Martin-lez-Autun la chappe qu'il y doit à cause de son nouvel advènement audict prieuré.

» Payera à Monsieur le révéend abbé dudict Saint-Martin trante livres qu'il luy doit de pension annuelle au mois de may accanse de sondict prieuré.

» Payera à Messieurs les grand prieur, religieux et couvent de laditte abbaye quatre livres qu'il leur doit paran de patronage sur sondict prieuré, et payera encore six livres de cire au sacristain de laditte abbaye, comme il a toujours faict d'ancienneté.

» Assistera ou fera assister au grand chapittre qui se tiendra en laditte abbaye le lundy après le dimanche de Misericordia que l'on comptera mil six cent quarante, lesquelles choses ci-dessus, de l'autorité de Monsieur le grand prieur de laditte abbaye et de la nostre, il exécutera et fera exécuter sur les peynes portées par le droit et toutes autres,

» Et en suite de nostre visite, avons taxé pour le droit d'icelle et pris la somme de dix-huit livres tournois, que nous avons présentement receues par les mains de maistre Remy Simonnet, accenseur dudict sieur prieur, qui l'en ramboursera sur le prix de sa ferme, sans attoucher aux fraitz de bouche tant de nous que de nostre train supportés par ledict Simonnet depuis le jour d'hyer jusque aujourd'hui d'une après-midy, desquels ledict sieur prieur tiendra compte audict accenseur, auquel les présentes ordonnances ont esté signifiées, données et laissées audict Simonnet, avec le procès-verbal de la visite, en l'absence dudict sieur prieur, auquel il les délivrera, faictes les an et jour que dessus. En foy de quoy nous nous sommes soubsignés avec nostre secrétaire et ledit sieur Simonnet, accenseur.

» Signé en l'original : F. ANTHOINE DE BOUCHER DE FLOGNY, SIMONNET.

» Par ordonnance de mondit sieur : J.-B. SAULNIER (1) ».

1676. Le logis prioral est en assez bon état. Le grand autel et les deux chapelles du côté de l'Epitre et de l'Evangile sont en bon état, garnis de graduel, psautier et antiphonaire. La couverture de la chapelle Saint-Gervais entièrement ruinée et la voûte effondrée. La chapelle de Saint-James est en bon état, desservie par le sieur Simonnet, curé de Commagny, aux lieu et place du dernier sacristain, titulaire, sauf une partie de la couverture enlevée par le vent. Le sieur curé de Commagny est chargé des ornements.

1719. La chapelle des saints Gervais et Protais,

(1) Archives de Saône-et-Loire. — Fonds de l'abbaye de Saint-Martin d'Autun ; fonds du prieuré de Commagny.

séparée du corps de la grande église et appartenant à l'office du sacristain, est assez bien couverte et entretenue, sauf la grande porte et les vitres. Sur le dortoir, il pleut. Le logis du sacristain sert de demeure au titulaire, Léonard Berriac.

1733. Le logis du sacristain est bien couvert mais inhabité, parce que Léonard Berriac étant mort, n'a pas été remplacé. La chapelle des saints Gervais et Protas, appartenant audit sacristain, est trouvée sans vitres et en très mauvais état pour la couverture.

1752. Près de la chapelle Notre-Dame de Saint-James, il y a une grange appartenant au prieuré dont la couverture a besoin d'être réparée.

1765. Le grand prieur dom Charles-François-Xavier Joulet se borne à déclarer que tout est en bon état.

Voici la liste des prieurs de Commagny dont certains documents nous révèlent les noms :

1320. Jean de Marry (1).

1336. Guillaume, nommé l'un des administrateurs de Saint-Martin d'Autun. Nommé pour gouverner pendant six ans le prieuré dont l'abbé avait compromis le temporel par ses dépenses.

1439. Guillaume de Courvol, est témoin d'un acte entre Gaucher de Courvol, écuyer, et Jehan de Cour-

(1) 1320. Procès-verbal de 1320, où comparaissent nobles seigneurs Jean de Bazoches et Jean de Chapeau, chevaliers ; Hugues et Geoffroy de la Tournelle, frère de Pierre, abbé de Saint-Martin, qui déclarent que ladite abbaye est sous la garde du comte de Nevers ; ce que déclare aussi Jean de Mons, clerc dudit abbé.

Ledit procès-verbal porte que noble dame Alays (Eloïse) de la Tournelle a déclaré, en présence de M^{re} Guillaume de Poiseux et autres, que son abbaye est sous la garde dudit comte ; que comparurent aussi Jean de Marry, prieur de Comegny ; Gui de Lorme, religieux du monastère de Belleval, ordre des Prémontrés, chargé de procuration de ses confrères, avec Pierre de Limanton et Hugues de Thianges (Trésor de la Chambre des comptes). *Notes* de Dom CAFFLAUX, page 244, aux Archives de la Nièvre.

vol, écuyer, son fils, à Isenay (1). Refait le terrier, 1452. 1445, partage de certains hommes et femmes de condition serve entre M. Jean Quedat, licencié ès lois, conseiller et procureur général des comtes de Nevers, en son nom et religieuse personne frère Guillaume de Courvol, prieur de Commagny, au nom de son prieuré, par devant Droin Cotignon et Jean Breton, notaires du comte (2). M. Baudiau rapporte, d'après M. Bulliot, son affaire scandaleuse avec le sacristain du prieuré ; condamné et excommunié ; commet des meurtres.

1470. François Boutillat. Le 9 mai 1477, honorable François Boutillat, prieur de Commagny, est témoin (3) en 1481, 13 mai. Religieuse, dévote et honnête personne, frère François Boutillat, prieur de Commagny, est arbitre d'un différend entre Pierre Chalopin, bourgeois de Decize, et frère Charles Boutillat, prieur de Montambert (4).

1506 (5). Jean de Salazar. On trouve dans Marolles (p. 193), « diverses pièces concernant le prieuré de Commagny, duquel les fruits avaient été saisis pour le comte, depuis la mort de frère François Boutillat, dernier paisible possesseur dudit prieuré, dont le comte de Nevers a la garde et l'administration. Messire Jean de Salazar, ayant été depuis pourvu dudit prieuré, a reçu les comptes que Guillaume Le Breton a rendus des fruits dont il avait l'administration. »

1542 (8 déc.). Provisions du prieuré pour Robert Hurault, clerc du diocèse de Paris, fils de Nicolas Hurault, conseiller du roi, en remplacement de feu François Brinon. Ces provisions sont accordées par

(1) Archives de Limanton.

(2) Marolles, p. 192.

(3) Registre Aré Durand, not. à Decize, Archives Nièvre, E.

(4) Registre d'Aré Barbier, not. à Decize, Archives de la Nièvre.

(5) Date de la mort de Boutillat.

le vicaire général de l'abbé de Saint-Martin. Hurault affranchit une pauvre fille serve et orpheline, Marie Rault, moyennant 40 sous. La charte d'affranchissement fait observer que toute fille en cette position avait droit à cette faveur (1).— Procuration donnée par Robert Hurault, prieur, à M^{re} Robert Hurault, abbé, son oncle, pour affranchir de la mainmorte les biens de certains habitants de Moulins-lès-Engilbert :

Antoine Courtois, Jean Courtois, François Goussot, Guillaume de Varennes, Symon Desgranges, Jean de Belloy, Guillaume Symonnet, Jean Boigard, Jean Choppin dit Maison, Etienne Hallorry, Claude Vaget, Guillaume Pougault, Jean Guillier, Pierre Martin, Jean Dorlet, Jeanne veuve de Jean Larive, Jean Symonnet le jeune dit Besgue, Michel Letort, Marie Garrault, François son fils, Pierre Lardereault, Pierre Chastel, Philippe Duchemyn, Claude sa femme, Jean Bernard, Berthier Debar, Jacques son fils, Gilbert Symonnet, Jacques Vernillac, André de Laubespain, Guy Vernillac, Jacques fils de François Debar, Antoine Febvre et *pour affranchir également de la mainmorte les hommes et les biens de Commagny* (11 mars 1544) (2).

Autres provisions accordées par l'abbé de Saint-Martin lui-même à Philippe Chevrier, religieux de l'abbaye (8 décembre 1542).

Acte par lequel Jacques Le Roy, étudiant en l'Université de Paris, déclare qu'il ne prétend avoir aucun droit au prieuré et désavoue la prétendue plainte formulée en son nom contre Robert Hurault, aussi étudiant en ladite université pourvu du prieuré (11 mars 1544).

(1) BAUDIAU, vol. I^{er}, p. 541.

(2) Archives de Saône-et-Loire,

Jacques M^{ary}. Provisions du prieuré pour Jacques M^{ary}, clerc du diocèse de Bourges (29 août 1559).

Henry Le Maire. Réquisition de Jean Hurault, abbé du Breuil, conseiller au Parlement de Paris, pour être pourvu du prieuré vacant par suite du décès de Henry Le Maire (12 oct. 1559). Réponse de l'abbé Robert Hurault « qu'il avait fait ce que estait en luy ». — Déclaration des dépens faits au présidial de Saint-Pierre, par les religieux de Saint-Martin, demandeurs contre Le Maire, prieur, pour avoir paiement de 4 livres en argent et 6 livres de cire dûs annuellement à la sacristie de l'abbaye (1).

Balthazard de la Boutière. 1561. Exploit pour le duc de Nivernais, marquis d'Isle, contre Balthazard de la Boutière, prieur de Commagny, appelant de l'octroi de certaine commission et établissement de commissaire contre lui décerné par le bailli de Nivernais (2).

Etienne Tenon, chanoine de Nevers, prend possession le 9 juillet 1566.

André Paradis, prend possession en 1579. Investiture d'un bordelage par M^{re} André Paradis, prêtre, prieur (3). Sommation par André Paradis, prêtre, prieur de Commagny, à divers (3 juillet 1584) (4).

Jean Rémot, 1588.

Nicolas de Grandry, commendataire doyen de l'église.

Nicolas de Chandon, sous le grand prieur de Saint-Martin-lès-Autun, seigneur de Montmorillon. Prise de possession par Jehan Choppin, prêtre, chanoine de Notre-Dame de Moulins, comme procureur de M^{re} Nico-

(1) Sentence du présidial du 28 avril 1557-11 mai 1557.

(2) Marolles, p. 480.

(3) Minutes des notaires de Moulins, Archives de la Nièvre, E.

(4) Minutes Builergy, notaire à Moulins.

las de Chandon, prieur de Commagny, en présence de frère Claude de Marcy, sacristain du prieuré et de M^r Sébastien Garnier, prêtre de Commagny, 14 septembre 1595 (1).

Jean-Raymond Ferrier, abbé de l'abbaye royale de Charrot, 1674, habitant Paris. Quittance de la chape qu'il devait à l'abbé en qualité de nouveau prieur (26 mars 1685) (2).

Jean-Antoine Daguin, de la paroisse d'Urzy, chanoine régulier de l'ordre des Prémontrés.

Armand ou Amand Durant, 1722.

Audiat. Lettre de M^r Audiat, chanoine du chapitre royal de Verneuil, prieur de Commagny, demeurant à Saint-Pourçain, qui accepte de payer 100 liv. pour son droit de chape (26 avril 1743) (3).

Henri Limousin, chanoine de Nevers.

Nous n'avons pas la liste complète des curés de la paroisse de Commagny, presque tous issus de familles notables du pays. Ils furent nommés quand le prieuré eut perdu de son importance. Le presbytère date du xviii^e siècle. Il est au-dessus de la fontaine de Saint-Gervais que le peuple tient en vénération et à laquelle il attribue la vertu de guérir de la colique. Dans les temps de sécheresse, on y plongeait pour obtenir la pluie une tête de saint qu'on y remarque (saint Zevras).

Voici ce que nous avons recueilli sur ces curés :

M. de Flamare, archiviste de la Nièvre, nous a communiqué deux pièces datées, l'une de 1461 : c'est un acte où figure M^r Guillaume Gobert, curé de

(1) Minutes Bailemy, not., collection de Soultrait. — Bail à bordelage pour le même, 19 nov. 1596. (Minutes du même notaire, Archives de la Nièvre E).

(2) Archives de Saône-et-Loire.

(3) Archives de Saône-et-Loire.

Commagny, témoin (1); l'autre de 1463 (22 août), contenant transaction entre le même curé de Commagny et Jean Michot, paroissien de Cossaye (2). M. V. Gueneau cite (Moulins-Engilbert, 1890) Guillaume Lardeau, *curé de Commagny*, nommé chanoine de Moulins, 1558.

1638. Dominique Desgranges, né à Moulins-Engilbert, en 1601.

Le service religieux, après 1638, est irrégulièrement fait par Jacques Febvre, prêtre de Moulins.

1674. Simonnot.

1688. Vigouroux, né à Rodez.

1699. Lecomte.

1713. Gentil.

1720. Souchon.

1766. Ravary. La prise de possession de la cure de Saint-Laurent par Léonard Ravary, prêtre du diocèse de Nevers, en conformité des provisions à lui accordées par M^{sr} l'Evêque de Nevers du consentement du prieur de Commagny du 20 avril 1770 (3). Le même, alors vicaire de la paroisse de Commagny, avait été, le 10 juin 1667, nommé par M. de Pracomptal au canoniat de Moulins, vacant par suite du décès de Joseph Besson.

En 1724, M. Henri Souchon, curé, représentait à l'évêque de Nevers, Fontaine des Montées, que la paroisse était d'une grande étendue et difficile à desservir à cause des mauvais chemins et des inondations fréquentes du Garat et du Guignon. Il demandait la nomination d'un vicaire avec 150 fr. de portion congrue payable par le prieur de Commagny.

(1) Archives de la Nièvre, E. Registre de Jean Boutequarre, not. à Decize.

(2) Pierre, not., à Decize, mêmes archives.

(3) Acte Pougault, not., du 23 avril 1770.

Quant aux vicaires, voici les noms que nous possédons :

Le premier vicaire fut Jean Pougault, plus tard curé de Maux, et en 1748 trésorier du chapitre de Moulins et de Saint-Michel-des-Antiquailles de Lyon ; vinrent ensuite le Père Casimir, du couvent des Picpus de Moulins ; Valevier, Quillier, ensuite curé de Brinay ; Pagoitange, le Père Célestin, Lemoine, ensuite curé de Grandry ; Guyochin, mort curé de Chasnay ; Commaille, ensuite curé de la Collancelle ; Dony, ensuite curé de Montapas ; Duruisseau, le Père Célestin, Ohkink de Tourny, le Père Célestin encore une fois ; Abraham, plus tard curé de Saint-Franchy ; le Père Célestin, encore ; François-Xavier Faure, François Mercier, Besson, le Père Augustin Johannot, François-Jules Bovin, François de Salle, J.-B. Remoillon, de Château-Chinon ; le Père Théodore, le Père Damase, le Père Dominique, le Père Ravary, le Père de la Croix, Isambert, Sautereau, enfin Pierre Dechaux.

II

Notes générales.

Commagny, à cause de sa belle situation même, a subi le passage de toutes les armées, de toutes les bandes qui ont désolé le pays, dans les temps d'invasion comme au temps des guerres civiles, pour n'avoir plus dans le XVIII^e siècle qu'à subir le passage des régiments français, qui constituait une charge dont les plaintes des paysans ont trouvé leur dernier écho dans les cahiers de doléances.

Un fait de dévastation est resté dans la mémoire

des habitants : l'incendie qu'ont allumé, en 1570, les protestants (1).

Cantonnés pendant longtemps dans l'espace compris entre La Charité, Entrains et Vézelay, les Huguenots avaient principalement poussé leurs incursions du côté de la Bourgogne, mais, quand Coligny les appela dans le Forez, ils marchèrent en suivant le côté niver nais des montagnes du Morvan pour gagner le Charolais. Ils étaient commandés par Bricquemaut, Bourri, du Boulay.

En même temps, le maréchal de Cossé arrivait d'Orléans par Decize et Châtillon-en-Bazois. Quand vers Mont-Saint-Jean et Arnay-le-Duc se fut engagée la bataille dite d'Arnay-le-Duc, les protestants, à marches forcées, reprirent le chemin de La Charité par la route d'Autun ; c'est soit à l'aller, soit au retour qu'ils brûlèrent tant d'églises, celles de Saint-Honoré, de Montaron, de Commagny, le couvent de Bellevaux, etc.

La paroisse de Commagny, en 1789, avait pour syndic Grivaud ; les deux députés élus qui durent porter son cahier des doléances à l'assemblée des trois ordres, qui eut lieu à Nevers pour l'élection des députés aux Etats généraux, furent Philibert Quillier du Tour, avocat en Parlement, et Joseph-Philibert Dubois, notaire et procureur. Le cahier de Commagny, comme la grande majorité des cahiers du Nivernais, pour le Morvan, le Bazois, les Amognes, a disparu. Les bénédictins de Saint-Martin ne furent représentés, à l'assemblée de Saint-Pierre-le-Moutier, que par dom Repey, prieur claustral de la communauté de Saint-Pierre. Léonard Ravary, en qualité de curé de Commagny, fut convoqué à Nevers.

(1) *Le siège de Lormes*, notice par P. MEUNIER, parue dans l'*Indépendance de Clamecy*, 11 septembre 1898 et numéros suivants.

La commune de Commagny, comme nous l'avons vu par l'énumération de ses fiefs, avait une réelle importance. D'après un tableau, dressé par les soins du directoire du district de Moulins-la-République, le 24 pluviôse an II, pour la répartition, par les soins de la Société populaire de ce chef-lieu de district, des grains du district, on voit que la commune de Commagny comptait 892 habitants (1) ; Moulins n'en comptait que 1.029.

Mais Fouché, alors commissaire de la Convention, en mission dans la Nièvre, qui cumulait et exerçait tous les pouvoirs, aimait à simplifier les rouages administratifs ; aussi, conformément aux vues de Fouché, le conventionnel Lefyot, qui fut après lui envoyé dans le département, procéda à la remise des communes de Saint-Jeangout et Poil à la commune de La Roche, de Luzy-forain à Luzy-ville, de Fléty à Tazilly, de Lanty à Avrée, de *Commagny* et Sermages à Moulins-la-République, d'Honoré-la-Montagne à Préporché, d'Anizy à Limanton, de Mingot à Châtillon, de Sauzay à Isenay.

C'est par arrêté de Lefyot, du 27 floréal an II, que la commune de Commagny fut ainsi réunie à celle de Moulins. Elle comprenait la banlieue, Labrosse, la rue de James en partie, la rue Chaude, la rue Coulon dite aussi du Groseillier (dans Moulins même), enfin toutes les parties au-delà des fortifications et des rivières du Garat et du Guignon, ainsi que l'indiquent les actes de l'état civil de Commagny.

Les habitants ont souvent protesté pour obtenir leur distraction d'avec Moulins (les 16 juin 1816, 24 novembre 1824, 13 octobre 1839), mais toujours sans succès.

(1) Mais son contingent dans le bataillon des gardes nationaux ne fut que de 5 hommes, tandis que Moulins en fournait 147.

Aujourd'hui, le service religieux a lieu rarement dans l'église de Commagny. Cependant le jour de Saint-Laurent, dont la fête donnait lieu autrefois à un grand concours de fidèles, M. le doyen de Moulins y célèbre la messe.

Les enterrements ont lieu encore dans le cimetière de Commagny.

Les processions traditionnelles y sont encore faites.

Mais les ruines s'accumulent chaque jour. Le 19 juin 1898, un orage a causé de grands dégâts au clocher et à l'intérieur de l'église.

C'est la fabrique de Moulins qui est aujourd'hui propriétaire, puisque la paroisse de Commagny, lors du rétablissement du culte, a été annexée à celle de Moulins. (Décrets du 30 mai 1806, 17 mars 1809. — Délibération du conseil de fabrique de Moulins du 1^{er} août 1879, sur la demande du conseil municipal et de M. le Préfet).

Commagny ne fut pas moins exposé aux vexations révolutionnaires que Moulins. Il reçut la visite de la légion révolutionnaire commandée par les agents de Fouché, puis celle de Roure, des frères Péchereau, de Pointe libre, agents de Lefyot (1). La légion fut logée, nourrie chez les habitants dont les caves furent visitées avec soin. Un des Péchereau se rendit à l'église au moment de l'office divin. Après avoir invectivé le curé Ravary, en chaire, à ce moment, il excita sa troupe à se livrer au pillage, à l'incendie et à la destruction des statues (2).

Le culte fut supprimé et, le 16 floréal an III, la ci-devant cure fut louée à Besson moyennant 515 livres,

(1) *La Nièvre pendant la Convention*, par Paul MEUNIER, t. II, pages 53 et suivantes.

(2) Délibérations du conseil général de la commune de Moulins.

puis vendue, le 12 thermidor an IV, à J.-B. Robert, préposé à la recette des contributions, moyennant 2.498 livres 40.

James, sa chapelle, les bâtiments et les chaumes (91 toises) en dépendant furent vendus le 2 floréal an II, à Mouron pour 486 livres (1).

La moyenne des naissances, en 1600, est de 38 ; mariages, 10 ; décès, 24.

En 1700, naissances, 35 ; mariages, 8 ; décès, 44.

En 1709, il y eut 191 décès sur 32 naissances ; année de disette, gelée, sans précédent.

Les registres de l'état civil sont à Moulins. La remise en fut faite par Danthault, officier municipal, le 18 novembre 1792. Ils furent arrêtés l'an I de la République, par Guillaume Pougault, propriétaire à James, paroisse de Commagny, officier public de la paroisse.

Sur ces registres, on relève des noms de grandes familles disparues du pays, notamment :

De Jacquinet, du Crest, des Prés de Roche, Davout, de Monestay, de Chaugy.

Comme on le voit, on a enlevé successivement à Commagny toute personnalité soit comme paroisse, soit comme commune ; il ne lui reste que son joli site, dans une sorte d'abandon mélancolique des bâtiments, et son vignoble (2). On lui a même supprimé sa fête patronale qui se fait au Pont-Cottions, plus près de Moulins, où l'activité commerciale et les auberges se sont transportées.

Les fêtes ou apports sont aujourd'hui moins nom-

(1) On a découvert dans la traversée de la route actuelle quantité d'ossements provenant de son cimetière.

(2) Le Morvan n'a pas de vignes. Restif de la Bretonne, parlant des Morvandaux qui descendent en Bourgogne pour les vendanges, donne pour cause que « le pays est trop froid ».

breux qu'au temps passé. Autrefois, chaque village avait sa fête qui attirait les jeunes gens et souvent dégénérait en batailles. Des rivalités de village se perpétuaient. Les chroniques ont gardé la trace de ces sortes de démêlés. Ainsi, en 1402, une joyeuse troupe d'hommes et de femmes étaient allés, le jour de la Saint-Pierre, s'ébattre à Marry. Deux jeunes gens, Garnier et Favier, s'étant disputés, en vinrent aux mains. Garnier fut atteint d'une pierre qui l'étendit mort. Favier, condamné par défaut au bannissement, ne fut grâcié que sur les instances de ses amis (1).

M. Bogros, dans son livre *A travers le Morvan*, parle de la facilité des anciens Morvandaux à faire dégénérer les fêtes en rixes meurtrières.

III

Note archéologique.

« Il n'est pas une cathédrale, un monastère, une chapelle de village qui, en se renouvelant, n'apporte sa note dans le concert universel, dit M. Bulliot ». Saint-Martin apporta sa pierre à l'œuvre de la reconstruction universelle qui suivit l'an mil.

Commagny devait rester comme un témoin des deux systèmes d'architecture qui se partagèrent alors l'expression de la pensée catholique dans le pays éduen : le style latin et le style byzantin qui se combinèrent dans l'architecture du diocèse d'Autun et qui furent exclusivement adoptés dans les établissements religieux de Saint-Martin. Cela s'explique par l'existence à Autun de monuments romains avec empreinte grecque, par la liturgie gréco-latine, les relations du

(1) *Bulletin de la Société nivernaise*, vol. XIX de la col., page 125.

pays avec l'Orient et avec l'Espagne à cause de Brunehilde.

M^r Crosnier fait remarquer que l'architecture de plusieurs églises nivernaises semble inspirée de celle de l'église de Commagny, nous citerons : Saint-Honoré, Montigny-sur-Canne, Cercy-la-Tour.

L'église de Commagny a été décrite sommairement par M. l'abbé Baudiau ; M. de Soultrait en a fait une description complète.

Il y a peu de choses à ajouter à cette bonne description. Il faut mentionner cependant, dans la deuxième chapelle de gauche, le banc seigneurial, formé de colonnettes de bois tournées et réunies par des traverses : ensemble massif mais original. Sur le grand autel, on voit un écusson rond portant les armoiries suivantes : « d'azur à quatre fers de lance d'or, sommé d'une couronne de marquis entre une crosse abbatiale et une mitre ». Ce sont sans doute les armes d'un des abbés de Saint-Martin d'Autun.

Dans le dallage de l'église, on remarque plusieurs pierres tombales entières ou en fragments : Outre celle d'Henri Souchon, curé, publiée par M. de Soultrait, celle d'Hugues, seigneur de Monestay, et celle de Marie, femme de Pierre Danthault, on y remarque, dans le milieu du chœur, une pierre incomplète, portant gravée au trait l'effigie d'un moine ; de l'épithaphe, on ne distingue plus que les lettres suivantes :

... PRIOR DE COMMAGNY QUI TRESPASSA EN LAN
DE GRACE MIL CCCXXVII LE JOUR DE LA SAINT
MARTIN DESTÉ.

Il est fâcheux que le nom de ce prieur, décédé le 4 juillet 1327, ait disparu. C'est probablement Jean de Marry.

Dans la chapelle de droite, deux fragments de tombes du xvi^e siècle. Dans l'une, il manque le haut et le bas. On lit sur les côtés :

... HUNC : SINISTRIS : QI · I.....
MORTE : MIGRAVIT : VITA : I.....

Cette inscription, qu'il aurait été si intéressant d'avoir entière, semble annoncer que le défunt qu'elle recouvrait était mort de mort violente.

De l'autre pierre, peut-être du xiv^e, il ne reste plus que la partie supérieure. On y lit :

+ ISTA : SUB : PETRA : PET' : EST : QV.....
È : XPS : AD : ETERA :

Ista sub petra Petrus est ⁽¹⁾ qu..... em Christus ad etera.

Sur la cloche, autrefois à James, qui reste à Com-magny, on lit :

Parrain — Marraine.
S^{er} et dame Clarde de Courtenay,
baronne de Boys, la Montagne, Limanton,
Messire Jehan Simonnet et de Bard,
fabriciens 1679.
Messire Povthvs de Sibeyran, chevalier seigneur.
Sancta Maria, ora pro nobis.

Près de la balustrade, en dehors, on peut lire sur une pierre étroite :

Guillier, de Moulins-Engilbert, 1780 (2).

(1) Le même jeu de mots se trouve sur une pierre tumulaire, également du xvi^e s., à la cathédrale d'Auxerre.

(2) Les registres des actes de l'état civil font mention des inhumations : 1^o dans l'église des Pères, paroisse de Commagny, de Charles du Clerroy, 17 mai 1668 ; 2^o de Magdeleine du Crest, femme de J.-B. du Cleroy, 3 avril 1700 ; 3^o de ce dernier, seigneur de Villars, Mary, Niault, Estevault et La Chassagne, 3 mars 1703.

Que sont devenues les cloches de Commagny ? Le 24 germinal an II, le directoire du district prenait une délibération. « Considérant qu'au moment où les tyrans ou leurs satellites sont occupés à troubler notre territoire par leur présence, il est de la sollicitude de l'administration de prendre toutes les mesures qui sont en son pouvoir pour parvenir à les expulser du sol de la liberté... » le directoire décidait que les cloches des églises et chapelles, « maintenant temples de la philosophie et de la raison », seraient conduites à Nevers « pour y être converties en canons ».

Les cloches furent enlevées le 27 floréal suivant. D'après une note qui se trouve sur un livre de plainchant venant d'Ougny, le clocher de Moulins posséderait une des cloches de Commagny (1732) (1).

En 1807, des discussions eurent lieu au sujet d'une des cloches non envoyée aux arsenaux. Un arrêté du sous-préfet maintint la cloche en la possession de la fabrique de Moulins. L'administration des domaines ne put la vendre, mais, malgré des réclamations, elle ne fut pas restituée à Commagny (2). La seule cloche qui subsiste à Commagny provient de la chapelle de James.

Le prieuré fut vendu comme bien national à Jacques Massin, fermier à Marry, et revendu par lui à Hugues Besson, propriétaire à Commagny, moyennant la somme de six mille francs (3). Les prés et terres en dépendant et que possédait Potrelot de Grillon, émigré, furent sequestrés.

(1) Cette note dit : « A toute la paroisse de se présenter pour avoir la cloche de 2.180 livres qui est à Moulins-Engilbert ».

(2) Délibérations du conseil municipal de Moulins des 20 août et 4 septembre 1807.

(3) Acte reçu Dubois, not., le 22 mai 1793.

Telle est la notice que nous consacrons à Commagny.

A la suite de la tempête du 19 juin 1898, les dégâts intérieurs furent réparés au moyen d'une souscription, ceux extérieurs l'ont été aux frais de la fabrique de Moulins.

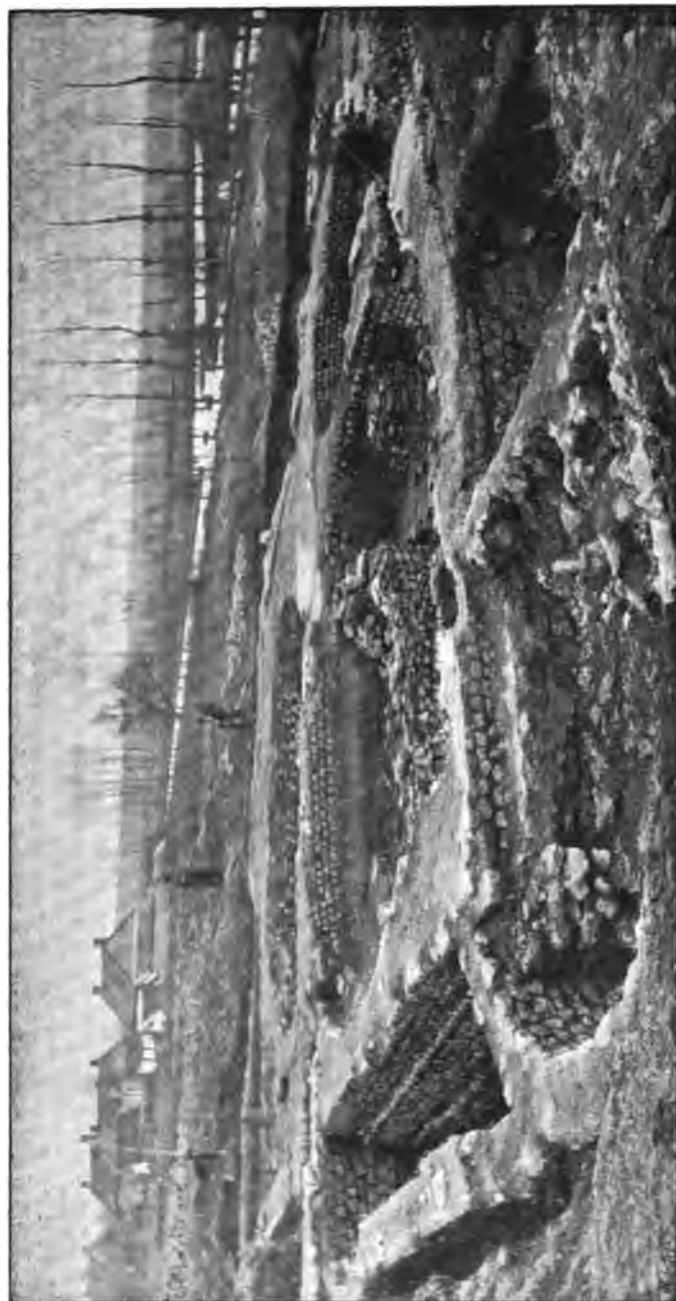
Il est bon, au point de vue de l'art, que cet édifice soit respecté. Commagny conservera son air de grandeur qui s'harmonise si bien avec le site, comme l'expression d'une belle pensée inachevée. Tout le monde pensera avec nous que ce monastère avait été placé là pour avoir une histoire pleine d'enseignements plus élevés que celle que nous venons de raconter. En raison même de l'idée qui a présidé à sa création, il méritait d'être respecté.

Rappelons qu'aussitôt après l'achèvement des réparations nécessitées par l'ouragan de 1898, M. Imbert, curé-doyen de Moulins, s'est empressé d'y célébrer une messe solennelle, assisté d'un missionnaire.

L'assistance était nombreuse et recueillie en écoutant les paroles éloquentes de ces zélés défenseurs de la foi ; heureuse enfin de se retrouver en ce lieu pour prier et remercier les bienfaiteurs toujours disposés à concourir aux bonnes œuvres et à seconder un généreux élan pour la restauration plus complète qui s'impose d'un vieil édifice digne d'être conservé au culte, au respect et à l'admiration des générations (1).

VICTOR MORREAU

(1) A l'occasion de la nomination qui eut lieu, il y a quelques années, du général Thibaudin, comme ministre de la guerre, le nom de Commagny fut lu dans tous les journaux. M. le général Thibaudin se souvenant qu'il était originaire du pays de Moulins et ne pouvant servir sous son vrai nom, avait pris un instant pendant la guerre de 1870 le nom de Commagny.



VUE D'ENSEMBLE DES BAINS

LES BAINS

DE LA

VILLA GALLO-ROMAINE

DE CHAMPVERT (NIÈVRE)

Des fouilles intéressantes, entreprises sous les auspices de la Société nivernaise, furent exécutées de 1896 à 1901 sur un coteau qui avoisine, à l'ouest, le bourg de Champvert.

Au cours de ces travaux, on découvrit de nombreuses substructions, restes évidents d'une importante villa gallo-romaine qui, à en juger par les derniers sondages exécutés, recouvrait une étendue d'environ deux hectares.

Mais, faute de fonds, l'exploration du sol en cet endroit est restée inachevée ; de plus l'incertitude et l'intermittence des allocations consacrées à ces fouilles n'ayant point permis d'arrêter à l'avance un plan, chacune de ces subventions fut employée sur les points qui paraissaient fournir les résultats les plus certains.

Un travail méthodique et exécuté de proche en proche eût été certainement préférable ; néanmoins, on

ne pouvait laisser disparaître, sans les signaler, des vestiges aussi intéressants pour l'histoire de la période gallo-romaine en Nivernais.

Dans un précédent rapport, on a mentionné les premières recherches ; le présent compte rendu concernera spécialement les bains annexés à la villa et un troisième travail traitera du reste des fouilles déjà faites et de celles qui pourront suivre.

Puissent cette répétition des mêmes découvertes et cette nomenclature d'objets semblables, recueillis dans des constructions souvent uniformes, n'être point fastidieuses !

Elles nous ont d'ailleurs paru indispensables. En effet, sauf les bains conservés en majeure partie par les soins de la Société nivernaise, les ruines exhumées à Champvert ont été en grande partie démolies, et ce qui a été épargné a dû être enseveli sous le remblai afin de rendre aux propriétaires un sol cultivable.

Bientôt donc ces vestiges ne laisseront d'autres traces que les publications et les plans qu'ils auront inspirés (1) ; d'où la nécessité de noter tous les détails qui peuvent permettre de reconstituer la physionomie et la destination de chaque pièce, et de faire, en quelque sorte, revivre la station dans le présent.

Chargé de la direction de ces fouilles, si intéressantes dans leur ensemble, j'ai le devoir de remercier non seulement la Société nivernaise, à qui revient l'honneur de ces recherches, mais encore le Ministère de l'Instruction publique, le Comité des travaux historiques, le Conseil général de la Nièvre, la Municipalité de Champvert, les souscripteurs (connus ou anonymes),

(1) Rapport fait en 1898, lors du Congrès de Bourges, à la Société française d'archéologie et en 1900 au Congrès des Sociétés savantes tenu à la Sorbonne.

certains visiteurs généreux ; en un mot, tous ceux qui ont contribué au succès des fouilles entreprises.

G. G.

Le résultat des premières fouilles exécutées à Champvert fut inséré dans le *Bulletin* de la Société nivernaise avec de judicieuses remarques de M. de Saint-Venant (1). Cet érudit confrère ajoutait alors que les derniers sondages faisaient pressentir de nouvelles découvertes ; de mon côté, j'espérais qu'en poursuivant les recherches, on rencontrerait des bains.

Nos prévisions devaient bientôt se réaliser, car en 1898 on exhumait au bas de la colline, et en bon état de conservation, les curieux vestiges d'anciens thermes romains (2). En les comparant aux établissements similaires, on put déterminer, à peu près sûrement, l'usage de plusieurs pièces composant ces bains ; mais l'attribution des autres a été faite de manière absolument hypothétique et sans prétention, certains détails étant restés jusqu'ici obscurs pour ceux de mes savants confrères de la Société nivernaise qui, comme moi, ont suivi attentivement les fouilles (3).

Voici la description de ces ruines, telles qu'elles sont apparues après l'enlèvement des terres et des débris de toutes sortes qui les recouvraient depuis de nombreux siècles (4).

(1) Tome XVII, p. 392 à 424. — Le *Bulletin* du Comité des travaux historiques (année 1897, p. 313) contient un rapport sur ces fouilles.

(2) Voir le plan d'ensemble annexé au présent rapport.

(3) Outre une excursion faite en 1898, avec une vingtaine de membres de cette Société, MM. de Flamare et de Saint-Venant sont venus fréquemment visiter ces découvertes et m'ont aidé de leurs conseils.

(4) En raison de l'intérêt que présentaient les piscines et leurs dépendances, elles furent déblayées, réparées et entourées d'une clôture protectrice.

En entrant dans le champ fouillé, on remarque, à 15 mètres environ au nord de la route de Decize, deux petites salles A et B, symétriquement disposées, mesurant chacune 3 m. 10 sur 2 m. 30 et n'ayant conservé aucune trace de pavage. Leurs murs, rencontrés à 0 m. 50 au-dessous du niveau actuel du sol, ont une épaisseur moyenne de 0 m. 75 (1) et indiquent une construction peu soignée ; aussi le mur *est* de la salle A fut-il retrouvé démoli en majeure partie et ne mesurant plus que 0 m. 35 à sa base. On y voyait encore encastrés, à inégales distances, trois tuyaux en terre cuite *t*, mesurant 0 m. 15 de côté sur 0 m. 35 de long et dont les orifices affleurent les deux parois de ce mur (2) (*fig. 1 et 2*).

A signaler également, dans le mur nord de la même pièce A, une aire briquetée *f* de 0 m. 85 de largeur (*fig. 3*), rappelant, malgré la disparition de la voûte, l'existence en cet endroit d'une ouverture de fourneau d'hypocauste (3).

Entre les deux petites salles décrites existait un espace ou corridor C de 2 mètres de largeur, trouvé rempli de terre noirâtre et de débris de toutes sortes ayant subi l'action du feu (4). Le pan de mur *a* devait

(1) Outre une saillie de 0 m. 10 de largeur qui règne intérieurement tout autour, on remarque aux angles de chacune de ces deux salles, deux petits contreforts *c* qui ne se retrouvent nulle part ailleurs (*fig. 1*).

(2) Ces tuyaux sont à 1 mètre au-dessous du niveau supérieur actuel des murs ; l'un occupe l'angle sud-est ; le second est à 0 m. 60 du premier et le troisième, à 0 m. 70 du second. Ont-ils servi à conduire la chaleur dans les salles voisines, ou furent-ils utilisés pour amener l'air du dehors afin d'activer le tirage du foyer placé en *f* ?

(3) Les pierres du mur qui supportait ce foyer ont également subi l'action d'une forte chaleur.

(4) En le déblayant on a retiré de ce couloir des moellons rougis, des mortiers et ciments, des fragments de tuiles à rebords et de larges briques, des marbres de nuances diverses et de nombreux tessons de poterie de formes et de pâtes très variées.

se relier jadis à la faible amorce *b* pour former une voûte et les deux murs latéraux du couloir se terminaient au nord par un cintre *D* fait de moellons bruts posés à plat sur le terrain naturel de la colline (1).

La salle voisine *E*, qui mesure 8 mètres sur 6 m. 50, avait un hypocauste : chauffée ainsi directement par le foyer *f*, elle aurait pu servir de *caldarium*. On y a retrouvé, encore en place (et reposant sur les bourrelets saillants en forme de grosses pastilles, placés aux quatre angles), un certain nombre de briques (*fig. 4*), qui, régulièrement espacées, servaient d'appui à de petits piliers (*fig. 5*), constitués par des carreaux de 0 m. 20 de côté et entre lesquels circulait la chaleur (2).

Ces briques étaient fixées dans une couche de terre à hourdir mélangée de gros sable et étendue, comme la base des murs, sur une chape de béton rouge de 0 m. 06 d'épaisseur, supportée par un lit de grosses pierres sèches, brutes, destinées tout à la fois à fournir une assiette très stable et un bon drainage contre l'humidité (3).

De la pièce *E* la chaleur passait dans la salle *F* par une ouverture *g* de 0 m. 60, ménagée dans le mur de séparation. Cette salle *F* mesure 6 m. 10 sur 5 m. 60, et pourrait être un *tepidarium*; elle a beaucoup d'analogie avec la précédente : béton semblable et au même

(1) Ce terrain arénacé contraste étrangement avec les débris noirs qui le recouvraient d'une couche supérieure à 0 m. 75.

(2) Les briques mesuraient 0 m. 45 de long, 0 m. 28 de large et 0 m. 02 d'épaisseur. Quant aux piliers, on n'a pu en déterminer la hauteur exacte, aucun d'eux n'ayant été retrouvé intact; toutefois, des amorces de piliers en maçonnerie restées adhérentes aux murs et le niveau du béton de la grande pièce voisine *I*, semblent indiquer que le pavage des salles *E* *F* était à 0 m. 50 au-dessus de l'aire inférieure.

(3) En général le béton des salles fouillées reposait sur plusieurs rangs superposés de gros moellons; ce qui indique quel soin les Romains apportaient dans leurs constructions.

niveau, terre à four, briques à bourrelets et carreaux formant les piliers d'hypocauste (1).

A l'ouest de ces deux salles et en communication avec la dernière décrite, une étroite pièce F' de 2 m. sur 1 m., dont la construction est peu soignée et la destination inconnue, délimitait la partie fouillée de ce côté (2).

A l'est de la salle F on remarque une pièce circulaire G, chauffée directement par le fourneau H. Ce dernier est solidement construit, notamment à droite où deux murs accolés sont soutenus par de solides contreforts (3) (*fig. 6*). Une ouverture *h*, de 0 m. 65 de large et parementée en briques, a été percée dans le mur sud (*fig. 7*) ; elle donne accès, au moyen de deux marches, également en briques, dans ce fourneau dont le pavage en béton a été rencontré à 1 m. 30 de profondeur (4). A 0 m. 40 du niveau actuel des murs, existe, à droite comme à gauche, une saillie intérieure ayant, l'une 0 m. 15 et l'autre 0 m. 30 de largeur (5) et paraissant avoir servi d'appui à la voûte du fourneau (6) (*fig. 6*).

(1) C'est entre ces piliers que circulait la chaleur amenée par le foyer voisin *f* dont l'ouverture et les parois intérieures étaient en briques, ainsi d'ailleurs que toutes les parties susceptibles de subir l'action du feu. En outre, pour conserver toute la chaleur concentrée dans l'hypocauste, on avait enduit la base des murs d'une épaisse couche de mortier rouge formé de brique pilée et de chaux. Les mêmes constatations furent faites, d'ailleurs, dans les salles chauffées dont on fera plus loin la description.

(2) Une petite ouverture *o*', ménagée au sud, donnait accès dans la vaste cour attenante.

(3) Ces contreforts sont deux murs distants de 1 m. 85 et mesurant, l'un 0 m. 60 de large et 1 m. 70 de long ; l'autre 0 m. 50 sur 1 m. 75.

(4) En guise de briques, on a beaucoup employé, dans la construction de ce fourneau, de larges tuiles dont on a fait disparaître les rebords saillants.

(5) Le mur de gauche mesure 0 m. 90 au-dessus du béton, tandis que celui de droite s'élève à 1 m. 15.

(6) Cette voûte a disparu, mais son amorce est encore très visible dans les murs *est* et *ouest*.

Une petite communication *i*, voûtée en briques sur 1 m. 10 de long et mesurant 0 m. 60 de largeur à la base avec 0 m. 85 de hauteur, sous clé (*fig. 8*), avait été ménagée dans le massif de maçonnerie de l'ouest, pour conduire la chaleur dans la salle G contiguë.

En déblayant cette dernière, dont le diamètre est de 5 m. 50, on a rencontré, à 1 m. 50 au-dessous du niveau actuel des murs, l'aire inférieure qui, formée d'un solide béton rougeâtre, repose sur un lit de gros moellons bruts. Le pavage, surélevé de 0 m. 70, a complètement disparu; et, dans le déblaiement de cette salle, on n'a rencontré ni piliers d'hypocauste, ni supports d'aucune sorte; rien, en un mot, qui puisse indiquer la nature de ce pavage et sur quoi il reposait. Seul son niveau reste indiqué par une petite rigole *j* (*fig. 9 et 10*), longue de 1 m. 20 et qui, destinée jadis à l'écoulement de l'eau, semble prouver que la salle circulaire G était ou une piscine chaude ou une étuve humide (?) (1).

Le mur intérieur était enduit, à sa base, d'un mortier rougeâtre qui recouvrait, dans une partie seulement du pourtour de la pièce, plusieurs rangées de tuyaux de chaleur placés horizontalement et bout à bout (*fig. 12*). Ne communiquant pas directement avec la voûte du foyer voisin et retrouvés pour la plupart remplis de mortier, ces tuyaux ne pouvaient, dans leur état actuel, conduire le calorique dans l'intérieur des murs (2); leur usage reste donc mystérieux,

(1) Ce conduit, ménagé dans la maçonnerie, mesure 0 m. 25 de largeur à chaque extrémité. Le fond, bétonné, a trois niveaux différents, comme des marches, qui se trouvent respectivement à 0 m. 25, 0 m. 30 et 0 m. 35 du haut des murs restants. Une pierre, légèrement concave (en forme de gargouille), se voit à l'extrémité extérieure en *j*.

(2) Même creux, le pouvaient-ils, étant donné que le courant eût été forcément interrompu par un certain nombre de tuyaux de chaleur, placés transversalement avec l'orifice affleurant la paroi du mur intérieur de la piscine.

si on ne voit pas dans ce mortier, irrégulièrement employé, le fait d'un travail postérieur.

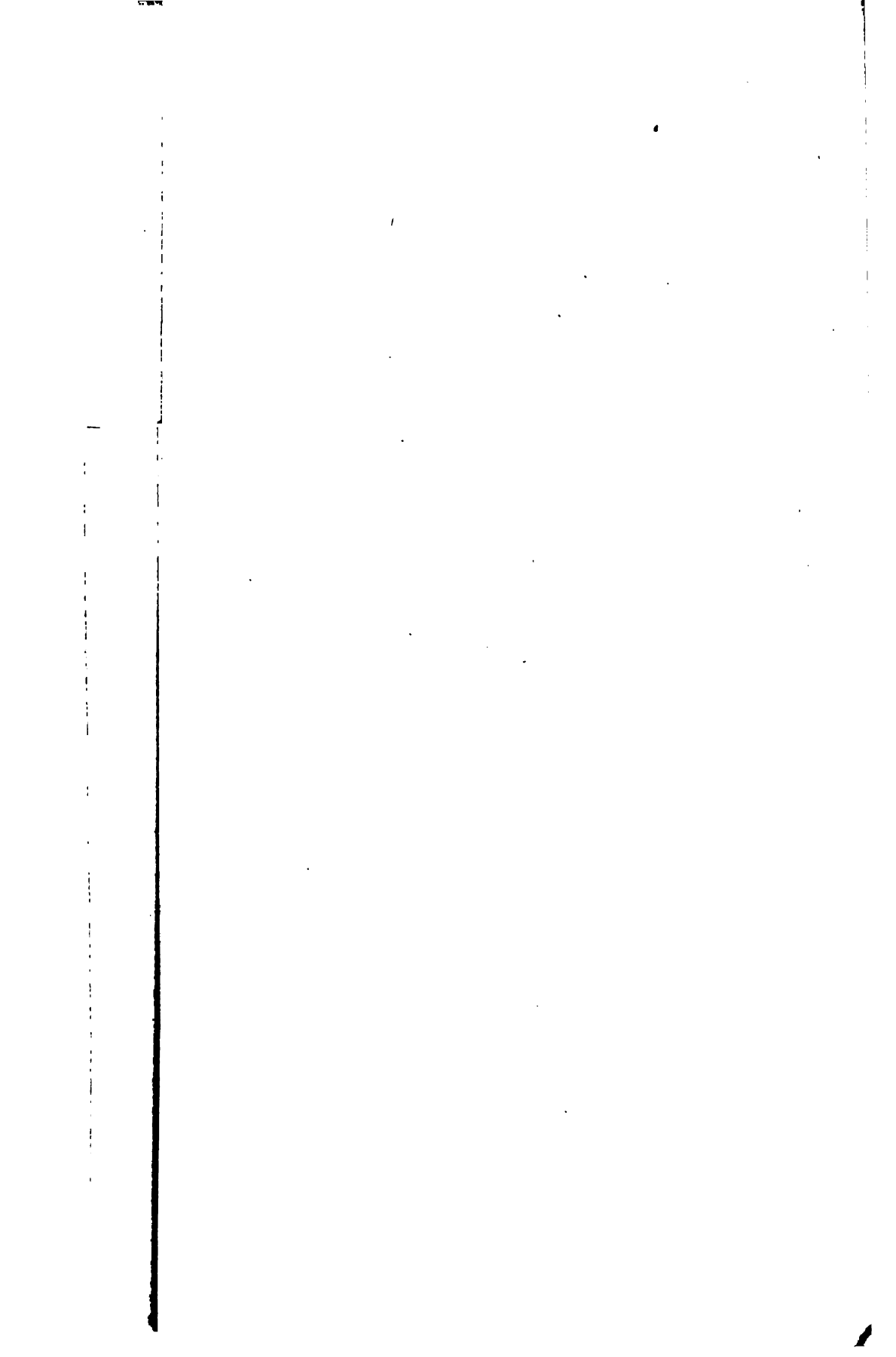
D'autres tuyaux, semblables de forme et de dimensions, étaient fixés verticalement au même mur intérieur ; superposés en divers endroits et notamment dans la partie *nord*, ils devaient activer le tirage ou servir au dégagement de la fumée (1) (*fig. 11 et 12*).

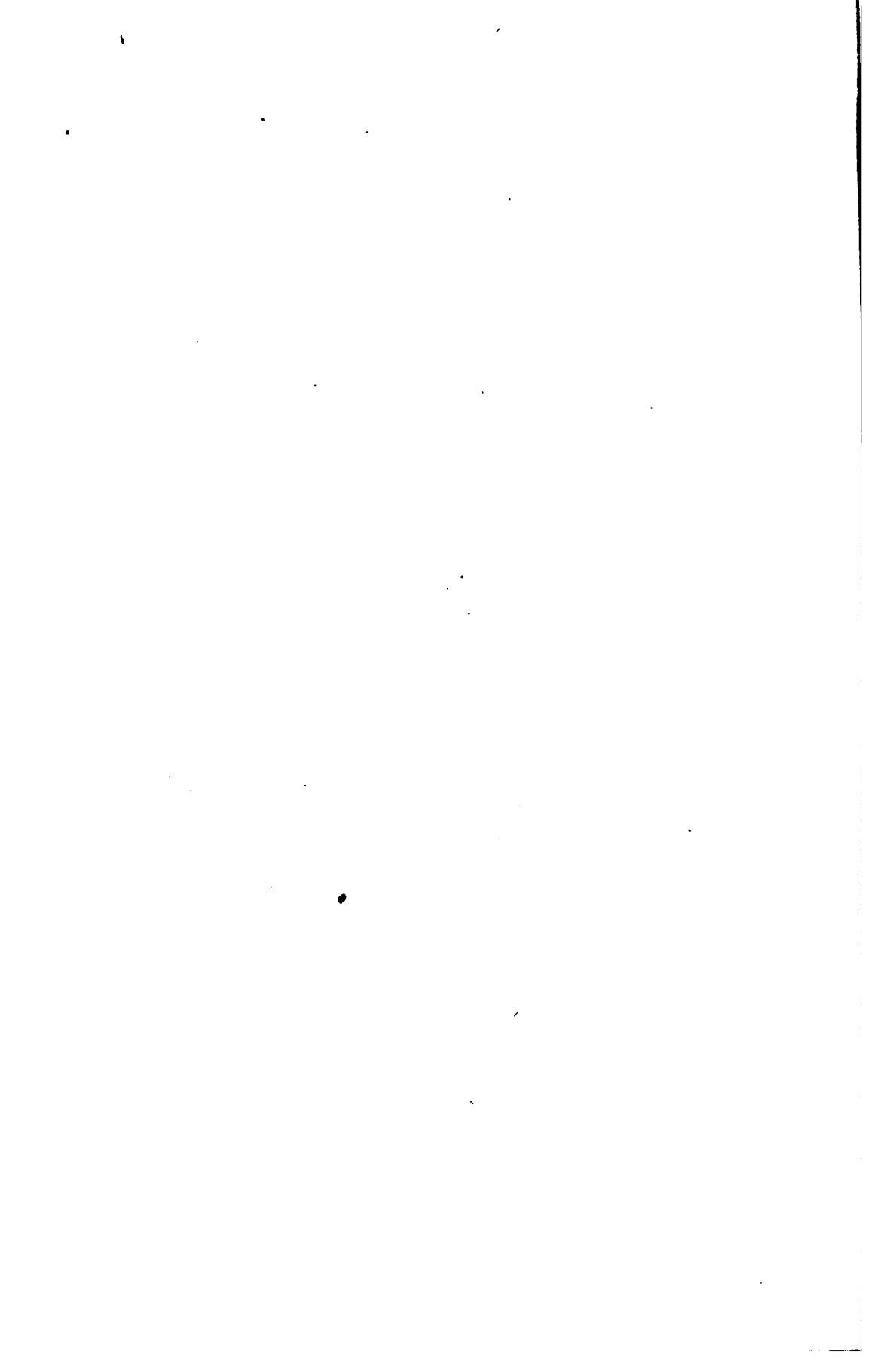
Une étroite ouverture *k*, ménagée dans le mur *nord* de la pièce circulaire chauffée, faisait communiquer directement cette dernière, au moyen de deux marches (2), avec une vaste salle I, de 15 m. sur 10 m. 50, qui dut, très vraisemblablement, constituer un *atrium*. Le pavage de cette salle, retrouvé à 0 m. 25 du niveau d'arasement actuel des murs, n'était point homogène, puisqu'avec d'épaisses dalles de marbre alternaient des parties en solide béton, bien uni et au même niveau. De larges plinthes, également en marbre, ornaient toute la base des murs (3) et les protégeaient d'autant mieux qu'elles étaient fixées sur deux couches de mortier rouge : l'une de 0 m. 03 d'épaisseur, accolée au mur et terminée à la base par un bourrelet de 0 m. 06 de largeur ; l'autre de 0 m. 10 d'épaisseur, formée de 3 blocs superposés (*fig. 13*).

(1) Ces divers tuyaux, horizontaux et verticaux, communiquèrent-ils primitivement entre eux ? On ne saurait l'avancer. Ce que l'on a remarqué, c'est que les tuyaux verticaux, superposés généralement par trois, non seulement adhéraient au mur avec un solide mortier, dans lequel est restée leur empreinte, mais ils étaient, en outre, fixés par de nombreux crampons en forme de T, dont les uns ont été retrouvés intacts dans le déblaiement, tandis que les autres, privés de leur tête (tombée avec les tuyaux), ont laissé leur pointe dans l'épaisseur du mur.

(2) Ces marches mesurent 0 m. 70 de long, 0 m. 25 de large et 0 m. 20 d'épaisseur : elles étaient enduites d'un mortier rouge revêtu de marbre blanc dont on a retrouvé des morceaux encore en place.

(3) Ces plinthes en marbre gris, de 0 m. 02 d'épaisseur, reposaient elles-mêmes sur un dallage de même nature, établi tout autour de cette vaste salle.





Dans ceux de l'est et de l'ouest, on a ménagé deux absidioles *l*, *m*, de 3 mètres de diamètre, qui se font face sans occuper le milieu de ces murs.

Celle de gauche, encore dallée de marbre, avait deux ouvertures dont le seuil est encore bien visible ; elle a dû contenir un réservoir d'eau (1). En effet, à l'angle gauche commence une rainure *n*, large de 0 m. 10 et profonde de 0 m. 05 ; tracée dans le béton, elle oblique deux fois avant d'aboutir au conduit *o* (2) (*fig. 14*), qui communique avec le grand collecteur *p*, ménagé sous le pavage de la salle I.

Au centre de cette dernière, se voit une belle piscine octogonale mesurant 7 mètres de largeur (soit 24 mètres de pourtour) et 1 mètre de profondeur. On y accédait au nord et au sud par deux escaliers en pierre, formés chacun de quatre marches, jadis revêtues de marbre (3) ainsi que le fond, les parois et les bords de la piscine qui portent, à leurs angles, des saillies décoratives (4).

Près de l'escalier du nord et au niveau du dallage inférieur commence le grand conduit *p* qui, contour-

(1) L'existence d'une baignoire en cet endroit semble devoir être écartée en raison des deux ouvertures qu'on y a percées. Il serait moins téméraire d'y placer une vasque avec fontaine. L'autre niche — auprès de laquelle n'existe aucune trace de rigole — aurait pu alors abriter une statue.

(2) Ce conduit vertical est formé de trois tuyaux de poterie rectangulaires, superposés et noyés dans l'épaisseur du pavage de la salle.

(3) Ces marches ont 1 mètre de long, 0 m. 30 de large et 0 m. 25 de hauteur ; on a retrouvé en partie les dalles de marbre, soigneusement encastrées, qui les recouvraient jadis.

(4) Aux angles de cette piscine étaient des dalles de marbre paraissant avoir supporté des colonnes de grès (autrefois recouvertes de stuc), ainsi qu'en témoigne une base (avec fût), rencontrée renversée sur un des coins dallés en marbre. — Ajoutons que, de l'avis de plusieurs géologues qui ont visité les fouilles, le marbre blanc, veiné de jaune, employé dans la villa de Champvert, proviendrait des environs d'Arleuf, en Morvan, tandis que le marbre gris aurait été extrait des importantes carrières de Champrobert, près Luz y (Nièvre).

nant plusieurs pièces des bains, emmenait à l'Aron le trop plein de la piscine ou servait à la vider.

De cet atrium I, on avait accès dans la salle J mesurant 6 m. 50 sur 11 m. 50, dont le béton est un peu surélevé et qui dut jadis recevoir une certaine décoration intérieure, à en juger par les peintures d'un rouge vif retrouvées à la base des murs. Cette pièce a dû être l'*apodyterium* où les baigneurs se déshabillaient ; elle était en communication à l'ouest par l'ouverture *q* (1), avec une vaste salle K, au béton grossier dont l'usage reste indéterminé ; au nord, au moyen d'un large escalier en grès (revêtu jadis de stuc) (2), avec un long couloir L, la reliant aux dépendances de la villa ; enfin, à l'est, avec une petite salle M, soigneusement bétonnée, qui avait conservé des traces de peinture à la base des murs et eût pu servir d'*elaethesium* ou salle des parfums (?)

Il nous reste maintenant à décrire les appartements qui avoisinent la cour de l'ouest ; et, pour l'intelligence du texte, nous commencerons par la petite pièce N (3).

Pénétrons, par la porte *r* ouverte au sud, dans ce petit réduit de 5 mètres sur 2 m. 50 qui a des murs d'épaisseur variable, et paraît être le *præfurnium*, où se tenait le chauffeur. On y voit l'orifice *s* légèrement cintré d'un foyer bâti en larges briques et dont la

(1) Près de cette ouverture est un petit mur d'angle *m*, dont on ne voit point l'utilité.

(2) Cet escalier, qui mesure 2 m. 50 de long, est formé de dalles de 0 m. 30 de largeur et 0 m. 20 d'épaisseur, et porte encore les traces du martelage destiné à faire adhérer le stuc dont il dut jadis être recouvert.

(3) Il nous a semblé, en effet, plus rationnel de commencer par le fourneau de l'hypocauste destiné à chauffer les différentes salles restant à décrire.

voûte a disparu (1) (*fig. 15*). Il débouchait dans une salle *o*, de 4 mètres sur 5 mètres, dont l'hypocauste est bien caractérisé par ses nombreux piliers formant chapiteau, retrouvés encore en place, à espaces réguliers et reposant sur un solide béton rencontré à 0 m. 50 du niveau actuel des murs (2).

Cette salle a dû certainement servir de *caldarium* : sa cave d'hypocauste est divisée en deux parties inégales par des massifs de maçonnerie (avec extrémités en briques), accolés aux murs et distants l'un de l'autre de 1 m. 30 pour le passage de la chaleur.

C'est probablement au-dessus de cette partie S de l'hypogée que se trouvaient les baignoires ; là aussi le courant de la chaleur se bifurquait pour pénétrer, par deux ouvertures cintrées *v*, *v'* de 0 m. 80 sous clef et de 0 m. 70 de large (3), sous les salles circulaires voisines Q et R, munies de très complets hypocaustes et décrites plus loin.

Au sud-ouest de la pièce O et au même niveau, s'ouvrait une niche demi-circulaire P, de 2 m. 50 de diamètre et pavée en béton. La paroi intérieure du mur était complètement revêtue de séries verticales, parallèles et contiguës, de tuyaux en terre cuite (*fig. 17*)

(1) Ces briques, qui mesurent 0 m. 42 de long, 0 m. 22 de large et 0 m. 02 d'épaisseur portent des stries courbes, destinées à faire adhérer le mortier (*fig. 16*).

(2) Les piliers sont généralement distants entre eux de 0 m. 35 et les lignes qu'ils forment espacées de 0 m. 40. Un certain nombre de ces piliers furent retrouvés en partie carbonisés ; d'autres avaient disparu sous un amas de cendres et de suie, ce qui semble indiquer un long usage ou un feu ardent de l'hypocauste. Quant aux moellons entrés dans la construction du soubassement des murs de la salle, ils ont également souffert beaucoup de la grande chaleur concentrée sous le pavage de la pièce.

(3) Chacune de ces deux voûtes se prolongeait par deux rangées de grandes briques entre lesquelles la chaleur arrivait dans les salles circulaires contiguës. (V. le plan.)

faisant conduits de chaleur (1); c'est sans doute le *laconicum* ou étuve chaude et un *labrum* devait en meubler le centre (2).

La petite salle R, qui est à l'est, mesure 5 m. 50 de diamètre; son aire inférieure, formée d'un solide béton rouge, a été rencontrée à 1 mètre au-dessous du niveau du mur (3). A ce dernier étaient intérieurement accolés trois massifs de 0 m. 70 de hauteur, en larges briques plates *u*, *x*, *x'*, destinés, avec de nombreux piliers en carreaux, à soutenir un pavage dont on n'a retrouvé aucune trace qui puisse en indiquer la nature (4).

Un large massif en moellons *u'* servait de contre-fort ou d'accès à un petit bassin, réservoir ou baignoire R' (*fig. 18*), mesurant 1 m. 20 de large, autant de longueur dans sa partie cintrée, et 0 m. 60 de profondeur. L'intérieur, fort soigné, était entièrement recouvert d'un calcaire rosé et poli, simulant le marbre; en y se voit une ouverture de 0 m. 10 de côté pour l'écoulement de l'eau (5).

Une seconde excavation T, de forme trapézoïdale, (sans pavage ni revêtement, mais ayant pu servir de réservoir à l'usage des baignoires placées en S), se

(1) Plusieurs de ces tuyaux étaient encore adhérents au mur lors du déblaiement.

(2) Dans ce cas, l'espace O compris entre le *laconicum* P et l'alveus (ou bassin d'eau chaude) S aurait pu être le *sudatorium* (?)

(3) Sur ce béton se voyaient encore les carreaux (en majeure partie carbonisés et enfouis dans la cendre) qui formaient les piliers de l'hypocauste, ce qui dénote, en cet endroit, une forte chaleur.

(4) En déblayant cette salle, on a trouvé, près de l'ouverture *o* (qui la fait communiquer avec l'atrium), de nombreux fragments d'ornementation en marbre blanc, veiné de jaune : corniches, panneaux à dessins réguliers avec moulures en relief (*fig. 28 à 35*). Ces débris semblent provenir de la décoration intérieure de l'absidiole et de l'atrium.

(5) En cet endroit, il existait probablement un petit conduit qui, passant sous le *præfurnium* N, allait déverser ses eaux dans le grand collecteur qui l'avoisine à l'ouest.

voit à l'angle *sud-ouest* de l'autre salle circulaire Q, plus vaste que la précédente et qui mérite d'être étudiée avec soin en raison des particularités qu'elle présente.

Elle mesure 9 mètres de diamètre et était également privée de son pavage ; mais tout porte à croire que ce dernier était en mosaïque blanche et noire, assez grossière, une grande quantité de cubes de ce genre ayant été retrouvés lors du déblaiement complet de cette salle.

Sur son aire inférieure, rencontrée au *nord* à 1 m. 20 et au *sud-ouest* à 0 m. 90 du niveau des murs, reposent trois massifs parallélipipédiques en moellons accolés au mur intérieur (*fig 19*) et placés en face de trois des cinq ouvertures d'accès qu'on y a ménagées.

Outre de nombreuses rangées de piliers en carreaux, dont quelques-uns sont ronds et les autres carrés (*fig 20*), mais tous élargis supérieurement en chapiteaux (1), on avait élevé sur le béton, et à peu près au milieu de la pièce, un mur grossièrement construit et légèrement cintré à ses deux extrémités (2).

C'est sur ces divers appuis que reposaient les grandes briques (*fig 21*) qui avaient soutenu le pavage de la salle. Un solide bourrelet en ciment existe à la base du mur intérieur qui fut retrouvé encore complètement enduit, jusqu'à une hauteur de 0 m. 70, d'un ciment rougeâtre très résistant (3).

(1) Ces piliers, hauts de 0 m. 60 et formés à la base de carreaux carrés de 0 m. 20 de côté, se terminaient par deux autres plus larges (0 m. 25 et 0 m. 30) débordant sur les autres en vue de diminuer la partie des grandes briques soutenant le pavage (*fig. 5*).

(2) La construction de ce mur, très grossière et irrégulière, ne ressemble en rien à celle des murs de la salle qui sont en petit appareil et très soignés. Il paraît avoir été construit postérieurement, afin d'augmenter le parcours de la chaleur, la surface de chauffe et, par conséquent, de mieux utiliser le calorique.

(3) A cette hauteur on remarque, dans le pourtour intérieur de la salle,

Dans la majeure partie du pourtour de cette salle Q, on a rencontré, à 1 m. 10 au-dessus de l'aire inférieure, et à une hauteur constante, quoique à des distances fort irrégulières (variant de 0 m. 55 à 1 m. 10), un certain nombre de trous de 0 m. 10 de côté (1). Carrés à l'orifice, mais arrondis aussitôt ensuite et diminuant peu à peu de diamètre pour se terminer presque en pointe, ils pénètrent la muraille à des profondeurs variables : certains sur $\frac{1}{3}$, d'autres sur $\frac{1}{4}$ de la largeur, un seul traversant le mur de part en part (fig. 24).

Il se peut que ces cavités, généralement surmontées d'un petit linteau en grès, aient reçu les supports d'une sorte de banc placé autour de cette pièce (fig. 25), probablement un *tepidarium* — qui communique au nord-est avec la salle J au moyen d'un couloir angulaire Z (2).

A gauche de ce dernier existe un corridor long de 7 m. 25 et large de 1 m. 30. Outre une saillie intérieure de 0 m. 10 à sa base, le mur nord porte, dans sa partie supérieure, un petit cintre c' et est en outre percé, à 0 m. 50 du niveau d'arasement des murs, de trous semblables à ceux qu'on vient de décrire. Au

une rainure continue. A ce niveau on a retrouvé également un certain nombre de crampons encore scellés au mur et ayant servi à y fixer des tuyaux de chaleur verticalement placés, dont on voit encore l'empreinte et qui purent servir également au dégagement de la fumée (fig. 24).

(1) Des trous semblables existaient probablement tout autour de cette salle, mais on n'a pu s'en rendre compte, le mur circulaire ayant été, dans sa partie sud et sud-ouest, arasé à un niveau inférieur à celui des trous. Et comme il en est de même dans le pourtour de la salle voisine R, on n'a pu savoir si de semblables trous y furent ménagés.

(2) Sous le béton de ce couloir, on a rencontré, à plus d'un mètre de profondeur, le grand collecteur, mais privé de sa couverture (briques ou dalles).

mur *sud*, on a accolé trois contreforts *m*, *m'*, *m''*, d'épaisseurs et de hauteurs différentes (1).

Le dernier, qui est le moins élevé, forme avec celui du mur nord, dont il est distant de 0 m. 40, les côtés du grand égout, qui traverse le corridor dans toute sa longueur. Rencontré à 2 m. 50 de profondeur, avec son aire bétonnée, il était privé de toute couverture et rempli de terre et de débris de toutes sortes (2). Il traverse ensuite le mur *n'* d'une petite pièce hémicirculaire *V* et, toujours découvert, la contourne à sa base pour se diriger ensuite vers le *sud*.

En déblayant ce conduit on a retiré en *g'* plusieurs gargouilles en grès du pays, dont une, absolument intacte, de 0 m. 90 de long, portait une rainure large de 0 m. 15 et profonde de 0 m. 07 (*fig. 25 et 26*). Dans la petite entaille *e'* de 0 m. 20 de longueur environ, qu'on a ménagée dans le mur extérieur de la salle *V*, on aurait pu placer une de ces gargouilles ; et celle-ci se trouvant ainsi au niveau de la cour voisine, pavée de larges dalles encore en place, aurait pu alors servir à l'écoulement des eaux pluviales (3).

Quand on connaît l'importance que les Romains attachaient aux moyens d'assainissement, on n'est point surpris, en effet, de les voir multiplier les égouts dans leurs constructions. Ce travail serait donc incomplet,

(1) L'usage de ces trous reste inexpliqué. Auraient-ils reçu des madriers sur lesquels aurait reposé un plancher mobile, dans le but de faciliter le nettoyage de l'égout qui, dans la traversée de ce long couloir, aurait été découvert ? Dans ce cas, le contrefort *m* du mur *sud* eût pu également servir à appuyer l'autre extrémité des madriers.

(2) Outre une grande quantité de tessons de poterie, on en a retiré de nombreux os d'animaux, notamment un crâne de mouton avec saillies osseuses des cornes et beaucoup de mâchoires encore pourvues de leurs dents.

(3) Cette hypothèse acquiert d'autant plus de vraisemblance qu'on a vu l'état des lieux aussitôt après le déblaiement de cette partie des bains de la villa.

si, après avoir étudié les pièces qui composent les bains, on négligeait de décrire dans son parcours le grand collecteur destiné à conduire à la rivière d'Aron toutes les eaux des thermes et de leurs dépendances.

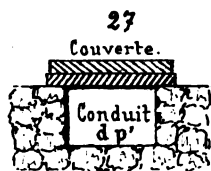
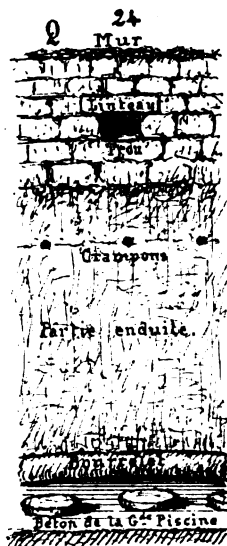
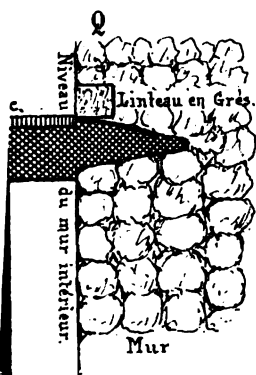
Cet égout, qui commence en *p*, à l'angle nord-ouest de la piscine octogonale, mesure alors 0 m. 25 de côté et 0 m. 30 de profondeur; son radier est en ciment, et ses parois en moellons supportent tout d'abord de larges briques formant couverture (1) (*fig. 27*). Puis cette dernière manque sous le passage angulaire *x* et dans toute la traversée des salles U et V; mais aussitôt après, en *d*, on a retrouvé le conduit recouvert de larges dalles en pierre, dont l'une, de 1 m. 60 sur 0 m. 60, avec ses gryphées arquées, indique qu'elle a été extraite des importantes carrières voisines, encore en pleine exploitation (2).

En raison de son enfouissement dans le sol, on dut renoncer à déblayer complètement cet égout pour le suivre sur tout son parcours; cependant quelques tranchées transversales, assez rapprochées et profondes de 1 m. 50 environ, apprirent nettement qu'après avoir d'abord suivi le sud, il incline à l'ouest pour revenir ensuite à l'est, avant de reprendre sa direction première.

On remarqua également que, malgré la continuité de sa couverture en dalles brutes, mais bien ajustées, reposant sur deux parements de moellons maçonnés et recouvertes d'une couche arénacée de 0 m. 10, ce

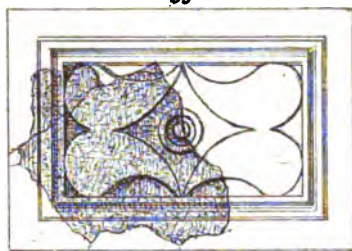
(1) Ces briques, qui mesurent 0 m. 32 sur 0 m. 21 et 0 m. 06 d'épaisseur, formaient trois rangs superposés et étaient reliées entre elles par un très résistant mortier rouge que le pic de l'ouvrier entamait difficilement.

(2) Une remarque constante a d'ailleurs été faite, c'est que toute la pierre à bâtir employée dans la construction de la villa provient des carrières voisines et le grès du village de Fonjudas, situé au nord et à deux kilomètres environ du champ fouillé.



J

Salle R.
33



NOTA: Les parties ombrées sont celles trouvées, les blanches celles reconstituées.

R 34



35 R



conduit était constamment obstrué d'une terre noireâtre mélangée de nombreux débris (1).

Il en était ainsi jusqu'au point *n'* où une particularité fut constatée : le côté *est* du collecteur mesurait 0 m. 80 d'épaisseur au lieu de 0 m. 50 et des grès taillés avaient remplacé les moellons. A cet endroit régnait, en outre, dans le mur un vide de 0 m. 15 qui paraît avoir servi de débouché à un petit égout secondaire formé de pierres sèches et destiné à assainir la partie de la cour pavée qui lui est contiguë (2).

Bientôt après, ce mur aboutissait à une ouverture rectangulaire *o'*, dont la largeur en œuvre est de 0 m. 60 et la hauteur 0 m. 70. Fermée dans sa partie supérieure par de larges dalles, inclinées en tous sens, ses pieds-droits étaient en moellons et le linteau qui la surmontait en grès du pays (3).

Le conduit se poursuivait ensuite entre deux murs parallèles supportant à l'est le pavage de la salle X ; il formait alors une voûte *v'* de 0 m. 60 de large avec 0 m. 80 de hauteur sous clef et son radier était dallé en grès (4). Puis, après avoir, sur une longueur de

(1) Un savant archéologue, que nous entretenions de ces fouilles au Congrès de 1898, nous donnait le conseil de passer au crible les terres retirées de ces égouts ; mais les faibles ressources affectées à ces recherches ne permirent point d'exécuter ce travail et il fallut se borner à retirer les principaux débris qui s'y trouvaient.

(2) Tout auprès en *p'*, on a recueilli une telle quantité de tessons de poteries de toutes sortes, qu'on est en droit de supposer que là furent jetés, pendant longtemps, tous les vases dont on ne faisait plus usage.

(3) Ces dalles inclinées auraient-elles servi à empêcher l'obstruction par les terres de la partie supérieure de l'aqueduc ? — Le linteau mesurait 0 m. 80 de long, 0 m. 30 de large et 0 m. 10 d'épaisseur.

(4) Cette voûte, avec son cintre assez irrégulier, fait de moellons sans mortier, reposait sur une saillie de 0 m. 05 d'épaisseur formée par les murs. Retrouvée intacte sur une longueur d'environ 2 mètres, on dut démolir en partie cette voûte pour nettoyer complètement l'égout en cet endroit.

3 m. 50 environ, suivi encore la direction nord-sud, l'égout tournait à angle droit vers l'*ouest*.

Là, on remarque, dans le mur *sud*, une ouverture cintrée de 0 m. 80 de haut sur 0 m. 60 de largeur à sa base. Celle-ci est faite de grès taillés, angulairement disposés et paraissant avoir servi d'accès à une voûte en pierres sèches *r*, assez informe d'ailleurs, qui se dessine dans le remblai voisin de la route (1).

Dans la partie W, qui va de l'*est* à l'*ouest*, le collecteur conserve sa largeur régulière (0 m. 60) et son radier, dallé en grès, est au même niveau, soit à 0 m. 80 de profondeur. Les murs, qui ont gardé le retrait sur lequel reposait autrefois la voûte, supportaient jadis, dans sa partie *sud*, le dallage en marbre blanc de la salle X.

Enfin, après un parcours de 4 m. 50, les eaux venaient butter contre un petit mur *m*, de 0 m. 50 d'épaisseur, accolé à celui d'une autre pièce trapézoïdale Y. Ce contrefort se terminait, à sa partie supérieure, par un petit glacis de 0 m. 20 sur champ et 0 m. 30 d'inclinaison, autrefois recouvert de marbre blanc, à en juger par les fragments restés en place (2).

A l'angle formé par ce glacis et le mur *sud*, on avait ménagé une ouverture carrée *o*, de 0 m. 60 de côté, avec linteau en grès de 0 m. 10 d'épaisseur, qui fut retrouvé encore surmonté de 0 m. 40 de maçonnerie en moellons de petit appareil. Cette ouverture, très solidement construite et en bon état de conservation,

(1) Tout semble indiquer un petit égout secondaire communiquant par cette ouverture avec le grand collecteur et y amenant les eaux d'une cour voisine, dont le pavage en arges pierres plates a été retrouvé sur divers points lors des tranchées faites en cet endroit du champ fouillé.

(2) Ce glacis permet de supposer que par là devaient arriver, pour omber en cascade dans l'égout principal, toutes les eaux recueillies dans la région, encore à peine explorée, qui se trouve à l'*ouest* du grand collecteur.

lors de sa découverte, a dû certainement servir à l'écoulement général des eaux vers l'Aron (1).

Il nous reste à dire un mot des trois salles qui avoisinent, en cet endroit, le grand collecteur. La plus petite X était dallée en marbre blanc ; sur son pavage, au milieu des cendres et de débris de constructions, attestant la destruction par le feu, on a recueilli trois petits bronzes : à l'effigie de Marc-Aurèle, de Valentinien et de Tétricus, ainsi que beaucoup de tessons de poterie, de formes et de nuances diverses. Trois d'entre eux portent ces marques : ALBINI, LIVGENI, ATREMNINI ; les deux premières sont sur des anses (l'une en terre blanchâtre, l'autre en poterie noire) ; la troisième est sur un fond de vase en poterie samienne. Il convient de mentionner aussi de nombreux fragments d'objets en bronze (dont une chaînette) à demi-fondus et très oxydés.

Les salles Y et Z n'avaient plus aucun pavage et la construction de leurs murs était peu soignée. A l'angle *sud-ouest* est l'amorce d'un mur, plus épais que ceux des salles et qui vient aboutir dans le talus de la route.

Là se bornèrent nos recherches sur ce point intéressant, où toute tentative nouvelle de fouilles resterait d'ailleurs infructueuse. En effet, la construction (à un niveau inférieur à celui du terrain fouillé) du canal du Nivernais et de la route de Decize, ont, depuis un demi-siècle, fait disparaître, dans le voisinage du conduit, toute trace des antiques substructions qui pouvaient alors exister en aval.

Quant à celles exhumées au nord de la colline, on n'a pu, en raison de leur faible niveau à peu près cons-

(1) Cette rivière est en face le champ fouillé, très peu éloignée de ce dernier, dont elle n'est séparée d'ailleurs que par la largeur de la route, un étroit jardin et le canal du Nivernais, soit environ 75 mètres.

tant et malgré les recherches faites et les nivellements exécutés en divers endroits, retrouver le canal d'adduction de l'eau, ce qui eût permis de faire une étude complète des travaux hydrauliques.

Néanmoins, telles qu'elles ont été retrouvées, ces ruines de trois foyers, de salles munies ou non d'hypocaustes, d'une piscine circulaire avec ses conduits compliqués, d'une autre polygonale, si riche en marbre et d'un travail si soigné, forment un ensemble complet et donnent une idée assez nette de l'importance des bains annexés à la luxueuse villa de Champvert (1).

G. GAUTHIER.

(1) Dans les déblais des bains, on a trouvé la partie inférieure d'une Vénus anadyomène en terre blanche, de Toulon-sur-Allier, ainsi que la valve postérieure d'une figurine de déesse-mère en même terre, de type très classique, représentant le dos du siège d'osier, les épaules et le cou ; la tête manque.

LA VIE MUNICIPALE A DAMPIERRE

Pendant la Révolution

1788-1795

CHAPITRE PREMIER

EXPOSÉ DE LA SITUATION DE LA COMMUNE DE DAMPIERRE A L'ÉPOQUE DE LA RÉVOLUTION

Avant la Révolution, la commune de Dampierre dépendait de la généralité d'Orléans et était rattachée au bureau intermédiaire de Gien. C'est seulement en 1790 qu'elle fit partie du district de Cosne. Quoique beaucoup plus rapprochée de cette ville, Dampierre n'entretenait avec elle que des relations très difficiles à cause de l'état des chemins rendus absolument impraticables par le défaut d'entretien ; ce n'était que fondrières où il ne fallait pas songer à s'aventurer en voiture. L'assemblée communale, le 7 septembre 1788, déclare qu'on est exposé à y perdre la vie et que les ponts ont été emportés par les eaux ; elle offre 100 livres pour faire des réparations et demande au bureau intermédiaire de Gien l'abandon d'une somme de 200 livres sur l'impôt des corvées. Des ressources aussi médiocres étaient insuffisantes et l'état des communications avec Cosne resta le même pendant de longues années.

Il paraît que les relations de Dampierre existaient plutôt avec l'Auxerrois ; car, dans une délibération du 8 septembre 1790, l'assemblée municipale demandait que cette commune fût rattachée administrativement au district de Saint-Fargeau et à Auxerre comme chef-lieu de département.

§ 1^{er}. — *Etat physique, administratif et économique de la commune.*

A ces divers points de vue, il s'est opéré dans la commune de Dampierre des changements importants qu'il est intéressant de constater. Il y a cent ans, son territoire était comme une vaste clairière au milieu des bois qui l'environnaient de toute part, sauf du côté du sud-ouest. Le ruisseau de Bouhy, qui, aujourd'hui, coule dans une belle prairie, formait à Lavallotte et à Dampierre deux étangs qui devaient donner à cette partie de la vallée un aspect différent.

Beaucoup de bois ont été défrichés depuis ; mais, quoique le sol soumis à la culture soit plus étendu, le pays, dans son ensemble, n'a pas notablement changé ; chaque champ conquis sur le bois est resté entouré de larges haies garnies de chênes et de charmes étêtés ; les chemins encaissés et recouverts par les arbres qui en garnissent les talus offrent des retraites ombreuses et la campagne, vue à distance, paraît un vaste bocage plein de fraîcheur pendant l'été.

Les champs mieux cultivés ont procuré aux habitants une aisance que leurs pères ne pouvaient même pas soupçonner et, à la place des chemins où, en 1788, on était exposé à perdre la vie, la génération actuelle dispose d'une vicinalité qui ne laisse aucun hameau sans voie de communication.

L'impôt foncier qui était accablant a subi des dégrèvements successifs et, s'il est encore beaucoup trop élevé, la situation cependant s'est améliorée. En effet, aux termes de la loi des 23 novembre et 1^{er} décembre 1790, le taux en était fixé au sixième du revenu net et il fallait encore y ajouter cinq sols par livre pour les dépenses départementales, ce qui, en définitive, constituait une charge totale de 20 0/0 du revenu. En 1792, le principal de l'impôt foncier à Dampierre était de 6.344 livres pour un revenu de 38.064 livres dont il prélevait, par conséquent, 16,66 0/0. En 1879, après l'évaluation nouvelle de la propriété foncière, le principal de l'impôt était de 4.185 fr. pour un revenu de 141.588 fr. ; il ne prélevait donc que 2,95 0/0 de ce revenu. Ainsi le principal de l'impôt a diminué de 2.159 fr., alors que le revenu net a presque quadruplé ; mais, au principal, on a adjoint des centimes généraux, départementaux et communaux qui, ensemble, font plus que le doubler dans la commune de Dampierre. En somme, cependant, la situation du contribuable s'est améliorée puisque la charge qu'il supporte, y compris les centimes additionnels, n'est que de 8 0/0 de son revenu, alors qu'en 1792 elle était de 16 0/0.

A cette époque, la municipalité ne trouvait pas de ressources dans l'impôt qui était tout entier absorbé par l'Etat et le département ; aussi ne pouvait-elle pas pourvoir à des dépenses de première utilité comme l'entretien des chemins, l'assistance, l'instruction primaire. Le budget de la commune, fait le 11 novembre 1792, ne s'élevait qu'à 314 livres ; il ne comprenait aucun crédit pour les chemins et l'assistance, et seulement 70 livres pour le maître d'école.

Voici, à un siècle de distance, deux budgets de la commune de Dampierre.

En 1792, les 314 livres du total se décomposent de la manière suivante :

Confection du rôle des impositions.	30 livres	
Loyer de la chambre où se tient l'assemblée, pour 1791.....	20	—
Loyer de la chambre où se tient l'assemblée, pour 1792.....	20	—
Appointements du greffier.....	36	—
Traitement du maître d'école.....	70	—
Au collecteur pour la perception de la contribution foncière (2 deniers par livres).....	66	— 1 sol 5 deniers
Au collecteur pour la perception de la contribution mobilière (même taux).....	28	— 7 sols 4 deniers
Papier pour la municipalité.....	20	—
Pour l'état des sections.....	24	—

En 1898, le budget des dépenses présente un total de 11.190 fr. dans lequel figurent les principales dépenses suivantes :

Pour le secrétaire de la mairie	350 ^f	»
Pour le receveur municipal.....	582	»
Pour le garde champêtre.....	600	»
Pour l'entretien des chemins de toute catégorie, y compris le salaire de deux cantonniers payés 400 fr. chacun.....	6.549	75
Pour l'assistance sous toutes ses formes.....	1.260	61
Enfin, les traitements de deux instituteurs et de deux institutrices, payés par l'Etat, s'élèvent au total de.....	4.500	»

Le 3 septembre 1793, il y eut un réveil de l'esprit communal, la municipalité décida, pour la première fois, que des taxes locales seraient imposées sur les rôles des contributions foncière et mobilière à raison

de 6 deniers par livre ; elle donnait en même temps un caractère dégressif à cet impôt en exonérant les contribuables dont les impositions ne dépassaient pas 10 sols.

Les salaires, en 1790, étaient à peu près de moitié moins élevés qu'aujourd'hui. On payait, pour la façon d'un arpent de vigne, 45 livres ; pour celle d'un arpent de terre, 15 à 16 livres ; la journée d'homme valait, quand on le nourrissait, 21 sols et quand on ne le nourrissait pas, 30 sols.

La population de la Puisaye et de Dampierre, en particulier, était très attachée à la religion des ancêtres ; à l'occasion d'une manifestation religieuse qui se produisit à Saint-Amand, le 18 décembre 1793, pendant la Terreur, des citoyens avaient sonné les cloches de l'église annonçant au procureur de la commune qu'ils voulaient que le curé dît la messe et les vêpres tous les dimanches et fêtes (1).

Ce n'était pas, d'ailleurs, un fait spécial à la Puisaye ; il se remarquait dans plusieurs parties de la France, où les pratiques religieuses étaient très suivies par la masse de la population. A Coulommiers, en juin 1793, la procession de la Fête-Dieu se fit avec une pompe et un déploiement extraordinaire. Les corps constitués, la municipalité y assistèrent. Quand les briseurs de croix vinrent travailler dans la ville, ils furent battus par les femmes d'une confrérie qui s'appelait les Saintes-Femmes (2).

A Dampierre, les pratiques religieuses étaient en grand honneur, le registre des délibérations du corps municipal en font foi ; on y lit, en effet, le 27 novembre 1789, qu'un adjoint qui vient d'être nommé *est un*

(1) M. MEUNIER, *La Nièvre pendant la Convention* tome II, page 75.

(2) *Lettres d'une mère*, épisode de la Terreur, par M. VICTOR DE MAROLLES.

honnête homme recevant les sacrements tous les ans et menant la vie d'un bon chrétien. On lit encore sur ce registre que le conseil, jusque dans le cours de l'année 1793, se réunit à l'issue de la messe paroissiale ou après vêpres. Le 16 mars 1793, en raison de la santé du curé et des exigences du temps pascal, le vicaire, l'abbé Boucly, est dispensé par les citoyens de la nécessité de subir les chances du sort pour le recrutement de l'armée ; le 15 septembre 1793, c'est-à-dire six semaines seulement avant l'abolition du culte catholique et l'établissement du culte de la Raison, le conseil décide la construction d'une nouvelle sacristie au sud de l'église.

La persévérance de ces sentiments jusqu'à la fin de 1793 est très remarquable, si l'on observe que la proscription des prêtres avait commencé dès 1792 et que, deux mois seulement après la manifestation du 18 décembre 1793 à Saint-Amand, 61 prêtres du département étaient déportés et conduits à Brest, où la plupart périrent de misère et de maladie.

On peut dire des gens de Dampierre, à cette époque, et, d'une façon générale, de tous les campagnards de la Nièvre, qu'ils étaient animés d'un véritable esprit conservateur. Ce qui n'empêche pas cependant que, par intimidation et aussi en obéissant à un sentiment instinctif de leurs intérêts matériels, ils soient entrés dans le mouvement des idées qui, alors, bouleversaient le vieil édifice social et politique et qu'ils en aient été, en définitive, les bénéficiaires. Ce résultat ne fut pleinement atteint et ne devint manifeste que dans le courant du siècle qui vient de finir ; il se caractérisa, dans la commune de Dampierre plus qu'ailleurs peut-être, par la diffusion de la propriété. Avant 1789, il y existait douze domaines : ceux des Prévosts (il y en avait deux), du Petit-Angelier et de la Métairie-Piot,

confisqués sur Jacques-Jean de La Bussière, condamné à mort et exécuté, mais qui furent rendus plus tard à sa veuve ; ceux du Bourg, des Cordes et des Paquiers, confisqués sur le baron de Bouhy, émigré, et qui furent vendus comme biens nationaux ; ceux du Poussin, de Margot, de Pépin, des Genêts, de Dominon. Cinq seulement existent encore aujourd'hui ; les sept autres ont été divisés par la vente en détail et sont passés dans les mains des cultivateurs. Aujourd'hui, les propriétés affermées ne sont qu'au nombre de trois ; presque tout le sol de la commune est possédé par ceux qui le cultivent et qui sont parvenus à une aisance manifestée par les signes ordinaires de la prospérité rurale : maisons mieux entretenues ; chez beaucoup d'habitants, voiture suspendue et cheval pour circuler sur les chemins en bon état qui sillonnent la commune dans toutes ses parties.

Cependant, si l'amélioration du sort matériel de la population est un fait incontestable, les idées nouvelles sont loin d'avoir eu une influence aussi heureuse sur son état moral ; les descendants des populations religieuses de la Puisaye ont presque complètement abandonné les pratiques du culte. Ce qui caractérise la situation actuelle, c'est l'indifférence et même, dans certaines localités, une tendance à l'hostilité.

La prospérité dont jouirent les gens de Dampierre, dans le siècle qui vient de finir, ne fut pas sans avoir quelques conséquences fâcheuses. A coup sûr, il est légitime, il est même louable qu'un homme cherche à améliorer son sort et poursuive, par le travail et l'économie, la conquête d'une plus grande somme de bien-être, mais il faut de la mesure en toutes choses et il est possible qu'elle ait été dépassée à Dampierre. Les habitants du pays sont connus pour leur esprit d'ordre et d'économie, la sobriété de leur vie journalière et

l'opiniâtreté avec laquelle ils travaillent à conserver et augmenter leur patrimoine : or, la dépopulation de la commune a été la conséquence de cet esprit de prévoyance poussé à l'excès. Il est vrai que la diminution de la population est un fait général en France, mais il est plus particulièrement inquiétant à Dampierre où il se caractérise par le nombre des électeurs comparé au chiffre de la population.

Le nombre des personnes âgées de moins de vingt-un ans était, en 1898, pour 100 habitants :

de 37 à Saint-Verain ;
de 35 à Saint-Amand et à Bitry ;
de 34 à Arquian ;
de 28 à Bouhy ;
de 24 à Dampierre.

Le phénomène de la dépopulation est donc énormément plus sensible à Dampierre que dans les autres communes du canton. Il faut aussi remarquer que Bouhy est, après Dampierre, la commune qui a le moins d'enfants et que ces deux communes sont celles où les habitants sont le plus aisés et où la presque totalité du sol appartient à ceux qui le cultivent.

Le chiffre de la population de Dampierre, qui était de 1.314 en 1836, s'est élevé graduellement à chaque période quinquennale pour arriver en 1866 à 1.530 habitants et, en 1876, à 1.532 ; à partir de cette époque, l'importance de la population a subi une décroissance régulière et rapide pour n'être plus que de 1.355 habitants en 1896 et de 1.306 en 1901. Comment faut-il expliquer ce phénomène ?

Sous la première influence du bien-être qui commença à se répandre dans les campagnes par suite de l'établissement des voies de communication, de meil-

leurs procédés de culture et de l'accession à la propriété d'un plus grand nombre de cultivateurs, les familles devinrent d'abord plus nombreuses. D'un autre côté, la culture étant plus prospère, les populations rurales n'étaient pas tentées de désertir la campagne. Plus tard, les conditions changèrent ; les grosses propriétés provenant des familles de La Bussière et de Mazin et qui avaient d'abord été acquises en bloc commencèrent, vers 1860, à se vendre en détail et à passer entre les mains des cultivateurs de la commune ; en 1880, le démembrement fut à peu près complet et, à ce moment, la population commença à décroître. C'est que le cultivateur qui a peiné pour conquérir une propriété d'une certaine importance a une préoccupation nouvelle que ne connaissait pas l'ouvrier rural ; ce bien qu'il a réuni parcelle par parcelle, il lui serait pénible de le voir dispersé et il en évite l'inconvénient en n'ayant qu'un seul enfant.

Une autre cause de dépopulation ajoute encore ses effets à celle qui vient d'être signalée : des circonstances économiques nouvelles amenant l'avilissement du prix des produits du sol, la culture cessa d'être aussi rémunératrice et les nouvelles générations n'eurent plus qu'une pensée, quitter la campagne pour aller à la ville chercher un travail moins pénible et mieux rétribué.

La population de Dampierre a été remarquablement calme pendant toute la période révolutionnaire ; elle n'a subi que très indirectement l'influence des passions qui ont agité la France à cette époque. On ne remarque à aucun moment, dans la vie publique de cette commune, le mouvement de revendications haineuses qui poussait presque partout les paysans contre le château ; on n'y vit pas la demeure du

seigneur envahie tumultueusement par la foule ; on n'y vit pas les visites domiciliaires continuées par le pillage et terminées par l'incendie et l'assassinat, comme cela se produisit si souvent dans d'autres parties de la France.

La commune fournit cependant à l'échafaud révolutionnaire un large contingent d'innocentes victimes, puisque trois femmes et un vieillard furent arrêtés, envoyés à Paris et exécutés le 10 mai 1794 ; mais il ne serait pas juste d'en rendre responsables les habitants ; ces violences furent le fait des comités de Cosne et de Nevers, ainsi que des commissaires de la Convention. La municipalité fit, au contraire, tout ce qui pouvait se tenter à une pareille époque pour empêcher la cruelle iniquité qui fut commise. Elle essaya encore d'intervenir en faveur du curé quand il fut arrêté, mais les conseillers municipaux n'étaient que des braves gens et non pas des héros ; si leur action manqua d'énergie, ils manifestèrent tout au moins leur réprobation dans un temps où la terreur, employée comme un moyen de gouvernement, opérait son action déprimante sur les caractères des hommes politiques.

C'est pourquoi il est intéressant de suivre, dans les délibérations du corps municipal de Dampierre, l'état d'esprit d'une population paisible, mêlée à des événements tragiques, poussée par les agents du district et du département à entrer dans la voie révolutionnaire et se prêtant, sans se passionner elle-même, aux mesures violentes que la passion jacobine commandait. Il y eut cependant deux personnalités qui subirent davantage l'influence des comités révolutionnaires et qui leur servirent d'intermédiaires auprès de la municipalité ; mais l'action de ceux-là aussi fut relativement modérée.

§ 2. — *Le Curé de Dampierre.*

Le personnage qui joua le rôle le plus important dans les événements de ce temps fut le curé, l'abbé Taillandier, chanoine régulier de l'ordre des Prémontrés, qui était installé seulement depuis 1787. Ses paroissiens le désignèrent dès le commencement pour participer à l'administration de la commune. Il exerça son ministère paroissial et remplit en même temps ses fonctions d'officier municipal jusqu'au 5 vendémiaire an II (26 septembre 1793), c'est-à-dire jusqu'à la veille du jour où la Convention décréta l'abolition du culte catholique.

Il était animé des meilleures intentions. Acquis aux idées nouvelles, il s'était flatté de diriger le mouvement qu'il ne croyait pas devoir aller aussi loin. Il n'avait pas prévu par quelles voies révolutionnaires il faudrait passer pour arriver à la réalisation de ces projets de grandes réformes politiques et sociales qui agitaient alors le monde. Dès les premiers jours, il fut déconcerté par les événements et se trouva entraîné par le courant. Cependant ce n'était pas un mauvais prêtre ; il réussit peut être à ne pas prêter le serment constitutionnel, la chose est incertaine, mais il n'est pas douteux qu'il essaya d'échapper à cette obligation. Il ne trouva pas dans son caractère assez de force pour soutenir le rôle qu'il s'était attribué ; après avoir capitulé dans bien des circonstances, il fallut, pour lui donner l'énergie nécessaire à la résistance, que les autorités révolutionnaires voulussent prendre les cloches de son église. Il fut arrêté à cette occasion, puis relâché peu de temps après et se hâta d'en profiter pour disparaître. Il resta caché pendant toute

la Terreur et on ne le vit reparaitre que le 1^{er} brumaire an IV (22 octobre 1795) pour faire, sans que personne la lui eut demandée, une déclaration extraordinaire consignée en ces termes sur le registre des délibérations : *Je reconnais que l'universalité des citoyens français est le souverain et je promets soumission et obéissance aux lois de la République.*

Il eut bien encore, en 1797, une velléité de se mêler à la vie municipale et s'attira de nouvelles tribulations après le coup d'Etat du 18 fructidor. Il finit enfin par rentrer dans le calme et se voua exclusivement à l'exercice de son ministère ; on l'y retrouve en 1804. C'est le 3 juin de cette année-là qu'on voit, pour la dernière fois, sa signature sur le registre de la fabrique. Il signa encore jusqu'au 23 mai 1805 les actes du registre des baptêmes, mariages et sépultures ; mais, à partir du 4 juin jusqu'au 9 octobre, c'est l'abbé Joye, curé de Bitry, qui le remplace en mentionnant l'absence de *Monsieur Taillandier*, sans autre explication. Le nouveau curé, l'abbé Moirand, entra en fonctions dans ce mois d'octobre.

Qu'était devenu l'abbé Taillandier ? Les documents conservés à la mairie et au presbytère n'en disent rien. Il avait cinquante-six ans en 1805, au moment où il disparaît. La suite des événements, dont la commune de Dampierre fut le théâtre, mettra mieux en relief cette personnalité ; mais avant d'en commencer le récit, il est nécessaire de dire un mot du seigneur du lieu.

§ 3. — *Les familles de Mazin et de La Bussière.*

Au moment où s'ouvrait la période révolutionnaire, le château de Dampierre était habité par la dame Florence de Valory, fille du marquis de Valory, et

veuve de François-Etienne de Mazin, baron de Bouhy, mort en 1786.

La famille de Mazin (1) était originaire du Piémont ; elle s'était attachée au service de François I^{er} et vint s'établir en France où elle obtint des lettres de natu-

(1) GÉNÉALOGIE DE LA FAMILLE DE MAZINS

Originaire du Piémont.

I

LOUIS, comte de Valperga et de Mazins, épousa Marguerite de Luyrieux, dont :

II

FRANÇOIS, s'attacha au service de François I^{er} et vint s'établir en France, où il obtint du roi, en 1541, des lettres de naturalité. Il se fixa à Grasse, en Provence, où il mourut en 1547.

Il avait épousé Honorade de Tausenco, dont :

III

AUBERTIN, capitaine de Grasse pour le roi, tué le 1^{er} mars 1589, dans un combat contre les huguenots, inhumé en la cathédrale de Grasse.

Il avait épousé, par contrat du 10 juillet 1568, Marthe Dalmas, dont :

IV

CHRISTOPHE, viguier et capitaine de Grasse pour le roi en 1597. Il testa en 1625 et épousa, par contrat du 27 novembre 1591, Hippolyte de Millot, dont :

V

HENRI de Mazins, seigneur de La Bartrie et Mailloc, en Albigeois, épousa, par contrat du 2 janvier 1632, Marguerite Thomas. Il mourut le 20 juin 1646, et eut pour fils :

VI

GUILLAUME de Mazins, seigneur de La Bartrie, Mailloc, Beuarde, puis Bouhy, Dampierre, Sainpuits, Châtel-Gérard. Sarry, Soulangy, Arquian, Villiers-les-Hauts, en 1701 et 1706 (DE SORNAY, *Epigraphie héraldique du Nivernais*, p. 200 ; Archives de la fabrique de Bouhy). Il était né le 3 décembre 1645, et mourut à Arquian le 8 septembre 1730. Il épousa, par contrat du 22 mai 1695, Marguerite Le Bret, fille d'Etienne Le Bret, conseiller secrétaire du roi. Ils eurent :

1^o Jean-Guillaume de Mazins, seigneur de Mailloc, Beuarde et Arquian, dit le comte d'Arquian, né le 10 mars 1696, mort le 6 octobre 1772, à Paris. Fit ses preuves pour être reçu chevalier de l'ordre de Saint-Lazare et de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, le 22 janvier 1725. Epousa : 1^o Suzanne-

ralité en 1541. Elle était représentée en 1788 par Augustin-Jean-Baptiste de Mazin, né en 1759 ; il servait comme chef d'escadron au régiment d'Artois et était chevalier de Saint-Louis quand il émigra en

Perrette Fizamen ; 2^e Charlotte-Elisabeth Boël de Saint-Léger. L'une de ses cinq filles épousa un de Béchon et lui apporta la seigneurie d'Arquian.

2^e Joseph de Mazins, chanoine de Pontoise, mort à Arquian le 1^{er} juillet 1759.

3^e François-Etienne, qui suit.

VII

FRANÇOIS-ETIENNE de Mazins, né à Arquian le 7 septembre 1702, baron de Bouhy, seigneur de Mailloc, Beauval, Cosme, Dampierre, Cesseigne, Sainpuits en partie ; mort à Fontfaye le 10 février 1786. Acquit, le 11 août 1760, de Charles-Louis-Jean-Baptiste de Parisot, chevalier de Saint-Louis, commandant de bataillon au régiment de Montrevel-Infanterie, et de dame Catherine-Louise Pinard du Coudray, son épouse, « étant de présent logés à Cosne, chez M. de Bouy », agissant tant en leur nom qu'en celui de Daniel-Pierre Bézard des Vouves, écuyer, conseiller du roi, commissaire provincial des guerres, et de dame Marie-Angélique Pinard, son épouse, quatre domaines ou métairies en roture, appartenant auxdites dames, comme héritières de feu Joachim Pinard, leur père, situées à Dampierre, diocèse d'Auxerre ; le premier, appelé le domaine d'Enbas, dans le bourg de Dampierre ; le deuxième, appelé le domaine de Dominon, situé au-dessus dudit bourg ; le troisième, appelé le domaine des Cordes, et le quatrième, le domaine des Pâques (Archives de la Nièvre, E). Il épousa, le 20 décembre 1751, Marie-Florence de Valory, fille de Guy-Louis, marquis de Valory, lieutenant général. Elle habitait à Dampierre, où elle fut arrêtée en 1793 ; emprisonnée à Nevers, puis à Paris, condamnée par le tribunal révolutionnaire et guillotinée le 10 mai 1794. Ils avaient eu :

VIII

AUGUSTIN-JEAN-BAPTISTE de Mazins, baron de Bouhy, seigneur de Dampierre, Sainpuits en partie, Villevaux, en 1789 ; né à Cosne le 4 août 1759. Page de la petite écurie, puis capitaine au régiment d'Artois-Dragons, chef d'escadron en 1791, chevalier de Saint-Louis. Il émigra et ses biens furent vendus nationalement. Rentré en France, il se fixa au château de Saint-Phal, près Troyes, et mourut à Fontainebleau le 9 septembre 1834. Il épousa, en 1789, Geneviève-Adélaïde Corps, fille de Jacques-Armand Corps, conseiller au Grand Conseil et au Parlement, et en eut plusieurs enfants dont la descendance existe encore.

(Généalogie communiquée par M. Arthur de Vathaire de Guerchy, complétée par quelques notes tirées des Archives de la Nièvre, et par les quelques actes des registres paroissiaux d'Arquian et de Cosne).

1791 ; il était, à cette époque, marié depuis deux ans avec Geneviève-Adélaïde Corps, fille de Jean-Armand Corps, conseiller au Grand Conseil et au Parlement.

Cette famille de Mazin possédait, sur le territoire de la commune de Dampierre trois domaines acquis depuis 1760 des héritiers de Joachim Pinard. Ces domaines du Bourg, des Cordes et des Paquiers avaient une étendue totale de 400 arpents environ, y compris les bois qui en dépendaient ; ils étaient affermés pour neuf ans, du 16 mars 1791 au 16 mars 1800, aux sieurs Delarue et Guillet, moyennant le prix annuel de 2 000 livres. Aujourd'hui, ils auraient une valeur locative de 10.000 fr. environ. Un autre domaine, celui de Dominon, acquis aussi en 1760 par le baron de Bouhy, avait été vendu et n'était plus dans le patrimoine de la famille de Mazin quand son chef émigra.

Telle était, paraît-il, la totalité de la fortune territoriale du baron de Bouhy ; car, dans l'état qu'elle a dressé des biens confisqués sur les émigrés et les condamnés du tribunal révolutionnaire, l'administration de l'enregistrement n'en a pas mentionné d'autres au nom de la famille de Mazin. Il en résulte que cette famille était bien déchue de la position qu'elle avait occupée dans le courant du XVIII^e siècle, quand elle possédait les seigneuries de Bouhy, Maillac, Beauval, Arquian, Cosme, Dampierre, Cesseigne, Sainpuits. Ce qui montre encore la gêne qui régnait dans cette maison, c'est le tableau présenté par la description du mobilier trouvé dans le château lors de la perquisition qui y fut faite les 24 juillet 1791 et 8 avril 1793. Le château lui-même n'était qu'une assez modeste habitation.

Il en était pour le baron de Bouhy comme pour la plupart des membres de la noblesse de province. Le service du roi était ruineux pour eux ; tandis que toutes

les faveurs étaient réservées à la noblesse de cour, ils devaient dépenser au delà de leurs ressources et entamer leur patrimoine pour faire figure honorable dans leurs régiments ; ils rentraient ensuite avec la croix de Saint-Louis dans leurs châteaux, où ils trouvaient une existence médiocre avec une fortune diminuée que l'abolition des privilèges et des rentes féodales vint restreindre encore davantage.

La baronne de Bouhy, restée seule au château de Dampierre après l'émigration de son fils, fut arrêtée le 30 avril 1793 et exécutée à Paris, le 10 mai 1794, en même temps que Jacques-Jean de La Bussière, Lucie Thomassine du Verne et Jeanne de Dreuille, femme de Gabriel de Lichy.

Les biens de la famille de Mazin furent vendus nationalement ; une partie des terres et le château furent acquis par le sieur Bureau et, par le mariage de sa fille Edmée, passèrent dans la famille Gillois. A sa rentrée d'émigration, le baron de Bouhy ne revint pas à Dampierre où il n'avait plus d'intérêts ; il se fixa au château de Saint-Phal, près de Troyes, et mourut à Fontainebleau le 9 septembre 1834, laissant une descendance qui doit encore exister aujourd'hui.

Une autre famille noble habitait aussi la commune au château d'Angelier. Elle se composait de Jacques-Jean de La Bussière (1), ancien capitaine au régiment d'Auvergne, de sa femme Victoire Damoiseau, du père et du frère de celle-ci. On a, de M^{me} de La Bussière, un signalement qui en trace un portrait frappant ; il a été fait le 20 juillet 1795, quand elle demanda à la municipalité de Dampierre une attestation de sa résidence depuis le 9 mai 1792. Elle avait quarante-quatre

(1) Pour la famille de La Bussière, voir de Villenaut, *Nobiliaire du Nivernois*, p. 402.

ans, taille quatre pieds huit pouces, cheveux et sourcils châtain clair, yeux bleus, nez moyen, pointu et retroussé, bouche moyenne, menton pointu, visage ovale et maigre, front élevé.

Le châtelain d'Angelier possédait les deux domaines des Prévosts, ceux d'Angelier et de la Métairie-Piot, le moulin Berger etc. C'est seulement le 15 octobre 1786 que la famille de La Bussière obtint du conseil de fabrique, avec le consentement du baron de Bouhy, la permission d'établir, à ses frais, un banc occupant l'arcade du chœur de l'église, du côté de la chapelle de la sainte Vierge, à la condition qu'il serait semblable au banc que le seigneur de Dampierre avait de l'autre côté du chœur. La famille de La Bussière n'en jouit pas longtemps, car, le 26 décembre 1791, le conseil de fabrique, d'accord avec la municipalité, décida de faire faire des stalles à la place des bancs établis de chaque côté du chœur.

Les propriétés de Jacques-Jean de La Bussière furent confisquées après sa condamnation par le tribunal révolutionnaire; celles qui n'avaient pas été vendues furent rendues plus tard à sa veuve sur l'attestation produite à la municipalité le 21 juillet 1795, que la dame de La Bussière et son frère, le sieur Damoiseau, avaient résidé presque continuellement à Angelier, le frère depuis le 9 mai 1792 jusqu'au 24 novembre 1793, la sœur depuis le 9 mai 1792 jusqu'au 25 mars 1794 et depuis le 11 janvier 1795 jusqu'au 20 juillet de la même année.

CHAPITRE II

LA MUNICIPALITÉ ET SES FONCTIONS DIVERSES

La municipalité de Dampierre se signala, comme beaucoup d'autres, sans doute, par sa docilité à suivre l'impulsion qui lui vint du district et du département. Il faut, cependant, s'étonner qu'une assemblée de paysans sans instruction, et dont la plupart étaient absolument illettrés, ait pu, même dans cet état de dépendance, pourvoir à tous les détails d'une administration très compliquée et maintenir un ordre relatif dans des temps si troublés. Son action, en effet, s'étendait à un grand nombre d'objets divers en dehors de la gestion des intérêts communaux : elle réquisitionnait les subsistances pour les armées et pour l'approvisionnement des marchés, et réglementait la distribution des produits du sol en restreignant, pour les propriétaires, le droit de disposer de leurs choses ; elle s'occupait de la perception des contributions, de l'instruction primaire, du recrutement ; elle rendait la justice, statuant au civil aussi bien que pour la répression des contraventions et même des délits.

§ 1^{er}. — *Réquisition des subsistances.*

A l'époque de la Convention, la disette existe presque à l'état normal dans toute la France. Même quand les récoltes furent suffisantes, les marchés n'étaient pas toujours bien pourvus. Plusieurs causes concouraient à cette rarefaction des denrées en intimidant ceux qui les détenaient. Ceux-ci pouvaient craindre pour leurs biens ou pour leur vie en apportant des quantités de

céréales quelque peu considérables sur les marchés. Des faits retentissants légitimaient ces craintes : ainsi l'émeute et le pillage qui ensanglantèrent plusieurs marchés et notamment celui de Saint-Pierre-le-Moutier, en 1789 ; ainsi, la fureur populaire déchaînée à Cosne, le 2 mars 1793, contre M. Rameau de Montbenoit, accusé d'accaparement, et qui faillit être massacré parce qu'il avait fait sortir de ses greniers et charger sur ses voitures une certaine quantité de blé.

Les gouvernants, d'ailleurs, coopéraient à cette intimidation des cultivateurs. Le 6 septembre 1789, mention est faite, sur le registre des délibérations, des décrets rendus le 10 août précédent pour *s'opposer aux entreprises des ennemis de la Nation qui, ayant perdu l'espoir d'empêcher, par la violence du despotisme, la régénération publique et l'établissement de la liberté, paraissent avoir conçu le projet criminel de ramener au même but par la voie du désordre et de l'anarchie; qu'entre autres moyens, ils ont, à la même date, et presque le même jour, fait semer de fausses nouvelles dans différentes provinces du royaume; qu'en annonçant des incursions et des brigandages qui n'existaient pas, ils ont donné lieu à des excès et à des crimes qui attaquent également les biens et les personnes et qui, troublant l'ordre de la société, méritent les peines les plus sévères; que ces hommes ont poussé l'audace jusqu'à répandre de faux ordres et même de faux édits du Roi qui ont armé une partie de la Nation contre l'autre et à couvrir ainsi du nom de Sa Majesté des forfaits inouïs dans le moment où l'Assemblée nationale portait les décrets les plus favorables aux intérêts du peuple.*

L'Assemblée nationale ajoutait encore, dans le préambule de son décret, que, *dans l'effervescence générale, les propriétés les plus sacrées et les mois-*

sons mêmes, seul espoir du peuple dans ce temps de disette, n'ont pas été respectées. Il était prescrit de donner la plus grande publicité à ce décret qui, cependant, devait avoir pour conséquence, en inquiétant les populations, sur cette question vitale de l'alimentation, de faire naître les désordres qu'il prétendait réprimer.

Plus tard, Fouché, commissaire de la Convention dans la Nièvre, proclamait que *des rebelles font de criminels efforts pour allumer le désespoir dans l'âme des citoyens, en accaparant les subsistances.*

Si l'on ajoute à ces causes de troubles la dépréciation de l'assignat, l'établissement d'un prix maximum des marchandises (29 septembre 1793) et l'inquiétude des pauvres cultivateurs mis entre ces deux alternatives : de passer pour suspects (et l'on sait ce qu'il en coûtait) s'ils veulent exiger de leurs denrées un prix équitable, ou de vendre à perte s'ils acceptent d'être payés en assignats au prix du maximum, on comprend facilement que les subsistances se fissent rares, et que l'un des soucis les plus absorbants des administrateurs de cette époque ait été de pourvoir à l'alimentation publique.

A Dampierre, comme dans toutes les municipalités, ce n'est pas seulement des besoins de la localité qu'il faut se préoccuper, il faut répondre aux réquisitions du département et du district pour l'approvisionnement des armées et même d'autres localités de la région. La municipalité de Saint-Amand réquisitionna aussi pour approvisionner son marché.

C'est d'abord le directoire du département qui, le 21 avril 1793, demande des renseignements sur l'état des subsistances de la commune.

Deux mois plus tard, le 14 juin, c'est la ville de Saint-Amand qui fait la même demande. La municipalité de Dampierre arrête qu'il sera fait une visite

chez tous les habitants de la commune pour connaître ceux qui ont plus que leur approvisionnement en grains et enjoindre à ceux-ci de les conduire au marché de Saint-Amand. Le résultat de cette recherche parut peut-être inquiétant car, deux jours après, le conseil déclare qu'on est à la veille d'une famine désastreuse, que le peuple menace de se soulever et de se porter à des extrémités fâcheuses, qu'il n'y a presque plus de blé. Pour parer à ce danger, il arrête qu'on prendra 200 boisseaux d'avoine chez le citoyen Roussel ; qu'on prendra dans tous les greniers tout ce qu'il y aura de blé et d'orge et qu'on en fera de la mouture qui sera déposée dans le grenier de Compin et délivrée aux habitants sur certificat de la municipalité. En outre celle-ci, afin de pourvoir aux premiers besoins, commet le citoyen Quieffin pour aller acheter de la farine. Un certain nombre de citoyens avancent l'argent nécessaire : le curé, 300 livres ; J. Prêtre, 200 livres ; Foutrier et Jean Gaudin, chacun 100 livres ; Jean Laurent, 50 livres, etc... On réunit ainsi une somme de 1.250 livres.

Quinze jours ne se sont pas écoulés que le citoyen Mallet, administrateur du district de Cosne, intervient à son tour en exécution de la mission qui lui a été donnée par le conseil du district ; il requiert la municipalité de faire des visites domiciliaires pour s'assurer de la quantité de grains qui existe dans la commune et d'en dresser un état qui sera envoyé au district et au département. La municipalité s'exécute, et il est constaté par le commissaire Trottier, désigné à cet effet, que les approvisionnements de la commune ne consistent qu'en 105 boisseaux de blé, 198 d'orge, 182 de mouture, 850 de seigle, 123 d'avoine ; au total 1.458 boisseaux de tous grains, c'est-à-dire une quantité insuffisante pour assurer la subsistance de la

commune. Aussi dès que cette constatation est faite, la municipalité de Dampierre, considérant qu'il faut 700 boisseaux par semaine pour la nourriture des habitants; qu'il n'y en a que 1.458; arrête qu'il sera envoyé un exprès à Cosne pour faire part au district de la situation, et lui demander qu'il procure à la commune 1.000 boisseaux de grains.

Il est vraisemblable que les ressources de Dampierre étaient plus importantes que celles constatées par Trottier, car les mesures arbitraires prises relativement aux subsistances avaient partout pour effet immanquable de les faire disparaître et de créer ou d'augmenter la pénurie à laquelle on voulait obvier. Il est même probable que le commissaire, partageant le sentiment des gens de sa commune, avait fermé les yeux sur les dissimulations. Il est permis de penser aussi qu'on avait exagéré les besoins de la consommation locale en les fixant à 100 boisseaux par jour, ce qui devait produire environ 1.800 kilos de pain, chiffre beaucoup trop élevé pour une population qui ne devait guère dépasser 1.200 habitants; mais la municipalité avait ainsi exagéré pour ne pas laisser les produits du sol s'en aller au dehors par la réquisition.

La crainte de la disette devient une obsession : à peine la récolte de 1793 est-elle faite que la municipalité s'inquiète d'en savoir l'importance, et se préoccupe des moyens de la conserver dans la commune; le 15 septembre le conseil nomme une commission de trois membres pour faire le recensement des grains de la nouvelle récolte; il décide ensuite l'établissement d'un marché le jeudi de chaque semaine, en invoquant les motifs suivants :

Les gens de Dampierre n'avaient de blé à Saint-Amand que quand tout le monde était pourvu, quoiqu'il soit constant que leur commune fournit beaucoup

à ce marché. Il y aurait un grand avantage dans l'existence à Dampierre d'un marché pour la délivrance du blé aux habitants du pays, vu que la municipalité connaissant ce qu'il faut de grains à chaque famille pour sa consommation n'en délivrerait qu'à ceux qui en auraient besoin et autant qu'il leur en faudrait, avantage qu'on ne peut trouver dans un marché éloigné où ceux qui sont pourvus pourraient enlever la subsistance des malheureux.

A la fin de 1793, c'est pour les besoins de l'armée que l'administration départementale réquisitionne les grains et les bestiaux de la commune. Le citoyen Fity, envoyé par les représentants Fouché et Legendre, obtient la promesse de 50 boisseaux de froment, autant de seigle et d'avoine et 100 boisseaux d'orge.

Le 15 janvier 1794, tout le bétail de la commune est rassemblé devant le délégué du district, le citoyen Frossard, qui choisit 3 bœufs et 2 vaches pour les armées de Toulon et des Alpes. On ne voit pas bien, avec les moyens de communication dont on disposait alors, comment ces armées pouvaient compter, pour leur alimentation, sur les bœufs et les vaches de Dampierre.

Enfin la confusion finit par se mettre dans ces réquisitions exercées à la fois au nom du département, de l'armée et de la ville de Saint-Amand pour son marché ; chacun réclame pour soi les denrées promises par la municipalité de Dampierre ; celle-ci, le 24 janvier 1794, délègue P.-J. Foutrier pour exposer au district de Cosne que la commune ne peut obtempérer aux réquisitions de cette administration relativement aux avoines demandées pour l'armée ; que la moitié de celles qui avaient été réservées pour cet objet ont été envoyées à Nevers sur les réquisitions des commissaires délégués par les citoyens Fouché et Legendre ;

que l'autre moitié a été demandée par la commune de Saint-Amand pour l'approvisionnement de son marché.

Le 16 novembre 1794, la municipalité de Saint-Amand a envoyé un gendarme à la municipalité de Dampierre pour la requérir de faire battre et conduire de huit jours en huit jours, à Saint-Amand, 60 boisseaux de grains, moitié blé et moitié orge. Le conseil général de la commune nomme des commissaires pour recenser les grains en déduisant ce qui est nécessaire à l'ensemencement ; il déclare qu'au vu du rapport des commissaires, il évaluera les quantités exigées pour l'alimentation des habitants jusqu'au 1^{er} août. Il fait défense à tous propriétaires de garder plus de grains qu'il ne leur en faut pour leur nourriture jusqu'à cette époque. Il déclare que ceux qui en cacheraient seront dénoncés et regardés comme traîtres à la patrie. Il arrête que le surplus sera conduit de huit jours en huit jours au marché de Saint-Amand. Les citoyens ne pourront aller chercher de grains chez les propriétaires ou fermiers sans un mandat de la municipalité. Les propriétaires qui en délivreraient sans la présentation d'un mandat seront punis suivant la rigueur des lois. Il sera tenu un registre où seront inscrits les noms des citoyens à qui seront délivrés les mandats et des propriétaires auxquels ces mandats seront adressés, afin que chaque citoyen ne puisse avoir plus que sa provision.

On voit que la réglementation de la vente des céréales était de plus en plus étroite et sévère. Cependant les choses prirent bientôt une autre tournure ; la fin du régime de la Terreur y contribua d'abord et, plus tard, la suppression du maximum et celle des assignats, qui cessèrent d'avoir cours forcé en juillet 1796.

§ 2. — *Perception des contributions.*

La perception des contributions foncière et mobilière constituait une charge pour la municipalité, car elle pouvait être déclarée responsable des irrégularités commises. Ainsi, en 1789, les habitants s'étant plaints à l'administration supérieure, un commissaire, le sieur Cotellet, fut envoyé par le bureau de l'élection de Gien ; sur son invitation, la municipalité de Dampierre se réunit le 1^{er} juin pour réformer les abus qu'elle avait commis. Il est dit, dans le procès-verbal de la séance, que la taxe de Laurent Mabilat est une *erreur de transposition*, et que Louis Gaudin se charge de payer cette erreur. Le conseil se charge de la cote de Jean Chatouillat et de celle de Laurent Guillereau, l'un et l'autre imposés contre la loi.

Le conseil de la commune n'était pas seul à commettre des erreurs et des irrégularités ; cela arrivait aussi au bureau de l'élection. Le 28 mars, le corps municipal tout entier proteste contre la répartition de la remise de 100 livres qui a été faite sur la taille à raison des pertes, du défaut de récolte ou de la pauvreté ; il a remarqué avec étonnement qu'un grand nombre de ceux qui ont bénéficié de la remise ne sont ni très pauvres ni plus privés de récolte que le reste des habitants. La municipalité refuse d'acquiescer à cette répartition faite par un acte qu'aucun membre n'a signé, et elle demande aux membres du bureau de Gien la permission de faire elle-même cette remise aux misérables et à ceux qui ont éprouvé des pertes réelles.

Il est intéressant de suivre, de 1790 à 1792, les modifications successivement apportées dans le système de la répartition des contributions.

Le 14 février 1790, pour remédier aux abus qui avaient été commis jusqu'alors et pour en éviter le retour, la municipalité délibère et arrête que chacun des taillables de la commune fera, devant le corps municipal, une déclaration exacte de ses biens et propriétés ; le rôle des tailles sera fait en conséquence et eu égard à ces déclarations afin que chacun supporte une part équitable des charges publiques. Le maire est autorisé à faire part de cette combinaison à l'administration supérieure.

Le 23 juin de la même année, à l'occasion de l'établissement d'un rôle supplémentaire d'imposition sur les privilégiés pour les six derniers mois de 1789 et pour l'année 1790, le corps municipal, voulant arriver à une plus équitable répartition des contributions, a fait l'estimation du produit des terres, prés, vignes, bois et pâturaux. Les prés étaient estimés au même taux que les vignes, et les pâturaux au même taux que les terres. Sur cette estimation, on doit prendre un tant pour cent en rapport avec l'importance de la somme demandée à la paroisse. En outre, on attribue à chaque domicilié une cote d'industrie relative à son état. Tous les membres du corps municipal, après lecture du rôle des impositions, ont approuvé la répartition qui a été faite ; seul, Edme Dupré a prétendu qu'il était mal imposé.

Enfin, le 20 avril 1792, la municipalité, revenant sur cette question de la répartition de l'impôt foncier, perfectionne les procédés employés jusque-là en distribuant toutes les terres en trois classes et attribue à chaque classe un revenu différent. Ce n'était autre chose, en somme, que la classification et le tarif des évaluations des opérations cadastrales. On voit que, peu à peu, l'ordre et la méthode s'introduisaient dans l'administration municipale.

Pour le recouvrement de l'impôt, on en était au système de l'adjudication à des collecteurs opérant sur des rôles dont la confection était entreprise à forfait. Le 3 avril 1792, la municipalité avait fait prix avec le sieur Legendre, bourgeois à Saint-Verain ; on devait lui payer, pour les rôles des contributions foncière et mobilière, 400 livres à prélever sur le produit de la contribution établie sur les privilégiés pour les six derniers mois de 1789 ; cette imposition avait produit 500 livres qui doivent, dit le conseil, se trouver entre les mains des administrateurs du district. Le 25 juin suivant, on décide de porter à 500 livres le salaire du sieur Legendre.

Le prix du recouvrement des contributions foncière et mobilière variait d'année en année suivant le résultat de l'adjudication. En 1791, grâce à la rivalité qui existait entre Foutrier et Quieffin, l'office de collecteur fut gratuit. Foutrier demandait 25 livres pour faire le recouvrement ; Quieffin offrit de le faire pour rien ; mais, à son tour, Foutrier accepta d'exercer gratuitement la fonction. On décida, alors, de procéder à l'élection dans l'église et Foutrier fut nommé par 28 voix contre 4 données à Quieffin.

En 1792, le recouvrement fut adjugé à Chevalier pour 2 deniers par livre, et en 1793 à Foutrier pour le même prix. En 1795, c'est Gentier qui fut chargé du recouvrement avec Quieffin comme caution, non pas gratuitement comme ce dernier l'avait proposé en 1791, mais à un taux plus élevé que les années précédentes, moyennant 8 deniers par livre.

Le 24 mai de cette même année, il fut procédé à la vérification de la caisse du sieur Gentier ; il y fut trouvé une somme totale de 3.775 livres en assignats et pas la moindre espèce métallique ; il y avait 515 livres en assignats républicains et 3.260 livres en

assignats à face royale. A cette époque, l'assignat ne représentait plus que la centième partie de sa valeur nominale et la plus grande partie de ceux qui composaient l'encaisse venait d'être démonétisée. Le 19 mai 1795, cinq jours avant la vérification de la caisse, la municipalité certifiait la publication d'une lettre du directoire du district annonçant que les assignats à face royale de cent sols et au-dessus n'avaient plus cours de monnaie. Les 3.775 livres contenues dans la caisse se réduisaient donc à presque rien ; elles ne représentaient guère plus de 5 livres.

§ 3. — *Instruction primaire.*

L'instruction primaire était très peu répandue dans la Nièvre avant la Révolution, si l'on s'en rapporte au nombre des signatures apposées par les époux à leurs actes de mariage ; la moyenne pour les hommes était de 13,63 0/0 et pour les femmes de 5,93 0/0. A Dampierre, à la fin du XVIII^e siècle, la moyenne est, pour les hommes de 9 0/0 et, pour les femmes, de 6 0/0. Dans plusieurs parties de la France, le clergé avait suscité la création d'un grand nombre d'écoles, et son zèle pour l'instruction était allé jusqu'à décider des prêtres à se faire maîtres d'écoles ; sous cette influence l'instruction s'était répandue au point que, dans la Manche par exemple, on constate, de 1786 à 1790, 81 0/0 des hommes et 65 0/0 des femmes signant leurs actes de mariage (1).

Ce fut aussi le curé de Dampierre qui se préoccupa le plus de cette question de l'instruction primaire. Elle se posa le 26 juillet 1789. Une taxe pour la rétribution

(1) *L'instruction primaire en France avant la Révolution*, par l'abbé ALLAIN, pages 59 et 78.

du maître d'école avait été mise par les membres du bureau de Gien et autorisée par l'intendant de la généralité d'Orléans. Quand cette nouvelle fut connue dans la paroisse la population s'en émut ; l'assemblée fut réunie et délibéra avec le concours d'un certain nombre d'habitants ; elle s'opposa à la taxe en disant *qu'ils se passeraient bien de maître d'école*. Sur cinquante personnes composant la réunion, six seulement firent l'offre d'une contribution de 10 à 20 sols par an.

Dans les jours suivants, la paroisse se divisa sur cette question qui dut produire une certaine agitation car, le 8 septembre, une nouvelle réunion eut lieu. Le curé y assista et, avec plusieurs habitants, demanda qu'il y eût un maître d'école. Excitée par le fils du syndic Quieffin, l'assemblée devint tumultueuse et un assistant, le nommé Edme Rousseau, invectiva l'abbé Taillandier et le greffier Retard ; celui-ci se retira en protestant. La situation se caractérisait donc ainsi : le curé et tous ceux qui subissaient son influence, c'est-à-dire l'élément modéré, voulaient répandre l'instruction, tandis que la famille Quieffin et ceux qui, avec elle, étaient partisans des idées nouvelles ne voulaient pas de maître d'école. Cependant les premiers finirent par avoir gain de cause ; un sieur Compin fut choisi pour instituteur ; mais ce n'était pas tout de le nommer, il fallait le rétribuer et la commune n'avait pas les ressources nécessaires.

Pendant toute l'année 1790, la municipalité chercha divers moyens de se procurer les fonds, mais sans y réussir. Le traitement du pauvre maître d'école n'avait pourtant pas été fixé à un chiffre bien élevé ; on lui avait promis 150 livres par an. Le 28 mai 1790, l'assemblée rappelle qu'elle a demandé de pouvoir donner cette destination aux 100 livres de remise accordée sur

les tailles par le bureau intermédiaire de Gien pour l'année 1788. L'assemblée propose encore deux autres combinaisons au bureau : soit de payer le maître d'école au moyen d'une taxe locale, soit de prélever sa rétribution sur le rôle supplémentaire des six derniers mois de 1789. Enfin, si aucune de ces propositions n'est acceptée, la municipalité demande qu'on lui dise comment elle pourrait acquitter cette dette de la commune.

Le 5 septembre de la même année 1790, revenant sur cette question, le corps municipal arrête unanimement de présenter requête aux membres du directoire du district, afin d'être autorisé à mettre, sur tous les taillables, une imposition au marc la livre pour lever la somme de 150 livres qui avait été allouée au sieur Compin par l'acte de sa nomination, et à continuer chaque année cette imposition lors de la confection des rôles. Cette demande est renouvelée le 17 du mois suivant, mais elle ne paraît pas avoir reçu un accueil favorable car, dans un état des dépenses de la commune, dressé le 11 novembre 1792, on voit que le sieur Compin est porté pour une somme de 70 livres montant de son traitement. Il était manifestement insuffisant et l'instituteur y joignait, sans doute, une rétribution scolaire payée par les parents des écoliers ; il devait probablement jouir aussi des avantages consentis presque partout aux maîtres d'école : exemption du service dans la milice et exonération de la charge de collecteur des impôts. Il est certain, cependant, que la place n'était pas assez rétribuée, puisque Compin s'en rebuta et chercha à employer plus fructueusement son activité ; il laissa là l'école et cumula les deux emplois de secrétaire de la mairie et de... garde champêtre avec 60 livres d'appointement et 5 sols par prise.

Au plus fort de la Terreur, la question du maître

d'école revint sur le tapis. Le 29 mai 1794, la municipalité désigna un nommé Tarin Laurent ; mais quelques jours plus tard, le 8 juin, elle nomma un autre instituteur, Edme-Pierre Pinard qui, à partir du 18 septembre de la même année, signa les actes de la municipalité comme secrétaire, emploi auquel il fut nommé le 16 novembre suivant.

Il faut croire que la place de maître d'école était restée vacante pendant l'année 1793, car l'état des dépenses communales de cette année-là ne porte aucune somme pour le paiement de l'instituteur. Ceux d'aujourd'hui, pour prendre leur sort en patience, devraient bien jeter un coup d'œil sur la situation de leurs prédécesseurs, il y a cent ans ; aujourd'hui, en effet, Dampierre possède deux instituteurs et deux institutrices dont les traitements forment la somme totale de 4.500 fr.

§ 4. — *Le recrutement.*

Quoique la population ne se soit signalée à aucun moment de la Révolution par son ardeur guerrière, cependant, dès 1791 et avant les décrets sur la levée en masse, le conseil général de la commune reçoit l'engagement de Jean Bernot, âgé de vingt-cinq ans, et de Claude-Etienne Quieffin, âgé de vingt-un ans, fils du fermier des dîmes de la cure et procureur de la commune. Quelques jours après, dans la soirée, le sieur Dupré vient aussi s'enrôler *pour défendre la Nation*. Son enthousiasme avait, sans doute, été excité par quelques libations et n'était pas de très bon aloi, car le lendemain matin, il revint se présenter à la municipalité pour se rétracter ; il dit qu'il avait été sollicité et qu'il avait bu : il demande que le conseil prenne acte de son *regret*,

Le 11 juin 1792, l'Assemblée législative avait déclaré la Patrie en danger et ordonné la levée de 50.000 hommes. A Paris, les enrôlements étaient reçus sur les places publiques par les officiers municipaux et 17.000 hommes furent levés en moins de trois semaines. Il faut croire que, dans la Nièvre, l'élan fut moins général, car le directoire du département donna des ordres pour le stimuler. Le 25 août, à Dampierre, la municipalité nomme Foutrier et Chevalier commissaires pour accélérer le recrutement de l'armée. Ont-ils mis beaucoup d'ardeur dans l'accomplissement de leur mission ? Il n'en est rien dit ; dans tous les cas, il ne paraît pas qu'ils aient obtenu un grand succès ; car le 10 mars suivant (1793), le conseil est convoqué pour recevoir communication du décret de la Convention, en date des 21, 23, 24, 25 février 1793, de l'adresse au peuple français, du décret relatif au recrutement de l'armée, ainsi que des arrêtés des directoires du département et du district qui fixent à 15 hommes le contingent de la commune et nomment le citoyen Vallet, juge de paix de Neuvy, pour veiller aux opérations du recrutement.

La municipalité décide qu'il sera ouvert un registre pour recevoir les enrôlements les lundi, mardi et mercredi et que, si les inscriptions n'y sont pas en nombre suffisant, les citoyens seront convoqués le jeudi pour compléter le contingent.

Pendant les trois jours indiqués, il n'y eut pas un seul enrôlement ; on dut, en conséquence, procéder le 16 mars aux opérations du tirage au sort. En tenant compte de l'engagement volontaire de Quieffin en 1791, le contingent de la commune se trouvait réduit à 14 hommes qui furent, ce jour-là, désignés par le sort. L'un d'eux, Claude Foutrier, fut

remplacé par Blaise Jacq, de Saint-Verain, avec le consentement de la mère de celui-ci, du conseil de la commune et des citoyens qui concouraient aux opérations du tirage. Sur la demande du conseil de la commune et du consentement de la majorité des citoyens, le citoyen Boucly, vicaire de la paroisse, est dispensé de courir les chances du sort.

Le 7 juillet, la municipalité fait partir les citoyens qui doivent marcher contre les rebelles et composer la légion de la Nièvre; elle nomme Thomas Nault pour les accompagner et envoie aux municipalités des environs le signalement de deux conscrits qui s'étaient enfuis. Ce Thomas Nault, dont il vient d'être question, fut accusé d'avoir, de sa propre autorité, fait réinscrire sur la liste des défenseurs de la patrie, après qu'elle eut été signée et arrêtée par le conseil, des citoyens qui ne devaient pas y figurer; pour ce fait, il fut renvoyé de l'assemblée municipale.

En même temps qu'on faisait cette levée sur la commune, le directoire du district lui enjoignait de fournir à ses volontaires trois chemises et deux paires de guêtres; mais la municipalité décida d'envoyer un exprès à Cosne pour faire savoir aux administrateurs qu'il était presque impossible de se procurer la toile nécessaire et de la faire travailler.

Le corps municipal fournit-il les objets demandés? Rien ne le constate, mais il résolut de venir en aide aux parents des conscrits; il chargea Compin de leur distribuer une somme de 153 livres qui avait été souscrite par les habitants et remise au citoyen Pyrent, président du district. Quelques jours après, il modifia cette décision en disant qu'il n'y a pas de besoins urgents et que cette somme restera jusqu'à nouvel ordre entre les mains du citoyen Taillandier.

A la même époque (22 mars 1793), le citoyen Mallet,

administrateur du district de Cosne, se transporta à Dampierre pour se faire remettre la liste des citoyens qui devaient concourir à la formation du contingent et pour enjoindre à la municipalité de requérir tous les citoyens d'apporter leurs fusils à la maison commune. Les citoyens riches devaient aussi apporter leurs uniformes et des objets d'habillement, tels que bas, souliers, chapeaux, cols, boucles, etc., lesquels objets devaient leur être payés s'ils l'exigeaient. Dès le surlendemain, les habitants avaient apporté leurs fusils ; seuls les Rousseau manifestèrent du mauvais vouloir en disant qu'ils avaient vendu le leur. On choisit douze fusils qui furent gardés après avoir été numérotés et les autres furent déposés chez le curé.

Une nouvelle réquisition eut lieu en 1794 ; le 10 décembre, conformément à l'arrêté du représentant Guillemardet, le conseil général de la commune se transporta au temple consacré à l'Être suprême pour publier les noms des jeunes gens qui en faisaient partie ; c'étaient : Jean Gaudin, vingt-quatre ans ; Flavien Roy, vingt-cinq ans ; Charles Foutrier, vingt-six ans ; Luc Chabin, vingt ans.

En 1795, il s'agissait, après la répression de l'insurrection du 12 germinal, de reconstituer la garde nationale sur les bases de 1789, ainsi que s'exprime le décret de la Convention ; mais les habitants de Dampierre n'étaient pas plus disposés à entrer dans les rangs de cette milice qu'à s'enrôler dans l'armée. Le 10 août, le procureur de la commune Foutrier annonce au conseil qu'il a fait publier la loi du 28 floréal an III, concernant la garde nationale et qu'il a vu avec douleur qu'aucun citoyen ne s'est présenté pour se faire inscrire. La douleur de cet administrateur n'était peut-être pas bien sincère, car enfin, dans le corps municipal qui paraît s'associer à ce sentiment puisqu'il le consi-

gne dans le procès-verbal de la séance, il y a bien quelques citoyens qui auraient pu se faire inscrire, eux ou des personnes de leur plus proche parenté. Mais le gémissément sur l'indifférence de la population devait passer sous les yeux de l'administration du district à laquelle le conseil décida d'envoyer le procès-verbal, et cela explique tout.

§ 5. — *L'administration de la justice.*

La municipalité de Dampierre paraît avoir donné une grande extension à ses attributions judiciaires ; elle ne se contentait pas de réprimer quelques contraventions rurales, elle statuait sur des délits et elle rendait même des décisions en matière civile.

Il faut d'ailleurs faire remarquer que, dans ces temps troublés, la confusion était partout et que, sur un plus grand théâtre, l'intrusion des hommes politiques dans l'action judiciaire avait des conséquences autrement graves. Sans parler d'horreurs retentissantes comme les exécutions sommaires pendant les journées de septembre et les massacres à Versailles des prisonniers d'Orléans, les municipalités de la Nièvre pouvaient trouver au chef-lieu du département l'exemple de la désinvolture avec laquelle Fouché intervenait dans la répression des crimes au mépris de toutes les formes protectrices de la vie et de l'honneur des citoyens.

Voici ce qui se passait à Nevers en 1793 : un individu accusé d'avoir tué son beau-frère avait été acquitté par le jury, puis condamné par un nouveau jury auquel Fouché, pour obéir à la voix du peuple, avait soumis à nouveau l'affaire. Sur le point de porter sa tête sur l'échafaud, cet homme avait nommé ses deux complices. Tous furent reconnus coupables

de l'assassinat et condamnés à mort. L'un d'eux se pourvut en cassation, mais on n'en tint pas compte et, par ordre de Fouché, il fut exécuté avec les deux autres le 22 septembre 1793 (1).

Les incursions des braves gens de Dampierre sur le domaine judiciaire n'avaient pas de pareilles conséquences, cela va sans dire ; on doit même reconnaître que ces magistrats improvisés rendirent des jugements très sensés dans les modestes litiges qui leur furent soumis, et qu'ils surent garder leur sang-froid et ne pas outrepasser la mesure de la répression dans une circonstance où, ayant été outragés par un justiciable, ils eurent à statuer dans leur propre cause.

Le 21 octobre 1790, un sieur Nault était assigné devant les officiers municipaux pour usurpation d'une partie du terrain appartenant à son voisin Billebault. Peu intimidé par l'appareil de ce tribunal, il éleva la voix et lui adressa de si grossières injures qu'il est vraiment impossible de les rapporter. Après avoir procédé à des mesures d'instruction pour s'éclairer sur les faits, le conseil condamna Nault à 6 livres d'amende pour les injures et à 3 livres pour le dédommagement du préjudice causé par son entreprise sur le terrain de son voisin.

Le 24 du même mois, Nault fit ses excuses au conseil et paya les sommes auxquelles il avait été condamné en y ajoutant 36 sols pour l'huissier, le sieur Corde, que la municipalité venait de nommer à cet emploi.

Le pont de Lavalotte ayant besoin de réparations, le conseil décida, le 16 octobre 1790, de lever en l'étude de M^e Dethou l'expédition d'un acte, aux termes duquel l'entretien du pont était mis à la charge du propriétaire d'un pré situé au-dessous de

(1) M. MEUNIER, *la Nièvre pendant la Convention*, t. I, p. 321.

cet ouvrage. Le 19 décembre, le procureur de la commune expose que l'acte en question met l'entretien du pont à la charge de Michel Corde pour les deux tiers, et de Pèlerin Regouby pour un tiers. Pour le cas où ceux-ci refuseraient de faire la réparation, le conseil donne mandat au procureur de poursuivre l'exécution judiciaire de l'acte. Le 5 janvier 1791, les sieurs Corde et Regouby, assignés devant le conseil, ayant fait défaut, une enquête est ordonnée avant de statuer. Le 16 janvier, le bureau des officiers municipaux, au vu de l'enquête, condamne, par défaut, les sieurs Corde et Regouby, chacun pour leur part, à réparer le pont de Lavalotte.

Il est difficile de savoir si la sentence a été bien rendue ; mais pourquoi ne l'aurait-elle pas été aussi bien que par un tribunal ordinaire puisqu'il ne s'agissait que d'un fait à apprécier ? Dans tous les cas, il est une chose certaine, c'est qu'elle l'a été promptement et à peu de frais. Aujourd'hui, un procès comme celui-là traînerait pendant plusieurs mois devant un tribunal et coûterait plusieurs centaines de francs.

Le 21 novembre 1793, le procureur de la commune, Foutrier, dénonce le cabaretier Gentier, ancien procureur, qui a enfreint le décret du 29 septembre 1793 en vendant 20 et 25 sols la chopine de vin, tandis que le prix maximum a été fixé à 8 sols. La municipalité n'avait pas jugé à propos de sévir ; mais les faits ayant été connus à Saint-Amand, le comité de cette ville le dénonça, à son tour, aux officiers municipaux de Dampierre ; ceux-ci firent d'abord des observations à Gentier qui répondit par des *sottises* ; alors, la municipalité, menacée d'être dénoncée elle-même si elle n'agissait pas, prit le parti de se débarrasser de cette affaire en envoyant le prévenu devant les membres du comité de Saint-Amand *qui en décideront*, dit-elle,

à leur connaissance suivant la loi. Mais le comité ne voulut pas non plus connaître de l'affaire et la renvoya devant la municipalité de Dampierre qui, pour en finir, condamna Gentier à 112 livres d'amende et dit que cette somme serait versée entre les mains du maire pour en faire la distribution aux pauvres. C'était peut-être un biais pour permettre à Gentier d'esquiver la condamnation.

Le procureur de la commune, Foutrier, dut cependant éprouver une certaine satisfaction à faire sentir le poids des lois révolutionnaires à Pierre Gentier, car, étant maire de Dampierre, il avait eu à se plaindre de l'opposition tracassière et des mauvais procédés de ce même Gentier qui, le 8 septembre 1790, était allé jusqu'à intercepter les communications de la municipalité avec le district. En 1793, Gentier était peut-être quelque peu revenu de ses opinions avancées et il dut mettre de l'eau dans son vin quand il vit le résultat auquel on était arrivé, c'est-à-dire au régime de la Terreur et aux lois en vertu desquelles on le condamnait.

Le 25 mai 1795, l'agent national Foutrier expose que le citoyen *Edme Dupré s'est permis de planter une croix au lieudit la Suchette et que ce signe de la religion catholique est expressément défendu par la loi du 3 octobre, article 17.* Sur ses réquisitions, la municipalité décida d'informer du fait l'agent national du district de Cosne et de poursuivre Dupré conformément à la loi.

L'horloge politique de la commune de Dampierre n'était pas, paraît-il, très bien réglée. Le 9 décembre 1792, alors que la Révolution continuait sa marche ascendante pour aboutir bientôt à la création du tribunal révolutionnaire et à la période de la Terreur, la population portait à l'assemblée municipale des

hommes plus modérés que ceux qui y étaient auparavant ; en revanche, le 25 mars 1795, elle commençait à appliquer les pires lois révolutionnaires, alors qu'on était à la veille (1^{er} avril 1795) de rouvrir les églises au culte et d'ordonner des mesures répressives contre ceux qui s'étaient signalés par leur violence.

Mais ce qu'il y a de plus triste, dans cette affaire, c'est de constater l'effet de démoralisation produit par les événements de cette époque et de voir comment un homme, Foutrier, qui, au début, était dans les meilleurs sentiments ; qui, au fond, était encore religieux, avait fini par devenir l'instrument docile de la persécution religieuse.

La municipalité jugea encore d'autres affaires qui sont trop peu importantes pour être rappelées.

On voit, par les détails qui précèdent, que l'espèce d'autonomie de la commune de Dampierre était plus apparente que réelle. La vérité, c'est qu'elle agissait sous la direction du district et du département et dans la crainte des comités de surveillance de Saint-Amand et de Cosne. A cette époque, quand les municipalités n'étaient pas dirigeantes ou complices des violences, elles étaient intimidées, et c'est dans cette catégorie qu'il faut mettre les administrateurs de Dampierre. Grâce à la sagesse de la population, ils n'eurent pas à lutter contre le désordre local qui se manifesta d'une si horrible manière dans beaucoup d'endroits. Cependant, tout intimidés qu'ils fussent, ils montrèrent du courage dans quelques circonstances ; par exemple, en essayant d'intervenir en faveur de la baronne de Bouhy et de leur curé, lors de leur arrestation ; le 8 avril 1792, en condamnant à l'amende un dragon, ancien soldat du régiment du baron de Bouhy, qui jetait le trouble dans le bourg ; et, le lendemain, en renvoyant à Bouhy, d'où il était

venu tambour battant sous le prétexte de faire des enrôlements, un attroupement conduit par le chirurgien Housset.

Mais si le corps municipal a pu, facilement d'ailleurs, contenir les éléments de désordre provenant de la localité, il lui a été impossible de ne pas subir l'influence des passions révolutionnaires dont le foyer était à Cosne et à Nevers, et c'est ce qui rend intéressante l'étude de la vie municipale de Dampierre, dont les événements vont se dérouler jour par jour.

CHAPITRE III

ÉVÉNEMENTS POLITIQUES DONT LA COMMUNE DE DAMPIERRE FUT LE THÉÂTRE

C'est le 7 septembre 1788 que l'assemblée communale, composée du curé syndic, et des notables de la paroisse, commence à exercer ses fonctions. Son organisation et ses frais d'installation sont bien sommaires ; elle se réunit dans une salle de la cure mise gratuitement à sa disposition par l'abbé Taillandier. Le syndic et le greffier promettent d'exercer leurs fonctions sans rétribution, et tous les frais se bornent à l'achat d'un registre du prix de 4 livres et de papier pour 16 sols.

A cette première réunion, où l'on constate l'absence du seigneur et de son représentant, l'assemblée s'occupe du rôle des corvées dont on renvoie la confection à une commission de trois membres : le curé, Trottier et Quieffin fils. Il est aussi question des chemins qui étaient dans le plus mauvais état et pour lesquels la municipalité offre de donner 100 livres et demande au bureau intermédiaire de Gien et Montargis d'accorder une remise de 200 livres sur l'impôt des corvées.

La deuxième assemblée eut lieu le 14 septembre 1788 et elle eut une importance particulière ; car elle fut l'origine, entre quelques membres de la municipalité et le curé, d'une mésintelligence qui prit d'abord un certain caractère d'aigreur.

L'abbé Taillandier paraît avoir considéré que l'organisation municipale de la paroisse devait tomber dans la dépendance du seigneur de Dampierre. Il ne résout pas la question, mais il la pose au nom de la municipalité en demandant : 1° où l'on s'assemblera ; 2° si le seigneur absent pourra se faire remplacer par son procureur fiscal domicilié dans la paroisse voisine et, dans ce cas, quelle place lui sera attribuée ; 3° si, à la réquisition de ce représentant, le corps municipal pourra être tenu de lui remettre les registres des délibérations. Enfin la séance se termine par la déclaration que les membres du bureau intermédiaire de Montargis et Gien seront priés de donner leur avis sur cette difficulté.

Cette déclaration est écrite tout entière de la main du curé Taillandier et signée de lui seul ; ce qui semble indiquer que, malgré ce qu'elle constate, elle n'aurait pas été prise par l'assemblée entière, car la précédente et les suivantes ont été signées par plusieurs notables.

La protestation contre cette prétendue délibération se fit attendre six mois ; mais, alors, le 17 mai 1789, elle se produisit avec vivacité. A cette date, l'assemblée de la paroisse fut convoquée par le syndic Quieffin. Celui-ci exposa, en ces termes, que, *par un abus intolérable, le curé de la paroisse s'est emparé des registres de cette municipalité et cela d'une manière si absolue qu'il les refusa au greffier lorsque celui-ci, il y a environ six semaines, alla les lui réclamer ; que, depuis environ un mois que le sieur Taillandier*

est absent de cette paroisse et, dit-on, à Paris, nous, syndic, avons envoyé demander ces registres chez le curé avec d'autres papiers à nous adressés et restés aussi entre ses mains, pour ces papiers rester entre nos mains et les registres en celles du greffier ; que ce n'est pas sans peine que notre commissionnaire a obtenu les registres du sieur vicaire qui, maintenant, tient la place du sieur Taillandier. Il n'a pas fallu moins que la menace de lui faire sommation pour l'y contraindre ; et quant aux autres papiers qui nous ont été personnellement adressés, il n'a pas voulu nous les rendre.

Il est encore dit, dans le procès-verbal, qu'aucun des membres de l'assemblée n'a assisté à la prétendue délibération du 14 septembre 1788 et n'a pris part à cet étrange arrêté qui a été imaginé par le sieur Taillandier pour des raisons à nous inconnues ; que cela paraît d'autant plus déraisonnable et irrégulier, que jamais il ne nous est revenu que M. le baron de Bouhy, seigneur de ce lieu, ait eu envie de faire paraître un fondé de pouvoir à l'effet de le représenter aux assemblées de cette municipalité et que, d'ailleurs, si l'homme que décline (sic) le sieur Taillandier, M. le procureur fiscal de cette justice, s'était présenté avec une procuration de mon dit sieur le baron de Bouhy, il eût été accueilli par nous, soit en raison du respect que nous devons à notre seigneur, soit en raison de l'intégrité et des lumières que nous reconnaissons à M. le procureur fiscal, capable de concourir avec nous au bien de cette paroisse, et il aurait, sans difficulté, pris la place qui est indiquée, pour les mandataires du seigneur, à l'article 14 du règlement, fait par le Roi, concernant les assemblées provinciales de la généralité d'Orléans, daté du 17 juillet 1787.

L'assemblée décida enfin que la copie de la délibération du 14 septembre 1788 et de la présente sera envoyée à MM. de l'administration du département de Montargis pour, par eux, être avisé et réglé ce que bon leur semblera, *afin de s'opposer à l'entreprise du sieur Taillandier. En attendant, les registres resteront entre les mains du greffier Pierre Gentier qui offre une pièce de sa maison pour les réunions.* Cette maison était le cabaret tenu par Gentier, au bourg de Dampierre.

Le style de ce document trahit l'homme de loi et révèle qu'il n'émane pas spontanément des notables qui l'ont signé, à savoir : Quieffin, syndic ; Gentier, secrétaire ; Corde, Prêtre, Chevalier ; mais qu'il a été inspiré par un individu étranger à la paroisse. Quant à l'écriture, elle n'est certainement pas de Gentier, mais elle ressemble étonnamment à celle d'un sieur Retard qui, le 31 mai, fut présenté comme greffier par le sieur Cotelte, député du bureau de Montargis et Gien, venu pour entendre les plaintes adressées à cette administration par les habitants qui se prétendaient mal imposés et surchargés au rôle des tailles.

Si les habitants ne prirent pas l'initiative de la protestation contre l'entreprise du curé, il semble que deux, au moins, y donnèrent une adhésion empressée pour des motifs particuliers. Ce furent le syndic Quieffin et le secrétaire Gentier. Le premier était fermier des dîmes de la cure ; il donnait lieu à des plaintes pour les abus qu'il commettait et il y avait, entre lui et le curé, des rapports assez difficiles ; on en trouve la trace dans deux délibérations des 27 juin et 4 juillet 1790. A cette dernière date, nombre de personnes se plaignaient que le fermier des dîmes leur avait enlevé des agneaux qu'elles ne devaient pas et, d'une autre part, il ne payait pas

ce qu'il avait recouvré pour la cure. L'assemblée décida qu'il continuerait à percevoir la dîme, sauf à la commune à former contre lui une action pour lui faire payer les termes échus et lui faire rendre compte des agneaux prélevés en trop. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que Quieffin ait accueilli l'occasion de participer à une manifestation contre le curé.

Quant à Gentier, son hostilité s'adressait plutôt au baron de Bouhy et provenait d'autres circonstances. En 1769, le conseil de fabrique mit en adjudication un des bancs les mieux placés de l'église, le n° 1 au côté droit de la nef. Ce banc appartenait depuis le 18 juin 1687 à une famille Pinard de laquelle le baron de Bouhy avait acquis, en 1760, les quatre domaines des Cordes, des Paquiers, de Dominon et du Bourg. Il fut adjugé, le 8 janvier, moyennant le prix de 12 sols d'entrée et 3 livres par an, à Claude-François Gentier, probablement le père ou tout au moins le parent du membre de l'assemblée municipale de 1789. Lorsque Gentier, flatté d'avoir un banc quasi-seigneurial, se présenta pour l'occuper, il rencontra les domestiques du baron de Bouhy qui refusèrent de le laisser pénétrer en disant qu'ils avaient l'ordre de leur maître de s'y maintenir. Il prit alors le parti d'assigner le sieur Lainé, procureur de la fabrique, par-devant les officiers du bailliage d'Auxerre pour voir prononcer que son acte de concession serait exécuté suivant sa forme et teneur. Le curé de la paroisse, l'abbé Vassant, réunit, le 2 février, un certain nombre de notables au banc d'œuvre de l'église et leur demanda leur avis. Tous furent d'accord pour donner pouvoir au procureur de la fabrique de soutenir la validité de la concession et de prendre le fait et cause de Gentier contre le seigneur de Dampierre. Les hostilités étaient donc vivement engagées ;

mais le 7 mai, le sieur Gentier consentit à céder le banc au baron de Bouhy *pour l'obliger, non autrement.*

L'affaire était arrangée, mais il est vraisemblable que la famille en conserva contre le seigneur de Dampierre une rancune qui se manifesta le 17 mars 1789. Pierre Gentier montra encore son hostilité dans d'autres circonstances et, sans être un révolutionnaire bien ardent, il prit une part plus grande que les autres habitants du pays aux événements des années suivantes et surtout aux entreprises contre le château.

Il faut dire aussi que Gentier était cabaretier au bourg de Dampierre et que l'exercice de cette profession, autrefois comme aujourd'hui, prédisposait un homme à adopter des opinions avancées ; c'est chez lui qu'on s'entretenait des questions qui commençaient à agiter la commune ; c'est dans son cabaret que s'arrêtaient les étrangers colporteurs de nouvelles et, plus tard, les émissaires des comités du district et du département. A entendre journellement discourir les beaux parleurs sur ces questions brûlantes, il n'est pas étonnant qu'un homme se monte la tête ; c'est ce qui arriva à Gentier.

Quieffin et Gentier furent donc les intermédiaires dont se servit le sieur Retard, imposé comme greffier à la commune par le bureau de Montargis et Gien, pour agir sur la population et la soustraire à l'influence du curé. Celui-ci, en effet, s'était rendu suspect en paraissant vouloir arrêter le mouvement de réforme qui n'allait pas tarder à devenir révolutionnaire.

L'abbé Taillandier, après la protestation du 17 mars 1789, se retira momentanément de la scène politique ; ce n'est qu'à partir du 24 juin 1790 qu'il recommence à participer régulièrement aux actes de la nouvelle administration municipale, constituée en exécution de

la loi de décembre 1789. Pour faire oublier la mésintelligence qui a existé entre lui et la municipalité, il saisit toutes les occasions de manifester son zèle. Il commence par se charger gratuitement d'exécuter la décision prise, le 20 décembre 1789, par l'assemblée en copiant, de sa main et d'une écriture très soignée, sur le registre des délibérations, tous les décrets de l'Assemblée nationale. Dans les dix derniers jours de l'année, il copie tous les documents législatifs publiés depuis le 20 août jusqu'au mois de décembre 1789, et parmi lesquels se trouvent : la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, la Constitution, l'abolition des droits féodaux, etc.

Le 6 octobre 1789, l'Assemblée nationale décréta qu'il serait demandé, à tous les habitants du territoire, une contribution extraordinaire et patriotique qui devait être du quart du revenu de chacun et de 2 1/2 0/0 de l'argenterie, des bijoux et de l'argent comptant. Il ne devait être fait aucune recherche ni inquisition pour découvrir si chacun fournissait la proportion fixée par le décret ; l'Assemblée, pleine de confiance dans les sentiments d'honneur de la nation française, s'en rapportait à la déclaration qui devait être faite devant chaque municipalité. Cette contribution devait être fournie par tiers en 1790-91-92 ; mais elle ne tarda pas à changer de caractère : aux termes d'une lettre patente du roi, publiée vers avril 1790, elle devint un véritable impôt.

Le sieur Quieffin avait été chargé de recevoir les déclarations, mais la population ne montra pas, sans doute, un grand empressement à souscrire, car, le 16 janvier 1791, l'assemblée se réunit pour délibérer sur la confection du rôle patriotique. Il fut arrêté, le procureur de la commune entendu, que le curé serait imposé à 200 livres ; cette décision lui ayant été com-

muniquee, il déclara qu'il ajoutait 40 livres à sa taxe et il fut décidé, en conséquence, que l'abbé Taillandier serait imposé à 240 livres. Les sieurs de Mazin, baron de Bouhy et de La Bussière furent taxés à 300 livres chacun. Pour tous les autres habitants, la municipalité ne changeait rien aux soumissions qui avaient été faites par les citoyens, quoique plusieurs, déclare-t-on dans le procès-verbal, soient peut-être possesseurs d'un revenu supérieur à 400 livres. L'assemblée s'en remettait aux membres du directoire du district pour être, par eux, réglé ce qu'ils croiront convenable ; pour ce faire, elle annonce qu'elle mettra *une note après le nom de ceux des contribuables dont la soumission paraît susceptible d'augmentation et qui sont soupçonnés de jouir d'un revenu de 400 livres ou de beaucoup supérieur. Il sera libre, dit-on, aux administrateurs du district de faire ce que le corps municipal, divisé d'opinion, ne saurait exécuter.*

Trois choses ressortent de la délibération dont il vient d'être question : 1° que l'ardeur patriotique des gens de Dampierre n'avait pas été suffisante pour faire sortir l'argent de leurs bourses ; 2° que le courage civique de la municipalité s'était arrêté à la taxation de certaines personnes dont les réclamations ne pouvaient pas être compromettantes et qu'il n'avait pu aller jusqu'à en désigner d'autres dont les soumissions étaient notoirement insuffisantes. Le corps municipal, usant d'un procédé qui manquait absolument de dignité, s'était borné à indiquer, par une note sur la liste des contribuables, ceux qu'il signalait à l'administration du district comme n'ayant pas assez donné ; 3° il faut enfin remarquer que le curé de Dampierre, en s'imposant lui-même une surtaxe de 40 livres, montrait un zèle provoqué beaucoup moins, sans doute, par le patriotisme que par le désir de se soustraire à

la suspicion qu'il sentait planer sur ceux de son ordre ; d'autant plus que le 5 décembre 1790, l'abbé Taillandier était dans la détresse par le fait de l'administration des directoires du district et du département qui retenaient une partie des sommes à lui dues.

C'est sous l'empire de ce sentiment que, le 14 juillet 1790, il avait donné une solennité extraordinaire à la célébration de l'anniversaire de la prise de la Bastille. Il faut reproduire, dans son texte, cette curieuse relation dont l'emphase sonne faux et où l'enthousiasme cache mal la peur de ne pas paraître assez avancé.

Aujourd'hui, 14 juillet 1790, tous les citoyens se sont assemblés avec la milice de ce lieu ayant à leur tête le sieur Damoiseau, commandant, pour s'unir personnellement au parti auguste de la Nation, à la convocation qui en a été faite par le sieur curé, officier municipal, en l'absence de M. le maire (sic), qui, après avoir chanté le VENI CREATOR, a chanté solennellement l'office, à la fin duquel il a fait un discours à ses concitoyens, leur a fait la lecture de la confédération nationale ; leur a fait prêter serment après l'avoir prêté lui-même en présence de toute la commune, laquelle a levé la main en prononçant, après la formule du serment : Je le JURE. On y a remarqué que les dames, bourgeois, paysans, femmes, enfants, tous se sont portés d'eux-mêmes à faire le serment patriotique, après lequel on a chanté le TE DEUM en actions de grâce ; et, à la suite, ledit curé a donné à dîner à tous les citoyens indistinctement, leur a versé à boire à tous et ont bu à la santé de la régénération, des représentants à l'Assemblée nationale, criant : VIVENT LA NATION, LA LOI ET LE ROI.

Cet acte, écrit de la main du curé de Dampierre sur le registre des délibérations du corps municipal, se

termine par la mention que *le sieur Quieffin, officier municipal, est seul absent et ne paraît à aucun acte de la vie municipale*. Il indique ainsi, dans cette circonstance comme dans plusieurs autres, l'hostilité qui existe entre lui et le receveur des dîmes de la cure. Enfin l'abbé Taillandier qui, au commencement, mentionnait son titre de curé dans sa signature, ne met plus que celui d'officier municipal ; c'est le 14 février 1790 qu'il a signé pour la dernière fois : *Prieur curé de Dampierre, officier municipal*.

Après avoir montré par les exemples qui précèdent comment l'abbé Taillandier avait essayé d'effacer le souvenir des premiers actes de sa vie politique à Dampierre, il nous faut reprendre l'exposé chronologique des faits.

Le 17 janvier 1790, il est procédé, en exécution de la loi sur la constitution des municipalités du 14 décembre 1789, à l'élection de celle de Dampierre. Sont nommés : maire, J.-B. Foutrier. — Officiers municipaux : Taillandier, curé ; Quieffin, ancien syndic ; Sulpice Nault, Sulpice Mathieu, ancien procureur de la fabrique ; Jean Guéreau. — Notables pour former avec les précédents le conseil général de la commune : Jean Chevalier, tonnelier ; François Prêtre, maréchal ; Jean Laurent, laboureur ; Edme Buisson, vigneron ; Laurent Latné, vigneron ; Pierre Martignon, laboureur ; Edme Torcol, laboureur ; Jean-Baptiste Gentier, vigneron ; Edme Dupré, laboureur. — Procureur de la commune : Pierre Gentier.

Le 24 janvier et le 20 février, tous les membres de la municipalité ont prêté le serment devant la commune, dans les termes édictés par la loi : de maintenir de tout leur pouvoir la constitution du royaume, d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi et de bien remplir leurs fonctions.

Le 28 mars, le maire annonce au conseil que les habitants de Donzy sollicitent l'établissement du tribunal dans leur ville ; que sa signature et celles de deux habitants de la commune ont été surprises par un envoyé de Donzy, mais qu'aujourd'hui il connaît le vœu de la paroisse et l'avantage que le tribunal ne soit pas séparé du district. Il propose, en conséquence, à la municipalité d'adhérer à la délibération du corps municipal de Saint-Amand, qui demande le maintien du tribunal à Cosne ; l'assemblée est unanimement de cet avis.

A cette époque, la situation du curé était devenue très difficile, car il ne recevait plus rien. Aux termes du décret de l'Assemblée nationale du 2 novembre 1789, tous les biens ecclésiastiques étaient à la disposition de la nation, à la charge de pourvoir à l'entretien des curés, dont la dotation ne devait pas être inférieure à 1.200 livres, non compris le logement avec jardin et dépendances. Mais la dotation promise se faisait attendre et, d'un autre côté, le fermier des dîmes de la cure, le sieur Quieffin, ne voulait plus rien donner au curé quoiqu'il continuât, paraît-il, à faire payer les habitants ; si bien que l'abbé Taillandier n'avait plus aucune ressource. Le 27 juin, le corps municipal s'émut de cette situation et délibère d'adresser une requête à l'Assemblée nationale pour obtenir le paiement de la pension du curé et du vicaire pour la présente année et ce qui est encore dû sur la précédente par le fermier *qui, étant officier municipal, n'assiste jamais aux séances.*

Deux jours après, l'assemblée municipale revient sur cette question ; elle décide de faire faire au sieur Quieffin sommation de déposer entre les mains de Joachim Prêtre les deniers provenant de la ferme des dîmes et de notifier aux habitants de la paroisse de ne

plus payer la dime d'agneaux ou d'autres au fermier jusqu'à ce qu'il se soit acquitté des termes de son fermage. Enfin il est décidé que, faute par Quieffin d'obtempérer à la sommation, il sera procédé à la criée de la dime qui sera adjudgée au plus offrant.

Le dimanche suivant, nouvelle attitude de la municipalité qui, troublée dans les anciennes habitudes, paraît oublier que la dime n'existe plus légalement. Elle décide de laisser jouir le fermier et de recommander le paiement des dîmes. Le maire a exhorté tous et un chacun à ne pas en refuser le paiement quoique le fermier n'ait pas exécuté les obligations de son bail, sauf à la municipalité à former contre lui une action à l'effet de lui faire payer les termes échus et à lui faire rendre compte des agneaux qu'il a prélevés dans les années précédentes, afin d'éviter les poursuites qui seraient faites contre lui par nombre de personnes auxquelles il a enlevé des agneaux qu'elles ne devaient pas.

A la séance du 5 décembre, le conseil de la commune connaît mieux la situation faite au curé par la nouvelle législation ; *il voit avec peine, est-il dit, que les ministres de la religion ne reçoivent pas, dans cette paroisse, leur traitement pour la présente année ; que le sieur curé n'a obtenu que par grâce spéciale 400 livres sur 800 que le fermier de la cure a payées au district ; que cette somme étant la seule que le curé ait reçue pour 1790, il lui était impossible de suffire à ses charges et notamment à celles du vicaire avec lequel il a partagé, jusqu'au 8 novembre, un pain d'emprunt ; que, dans cette détresse, le vicaire a pris le parti de se retirer chez un parent, en attendant que le district lui donne du pain.*

Considérant que cette dureté pour les prêtres prive la paroisse d'une seconde messe ; que plusieurs

hameaux éloignés des autres églises ne peuvent l'entendre et qu'un seul ministre, dans une grande paroisse, ne peut remplir toutes les charges du ministère,

Où le sieur Gentier, procureur de la commune, après mûre délibération, il a été arrêté unanimement qu'il serait présenté requête à Messieurs du directoire de Cosne, à l'effet d'obtenir une provision soit au nom du sieur Boucly, vicaire, soit à celui du curé, de la somme de 400 livres restant entre les mains du receveur et provenant du fermier de la cure.

Quelque temps auparavant, le 22 août 1790, le conseil réuni au complet avait blâmé Gentier, le procureur de la commune, qui, sans s'adresser à la municipalité, avait obtenu du directoire du district de Cosne une ordonnance, à l'effet de faire une saisie-arrest entre les mains de *Madame de Valory, veuve Mazin*, et de monsieur son fils sur ce qu'ils pouvaient devoir au sieur Taillandier, curé de Dampierre. On demanda au procureur de la commune s'il entendait poursuivre la saisie en son nom, ou s'il voulait s'en désister ; il parut assez embarrassé, car il n'avait pas agi spontanément. Dans cette circonstance, comme auparavant, il avait été probablement poussé par quelque personnalité du district, cela semble résulter de ses explications. Il déclara cependant qu'il se désistait de sa saisie et qu'il avait été induit en erreur.

Voici l'origine de cette affaire expliquée dans une supplique présentée par le curé Taillandier au lieutenant-général du bailliage d'Auxerre. Depuis plus de trente ans, les curés prieurs de Dampierre étaient en procès avec le baron de Bouhy ; le litige, porté d'abord devant le juge de Bouhy, puis, sur appel, au bailliage d'Auxerre et enfin devant le Parlement de Paris, fut jugé définitivement par arrêt du 20 août 1789. Le

baron de Bouhy fut condamné à payer au curé les causes du litige avec intérêts du jour de la demande et en tous les dépens des causes de première instance et d'appel. L'arrêt ordonnait que le montant de la restitution des dépens payés par les prédécesseurs du curé actuel serait employé en réparations du presbytère de la paroisse de Dampierre, à charge, par le curé, de justifier, par devant le lieutenant général du bailliage d'Auxerre, de l'emploi des deniers. Les réparations à faire au presbytère avaient été constatées antérieurement à cet arrêt et le montant en avait été fixé à 2.713 livres 4 sols par le rapport des sieurs Deschamps, bourgeois, et Bertrand, entrepreneur de bâtiments, fait et déposé le 7 avril 1787.

D'après ce rapport et les dispositions de l'arrêt du 20 août, l'abbé Taillandier avait cru pouvoir, en toute sûreté, entreprendre les réparations du presbytère et y employer les restitutions dues aux curés ses prédécesseurs, sauf ensuite à justifier de l'emploi. Il faisait observer, dans sa supplique, que, les travaux étant en voie d'exécution, il était mis dans l'impossibilité de les payer par la saisie-arrêt que le sieur Gentier avait été autorisé à faire par le directoire du district de Cosne, absolument incompétent en la matière.

Cependant, le 1^{er} septembre 1790, le conseil général du département prit un arrêté pour approuver la saisie et autoriser Gentier à la renouveler si besoin est; ce que le procureur de la commune s'empressa de faire.

Le curé supplia donc le lieutenant général de faire main-levée de la saisie et de l'autoriser à continuer les travaux en y employant les deniers dûs par le seigneur de Dampierre jusqu'à concurrence de la somme de 2.713 livres 4 sols. Le 18 septembre 1790, le lieutenant général Alexandre-Marie d'Avigneau répondit

favorablement à la requête et fit main-levée de la saisie-arrest.

L'affaire se trouvait donc terminée à la satisfaction du curé et du conseil municipal. Il n'en subsista que la preuve de l'entente établie, en dehors de la municipalité, entre Gentier et les directeurs du district et du département ; ainsi que de l'hostilité de ces administrateurs contre le curé.

Jusqu'ici Gentier était dans un état d'opposition malveillante vis à vis de la municipalité ; cela datait des premiers jours et on en avait vu une manifestation le 17 mars 1789 ; mais, le 8 septembre 1790, la véritable situation s'étale au grand jour. Le maire P.-J. Foutrier expose qu'il lui a été remis par le sieur Gentier, procureur de la commune, plusieurs envois de messieurs du directoire du district de Cosne ; que tous les paquets adressés à messieurs les officiers municipaux étaient décachetés ; que les uns lui ont été remis samedi dernier, d'autres dimanche et d'autres enfin ce matin, quoiqu'ils fussent tous énoncés dans la lettre du directoire, ce qui mettait la municipalité en retard pour toutes les opérations qui la concernent. Sur cette plainte, le procureur de la commune interrogé a dit qu'il tenait lesdits paquets du sieur Quieffin, officier municipal, *lequel depuis trois mois n'a daigné assister à aucune séance* (c'est ce que ne manque jamais d'ajouter aux procès-verbaux le curé qui en est le rédacteur).

Sur quoi, il a été arrêté unanimement qu'il en serait dressé procès-verbal et qu'une copie en serait envoyée au directoire pour le prier de recommander au sieur Quieffin d'être plus fidèle à remettre les envois du district et plus circonspect dans sa conduite. Le procureur Gentier a refusé de signer et s'est retiré à l'instant.

Il est aisé de conclure des faits reproduits dans ce procès-verbal ainsi que dans celui du 22 août rapporté plus haut, que le district de Cosne, tenant la municipalité de Dampierre en suspicion, correspondait directement avec Quieffin et Gentier. Le maire Foutrier, le curé et les autres officiers municipaux sentaient leur dignité atteinte par ces procédés et ils protestèrent, mais ils n'osèrent pas mettre assez d'énergie dans leurs plaintes et l'on voit très bien percer le sentiment de crainte qu'ils éprouvaient. Aussi, ne voulant pas entrer en lutte, ils prirent un biais pour essayer de sortir de cette situation difficile ; ils demandèrent à être englobés dans le département de l'Yonne et, à la fin de la délibération du 8 septembre, assistés d'un nombre considérable de citoyens, ils insinuent leur demande avec des tournures de phrases entortillées qui décèlent leur embarras.

Considérant, y est-il dit, que l'Assemblée nationale, voulant opérer le bien public dans l'établissement des départements, districts, municipalités, n'a pu prévoir tous les inconvénients qui peuvent se trouver dans les arrondissements ; que le même amour de l'avantage des communautés ne lui permettrait pas de rejeter ses représentations ; il a été délibéré sur celui dont la commune de Dampierre jouirait si elle était réunie au département de l'Yonne et au district de Saint-Fargeau ; qu'Auxerre, chef-lieu, n'étant qu'à 10 lieues, Nevers, aussi chef-lieu du département de la Nièvre, se trouve à 16 lieues ; que la commune de Dampierre n'a aucun rapport avec ce dernier département ; que les vivres y sont beaucoup plus chers étant sur la grande route ; que son commerce, au contraire, la rapproche souvent d'Auxerre ; qu'ils y vont beaucoup moins chèrement ; qu'il y a le double de dépense à faire pour eux dans le voyage de Nevers que dans

celui d'Auxerre ; que, de même, Saint-Fargeau, district, est à 3 lieues et Cosne à 4 ; que rien ne les appelle dans cette dernière ville, dont presque tout le commerce est la fabrique de la coutellerie, tandis qu'ils sont en fréquentes relations avec Saint-Fargeau.

En conséquence, après avoir pris le vœu et le désir des habitants de ladite paroisse, il a été arrêté unanimement qu'il serait présenté requête à Messieurs les Président et membres du département de l'Yonne pour les prier d'agréer notre démarche ; et à Messieurs du département de la Nièvre de les prier aussi, par autre requête, de ne pas trouver mauvais que nous nous séparions d'eux vu les raisons ci-dessus alléguées ; en outre, il a été aussi arrêté qu'expédition du présent délibéré serait jointe à la requête et transcrite par M. Frottier, secrétaire.

Il est à remarquer qu'un sieur Bureau, dénommé bourgeois, figure parmi les membres de l'assemblée et qu'il a signé la délibération quoiqu'il ne soit pas de Dampierre. Ce même Bureau qui, en 1790, se range parmi les hommes modérés, se trouvera, le 27 mars 1793, avec un sieur Mallet, en qualité d'administrateur du district de Cosne, à la tête d'une troupe armée pour faire une visite domiciliaire à Angelier, en commettant toutes sortes de brigandages et en insultant le maire. C'est lui aussi qui, en septembre 1793, dénonça et arrêta le curé de Dampierre. Le 29 juillet 1795, il fut lui-même dénoncé comme terroriste ayant exercé des actes tyranniques et révolutionnaires dans la commune de Saint-Amand.

Le soir de ce même jour, 8 septembre, après vêpres, le maire convoqua à une nouvelle réunion les officiers municipaux et les notabilités qui avaient assisté à celle du matin ; le procureur de la commune, Gentier, conti-

nuant son opposition, défendit aux citoyens de se rendre à l'invitation du maire. L'assemblée se tint cependant au lieu accoutumé; il y fut décidé de signaler à Messieurs du département, à Nevers, le désordre qu'occasionne dans la commune le sieur Gentier, et de pourvoir par la voie du scrutin à l'élection d'un nouveau procureur et aussi d'un officier municipal, en remplacement du sieur Quieffin, *qui refuse depuis trois mois de se trouver aux assemblées quoique plusieurs fois appelé.*

Ainsi donc l'hostilité est nettement déclarée entre le corps municipal d'une part et les sieurs Gentier et Quieffin d'autre part. Elle se manifeste encore pendant la séance du 12 septembre, puis à l'occasion de la remise des rôles des contributions aux collecteurs; il y est dit que Quieffin et Gentier refusent de se trouver à l'assemblée et s'opposent au bien de la commune.

Cependant le procureur Gentier assiste à la séance du 10 octobre 1790 où il est procédé à la nomination de Corde à la place d'huissier de la municipalité, à la charge, par les officiers municipaux, de régler, dans tous les jugements, la taxe dudit huissier eu égard à l'éloignement des justiciables assignés. A partir de cette époque, le procureur recommence à assister à toutes les séances et, le 17, sur ses réquisitions, deux décisions sont prises par le conseil de la commune.

C'est à ce moment que commence à se manifester contre le château une hostilité qui, si elle n'est pas aussi violente qu'ailleurs, indique cependant un changement notable dans les esprits; pour l'apprécier, il suffit de se reporter à l'une des premières séances où l'assemblée municipale protestait de son respect pour le seigneur. On va voir ce sentiment d'hostilité s'accroître de jour en jour; mais il faut reconnaître,

à la louange de la population, qu'il n'alla jamais jusqu'à la persécution violente contre une femme veuve abreuvée d'amertume et de tristesse dans son pauvre château ; il fit même place à la pitié lorsqu'il s'agit, sur les injonctions du district, d'arrêter la baronne de Bouhy, et la municipalité s'honora en tentant d'intervenir au nom de la justice et de l'humanité.

Donc, le 17 octobre 1790, le corps municipal prend deux décisions. La première est relative au colombier du château du *sieur Mazin*, comme s'exprime le secrétaire du conseil ; on décide qu'il sera fermé depuis la mi-février jusqu'à la Saint-Martin d'hiver (11 novembre), c'est-à-dire pendant neuf mois, et que, dans tout autre temps, il sera permis aux propriétaires fonciers et aux laboureurs de considérer les pigeons comme gibier et de les tuer.

La deuxième décision est relative aux bancs qui étaient établis de chaque côté du chœur de l'église. Celui du baron de Bouhy existait anciennement du côté de la chapelle Saint-Firmin ; celui de la famille de La Bussière venait d'être établi du côté de la chapelle de la Sainte-Vierge, en vertu d'une concession faite le 15 octobre 1786, par le conseil de fabrique et le curé Lecomte. Le 9 mars 1788, le nouveau curé, l'abbé Taillandier, avait fait revenir le conseil de fabrique sur cette concession et il avait été convenu que l'emplacement serait retenu pour y faire placer des stalles destinées aux chantres. Mais il paraît que M. de La Bussière avait passé outre puisque, le 17 octobre 1790, le conseil général de la commune décide que ce banc nouvellement établi sera supprimé ainsi que celui du baron de Bouhy, par ce motif qu'ils avancent dans le chœur dont ils occupent les deux côtés, empêchant d'y mettre des stalles pour les chantres ; il est, en même temps, ordonné que ces

bancs seront déplacés par les propriétaires ou par la municipalité, à leur refus. Et comme les intéressés n'avaient pas, dans la huitaine, obtempéré à la décision du conseil général, celui-ci, dans sa séance du 24 octobre, ordonne que les bancs du baron de Bouhy et du sieur de La Bussière seront enlevés par Foutrier, menuisier, et qu'une assemblée de tous les citoyens actifs de la commune sera convoquée pour le dimanche suivant, afin d'autoriser le sieur Trottier, procureur fabricien, à faire établir des stalles des deux côtés du chœur. La question ne concernait pas l'autorité municipale, mais celle-ci suivait un courant et n'avait pas d'autre intérêt dans l'affaire que d'exercer des vexations sur la classe autrefois privilégiée.

Le conseil de fabrique que cela regardait décida, le 27 décembre 1790, de faire construire des stalles dans le chœur et, le 9 janvier suivant, procéda à l'adjudication aux enchères de ce travail au sieur Manceau, menuisier à Saint-Amand, lequel avait proposé le prix le plus bas, soit 430 livres.

Le 24 juillet 1791, un mois environ après la fête du roi, une visite domiciliaire fut faite au château par sept ou huit soldats armés et conduits par le commandant de la garde nationale, le sieur Quieffin fils aîné, le même qui ne voulait pas de maître d'école. La baronne de Bouhy se présenta et demanda si cette visite était faite par ordre de la municipalité ; le fils Quieffin prit alors la parole et déclara qu'elle était faite de sa propre autorité et qu'il n'avait pas voulu en informer le conseil réuni un instant auparavant. Gentier n'a pas voulu signer le procès-verbal où ce fait est relaté ; il porte les seules signatures du maire Foutrier, du curé et de Gaboré ; se sont abstenus ou n'étaient pas présents : Tarin, Chevalier, Prêtre et le

greffier Frottier, qui signaient d'habitude les procès-verbaux.

En 1792, la Révolution s'accroît et les événements se précipitent de mois en mois. En juin, c'est l'invasion des Tuileries par le peuple ; en juillet, l'Assemblée législative déclare la Patrie en danger ; en août, le roi est suspendu de ses fonctions ; en septembre, c'est le massacre des prisons et la proclamation de la République. Dans le même temps, la situation s'aggrave à Dampierre ; l'hostilité contre la baronne de Bouhy se prononce, sans, cependant, atteindre à la violence ; ce n'est encore que de la vexation. Après la suppression de son banc, ordonnée deux ans auparavant, elle avait mis ses chaises dans la chapelle de la Sainte-Vierge ; mais le corps municipal, prétextant d'une gêne dans le service divin, lui enjoignit de les enlever de cette place et de les transporter le long du banc du sieur Foutrier, l'ancien maire. A cette époque, ce n'est plus Gentier qui requiert la mesure, mais Gaboré, homme dont la personnalité est assez effacée et qui ne s'est pas signalé par ses opinions.

Le 8 avril 1793, la municipalité se transporte au château de Dampierre pour faire l'inventaire du mobilier de la veuve Mazin, comme on disait alors ; mais elle y renonce sur l'observation de la baronne de Bouhy qu'une saisie a déjà été faite par le citoyen Bureau ; qu'elle y a fait opposition et que l'affaire est pendante devant l'administration à laquelle mainlevée a été demandée.

Enfin, on arrive, le 30 avril 1793, à ce qui se préparait depuis longtemps. La municipalité de Dampierre se trouva dans une grande perplexité quand il fallut, en exécution des ordres de l'administration, procéder à l'arrestation de la baronne de Bouhy. Le procès-verbal de la séance du 30 avril, rédigé par le

curé Taillandier, est des plus intéressants parce qu'il révèle l'état d'esprit du corps municipal. On y lit clairement le désir de protéger une femme paisible qui s'est acquis la sympathie de son entourage, mais aussi la crainte d'encourir la redoutable suspicion du pouvoir avec ses terribles conséquences. Le ton de cet acte, le mélange de craintive résistance et de protestation de zèle ; le désir évident de venir en aide à la baronne de Bouhy et la préoccupation de ne pas se compromettre, en font quelque chose de très suspect et dont l'effet devait être d'éveiller la méfiance de ceux qu'on tentait si maladroitement de circonvenir. Il faut remarquer aussi que les élections du 9 décembre 1792 avaient amené des hommes modérés à la tête de la municipalité et que c'était notamment le curé et M. de La Bussière qui étaient chargés de faire exécuter l'arrêté ordonnant que la citoyenne Valory, veuve Mazin, serait retenue comme otage et qu'elle devrait, sous trois jours, se rendre à Cosne.

Il est probable que cet arrêté, pris depuis quelque temps, n'avait pas été exécuté conformément à la volonté du directoire ; car, sur les observations qui lui furent faites, le corps municipal commence par déclarer *que l'arrêté du département de la Nièvre a été mal compris ; que quoiqu'il soit constant que le fils Mazin soit émigré, sa mère qui a été surveillée n'a donné aucune preuve d'incivisme ; qu'elle est tranquille dans son habitation ne voyant pas de société, vivant avec sa nièce Charlotte-Gabrielle Mazin et une autre personne du sexe dont le conseil ne connaît pas la famille ; et qu'il est impossible qu'elle puisse, quand elle le voudrait, porter aucun secours aux émigrés et aux ennemis de la République, attendu que ses biens et ceux de son fils sont séques-*

trés et que son âge et son sexe la mettent dans la catégorie des individus peu à craindre.

C'était probablement une autre personne qui se cachait sous le nom de la nièce de la baronne de Bouhy ; ce qui pourrait le faire croire c'est que la fournée de Dampierre, condamnée et exécutée le 16 floréal an II, se composait de Jacques-Jean de La Bussière et de trois femmes : Marie-Florence de Valory, veuve de Mazin ; Joséphine-Thomassine du Verne et Jeanne de Dreuille, femme de Jacques de Lichy (1). Il est établi que la personne inconnue signalée plus haut est bien M^{lle} du Verne et il est probable que l'autre désignée comme la nièce de la baronne de Bouhy était Mme de Lichy.

Cependant, craignant de s'être trop avancé en prenant la défense de la baronne de Bouhy, le rédacteur du procès-verbal continue en disant *que les deux arrêtés du département et du district doivent avoir leur effet, mais que la dame Valory n'ayant pas de chevaux et ne pouvant pas s'en procurer, les administrateurs du district seront suppliés d'accorder à la veuve Mazin un délai de six jours et que, dimanche prochain, elle sera tenue de se procurer des chevaux pour la conduire à la ville de Cosne, si non sera donné ordre aux laboureurs de cette commune de prêter leurs chevaux pour l'y conduire et qu'elle sera escortée de douze soldats de la garde nationale de ce lieu, le tout à la réquisition du procureur de la commune qui, en cas de refus desdits laboureurs, se fera accompagner d'un détachement de la garde nationale pour les y contraindre.*

L'acte était ainsi rédigé, mais on eut, sans doute, la crainte qu'il ne satisfît pas le directoire, car immédia-

(1) P. MEUNIER, t. II, p. 70.

tement on le fit suivre d'un supplément où il est dit que la personne inconnue résidant chez la veuve Mazin depuis près de deux ans est la citoyenne du Verne; que, citée à comparaître devant la municipalité, elle a déclaré être originaire de Lanty dans le district de Moulins-Engilbert et qu'elle a des proches parents émigrés. Le conseil arrête que la citoyenne du Verne sera conduite à Cosne avec la veuve Mazin; arrête en outre que le comité des douze sera de nouveau invité à dénoncer toutes les personnes suspectes dans l'étendue de cette commune pour être prises telles mesures que la tranquillité publique et le bien de la Patrie exigeront; arrête que l'administration sera invitée à nommer un commissaire à l'effet de veiller aux biens meubles de la veuve Mazin et lui fixer le salaire qu'il aura pour sa garde; enfin que le procureur de la commune se rendra demain auprès des citoyens administrateurs du district pour leur faire part que le conseil ne pouvait être en permanence, vu les occupations de la campagne.

Enfin le procès-verbal, plaidant en termes assez embarrassés les circonstances atténuantes pour l'inexécution ou l'exécution tardive des arrêtés du département et du district, dit que les envois sont quelquefois huit jours sans être décachetés; que le procureur de la commune donne quelquefois son récépissé sans savoir ce que contient le paquet; que, souvent encore, il y trouve deux exemplaires d'une même loi ou d'un arrêté, qu'il est possible qu'un arrêté soit envoyé pour un autre et que l'inexécution de la loi dépend quelquefois de cette erreur; qu'enfin personne n'est plus jaloux que les membres du conseil général de Dampierre de remplir ses obligations et que, s'il y a quelquefois de la négligence apparente, elle ne vient que du peu de lumière desdits membres et de la diffi-

culté de les rassembler, plutôt que de leur insouciance ou de leur manque de zèle.

L'acte ainsi complété par tant de protestations laissait cependant de l'inquiétude dans l'esprit de la municipalité et un dernier renvoi vient dire que, dans le cas où le district ne voudrait pas accorder le délai demandé, il sera pris de nouvelles mesures, pour conduire sur le champ la veuve Mazin à Cosne.

Ce procès-verbal est écrit en entier de la main du curé Taillandier, signé avec lui par Laurent, maire ; de La Bussière, Foutrier, procureur de la commune ; J. Prêtre, Compin, secrétaire. Deux des signataires, le curé et M. de La Bussière, n'allaient pas tarder à être arrêtés ; le dernier devait être exécuté le 10 mai 1794, à Paris, en même temps que la baronne de Bouhy ; on ne voit plus sa signature au bas des délibérations qui suivent celle-ci. Il aura dû s'enfuir et son arrestation aura été opérée ailleurs, car il n'en est pas fait mention à Dampierre.

C'est le 2 mai, trois jours après l'arrestation de la baronne de Bouhy, qu'eut lieu à Cosne l'émeute au cours de laquelle M. Rameau de Montbenoit fut écharpé par la population, ainsi que cela a été rapporté plus haut.

Après avoir poursuivi jusqu'à l'arrestation de la baronne de Bouhy le récit des faits qui la concernent, il faut revenir en arrière et reprendre à l'année 1790 la suite des événements dont la commune de Dampierre fut le théâtre.

Le 21 novembre 1790, le renouvellement partiel de la municipalité se fit conformément à la loi : on remplaça trois officiers municipaux et six notables membres du conseil général de la commune.

Le 16 janvier 1791, sur le rapport d'un officier municipal qu'il se commettait beaucoup de méfaits

dans la campagne, on nomme garde champêtre Verain Corde, déjà huissier de la commune. Il lui est alloué 24 livres et le tiers de l'amende prononcée dans chaque cas par le corps municipal.

Le 27 février, le conseil général est informé qu'il est question de réunir la commune de Dampierre à celle de Bouhy ; il proteste avec la dernière énergie et propose de nommer un député pour aller présenter des observations à Nevers aux administrateurs du département. Des réclamations seront adressées à toutes les autorités du district et du département, et même à l'Assemblée nationale.

Le mois suivant, la question est remise sur le tapis par un conseiller, qui émet cette opinion que la proposition de réunir la commune de Dampierre à celle de Bouhy est peut-être la conséquence de la demande faite le 8 septembre 1790 pour que la commune fût englobée dans le département de l'Yonne. Il propose de rétracter cette délibération qui a pu indisposer l'administration de la Nièvre ; mais le conseil est d'avis d'ajourner toute nouvelle décision qui paraîtrait l'effet du manque de confiance dans la justice des administrateurs du district et du département.

Cette crainte de voir supprimer la commune de Dampierre est une véritable obsession pour l'esprit des membres du conseil ; le 22 septembre 1793, la municipalité, informée du danger que court la commune d'être réunie à une autre, charge le citoyen Boulaye de faire signer une pétition.

A la fin de l'année 1791, une question relative à l'exercice du culte se pose devant le conseil, et la façon dont il la traite indique l'importance qu'il y attache encore à cette époque. Le sieur Gentier, qui s'était déjà signalé par ses opinions avancées, représente que le fils Prêtre refusait de servir la messe et d'accom-

pagner le curé dans les visites des malades et qu'il conviendrait de lui allouer une rémunération. Le conseil dit que ces frais regardent la fabrique et autorise le procureur fabricien à donner à Prêtre, ou à tout autre, 12 livres par an sur les ressources de la fabrique.

Le 8 et le 9 avril 1792, le bourg de Dampierre, habituellement paisible, fut troublé par des scènes de désordre. Le premier jour, c'est un soldat, originaire de la commune, un nommé Bonnard, dragon au régiment d'Artois, dans lequel le baron de Bouhy avait été capitaine, qui, accompagné de son frère, menace de son sabre Noël Boitroux, qu'il veut forcer à se battre. Il insulte même le procureur Gentier qui requiert, du conseil immédiatement assemblé, une peine de 10 livres d'amende et l'incarcération. Le conseil fait droit à ces réquisitions et condamne solidairement le dragon et son frère à 10 livres d'amende.

Le lendemain, c'est le sieur Housset, chirurgien à Bouhy qui, pendant vêpres, descend à Dampierre, tambour battant, à la tête d'une troupe de six personnes armées de fusils, et parmi lesquelles on a reconnu Berteau fils, Lefèvre, boulanger; Lenfant fils. Ils venaient, dirent-ils, pour faire des enrôlements, mais le maire Prêtre agit aussi énergiquement que la veille; il leur enjoignit de retourner chez eux, ce qu'ils firent après quelques propos tenus par le sieur Housset.

Il est probable que le dragon Bonnard, pour prendre sa revanche de la veille, était allé chercher quelques tapageurs à Bouhy; mais la municipalité de Dampierre sut se montrer ferme et elle fit bien; car, dans ces temps troublés, des émeutes sanglantes n'eurent pas d'autres commencements. C'est ce que fait remarquer Taine, dans les *Origines de la France*

contemporaine : « Dans toutes les émeutes si fré-
» quentes à cette époque, on rencontre toujours quel-
» que soldat qui prend la tête du mouvement ; cela
» se voyait déjà dans les premiers temps de l'Assem-
» blée nationale ; mais, depuis, l'insubordination dans
» les régiments s'est accrue et le nombre des soldats
» déserteurs n'a fait qu'augmenter. Dans les foules qui
» composent les émeutes de 1789, les hommes d'exé-
» cution deviennent chaque jour plus nombreux : ce
» sont des déserteurs et, de chaque régiment, ils
» arrivent plus nombreux à Paris, par bandes, parfois,
» de 250 en un seul jour. Au commencement de
» septembre, on comptait 16.000 déserteurs de cette
» espèce ; or, parmi les gens qui tuent, ceux-ci sont
» au premier rang et cela n'étonne pas, pour peu
» qu'on se rappelle leur provenance, leur éducation et
» leurs mœurs. C'est un soldat de Royal-Cravate qui
» arrache le cœur de Berthier ; ce sont trois soldats
» du régiment de Provence qui, à Saint-Denis, ont
» forcé la maison de Chatel et traîné sa tête dans la
» rue ; ce sont des soldats suisses qui, à Passy, vien-
» nent d'abattre à coups de fusil le commissaire de
» la maréchaussée (1) ».

La municipalité devait d'autant mieux se mettre en garde contre les émotions populaires que les événements politiques devenaient de jour en jour plus graves. On était à la veille des émeutes du 20 juin, du 10 août et des massacres de septembre. Les échecs de l'armée française et le manifeste du duc de Brunswick avaient exaspéré le sentiment populaire dans les grands centres ; par surcroît, la disette, presque à l'état normal, pouvait, à propos du moindre incident, déchaîner l'émeute sur un marché.

(1) *La Révolution*, t. I, p. 115.

Le 11 juillet, l'Assemblée législative a déclaré la Patrie en danger, et les municipalités ont reçu l'ordre de rechercher les armes chez les ci-devant privilégiés. A Dampierre, le 9 septembre 1792, sur les réquisitions de Gentier, procureur de la commune, Quieffin, commandant de la garde nationale, se transporte avec six gardes à Angelier pour saisir les armes qui se trouvent chez M. de La Bussière ; on s'empare de six fusils de chasse, deux à deux coups et quatre à un coup. Le sieur de La Bussière et son beau-père Damoiseau, septuagénaire, offrent de monter la garde et protestent de leur désir de défendre la Patrie. Damoiseau demande à être inscrit sur la liste civique ; il demande aussi qu'on lui rende son fusil et le maire, Prêtre, consent à ce qu'on lui remette un fusil à deux coups, à charge de le représenter quand il en sera requis. Le même jour on saisit un fusil chez la baronne de Bouhy.

Le 7 octobre 1792, eut lieu avec solennité la prestation du serment ordonné par la loi du 14 août de la même année, *d'être fidèle à la Nation, de maintenir de tout son pouvoir la liberté et l'égalité et de mourir en les défendant*. Ce serment fut prêté à la messe par le citoyen Boucly, vicaire de la paroisse. A l'issue de la messe, le même serment fut prêté par toute la municipalité, par le commandant de la garde nationale, par tous les citoyens et enfin par le citoyen La Bussière, par Marie-Florence Valory, veuve Mazin, et par Gabrielle-Charlotte Mazin, ces derniers comme jouissant de pensions sur l'Etat.

Quant au curé, il est probable qu'il a cherché un biais pour ne pas prêter serment. Le procès-verbal dit bien que la municipalité a reçu le serment du citoyen Taillandier, curé de cette paroisse, lequel, retenu au lit par une maladie dangereuse, n'a pu venir à l'église

pour prêter solennellement le serment. Mais il est bien permis de croire que le curé, dans des circonstances aussi graves, a simulé une maladie pour esquiver cette obligation et qu'il y a réussi malgré ce qui est dit dans le procès-verbal, soit en ne le prêtant pas, soit en se donnant la satisfaction relative d'équivoquer sur les termes.

La situation, d'ailleurs, devenait difficile pour un prêtre ; l'administration départementale allait interdire le port du costume ecclésiastique et devait prendre bientôt d'autres mesures beaucoup plus graves qui aboutirent, en février 1794, à la déportation en masse de soixante-un prêtres ; ces malheureux endurèrent un véritable martyre dans leur voyage de Nevers à Brest et périrent presque tous de misère et de maladie ; douze seulement devaient revoir la Nièvre (1). Le 6 avril 1793, le directoire du département déclarait « qu'il importe à la tranquillité publique de maintenir » l'anéantissement déjà décrété des corporations religieuses, mais surtout de faire disparaître à jamais » tous les costumes dont l'effet immédiat est d'en rap- » peler le souvenir, d'en retracer l'image ou de faire » penser qu'il existe encore, chez un peuple libre, une » caste privilégiée qu'on distinguerait par un costume » particulier. En dehors du temps pendant lequel les » ministres de quelque culte que ce soit exercent leurs » fonctions, ils ne pourront porter aucun signe ou cos- » tume de ralliement contre-révolutionnaire (2) ».

Le renouvellement de la municipalité qui se fit en décembre 1792 fut mouvementé ; on sent une crise, un état de lutte entre l'esprit révolutionnaire et les tendances modérées d'une partie de la population. Le 2 décembre, les citoyens de Dampierre avaient été

(1) P. MEUNIER, t. II, p. 105 à 120.

(2) *Id.*, t. I, p., 229 et 230.

réunis dans l'église au nombre de soixante pour procéder à l'élection. Les opérations de scrutin furent très confuses et l'assemblée se dispersa avant que les élections fussent terminées ; on dut en ajourner la suite.

Le 8 du même mois, l'assemblée annoncée au son de la cloche se tint dans l'église pour continuer les opérations commencées le 2 décembre, mais le citoyen Quieffin déclara *qu'il s'opposait à tout, qu'il entendait que tout fût recommencé ; qu'il se moquait du président de l'assemblée.* En conséquence, l'assemblée fut interrompue et le citoyen Taillandier, président, la remit au lendemain à midi pour être recommencé en observant strictement la loi du scrutin. Le lendemain donc, à midi, il fut déclaré, d'après le vœu de plusieurs, qu'on recommencerait les opérations parce qu'il avait été procédé par un seul tour de scrutin à la nomination des maire, procureur et officiers municipaux, laquelle devait se faire par scrutin individuel. Furent nommés :

Maire : Jean Laurent, à l'unanimité moins 3 voix.

Procureur de la commune : Pierre-Joachim Foutrier.

Officiers municipaux :

Jean Gaudin, au premier tour, par 23 voix sur 44 votants.

Taillandier, au deuxième tour, par 28 voix sur 32.

Edme Dupré,	—	25	—
-------------	---	----	---

Jean Mathieu,	—	23	—
---------------	---	----	---

Edme Corde,	—	12	—
-------------	---	----	---

Notables composant le conseil général :

Jacques-Jean de La Bussière, Pierre Renard, Pierre Judas, Laurent Danjon, Sulpice Rat, J.-B. Lion, Joa-

chim Prêtre, Claude Gaudin, Sulpice Mathieu, Thomas Nault, Louis Gaudet.

Cette municipalité était composée d'éléments modérés ; Gentier et Quieffin n'en faisaient pas partie. Ce fut, pour le curé Taillandier et pour les hommes de son opinion, un dernier et éphémère succès ; ils ne devaient pas se faire de grandes illusions en constatant le nombre si peu considérable de voix qu'ils avaient obtenues ; d'ailleurs, les événements n'allaient pas tarder à les éclairer s'ils en avaient besoin. L'année qui allait commencer ne devait pas s'achever sans de grands changements. Deux des élus du 9 décembre 1792, le curé et M. de La Bussière devaient être arrêtés avant que dix mois fussent écoulés.

C'est le 18 mars 1793 que les commissaires de la Convention, Goyre, Laplanche et Collot d'Herbois ont fait leur entrée à Nevers et l'impulsion qu'ils donnent à l'action révolutionnaire ne tarde pas à se faire sentir dans tout le département. La municipalité de Dampierre va s'en apercevoir dans une visite domiciliaire à Angelier ; mais elle ne tarde pas à être encore mieux renseignée sur la vigueur de l'administration départementale, quand il lui est ordonné de se déclarer en permanence et de nommer le comité des douze et celui de surveillance ou de sûreté générale dont la fonction principale est la dénonciation organisée comme un moyen régulier de gouvernement. Les attributions de ces comités sont déterminées par les articles 5 et 8 de l'arrêté pris par le directoire du département, le 10 avril 1793 ; en voici le texte rapporté dans le livre de M. Meunier (1) :

« Article 5. — Ce comité sera chargé, dans chaque commune, de recevoir les déclarations de tous les

(1) Tome I, p. 114.

» étrangers actuellement résidents dans la commune
» ou qui pourront y arriver ; de surveiller et dénon-
» cer les gens suspects ; de délivrer, sur l'attestation
» de quatre citoyens domiciliés depuis un an, une
» carte civique à chaque citoyen qui justifiera du lieu
» de sa naissance, de ses moyens d'existence et de
» l'acquit de ses devoirs civiques ; et, finalement, de
» procéder à un nouveau tableau de la garde nationale
» qui ne pourra être composée que de citoyens
» patriotes, incapables d'abuser des armes qui leur
» seront distribuées pour le maintien de la République.

» Article 8. — La dénonciation étant un devoir et
» un acte civique toutes les fois qu'elle a pour objet
» des faits des personnes ou des projets qui peuvent
» porter atteinte à la sûreté de l'Etat ou de troubler
» la tranquillité publique, les véritables républicains
» sont invités à surveiller les malveillants, à dénoncer
» les personnes et les complots qui viendraient à leur
» connaissance. Le comité des douze est établi dans
» chaque commune pour recueillir les dénonciations
» qui leur sont faites, pour les transmettre, avec les
» faits et les noms des personnes suspectes d'incivisme,
» au comité de surveillance ; ce dernier aura à prendre
» les mesures de sûreté générale qu'il croira conve-
» nable selon la gravité des circonstances ».

Le 14 avril, la commune de Dampierre nomma les membres de ces deux comités. Ils ne tardèrent pas à entrer en fonctions dans le district, et l'un des premiers actes de ceux de Cosne fut de dénoncer la baronne de Bouhy.

La municipalité, mise en demeure d'établir une garde nationale fait observer que, malgré son zèle, personne ne s'est présenté pour en faire partie et qu'il n'y a pas, dans la localité, les ressources nécessaires pour l'établissement d'une garde montante. Elle devait

encore, aux termes des instructions de l'administration, ouvrir un registre pour recevoir le serment de « main- » tenir l'unité et l'indivisibilité de la République, de » jurer la mort des tyrans et l'exécration des despotes » quelconques sous quelque dénomination que ce » puisse être ».

On était prodigue de serments à cette époque ; le 24 janvier 1790, la municipalité prête serment ; le 14 juillet de la même année, nouveau serment prêté à l'église par toute la population ; le 7 octobre 1792, encore un serment ; enfin, le 21 avril 1793, celui dont il vient d'être question. Mais il ne paraît pas qu'avant 1792, le clergé de Dampierre ait prêté le serment civique décrété le 27 novembre 1790 par l'Assemblée nationale.

Une première visite avait été faite le 9 septembre 1792, à Angelier, chez M. de La Bussière et on avait enlevé cinq des six fusils de chasse trouvés dans cette maison ; mais, après l'arrivée de Collot d'Herbois dans le département, de nouveaux ordres sont sans doute donnés, car le 27 mars 1793, le maire de Dampierre, accompagné de vingt gardes nationaux, se transporte une seconde fois à Angelier pour faire une nouvelle recherche des armes. On y trouve encore deux fusils de chasse ; mais ce qui caractérise cette visite, c'est le conflit qui s'y produisit. Au moment où le maire allait se retirer, survint une troupe armée de fusils, de pistolets, de piques, de sabres, dans laquelle se trouvaient plusieurs brigades de la gendarmerie nationale ; les citoyens Mallet et Bureau, administrateurs du district de Cosne, la commandaient et forcèrent le maire de Dampierre à rester avec eux. Celui-ci, dans le procès-verbal de son expédition, constate qu'il a été insulté et même menacé par les gardes nationaux et surtout par ceux de Saint-Amand qui se sont

portés à toutes sortes de brigandages. Les membres de la municipalité se solidariserent avec le maire en signant ce procès-verbal.

Il est vraisemblable que le corps municipal de Dampierre, à la suite des dernières élections, était devenu suspect au district de Cosne ; en effet, les citoyens Quieffin et Gentier s'en trouvaient exclus et, en revanche, on y voyait figurer M. de La Bussière. Le directoire du district dut s'émouvoir de cette situation et jugea à propos d'intervenir par une manifestation qui fit sentir l'action révolutionnaire dans cette commune dont la tranquillité avait des airs de réaction.

Le 15 mai 1793, la municipalité reçut, du district agissant en vertu d'une lettre de l'administration du département, l'ordre de procéder à l'enlèvement, chez les ci-devant seigneurs et nobles, de tous les titres de féodalité ou de noblesse. Elle s'empresse de l'exécuter et se transporte à la maison de la veuve Mazin, comme s'exprime le procès-verbal qui continue ainsi : « Où étant et parlant à sa domestique, lui » avons demandé de nous ouvrir toutes les chambres, » cabinets, placards, coffres, et sommes entrés dans la » salle à manger où nous n'avons trouvé qu'un buffet » et un placard qui renfermaient des verres, bouteilles » et choses semblables ; sommes entrés dans un salon » où nous avons fait ouvrir un grand placard qui » ne contenait que quelques journaux de littérature » antérieurs à la Constitution, les ordonnances de » Louis XIV, en tête et au frontispice d'icelui étaient » des fleurs de lys que nous avons déchirées du livre, » plus un bref du Pape que nous avons pris et fait » brûler ; de là sommes entrés..... », etc.

Cette visite n'offrirait qu'un faible intérêt si elle ne révélait deux choses : d'abord la médiocrité d'existence

de la famille du seigneur de Dampierre et ensuite les circonstances dans lesquelles le bref du Pape fut brûlé. Il faut savoir, en effet, que le curé de Dampierre assistait à cette visite domiciliaire et qu'il a signé le procès-verbal qui en fut dressé. Il est pénible de voir ce pauvre homme amené peu à peu à cet acte de faiblesse, pour ne pas dire plus, qui, si on peut lui trouver une excuse, s'expliquerait, cependant, par ce qui s'était passé quinze jours auparavant, le 31 avril. L'abbé Taillandier, ce jour-là, avait fait des efforts, assez maladroits d'ailleurs, pour sauver la baronne de Bouhy ; il sentait bien qu'il s'était rendu suspect, car il avait devant les yeux l'exemple de M. de La Bussière, son collègue à l'assemblée municipale, et cette pensée lui enleva, sans doute, jusqu'au courage de s'abstenir dans cette circonstance. Ce fut le châtiment de la présomption de cet homme très faible, de se trouver aux prises avec des événements qui l'entraînèrent au delà de tout ce qu'il avait pu prévoir.

Le même jour, une autre visite, ayant le même objet, fut faite à Angelier. Le conseil ne trouva aucun titre nobiliaire ou féodal ; il ne rencontra que la dame de La Bussière et les citoyens Damoiseau, père et frère de celle-ci. Le sieur de La Bussière avait disparu ; il avait probablement été arrêté car, le 19 du même mois, le conseil le remplaça dans ses fonctions municipales en déclarant qu'il habitait Cosne et qu'il ne pouvait plus les exercer ; il avait été nommé cinq mois seulement auparavant.

Les comités des douze et de surveillance, institués à Dampierre, entrent en fonctions le 22 mai 1793 en dénonçant une fille d'Alligny, la nommée Trottier, qu'ils déclarent suspecte. La garde nationale procède à son arrestation ; mais elle est remise à sa belle-sœur, Victorine Lemoine, femme Trottier, qui a promis de la

garder chez elle, à Lavalotte. Le procureur de la commune Foutrier ordonne au commandant de la garde nationale, Verain Corde, d'aller prendre la fille Trottier et de la conduire devant lui.

On voit que, livrés à eux-mêmes, les braves gens de Dampierre n'étaient pas des révolutionnaires bien farouches et qu'ils ne demandaient pas mieux que d'aider une pauvre femme compromise à sortir d'embarras ; c'est vraiment une garde nationale de bonne composition que celle-là : chargée d'arrêter une suspecte, elle la confie paternellement à la garde de sa belle-sœur qui n'a rien de plus pressé, bien entendu, que de la faire échapper ; après quoi, cette femme vient déclarer au conseil que la fille Trottier est partie sans qu'elle ait pu l'en empêcher. Le conseil, sans en faire plus de bruit et uniquement pour sauvegarder sa responsabilité, décide qu'il sera donné avis du fait à Alligny et au district de Cosne.

Voici, maintenant, une forme nouvelle des multiples attributions de la municipalité : après l'administration proprement dite, après le recrutement, le recouvrement des impôts, le jugement des affaires civiles ou pénales, etc..., on va la voir s'occuper de faits ressortissant de la juridiction familiale et avec des détails si naïvement rapportés que cette affaire vulgaire prend un certain relief au milieu des événements tragiques d'alors.

Le 9 août 1793, devant J. Foutrier, procureur de la commune, et Taillandier, officier municipal, *s'est présentée la fille Marie Marlot, de la commune de Bouhy, domestique de la citoyenne Mazin en sa demeure sise au bourg, laquelle nous a dit et exposé qu'elle était enceinte des faits de Pierre Gigot, ci-devant jardinier dans la même maison et, depuis la Saint-Jean, domestique du sieur Gourdet, à Saint-*

Amand. Pressée par ses caresses et plus encore par ses promesses de mariage, elle avait succombé à ses pressantes et réitérées sollicitations ; qu'enfin elle avait été séduite par son langage flatteur et qu'elle pouvait être enceinte d'environ six ou sept mois.

Le 15 septembre, la municipalité eut à traiter une question qui devait avoir une importance capitale pour la commune de Dampierre.

Fouché était arrivé à Nevers le 29 juillet 1793 ; il prit immédiatement des arrêtés relativement à l'exercice du culte ; le 5 août, pour que toutes les cloches des paroisses, sauf la plus grosse, fussent descendues conformément à un décret du 23 juillet de la même année ; le 16 septembre, pour interdire le port du costume ecclésiastique dans les rues ; le 18 octobre, pour interdire aux prêtres de paraître aux enterrements ; le 27 du même mois, pour requérir la démolition de tous les clochers des églises, des colombiers et des tourelles des châteaux (1).

Le 11 mars 1794, c'est le conseil de la commune de Nevers qui, sous prétexte de liberté, interdit, même dans l'intérieur des maisons, tous les signes de la religion, croix, images, etc.

L'arrêté relatif aux cloches fut exécuté docilement par la plupart des municipalités, mais celle de Dampierre s'y montra récalcitrante. A la séance du 15 septembre, les citoyens Gentier et Quieffin rapportent au conseil que les habitants de la commune ont été émus à la lecture du décret du 23 juillet, aux termes duquel il ne devait être laissé qu'une cloche dans chaque paroisse ; ils représentent que les habitants veulent conserver leurs cloches. Le rédacteur du procès-verbal, qui n'est autre que le curé, insiste sur les motifs qui

(1) P. MEUNIER, tome I, p. 238.

rendent nécessaire le maintien de trois cloches et le conseil décide que ce vœu sera manifesté au commissaire qui sera envoyé dans la commune pour cette opération. La délibération est signée de Laurent, maire ; Foutrier, procureur de la commune ; Frottier, Prêtre, Quieffin, Gentier, mais la signature du curé ne s'y trouve pas. Il est bien certain d'ailleurs qu'il a inspiré et dirigé cette délibération ; les autorités du district ne s'y tromperont pas et l'abbé Taillandier ne bénéficiera pas de son abstention apparente.

Il est intéressant de remarquer que la réclamation des habitants est présentée par les deux personnages qui, depuis le commencement, ont manifesté, en toutes circonstances, les opinions les plus avancées et ont suscité plusieurs conflits avec les hommes modérés de la commune. Ils ont participé aux entreprises contre la liberté individuelle et la propriété ; ils se sont faits et se feront encore les agents de la pire tyrannie ; mais ils ne peuvent se résigner à la perte de leurs cloches.

Aussitôt que cette délibération fut connue à Cosne, les administrateurs du district s'en émurent ; ils informèrent de la situation le représentant du peuple en mission à Nevers ainsi que les membres du directoire du département et ils ordonnèrent l'arrestation du curé de Dampierre. Leur lettre ne manque pas d'intérêt.

En voici le texte :

Cosne, le 25 septembre 1793, an II de la République.

« En vous annonçant, citoyens, le 20 de ce mois, la
» réception de votre arrêté du 12 pour la descente des
» cloches des églises paroissiales, nous vous faisions part
» de l'espoir flatteur que nous avions conçu de le voir
» bientôt exécuté dans toutes les communes de notre

» arrondissement ; mais il était réservé à l'un de ces
» hommes qui ne savent qu'abuser, pour les séduire, de
» l'ascendant que leur donne leur caractère sur l'esprit
» des bons et crédules habitants des campagnes, de
» chercher à nous frustrer de cet espoir.

» Taillandier, curé de Dampierre, vient, sous le
» nom emprunté, sans doute, de quelques citoyens de
» sa paroisse, égarés par ses perfides suggestions, de
» nous manifester son vœu de s'opposer à l'enlève-
» ment des cloches de cette paroisse.

» Au reçu, citoyens, de cet acte rébellionnaire,
» l'indignation et la crainte d'en voir propager l'exem-
» ple se sont emparées de nos âmes. Nous avons jugé
» que ce n'était plus le moment de l'indulgence ; qu'une
» mesure révolutionnaire et qu'une punition éclatante
» étaient indispensables, et nous avons, en consé-
» quence, ordonné, le 24 de ce mois, l'arrestation de
» ce Taillandier, dont les principes sur la Révolution
» nous ont été, de tout temps, très suspects.

» Les gendarmes nationaux, chargés de le
» conduire à Nevers, vous remettront l'expédition ci-
» jointe de notre arrêté du 24 de ce mois avec les
» pièces y relatives ».

ORDRE D'ARRESTATION

« Nous requérons, au nom de la loi, les gendarmes
» à la résidence de cette ville, de mener aussitôt jus-
» qu'à La Charité le nommé Taillandier, curé de
» Dampierre, pour, de là, être conduit par la brigade
» dudit lieu de La Charité jusqu'à Nevers. Les pièces
» relatives à l'arrestation dudit Taillandier seront
» remises à l'administration du département.

» Par les administrateurs du district de Cosne, ce
» 24 septembre 1793, l'an II de la République une et
» indivisible ».

L'ordre d'arrestation fut exécuté par le sieur Bureau, de Saint-Amand, qui en informa les administrateurs du district par la lettre suivante :

« Citoyens collègues, je vous envoie la bête noire
» de Dampierre, surnommée Taillandier, et le nommé
» Charles-Antoine Boulaye par les gendarmes de
» Cosne, les citoyens Millot et Lepée, anciens gen-
» darmes de la commune de Saint-Amand, ainsi que
» les citoyens présents de la garde nationale de Saint-
» Amand. Vous voudrez leur faire donner l'étape au
» chef-lieu du district, et je vous envoie un paquet
» de papiers que j'ai obtenus à la seconde interpellation
» du nommé Boulaye, tous numérotés. Je vous ferai
» passer demain, du matin, les procès-verbaux de
» l'arrestation de ces deux individus, afin qu'avant les
» vingt-quatre heures vous ayez à les interroger s'il
» est nécessaire.

» Je sou mets à votre disposition mes deux pigeon-
» neaux et demain je ferai l'inventaire de la nommée
» Mazin et je me rendrai incessamment à l'adminis-
» tration le 27 au matin. Si ma présence est néces-
» saire, mandez-moi, et je serai aussitôt à vous.

» Je ne puis vous écrire davantage, je suis étourdi
» par le nommé Boulaye qui (ici un mot illisible)
» même en paroles et fait de très vives questions. Il
» vient d'écrire au citoyen Pyrent, notre président.
» Enfin je ne puis vous en écrire davantage ; je ne
» suis plus à moi par le bruit que font ces malinten-
» tionnés.

» Je suis, mes chers confrères, avec fraternité,

» BUREAU.

» Dampierre, le 25 septembre 1793, l'an II de la
République, une et indivisible ».

Le citoyen Pyrent, dont il est ici question, était l'ancien curé de Cosne ; « placé à la tête de l'administration » du district, il fut accusé, avec d'autres administrateurs, d'être auteur ou complice des conspirations » qui ont existé dans la commune de Cosne contre la » liberté, tendant à ébranler la fidélité des citoyens » envers la Nation, et d'avoir employé tous les moyens » possibles d'allumer la guerre civile par le fanatisme. Il fut, avec ses co-accusés, exécuté à Paris, » le 10 juin 1794, 22 prairial an II (1) ». Ce fut probablement par son influence que le curé Taillandier put recouvrer la liberté.

Quant au citoyen Bureau, il prenait assez gaiement l'aventure ; il était parmi ceux pour qui les agitations d'alors avaient d'amples compensations ; il avait l'avantage inespéré d'exercer le pouvoir et il allait s'en procurer un autre, celui de s'enrichir de la ruine de la famille de Mazin ; cette perspective lui faisait voir, sous un jour qui n'avait rien de sombre, les événements terribles qui bouleversaient l'ancien état de choses.

Ainsi, il n'aura servi de rien à l'abbé Taillandier de s'être prêté à bien des concessions, jusqu'à compromettre son caractère sacerdotal et à engager sa conscience ; son arrestation aura été motivée plus ou moins directement par ces trois actes : l'initiative prise par lui de faire nommer, aux dernières élections, une municipalité modérée ; — sa participation à l'intervention du corps municipal en faveur de la baronne de Bouhy, dont l'arrestation avait été ordonnée par le district de Cosne ; — enfin sa protestation contre la décision du district d'enlever les cloches de l'église. Il fut arrêté le 25 septembre, ainsi que cela résulte des documents

(1) P. MEUNIER, tome II, p 73

qui viennent d'être rapportés ; mais dès le lendemain, 5 vendémiaire an II, le corps municipal rédigea, en sa faveur, la protestation suivante :

« Le conseil réuni au lieu ordinaire de ses séances,
» nous, maire, officier municipal, considérant que le
» citoyen Taillandier, curé de cette paroisse, a prêté
» tous les serments que les lois ont exigés ; qu'il a
» donné des preuves multiples de patriotisme ; qu'il a
» toujours été à son poste sans la plus légère interrup-
» tion ; qu'il est... fonctionnaire public de cette
» paroisse qui est... ; que lors de la formation de la
» municipalité, il a été élu presque unanimement offi-
» cier municipal... il a réuni 56 voix ; que depuis
» l'existence des municipalités dans la République,
» il a rendu les services les plus... courageux ; qu'enfin
» il est facile de démontrer et de prouver que la
» calomnie la plus noire a présidé à sa dénonciation ;
» que de suite après... l'arrestation la moins méritée,
» le conseil a obtenu que deux commissaires se trans-
» porteront aujourd'hui près du district de Cosne pour
» prouver que le citoyen Taillandier... part à l'arrêté
» pris relativement à l'enlèvement des cloches et qu'il
» n'a seulement participé à cet arrêté que comme
» membre de cette commune ; que cet arrêté, d'ail-
» leurs, n'a jamais été que pour faire des représenta-
» tions à l'administration et pour témoigner de notre
» désir de conserver nos cloches sans jamais avoir
» l'intention de se refuser aux ordres supérieurs ; que,
» en outre, lesdits commissaires sont autorisés à
» demander que le citoyen en arrestation soit rendu à
» ses fonctions. Le conseil députe, pour commissaires,
» les citoyens Trottier et Joachim Prêtre ».

Le corps municipal avait obéi à son premier mou-
vement en faisant rédiger cet acte par le sieur Compin,

dont on reconnaît l'écriture ; mais il fut, sans doute, profondément troublé par le rapport de ses deux commissaires à leur retour de Cosne ; il comprit la gravité de la situation et le danger qu'il y aurait à intervenir ; il se hâta donc de faire raturer sa protestation avec un soin si particulier qu'il est très difficile d'en lire le texte sous les larges traits de plume qui devaient l'effacer ; quelques mots sont même restés absolument illisibles. Ce raturage a été fait aussitôt après la rédaction et avant que les signatures aient été apposées à l'acte qui est suivi sans interruption par la délibération prise sept jours plus tard, le 2 octobre, pour donner mission à Laurent Fontaine de conduire à Cosne non seulement les deux cloches de l'église, mais encore une petite cloche trouvée au château.

Le 26 novembre, deux mois après son arrestation, on voit réapparaître l'abbé Taillandier ; il se présente à la municipalité pour lui remettre 190 livres dont il était chargé et donne sa démission ; le conseil le remplace par Foutrier fils.

Le curé avait-il été relâché, ou avait-il réussi à s'évader ? On n'est pas renseigné à cet égard ; dans tous les cas, il s'empressa de disparaître et c'est la meilleure inspiration qu'il ait eue dans toute sa carrière politique.

En exécution de l'arrêté pris par Fouché, à la date du 27 octobre 1793, la municipalité décida de faire démolir le clocher de l'église et, le 19 février 1794, fit un traité avec le citoyen Grillot, couvreur à Saint-Amand, qui, moyennant le prix de 300 livres, s'engagea à faire cet ouvrage, à réparer le dégât en recouvrant d'ardoises la partie du toit où se trouvait le clocher et en y mettant deux lucarnes. Ce qu'il y a de plus fort, c'est que cette dépense fut mise à la charge de la fabrique et que celle-ci accepta de la payer ;

en effet, le 18 mai 1794, le conseil de la commune constate qu'il a reçu, pour cet objet, une somme de 400 livres, qui lui a été remise par Dupré, ci-devant fabricien de la ci-devant église.

A partir de cette époque, la municipalité de Dampierre est courbée docilement sous l'autorité tyrannique des administrateurs du district et du département, et les événements dont la commune est le théâtre perdent beaucoup de leur intérêt. C'est seulement vers le milieu de l'année 1795 qu'elle reprend un peu d'animation et ressent le contrecoup de la réaction produite dans le monde politique après l'insurrection du 12 germinal an III (1^{er} avril 1795). La Convention avait ordonné le désarmement de tous les individus qui avaient coopéré à la vaste tyrannie abolie le 9 thermidor ; l'organisation d'une nouvelle garde nationale sur les bases de 1789 ; la restitution au culte des édifices qui y étaient destinés.

Immédiatement, l'agent national Foutrier s'empresse de dénoncer le sieur Bureau comme terroriste et demande qu'il soit soumis à la loi de désarmement. Le conseil désigne quatre commissaires pour conférer à cet égard avec la municipalité de Saint-Amand.

Cet incident montre d'une façon saisissante le trouble que les événements révolutionnaires avaient jeté dans les esprits et les revirements qui s'étaient opérés chez les hommes engagés dans la politique. Le citoyen Bureau, dont il a été question à propos de l'arrestation du curé Taillandier, était d'opinion modérée lorsque, le 8 septembre 1790, il se prononçait, avec la majorité du conseil, dont faisait partie son accusateur actuel, contre Gentier et Quieffin, qui étaient l'un et l'autre les agents occultes du directoire du district. D'un autre côté, Foutrier, le dénonciateur de Bureau, venait, trois mois auparavant, de dénoncer

Edme Dupré pour l'érection d'une croix et de demander contre lui l'application des lois révolutionnaires.

Le conseil de la commune était si troublé par les événements récents auxquels il s'était trouvé mêlé qu'il n'osait plus agir ; il craignait de s'aventurer et renvoyait aux autorités supérieures la solution des questions qui pouvaient faire encourir des responsabilités. Il décida donc, le 2 août 1795, que les pièces de l'enquête faite sur le citoyen Bureau seront adressées à l'administration du district qui les enverra aux administrateurs du département, lesquels jugeront si le citoyen Bureau doit être compris dans la loi de désarmement.

Cependant Foutrier ne se tint pas pour satisfait ; il en voulait décidément à Bureau qui, de son côté, faisait tête à l'orage et ne se laissait pas facilement intimider. Celui-ci s'était rendu adjudicataire du jardin du château et de toutes ses dépendances et il y faisait paître ses bestiaux. Foutrier le dénonça pour les dommages qui étaient causés aux arbres et aux treilles par les animaux. On ne s'explique pas très bien, sinon par l'animosité, cette dénonciation à propos de faits qui n'avaient rien de répréhensible, puisque Bureau, étant propriétaire, avait le droit de faire paître ses bestiaux dans son jardin. Cependant, le conseil jugea à propos de charger Foutrier fils de faire des observations à Bureau qui les accueillit fort mal et renvoya le commissionnaire dire à son père « qu'il se f...tait du » procureur de la commune ainsi que de lui, pour la » seconde fois, et qu'il se torchait le c... du premier et » qu'il le ferait aussi du second » ; faisant probablement allusion aux deux dénonciations dont il venait d'être l'objet coup sur coup. Le fils, en commissionnaire fidèle, rapporta le propos au conseil qui le consigna dans son procès-verbal sans autre commentaire.

Cependant Bureau, malgré son audace, n'avait pas échappé à toute répression. Lors de la visite faite à Cosne, par Lefyot, le 21 février 1794 (3 ventôse an II), une assemblée générale du peuple avait eu lieu dans le temple de la Raison et il avait été procédé à l'épuration des autorités. Bureau, administrateur du district, fut destitué comme convaincu de fraude dans une vente de meubles d'émigrés (1). Plus tard, après la première dénonciation de Foutrier, des poursuites furent exercées contre lui ; il fut, avec plusieurs autres membres de l'administration révolutionnaire, renvoyé devant le tribunal du district de Cosne par un jugement du tribunal criminel des 4 et 16 prairial an III. Mais, comme le dit M. Meunier dans son ouvrage *La Nièvre pendant la Convention*, les « procédures » suivies collectivement contre ces individus furent » entravées par les difficultés d'interprétation des lois » criminelles nouvellement édictées ; menées timide- » ment par les magistrats instructeurs, elles finiront » par user les indignations de la première heure. Le » gouvernement voulut y mettre un terme et le repré- » sentant Bezout, envoyé spécialement dans la Nièvre » pour arrêter les progrès de la réaction, annula d'un » trait de plume toutes les procédures ».

Devenu propriétaire du château de Dampierre, Bureau maria sa fille Edmée avec Louis-André Gillois, l'un sans doute des deux frères qui se signalèrent dans l'arrondissement de Clamecy par leur ardeur révolutionnaire et qui, après la réaction thermidorienne, furent dénoncés comme terroristes par la société populaire de Varzy.

L'existence agitée de la commune de Dampierre touche à sa fin. Le registre des délibérations du corps

(1) P. MEUNIER, t. II, p. 42.

municipal ne contient plus que trois actes : le premier du 23 octobre 1795 par lequel la municipalité constate que, conformément à l'article 7, section III, de la loi du 7 vendémiaire an III, tous les habitants de la commune se sont présentés et ont déclaré choisir, pour l'exercice de leur culte, le bâtiment connu sous le nom d'église.

La veille, le curé Taillandier était rentré dans sa paroisse et avait fait devant la municipalité la déclaration déjà rapportée plus haut : *Je reconnais que l'universalité des citoyens français est le souverain et je promets soumission et obéissance aux lois de la République.* Il reprit l'exercice de son ministère ; mais il n'était pas corrigé et, comme on va le voir, il éprouva encore le besoin de se mêler aux événements politiques. Le 6 novembre 1795, l'assemblée des habitants de la commune désigne Jean Laurent, agent municipal, et Jean Gaudin, adjoint, pour faire partie de la municipalité du canton. Cette assemblée avait pour président, Gentier, et pour scrutateurs, Frottier et le curé Taillandier.

Une nouvelle élection municipale eut lieu en 1797 ; il n'en est pas question dans le registre des délibérations qui avait cessé d'être tenu au courant, mais les détails en sont rapportés dans le livre de M. Meunier (1). L'assemblée se tint un dimanche d'avril ; les électeurs furent réunis à l'église, à huit heures du matin, avant la messe. Le curé Taillandier parut en aube et en étole et dit qu'il fallait composer un bureau et élire un agent et un adjoint ; on le nomma président du bureau et il fut élu agent, mais il refusa par cette raison qu'il en donne que, à l'instant où il serait nécessaire de donner des secours spiri-

(1) Tome II, p. 411.

tuels à ses chers paroissiens, il pourrait être obligé de se rendre à l'administration municipale ; on nomme alors Pierre-Joachim Foutrier, menuisier, et oncle de la servante du curé, et adjoint, Joachim Prêtre. Après les avoir proclamés, l'abbé Taillandier monta à l'autel et célébra l'office divin.

La paix religieuse n'était pourtant pas définitivement faite à cette époque ; il y eut, après le coup d'Etat du 18 fructidor an V (4 septembre 1797), un violent retour d'hostilités. On rapporta les lois qui rappelaient les prêtres déportés, qui les dispensaient du serment et les obligeaient à une simple déclaration. Toutes les lois sur la police des cultes furent rétablies et le Directoire eut la faculté, par un simple arrêté, de déporter les prêtres qu'il saurait se mal conduire. Ceux qui avaient cru à un apaisement définitif furent rudement rappelés à la réalité par le ministre de la police, le conventionnel Cochon, qui devint plus tard comte de Lapparent sous l'Empire. Il écrivait, le 9 vendémiaire an V (30 septembre 1796), au commissaire près l'administration du canton de Saint-Amand : « J'ai reçu, citoyen, une lettre du 4 complémentaire, » dans laquelle vous m'annoncez que les habitants de » ce canton, s'autorisant de ce qui s'est fait dans les » départements voisins, redemandent à grands cris » l'usage de leurs cloches. Je vous invite à n'avoir » aucun égard à leurs clameurs, à maintenir sévèrement l'exécution de la loi relative à la police des » cultes et à faire traduire sur le champ devant les » tribunaux le premier qui serait tenté de l'enfreindre.

» Salut et fraternité.

» COCHON ».

Le pauvre abbé Taillandier n'en avait pas fini avec

les tribulations ; il fut victime de la nouvelle persécution organisée par le Directoire. L'administration départementale le porta, le 19 ventôse an VI, sur la liste des prêtres qu'elle qualifiait de perturbateurs (1). D'autres mesures plus graves furent-elles prises à son égard ? On ne sait rien de positif ; mais ce qui tendrait à faire croire qu'il subit la déportation ou, tout au moins, qu'il y échappa en se cachant, c'est que le registre de la fabrique n'a pas été tenu de l'an IV à l'an X et que c'est seulement le 18 nivôse de cette année-là (6 janvier 1802) qu'on y retrouve sa signature. D'une autre part, il semble que le presbytère ne fut pas habité pendant toute cette période de cinq ou six ans ; cela résulterait de la description qui en a été faite, le 6 octobre 1805, à la demande du nouveau curé, l'abbé Moirand. On constate que l'immeuble est dans un état de délabrement qui le rend inhabitable. Cette ruine ne peut s'expliquer que par un long abandon, quand on se rappelle que l'abbé Taillandier, quinze ans auparavant, avait employé une somme de 2.713 livres à faire exécuter les réparations nécessaires.

On n'est pas mieux renseigné sur les causes de la disparition définitive du curé de Dampierre, A partir du 4 juin 1805, et sans qu'il en soit donné une explication quelconque, c'est le curé de Bitry qui, constatant l'absence de *monsieur* Taillandier, signe les actes de baptême, mariage et sépulture ; cette situation intérimaire dure jusqu'en octobre et, le 17 de ce mois, le nouveau curé, l'abbé Moirand, continue les inscriptions du registre en rédigeant un acte de baptême. Quant à l'abbé Taillandier, il n'en est plus question.

Le dernier acte porté sur le registre des délibéra-

(1) P. MEUNIER, tome II, page 426.

tions du corps municipal est daté du 16 avril 1812 ; il constate la prestation de serment et l'installation d'Edme Morisset comme administrateur temporaire de la commune et des conseillers municipaux nommés par le préfet : Jean Gaudet, Claude Prêtre, Claude Nault, E.-V. Corde, Claude Poupet, Louis Gaudin. Laurent, adjoint au maire de la commune, déclare que son peu d'instruction ne lui permet pas d'exercer ces fonctions dont il se démet.

Dès le commencement de 1794, après les agitations dont le registre des délibérations a conservé le souvenir, la commune de Dampierre avait commencé à rentrer dans le calme ; après 1797, elle disparut, pour ainsi dire, et, désormais, elle ne devait plus avoir d'histoire. C'est bien dans cette paix qu'elle était destinée à vivre, aussi y rentre-t-elle comme dans son élément. L'esprit de la population à cette époque se retrouve dans ce brave homme de Laurent qui, porté aux fonctions d'adjoint, en décline l'honneur et reconnaît modestement son insuffisance.

Il faut dire, d'ailleurs, que les tragiques événements de la Révolution n'ont agité que superficiellement les existences paisibles de ces campagnards. Après les coups de foudre qui frappèrent la baronne de Bouhy et son voisin d'Angelier, l'orage, bien loin de s'apaiser, redouble de violence ; mais il passe trop au-dessus de cette population pour qu'elle en fût profondément troublée. Naturellement portée à se soumettre à l'autorité, elle accepta le gouvernement tyrannique des hommes de la Terreur, au point qu'on vit de braves gens comme Foutrier requérir spontanément l'application des pires lois révolutionnaires. C'est là un exemple bien inquiétant de ce que le pouvoir peut exiger et obtenir à la seule condition de ne pas douter de sa force.

AUGUSTE BOYER.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
Description du clocher et de l'église de Marzy, par M. R. de Lespinasse	1
Le père Placide Gallemant et le couvent des Récollets de Nevers, par M. le chanoine A. Sery	11
Francis d'Allarde, par M. P. Meunier	58
Les Conrade, leurs faïences d'art, par M. Massillon Rouvet	66
A travers les Lettres de rémission nivernaises aux XIV ^e et XV ^e siècles, par M. R. de Lespinasse	100
Chronique et mélanges pour l'année 1900, par M. R. de Lespinasse	136
La tombe de Serène de Crevant, par M. Teste	145
Fragments de l'Obituaire de l'église Saint-Martin de Clamecy, par M. L. Mirot	152
Promenade archéologique à Cosne, Saint Père, Saint-Laurent, Saint-Verain et environs, par M. A. Maron ...	166
La Taille et la Capitation dans la paroisse de Champvert en 1779, par M. G. Gauthier	211
Une statuette de la déesse Epona, près Nevers, par M. J. de Saint-Venant	223
Les plus anciennes chartes du Nivernais jusqu'au X ^e siècle, par M. R. de Lespinasse	229
Abbaye de religieuses bénédictines de Notre-Dame de Nevers, par M. le chanoine A. Sery	246
Documents Nivernais de la collection Duchesne à la Bibliothèque nationale, par M. R. de Lespinasse	390
Chronique et mélanges pour l'année 1901, par M. R. de Lespinasse	407
Notice sur Commagny, par M. Victor Moreau	417
Les Bains de la villa gallo-romaine de Champvert (Nièvre), par M. G. Gauthier	449
La vie municipale à Dampierre pendant la Révolution (1788-1795), par M. Auguste Boyer	469
